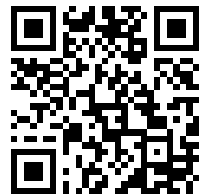

This is a reproduction of a library book that was digitized by Google as part of an ongoing effort to preserve the information in books and make it universally accessible.

GoogleTM books

<https://books.google.com>





A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

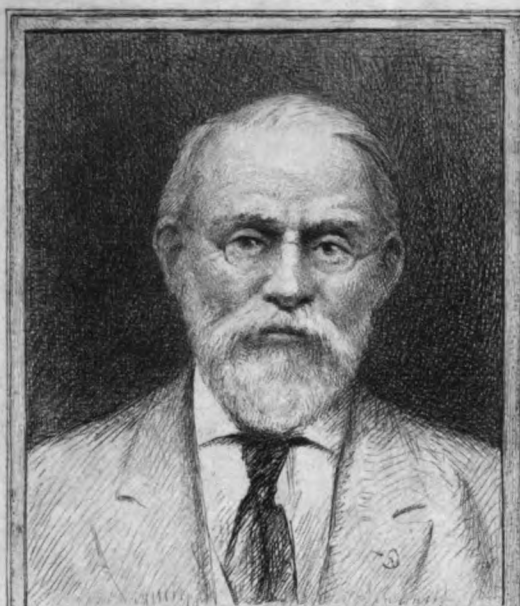
Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

B 476254



SILAS WRIGHT DUNNING
BEQUEST
UNIVERSITY OF MICHIGAN
GENERAL LIBRARY

1894-1930

DC
b11
.074
A3

SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE
DE L'ORNE

TYPOGRAPHIE E. RENAUT-DE BROISE

BULLETIN
DE LA SOCIÉTÉ
HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE
DE L'ORNE

TOME XVII



ALENÇON
TYPOGRAPHIE RENAUT-DEBROISE
PLACE D'ARMES

1898

27

Dunning
Gifford
12-8-26
18603

Bureau et Commission de Publication

<i>Président</i>	Le Comte DE CONTADES.
	Jules APPERT.
<i>Vice-Présidents</i>	{ Le Comte DE CHARENCEY.
	LECOINTRE (Eugène).
	Le Vicomte DE BROG.
<i>Secrétaire général</i>	Henri BEAUDOUIN.
<i>Secrétaire</i>	Le Vicomte DU MOTÉY.
<i>Secrétaire-Adjoint</i>	L'Abbé HOMMEY.
<i>Trésorier</i>	DE BROISE.
<i>Archiviste - Bibliothé- caire</i>	LE NEUF DE NEUFVILLE.
<i>Bibliothécaire-Adjoint</i>	Le Vicomte DU MOTÉY.
	DESCOUTURES.
<i>Membres de la Com- mission de Publi- cation</i>	{ L'Abbé DUPUY.
	L'Abbé LETACQ.
	L'Abbé RICHER.
	L'Abbé ROMBAULT.
	Le Comte DE VIGNERAL.

Liste des Membres de la Société

ACHARD DES HAUTES-NOES, maire de Saint-Mars-d'Egrenne, à
Alençon, rue de Bretagne, 29.
ADIGARD, avocat à Domfront.
ALEXANDRE, ancien bibliothécaire, à Alençon, rue de l'Écusson, 40.
ALLARD DU CHOLET, 114, boulevard Malesherbes, Paris.
ANTOINE (l'abbé), curé-doyen à Argentan.
APPERT (Jules), à Flers, rue d'Argentan, 10.
AVELINE, avoué à Alençon, rue du Jeudi, 33.

AUDIFFRET-PASQUIER (duc d'), sénateur, de l'Académie Française, au château de Sassi, par Mortrée (*Orne*); — à Paris, rue Fresnel, 23.

AUDIFFRET-PASQUIER (marquis d'), au château de Sassi; — à Paris, 5 bis, rue de Berry.

BAILLANCOURT (DE), à Mortain (*Manche*).

BARRET (l'abbé), château de Petiteville, par Bourth (*Eure*).

BEAU (Amédée), ancien député, au château de Tubœuf, par Chantai; — 3, rue Keppler, Paris.

BEAUCHAMPS (baron DE) DE MONTHÉARD, 51, rue de la Pompe, à Paris.

BEAUCHÈNE (comte DE), au château de Torré, par Ambrières (*Mayenne*); — Paris, 6, rue Bocador.

BEAUDOUIN (Henri), à Alençon, 22, rue des Promenades.

BEAUREGARD (DE), au château d'Aché, par Alençon.

BERNIER (le Révérend Père), supérieur de l'École Saint-Aspais, à Melun.

BEUDIN (l'abbé), à Flers.

BIDARD-HUBERDIÈRE, docteur-médecin, au château de la Bérardière, à Saint-Bômer; — Paris, 9, rue de Suresne.

BISSON (l'abbé), curé-doyen de Vimoutiers.

BLANDEL (l'abbé), curé de Heugon.

BLANZAY (DE), à Tessé-la-Madeleine; — 75, rue Saint-Jacques, à Paris.

BLAY, bibliothécaire de la ville de Nogent-le-Rotrou (*Eure-et-Loir*).

BLIN (l'abbé), chanoine honoraire, aumônier de la Miséricorde, à Sées.

BOISSEY (l'abbé), curé de Beauchêne.

BOISTERTRE (DE), Paris, 26, rue d'Hauteville.

BONNEAU LA VARANNE, à Alençon, rue des Marcheries; — 33, rue d'Assas, Paris.

BOUL (Georges), agent-voyer à La Ferté-Macé.

BOULARD, docteur-médecin à Vimoutiers.

BOURMONT (comte Amédée DE), au château de la Roche, à Vaas (*Sarthe*). — Paris, 24, rue Las-Cazes.

BRARD, avocat à Alençon, rue du Collège, 5.

BRESLIN, conseiller général, maire de Longni.

BRETÈCHE (Alexandre DE LA), à Argentan.

BROC (vicomte DE), au château des Feugerets, par Bellême; — Paris, rue Las-Cazes, 15.

BRUST (Constant), propriétaire à Laleu, par Le Mesle-sur-Sarthe.

BUNOUST (l'abbé), curé-doyen de Flers.

BUQUET, ancien notaire, à Almenèches.

BUREL (l'abbé), curé de la Lande-Patry, par Flers.

- CACHET, docteur-médecin à Domfront.
- CANIVET, conseiller général, à Chambois : — Paris, 11, boulevard Magenta.
- CHALLEMEL (Wilfrid), à la Ferté-Macé.
- CHAMBAY, avocat à Domfront.
- CHAMPAGNE (marquis DE), à Ménil-Jean, par Écouché ; — Paris, 25, rue Ville-l'Évêque.
- CHANCEREL, notaire à Alençon.
- CHARENCEY (comte DE), conseiller général, à Saint-Maurice-les-Charencey ; — Paris, 25, rue Barbet-de-Jouy.
- CHARPENTIER (l'abbé), curé-doyen de Briouze.
- CHARTIER, avocat à Mortagne.
- CHÉGUILLAUME, ingénieur des Ponts et Chaussées, 3, rue des Cadeniers, à Nantes.
- CHENNEVIÈRES (marquis DE), direct. honoraire des Beaux-Arts, membre de l'Institut ; — Paris, 3, rue Paul-Louis-Courier.
- CHENNEVIÈRES (Henri DE), attaché à l'Administration des Beaux-Arts ; — Paris, 77, rue de Vaugirard.
- CHENU (l'abbé), curé de Saint-Évroult-Notre-Dame-du-Bois.
- CHESNES (Henri DES), château du Bois-Joli, par Mortagne.
- CHOLLET, juge de Paix, docteur en Droit, à Exmes.
- CHRISTOPHE, député, conseiller général, château du Gué-aux-Biches ; — Paris, 88, avenue d'Iéna.
- CONTADES (comte Gérard DE), maire à Saint-Maurice-du-Désert, par La Ferté-Macé ; — Paris, avenue Marceau, 28.
- COURCIVAL (marquis DE), au château de Courcival, par Bonnétable (Sarthe) ; — Paris, 112, rue Marcadet.
- DALLET (Alexandre), conseiller municipal à Saint-Aubin-de-Bonneval, par le Sap.
- DARPENTIGNY, greffier de la Justice de Paix à Putanges.
- DE BROISE, ancien imprimeur, à Alençon, 24, rue de Bretagne.
- DESCOUTURES (Reynold), greffier du Tribunal de Commerce, à Alençon, rue de l'Écusson, 42.
- DES DIGUÈRES (Victor), maire de Sévigni, par Argentan.
- DESVAUX (l'abbé), curé de Verrières, par Berdhuys.
- DU HAYS (Charles), attaché à la direction des Haras au ministère de l'Agriculture, à Paris ; — à Saint-Germain-de-Clairefeuille, par Nonant.
- DULAU, 37, Soho-Square, à Londres.
- DUMAINE (l'abbé), curé de la Cathédrale à Sées.
- DUPONT (l'abbé), à Alençon, rue de Lancrel, 58 bis.
- DUPUY (l'abbé), aumônier du Lycée, à Alençon, rue de l'École, 7.
- DURAND, maire de Magny-le-Désert, par La Ferté-Macé.
- DUVAL, archiviste du département de l'Orne, à Alençon.
- ÉDOUARD (le Révérend Père) (LECORNEY), capucin, archiviste général de l'Ordre, 160, via Boncompagni, Rome.

- FARCY (Paul DE), à Château-Gontier (*Mayenne*).
 FLEURY, imprimeur à Mamers.
 FORTIN, ancien maire de Vimoutiers.
 FORTINIÈRE (Paul DE LA), juge au Tribunal Civil, à Alençon,
 2, rue Odolant-Desnos.
 FOULON (Eugène), architecte à Laigle.
 FRANCE DE TERSANT (André DE), 11, rue des Pyramides, à
 Paris.
 FRÉBET (l'abbé), professeur au Petit-Séminaire de La Ferté-
 Macé.
 FROMONT (DE), à Mamers (*Sarthe*).
 GALPIN (Gaston), député de la Sarthe, à Assé-le-Boisne ; —
 Paris, 61, rue de la Boétie.
 GATRY (l'abbé), curé de Macé, par Sées.
 GAULIER (l'abbé), prêtre habitué à la Chapelle-Montligeon.
 GENDREL, instituteur à Livaie, par Saint-Denis.
 GERMAIN-LACOUR (Joseph), à Moulins-sur-Orne, par Argentan.
 GILBERT, à Alençon, 81, rue des Tisons.
 GILLARD (l'abbé), curé de Couesmes (*Mayenne*).
 GIRARD (l'abbé), secrétaire-général de l'Évêché, à Sées.
 GODET (l'abbé), curé du Pas-Saint-Lhomer, par Moutiers.
 GOMOND, ancien professeur agrégé au Lycée, à Alençon.
 GOURDEL (l'abbé), curé de Saint-Hilaire-de-Briouze.
 GUÉRIN (l'abbé R.), aumônier des Sœurs Sainte-Claire, à
 Alençon, 15, rue de la Demi-Lune.
 GUESDON (l'abbé), directeur au Grand-Séminaire à Sées.
 GUILLEMIN, officier en retraite à Alençon, 69, rue Saint-Blaise.
 GUILLOUARD, professeur à la Faculté de Droit à Caen.
 GUYON DE VAULOGER (DE), rue des Granges, à Alençon, 3.
 HAREL (Paul), à Échauffour.
 HOMMEY, docteur-médecin à Sées.
 HOMMEY (Charles), notaire à Alençon.
 HOMMEY (Léon), banquier à Alençon, rue de l'École.
 HOMMEY (l'abbé), prêtre habitué à Saint-Léonard d'Alençon.
 JAECK, banquier à Vimoutiers.
 JOSSE (l'abbé), professeur au Petit-Séminaire à Sées, chanoine
 honoraire.
 JOUVIN fils, à Longny.
 LAGARENNE (DE), à Alençon, place Saint-Léonard, 24.
 LAPORTE, ancien sous-préfet, à Alençon, rue de Bretagne, 20.
 LA RAILLÈRE (DE), conseiller général, à La Ferté-Macé.
 LA SICOTIÈRE (M^{me} DE), à Alençon, rue Marguerite-de-Navarre.
 LAUDE (l'abbé), vicaire à Vimoutiers.
 LEBRETON (l'abbé J.), chanoine à Sées.
 LEBEY (Daniel), licencié en Droit, à La Carneille.

- LECHEVREL (Ernest), notaire à Chanu.
 LECLÈRE (Adhémard), résident de France à Kratié (Cambodge).
 LECOËUR, pharmacien, lauréat des Hautes Études, à Vimoutiers.
 LECOINTRE (Eugène), membre de la Commission des Archives départementales, à Alençon, rue Saint-Blaise, 11.
 LECOINTRE (Georges), à Alençon, rue du Parc, 2.
 LECOMTE, au château de Montigni (Sarthe).
 LEFAIVRE (l'abbé), bibliothécaire au Grand-Séminaire, à Sées.
 LE FAVERAIS, président honoraire à Mortain (Manche).
 LEFÉBURE, à Paris, 36, avenue Marceau.
 LE FÉRON DE LONGCAMP, ancien président de la *Société des Antiquaires de Normandie*, à Caen, rue de Gèole.
 LE HARDY (Gaston), secrétaire de la *Société des Antiquaires de Normandie*, à Rois, par Bretteville. — 9, rue des Cordeliers, Caen.
 LELIÈVRE, propriétaire à Flers.
 LEMAITRE (l'abbé), chanoine à Sées.
 LE MAROIS (comte), au château de Lonray ; — Paris, 119, rue de l'Université.
 LEMARQUANT, rédacteur au Ministère de l'Intérieur, à Paris, rue des Feuillantines, 11.
 LE NEUF DE NEUFVILLE, président honoraire, à Alençon, 3 rue du Parc.
 LE ROUILLÉ, à Alençon, rue du Château, 41.
 LESSART, maire de Saint-Siméon ; à Alençon, 5, place Saint-Léonard.
 LETACQ (l'abbé), aumônier des Petites-Sœurs des Pauvres, à Alençon, rue du Mans.
 LEURSON, agent-voyer en chef, en retraite, à Alençon.
 LEVAIN (Charles), à Caorches, par Bernay (Eure).
 LE VAVASSEUR (M^{me}), à La Lande-de-Lougé, par les Yveteaux.
 LEVEILLÉ (l'abbé), professeur au Petit-Séminaire de La Ferté-Macé.
 LÉVIS-MIREPOIX (comte DE), député, 121, rue de Lille, Paris, à Alençon, 41, rue du Cours.
 LHERETREYRE (l'abbé), curé-doyen de Moulins-la-Marche.
 LORIOT (Florentin), avocat à Alençon, Grande-Rue, 112.
 LORY, docteur-médecin à La Ferté-Macé.
 LOUTREUIL, manufacturier à Moscou.
 LOUVEL (Marcel), chef d'institution, à Rémalard.
 MACAIRE, chef de Division à la Préfecture de l'Orne, à Alençon, rue de la Demi-Lune, 10.
 MACÉ (l'abbé), curé d'Athis.
 MACKAU (baron DE), député, conseiller général, à Guerquesalles, par Vimoutiers ; — Paris, avenue d'Antin, 22.
 MALLET (l'abbé), à Alençon, 99, rue des Tisons.

- MALLEVOUE (DE), 35, rue de Lubeck, à Paris.
- MARAIS (Paul), bibliothécaire à la Bibliothèque Mazarine, Palais de l'Institut, Paris.
- MARCÈRE (DE), sénateur, à Paris, rue Montaigne, 23.
- MARTEL (l'abbé), vicaire à Alençon.
- MARY (l'abbé), curé de Saint-Georges-d'Annebecq, par Rânes.
- MAUNOURY (l'abbé), chanoine, au Petit-Séminaire de Sées.
- MOTÉY (vicomte RENAULT DU), avocat, docteur en Droit, à Alençon, 44, rue Saint-Blaise.
- MOUCHERON (comte DE), à Maison-Maugis ; — 6, rue de Tournon, Paris.
- NANTEUIL (Amaury), baron DE, à Alençon, rue du Jeudi, 32.
- NOIRE (l'abbé), curé de Chambois.
- PATOU (Urbain), avocat, à Avrilly, par Domfront.
- PERROTE (Vital), inspecteur d'assurances, à Meulles (Calvados).
- PIEL (l'abbé), curé de Mesnil-Mauger (Calvados).
- PORQUET, sénateur, conseiller général de l'Orne, à Montmerrei, château de Blanche-Lande ; — Paris, rue de Montceau, 58.
- PRÉBOIS (Paul), notaire, à Sées.
- PREMPAIN (Charles), architecte à Sées.
- PERNELLE, maire de Vimoutiers.
- REGNIER, secrétaire de la Société Libre de l'Eure, à Évreux, rue Chartraine.
- RENAUT-DE BROISE, imprimeur, à Alençon.
- RICHER (l'abbé), aumônier de la Providence, à Alençon, 15, rue du Pont-Neuf.
- ROBILLARD DE BEAUREPAIRE, ancien conseiller à la Cour d'Appel, secrétaire de la *Société des Antiquaires de Normandie*, à Caen.
- ROMANET (vicomte Olivier DE), château des Guillels, par Mortagne.
- ROMBAULT (l'abbé), curé de Messei.
- ROMET (Paul), à Alençon, rue du Pont-Neuf, 24.
- ROMET (Charles), à Alençon, rue du Jeudi, 34.
- ROTOURS (baron DES) (Jules), aux Rotours, par Putanges ; — 9, avenue de Villars, Paris.
- ROULLEAUX-DUGAGE, château de Livonnière, à Rouellé, par Domfront.
- SAFFRAY (l'abbé), curé de Sarceaux, par Argentan.
- SAINTE-PREUVE (M^{me} la baronne DE), à Boisbulant, près Alençon.
- SALZE, à Paris, 134, rue Mouffetard.
- SANDRET, architecte du Département, à Alençon, 15, rue des Champs.
- SCHNETZ (M^{me}), au château de Flers.
- SEVRAY (l'abbé), à Mortrée.

SOUANCÉ (comte H. DE), à Mondoucet, par Souancé (*Eure-et-Loir*).
 SURVILLE, instituteur, à La Chapelle-Biche.
 TOMERET, chef de Division à la Préfecture de l'Orne, à Alençon, rue Desgenettes, 19.
 TOURNOUER, 5, boulevard Raspail, à Paris ; — château de Saint-Hilaire, près Mortagne.
 TRIGER (Robert), au Mans, 5, rue de l'Évêché.
 TURGEON (Charles), professeur à la Faculté de Droit à Rennes, Cours Sévigné.
 VAUCELLE (Jules DE), à Lignou, par Briouze ; — Paris, 18, rue de la Pépinière.
 VAUCELLE (comte Pierre DE), à Alençon, rue d'Avesgo ; — Château de la Bellière, par Saint-Denis-sur-Sarthon.
 VÉREL (Charles), à Nonant.
 VIGNERAL (comte DE), ancien chef d'escadron d'Etat-Major, au château de Ri, par Putanges.
 VIMONT, à Paris, 15, rue Lebrun (Gobelins).

Membre correspondant

FRANCE DE TERSANT (Urbain DE), à Sées.

SOCIÉTÉS SAVANTES ET ÉTABLISSEMENTS PUBLICS

Auxquels la *Société Historique et Archéologique de l'Orne* adresse ses Publications et ses Correspondances.

Ministère de l'Instruction publique (*6 exemplaires*).
 Archives Départementales de l'Orne, à Alençon.
 Bibliothèque publique d'Alençon.
 Bibliothèque publique d'Argentan.
 Académie des Sciences, Agriculture, etc., d'Aix (Bouches-du-Rhône).
 Société d'Agriculture, Sciences et Arts d'Angers.
 Société Archéologique et Historique de la Charente, à Angoulême.
 Le Cidre, à Paris, 15, rue Lebrun (Gobelins).
 Société d'Archéologie d'Avranches et Mortain, à Avranches.
 Société Belfortaise d'Émulation, à Belfort.
 Société des Antiquaires de Normandie, à Caen.
 Académie Nationale des Sciences, Belles-Lettres et Arts de Caen.
 Société des Beaux-Arts de Caen.

- Société Linnéenne de Normandie, à Caen.
 Société Archéologique d'Eure-et-Loir, à Chartres.
 Société française d'Archéologie, à Compiègne.
 Société libre d'Agriculture, Sciences, Arts et Belles-Lettres de l'Eure, à Evreux.
 Société libre d'Agriculture, etc. de l'Eure (section de Bernay).
 Revue Catholique de Normandie, à Evreux.
 Croix de l'Orne, à Flers.
 Société Industrielle de Flers.
 Académie Delphinale, à Grenoble.
 Commission Historique et Archéologique de la Mayenne, à Laval.
 Société Historique et Archéologique du Maine, au Mans.
 Société d'Agriculture, Sciences et Arts de la Sarthe, au Mans.
 Société Archéologique de Nantes.
 Société de l'Histoire de Paris, chez M. Champion, libraire, à Paris, 9, quai de Voltaire,
 Société Philologique, à Paris.
 Société Neuchâteloise de Géographie, à Neuchâtel (Suisse).
 Comité des Travaux historiques et des Sociétés savantes à Paris.
 Société des Antiquaires de l'Ouest, à Poitiers.
 Société des Amis des Sciences de Rochechouart (Haute-Vienne).
 Société de l'Histoire de Normandie, à Rouen.
 Commission des Antiquaires de la Seine-Inférieure, à Rouen.
 Société Normande de Géographie, à Rouen.
 Revue d'Alsace, à la Librairie Fischbacher, 33, rue de Seine, à Paris.
 Société Philomatique Vosgienne, à Saint-Dié.
 Société Archéologique du Midi de la France, à Toulouse.
 Société d'Histoire Ecclésiastique et d'Archéologie Religieuse de Valence.
 Société Polymatique du Morbihan, à Vannes.
 Analecta Bollandiana, à Bruxelles, 14, rue des Ursulines.
 Muséo Nacional de Rio-de-Janeiro.
 Muséo Nacional de Costa-Rica (*Amérique Centrale*).
 Davenport Academy of Natural Sciences, Davenport-Yowa (*États-Unis d'Amérique*).
 Académie Royale des Belles-Lettres, de l'Histoire et des Antiquités de Stockholm.
 Smithsonian Institution, Washington.
 Université de l'Etat de New-York, à Albany ; — M. Gustave E. STECHERT, libraire-agent, à Leipzig.

PROCÈS-VERBAL

Séance du Mardi 18 Janvier

PRÉSIDENCE DE M. H. BEAUDOUIN, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Après la lecture du procès-verbal de la dernière séance, la Société élit, comme Membres titulaires, MM. André DE FRANCE DE TERSANT, domicilié à Paris, 11, rue des Pyramides, et l'abbé CHENU, curé de Saint-Évrout-Notre-des-Bois, présentés le premier par MM. l'abbé Dumaine et le Vicomte du Motey, le second par MM. les abbés Letacq et Hommey.

Elle élit, comme Membre correspondant, M. l'abbé PIEL, curé du Mesnil-Mauger, par Crèvecœur (Calvados), présenté par M. l'abbé Letacq.

La Société désigne ensuite ses délégués pour le 36^e Congrès des Sociétés savantes qui se réunira à la Sorbonne, le mardi 12 avril prochain.

OUVRAGES REÇUS DEPUIS LA SÉANCE DU 9 OCTOBRE 1897

Smithsonian Report. National Museum, 1893, 1 vol. ; 1894, 2 vol. ; 1895, 1 vol.

State Museum Report, 1894, planches.

Le Cidre. Revue Vimont, 15 octobre 1897, 15 novembre 1897, 15 décembre 1897.

Revue de l'Avranchin, année 1897, n° 7.

Bulletin des Amis des Sciences et Arts de Rochechouart,
t. VII, n° 3 et n° 4.

Bulletin de la Société de l'Histoire de Normandie, septembre
1897.

Revue catholique de Normandie, 1897-98, 3^e et 4^e livraisons.
Société normande de Géographie, juillet-octobre 1897.

Analecta Bollandiana, t. XVI, fascicules II et III.

Le Conservateur. Le Roi, la charte et les honnêtes gens,
années 1818-1819-1820, don de M. l'abbé René Guérin.

Bulletin de la Société de Géographie de Rochefort, année
1897, n° 3.

Bulletin de la Société des Antiquaires de l'Ouest, 2^e trimestre
1897.

Bulletin de la Société archéologique d'Eure-et-Loir, décem-
bre 1897.

Bulletin d'Histoire ecclésiastique de Valence, année 1897.

Le chanoine Albanès, Biobibliographie.

Annales de N.-D. des Champs, décembre 1897, janvier 1898.

Documents sur la Province du Perche, octobre 1897.

La Chapelle de N.-D. de Pitié à Longny, par M. l'abbé
GAULIER (don de l'auteur).

Étymologies Euskariennes, par M. le C^{te} CHARENCEY (don de
l'auteur).

Les Chauffeurs du Tremblay, par M. Pierre DE LA MONTJOIE
(don de l'auteur, M. Eugène Vimont).

Les Sciences populaires, 25 septembre-octobre, 25 novembre
1897.

Almanach du Cidre et du Poiré, 1898.

Bulletin de la Presse, décembre 1897, janvier 1898.

Bulletin de la Société d'Agriculture de la Sarthe, 4^e trimestre 1897.

Madame de la Peltrie, née à Alençon (Orne), fondatrice des Ursulines de Québec, au Canada, en 1639, par M. l'abbé A.-P. GAULIER (don de l'auteur).

Un Dîner de famille au Perche pendant les jours gras ou Scène de Mœurs percheronnes, par M. l'abbé FRET, revue et annotée par M. l'abbé A.-P. GAULIER (don de l'auteur).

La Galette des Rois ou Scène de Mœurs percheronnes, par les mêmes auteurs (don de l'auteur).

Le Bouquet de Famille ou Scène de Mœurs percheronnes, par les mêmes auteurs (don de l'auteur).

Les Avocats de Village ou Scène de Mœurs percheronnes, par les mêmes auteurs (don de l'auteur).

Une Veillée au Perche ou Scène de Mœurs percheronnes, par les mêmes auteurs (don de l'auteur).

L'ÉGLISE DE SAINT-MARTIN

D'ARGENTAN

Sur la voie ferrée qui conduit du Mans à Mézidon, à mi-chemin à peu près entre Sées, la ville épiscopale aux antiques souvenirs, et Falaise, qui a eu l'honneur de donner à la France et à l'Angleterre l'un de leurs plus grands hommes, le glorieux Guillaume-le-Conquérant, le voyageur aperçoit sur sa droite une ville entourée d'une plaine qui, au moins dans la belle saison, semble faite exprès pour le plaisir des yeux. Les derniers bosquets dans lesquels se cache le village de Saint-Loyer-des-Champs ont fui en arrière : l'œil du voyageur s'étend au loin sur un plateau où les ondulations du terrain sont à peine perceptibles : le sol rougeâtre de cette campagne, déjà beau par lui-même, apparaît, en outre, orné de riches moissons entremêlées de prairies artificielles, formant une admirable mosaïque, dont les carrés blonds, verts, rouges ou jaunes, charment les regards et les attirent avec délices ; on voudrait jouir plus longtemps de ce merveilleux spectacle ; mais la ville elle-même vous prépare des beautés d'un autre genre.

Elle s'élève sur un petit monticule en amphithéâtre et domine la belle plaine que nous venons de décrire, dominée elle-même par les deux grosses tours de l'église principale, dont les autres habitations semblent n'être que le piédestal gigantesque. Le train s'arrête, on crie : « Argentan ! ». C'est cette ville de 5.000 habitants à peine que vous allez visiter.

Vous éprouvez d'abord en y entrant une petite déception. Cette ville, qui, de loin, se présentait si majestueusement à vos regards, ne vous offre à l'intérieur qu'une beauté médiocre ; mais, malgré sa petite taille, vous êtes forcé d'y reconnaître un cachet incontestable de grandeur, et cette impression s'augmente

encore de beaucoup lorsque vous arrivez au portail de la grande église, dédiée à saint Germain d'Auxerre. Les deux tours que vous avez aperçues de loin se dressent devant vous, presque sur votre tête. L'architecture en est un peu lourde, mais elle vous étonne et vous confond par sa force et par sa majesté. Il y aurait beaucoup à dire sur cet édifice ; mais ce n'est pas de lui que nous voulons nous occuper aujourd'hui.

Si vous avez examiné avec quelque soin le panorama d'ensemble que vous offrait Argentan lors de votre arrivée à la gare, vous avez pu remarquer à gauche et au nord des tours de Saint-Germain, qui semblent commander en reines, la pointe modeste d'un clocher de pierre, dont l'élégance se fait sentir même à la distance où vous étiez placé. C'est là, si vous le voulez bien, qu'après avoir payé à Saint-Germain le tribut d'admiration qu'il mérite, nous allons ensemble diriger nos pas.

Nous descendons d'abord vers la route de Falaise une pente assez rapide, qui nous fait comprendre pourquoi on voit si peu de la gare le monument que nous cherchons ; mais bientôt ce monument se dresse devant nous et nous nous trouvons en face d'un véritable bijou d'architecture. C'est l'église de Saint-Martin d'Argentan, qui fut pendant de longs siècles la sœur jumelle de Saint-Germain, et qui, depuis quelques années seulement, est devenue le siège d'une paroisse distincte et indépendante.

Si un heureux hasard vous a fait descendre en été par un beau lever de soleil la rue qui devient bientôt après la route de Falaise, vous avez pu jouir d'un spectacle délicieux. A cette heure, les premiers rayons de l'astre du jour donnent en plein sur le chevet de notre église et ombrent d'une manière admirable les ogives, les contreforts, les ornements : l'œil est ravi de tant de richesses et la forme élégante du vaisseau lui-même, ses proportions médiocres, mais harmonisées avec un goût parfait, vous donnent l'idée d'un joyau véritable. Une dame spirituelle disait de l'autel majeur de Saint-Léonard d'Alençon qu'il ressemblait à un reliquaire de grande taille ; la comparaison, vraie pour l'autel en question, resterait juste encore pour l'église tout entière de Saint-Martin d'Argentan. La fonction de reliquaire n'est-elle pas d'ailleurs parfaitement celle des églises et plus encore des autels ?

Il est cependant un défaut qui frappe dès le premier coup d'œil

dans cet élégant édifice, le couronnement de la tour n'est pas en rapport avec la hauteur du vaisseau et en dépasse à peine la toiture ; en second lieu, la flèche de pierre qui surmonte cette tour, malgré son élégance, est aussi trop grêle et ne repose pas sur toute la largeur du piédestal qui la supporte ; mais l'histoire nous explique ce défaut, qui n'est nullement imputable à l'architecte qui a construit ce beau monument.

C'était à la suite des guerres de religion qui ensanglantèrent Argentan pendant toute l'année 1568. Les représailles de la Ligue rétablirent l'ordre troublé par les Protestants ; mais trop souvent coûtèrent beaucoup de sang et d'argent aux peuples déjà épuisés par les guerres de religion. Le trop fameux Gabriel de Lorges de Montgomery, assassin volontaire ou involontaire du roi Henri II, avait porté dans toute notre contrée le pillage et la dévastation. Le souvenir de l'audacieux coup de main qui l'avait rendu maître d'Argentan était encore dans toutes les mémoires : le gouverneur pour la Ligue, en 1589, sentit le besoin de prémunir le château contre toute nouvelle surprise du même genre ; et, comme le clocher de Saint-Martin gênait l'artillerie, encore grossière de ce temps-là, il intima au trésorier de la fabrique, Robert Bonnet, l'ordre de retrancher quarante marches de l'escalier qui conduit au sommet de la tour, faute de quoi il menaçait de ruiner entièrement le clocher à coup de canon. Il fallut obéir, et ce fut ce qui occasionna le défaut que nous venons de signaler.

Ce ne fut pas tout encore. En 1701, une tempête endommagea le sommet de la flèche, qui resta pendant plusieurs années en fort mauvais état, jusqu'à ce que l'imminence du danger eût fait sentir que la restauration était indispensable. Cette restauration mit l'édifice à peu près dans l'état où nous le voyons aujourd'hui.

Ce qui frappe d'abord en arrivant au chevet de Saint-Martin, c'est une belle fenêtre ogivale, de style flamboyant, dont les lobes élancés atteignent la galerie du premier étage. Il est seulement malheureux qu'on ait percé sous cette fenêtre magnifique une porte basse qui rompt complètement l'harmonie du style. On se permettait de temps en temps de ces fautes d'architecture aux ^{xiv}^e et ^{xv}^e siècles.

En soi, cette porte malencontreuse n'est pas sans avoir son

genre de beauté : surtout, on remarque de chaque côté deux niches en saillie, qui présentent une grande richesse de détails : celle de gauche, principalement, se distingue par son originalité.

Tout l'ensemble de l'édifice est sculpté avec un art très délicat. Partout des feuillages, fouillés avec finesse, des rinceaux enroulés, charment les yeux de l'amateur et de l'artiste ; et au milieu de cette richesse d'ornementation, les têtes de divers personnages de l'Ancien Testament se détachent en relief et donnent de la vie et une signification à tous ces ornements tirés de la nature.

La tour qui supporte la flèche est à huit pans, et chacun d'eux est appuyé par un contrefort surmonté d'un élégant clocheton.

Le premier étage de cette tour présente des fenêtres ogivales, divisées par des meneaux d'une grande légèreté et couronnées au sommet par de petites arcades trilobées. La balustrade, qui couronne le tout, se fait remarquer par une grande délicatesse de travail, et par la sévérité des lignes qu'elle présente aux regards du connaisseur.

Les fenêtres du deuxième étage ont pour ornements des feuilles frisées, et leurs archivoltes, qui convergent vers les angles dentelés de la flèche, contribuent toutes à en préparer le merveilleux élancement.

Si nous entrons maintenant dans l'intérieur de l'église, nous pouvons admirer au premier coup d'œil les belles proportions de la nef. De chacun des piliers partent des colonnes aussi sveltes qu'élégantes, qui vont se croiser au sommet de la voûte et se réunissent en faisceau pour retomber sous forme de pendentifs. Les larges vitraux du chœur se montrent ensuite dans tout leur éclat et captivent les regards par les rellets célestes dont ils inondent toute l'étendue de l'édifice. Ces vitraux magnifiques sont un heureux complément de la gracieuse architecture qui nous entoure de toutes parts.

Cette architecture est de deux époques distinctes. Dans la partie basse, les piliers sont reliés entre eux par des ogives qui datent du *xiv^e* siècle, tandis que l'ornementation de la galerie, ainsi que les nervures des fenêtres, appartiennent déjà à l'époque de la Renaissance ; mais cette transition d'un genre d'architecture à un autre n'a rien de choquant ni de heurté à Saint-Martin, grâce à la sobriété d'ornementation à laquelle l'architecte s'est astreint dans la partie la plus récente.

Telle qu'elle est, cette petite église offre dans son intérieur un mélange heureux de majesté dans l'ensemble, et, dans les détails, d'une délicate finesse qui saisit et ravit à la fois. Il s'y joint en même temps un cachet de piété remarquable qui excite puissamment le visiteur chrétien au recueillement et à la prière.

Les vitraux, dont nous avons déjà dit un mot, sont au nombre de sept ; mais plusieurs d'entre eux ont été affreusement mutilés par les guerres désastreuses accompagnées de pillages, dont nous aurons à nous entretenir. Ajoutons qu'ils sont loin d'avoir tous la même valeur au point de vue de l'art ; mais au point de vue des détails, de la fidélité historique et même des costumes, ils sont tous recommandables au même degré ; on peut s'en fier à eux pour fixer la forme des habits en usage dans les temps où ils ont été faits.

Le premier que nous rencontrons du côté gauche ou de l'évangile, représente la Cène au moment où Notre-Seigneur présente aux Apôtres le pain qu'il vient de consacrer. La tête de saint Pierre et celle de Notre-Seigneur sont dessinées d'une manière irréprochable. Par anachronisme, comme on le faisait souvent à cette époque, on a placé dans un coin du tableau le donateur en surplis blanc et, dans l'angle opposé, le peintre s'est placé lui-même. Dans le tympan, on voit le divin Maître au jardin des Oliviers entouré de ses disciples endormis et, dans le lobe voisin, on voit un ange qui apporte au Sauveur l'instrument de sa passion.

Le second vitrail, divisé en quatre panneaux, représente la condamnation de Jésus-Christ par Pilate. On critique l'attitude donnée par le peintre au gouverneur romain ; mais les beautés qui se font remarquer dans le reste de la composition compensent amplement cette faute de détail. Cette œuvre remarquable se distingue surtout par la richesse de ses tons. Deux personnages en costumes du temps de François I^{er} remplissent les deux angles du tableau. M. de La Sicotière a cherché à y reconnaître François I^{er} lui-même et le poète Desmiroirs, qui passa trois semaines avec le roi à Argentan, en 1517. Les adversaires de cette idée ont dit que le costume du personnage dans lequel il faudrait reconnaître François I^{er} est trop simple et beaucoup moins splendide que celui de son compagnon : la question reste à jamais douteuse. Le vitrail, posé en 1540, avait été donné par

Gilles Collin, bourgeois d'Argentan, et par sa femme Jehanne, comme l'indique une inscription placée au-dessous du tableau. Quelques-uns ont cru que les deux portraits, dont nous avons parlé, étaient, comme dans le vitrail précédent, l'un, celui du donateur, l'autre celui du peintre ; mais cette opinion est tout aussi hasardée que la première. On a en outre place dans cette verrière un saint Roch et un saint Jean-Baptiste, tous deux d'une valeur assez médiocre.

Le troisième vitrail représente Jésus-Christ portant sa Croix. Les costumes des personnages sont aussi riches que ceux du vitrail précédent ; on remarque la même abondance de détails : l'artiste semble n'avoir voulu rien oublier. La forme des habits est caractéristique et donne à l'œuvre la valeur d'un document historique de haute importance. Le portrait de la donatrice y figure et joue le rôle attribué par la tradition à sainte Véronique. Dans le lointain, on aperçoit la ville de Jérusalem, à laquelle le peintre a donné l'aspect d'une cité féodale. Les lobes supérieurs représentent plusieurs scènes : le sacrifice d'Abraham, Samuel instruit par Héli et une scène de la vie de sainte Anne.

Le quatrième vitrail se trouve au milieu de l'abside et représente le crucifiement : sainte Madeleine, debout au pied de la Croix, semble avoir été copiée sur un tableau du Vinci : les trois lobes supérieurs représentent le Père éternel, ayant à sa droite Moïse et à sa gauche le prophète David.

Le cinquième est malheureusement mutilé. Il représente la descente de Croix et ne paraît pas avoir été inférieur aux autres : une femme, mêlée aux spectateurs, porte le costume du temps d'Henri II. Ce vitrail se fait remarquer comme le principal ornement de l'église du côté de l'épître.

Le suivant, qui est le sixième, représente l'Ascension. Il est mutilé comme le précédent, mais laisse voir encore dix-huit personnages. On y remarque à droite le donateur à genoux et revêtu d'un surplis.

Le septième et dernier vitrail est jugé par les connaisseurs comme étant, sinon le plus beau, au moins le plus remarquable de tous. Il représente la Pentecôte ou la descente du Saint-Esprit. Comme le précédent, il offre aux regards dix-huit personnages groupés avec le plus grand art. La Sainte-Vierge, placée au milieu, domine en reine et concentre d'abord sur elle

toute l'attention de l'observateur. Le peintre semble s'être inspiré des maîtres italiens. Le tympan représente la Résurrection.

Les fenêtres des bas-côtés étaient aussi ornées de vitraux, dont il ne reste plus que des fragments : ils passaient pour être encore supérieurs à ceux qui subsistent encore aujourd'hui et dont nous venons de faire la description.

Il reste le vitrail du chevet placé derrière l'autel majeur. Celui-là nous présente quelques scènes de la vie du patron de l'église, saint Martin. Il est divisé en trois panneaux : celui du milieu représente la mort du saint à Candes ; on voit ses moines de Marmoutier rassemblés autour de lui. Des anges, placés au-dessus de sa couche funèbre, soutiennent une draperie et semblent ouvrir au fidèle serviteur la porte des Cieux. Le panneau de droite nous montre les restes du saint pontife embarqués sur la Vienne ; le fait est mentionné dans une inscription placée au bas du tableau et ainsi conçue : « *Coment le corps de saint Martin fut mis dans ung bateau sur la rivière...* ». Le panneau de gauche présente une inscription semblable, mutilée, mais où l'on peut encore lire les mots suivants : « *Coment le corps de saint Martin arriva à Tours... où il fut reçu...* ». On sait qu'à la mort du saint, à Candes, pendant une visite pastorale, les moines de Ligugé, près Poitiers, où le saint avait été moine et abbé, disputèrent aux habitants de Tours les restes précieux du grand thaumaturge : le débat se prolongea tout un jour, sans que l'on pût parvenir à s'entendre ; mais, la nuit étant survenue, les moines de Marmoutier profitèrent du sommeil de ceux de Ligugé, enlevèrent adroitement le corps de leur évêque, le mirent sur un bateau qui descendit la Vienne, gagna la Loire et la remonta jusqu'à Tours où les reliques furent reçues par la foule au chant des psaumes et des cantiques.

A gauche de ce grand vitrail, nous voyons le saint occupé à exorciser un possédé du démon. La composition de ce petit tableau est charmante et au-dessous on lit cet épigraphe : « *Coment saint Martin myst ses doys dans la bouche d'un démoniate et l'en fist issyr* ». Sévère Sulpice raconte en effet qu'à Trèves, saint Martin, se trouvant en face d'un possédé qui dévorait tout ce qu'il pouvait saisir, lui mit ses doigts dans la bouche, en disant : « *Dévore, si tu le peux !* » Et le démoniaque recula comme si la main du saint eût été de fer rouge, en faisant

des efforts inouïs pour échapper au contact. Ces efforts le délivrèrent du démon qui le tourmentait.

On trouve encore du même côté un fragment de vitrail où l'on voit saint Martin entrant dans une abbaye en ruines ; un autre fragment placé à droite représente l'intérieur d'une riche maison, style renaissance. Enfin du même côté droit, mais un peu plus loin, on distingue saint Martin versant l'huile sainte dans deux grands vases, ayant la forme de burettes : Le grand thaumaturge est revêtu de riches habits pontificaux et accompagné d'un porte-croix dont l'attitude indique le plus profond recueillement.

Les vitraux du chœur ont quatre mètres de hauteur sur une largeur de deux mètres environ : les deux premiers de chaque côté de la grille sont de hauteur égale, mais ont près de cinq mètres de largeur. La grandeur des arcades est proportionnée à celle des fenêtres et elles sont soutenues par neuf piliers uniformes qui portent aussi les arceaux des voûtes. Au-dessous des fenêtres se trouvent des sculptures architecturales habilement ciselées par Henri Lefèvre, en 1658. Ce fut aussi à cette époque que fut posée la balustrade du chœur.

D'autres fenêtres garnies de verre blanc, de quatre mètres de hauteur sur deux de largeur, éclairent la partie de la nef qui touche le chœur ; deux d'entre elles sont un don de Christophe Mahot, curé d'Argentan, dont nous aurons de nouveau à parler lorsque nous traiterons de l'histoire de Saint-Martin.

La chaire, posée du côté de l'évangile au nord, fut placée, en 1655, par Pierre Tanqueray ? aumônier. Nous n'avons pas d'autre document sur ce personnage, dont le nom même n'est pas très correctement écrit. C'était alors messire de Sentilly qui gérait le trésor de la paroisse. Avant ce temps, la chaire était simplement accrochée à une balustrade, où les fiches qui la soutenaient se sont fait longtemps remarquer, elles existaient peut-être encore au temps de M. Malécange, auteur d'un manuscrit curieux sur cette église. C'est lui qui nous apprend que la chapelle de la Confrérie de Charité, où se trouvait le vitrail de la Passion du Sauveur, était dédiée à saint Pierre et à saint Paul : ce vitrail fait suite aux fenêtres qui représentent, avons-nous dit, quelques traits de la vie de saint Martin et qui sont taillées autour des bas-côtés du chœur.

La sacristie était autrefois du côté nord, en face de la première

arcade du chœur, elle était construite en forme d'appentis ; on en fit plus tard une cave pour la maison du trésor ; et, en 1659, maître Jacques Goupil, prêtre, alors trésorier, en fit faire un autre plus commode, de plus de sept mètres de long sur cinq de large : c'est celle qui existe encore aujourd'hui : elle est au midi et taillée dans le bas-côté vers la naissance du chœur : les murailles, hautes de plus de trois mètres, sont toutes garnies d'armoiries. Le banc d'œuvre est du même temps et fut construit sous la direction du même trésorier.

Les dehors de l'édifice sont assez réguliers et d'un fort beau travail. Cinq arcs-boutants, richement ornementés et affectant la forme de pyramides très élégantes, soutiennent le chevet : celles qui soutiennent la nef sont à peu près semblables ; la grande porte a été construite en 1665, tournée vers le midi, sous la seconde verrière en partant d'en bas. Au dehors, elle présente une statue de la Sainte-Vierge et une statue de saint Roch, qui furent transportées là de la contre-table de l'autel, où elles se trouvaient primitivement, un guichet s'ouvrait en outre près du clocher : on croit que c'était la porte primitive. On la fit boucher au ^{xvii}^e siècle ; « et à contre tout ordre, dit le manuscrit Malécange, on perça une porte au chevet sur la rue ». Au moins, cette porte, si mal placée, comme nous l'avons dit, au point de vue de l'architecture, a-t-elle l'avantage de servir beaucoup à la commodité des fidèles.

Le manuscrit Malécange trouve encore, et avec raison, le clocher admirable, tant par sa belle exécution que par sa solidité. Nous avons dit pourquoi il manque un peu d'élévation. Il est placé au bas de l'église, un peu sur la gauche du toit vers le nord. Huit piliers carrés en forment la base et déterminent les huit flancs de la flèche au pied de laquelle ils se terminent en huit petites pyramides qui servent d'accompagnement : huit arcs-boutants, partant de ces pyramides, soutiennent la flèche qui a un peu plus de dix-huit mètres d'élévation et ne repose que sur la voûte qui relie les piliers les uns aux autres. L'ensemble de cette œuvre produit un admirable effet. Il reste encore pour monter jusqu'aux cloches cent cinquante marches, après la suppression des quarante démolies, comme nous l'avons dit, en 1589, sur l'ordre de messire du Bois-Moisy, alors gouverneur d'Argentan.

Le trésorier de ce temps, nommé, comme nous l'avons dit encore Robert Bonnet, fit aussi enclore d'un mur le cimetière qui entourait l'église. Là fut déposé plus tard le corps de messire Christophe Mahot, curé d'Argentan, mort en 1657. Deux épitaphes latines furent gravées sur sa pierre tombale ; la sienne et celle de son frère, Pierre Mahot. Ces deux épitaphes se trouvent dans le manuscrit Malécange. Aujourd'hui (1898), cette pierre sert de seuil à la porte de l'église de Saint-Martin : et, bien que fort détériorée, elle laisse encore lire une partie des épitaphes, qui n'ont, du reste, rien de remarquable.

En 1646, la contre-table de l'autel majeur était en bois et au milieu se trouvait une statue de saint Martin à cheval, qui fut placée ensuite au-dessus de la porte du cimetière, du côté de Notre-Dame de la Place. Aux deux côtés de la statue se trouvaient à l'autel les deux statues de la Sainte-Vierge et de saint Roch, dont nous avons parlé plus haut. Le sommet de cette contre-table était terminé par une sorte de lanterne dans laquelle, au moyen d'un escalier, on exposait solennellement le Saint-Sacrement dans les grandes fêtes ; l'autel d'ailleurs, selon l'usage du moyen-âge, n'avait pas de tabernacle. Mais, en 1646, le trésorier, messire Adam Marc, sieur des Haies, fit exécuter par le sculpteur Guillaume le Tort la contre-table qui existe aujourd'hui : elle est à trois baies, divisées en deux parties : les colonnes sont d'ordre composite. Dans la première partie, Pierre Dieu, sieur des Prés d'Ure, peignit une Assomption autour de laquelle on groupa divers morceaux de sculpture. Le couronnement, comme tout le reste, est de style grec, et porte deux chérubins et des guirlandes sculptées. Deux nouvelles statues de la Sainte-Vierge et de saint Roch sont placées à droite et à gauche dans des niches. Au milieu de la seconde partie, au-dessus de la corniche qui est cintrée, se trouve, dans une niche supérieure, la statue de saint Martin, en habits pontificaux, et au sommet de ce second étage, dans la première partie, on a placé une statue du Sauveur ressuscité : de chaque côté sur la corniche, il y a deux statues d'anges, en posture d'adorateurs ; enfin, aux deux points extrêmes du monument, deux anges assis posent la main sur l'ensemble du travail, un petit tabernacle, construit par un menuisier, nommé Abot, fut placé sur l'autel l'année suivante, 1647, encore sur l'ordre du même trésorier, messire Marc des

Haies ; enfin, en 1661, on fit ajouter aux deux côtés une statue de saint Jean l'Évangéliste et une de saint Marc, toutes deux à demi couchées et accompagnées des figures des deux animaux que l'on donne ordinairement à ces deux saints comme symboles.

Jean Mahot, sieur du Colombier, avait fait construire dans le cimetière, près du grand autel, vers le midi, en l'honneur de saint Jean-Baptiste, son patron, une chapelle qui s'appela de son nom la chapelle du Colombier. Ce petit sanctuaire, si l'on en croit le manuscrit Malécange, était fort coquet. Il avait une contre-table, ornée d'un cadre ovale, dans lequel on voyait peint le baptême du Sauveur par saint Jean-Baptiste. Parmi les ornements qui entouraient ce tableau, on remarquait deux peintures plus petites représentant, l'une le martyr du Précurseur, l'autre la Visitation de la Sainte-Vierge. Cette contre-table était, comme celle de l'autel majeur, l'œuvre de Guillaume le Tort, qui la sculpta en 1646. La chapelle appartenait aux héritiers du fondateur : la fabrique la laissa de bonne heure tomber en ruines.

On remarquait encore dans l'église de Saint-Martin la chapelle de la Charité, ornée des statues de saint Pierre et de saint Paul, avec une contre-table posée en 1666 par Arnault Godard, sieur de la Frise.

La chapelle de la Madeleine appartenait aux bouchers, qui en firent faire la contre-table en 1682, toujours par Guillaume le Tort. Le sujet principal est la Présentation de l'Enfant Jésus au Temple ; et au-dessus de cette scène principale, on a placé une statue de la Madeleine dans une niche octogone, supportée par des Anges. Les deux statues de saint Joseph et de saint Jean-Baptiste sont de chaque côté sur des piédestaux.

Il faut ajouter deux petits autels appuyés aux deux premiers piliers du chœur : l'un dédié à saint Michel était surmonté d'une contre-table donnée en 1644 par une compagnie de Miquelets, qui avait pour capitaine le sieur de Boismoulins, et pour portenseigne le sieur de la Fontaine-Guérin. L'autre autel avait été posé en 1674 ; et la contre-table était à peu près semblable à celle de Saint-Michel. Cette seconde contre-table avait été donnée par Nicolas Deshayes, écuyer, sieur de Baclemont, procureur du roi à Argentan. Cet autel était dédié à saint Nicolas, et portait à

son sommet la statue de ce saint évêque, comme l'autre portait la statue de saint Michel. Il y a ensuite, comme groupe isolé, une Sainte-Vierge tenant sur ses genoux l'Enfant Jésus, dont le petit saint Jean-Baptiste baise les pieds.

M^{me} de Baclemont, femme du procureur dont nous venons de parler, fit élever devant le premier pilier de la nef, au midi un petit autel servant de piédestal à une statue de saint Antoine de Padoue et à une autre représentant l'Ange gardien. Cet autel est dédié à sainte Anne, dont la statue apparaît au fronton ; en face, la partie plate de la contre-table est occupée par un tableau représentant la naissance du Sauveur et portant la date de 1688.

L'orgue date de l'an 1637. Un prêtre de Saint-Thomas, c'est-à-dire de l'hospice, nommé Pélerin, qui savait en perfection manier cet instrument, inspira au trésorier, Guillaume Dufour, sieur d'Argentelles, l'idée de faire cette acquisition. Une délibération du 18 mai de cette année 1637, légalisa ce projet qui fut mis à exécution le 12 novembre suivant. Cet instrument, qui n'avait qu'un seul jeu, coûta 781 livres 2 sols 6 deniers.

Telle est l'église dont l'apparence modeste n'inspire de loin qu'une idée médiocre, mais dont les beautés apparaissent d'autant plus nombreuses et plus parfaites qu'on les examine de plus près.

Quelle est maintenant son origine ? voilà ce qu'il est très difficile de déterminer.

Malheureusement les titres de fondation de nos anciennes églises ont presque entièrement disparu pendant les invasions des Normands et pour tous les temps qui précèdent, on est réduit à peu près à de simples conjectures.

L'opinion la plus probable est qu'Argentan était déjà une ville au temps de la domination romaine, ce qui nous conduit à croire qu'elle fut évangélisée presque en même temps que Séez et par le même apôtre, c'est-à-dire par saint Latuin, notre premier évêque. Mais ici se présente une autre difficulté. A quelle époque vivait cet apôtre de nos contrées ? Une opinion assez probable le fait venir dans les Gaules dès la fin du 1^{er} siècle. Il en est d'autres qui reculent son apostolat jusqu'au 1^{er} siècle, quelques-uns même jusqu'au 5^e ; nous n'entrerons pas dans ces discussions qui n'ont avec notre sujet que des rapports très indirects. Nous dirons seulement qu'aucun historien, quel qu'il soit, ne peut connaître

avec exactitude l'époque à laquelle la semence évangélique a été répandue dans nos contrées.

Les partisans de l'apostolat de saint Latuin au v^e siècle prétendent que les deux églises d'Argentan furent bâties aussitôt après la conversion des habitants en l'honneur de leurs saints patrons, dont l'un, saint Martin, était mort dans les dernières années du iv^e siècle et l'autre, saint Germain d'Auxerre, en 448 ; mais cette opinion paraît peu acceptable. Saint Martin n'était pas le premier évêque de Tours et sa personnalité se trouvait alors effacée par celle de l'apôtre de la Touraine, saint Gatien, qui paraît avoir vécu assez longtemps avant lui. Saint Germain, de son côté, avait eu sur le siège d'Auxerre un certain nombre de prédécesseurs ; et, lorsqu'il passa par Argentan, en allant combattre de l'autre côté de la Manche le Pélagianisme, la ville était déjà chrétienne et renfermait probablement des sanctuaires du Christ. Il semble, par conséquent, à peu près impossible que ce soit saint Latuin, même en le supposant du iv^e au v^e siècle, qui ait établi à Argentan le culte de ces deux saints dont l'un n'avait alors rien de commun avec nos contrées, tandis que l'autre aurait été encore vivant. Les défauts énormes de cette opinion ne sont pas sans ajouter à la probabilité de l'autre opinion, qui place saint Latuin au i^{er} siècle.

Confessons simplement notre ignorance sur ce point et attendons, s'il en existe, un document positif qui puisse fixer nos idées sur l'histoire obscure de ces premiers temps. Concluons seulement par analogie que, si Argentan a été, comme on le dit, évangélisée entre l'an 80 et l'an 110, le lieu des réunions a du être d'abord, comme partout ailleurs, jusqu'au iii^e siècle, et, pour certaines localités, notablement plus tard, la maison de l'un des principaux de la ville. D'ailleurs, il y eut pendant les persécutions une longue interruption dans l'exercice du culte sacré dans presque toute l'étendue des Gaules. L'histoire des saints Raven et Rasyphé, martyrs des premières années du iii^e siècle, nous prouve qu'à cette époque la ville de Séez elle-même était évangélisée par ces deux saints ermites de Macé, mais privée d'évêque et de prêtres officiels.

Ce fut seulement après Constantin, qui rendit la paix à l'Église, que des sanctuaires proprement dits s'élevèrent de toutes parts. Dans la Gaule, qui allait bientôt devenir la France,

l'éclat singulier dont avaient brillé les vertus et les miracles de saint Martin fit mettre beaucoup de sanctuaires sous son patronage. Il en fut de même plus tard de saint Germain, qui s'était distingué surtout par les travaux qu'il avait entrepris contre les hérétiques. Encore aujourd'hui, ce sont ces deux saints, après la Sainte-Vierge et saint Pierre, qui comptent sous leur vocable le plus grand nombre d'édifices sacrés ; saint Germain de Paris, bien que sa gloire ait peut-être jeté autant d'éclat que celle de son homonyme d'Auxerre, ne jouit pas d'un culte aussi étendu. Il est glorieux pour Argentan d'avoir pu recevoir successivement dans ses murs, ces deux saint Germain, qui, tous les deux, ont traversé la Manche pour aller combattre les hérétiques de la Grande-Bretagne.

Le plus ancien document authentique qui fasse mention des églises d'Argentan, remonte à l'année 1024. C'est une charte du duc de Normandie, Richard II, surnommé *le Bon*, qui octroie à l'abbaye de Fontenelle, autrement Saint-Wandrille, au diocèse de Rouen, le patronage et la dime de la paroisse d'Argentan. Peu d'années après, en 1035 ou 1036, Guillaume-le-Conquérant, pour inaugurer son règne, confirmait à cette abbaye tous les dons que lui avaient faits en Normandie ses prédécesseurs. On lit dans la charte de confirmation, pour désigner le don d'Argentan : « *In pago sagiensi, ecclesiam Argentomi, eum capellis et decimis.* » Une bulle du pape Eugène III, portant la date de 1145, et une ordonnance de l'évêque de Séez, Girard II, datée de 1155, confirment la donation de Guillaume-le-Conquérant. Les papes Clément IV, en 1267 et le B. Grégoire X, en 1273, adressèrent aux administrateurs de l'hospice de Saint-Thomas, deux bulles qui parlent exactement comme les autres documents que nous venons d'indiquer.

Quelle était la dignité hiérarchique de cette église ? et pourquoi les bulles en question ne parlent-elles jamais que d'une seule paroisse à Argentan ? La question mérite examen, et la vérité n'est pas si facile à découvrir sur ce point qu'on pourrait le croire. Ce qui est certain et absolument hors de doute, c'est que la paroisse d'Argentan n'a jamais formé qu'un seul bénéfice : le *pouillé* du diocèse de Séez, rédigé en 1763, par le chanoine Jean Savary, enregistre encore ce bénéfice unique : un seul prêtre à Argentan portait le titre de Recteur : c'est assez

dire qu'en réalité, les autres prêtres, quels que fussent leurs titres, n'étaient que ses vicaires. Il faut remarquer que le véritable curé d'Argentan n'était autre que l'abbé de Saint-Wandrille, et que celui qui gouvernait la paroisse n'était que le mandataire de ce prélat, son remplaçant et son représentant. Il nous paraît fort probable, bien que ce ne soit pas absolument certain, que ce mandataire de l'abbé de Saint-Wandrille, s'établissait dans l'église qui lui convenait le mieux, sans distinction entre Saint-Germain et Saint-Martin, qui existaient toutes deux même avant qu'elles fussent données à Saint-Wandrille, par Richard-le-Bon. On a dit que Saint-Martin était alors la principale et que Saint-Germain n'était qu'une chapelle annexe ; d'autres ont prétendu le contraire : toutes ces assertions sont gratuites : même dans les monuments les plus anciens, les deux églises d'Argentan portent toutes deux le titre d'églises paroissiales. Ni l'une ni l'autre, par conséquent, ne peut se vanter d'avoir jamais été la supérieure de l'autre. L'abbé Laurent, l'un des meilleurs historiens d'Argentan, cite en faveur de la prééminence de Saint-Germain, un contrat passé en septembre 1280 ; un acte, sans date, mais remontant certainement à la même époque ; une constitution de rente et une donation de 1290 ; enfin un contrat du mois de juillet 1292. Saint-Martin peut revendiquer pour elle une charte de Froger, évêque de Séez, datée de l'année 1163. « En face de ces divergences, écrivait en 1670, l'historien Thomas Prouverre, le raisonnement des plus intelligents porte à croire, que ces paroisses avaient été autrefois deux bénéfices différents, dans le temps que la ville existait plus ample et plus peuplée, laquelle ayant été brûlée par Henri I^{er}, roi de France, du temps de Guillaume-le-Bâtard, il peut se faire que les églises n'aient pas été épargnées, et qu'ensuite ayant été rebaties médiocres et avec moins d'habitants, elles aient été mises sous la direction d'un seul pasteur.

Nous ne pouvons admettre que jusqu'à un certain point ces assertions de l'historien argentanais. On ignore, en effet, comme lui-même le laisse entendre, si les églises ont été brûlées en 1045, par le roi de France, Henri I^{er} ; et il est certain qu'avant cette époque, dès l'an 1024, il n'y avait à Argentan qu'un seul bénéfice, et, par suite, qu'un seul pasteur. Nous en avons la preuve dans la charte de Richard-le-Bon, dont nous avons parlé

plus haut. Il est possible cependant qu'à une époque plus reculée, avant la conquête normande, par exemple, il y eût eu deux paroisses, mais on ne peut le démontrer par aucun document positif.

Les deux églises, égales en dignité, n'ont pas toujours eu relativement la même importance. Saint-Martin paraît avoir été d'abord la plus considérable, mais Saint-Germain, à cause de sa proximité du donjon, devint plus importante sous les ducs et les rois normands. Un événement d'ailleurs contribua notablement à cette modification. Il est certain qu'avant l'incendie de 1045, dont nous avons parlé, l'enceinte de la ville était beaucoup plus vaste qu'elle ne l'a été depuis. Ce fut le district de Saint-Martin qui perdit le plus à ce rétrécissement ; et l'église que fit reconstruire en 1135 Henri Beauclerc, premier du nom, roi d'Angleterre, avait des proportions plus modestes que celle qu'elle remplaçait : elle se trouvait, ainsi que son district, hors du mur d'enceinte.

Dès lors, l'église de Saint-Germain joua pour Argentan le rôle que jouait à Domfront la chapelle de Saint-Julien : elle était, dans les temps de siège, la seule abordable pour la population ; et le besoin perpétuel qu'on en avait, devait lui attirer tôt ou tard, la prééminence ; ce fut ce qui arriva également à Domfront, mais seulement à la fin du XVIII^e siècle : la chapelle de Saint-Julien en vint même jusqu'à annihiler la belle église de Notre-Dame-sous-l'Eau.

L'église de Saint-Germain d'Argentan, fut commencée en 1410, sur le vaste plan que nous lui voyons aujourd'hui, et qui marque assez par lui-même qu'on en voulait faire une église principale. Cependant Saint-Martin, devenue la plus petite, mais restant toujours la plus élégante et la plus belle au point de vue architectural, ne fut pas soumise encore à sa nouvelle et fière compagne. Nous la trouvons mentionnée comme paroissiale en 1663 et jusqu'en 1786, enfin, le 2 frimaire an XI, 22 novembre 1802, Monseigneur Cheigné de Boischollet, récemment élu évêque de Séez, en vertu du concordat, la proposa comme une succursale qu'on ne devait pas supprimer : les deux églises conservèrent la même dignité qu'auparavant. Il y avait toujours eu deux fabriques : seule le grange dimeresse était unique avant la révolution, à cause de l'unité de bénéfice. Il n'y

avait donc qu'un curé ; ou, s'il s'en trouvait deux, un seul était recteur, avait charge d'âmes et percevait les fruits ; l'autre n'était considéré que comme prêtre auxiliaire : tel était l'état religieux d'Argentan au temps où fut rédigé le *pouillé* du diocèse. Un règlement de Mgr Rouxel de Médavy, daté du 3 juillet 1658, dépeint assez bien cet état de choses. Il y est dit que les clergés de la paroisse d'Argentan, soit de l'une, soit de l'autre église, ne pouvaient être dits, ni censés autre chose que prêtres et ecclésiastiques formant un seul et même corps dans toutes les assemblées et fonctions auxquelles ils assistaient, sous la direction du curé, ainsi qu'il est et qu'il doit être pratiqué dans toute paroisse. Tout concourt donc à prouver qu'il n'y avait qu'une seule paroisse en deux églises, C'était un état assez anormal : les deux églises de Saint-Germain et de Saint-Martin, étaient ainsi strictement obligées de se mettre toutes deux à la disposition des paroissiens, sans qu'il fut possible de dire à laquelle des deux appartenait la dignité paroissiale, le même règlement ajoutait que les vicaires nommés par le curé de la paroisse, tant en l'une que l'autre église devaient prendre, en la forme des autres paroisses, les lettres épiscopales pour la cure d'Argentan, sans désignation de l'une ou de l'autre des dites églises. La croix qui marche en tête des processions devait aussi être unique lorsque tout le clergé de la ville était rassemblé. Lorsque chaque clergé sortait à part, il y avait autant de croix que de groupes, et chacun rapportait la sienne dans l'église d'où il était parti. L'article 4^e, encore plus formel, porte qu'il n'y aura nul honneur, ni prérogative et prééminence entre les dites deux églises, qui ont été bâties distinctes et séparées pour la commodité des paroissiens de la dite paroisse ; mais qui, étant unies indivisiblement, devaient être régies et gouvernées sous l'autorité épiscopale par un seul et même curé.

Nous pouvons constater à l'aide de plusieurs documents authentiques que chacune des deux églises possédait une confrérie de charité pour l'inhumation des morts. Là encore on avait tenu à conserver entre l'une et l'autre l'égalité des honneurs. Chacune des deux confréries avait à tour de rôle son année de prééminence. Pendant toute cette année, celle qui avait l'*alternative*, selon l'expression du règlement, devait prendre la droite dans les cérémonies. Il n'y avait que les prédications de l'Avent

et du Carême, qui étaient réservées exclusivement à Saint-Germain, parce que cette église était plus vaste et plus centrale que sa voisine ; mais pour sauver encore sur ce point l'égalité, on avait réservé à Saint-Martin quelques fêtes spéciales. Les cérémonies civiles, *Te Deum* et autres avaient toujours lieu à Saint-Germain, tant pour les raisons que nous avons données, qu'à cause de la proximité de cette église avec la maison du roi ; mais cette coutume ne touchait en rien à la dignité hiérarchique. Il n'était pas jusqu'aux processions qui ne fussent organisées sur ce principe d'égalité. Dans les processions générales, les deux clergés n'en faisaient qu'un ; et s'il arrivait que chaque église eût sa procession particulière, là où les deux cortèges se rencontraient, ils devaient se mêler immédiatement et marcher ensuite d'un seul corps.

« Hélas ! est-il écrit, sur notre pauvre terre,
Que toujours deux voisins auront entre eux la guerre ! »

Ces vers d'Andrieux nous sont revenus en mémoire, en voyant la futilité du motif qui brisa pour la première fois le touchant accord que nous venons de constater entre les deux églises d'Argentan.

Mgr Rouxel de Médavy, dans le règlement dont nous venons de parler, avait nommé l'église de Saint-Germain la première : il paraît que l'usage contraire existait auparavant, soit parce que l'église de Saint-Martin était la plus ancienne, soit pour toute autre cause inconnue. Les habitants du district furent très froissés de ce changement. Un des prêtres attachés à l'église, Jacques Goupil, appuyé de Jacques Fleury, avocat, contrôleur au grenier à sel d'Argentan et trésorier de l'église paroissiale de Saint-Martin, provoquèrent contre l'évêque un appel comme d'abus : et, le 17 mars 1664, le Parlement de Rouen leur donna raison : le règlement épiscopal fut cassé et annulé. On trouve dans les *considérants* de la sentence que le nom officiel du titre d'Argentan était *Saint-Martin et Saint-Germain son annexe* ; pure question de mots dans laquelle se fit sentir l'esprit routinier et chicaneur des légistes ; car il est bien évident, d'après tout ce que nous venons de voir, qu'*annexe* ne signifie pas ici *dépendante*, mais simplement *nouée à*, c'est-à-dire *jointe, unie*. Ces prétentions mutuelles des deux églises

ont plusieurs fois amené des polémiques dans la suite des temps. Les manuscrits Malécange, Magny, Courteilles, Man-noury, une histoire anonyme de Saint-Martin, revendiquent avec plus ou moins d'insistance et d'énergie la primauté de Saint-Martin. Saint-Germain a eu naturellement aussi ses partisans, l'opinion moyenne que nous avons exposée nous paraît la véritable, d'autant plus qu'elle nous montre que les partisans des deux églises pouvaient tous être de bonne foi.

Quoi qu'il en soit, Argentan n'était pas sans souffrir de cette situation quelque peu singulière de ses églises. Lorsque le Parlement de Rouen eut cassé le décret de Mgr Rouxel de Médavy, il fut obligé d'en revenir aux mêmes conclusions, et rendit un arrêt par lequel il statuait que chaque église jouirait alternativement des honneurs pendant une année, à partir de la fête du très Saint-Sacrement ; et quarante ans plus tard, le 16 décembre 1704, il confirma son jugement et ajouta que les vicaires de chaque église devaient y rester attachés, et non point changer chaque semaine, comme avait voulu l'établir le curé du temps, maître François Cossé.

Ainsi renaissaient sans cesse les chicanes : le règlement de Mgr de Médavy lui-même ne fut pas sans en produire ; et dès le 28 juillet 1668. Thomas Prouverre, sieur de Bordeaux, auteur de manuscrits estimés et alors trésorier de l'église de Saint-Germain, intenta un procès à maître Gilles Coignard, vicaire de Saint-Martin, pour avoir porté le très Saint-Sacrement de son église à un reposoir construit sur le territoire attribué au district de Saint-Germain, ce qui était contraire à l'arrêt du 17 mars 1664.

Malgré ces règlements, du reste, l'exercice du saint ministère restait à Argentan terriblement compliqué. M. Lautour-Montfort, dans un manuscrit précieux qu'il nous a laissé sur la question, signale une disposition que nous n'avons jamais trouvée nulle part ailleurs : c'est que les deux districts n'avaient point de limites fixes, de sorte que les paroissiens appartenaient indistinctement à l'église qu'ils avaient choisie. « Les habitants paroissiens de Saint-Martin, dit M. Lautour-Montfort, sont répandus par toute la ville, et il y a telle famille logée au pied de l'église de Saint-Germain, qui fait ses pâques et a sa sépulture à Saint-Martin. Il en est de même des paroissiens de Saint-Ger-

main, dont plusieurs demeurent dans le quartier de Saint-Martin. Ce mélange a causé de tout temps, et causera toujours des disputes entre les prêtres de l'une et l'autre église, et plus encore entre les Frères des deux Charités, qui en viennent le plus souvent aux mains à l'enlèvement des corps. Cela produit un scandale honteux, auquel on n'a point songé à remédier jusqu'à présent. »

Il est un point sur lequel notre historien ne nous éclaire que d'une manière confuse ; tantôt il suppose deux paroisses à Argentan, tantôt il n'en suppose qu'une. Il est probable qu'il s'était peu préoccupé de la différence qui existe entre un curé et un autre prêtre exerçant le ministère en paroisse ; mais il nous détermine clairement quelles étaient les personnes qui devaient faire leurs pâques et se faire inhumer dans l'une ou l'autre église ; on va voir que la manière dont on avait composé les districts, prêtait furieusement à la chicane : il n'est pas étonnant que les officiers des deux églises se trouvassent souvent en désaccord et obligés de soutenir leurs droits par des arguments un peu vigoureux. Ceux qui avaient reçu le baptême à Argentan, quel que fut le point de la ville qu'ils habitassent, appartenaient pour l'accomplissement de tous leurs devoirs de chrétien, à l'église où ils avaient été baptisés. Quant à ceux qui venaient d'ailleurs, ils pouvaient opter, quel que fût leur domicile, pour l'une ou pour l'autre église, et dès lors, ils avaient contracté l'obligation de faire leurs pâques dans l'église qu'ils avaient choisie. C'était donc la volonté du nouveau venu, et non le lieu de sa demeure, qui l'attachait à telle ou telle église.

Cette disposition singulière compliquait déjà beaucoup l'exercice du ministère sacré ; mais c'était bien pis encore quand il s'agissait de contrats d'acquêts ou autres semblables, qui devaient alors être lus à l'église. M. Lautour-Montfort, cite un huissier qui se fit payer deux fois le prix d'une maison, parce que la quittance n'avait pas été publiée dans l'église à laquelle appartenait le vendeur. Les bans de mariage, à cause de l'incertitude qui régnait sur le droit des églises, devaient souvent être publiés dans l'une et dans l'autre.

M. Lautour-Montfort faisait donc des vœux pour qu'on en vint au partage des territoires, et il proposait dès lors un plan de division. On voit que de son temps on donnait le pas à Saint-

Martin sur sa compagne. Il déclare qu'il ne sait pourquoi, et il ne voit là que l'effet d'une tradition fort ancienne ; nous croyons qu'il avait raison.

Il faut remarquer d'ailleurs qu'il y a eu sur ce point dans la suite des siècles, des changements nombreux. Une transaction faite en 1293, met à la tête des autres sanctuaires de la ville Notre-Dame-de-la-Place, c'était une vieille église placée assez près de Saint-Martin, qui dès lors cependant était la plus belle, quoique placée déjà en dehors des murailles bâties en 1134, par Henri Beauclerc : les bourgeois distingués la fréquentaient d'autant plus volontiers, disent les écrits du temps, que Notre-Dame-de-la-Place, Saint-Germain et la Trinité étaient alors peu de chose ; aussi la préférence de la population aisée pour Saint-Martin, se communiquait-elle de génération en génération. Un chroniqueur ajoute : « voilà tout ce qu'on peut dire de ces deux églises : quant à leur ancienneté, rien ne nous prouve qu'elles soient plus anciennes l'une que l'autre, ni qu'aucune d'elle soit plus élevée en dignité ! » Cette conclusion nous paraît pleine de sagesse ; d'autant plus qu'à cette époque, tout le bénéfice d'Argentan appartenait déjà à l'abbaye de Saint-Wandrille, et que la donation, faite en 1024, par le duc de Normandie, Richard-le-Bon, confirmée en 1035 ou 1036 par son troisième successeur, Guillaume-le-Bâtard, le futur Guillaume-le-Conquérant, réapprouvée en 1155 par l'évêque de Séez, Girard II, ne fait déjà aucune distinction entre Saint-Martin et Saint-Germain. « *In pago sagiensi, ecclesias Argentomi, cum capellis et decimis.* » Il est certain d'ailleurs que certains textes portent *ecclesiam* au singulier. C'est ainsi que le rapporte M. l'abbé Laurent dans son *Histoire de Saint-Germain d'Argentan* ; mais il traduit *ecclesiam* par les églises : cette divergence n'offre qu'une importance médiocre ; le bénéfice était donné dans sa teneur, qu'il fut attaché à une ou deux églises, il importait peu.

Passons aux presbytères, sur le nombre desquels tout le monde n'est pas non plus d'accord. Lautour-Montfort, qui écrivait en 1744, dit que, de son temps, il n'y en avait qu'un seul. Le presbytère commun pour les deux paroisses de Saint-Germain et de Saint-Martin d'Argentan, dit-il, était anciennement proche l'église Saint-Germain, il fut détruit en 1480, lorsqu'on fit le chœur de cette église ; mais on ne sait point où fut rebâti le

nouveau. Il est même à croire que s'il y en eut un de construit, les curés ne l'habitèrent point ; car, avant l'année 1696, la ville était obligée de louer une maison pour le clergé. Enfin le 9 mars de cette année 1696, messire Guillaume Belzais, curé d'Argentan, acheta de Gratien Hérembert, une maison, située dans le cul-de-sac qui porte le nom de rue des Vieilles-Halles, au bas de la rue de la Vicomté : le 29 du même mois, M. Belzais, rétrocédait son acquisition au maire et échevin de la ville, et après quelques difficultés, on obtint en fief pour le presbytère un terrain qui prenait une partie des fossés de la ville. »

L'abbé de Courteilles, au contraire prétend qu'il y avait dans la ville deux maisons presbytérales, désignées sous le nom d'Hôtels du curé : l'une se trouvait derrière l'ancien chœur de l'église Saint-Germain, et l'autre auprès de l'église de Saint-Martin. « On ignore, dit-il, le temps où ces paroisses ont été réunies sous un seul curé. On présume seulement que la réunion a pu avoir lieu de même qu'à Alençon, au temps où Geoffroy de Mayet, évêque de Séez, réunit en une seule les deux paroisses de Notre-Dame et de Saint-Léonard. » Ce n'est donc qu'une présomption, et il est en outre impossible de savoir d'une manière positive s'il y a jamais eu deux paroisses à Argentan. Ajoutons qu'il n'y a rien de beaucoup plus certain pour Alençon lui-même.

Saint-Martin possédait en propre deux institutions particulières : une Confrérie de Charité, et une Confrérie de Notre-Dame du Suffrage. La première avait pour but principal d'ensevelir les morts, la seconde, de soulager les âmes des fidèles défunts.

Les Statuts de la Confrérie de Charité nous ont été conservés par Mannoury, auteur d'une brochure assez sérieuse sur Argentan et les environs.

Ils sont en 31 articles encadrés entre un préambule et une conclusion, tous deux en latin et rédigés par l'administration épiscopale ; les 31 articles sont en français et rédigés par les autorités ecclésiastiques de Saint-Martin. Cette pièce est trop longue pour être rapportée ici, d'autant plus qu'à quelques détails près, elle ressemble à tous les autres règlements de Charité. Cette fondation est datée de 1539 et fut approuvée par l'évêque

du temps, Nicolas Dangut, qui gouverna l'église de Séez de cette année 1539 jusqu'en 1545.

La Confrérie de Notre-Dame du Suffrage fut établie en 1680 . Ce furent le curé d'Argentan, les trésoriers, officiers et paroissiens qui prirent l'initiative. Après délibération, ils adressèrent à l'évêque de Séez, qui était alors Jean Forcoal, une requête que l'on trouve en entier dans le manuscrit Malécange. L'évêque approuva beaucoup l'idée et répondit officiellement à la supplique le 28 octobre de cette même année 1680.

Le règlement contient 17 articles. La Confrérie fut approuvée par une bulle du pape Innocent XI, datée du 5 janvier 1681. Le 3 ou le 13 avril suivant, l'évêque de Séez promulgua la bulle et la rendit exécutoire. Tous ceux qui entraient dans cette Confrérie devaient faire une aumône, dont la quotité n'était pas spécifiée. Cependant on la fixa plus tard à six livres ; et, dans une délibération de l'année 1681, on décida que les sept prêtres de service pendant le mois auraient par chaque service, 7 sols et 6 deniers, à la charge par eux de chanter le soir les vêpres, et le lendemain deux hautes messes ; ils devaient y ajouter une messe basse. Le célébrant recevait 7 sols, et on donnait 6 sols pour la sonnerie. Quand on tintait pour l'agonie d'un mourant, la Confrérie se chargeait de payer deux sols au sonneur, puis les dépenses augmentèrent, et l'on fut obligé de porter à 8 livres la quotité de l'aumône que l'on devait faire en entrant. C'étaient les chapelains de l'église qui gouvernaient cette confrérie, et qui faisaient les processions auxquelles elle donnait lieu tous les seconds dimanches du mois et pendant l'octave de la fête des Morts. Le curé de la ville jouissait des honneurs. On voit, par l'existence même de ces fondations, le zèle que l'on conservait encore à cette époque pour les œuvres de piété. Ajoutons que l'initiative de cette confrérie partait de Saint-Martin ; et que par suite tous les paroissiens d'Argentan prenaient intérêt à cette église comme à Saint-Germain, qui était pourtant alors l'église principale.

Saint-Martin possédait en troisième lieu la confrérie de la Madeleine dont le but et le caractère différaient totalement de l'idée qui avait dirigé la fondation des deux premières : c'était une corporation composée des seuls bouchers de la ville. Le manuscrit Malécange nous dit qu'elle fut avantageuse pour

l'église de Saint-Martin, dans laquelle une chapelle dédiée à Sainte-Madeleine fut attribuée à cette corporation qui en fit construire la voûte, y fit placer une verrière et sculpter, en 1681, une contre-table par Guillaume Le Tort dont nous avons parlé déjà ; et qu'elle fit enfin renfermer dans une élégante clôture. Cette confrérie des bouchers fut érigée en 1675, par les soins de M. de la Porte, trésorier du temps. Elle faisait à ses frais, chanter messe et vêpres pour ceux de ses membres qui mouraient. Le service devait se sonner avec les grosses cloches, et être chanté par le vicaire et six chapelains, qui recevaient chacun dix sols pour leur assistance, il y avait vingt sols pour les deux hautes messes qui devaient être célébrées par le curé ou par les vicaires. En outre le sonneur recevait dix sols et le roi de la confrérie devait encore inviter un prédicateur, après avoir obtenu le consentement du curé. La chapelle fut enlevée en décembre 1771 à la Confrérie qui l'avait fait bâtir, et s'effondra à M. d'Avesgô du Valheureux, qui la fit paver et orner d'une balustrade de fer.

Il y avait encore une quatrième confrérie, sous le patronage de saint Roch.

Le manuscrit Malécange nous donne la liste des trésoriers de Saint-Martin depuis l'an 1380, jusqu'à l'an 1700 ; mais, comme nous n'y trouvons pas un nom remarquable, nous la passons sous silence.

M. Malécange a cherché en vain l'époque de l'institution des sept chapelains qui existaient de son temps à Saint-Martin : mais il est certain que la fondation est antérieure à l'an 1539. Ce fut alors en effet que fut érigée la confrérie de Charité, qui porte à l'article 8 de son règlement qu'aux messes qu'elle faisait dire les mardis, mercredis et samedis, les sept chapelains devaient assister en surplis comme chantres, aux frais de la confrérie. Nous avons aussi une liste de ces chapelains ; mais elle est loin d'être complète.

Nous donnerons seulement ce que nous pourrons de la liste des curés depuis 1404 jusqu'à nos jours, nous avons pu remarquer plusieurs fois que ces curés gouvernaient en même temps les deux églises de Saint-Germain et de Saint-Martin.

Cette année 1404 est la première de l'administration des curés séculiers ; auparavant l'abbaye de Saint-Wandrille déléguait

simplement quelques-uns de ses moines, dont l'un avait le titre de curé. Nous avons vu que ces moines n'étaient pas sans se faire aider par les prêtres séculiers. Ces derniers restèrent seuls chargés du ministère à partir de ces premières années du xv^e siècle.

Le premier curé fut un sieur Martial qui eut pour successeur Jean de Mara. Après la mort de ce dernier, arrivée en 1450, la paroisse fut administrée pendant 15 ans par Guillaume Bignon. En 1465, le bénéfice passa à Guillaume Hauton, qui le posséda jusqu'en 1513. Richard du Fay lui succéda et permuta quelque temps après avec Jean de la Selve. En 1538, nous trouvons Guillaume de Guerpel, qui comparut le 16 octobre de cette année devant les assises d'Argentan, avec le procureur des moines de Saint-Wandrille, et tous ceux qui étaient pensionnés sur les dîmes de la paroisse. Les religieux requéraient les pensionnés de leur prêter l'appui de leurs chartes, de leurs lettres et de leurs enseignements pour arrêter les empiètements du curé sur leurs dîmes. La sentence du lieutenant du bailli fut favorable à l'abbé de Guerpel, mais elle ne mit point fin à la contestation, comme nous l'allons voir.

En 1544, Guillaume de Guerpel fut remplacé par Nicolas Robillard. Ce dernier donna sa démission en 1553 et fut remplacé par Gervais, sieur d'Aubignac, dont la nomination souleva quelques difficultés : ce fut sans doute ce qui lui fit résigner son bénéfice, qui passa au frère Simon Malherbe. La liste que nous suivons fait donner à ce dernier sa démission en 1561. Cependant, nous voyons dès 1559, Michel Gacé, son successeur, reprendre le procès gagné par Guillaume de Guerpel, et présenter une requête dans le but d'obtenir une pension proportionnée à ses charges. Tout fut terminé par une transaction définitive, en vertu de laquelle la grosse dîme fut octroyée par moitié au présentateur et au bénéficiaire ; mais les traits de dîmes que devaient aux abbayes de Saint-André-en-Gouffern et de Silly, les trésors de Saint-Germain et de Saint-Martin, ainsi que l'Hôtel-Dieu, retombaient à la charge de l'abbé de Saint-Wandrille, qui les prenait sur la part qui lui restait dans les revenus du bénéfice.

Michel Gacé, quelle que soit l'année de son avènement, mourut en 1577, laissant la cure à Thomas Coifferel, qui se démit en 1586, en faveur de Jean Lemal. Celui-ci mourut en 1616, et eut

pour successeur Christophe Mahot, qui fut curé jusqu'en 1649. A cette époque, il se sentit trop vieux pour garder sa charge et la résigna on faveur de son neveu, René Mahot, qui ne prit cependant possession qu'en 1657, à la mort de son oncle.

René Mahot est un des curés les plus remarquables qu'ait eus Argentan, et il posséda le bénéfice pendant 39 ans. En 1688, il se démit en faveur de René Faurœur ou Francœur, mais cette résignation fut attaquée comme entache de nullité par Pierre Do ou peut-être d'O, qui parvint à obtenir le bénéfice, en vertu d'un arrêt du Parlement de Paris. Celui-ci permuta ensuite avec Guillaume Belzais, chanoine de Vincennes, oublié dans la liste donnée par l'abbé Laurent. Ce chanoine, qui prit possession de la cure en 1691, paraît avoir été d'un caractère difficile et chicaneur. Il obtint en 1695, un arrêt du Parlement de Rouen, qui abolit la Confrérie des prêtres ; mais elle fut rétablie par un arrêt du Conseil, daté du 17 juillet 1697. Le manuscrit de Magny attribue une entreprise semblable à René Mahot. Guillaume Belzais mourut à Rouen, le 3 août 1699.

Alors, l'abbé de Saint-Wandrille, présenta François de Cossé, de la province du Maine, qui posséda le bénéfice jusqu'en 1712, et ensuite l'échangea contre la cure de Meigné, au diocèse du Mans, occupée auparavant par Pierre Poirier. Celui-ci vint alors prendre possession de la cure d'Argentan, d'abord à Saint-Germain, puis à Saint-Martin ; mais il n'exerça aucune fonction curiale.

L'année suivante, en juin 1713, Louis-Xavier Boirel, d'Argentan même, fut présenté par Fourcy, abbé de Saint-Wandrille. Il posséda le bénéfice pendant 29 ans, jusqu'au 1^{er} septembre 1742. Le manuscrit de Lautour-Montfort nous apprend que c'était un grand prédicateur ; il excellait surtout dans les prônes. Ses affections le portaient beaucoup vers l'église de Saint-Germain, à laquelle il fit don d'un certain nombre de forts beaux ornements. Il fut enterré dans le sanctuaire de cette église du côté de l'évangile ; et on lui éleva un monument de marbre de Laval, sur lequel on grava une inscription, et où l'on célébrait tous les ans, le 12 septembre, anniversaire de sa mort un service solennel.

Boirel eut pour successeur Michel-Fabien Follope, qui était encore curé d'Argentan, lorsque fut écrit le manuscrit de Lau-

tour-Montfort. L'auteur nous rapporte que, sous le gouvernement de M. Folloppe, l'église de Saint-Germain fut forcée d'adopter le bréviaire et les autres livres liturgiques composés en 1737, par l'évêque de Séez, Mgr Lallemant : « Ce changement, fait-il remarquer, a causé beaucoup de troubles dans cette église, et une cacophonie affreuse dans le chant, qui subsiste encore aujourd'hui. »

A cette époque, l'abbé Laurent, qui avait suivi le manuscrit Lautour-Montfort et celui de Magny, dans la nomenclature des curés, abandonne la liste. Nous apprenons cependant encore de lui que M. Folloppe jouit du bénéfice pendant 40 ans, de 1742 à 1782. A cette époque, il eut pour successeur Luc Dubrac, qui vit la Révolution.

A la suite du Concordat de 1801, le premier curé d'Argentan fut Joachim-Charles-Auguste Belzais de Courménéil, qui eut pour successeur en 1823 Michel-François Baudoire. En 1839, la cure passa aux mains de M. Antoine-Jean-Louis Dameron, qui fut curé pendant de longues années et eut pour successeur M. l'abbé Mannoury, auparavant curé doyen de Pervençhères. Celui-ci laissa par sa mort, arrivée en 1873, sa charge à M. Jamet, curé de Saint-Jean de l'Aigle. Ce fut sous le gouvernement de ce dernier que le district de Saint-Martin devint pour la première fois une paroisse distincte, à la suite d'une demande adressée en 1884, par les habitants à Monseigneur Trégaro, évêque de Séez. M. Jamet, mourut en 1894, et fut remplacé par le doyen de Moulins-la-Marche, M. l'abbé Henri Antoine, curé actuel (1898).

A Saint-Martin, le premier curé indépendant de Saint-Germain, fut M. l'abbé Bunoust, auparavant curé de Saint-Michel-des-Andaines, près la Ferté-Macé. Nommé curé doyen de Flers en 1891, M. Busnout eut pour successeur M. l'abbé Adolphe Lhéretéyre, curé de Bellou-sur-Huisne, qui fut nommé en 1894, curé doyen de Moulins-la-Marche et laissa Saint-Martin à M. l'abbé Jules Lebrec, le curé d'aujourd'hui (1898).

Nous aurons occasion de revenir sur ces derniers curés ; mais il nous reste pour le moment plusieurs questions à élucider, par rapport au bénéfice lui-même, et d'abord celle du patronage, qui n'a pas été sans soulever dans la suite des

temps quelques contestations. Dès l'an 1293, on fut obligé d'en venir à une transaction entre Guillaume de Noirville, abbé de Saint-Wandrille et Robert de Hottot, sieur du Homet, qui tous deux se disputaient le droit de patronage. Germain, l'un des historiens d'Argentan, fait remarquer que dans cette transaction, c'est Notre-Dame-de-la-Place, vieille église qui s'élevait autrefois près de Saint-Martin, qui est nommée la première, ce qui prouve simplement qu'elle était la plus ancienne de la ville et du bénéfice. Les moines de Saint-Wandrille, depuis cette transaction paraissaient médiocrement contents du revenu qu'ils tiraient de leur paroisse et se faisaient aider par les habitants quand il s'agissait des grosses dépenses. Nous en avons la preuve dans un acte conclu à Rouen, le 19 août 1516 et homologué par l'échiquier. C'était une transaction dans laquelle les paroissiens, moyennant une modique redevance de grain et de paille, s'engageaient à faire rebâtir le *chancel*, c'est-à-dire le chœur de l'église de Saint-Martin, et à l'entretenir à perpétuité aux lieu et place des religieux, gros décimateurs et patrons de la paroisse. Mais ceux-ci eurent la permission de faire placer au fond du chœur un vitrail à leurs armes, qui attestait leur droit de présentation à la cure.

Quant aux paroissiens, ils prenaient l'engagement de faire rebâtir leur chœur sur le même plan que la nef. La suite des événements prouve que cette reconstruction fut parachevée avant l'an 1568. D'autres contestations avaient eu lieu à propos des dimes, et surtout de celles des vignes. L'abbé de Courteilles reproduit une vieille transaction rédigée en latin dès l'an 1404, presque au moment où les religieux de Saint-Wandrille cédèrent le ministère pastoral à un curé séculier. Dans cet acte, Jean de Mara, deuxième curé séculier, comme nous l'avons vu, présentait encore au nom de son prédécesseur Martial, une requête à propos d'un réage nommé encore aujourd'hui le *réage des Vignes*, situé sur le chemin tendant de l'église de Saint-Martin à la chapelle de Saint-Anne. La dime de ce vignoble fut octroyée à Jean de Mara pour autant de temps que le terrain resterait planté de vignes, ensuite elle devait revenir à Saint-Wandrille. Nous avons en outre mentionné ce qui arriva en 1538, au curé Guillaume de Guerpel.

(A suivre).

L'abbé L. HOMMEY

SAINT-SIMON

Dans le Perche ⁽¹⁾

I

Le souvenir des hommes célèbres se rattache aux pays où ils vécurent, et dont ils ont illustré des annales. On aime à connaître les demeures qu'ils habitèrent, les contrées sur lesquelles rayonne leur renommée. C'est ainsi que le Perche peut revendiquer Saint-Simon. Il lui appartient à un double titre : par la Ferté-Vidame, son domaine, où il passait régulièrement six mois de l'année, où il écrivit une partie de ses immortels *Mémoires*, et par les liens de l'affection qui l'unissait à l'abbé de Rancé dont il parle avec une reconnaissance émue. Il vint souvent à la Trappe visiter son ami et retremper sa foi religieuse dans les exercices de piété, en goûtant le calme d'une retraite qui le reposait des agitations de la capitale et des servitudes de l'étiquette.

Nous n'associons guère Saint-Simon à la province, tant il nous semble inséparable de la Cour dont il a été le peintre inimitable. Nous ne nous le figurons pas dans cette sphère tranquille. Il gagnerait toutefois à être envisagé sous cet aspect moins connu que sa physionomie officielle de grand seigneur et d'historien. Il y a donc quelque intérêt à l'étudier à ce point de vue, et ce sera la raison d'être de ces pages dans une Revue consacrée à l'histoire locale.

Saint-Simon ne fut jamais, a-t-il dit lui-même, « un sujet

(1) *Mémoires de Saint-Simon*. — CHÉRUÉL. *Saint-Simon, historien de Louis XIV*. — Gaston BOISSIER. *Saint-Simon* (Collection des grands écrivains français). — *Le duc de Saint-Simon, son cabinet et l'histoire de ses manuscrits*, d'après des documents authentiques et entièrement inédits, par A. Baschet. — *Annuaire d'Eure-et-Loir*, 1851.

académique ». Passionné pour la noblesse et ses prérogatives, il considérait de très bonne foi Louis XIII comme le plus grand de tous nos rois, parce que Claude de Saint-Simon, son père, fut le favori de ce prince qui le créa duc et pair. Il ne se doutait pas que son nom ne devrait pas son éclat à des honneurs de Cour, mais aux volumineuses chroniques dont, pendant de longues années, avec une infatigable ardeur, il traça les caractères. Sans avoir voulu être auteur, il s'est placé au rang de nos grands écrivains, et les lettres lui ont conféré une gloire plus durable que les dignités dont il était si fier.

Il nous offre un curieux phénomène de persévérance. On peut dire qu'il fut l'homme d'une idée fixe, celle d'écrire des Mémoires. Il en avait conçu le projet en 1692, étant âgé seulement de dix-sept ans. Pendant cinquante ans, il ne cessa, dans ce but, de tenir la plume, de voir, d'observer, de se renseigner, avec la prétention d'être exact, ne manquant pas de sincérité, lors même qu'il altère la vérité dans l'entraînement de la passion et de la rancune, et devant à cette fougue de caractère, à cette chaleur de sentiments la puissance et l'originalité de son talent.

A sa mort, il ne laissa pas moins de 177 volumes ou portefeuilles remplis de ses écrits et, dans les 37 volumes in-folio de ses annotations au *Journal de Dangeau*, une seule note, imprimée en petit texte, a pu composer 80 pages in-8° d'impression.

On ne pourra pas accuser le noble duc d'avoir été oisif. Il est vrai que les loisirs ne lui manquèrent pas. La mort du duc de Bourgogne qui, s'il était monté sur le trône, aurait appelé aux affaires ses meilleurs amis, avait été pour lui une cruelle déception. Celle du Régent, dont il resta l'ami dévoué, malgré les scandales qu'il déplorait, termina son rôle politique. Il renonça définitivement à la Cour en 1723, et n'y parut depuis qu'en de rares occasions. Dès lors, sa vie s'écoula tantôt à Paris, tantôt dans la terre de la Ferté-Vidame qu'il tenait de son père, et que celui-ci avait achetée moyennant la somme de 400.000 livres.

Saint-Simon, qui a tant parlé des autres, ne parle guère de lui pendant les années qu'il passa dans la retraite. Nous savons peu de chose de sa vie et, dans le Perche, nous la connaissons surtout par ce qu'il nous dit de l'abbé de Rancé. Ses visites à la Trappe, ses relations avec le célèbre réformateur éclairent un côté moral du caractère de l'homme.

Sainte-Beuve écrit à ce sujet : « Il y a dire à sa dévotion. Elle était sincère et dès lors respectable ; mais elle ne semble pas avoir été aussi éclairée qu'elle aurait pu l'être. Après chaque mécompte ou chagrin, Saint-Simon s'en allait droit à la Trappe chercher une consolation, comme on va dans une blessure au chirurgien ; mais il revenait sans avoir modifié son fond et sans travailler à corriger son esprit. Il se livrait à ses passions intellectuelles et à ses aversions morales, sans scrupule, et sauf à se mettre en règle à de certains temps réguliers et à s'en purger la conscience, prêt à recommencer aussitôt après. Cette manière un peu machinale et brusque de considérer le remède religieux sans en introduire la vertu et l'efficace dans la suite même de sa conduite et de sa vie, annonce une nature qui avait reçu par une foi robuste la tradition des croyances plutôt qu'elle ne s'en était pénétrée et imbue par des réflexions lumineuses » (1).

L'observation est juste. Mais ne savons-nous pas, par notre propre expérience, qu'il est plus facile de s'accuser de ses défauts que de s'en corriger ?

Saint-Simon manquait perpétuellement à la charité ; il y manquait la plume à la main, il y manquait dans la conversation, et s'était attiré un jour ce sévère avertissement de Louis XIV : « Monsieur, il faut retenir votre langue ».

Nous devons croire qu'il se montra désormais plus circonspect ; mais s'il retint sa langue à la Cour du grand Roi, il se garda bien de retenir sa plume.

On a conservé une lettre adressée par lui, dans les dernières années de sa vie, au duc de Luynes, et cette lettre le montre éloigné du rigorisme qu'il reproche en plaisantant à M. de Luynes :

« Je vous félicite, lui écrit-il, sur l'énormité des maigres, l'effrènement des fêtes et la masse accablante que cela forme. Vous savez peut-être ce que dit l'Évangile sur la suffocation des lois de Dieu par les pratiques ajoutées des Pharisiens, et ce que dit saint Paul sur l'ancienne loi, que la loi est le germe du péché ; si est-ce que toutefois nous en tenons pour les deux tiers de l'année. Je vous y souhaite un estomac. Vous êtes, mon cher duc, trop saint, trop détaché et trop rasé tous les soirs, pour oser vous souhaiter autre chose. »

(1) Introduction aux *Mémoires de Saint-Simon*.

Il ne faudrait pas conclure de ces lignes que Saint-Simon s'affranchissait des pratiques religieuses. Chrétien convaincu, il remplissait exactement les prescriptions de l'Église. Chaque année, il allait passer les fêtes de Pâques à la Ferté-Vidame et se rendait à la Trappe pour s'y édifier au spectacle des vertus du cloître. Non content de confier à l'abbé de Rancé la direction de sa conscience, il le consultait sur ses fameux Mémoires, comme le prouve cette lettre écrite par lui, le 29 mars 1699 :

« Il faut, Monsieur, que je sois bien convaincu que vous avez pour moi une bonté extrême pour oser prendre la liberté que je fais en vous envoyant par la voie de M. du Charmel les papiers dont j'eus l'honneur de vous parler en mon dernier voyage, lorsque vous me permites de le faire. Je vous dis lors qu'il y avait déjà quelque temps que je travaillais à des espèces de Mémoires de ma vie qui comprenaient tout ce qui a un rapport particulier à moi et enfin un peu en général et superficiellement une espèce de relation des événements de ce temps, principalement des choses de la Cour ; et comme je m'y suis proposé une exacte vérité, aussi m'y suis-je lâché à la dire bonne et mauvaise, toute telle qu'elle m'a semblé sur les uns et les autres, songeant à satisfaire mes inclinations et passions en tout ce que la vérité m'a permis de dire, attendu que travaillant pour moi et bien peu des miens pendant ma vie, et pour qui voudra après ma mort, je ne me suis arrêté à ménager personne par aucune considération ; mais voyant cette espèce d'ouvrage qui va grossissant tous les jours avec quelque complaisance de le laisser après moi et aussi ne voulant point être exposé aux scrupules qui me convieraient à la fin de brûler, comme ç'avait été mon premier projet, et même plus tôt, à cause de tout ce qu'il y a contre la réputation de mille gens, et cela d'autant plus irréparablement, que la vérité s'y rencontre tout entière et que la passion n'a fait qu'animer le style, je me suis résolu à vous en importuner de quelques morceaux pour vous supplier par iceux de juger de la pièce et de me vouloir prescrire une règle pour dire toujours la vérité sans blesser ma conscience et pour me donner de salutaires conseils sur la manière que j'aurai à tenir en écrivant des choses qui touchent particulièrement et plus sensiblement les autres. »

Saint-Simon choisissait, pour en faire juge l'abbé de Rancé,

l'histoire de ses démêlés avec les Luxembourg qui est, dit-il, ce qu'il y a dans ses Mémoires « de plus âpre et de plus amer », puis il y joignait deux portraits dont l'un était celui du chancelier d'Aguesseau. Il lui recommandait les plus grandes précautions « sur le secret et le ton de voix » dont on devait lui lire ces papiers, pour qu'on n'en pût, disait-il, rien entendre hors de sa chambre. Enfin, il lui annonçait l'intention d'aller s'en entretenir avec lui après Pâques dans son « grand et merveilleux monastère ».

Cette lettre a le caractère d'une confession et nous découvre les scrupules religieux de Saint-Simon. On remarquera le soin qu'il prend de confondre la vérité avec sa passion, en y cherchant la justification de ses ressentiments.

N'ayant pas la réponse de Rancé, nous ignorons quels conseils il donna. Il est présumable que Saint-Simon adoucit quelques-uns des traits dirigés contre les Luxembourg qui ne sont pourtant guère ménagés. A travers les éloges décernés au chancelier d'Aguesseau perce la haine qu'éprouvait Saint-Simon pour les hommes de robe. Si les séjours à la Trappe avaient porté tous leurs fruits, il serait resté peu de chose des mordantes chroniques qui ont pour le lecteur l'attrait d'une résurrection du passé. Nous ne croyons pas que, même après une retraite, il ait pu devenir charitable et, sous ce rapport, il dut mourir dans l'impénitence finale.

S'il était passionné dans ses antipathies, il ne l'était pas moins dans ses affections. Profondément attaché à l'abbé de Rancé, il ne souffrait pas qu'on l'attaquât en sa présence, et il raconte les scènes assez vives qu'il eut à ce sujet avec les ducs de Chevreuse, de Beauvilliers et de Charost. Il parle de Rancé avec des accents qu'on trouve rarement sous sa plume. C'est à lui qu'on doit le beau portrait du célèbre abbé qu'on admire aujourd'hui dans le monastère restauré. Ce portrait a une histoire singulière, et Saint-Simon a pris soin de la conserver.

L'humilité de Rancé l'empêchait de consentir à se laisser peindre et, pour reproduire ses traits, il fallut recourir à la ruse. Rigault était un des peintres les plus renommés de l'époque ; il excellait à saisir la ressemblance de ses modèles. Saint-Simon le décida à quitter Paris et à faire le voyage de la Trappe en chaise de poste, pour transmettre à la postérité l'image de celui dont les austérités et les vertus édifiaient son temps.

Rancé avait alors cessé d'être le chef du monastère où il avait introduit la réforme ; mais il continuait d'y être l'objet de la vénération des religieux et, accablé d'infirmités, il touchait au terme de son existence.

Saint-Simon lui présenta Rigault comme un officier extrêmement désireux de le voir. Il ajouta qu'étant bègue, il parlerait peu. Rancé s'étonna de sa curiosité ; mais il se prêta de bonne grâce à l'entrevue sollicitée, et reçut son visiteur dans son cabinet de travail dont les murs blanchis à la chaux laissaient pénétrer une lumière propice aux observations de l'artiste.

Rigault, après trois quart d'heure employés à considérer en silence les traits qu'il devait reproduire sur la toile, alla les esquisser de mémoire. Sa visite se renouvela le lendemain, de la même manière, non sans provoquer la surprise de Rancé qui ne comprenait pas le plaisir que pouvait prendre un bègue à le contempler silencieusement.

Le portrait ébauché rapidement offrait une ressemblance parfaite ; mais il ne satisfaisait pas encore Rigault qui voulut avoir une troisième séance. Pour le coup, Rancé ne tint plus son impatience. Il dit qu'il était ridicule d'exhiber un solitaire comme lui aux yeux d'un étranger taciturne dont la curiosité était poussée jusqu'à l'indiscrétion. Toutefois il céda encore aux instances de Saint-Simon ; mais il fut convenu que cette visite serait la dernière et n'excéderait pas une demi-heure. Il fallut moins de temps à l'artiste pour procéder à un dernier examen, et il partit le lendemain, emportant l'œuvre commencée.

Le portrait, terminé à Paris, devait être livré à Saint-Simon pour le prix de mille écus payés comptant. Il avait été convenu que Rigault pourrait en avoir une copie pour lui seul, mais qu'il ne la montrerait à personne. Il fut si enchanté de l'exécution qu'il ne tint pas la parole donnée. Il ne résista pas au désir de montrer son œuvre et d'en faire des reproductions qui lui rapportèrent 25.000 livres. Il avait promis à l'abbé de la Trappe une copie du portrait qui intéressait à un si haut degré le monastère. Saint-Simon lui en demanda plusieurs et lui pardonna, en faveur du succès, la violation du traité.

Rancé ne se douta jamais qu'il avait posé devant un peintre fameux et continua de trouver bien étrange les entrevues auxquelles il s'était prêté. Il mourut quelques années après, le

27 octobre 1700, à l'âge de soixante-quinze ans. Saint-Simon met cette mort au nombre des plus grandes afflictions qu'il ait jamais ressenties. Il ne put revoir une dernière fois son illustre ami dont il apprit la maladie à Fontainebleau où il suivait la Cour. Il envoya, en toute hâte, à la Trappe, un médecin de Paris. Lorsque celui-ci arriva, Rancé n'était plus.

Saint-Simon, qui consacre à sa fin des lignes attendries, les termine en disant : « Je ne puis omettre la plus touchante et la plus honorable marque de son amitié. Étant couché sur la paille, il daigna se souvenir de moi lui-même et chargea l'abbé de la Trappe de me mander de sa part que, comme il était bien sûr de mon affection pour lui, il comptait bien que je ne doutais pas de toute sa tendresse ».

L'irascible auteur des *Mémoires* nous apparaît ici sous l'aspect qui lui fait le plus d'honneur. Nous le rencontrons dans le Perche, attiré vers le monastère où renaissait l'austérité des anciens jours. Nous l'y voyons se recueillir, demander à la paix du cloître les graves pensées qu'inspire cette solitude unissant pour lui les grands enseignements de la religion à une de ces amitiés qui ne peuvent être brisées que par la mort.

II

Si nous voulons maintenant voir Saint-Simon chez lui, à la Ferté-Vidame, il nous faut, par l'imagination, réédifier le château détruit, car rien ne subsiste de sa demeure que les gravures qui en conservent le souvenir. A sa mort, le domaine fut vendu par la comtesse de Valentinois, sa petite-fille et son unique héritière. Joseph de Laborde, fermier général, en fit l'acquisition en 1766 et démolit le vieux château qu'il remplaça par une construction nouvelle. Il y répandit le luxe approprié à son immense fortune. Joseph Vernet exécuta pour la décoration intérieure, à raison de 50.000 écus, huit panneaux de neuf pieds de haut sur six de large. C'est dans ce séjour que le fastueux financier reçut, en 1781, l'empereur Joseph II. Le duc de Penthièvre, ayant souhaité la possession de la Ferté-Vidame, il la lui céda et acheta Méréville où la Révolution vint le chercher pour l'envoyer à l'échafaud. Le château de la Ferté-Vidame qu'il

avait bâti, fut alors incendié et la terre, vendue nationalement, fut restituée en 1814 à la duchesse d'Orléans, fille du duc de Penthièvre et mère du roi Louis-Philippe, qui restaura la Ferté-Vidame. Des anciennes dépendances du château, il fit la demeure que l'on voit aujourd'hui et n'y consacra pas moins d'un million.

Le second Empire ayant confisqué les biens de la maison d'Orléans, la Ferté-Vidame fut mise en vente et, après avoir passé par plusieurs mains, devint la propriété de M. Laurent qui l'habite actuellement.

Le parc, qu'enferme une ceinture de murailles de 14 kilomètres, a gardé son aspect grandiose d'autrefois, et nous reporte à l'époque où Saint-Simon arpentait ses longues allées droites, se dirigeant vers la forêt qui attire le promeneur.

De son temps, la juridiction seigneuriale s'étendait sur vingt paroisses. Le château, d'un caractère imposant et féodal, était entouré de fossés profonds ; il formait une enceinte rectangulaire que dominaient trois tours rondes et deux tours carrées, garnies de machicoulis.

Nous pouvons reconstituer l'intérieur, à l'aide de l'inventaire fait après le décès de Saint-Simon. Pénétrons d'abord dans l'antichambre d'où l'œil peut errer à travers le parc. Nous y remarquons un dais de velours vert à franges d'or et d'argent, une longue table de chêne, six coffres à bois, un paravent à six feuilles de satinade flambée, trois banquettes et six chaises en moquette gaufrée.

Le salon est garni de chaises de velours cramoisi, de tabourets de satin à fleurs, de meubles de velours vert à cartouche d'étoffe de soie et à fleurs d'or fin, et d'une table de jeu de berlan. Sur les murs, des miroirs aux ornements de cuivre et des portraits de reines, de dauphins. Deux sont encadrés dans la boiserie : ceux de Louis XIII et du Régent.

La salle à manger est entièrement tapissée de boiserie aux teintes sombres, dans lesquelles sont encadrés seize portraits de famille, et où apparaît encore Louis XIII.

Les deux cabinets de travail de Saint-Simon ont leur intérêt. C'est là qu'il se renferma de longues heures pour continuer l'œuvre de sa vie, consigner une malicieuse anecdote, peindre ceux dont il a, en traits de feu, fixé la physionomie. Sa table à écrire est en bois de merisier, avec dessus de maroquin noir ;

il y a, en outre, une petite table, un grand et un petit bureau, chacun à sept tiroirs, et un pupitre à livres. Deux portraits seulement : celui de la duchesse de Saint-Simon et celui de Louis XIII que nous continuerons de rencontrer dans toutes les pièces du château, attestant la reconnaissance du fils pour le bienfaiteur du père.

Dans un cabinet disposé en bibliothèque, nous apercevons un bureau de bois à quatorze tiroirs ; une petite table à écrire en bois de merisier, garnie d'encrier, poudrier, porte-éponges de cuivre ; une petite table à livres, quatre fauteuils, deux chaises, quatre tabourets de moquette cramoisie. Quarante-sept tableaux généalogiques de différents formats nous rappellent les goûts nobiliaires du maître du logis. Notre attention est attirée par les portraits de la duchesse de Saint-Simon et du Régent, et une estampe remet sous nos yeux la mélancolique figure de Louis XIII dont nous voyons le buste dans la chambre à coucher, voisine de la bibliothèque, non loin du portrait de l'abbé de Rancé.

Dans toutes les chambres sont prodigués les portraits de famille, les images royales ou princières. L'une de ces chambres communique avec un salon renfermant des tables de jeu de piquet, de berlan, de quadrille et de tric-trac. Une autre est richement meublée avec des étoffes de soie tissée d'or, des pliants de velours cramoisi, des écrans aux feuilles de damas blanc. C'est apparemment la chambre d'honneur réservée aux personnages d'importance.

Telle était la demeure du duc de Saint-Simon. Il aimait la tranquillité de ce séjour propice à ses méditations et à ses travaux. Sa vaste étendue convenait à son amour des grandeurs, et dans ce parc aux allées interminables, il retrouvait, avec plus de loisir et de liberté, quelque chose de Versailles, où il avait vu briller et s'éteindre l'astre de Louis XIV.

Il est facile de se le figurer dans ce cadre sévère, entouré de ses papiers et de ses livres, sans cesse la plume à la main, mécontent du présent et jetant volontiers des regards vers le passé qu'il ressuscitait en de malignes et saisissantes peintures. Dans le pays, il devait passer pour un original, atteint de la manie nobiliaire, absorbé par ses écritures, assez peu endurant en matière de préséance, et considérant avec dédain les hobereaux du voisinage.

Cet homme si rogue et si passionné était cependant accessible aux affections vives et sincères. Il avait des amis fidèles, et nous avons vu quels sentiments il avait inspirés à Rancé qui, prêt à rendre le dernier soupir, évoquait leur intimité de sa voix mourante, en la consacrant dans un suprême souvenir.

Il fut un modèle d'union conjugale dans un temps et un monde où elle était reléguée au rang des vertus bourgeoises. La fille du maréchal de Lorges qu'il avait épousée, était une femme moins brillante que sensée, ayant su mériter l'estime universelle, montrer du tact et éviter les écueils que lui créait sa position de dame d'honneur de la duchesse de Berry, cette fille du Régent, qui suivit trop bien les exemples paternels, et parvint à scandaliser une Cour familiarisée avec la licence.

La duchesse de Saint-Simon mourut en 1743, à la Ferté-Vidame où un hospice, fondé par elle, perpétuait le souvenir de ses bienfaits. (1)

Après la mort de sa femme, Saint-Simon ne fit plus que de courtes apparitions à la Ferté-Vidame où sa charité lui valut le nom de « père des pauvres ». Il fut malheureux dans ses enfants. Sa fille était, dit le duc de Luynes, « si petite, si contrefaite et si affreuse », que ses parents la cachaient aux yeux du monde. Elle trouva néanmoins un mari. Le prince de Chimay

(1) Son acte de décès est ainsi conçu :

« L'an 1743, le lundi 21 janvier, est décédée très haute et très puissante dame Marie-Gabrielle de Durfort de Lorge, épouse de très haut et très puissant seigneur Mgr Louis, duc de Saint-Simon, pair de France, comte de Frassé, grand d'Espagne de 1^{re} classe, chevalier des ordres du Roi, gouverneur pour S. M. de la ville, citadelle et comté de Blaye, gouverneur et grand bailli de Senlis, vidame de Chartres, marquis de Ruffec, comte de la Ferté-Vidame, baron des baronnières d'Etysie, Ampierre, Mastreuil et Verrières, seigneur du Vitresay, du Marais, de Saint-Simon en Guyenne, et autres terres, âgée de 65 ans ou environ, après avoir reçu le sacrement de l'extrême-onction, par les mains de Jean-Charles Paris, prêtre, vicaire de ce lieu, et a été inhumée avec les cérémonies accoutumées ce jourd'hui, 21 janvier du susdit an.

« La dite inhumation s'est faite de mon consentement par M. Devion, curé d'Apres, diocèse d'Evreux, avec l'assistance des frères des charités d'Apres et de Senonches, en présence de M. Dugué, curé des Ressuintes, de M^e Vallon, curé de Boissy, de M^e Violet, curé de Brésoles, de M^e Bordes, chanoine régulier, prieur de Revercourt, de M^e Boutigny, curé de Saint-Victor, des sieurs Nicolas, Marie Auvray, intendant de Mgr le duc de Saint-Simon, et Jean Auvray de Finville, son frère qui a signé avec nous le présent acte. »

dont la fortune était fort obérée, l'épousa dans l'espoir que la faveur du Régent l'aiderait à rétablir ses affaires. Le mariage fait, il la délaissa, et vint seulement la voir de loin en loin chez son père et sa mère où elle continuait de résider.

L'aîné des fils de Saint-Simon, le duc de Ruffec, mourut en 1746, laissant de son mariage avec M^{lle} de Gramont, veuve du duc de Bournonville, une fille unique qui devint la comtesse de Valentinois. Le cadet, appelé le marquis de Ruffec, avait, dit un couplet satirique du temps, « une mine chétive et sinistre ». Il épousa la marquise de Maisons, fille de M. d'Angervilliers, ministre de la guerre, et l'on fut sur le point de l'enfermer, tant sa conduite fournissait matière aux médisances. D'une santé délicate, le marquis de Ruffec mourut sans enfants, en 1754, à l'âge de quarante-huit ans.

Saint-Simon vit donc finir avec lui le titre ducal et la pairie dont il aimait tant à se prévaloir. Frappé dans ses affections et ses rêves d'orgueil, il connut la gêne et la ruine.

« M. de Saint-Simon, a dit de lui le duc de Luynes dans ses volumineux mémoires sur la Cour de Louis XV, est l'homme du monde le plus incapable d'entendre les affaires d'intérêt, quoique cependant il soit extrêmement instruit sur toute autre matière. »

Cette incapacité ou cette insouciance dont beaucoup de grands seigneurs offraient l'exemple, explique suffisamment le délabrement d'une fortune qui avait été considérable, puisqu'à la mort de sa femme, Saint-Simon jouissait de 173,000 livres de rente. Pressé par ses créanciers, devant à ses fournisseurs, à ses domestiques, dont « il ne peut plus soutenir le visage », écrit-il à son notaire, il dut, pour payer ses dettes, abandonner ses revenus et se réduire à ses pensions viagères, ce qui ne l'empêcha pas de mourir insolvable.

Il occupait à Paris, rue Saint-Dominique, une assez vilaine maison, s'il faut en croire le duc de Luynes, mais dont le luxe intérieur consistait dans la profusion des tableaux qui couvraient les murs, et pour lesquels il semble avoir eu un goût prononcé. Sa bibliothèque ne renfermait pas moins de six mille volumes. Ses embarras financiers l'obligèrent sans doute, de changer souvent de domicile, car il alla loger ensuite rue du Cherche-Midi, et il habitait rue de Grenelle, sur la paroisse de Saint-

Sulpice, quand, le 2 mars 1755, il termina son existence, à l'âge de quatre-vingts ans.

Dès le 1^{er} avril suivant, les notaires, procureurs et autres personnages compétents, arrivèrent de Paris à la Ferté-Vidame, pour procéder à l'inventaire du mobilier du château, après la reconnaissance et la levée des scellés.

Leurs opérations terminées, le 5 avril, ils reprirent, en poste, le chemin de la capitale. Le voyage fut marqué par un incident. Un huissier priseur, nommé Poton, avait eu la garde des papiers, lettres, manuscrits trouvés à la Ferté-Vidame. La caisse qui les contenait fut fracturée par suite des cahots de la berline sur la route pavée. On approchait de Neauphle, et il fallut mettre les chevaux au pas pour ménager le colis endommagé.

Arrivé au relai, on prit soin de renfermer dans un sac de toile les papiers dont la perte nous eût peut-être privés de plus d'un chapitre des célèbres Mémoires. Le sac fut attaché solidement à la berline, et la nuit était venue, quand les hommes d'affaires revinrent au domicile du défunt où ils recommencèrent à inventorier.

Par testament olographe, daté du 6 juin 1754, Saint-Simon manifestait la volonté de reposer dans le caveau de l'église de la Ferté-Vidame, auprès de sa femme, et, disposition à la fois singulière et touchante, il ordonnait que les deux cercueils fussent rivés l'un à l'autre, par des anneaux et des chaînes de fer, « si étroitement qu'il soit impossible de les séparer, sans les briser tous deux ».

Il demandait qu'une plaque, mise sur les cercueils, rappelât la date de son mariage, en énumérant les vertus de la compagne à laquelle il avait dû le bonheur de son foyer, et dont la perte l'avait laissé inconsolable.

Il laissait à la fabrique paroissiale une somme de mille francs, destinée à célébrer des messes pour le repos de son âme et de celle de M^{me} de Saint-Simon. Avec une humilité toute chrétienne, et où l'on ne retrouve plus son orgueil nobiliaire, il interdisait, à la cérémonie de son inhumation, les tentures et les armoiries (1).

(1) Voici l'acte de son inhumation, qui eut lieu, le 10 mars 1755, à la Ferté-Vidame :

Il faisait don à l'abbaye de la Trappe du portrait de l'abbé de Rancé dont nous avons rappelé tout à l'heure la curieuse origine, et demandait aux abbés, aux religieux du monastère, de se souvenir de lui, de sa femme et de tous les siens dans leurs prières. Enfin, il n'omettait aucun de ses serviteurs, et l'article qui les concerne mérite d'être transcrit comme un témoignage de ces sentiments fréquents dans l'ancienne France où la domesticité, vieillie sous le toit héréditaire, se confondait avec la famille.

Saint-Simon s'exprime ainsi dans la distribution des legs faits aux gens dont les noms obscurs sont si honorablement associés aux siens :

« Je lègue quatre cent francs par an leur vie durant, chacun, à Lodier, qui a soin de mes livres, et qui a déjà un legs de ma chère épouse ; à Piat, mon officier qui me sert de maistre d'hôtel ; à Raimbault, mon valet de chambre, et à Talbot, qui a soin de mes chasses à la Ferté. Deux cents francs au dernier vivant, à Tocart et à sa femme, chaque année depuis le jour de mon décès, soit qu'ils restent concierges du chasteau de la Ferté ou non, et deux cent francs à Gabrielle Bertaut, sa vie durant,

« L'an 1755, le 10^e jour du mois de mars, est décédé en la paroisse de Saint-Sulpice de Paris, à l'âge de 80 ans et un mois environ, le 2 mars de la présente année, après avoir reçu le sacrement de pénitence et du saint viatique de N. S. Jésus-Christ, et de l'extrême-onction, ayant toujours donné pendant le cours de sa vie les marques de piété, de religion, de charité, et ayant toujours été le père des pauvres, même après sa mort, très haut et très puissant seigneur, Mgr Louis, duc de Saint-Simon, pair de France, capitaine du Pont Saint-Maixence, seigneur du Vitresay, de Saint-Simon en Guyenne, gouverneur de Blaye, vidame de Chartres, marquis de Ruffec, comte de la Ferté-Vidame, de Beaussort et autres lieux, seigneur de cette paroisse, veuf de haute et puissante dame Marie-Gabrielle de Durfort de Lorge. Son corps a été déposé en la paroisse de Saint-Sulpice, le 5 mars de la présente année, et a été apporté dans cette église par maître Claude-Désiré Lallemant, prêtre chapelain du collège de Bourgogne, aumônier de mon dit seigneur le duc de Saint-Simon, paroisse de Saint-Côme de Paris, et a été inhumé dans le chœur de cette paroisse, en présence et du consentement de maître Jean Duban, desservant de cette paroisse. La dite inhumation a été faite en présence de M. le curé de Boissy, de M. Dugué, curé de Ressuintes, de M^r Louis Girard, vicaire de Lamblore, de M^r Fontaine, desservant de Saint-Martin-le-Vieux-Vernouil, de ce diocèse, de M^r Allard de la Goudraye, procureur fiscal de ce comté, de M^r Talbot, capitaine des chasses du dit Mgr le duc de Saint-Simon, de M^r A. Girot, greffier-contrôleur, notaire de ce comté, et de M^r Louis Pasquier, clerc minoré de cette paroisse, lesquels ont signé... »

filieuse de ma très chère épouse, et actuellement femme de chambre de M^e de Saint-Germain-Beaupré.

« Je lègue à Raimbaud, mon valet de chambre, outre ce que je lui ay légué cy dessus, ma garde-robe, ma montre en or, mes tabatières, mes croix d'or du Saint-Esprit et de Saint-Louis, excepté le reste de l'argenterie de ma garde-robe, avertissant qu'il faut rendre mon collier du Saint-Esprit et la croix qui y pend au grand trésorier de l'ordre, et la croix de Saint-Louis que le Roy m'a donnée, au bureau de la guerre.

« Je lègue une fois payé, trois mil livres au sieur Bertrand que je ne puis trop louer depuis qu'il prend soin de mes affaires ; mil livres au sieur du Mesme, qui a esté mon très bon et très fidèle maistre d'hostel, et qui l'est à présent de M. de Maurepas ; mil livres au sieur Foucault, mon chirurgien ; cinq cent francs à Montfort, mon cuisinier ; six cent francs à Broeller, mon suisse ; autres six cent francs à Contois, mon laquais, que son asthme rendra difficile à placer ; deux cent francs à chacun de mes deux autres laquais ; deux cent francs à mon postillon, autant au frotteur ; trois cent francs à Laurent ; deux cent francs à Marie qui fait bien des choses dans la maison ; cent francs au garçon de cuisine et quatre cent francs à mon cocher Fribourg... Je suis si content de tous, principalement des principaux, et j'en ay toujours esté si fidèlement et si honnestement servi, que j'ay grand regret de ne pouvoir le reconnoistre mieux. »

On ne manquera pas de remarquer que Saint-Simon, dont la succession se composait surtout de dettes, pouvait alors se montrer généreux à peu de frais envers ceux dont il n'avait pas toujours de son vivant rétribué les services. Mais il est impossible de ne pas trouver son propre éloge dans les témoignages rendus aux inférieurs dont il proclame les soins fidèles, et dévoués. On n'inspire guère l'attachement que lorsqu'on a su le mériter.

Saint-Simon se préoccupe d'un laquais « que son asthme rendra difficile à placer », d'une certaine Marie « qui fait bien des choses dans la maison ». Il s'intéresse à des gens qui l'ont quitté et servent d'autres maîtres. Nous ne sommes plus en présence du duc et pair infatué de son rang, de l'écrivain emporté par ses ressentiments et ses préjugés, mais d'un

homme simple et bon, d'un maître facile et affectueux. C'est ainsi qu'il devait être dans son intérieur, avec ses intimes. Ce n'est pas l'idée que l'on conçoit de lui, après avoir lu ses Mémoires où la passion déborde, où l'orgueil rapetisse les jugements.

Avec le don de sentir et d'exprimer violemment, il était exposé à avoir des ennemis, et l'on croira sans peine qu'il n'en manqua pas. Comme il n'épargnait personne, il ne fut guère épargné. Sa petite taille lui valut le sobriquet de *boudrillon*, et sa vanité fut souvent raillée par ses contemporains. Les chansons satiriques, les couplets injurieux traduisirent les inimitiés que lui avaient attirées ses prétentions nobiliaires, ses antipathies et ses dédains.

On a une idée de son caractère en contemplant le portrait que l'on conserve de lui, et qui a été gravé en tête du livre où M. Gaston Boissier l'a jugé avec autant de vérité que de talent. Les traits n'ont ni grâce, ni noblesse ; mais les yeux pétillent d'esprit et de malice, et les lèvres semblent prêtes à s'entr'ouvrir pour laisser échapper les médisances dont il a rempli des volumes.

Notre province qu'il habitait nous le montre sous un jour meilleur, tantôt occupé à prier, à méditer dans la solitude de la Trappe, tantôt retiré à la Ferté-Vidame, dans le vaste domaine qui lui rappelait sa jeunesse, et dont les revenus lui échappaient, au milieu de la ruine menaçante.

Ses dernières années y furent tristes, car il assistait à la perte de sa fortune, à l'écroulement de ses espérances, et survivait à tous les siens. Lui qui aimait tant les grandeurs, il est un exemple de leur fragilité. Il n'a pu transmettre son titre ducal à sa descendance qui l'a précédé dans la tombe. Deux fois le château qui dominait le parc aux arbres séculaires, a disparu.

L'église paroissiale, construite en 1659, par les soins du premier duc de Saint-Simon (1), est restée seule debout. Un écusson sculpté à la voûte, un tableau représentant la Cène, œuvre d'art que Saint-Simon avait rapportée de son ambassade

(1) Claude de Rouvroy, duc de Saint-Simon, eut de son premier mariage avec M^{lle} de Budos de Portes, une fille, la duchesse de Brissac. Il épousa en secondes noces Charlotte de l'Aubépine, et n'avait pas moins de soixante-huit ans lorsque naquit celui qui devait illustrer son nom.

en Espagne, c'est là tout ce qui rappelle son souvenir. Le caveau où il avait reçu la sépulture, est vide. Les Vandales de la Révolution ont arraché, en 1794, de leur dernière demeure les ossements blanchis du duc et de la duchesse de Saint-Simon, et ont fait fondre les deux cercueils qui avaient été si étroitement unis, jetant à la fosse commune les restes profanés.

Les destructions des hommes, plus aveugles et plus impitoyables que celles du temps, ont effacé les traces de Saint-Simon dans la contrée où s'écoula sa vie, et il serait peut-être oublié sans la plume qui a fait de lui un Tacite français.

Ce n'est pas un médiocre honneur pour le Perche d'avoir abrité sous ses ombrages l'auteur de ces Mémoires aux piquants détails, aux brillantes couleurs, où les morts sont restés si vivants et dont les portraits, les récits donnent aux personnages tant de relief et d'animation, que nous croyons les avoir connus.

H. DE BROU

UNE FAMILLE D'ARGENTAN

CORRESPONDANCE D'UN SUBDÉLÉGUÉ

(Suite)

Extraits d'un rapport sans doute adressé à l'Intendant de la Généralité à Alençon, sur les Ressources, l'Industrie, l'Agriculture et le Commerce à Argentan :

« L'Élection d'Argentan a de longueur du midi au septentrion de quatorze à quinze lieues, sur sept à huit de largeur du levant au couchant. Son territoire peut être divisé de cette manière : La tierce partie des terres tant de labour, prés, que pâturages est d'un assez bon fond, l'autre tierce partie est de médiocre bonté, et la troisième mauvaise.

« L'industrie des habitants de la campagne dans cette élection est la culture des terres, et dans la ville et les bourgs, c'est le commerce.

M. Fernand de Mallevoüe, membre de la *Société Historique et Archéologique de l'Orne*, qui a bien voulu s'intéresser à ce modeste travail, nous fait savoir que descendant de Charles-Eudes d'Houay et de Sapience Boirel, il possède le portrait de cette dernière.

Le portrait à l'huile, d'une bonne facture, représente Sapience en buste et de trois quarts, de grandeur naturelle, la tête nue et coiffée à la Sévigné. Le corsage est décolleté, de velours sombre, à draperies blanches. Comme bijoux, un collier de grosses perles et une broche qui paraît être ornée de diamants.

Le tableau porte l'inscription suivante :

Obiit 16 May anno Domini 1650, Œtatis suæ 32.

Malgré nos recherches, il ne nous a pas été possible de retrouver l'acte d'inhumation de Sapience Boirel. — Nous faisons appel à la bienveillance des Membres de la Société pour combler cette lacune, si un heureux hasard leur faisait rencontrer ce document dans le registre d'une paroisse de l'Élection d'Argentan.

« Le principal commerce dans les campagnes est celui de bœufs et de vaches, que l'on va acheter maigres dans les provinces du Maine, d'Anjou et de Poitou pour les engraisser dans les pâturages, pour après qu'ils sont gras, les revendre au Neufbourg et à Poissy. Il y a encore quelques particuliers qui font commerce de blé, en l'achetant dans les lieux où il est plus commun et à meilleur marché, pour le revendre dans les autres où il est plus cher. A l'égard du commerce de la ville et des bourgs, on en va parler en répondant à un article ci-après :

« Rendre l'argent plus commun et la circulation plus vive. Le pays souffre, en effet, de la rareté des espèces et du défaut de circulation de l'argent..... Il faudrait pour traiter ce sujet une personne plus au fait de la finance et qui fût plus entrée dans le détail des affaires que moi : cependant je ne laisserai pas d'y répondre autant que mes lumières me le permettront. Les fruits de la terre et l'industrie sont les seuls et vrais biens que possèdent les hommes : on a inventé une troisième sorte de bien relative aux deux autres, c'est l'argent. Quoique ce bien par sa nature ne soit pas d'une plus grande utilité que les autres métaux, cependant comme on en a fait un gage réel de tradition qui permet aux hommes plus commodément le change de toutes les choses nécessaires, et qu'on l'a rendu aussi la récompense et le salaire du travail, il faut conclure que ce dernier bien est le ressort, celui qui met en mouvement et détermine les deux autres. Il est donc nécessaire pour qu'il ait l'effet qu'on s'en propose que la circulation en soit vive, afin que ceux qui s'occupent à bien cultiver les terres ou qui passent leur temps dans le commerce, trouvent une prompte récompense de leur travail : autrement les fonds sont mal cultivés et le commerce languit. Nous en avons un exemple dans les années présentes : la rareté de l'argent a mis les fermiers des pâturages dans l'impossibilité de pouvoir les paquer à fond.

« Ces herbages n'étant point chargés comme ils le devraient, l'herbe durcit et se trouve perdue : ce fermier perd donc une partie de son revenu et se trouve par là hors d'état de payer le Roi et le propriétaire du fond. Il en est de même des autres sortes de biens : le laboureur ne trouvant point un débit facile et prompt de ses blés, néglige la culture des terres médiocres qui lui coûtent beaucoup de temps et de dépenses.

« Plusieurs personnes sont dans l'abus de croire que lorsque les denrées sont à un vil prix, c'est un temps d'abondance..... C'est une erreur..... Le véritable temps d'abondance est lorsque les denrées se vendent à un prix raisonnable.

« Il n'est point de véritable cherté que lorsque l'espèce manque, comme cela est arrivé dans la dernière disette de blés. Ils avaient manqué en France, on fut obligé d'en faire venir de chez l'étranger. Mais lorsque l'espèce est commune et qu'elle se vend cher, c'est une marque d'abondance, une marque de la richesse des particuliers.

« En effet, nous voyons aujourd'hui que les denrées sont beaucoup diminuées, qu'il se fait cependant un moindre débit et plus de moitié moins de consommation qu'il ne s'en faisait depuis l'année 1720 jusqu'à l'année 1724, époque où ces mêmes denrées étaient plus chères d'une moitié.....

« Je croirais que, pour remédier à ce mal, il faudrait remettre les anciennes espèces sur le même pied que les nouvelles pendant un certain temps : il est vrai que le Roi perdrait par cette augmentation, mais il s'en trouverait dédommagé par la plus grande consommation qui se ferait, ce qui augmenterait ses revenus par les droits qui se lèvent sur les denrées : on peut dire que si ce moyen ne rétablissait pas en entier le défaut de circulation, du moins il ferait un très bon effet également avantageux au Roi et à son peuple.

« Le recouvrement des impositions se fait actuellement avec trop de rigueur : on consomme les paroisses en frais d'huissiers et de garnison : et je peux dire sans trop m'avancer que ces frais se montent à presque un sixième du principal de toutes les impositions.

« Ces frais, joints aux impôts qui ont augmenté dans cette élection depuis la mort de Louis XIV de près d'un tiers, mettent les taillables hors d'état de pouvoir suffire au paiement de leur cote. Plus ils sont en retardement, plus on leur fait de frais et plus le mal devient grand. La plus grande partie des taillables se sont épuisés dans la dernière cherté des blés : ils n'ont pu encore se relever depuis ce temps. En les poursuivant et en les faisant payer avec autant de rigueur, ce sera les accabler tout-à-fait. On avait coutume autrefois de leur donner quelque relâche pendant les trois mois que se fait la récolte de tous les

fruits de la terre : après cette récolte faite, le propriétaire et les fermiers payaient une partie de leurs impositions du prix de la vente de leurs denrées, et les journaliers s'acquittaient des profits que leur travail leur avait procuré. Une partie des gens de travail de cette élection vont du côté de Paris pendant les trois mois de la récolte : en partant, ils laissent une femme chargée d'enfants, sans aucune subsistance. Si on contraint cette femme au paiement des impositions de son mari, il faut qu'elle vende le plus souvent une vache qui sert à faire vivre cette pauvre famille. Si, au contraire, on attend après la récolte, ce journalier paye ses impositions de l'argent que son travail lui a procuré.

« Nous n'avons qu'une manufacture dans cette élection qui est celle d'Écouché, où se fabriquent de gros draps que la plupart des marchands de l'Alaise viennent enlever pour les porter en Bretagne, mais cette manufacture est beaucoup tombée depuis deux ans par le peu de consommation qui se fait, causé par la rareté des espèces. Nous avons cependant une Manufacture Royale dans la ville d'Argentan, mais elle est également si fort tombée que ce n'est presque pas la peine d'en parler : c'est celle du *Point Royal*, le plus beau du Royaume. M. de Montuley est le chef de cet établissement, qui exécute ordinairement les ouvrages pour le Roi, qui a fait une cravate pour Louis XIV et le drap du lit du roi présentement régnant, et qui travaille actuellement à la layette du prince ou de la princesse dont la reine doit accoucher (1). M. de Montuley a des privilèges et des exemptions à cause de son habileté. Il est chargé de plus de 40 ou 50 mille livres de dentelles qu'il ne peut vendre à Paris, quoiqu'on trouve sa marchandise très belle, mais l'argent manque. Cette manufacture, dans le temps qu'elle était en vigueur, entretenait 7 à 800 ouvriers de la ville ou des environs ; on y faisait travailler des enfants de l'âge de sept à huit ans, ce qui les accoutumait de bonne heure au travail et leur faisait gagner de quoi subsister. Mais à présent, une partie des filles qui étaient employées à ces travaux, manquant d'ouvrage et réduites à l'oisiveté, se donnent au libertinage et à la débauche. C'est encore la rareté des espèces qui a fait tomber cette manufacture.

(1) Les premières couches de la Reine, qui mit au monde deux princesses, le 14 août 1727, nous donnent la date de ce rapport.

« Le principal commerce d'Argentan est la tannerie. Mais la moitié des tanneurs sont près de couler à fond, et l'autre moitié est fort ébranlée. Ils avaient acheté des cuirs en poil trop cher, ils sont obligés de les vendre apprêtés, beaucoup moins qu'ils ne leur ont coûté.

« A Vimoutiers et dans les paroisses circonvoisines, il se fait une quantité de toiles dans le temps que le commerce est en activité.

« Dans la ville d'Argentan, il y a bailliage, vicomté, élection, grenier à sel et une maîtrise particulière des eaux et forêts : il y a une vicomté dans le bourg d'Écouché, mais ce sont les mêmes officiers que ceux de la vicomté d'Argentan. Dans la ville, ou pour mieux dire dans le bourg d'Exmes, il y a bailliage et vicomté ; il y avait un grenier à sel qui a été transporté depuis peu à Gacé, par un arrondissement qui a été fait au conseil. Il y a une vicomté dans le bourg de Trun. Il n'y a pas longtemps que ces juridictions ont leurs officiers particuliers. Ceux d'Argentan y allaient tenir leurs audiences, mais ces derniers ont démembré leurs charges, et la plupart sans arrêts du conseil. Ces juridictions sont tellement mêlées les unes dans les autres, que cela fait naître quantité de déclinatoires et de conflits de juridiction : il y a, en outre, plusieurs hautes justices créées depuis peu au dépens de ces juridictions.

« Le ressort de tous les bailliages et vicomtés ci-dessus est de la même étendue que l'élection, c'est-à-dire 169 paroisses.

« Nous n'avons que deux prisons dans cette élection : celle d'Argentan et celle d'Exmes. M. l'Intendant peut se souvenir en quel état est celle d'Argentan par le procès-verbal qui en a été dressé par son ordre. Celle d'Exmes, quoique bâtie depuis peu, est très mal sûre ; depuis un mois ou six semaines, il s'en est sauvé un prisonnier : cette prison n'est pas plus forte qu'une maison particulière. »

Le rapport, dont nous venons de citer les principaux passages, est suivi des réponses à un questionnaire fourni par l'administration.

1° Il n'y a que la ville d'Argentan dans cette élection qui jouisse d'octrois.

2° Le roi a pris la moitié des octrois de la ville et les a réunis à sa ferme des aydes ; l'autre moitié appartenant à la ville est adjugée à 900 livres.

3° Les octrois ont été accordés à la ville d'Argentan par lettres patentes de 1592 et confirmés par différents arrêts du Conseil.

4° L'administration de l'octroi se fait avec beaucoup de fidélité ; la somme est même si modique que, dans certains cas extraordinaires, les principaux habitants sont obligés de donner quelques sommes pour subvenir aux besoins de la ville. La somme de 900 livres, à quoi se monte l'adjudication de l'octroi, est employée au banneau de la ville, à l'entretien de l'horloge, prédicateur, maître d'école, huissier des pauvres, valet de ville, gages d'échevins, vins d'honneur, feux de joie et autres faux-frais : d'ailleurs ces sommes ne sont payées par le receveur que sur les ordonnances des maires et échevins, visées de M. l'Intendant.

Lettre à M. Brillon :

« Voilà, Dieu merci, l'opération de la milice finie, opération qui, certainement, a été des plus difficiles par la beauté des hommes qu'on me demande, et par le peu qui s'en trouve dans les paroisses.

« Nos bataillons sont plus beaux que ceux des anciens régiments. J'ai vu des officiers prendre pour leurs troupes des hommes que j'avais refusés pour miliciens. La compagnie de mon frère de Champlaurant roule depuis cinq pieds cinq pouces, jusqu'à cinq pieds trois pouces et pas plus bas ; mais si la guerre dure, il faudra certainement baisser la toise. »

.... « Je ne crois pas qu'il soit désavantageux pour la ville d'Argentan d'avoir deux compagnies de cavalerie en garnison : ces deux compagnies consommeront le foin du domaine : le fermier général en a encore de l'année entière qu'il n'a pu trouver à vendre ; d'ailleurs ces deux compagnies laissent au moins un millier d'écus par mois dans la ville. »

« 19 octobre 1729. — Comme je fermais la lettre que j'ai eu l'honneur de vous écrire aujourd'hui, on est venu m'avertir que le curé de la paroisse de Tortizembert était décédé hier après midi. Ce bénéfice est à la nomination de S. A. S. et peut valoir, suivant qu'on me l'assure, 800 ou 1.000 livres de rentes. Je ne doute pas, Mons., que ce morceau ne vous soit demandé par plusieurs personnes de ce pays ; mais trouvez bon, je vous prie, que j'aie l'honneur de vous faire observer que si vous n'avez per-

sonne à qui vous preniez absolument intérêt, M. de Grandprey, avocat en cette qualité, a toujours été chargé des affaires du prince sans aucune rétribution, et sans même en demander. Il a un frère prêtre, qui n'est pourvu d'aucun bénéfice, qui est un homme capable, de bonnes mœurs et de bonne doctrine, qui mériterait, en faveur du désintéressement de M. son frère, que le prince le gratifiât de ce bénéfice. Une pareille gratification fait toujours un bon effet dans la province, en voyant que ceux qui s'attachent aux intérêts du prince sont tôt ou tard récompensés.

« Le nom de cet ecclésiastique est M^e Gabriel-Auguste Le Fessier (1).

« Le nom du dernier curé est M^e Charles du Bù, décédé le 18 octobre. Le nom de la paroisse est la Trinité de Tortizembert. »

Quelques jours après, M. Boirel revenait à la charge :

« Lorsque j'ai eu l'honneur de vous donner avis de la vacance de la cure de Tortizembert, j'eus en même temps celui de vous avertir que le bénéfice pourrait vous être demandé par plusieurs personnes. On ne manque point de coureurs de bénéfice dans ce pays !

« Au reste, Monsieur, quand j'ai eu l'honneur de vous demander celui-ci pour le frère de M. de Grandprey, avocat, je l'ai fait de mon propre mouvement, sans que lui ni son frère m'en eussent parlé ; je n'y ai été poussé que par un esprit de justice, car il n'est ni mon parent, ni mon allié ; je ne crois pas même lui avoir parlé dix fois en ma vie. C'est un prêtre fort retiré et attaché uniquement à son devoir et très capable. S'il n'avait pas été tel, je n'aurais pas eu l'honneur de vous le proposer, eût-il été mon propre frère. D'ailleurs, Monsieur, je ne vois pas que les prétendants à ce bénéfice que vous me faites l'honneur de me nommer aient rien de plus favorable que le frère de M. de Grandprey. Je ne doute nullement qu'ils ne soient de bonnes mœurs et de bonne doctrine, mais je doute qu'ils le surpassent, et même je suis certain qu'ils n'approchent pas de lui pour la science et la capacité. Il est le frère d'une personne attachée aux intérêts du

(1) La famille Le Fessier des Aulnez, de Grandprey, etc., dont nous avons décrit les armes plus haut, n'a aucun lien de parenté avec celle de Jacques-André-Simon Lefessier, évêque constitutionnel de l'Orne.

prince depuis sept à huit ans, sans aucune rétribution, c'est ce qui m'avait fait croire qu'il méritait la préférence sur ceux qui pourraient se présenter, et qui n'auraient au-dessus de lui que quelques recommandations. Le public en avait jugé de même, car d'abord qu'on sut la vacance de ce bénéfice, tout le monde en fit compliment à son frère.

« Le sieur Louis-Urbain Paris, vicaire de Grandmesnil, qui a la recommandation de M. de Chiffreville (1), est celui qui paraît le moins favorable. Cette recommandation est mandée par M. de Prétot, seigneur de Grandmesnil, qui certainement ne mérite pas de grâces : c'est le plus grand ennemi que nous ayons dans le domaine. Il a toujours cherché à révolter tous les autres seigneurs, tant pour leurs aveux que pour leurs recettes. M. de Malfroy, Monsieur, pourra vous en rendre compte.

« Je ne connais pas les deux autres prêtres qui vous demandent ce bénéfice : ils ne sont pas même de l'étendue du domaine. »

Cette nomination tient à cœur à M. Boirel qui insiste encore le 25 novembre suivant :

« J'ai l'honneur de vous envoyer deux attestations de bonnes vie et mœurs et saine doctrine du sieur le Fessier, prêtre, frère de M. de Grandprey, avocat, dont l'une est de mon frère, curé de la ville. Si vous jugez nécessaire d'en avoir de Mgr l'Évêque de Sées, de ses grands vicaires, de tout le clergé et même de tous les principaux habitants de la ville, il sera facile de vous en envoyer, personne ne refusera de lui rendre la justice qui lui est due.

« Au reste, Monsieur, je vous prie très instamment de ne point me regarder dans cette occasion comme un solliciteur de bénéfices ; ce que je fais aujourd'hui n'est qu'une juste représentation, dans laquelle vous pouvez être assuré que je n'avance rien que de véritable. »

Le 7 décembre, nouvelle lettre du subdélégué à M. Brillon, à qui il envoie les attestations de l'Évêque de Sées, du maire, des échevins et de quinze des principaux habitants d'Argentan. Les efforts de M. Boirel sont couronnés de succès, car nous lisons, à la date du 28 décembre, la lettre suivante : « Certainement

(1) De la famille de Gautier de Chiffreville, de Bernières, de Montreuil, etc.

que la nomination à la cure de Tortizembert, que vous m'avez fait l'honneur de m'envoyer, a beaucoup contribué à embaumer le sang de M. le Fessier. Son frère et lui ont une reconnaissance infinie de la protection que vous avez eu la bonté de leur accorder en cette occasion. Ils sont vivement persuadés que sans vous, Monsieur, les autres prétendants au bénéfice l'auraient emporté par les fortes recommandations qu'ils avaient. »

Nous nous permettrons d'ajouter que l'abbé le Fessier pouvait bien comprendre M. Boirel dans le nombre des bienfaiteurs à qui il devait son bénéfice !

En effet, le subdélégué ne recommandait pas toujours aussi chaudement ses amis, témoin la lettre suivante : « J'ai été tourmenté par un de mes intimes amis, qui sait que vous avez quelques bontés pour moi, pour lui donner une lettre de recommandation auprès de vous pour un de ses parents, qui a une affaire à Paris. Ce Monsieur demande l'honneur de votre protection pour lui procurer quelques appuis dans une affaire qu'il m'assure être très juste. Je n'ai pu me débarrasser de lui. Je vous prie, Monsieur, de me pardonner la liberté que j'ai prise et de n'avoir égard à cette lettre qu'autant que cela vous fera plaisir. »

« Le 25 janvier 1730. — En relisant les dernières lettres que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire, je me suis aperçu que je n'avais pas répondu à un article de celle du 28 décembre. Le rhume, dont j'ai été attaqué au commencement de cette année, en a été cause. Cet article regarde M. le curé de Vaudeloges, qui se plaint que M. le Valois, qui a nommé la cloche de cette paroisse au nom de S. A. S., n'a rien donné à son église indigente. L'usage de cette province est, Monsieur, que le parrain de la cloche donne quelque chose au fondeur, comme le parrain d'un enfant donne à une sage-femme, et que la marraine donne un morceau de damas blanc pour entourer la cloche, lequel reste pour aider à faire quelques ornements à l'église. Il est vrai que, quand ce sont quelques personnes puissantes et riches qui nomment une cloche, ils font un présent pour aider à payer la refonte. La refonte de celle-ci n'a pas dû coûter beaucoup.

« M. le Valois a pris la qualité de sieur de Vaudeloges, dans l'acte de nomination de cette cloche ; c'est un nom qu'il porte ordinairement à cause de son fief, mais j'ai eu attention qu'il ne

prit pas la qualité de seigneur de Vaudeloges, qui appartient à S. A. S. (1). »

A M. Brillon, 9 juillet 1727. — « Vous allez entendre parler incessamment, Monsieur, d'une autre personne qui demandera une nomination pour l'office d'assesseur au bailliage et vicomté d'Argentan. J'avais déjà eu l'honneur de vous prévenir, par ma lettre du 1^{er} mai, que M. Bernier qui possède cet office était fort âgé et qu'il avait envie de s'en défaire ; il en a traité, à ce qu'on m'a assuré, pour une somme de 1.200 livres ; vous pouvez, Monsieur, tenir ferme, car ce M. Bernier n'ira pas loin. Un étranger ne doit pas avoir la même grâce qu'un fils : mais je vous prie, Monsieur, de ne point parler que j'aie eu l'honneur de vous en écrire, parce que celui qui traite de cette office est le cousin germain de mon épouse (2). L'intérêt du prince me sera toujours plus cher que celui de mes plus proches. »

— Le 30 juillet, il revient sur le même sujet :

« J'ai eu l'honneur de vous mander que le cousin germain de mon épouse était sur le point de traiter de l'office d'assesseur au bailliage et vicomté de cette ville. Le marché a manqué : mais comme le titulaire de cet office est fort âgé et infirme et que ses enfants craignent qu'il ne meure en perte d'office, ils l'ont obligé d'en traiter avec un autre : cet autre est un sous-diacre, qui, par ses mœurs, est obligé de rester en cet état. On a déjà vu quantité de traits de sa mauvaise foi ; il en va encore paraître un incessamment, qui mériterait une interdiction s'il était en charge. Je suis persuadé, Monsieur, que non seulement vous ne vous porterez pas à faire aucune grâce à une personne d'un pareil caractère, mais encore que vous vous opposerez à ce que cet homme soit reçu officier. Vous pouvez lui faire fouler le foin : et pendant ce temps-là, le titulaire mourra et la charge tombera aux parties casuelles du prince (3) : pour lors, on ne manquera pas de bons sujets à vous proposer. S'il est besoin d'une attestation

(1) Le Vallois : *d'azur au chevron d'argent accompagné en chef de deux molettes d'or et en pointe d'un croissant d'argent*.

(2) Sans doute un sieur Bouley.

(3) Profits éventuels au bénéfice du Roi. Lorsque certaines charges devenaient vacantes par la mort du titulaire, le Roi pouvait en disposer à son profit.

de tous les officiers en corps de ce que j'ai l'honneur de vous avancer, je vous l'enverrai signée même du procureur du roi, dont il est cousin germain; c'est un homme dangereux que tout le siège craint d'avoir pour confrère. »

« 19 décembre 1727. — M. l'Evêque de Séez est mort cette nuit, regretté universellement de tout son diocèse (1). C'était le prélat le mieux faisant qu'on pût trouver. Mon frère le curé en est inconsolable, il avait l'honneur d'avoir sa confiance et d'être aimé de lui: il n'a pas joui longtemps d'une petite abbaye, située dans ce domaine que M. le cardinal de Fleury lui avait donnée ce mois d'août dernier. »

« Le même jour, à M. Girardin : Le son lugubre de nos cloches nous annonce la mort de notre bon évêque : il est mort cette nuit, regretté de tous : c'était le meilleur prélat du monde, qui n'avait point de plus grand plaisir que quand il obligeait. Mon frère le curé perd un bon ami, aussi en est-il inconsolable. Ce qui l'a encore plus affligé, c'est qu'il a connu ses sentiments et les marques de confiance qu'il avait en lui dans sa dernière maladie. Il n'a pas joui longtemps de l'abbaye de Silly qui lui avait été donnée au mois d'août dernier. Cette abbaye est située dans une des paroisses du domaine et vaut tout au plus 2.000 livres. Elle a été fondée par les ducs de Normandie, possédant le domaine d'Argentan qui y ont fait quantité de donations, même sur le domaine. L'Abbé a droit de prendre un boisseau de blé par jour sur les moulins d'Argentan. »

A M. Girardin, 7 janvier 1728 :

!!!
« Lorsque j'ai eu l'honneur de vous mander la mort de notre bon Evêque, si je vous ai parlé de l'abbaye de Silly, située dans une paroisse de ce domaine, je n'ai eu aucunes vues sur cette abbaye pour mon frère. J'ai toujours pensé comme vous, Monsieur, qu'un bénéfice de cette nature ne lui convenait pas, et je suis persuadé que si on la lui donnait, il la refuserait. En effet, cette abbaye ne vaut tout au plus que 2.000 livres de rentes, et il en coûte pour l'obtention des bulles plus de 10.000 livres. Je vous ai cependant, Monsieur, une obligation infinie de l'attention que vous avez eue pour lui. J'aimerais beaucoup mieux qu'il eût

(1) Dominique-Barnabé Turgot — il occupait le siège de Séez depuis 1711.

quelque pension sur une grosse abbaye ou sur un évêché, comme il se pratique souvent. Il a quelques amis, les Jésuites l'aiment fort, et je suis persuadé que, lorsqu'il se trouvera quelque occasion de lui faire plaisir, ils ne négligeront rien. D'ailleurs, quand on demandera quelque chose pour lui à S. E., et qu'Elle se fera informer de lui, on ne lui en fera certainement qu'un bon rapport (1).

« On se rappelle que la tour de l'Horloge échappa à la pioche des démolisseurs, grâce à la fermeté de l'échevin Eudes. Elle n'était pas destinée pourtant à défier les siècles, car elle s'écroulait le 12 février 1727. Les échevins et les habitants, malgré leur désir de conserver un monument dont ils étaient justement fiers, reconnurent que les ressources de la ville d'Argentan ne leur permettaient pas de réédifier une partie importante du château. M. Boirel fut chargé de faire auprès du Roi les démarches pour obtenir l'autorisation de démolir quelques vieilles tours, qui ne paraissaient *d'aucune utilité, ainsi que le ceintre d'une antique porte nommée la porte des Bouteilles, qui n'est d'aucun usage et dont la chute pourrait causer de fâcheux accidents*. De son côté, la ville s'oblige : 1° de faire réédifier l'horloge ; 2° de joindre deux rues qui ne sont séparées que par une des tours, dont elle demande la démolition ; 3° d'aplanir une place derrière l'horloge, pour servir dans la suite de lieu à tenir le marché et la poissonnerie, qu'on est obligé de tenir dans la rue la plus passante ; 4° de percer une petite rue qui donne derrière le château, pour joindre la rue du Beigle, par le moyen de laquelle on aura de l'eau des fontaines, tant pour la poissonnerie que pour les incendies qui pourraient éclater dans le cœur de la ville, qui n'a point d'autres eaux que celles de deux ou trois puits profonds ; et en dernier lieu, d'indemniser ceux auxquels la démolition des tours pourrait porter quelque préjudice. »

(1) L'abbé Boirel vécut encore quatorze ans après que cette lettre fut écrite et nous ne voyons nulle part qu'il ait jamais reçu aucun bénéfice en dehors de sa cure d'Argentan, dont les émoluments servaient à l'embellissement de l'église Saint-Germain.

D'après « la France ecclésiastique » pour l'année 1789, l'abbaye de Silly valait 2.500 livres et 700 florins de taxe en cour de Rome, c'est-à-dire 3.500 livres.

La même année 1727, on apposait sur les murs de la ville l'affiche suivante :

« DE PAR LE ROY

« On avertit que, suivant l'ordonnance de M. l'Intendant, il sera procédé jeudi prochain, 17 du présent mois de juillet, à l'adjudication au rabais, en la maison de M. Boirel, subdélégué de Mgr l'Intendant d'Alençon, à 9 heures du matin, pour la descente de l'horloge de ladite ville et remonter les cloches dans la grosse tour de Saint-Germain, et ce, suivant le devis arrêté par M. Grout, ingénieur du Roy, pour ladite généralité d'Alençon, dont on donnera communication à ceux qui voudront se rendre adjudicataires. — Ce 14 juillet 1727.

« Autant ce présent lu et affiché au grand carrefour de cette ville contre le lieu ordinaire à afficher les choses publiques, par moi sergent soussigné, ledit jour et an que ci-dessus. — Jouis. »

« Jean Richard fut déclaré adjudicataire avec la caution de Jean Mounier, au prix de 400 livres. Les matériaux furent transportés et rangés dans la chapelle Saint-Nicolas, et le plomb chez M^{me} de Grandprey, *proche ledit horloge*.

« La requête, présentée le 28^e jour de mai 1728, est signée de Vignerai, d'Yberville, Morand et Prouverre.

« Elle est agréée par l'Intendant de la généralité d'Alençon, Lallement de Levignen, en date du 5 juin 1728. — Nous..... ordonnons que l'arrêt du Conseil n'aura, quant à présent, son exécution que pour la jonction de la rue Saint-Nicolas à celle du Beigle et qu'il sera au surplus exécuté en ce qui regarde les démolitions des tours, dont les prix des matériaux seront employés au dédommagement des particuliers intéressés à la jonction de la rue Saint-Nicolas à celle du Beigle, ainsi qu'au paiement des ouvrages à faire pour ladite jonction et autres frais, suivant les adjudications qui en seront faites, sauf à ordonner, s'il y a lieu, l'exécution dudit arrêt en ce qui concerne la jonction de la rue du Vicomte à celle des Jouis. »

« Le 26 juin 1728 a lieu en présence du maire et des échevins, par Charles-Pierre Boirel, assisté de François Granger, greffier, l'adjudication des plombs de l'horloge. L'adjudicataire devra donner en plus 20 sols à celui qui fait les proclamations au son du tambour.

« Se sont présentés : Maurice Marc, Jean Deshayes, Marc Mansuet, tous trois plombiers de la ville d'Argentan.

« Marc Mansuet, ayant offert 18 livres le cent, c'est-à-dire 104 pour cent, est déclaré adjudicataire des plombs. Il retira 3.525 livres de plomb qui produisirent 634 livres 10 sols.

« La démolition de la charpente de l'ancien auditoire qui devra servir au nouvel auditoire est adjugée à l'entrepreneur Jean Richard, qui n'a pas de concurrent, moyennant 1.000 livres.

« Les travaux de réfection du château qui comprennent aussi des travaux neufs, dont l'énumération trop longue pour trouver place ici, est détaillée dans le cahier des charges, sont adjugés à Jean Desrues, tailleur de pierres à Argentan, qui devra se servir de mortier de chaux et de sable, au prix de 565 livres. — S'étaient mis sur les rangs : Jean Lemonnier, architecte, marquis Le Tellier, François Bourdon, Pierre Dionis, Charles Bourdon, Jean Letellier.

« Des indemnités sont payées aux propriétaires dépossédés : Rue Saint-Nicolas, à M^{me} de Fel, au nommé Le Mercier, au sieur Le Noble, au sieur Desvaux. — Rue du Vicomte, aux héritiers Hauteville et au sieur de Montfort. »

Pour tous ces travaux, M. Boirel nous laisse des comptes de recettes et de dépenses des plus détaillés. — Ils offrent l'intérêt de nous faire connaître le prix des salaires à cette époque, salaires qui étaient de six sous pour le manœuvre, et s'élevaient jusqu'à dix et seize sous pour les ouvriers des différents corps de métier. Enfin les travaux nécessités par la fameuse horloge sont terminés et M. Boirel écrit à l'Intendant général du prince, à la date du 15 août 1731 :

« Nous avons une horloge séparée qui faisait un assez bel effet dans la ville : la tour sur laquelle elle était élevée ayant croulé, il y a environ quatre ans, et la ville étant dans l'impossibilité de la faire rebâtir, on fut obligé de monter cette horloge dans le clocher de la principale église.

« La cloche ou timbre de cette horloge étant considérable par son poids, nos habitants demandent depuis longtemps qu'elle soit refondue avec une petite cloche des clochers pour embellir la sonnerie de l'église. On a balancé par rapport à l'inscription qui se trouve sur le timbre, et dont voici la teneur : « *J'ai nom Marie*

pour M^{me} Marie d'Espagne, comtesse d'Alençon, d'Etampes et du Perche, en mai 1378 ». Cette dame Marie d'Espagne était fille de Ferdinand, tué à la bataille de Crécy, en 1346, qui avait épousé Charles II, comte d'Alençon, fils de Charles de Valois, frère de Philippe le Bel. Elle était dame d'Argentan, le domaine de cette ville faisant pour lors partie de celui d'Alençon.

« Enfin, Monsieur, on s'est déterminé dans une assemblée de ville à faire refondre ce timbre aux conditions qu'on conserverait cette ancienne inscription, c'est-à-dire qu'on rappellerait dans la légende que la matière de cette cloche provient du timbre sur lequel était l'inscription et que LL. AA. SS. seraient suppliées de faire l'honneur à la ville d'y donner le nom, et par cet effet d'envoyer leur permis à M. et M^{me} l'Intendant. »

Il fut fait selon le désir de la population, car, le 24 octobre, Charles Boirel écrit à M. Brillon, intendant général du duc du Maine :

« La cérémonie de la bénédiction de la cloche se fit dimanche dernier : elle se fit avec tout le bon ordre et la décence qu'on peut espérer dans une petite ville de province. Nos habitants hors d'espérance d'avoir jamais la joie de voir LL. AA. SS. dans leur ville, firent tous leurs efforts pour s'acquitter de ce qu'ils devaient, à ceux qui avaient l'honneur de les représenter dans cette cérémonie. Une soixantaine des mieux montés, commandés par un gendarme de la garde de mes amis, alla au-devant de M. l'Intendant et de Madame son épouse, jusqu'au château de Fleuré, maison de campagne de M. de Séez (1). Tout le reste de la bourgeoisie sous les armes se trouve en bataille hors la ville pour leur arrivée. Cinq brigades de maréchaussée, que M. l'Intendant avait fait venir, furent distribuées si à propos dans l'Eglise, que malgré la quantité de monde qui s'y trouva, tant de la ville que des campagnes voisines, il n'y eut aucune confusion. Enfin, Monsieur, la bénédiction se fit après la grand'messe au bruit de notre petite artillerie qui consiste en quatre couleuvrines et avec une triple décharge de notre milice bourgeoise.

« Cette cérémonie faite, Mgr de Séez, M. et M^{me} l'Inten-

(1) L'Intendant Louis-François Lallemant, comte de Levignen, seigneur de Betz, Macqueline et Ormoy, était le frère de Mgr Lallemant, évêque de Séez.

dante et les principaux de la noblesse du canton, que j'avais invités à cette cérémonie, nous firent l'honneur à mon frère et à moi de prendre à diner chez nous. Toute la compagnie parut fort contente de la manière dont les choses se sont passées. M. l'Intendant agit on ne peut pas mieux, c'est-à-dire avec sa générosité ordinaire : il fit distribuer de l'argent très largement aux fondeurs, bedeaux, organistes, etc. ; il fit présent à l'église de trois cents livres pour aider à avoir des ornements.

« Après l'Evangile de la grand'messe, mon frère le curé eut l'honneur de monter en chaire et de faire un petit discours sur la cérémonie du jour. »

Le subdélégué voudrait voir régner la paix sur son territoire, il se préoccupe des moyens qui pourraient amener un résultat favorable, dans sa lettre du 15 septembre 1728, à M. Brillon :

« La baronnie de Fontenay est une des cinq qui fut démembreée du domaine huit ans après l'engagement. Je ne sais s'il y aurait beaucoup à profiter en retirant cette baronnie des mains de celui qui la possède présentement (1). Il n'y a aucun bâtiment sur cette terre, à l'exception du moulin qui est même chargé d'une pension envers les dames emmurées de Rouen, d'un boisseau d'orge par jour. Il faut, Monsieur, que vous ayez la bonté de lui demander un mémoire de la valeur de cette terre, du prix de l'engagement et de l'avantage qu'il voudrait faire au prince pour la faire passer en ses mains : car à vous dire la vérité, Monsieur, si l'offre de ce gentilhomme n'était pas considérable, je ne croirais pas qu'il fallût l'écouter ; il en coûterait autant pour parvenir à cette réunion, qu'on en pourrait retirer. D'ailleurs, Monsieur, ce sont deux gentilshommes qui ont des procès terribles. Ils sont actuellement au tribunal des maréchaux de France pour des voies de fait ; le neveu de M. de Fontenay reçut un coup de fusil dont il vient de mourir ces jours derniers. Si M. de Nollent retire cette terre, cela aigrira encore les esprits, de manière que les enfants de ces deux gentilshommes qui commencent à être grands, se couperont la gorge partout où ils se trouveront, car M. de Fon-

(1) Il est sans doute question d'Odet Gouhier, baron de Fontenay, qui avait épousé, en 1675, Marie-Madeleine du Four : *de gueules à 3 roses d'argent 2 et 1.*

tenay a le restant de son bien dans la même paroisse et sera toujours voisin de M. de Nollent.

« Le seul remède qu'il y aurait dans cette affaire serait que ces deux gentilshommes fissent un échange ensemble : que M. de Nollent donnât à M. de Fontenay une terre qu'il a dans la paroisse de Bailleul pour les terres qu'il possède dans ladite paroisse de Fontenay. »

Le M^{rs} de Grancey, gouverneur d'Argentan, était mort dans les premiers jours d'août. M. Boirel écrit à M. Brillon, le 22 septembre 1728 :

« Il faut que ce soit M. le M^{rs} de Nonant et non pas M. le Comte qui demande le gouvernement d'Argentan. Ce M. le M^{rs} de Nonant est maréchal-de-camp et a été ci-devant colonel du Régiment de Provence : il s'appelait pour lors le M^{rs} du Plessis-Châtillon. Il a épousé une fille de M. de Torcy. Il possède le marquisat de Nonant qui vaut plus de 30.000 livres de rentes et qui est situé dans l'élection d'Argentan ; une partie de ce marquisat relève du domaine. M. le M^{rs} de Nonant en a fourni sa déclaration en papier terrier. On m'a assuré que M. le M^{rs} d'Osmond sollicitera pour avoir ce gouvernement. Puisqu'on ne peut pas le faire supprimer, il convient encore mieux que ce soit M. le M^{rs} de Nonant que l'autre qui en soit pourvu. »

Le 3 octobre, M. Boirel revient sur l'affaire qui divise MM. de Fontenay et de Nollent. Il ne pensait pas alors que quatorze ans plus tard ce nom de Nollent serait porté par sa fille.

« Il n'y a point eu d'indiscrétion de ma part, Monsieur, dans le reproche que M. de Fontenay a fait à M. de Nollent devant M^{rs} les maréchaux de France, du dessein qu'il avait de retirer la baronnie de Fontenay. Je n'ai parlé à aucune personne de la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire à ce sujet. Le dessein de M. de Nollent n'est pas nouveau ; il y a plus de quatre ans qu'il est formé et public. Autant que je puis me souvenir, au mois de mai ou juin de l'année 1724 ou 25, avant que j'eusse l'honneur d'être chargé de la procuration de S. A. S. et que je fusse subdélégué, il y eut un édit rendu qui permettait à tous particuliers de poser des enchères devant les commissaires nommés par le Roi, pour retirer les domaines engagés. Dès ce temps, M. de Nollent menaça publiquement M. de Fontenay de lui

retirer sa baronnie et ce dernier vint me prier de prendre chez M. de Trémont, pour lors subdélégué, un extrait de cet édit, afin de prévenir la mauvaise volonté que M. de Nollent avait contre lui. Vous sentez parfaitement, Monsieur, que dans une affaire d'honneur telle que celles que ces MM. avaient devant les maréchaux de France, on n'oublie rien pour se rendre favorable et faire connaître le mauvais procédé de sa partie, et que M. de Fontenay avait recueilli tous les sujets de plainte qu'il pouvait avoir contre M. de Nollent. Ma discrétion est à l'épreuve ; je suis chargé tous les jours d'affaires d'importance qui méritent discrétion, et jusqu'à présent on n'a pas eu sujet de se plaindre que j'en ai manqué. Supposé, Monsieur, que les plaintes de M. de Nollent vous eussent donné quelque lieu de me soupçonner d'une pareille faute, je vous prie très instamment de vous en dissuader.

« Je verrai M. de Nollent quand il sera de retour, il me sera facile de lui faire connaître que je n'ai pas manqué à la discrétion que vous m'aviez fait l'honneur de me recommander ; s'il veut même des éclaircissements, je les lui donnerai volontiers. »

Nouvelle lettre, le 26 octobre, sur le même sujet :

« Je n'ai point vu M. de Nollent depuis son retour. M. de Fontenay m'a fait l'honneur de me venir voir, mais dans un temps où je n'étais pas certainement en état d'avoir de grandes conférences avec lui. Malgré mon indisposition, je ne pus cependant m'empêcher de lui demander qui lui aurait dit que M. de Nollent avait dessein de retirer sa baronnie, comme il le lui avait reproché devant M^{rs} les Maréchaux de France. Il me répondit qu'il y avait plus de trois ans qu'il l'en menaçait publiquement, qu'il avait même dit à ses fermiers qu'ils ne laboureraient pas longtemps cette terre pour M. de Fontenay : que M. de Nollent s'en était encore vanté à deux gendarmes de la garde de la Ville d'Argentan, avec lesquels il logeait à Paris, et qu'il avait eu la précaution de les mener avec lui dans l'antichambre de l'appartement où M^{rs} les Maréchaux de France étaient assemblés, pour lui faire soutenir au cas qu'il eût voulu en disconvenir. Il ne fut pas question d'autre chose dans cette visite. Si M. de Nollent me fait l'honneur de me venir voir et qu'il me fasse quelque proposition, j'aurai l'honneur de vous en informer. »

M. Boirel est souvent appelé à donner son avis sur les candi-

datés à l'office de chapelains de l'hôpital Saint-Thomas. On connaît les tiraillements séculaires existant entre le clergé paroissial et ces chapelains, les difficultés sans nombre soumises aux tribunaux civils et ecclésiastiques, qui un moment apaisées renaissent sous le moindre prétexte. Le choix des chapelains avait donc un intérêt tout particulier, aussi le subdélégué s'efforce de renseigner son chef sur la valeur des postulants.

« M. Coëffrel, qui a la protection des Jésuites, est pourvu d'un bénéfice qui vaut 1.000 à 1.200 livres de revenus ; c'est le troisième bénéfice qu'il possède. C'est un fort bon prêtre, mais très inconstant ; il est frère de M. le curé de Saint-Médard.

« Je connais aussi celui à qui M. du Bernes, receveur des tailles de notre ville s'intéresse, c'est un sieur Faucillon de la Frette (1) fort honnête homme et de bonnes mœurs, mais qui craint beaucoup d'approcher des malades : cela ne conviendrait pas trop dans un hôpital, ou dans les maladies populaires. Il faut un prêtre qui ne craigne point de s'exposer pour le soulagement des pauvres.

« Je connais pareillement celui qui est recommandé par M. le marquis de XXX, — ils sont deux frères, — pour lors je ne sais si c'est pour l'ainé ou pour le jeune : ce dernier est placé, mais l'ainé est un des plus indignes sujets qu'on puisse proposer ; sa conduite irrégulière a toujours scandalisé le public.

« Reste donc, des quatre que vous m'avez fait l'honneur de me nommer, le sieur du Fresne le Bren recommandé par M. de Belleville. Si j'avais osé, dès le commencement, j'aurais eu l'honneur de vous le proposer comme un des meilleurs sujets qui puissent se présenter ; toute la ville le souhaiterait avec ardeur : sa piété, sa charité, ses bonnes mœurs, les soins qu'il se donne pour l'éducation de la jeunesse, dont il s'acquitte avec fruit, lui ont captivé la bienveillance de tous les honnêtes gens. Peut-être pourrait-on dire que mon témoignage devrait être suspect parce que mon fils aîné (2) est en pension chez lui depuis

(1) Faucillon de la Frette, d'azur à 2 faulx d'argent, emmanchées d'or passées en sautoir (ms. d'Hozier). Il avait acquis cette charge le 30 septembre 1729, du sieur Berland Damassu, moyennant 51.625 livres et la revendu en 1761 au sieur le Couturier. (M. des Diguères).

(2) Jacques-Jean-Charles Boirel, né le 17 mai 1721.

trois ou quatre ans ; mais bien loin que cela puisse faire impression sur votre esprit, je suis persuadé, Monsieur, que cela ne saura que vous confirmer le bon rapport que j'ai l'honneur de vous faire de sa personne, puisqu'en effet je ne lui aurais pas confié l'éducation d'un fils que j'aime tendrement, si je n'avais pas connu en lui toutes les bonnes qualités qu'il possède. Je comptais envoyer mon fils cette année à la Flèche, mais les progrès qu'il fait sous un si savant maître m'ont fait différer d'une année. En effet, mon fils n'est âgé que de treize ans, il doit répondre en public avec les autres écoliers de M. du Fresne, sur quatre auteurs dont Homère en est un ; il doit aussi répondre pour la composition sur Télémaque, à rendre en latin les phrases les plus difficiles qu'on lui proposera. »

« Je ne suis entré dans ces détails, que pour avoir l'honneur de vous faire connaître combien ce bon prêtre s'attache à s'acquitter dignement des emplois qui lui sont confiés. »

Quant à nous, si nous avons reproduit cette longue correspondance, c'est avec la pensée de montrer l'importance qu'attachait M. Boirel aux nominations sur lesquelles il était consulté, et aussi à quelles fortes études se livrait la jeunesse au siècle dernier. Le surmenage intellectuel n'est peut-être pas une invention aussi récente qu'on pourrait le supposer.

L'hôpital Saint-Thomas qui, au XVIII^e siècle, a fait couler des flots d'encre, remonte à la plus haute antiquité. Fondé aux portes de la ville sous le patronage de saint Jacques, il fut transféré en 1208 près de l'église dédiée à saint Thomas de Cantorbéry, qui venait d'être canonisé. Il était desservi par deux chapelains, quatre prêtres condonnés et des religieuses.

Les chapelains étaient-ils tenus d'administrer les sacrements, ou ce soin incombait-il au clergé paroissial ? Des mémoires sans nombre ont traité la question dans le but de la faire juger par les docteurs en Sorbonne, les évêques qui se sont succédés sur le siège de Séez et le Parlement de Rouen. M. Boirel nous laisse la copie d'une longue lettre qu'il écrit à M. Brillon le 30 avril 1732, pour mettre ce dernier au courant de la situation. En voici quelques extraits : « Si l'obligation d'administrer les sacrements pour être honorable et méritoire devenait une servitude, cette servitude ne serait pas nouvelle, elle est aussi ancienne que les chartes mêmes ; c'est ainsi qu'on en jugea dès

que les chapelains Royaux voulurent pour la première fois se soustraire à leur devoir, c'est-à-dire ne point résider, et ne point administrer les sacrements. C'est ainsi qu'on en a toujours jugé depuis. Mgr le Cardinal de Vendôme en jugea de même lors de la sentence arbitrale qu'il rendit entre le curé de la ville et les chapelains Royaux. M. de Forcoal, évêque de Séez, en jugea de même lors de la transaction qu'il fit faire aux chapelains Royaux et aux quatre prêtres condonnés de l'Hôtel-Dieu. Cet évêque ne donna pas de nouveaux pouvoirs aux deux chapelains pour confesser et administrer les sacrements : il supposa donc leur droit ancien et comme en titre. M. de Savary, qui lui succéda, n'a rien changé. M. d'Aquin ne demanda aux chapelains qu'à voir leurs titres. M. Turgot aurait souhaité de voir les chapelains rappelés à leur ancien devoir, et voici, Monsieur, la plus belle occasion qu'on puisse trouver pour les y engager. Au surplus si ces chapelains n'étaient obligés qu'à dire la messe, leur résidence dans la cour de l'hôpital serait assez inutile. S'ils n'avaient pas été obligés de rendre quelques services aux pauvres malades, l'hôpital ne leur aurait pas donné les plus beaux logements de la Cour. S'ils n'avaient été obligés qu'à dire la messe, ils n'auraient pas été forcés de subir un examen lors de leur collation, comme il paraît par ces termes : *tanquam idoneo et capaci a nobis reperto*. Ils n'avaient pas besoin, étant prêtres, de nouveaux pouvoirs pour dire la messe ; cet examen suppose donc qu'on regardait ces chapelains comme chargés d'administrer les sacrements. C'est ce qui paraît encore par les autres termes de la collation : *functiones et onera* qui sont les mêmes termes qu'on emploie dans la collation des bénéfices à charge d'âmes. »

Il reste encore un point à éclaircir. On veut, Monsieur, vous insinuer que les chapelles de Saint-Thomas ne sont que des bénéfices alimentaires... on ne trouve point dans la Charte que ces bénéfices soient fondés pour de pauvres prêtres, ils sont fondés *de voluntate et assensu pauperum*, mais ils n'ont jamais été donnés à des pauvres. Ces places n'ont jamais été occupées que par des personnes en état de s'y soutenir. Comme les chapelains Royaux ont toujours administré les sacrements, même aux quatre prêtres condonnés, ils ont toujours été censés les supérieurs de l'hôpital pour le spirituel ; les quatre prêtres con-

donnés les nommaient même selon la Charte. Auraient-ils cherché et pris pour supérieurs dans une ville, des ecclésiastiques qui ne leur auraient pas fait honneur, étant eux-mêmes souvent des meilleures familles de la ville. D'ailleurs, Monsieur, nos prêtres ne sont point ici pauvres, comme on a cherché à vous l'insinuer ; il n'y en a point qui ne trouvent quelque subsistance dans leurs familles, et qui ne tirent de l'église de quoi se divertir, ce sont des abbés dans toutes les formes. »

« Nous avons dans notre ville de deux sortes de prêtres. Les uns sont nés des meilleures familles et avec du bien : ce sont ceux-là qui sont l'honneur de notre clergé : ils ne se sont fait prêtres qu'après avoir bien examiné leur vocation, aussi remplissent-ils dignement tous les devoirs de leur ministère. Les autres sont des fils de cordonniers, selliers, lanterniers ; tel est celui pour qui on vous demande cette place. Ceux-ci ont été destinés par leurs parents, dès leur bas âge, au métier de prêtre : c'est ainsi que ces sortes de gens en parlent. Les parents n'ont point eu d'autres vues, en engageant leurs enfants dans les ordres que de leur obtenir quelques bénéfices. Aussi ces sortes de prêtres pour la plupart sont entrés dans l'état ecclésiastique sans aucune vocation et n'ont conservé que le tiers du *sacerdotium*, c'est-à-dire *otium*. On ne les voit venir dans nos églises que lorsqu'il y a quelque rétribution.

« Les charges de chapelains ont été remplies jusqu'à ce jour par des personnes en état de se soutenir et de faire honneur à la place. M. l'abbé de la Haye qui vient de mourir avait sept à huit cents livres de rentes, celui qui y est encore n'en a pas beaucoup moins. Ce dernier était frère de feu notre lieutenant général de Vicomté, il a pour neveux des officiers de l'Election, des officiers de mousquetaires ; ceux qui les ont précédés depuis cent ans étaient de même étoffe. Celui que j'ai l'honneur de vous présenter a peut-être tout au plus quatre cents livres de rentes. Son oncle a rempli cette place et y est mort, son père a été très longtemps receveur des domaines, enfin c'est sans contredit un des plus dignes prêtres de notre clergé, qui ne cherche point à avoir un bénéfice sans les charges ; il n'envoie point et ne fait point envoyer de titres sur lesquels il prétende s'exempter de faire de bonnes œuvres. Je suis persuadé même que quand il ne serait pas chargé par sa nomination d'administrer les sacrements aux

pauvres malades, son zèle et sa charité le porteraient à le faire. Quoique simple prêtre, il a toujours confessé. Celui pour qui on vous demande cette place, en a-t-il fait autant ? Non, sans doute, Monsieur, et il n'aurait pas été en état de le faire, parce qu'on ne lui aurait pas accordé les pouvoirs à cause de son incapacité. »

Nous avons cru devoir transcrire cette dernière correspondance que, malgré ses développements, nous avons cependant écourtée, parce qu'elle met en lumière l'état d'une partie du clergé au milieu du XVIII^e siècle. Le portrait est loin d'être flatteur, nous en convenons ; mais nous le croyons exact, d'abord parce qu'il sort d'une plume profondément religieuse et qu'il est confirmé par d'autres mémoires dont les auteurs, comme l'abbé Louis-Xavier Boirel, curé de Saint-Germain, frère du subdélégué, ne sont pas suspects. Nous avons d'autant moins hésité à faire connaître cette catégorie d'ecclésiastiques, la moins digne d'admiration, qu'elle n'existe plus de nos jours, où il nous est donné de voir un clergé beaucoup moins nombreux, il est vrai, mais sans exception rempli de zèle pour le bien des âmes et prêt à tous les sacrifices, pour la gloire de Dieu et de son Eglise.

Du mariage de Charles-Pierre Boirel et de Barbe Bouley, naquirent six enfants :

1^o 2 décembre 1717. — Louise-Charlotte Barbe, qui eut pour parrain son oncle, curé doyen d'Argentan, et pour marraine, Charlotte-Marguerite Chapelle, veuve de M. de Launay-Bouley, conseiller du roi, élu dans l'élection d'Argentan.

2^o 31 août 1719. — Guillaume-Charles-Louis, parrain : Guillaume de Launay Bouley. Marraine : Louise Herouard de Cretonville (mort avant 1734).

3^o Août 1720. — Guillaume, mort à Chédouit et inhumé à Silly-en-Gouffern, le 18 octobre 1720.

4^o 30 mai 1721. — Jacques-Jean-Charles, parrain : Jean Boirel, sieur de Champlarent, son oncle, écuyer, ancien garde du roi, plus tard chevalier de Saint-Louis, marraine : Françoise de Launay Bouley.

5^o 27 janvier 1723. — Françoise-Claude, parrain : Claude Le Coiffrel de Tremont, écuyer, conseiller du roi, lieutenant général civil et de police d'Argentan, Marraine : D^{elle} Madeleine Bouley.

Françoise Claude épousa, le 6 novembre 1742, Claude de Nollent, écuyer, seigneur de Champeaux et de Rézenlieu (1).

6^e 17 novembre 1728. — Louis-Charles. Parrain : Louis-Xavier Boirel, curé d'Argentan ; marraine : Charlotte-Marguerite du Pontchapel, veuve du sieur de Launay-Bouley.

Il tint plus tard une certaine place dans l'administration de la ville d'Argentan et fut connu sous le nom de Boirel du Perron.

Charles-Pierre Boirel, habita jusqu'au 9 mars 1751, époque

(1) Françoise-Claude, mourut au château de Rézenlieu, près Gacé, le 13 novembre 1785. Voici sa descendance :

1^o 28 septembre 1756. — Un enfant mort le lendemain de sa naissance ;

2^o 23 juillet 1758. — Barbe Françoise-Victoire de Nollent, tenue sur les fonds baptismaux par Louis-Charles Boirel, sieur du Perron et Françoise-Marguerite de Guerpel, décédée le 7 juillet 1768, à l'âge de dix ans ;

3^o 2 mars 1759. — Pierre-Claude-Jacques de Nollent de Champeaux, mort sans postérité :

4^o 3 mars 1761. — Antoine-Victor-César de Nollent, écuyer, seigneur et patron de Rézenlieu, chevalier de Saint-Louis, marié à Elisabeth-Françoise-Jeanne Boulay de Blesbourg, décédé à Rézenlieu, le 22 février 1845, dont :

A. Alexandrine-Laurence, née à Alençon, le 30 avril 1810, morte en cette ville, le 14 janvier 1889, mariée à Rézenlieu, le 1^{er} septembre 1830 à Jean-Rodolphe du Chapelet de Maillebois, mort à Alençon, le 18 juin 1871, âgé de 77 ans, dont :

a) Alexandre du Chapelet de Maillebois, né en 1837, existant, père d'une fille d'un second mariage.

b) Caroline-Mathilde du Ch. de M., née à Gacé, le 1^{er} juin 1847, mariée à Alfred-Pierre Dufour, son cousin, le 28 novembre 1871, morte à Saint-Laurent de Seès, le 3 juillet 1873, en mettant au monde une fille : Brigitte-Laurence-Marie, née le 28 juin, morte le 1^{er} juillet suivant.

c) Marie-Alexandrine du Ch. de M., née à Gacé, le 6 mars 1853, décédée célibataire à Alençon, le 12 octobre 1888.

B. Augustin César, comte de Nollent de Rézenlieu, ancien garde du corps, consul de France, chevalier de Saint-Louis, Commandeur de l'ordre de Saint-Grégoire-le-Grand, officier de l'ordre Royal du Sauveur de Grèce, chevalier de l'ordre de Charles III d'Espagne et de François I des Deux-Siciles, né en 1801, mort à Verneuil-sur-Avre, le 17 mai 1886, marié à Marie-Robertine-Euphémie de Montagu Humphrys, décédée à Rézenlieu, le 9 juin 1897, âgée de 85 ans ; dont :

a) Ada-Valérie de Nollent, née en 1836, mariée en 1865, à Gérard Avenel, décédée sans laisser de postérité.

b) Marie-Angoline de Nollent, née à Argentan, le 1^{er} août 1841, mariée le 5 avril 1869, à John O'Kerrins, né le 27 juin 1835, fils de Michel-Joseph O'Kerrins et de Thérèse-Marie Croft, décédé à Rézenlieu, le 15 avril 1893, sans laisser de postérité.

Les Nollent portent d'argent à 3 roses de gueules, 2 et 1 avec une fleur de lys d'azur en cœur.

de sa mort, le bel hôtel de la rue de la Chaussée, qu'il avait fait construire, hôtel longtemps occupé depuis par les familles Le Mière, de Chivré et de Montreuil, et aujourd'hui par M. Léveillé, négociant en vins (1).

Le 28 mars de cette année 1751, M^e Michel Lefèvre, avocat, procureur-syndic de cette ville, prenant la parole dans l'assemblée des notables, fit observer que « malgré la perte qu'on vient
« de faire, par le décès de M. Boirel, qui avait été choisi et
« nommé par la ville pour maire, dont la dite ville ne peut
« ignorer le zèle et l'attachement qu'il a toujours fait paraître
« pour la conservation des droits qui lui appartenaient, se déta-
« chant même de ses propres intérêts, cependant il est à propos
« de tâcher de réparer une pareille perte en procédant à la nomi-
« nation d'un nouveau maire (2), etc.

L'assemblée décida ensuite qu'il serait célébré un service religieux pour le repos de son âme.

Occupons-nous d'abord du dernier de ses fils : Louis-Charles, sieur du Perron, qui n'a laissé que des filles ; nous reviendrons ensuite à son frère aîné, dont les descendants ont perpétué la famille Boirel, pendant un siècle encore à Argentan.

De son mariage avec Marie-Madeleine Bourdon, Louis-Charles Boirel du Perron, eut trois enfants :

1^o Le lundi 1^{er} octobre 1759. — Marie-Cécile, tenue sur les fonds baptismaux, par noble dame Françoise-Claude Boirel, épouse de messire Claude de Nollent de Champeaux, seigneur de Résenlieu, assistée de Guillaume - Michel Bouley, sieur de Launay ;

2^o Samedi 15 août 1761. — Marie-Félicité, qui eut pour parrain et marraine, un jeune frère et sa sœur, Marie-Cécile, représentés par des domestiques, nous dit l'acte de baptême.

Marie-Félicité, épousa le 18 février 1783, Charles-Marie-François Rousset de Saint-Jullien majeur et honoré de la survivance de la procuration de S. A. R. Monsieur, fils de Marie-Antoine Rousset (3) de Saint-Jullien et de dame Marie-

(1) Livre des procès-verbaux de l'assemblée municipale d'Argentan.

(2) La Vie de nos Pères, par M. des Diguères.

(3) On peut lire dans l'*Annuaire de l'Orne* de 1875, un travail publié par M. Gravelle-Desulis, ayant pour titre : « Extraits des fiefs, existant à

Françoise-Michelle Le Noble des Genets, ses père et mère, veuf en premières noces de dame Louise de la Paumerie (1).

Elle mourut le 1^{er} juillet 1800.

3^o 10 avril 1763. — Louise-Michelle-Claire, qui eut pour marraine Claire Hébert, épouse de M. de Launay-Bouley, assistée de M^{re} Folloppe, curé de Saint-Germain d'Argentan.

Le livre de Ville, conservé à la mairie d'Argentan, constate que Louis-Charles Boirel du Perron, présenta le 8 février 1776, ses lettres de commission de lieutenant de maire.

Les procès-verbaux nous le montrent prenant une part des plus actives à toutes les affaires intéressant l'administration.

Le 8 octobre 1785, délibération des officiers municipaux, notables, anciens maires et échevins, sous la présidence de Boirel du Perron, lieutenant de maire, avocat et procureur du roi, conseiller honoraire aux bailliage et juridictions royales, tendant à profiter du prix modéré auquel ont été taxées aux parties casuelles de S. A. R. Monsieur, les offices municipaux de cette ville, pour demander à S. A. R. au nom de la ville, la préférence de ces offres.

La délibération inscrite sur le livre est rayée et biffée en exécution de l'arrêt du Conseil.

Le 15 octobre, nouvelle délibération dans le même sens, signée Boirel du Perron et biffée sur le livre comme la première.

Le 24 décembre 1785, Boirel du Perron, préside une réunion qui a lieu à dix heures du matin, et signe au procès-verbal comme lieutenant de maire ; mais une seconde séance se tient le même jour à 6 heures 1/2 du soir, à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Louis-Charles Boirel du Perron, avocat.... ci-devant lieutenant du maire, actuellement poursuivant l'enregistrement des provisions de Conseiller du roi et de Monsieur, maire de la ville et communauté d'Argentan.

Ce changement en quelques heures dans l'énumération des qualités que prend M. Boirel, s'explique par ce fait qu'ayant sollicité de Monsieur, l'office de maire, il vient de recevoir ses

L'époque de 1758, dans la circonscription du domaine d'Argentan et Exmes, » fait par M. Raoussset, Intendant de ce domaine. Malgré la différence dans la manière d'écrire le nom, il s'agit bien du beau-père de Marie-Félicité Boirel.

(1) De la famille Prouverre.

provisions, et demande qu'elles soient enregistrées. Il rencontre une vive opposition de la part de MM. le Fessier du Fay et Roger au nom de la ville.

Ces derniers l'emportent, car le 14 janvier 1786, le Conseil se réunit sous la présidence de M. Boirel du Perron, lieutenant de maire. Ce dernier avait en effet consenti à ne pas faire usage de ses provisions, jusqu'à ce que les démarches et réclamations de la ville aient obtenu une solution. Elle ne se fit pas attendre, car le 20 janvier, M. Boirel du Perron « après avoir donné des « preuves de sa déférence à la ville, en retirant ses provisions, « ayant reçu des ordres précis du Conseil de S. A. R. Monsieur, « lui mandant de ne pas différer à se faire recevoir, et ne voulant manquer à personne, déclare qu'il va poursuivre l'enregistrement de ses provisions ».

La communauté proteste ce jour, elle proteste encore à la séance du lendemain 21 janvier, présidée par M. Boirel.

Enfin, le 28 janvier, en séance présidée par M. Collas, échevin, il est procédé à la réception et installation de Louis-Charles Boirel du Perron, comme conseiller du roi et de Monsieur, maire de la ville et de la communauté d'Argentan.

Quelque temps après, 17 février, le subdélégué, M. Duclos Lange (1), en vertu d'ordres de l'Intendant, du 15 février, raye et biffe sur le registre de mairie, les délibérations par lesquelles opposition a été faite aux droits de M. Boirel, et fait enregistrer l'arrêt du Conseil d'Etat du 10 février, déboutant les membres de la communauté de leurs prétentions.

Remarquons en passant la promptitude, étant donné la difficulté des communications il y a cent ans, avec laquelle s'effectuent ces différentes formalités. Le Conseil se prononce le 10 février, l'Intendant de la Généralité d'Alençon a connaissance de l'arrêt le 15 ; il le fait exécuter le 17 à Argentan. L'administration en 1897 opère bien souvent avec moins de célérité.

Les événements politiques ne permirent pas à M. Boirel de conserver longtemps l'administration de sa ville natale. Il remit bientôt avec tous ses collaborateurs les pouvoirs qu'ils tenaient de la Royauté à un comité national municipal, et le 9 février 1789, il était remplacé dans ses fonctions de maire par Louis-

(1) Successeur de Jean-Jacques-Charles Boirel, décédé en 1785,

François-Alexandre Goupil de Préfelu, nommé par 122 voix sur 184 électeurs.

Louis-Charles Boirel du Perron, après avoir été délégué pour la nomination des députés du Tiers Etat aux Etats-Généraux, se retira de la vie politique et mourut à Argentan, le 16 vendémiaire an X (8 octobre 1801), à l'âge de 73 ans.

Jacques-Jean-Charles était le jeune écolier qui faisait sous la direction de l'abbé du Fresne le Bren des progrès si rapides, que son entrée à la Flèche en avait été retardée d'un an. Une argumentation en latin pour obtenir le grade de licencié ès lois, que nous avons sous les yeux paraît être de son écriture.

Nous ne savons que fort peu de choses sur Jacques-Jean-Charles. Disons toutefois qu'il était avocat au Parlement de Paris et qu'il avait succédé à son père comme subdélégué d'Argentan (1). Sa correspondance n'a point été conservée, nous ne trouvons que de volumineux cahiers dont les feuillets ont été coupés. Une seule page de ses registres nous reste, sur laquelle tous les deux ans il écrivait la naissance d'un enfant.

La dernière ligne explique pourquoi la nomenclature a été interrompue : « Ma femme est accouchée le 22 mars d'un garçon dont elle est morte ».

Elle se nommait Marie-Catherine Chauvin ou Du Chauvin, et était née en 1730. Des tables généalogiques qui nous restent dressées dans le but de recueillir un héritage, constatent la parenté des du Chauvin avec les familles Goupil de Lancezière et des Fosseaux, Le Clerc de la Motte, de Petrieu, de Lonlay.

Nous ignorons la date précise du mariage de Jacques-Jean-Charles Boirel avec Marie-Catherine Chauvin, mais de cette union naquirent :

1° Le 8 avril 1748. — Charles-Jacques-Louis, qui eut pour parrain, son grand-père Charles-Pierre et pour marraine dame Catherine Chauvin, épouse de Noël-Louis Catois, conseiller, procureur du Roi en l'élection de Falaise ;

(1) Une des cloches de la nouvelle église de Vimoutiers porte l'inscription suivante : « L'an 1768, j'ai été bénite par M. Michel Plouain, curé et doyen de ce lieu et nommée par M. Jacques-Jean-Charles de Boirel, conseiller du Roi, avocat au Parlement de Paris et subdélégué à la ville et élection d'Argentan et Damoiselle Louise-Marie Dufour de Montfort, fille de M. Guillaume Dufour, conseiller du Roi en l'élection d'Argentan. »

2° Le 11 décembre 1750. — Noël-Jacques-Charles, tenu sur les fonds baptismaux par dame Barbe Bouley, épouse de Pierre-Charles Boirel, assistée de Noël-Louis Catois.

Il mourut le 7 août 1783, lieutenant au régiment des grenadiers de Touraine ;

3° Le 7 novembre 1752. — Louis-Xavier, qui eut pour parrain Louis-Charles Boirel, sieur du Perron, Conseiller *ancien* et seul avocat du Roi (1) aux juridictions royales d'Argentan, vicomte du dit lieu et d'Ecouché, grenier à sel et procureur du roi, de police de la dite ville ; et pour marraine noble dame Françoise-Claude Boirel, épouse de messire Claude de Nollent, écuyer, seigneur de Champeaux, seigneur et patron de Résenlieu et autres lieux. Le registre est signé : Boirel du Perron et Boirel de Champeaux ;

4° Le 22 mars 1754. — Barbe-Françoise-Adelaïde (2). Parrain : M. Boirel de Champlaurant, ancien garde du Roi, pour le présent capitaine d'infanterie ; marraine : dame Françoise Bouley de Grammont.

Morte célibataire à Bernay, à la fin de 1836 ;

5° 8 septembre 1756. — Marie-Victoire-Sophie, parrain : Noël - Jacques - Charles Boirel de Mandeville ; marraine, D^{lle} Françoise-Adelaïde Boirel.

A épousé Charles Huet, à Laigle.

6° 22 mars 1758. — Louis-Charles, dont la mère est morte en le mettant au monde, décédé lui-même le 14 avril 1760.

Parrain : Messire Claude de Nollent, seigneur de Champeaux, Résenlieu et autres lieux ; marraine : Dame Marie-Madeleine Bourdon, épouse de M^{re} Louis-Charles Boirel du Perron.

Jacques-Jean-Charles, mourut le 8 juillet 1785.

Les archives du département de l'Orne nous ont conservé une correspondance du subdélégué d'Argentan et de son frère, Boirel du Perron, demandant des lettres de noblesse, en récom-

(1) Il succédait à Laurent de Thirmois dont il avait acheté l'office 6.000 livres et à son père comme seul avocat du roi, grâce à un arrêt de compatibilité entre les deux charges prononcé par le roi, le 14 août 1752.

(2) Barbe ou sa sœur, peut-être toutes deux ont été élevées à l'abbaye d'Almenèches. En 1767, il a été payé pour la pension de M^{re} Boirel, 187 livres. (Archives départementales. Série II. 3558).

pense des services rendus au roi tant par eux-mêmes, que par leurs parents (1). Trois oncles de leur père avaient été tués sous les drapeaux et M. de Champlarent, chevalier de Saint-Louis, depuis le 1^{er} janvier 1758, venait de mourir après un demi-siècle de services (2).

L'Intendant de la Généralité d'Alençon, appuya la requête de MM. Boirel, par la lettre suivante, adressée à M. le Comte de Saint-Florentin, ministre d'Etat :

« Alençon, 13 mars 1762,

« J'ai l'honneur de vous adresser un mémoire par lequel le sieur Jacques-Jean-Charles Boirel, mon subdélégué à Argentan et le sieur Louis-Charles Boirel du Perron, procureur du Roi, au bailliage de cette ville demandent des lettres de noblesse eu égard aux services de leurs ancêtres et à ceux qu'ils rendent journellement dans leurs places. Je leur dois, Monsieur, le témoignage auprès de vous que ce sont de fort honnêtes gens, qui remplissent leurs fonctions avec autant de désintéressement que d'exactitude. Leur père qui était avocat du Roi au même bailliage d'Argentan et qui a été mon subdélégué pendant vingt-cinq ans, avait servi précédemment pendant plusieurs années, tant dans les gardes du corps que dans le régiment de cavalerie du Maine. Son frère, qui est mort au bataillon de milice d'Argentan, était chevalier de Saint-Louis et avait servi pendant cinquante ans. Ils ont eu plusieurs autres parents qui ont servi Sa Majesté. J'ajouterai que le sieur Boirel, l'ainé, mon subdélégué actuel, vit noblement et qu'il s'est concilié par sa bonne conduite, l'estime et l'amitié de toute la noblesse du pays. Je croirais donc, Monsieur, qu'il serait dans le cas d'éprouver les grâces du Roi, en lui accordant et à son frère les lettres de noblesse qu'ils demandent. »

Le dossier concernant cette supplique ne nous fait pas connaître les suites données à cette affaire, et nous ignorons s'il a été fait droit à la requête des deux frères Boirel, non plus qu'à celle des autres familles demandant la même faveur.

(1) Archives de l'Orne, C. 752. Le dossier renferme des demandes de lettres de noblesse non seulement pour la famille Boirel, mais pour d'autres bien connues.

(2) Plusieurs prenaient déjà la qualification d'écuyer.

Louis-Xavier Boirel, sieur de Nerval, fils de feu Jean-Jacques-Charles et de Marie-Catherine Chauvin, épouse à Argentan, le 15 ventôse an III (6 mars 1794), Anne-Alexandrine Collas de la Grillière (1), âgée de 25 ans, fille de Laurent-Jacques Collas de la Grillière et de Rosalie-Marie-Madeleine-Perrine-Jeanne Belzais de Courmesnil (2).

Louis-Xavier Boirel est mort à Argentan, le 19 ventôse an XIII (10 mars 1804), laissant deux enfants :

1^o Virginie-Laurence-Adelaide Boirel, née à Chédouit, paroisse de Silly-en-Gouffern, le 19 nivôse an IV (9 janvier 1796), elle épousa à Argentan, le 28 juillet 1818, Marin Dufour-Desfontaines, receveur des Domaines, mort le 14 janvier 1864, dont elle eut trois enfants :

a) Amédée-Pierre Dufour, magistrat, mort célibataire à Valognes (Manche), le 3 décembre 1852, âgé de 34 ans.

b) Marie-Ernestine, née à Saint-Laurent de Sées, le 5 octobre 1822, existante.

c) Alfred-Pierre, né à Saint-Laurent de Sées, le 27 juin 1834, mort le 17 février 1892, marié comme nous l'avons dit plus haut à Mathilde du Chapelet de Maillebois et en secondes noces à Adeline Ernult, fille du docteur Ernult et de Madame, née Vaudoré.

Madame Dufour, née Boirel, est décédée à Saint-Laurent de Sées, le 25 janvier 1861.

2^o Jean-Louis-Adolphe Boirel, né à Chédouit, le 11 ventôse, an VI (1^{er} mars 1798), eut pour parrain, Louis-Charles Boirel du Perron et pour marraine, dame Rosalie-Madeleine-Perrine-Jeanne Belzais de Courmesnil, épouse de M. Collas de la Grillière.

Sans avoir rempli aucune fonction publique, Adolphe Boirel, remarquablement doué pour les affaires, ne cessa de mettre ses rares aptitudes au service de sa contrée, et la correspondance qu'il a laissée nous le montre occupé des élections de 1848 à

(1) Collas, d'azur à 3 fasces de gueules écartelé d'azur à la bande échiquetée du champ et d'or de deux tires. M^{me} Boirel avait plusieurs sœurs et un frère, Laurent-Charles Collas, né à Argentan, le 13 février 1773, décédé à Alençon, le 23 octobre 1858, Président du Tribunal Civil, Chevalier de la Légion d'honneur, du 22 mai 1825.

(2) Belzais, d'azur à 3 besants et une étoile d'argent.

1852, n'épargnant ni son temps ni sa peine pour faire arriver au Parlement, les candidats royalistes dont les listes se composaient si laborieusement.

Combien échangea-t-il de lettres avec les personnages influents de l'époque, dont il désirait le succès, entr'autres M. le Comte de Charencey, son parent et ami, et M. Druet des Vaux, et avec quelle sûreté de jugement il les renseignait sur l'état des esprits !

De son union contractée le 26 juillet 1819 avec Marie-Julie-Joséphine le Dangereux, fille de Rieul Amand le Dangereux et Louise-Ferdinande Gouhier de Saint-Cénéry (1), il eut deux enfants :

a) Rieul Boirel, né le 29 avril 1820, marié en février 1846 à Marie-Henriette Foucault, mort d'un accident de chasse, le 8 septembre 1851, sans laisser de postérité.

b) Marie-Félicie Boirel, née le 25 juin 1829, baptisée à Mortrée par l'abbé Le Dangereux, curé doyen depuis son retour de l'émigration, mariée le 8 octobre 1848 à Alexis-Marie de France de Tersant (2), né à Alençon, le 31 juillet 1820, de Barthélemy-Marie et de Hélène-Zénobie Barraly (3) et décédé le 4 juillet 1860, mourut le 11 mai 1880 à la Fosse, paroisse de Mortrée, laissant deux enfants :

1° Urbain-Marie-Louis-Claude de France de Tersant, né à la Fosse, le 11 août 1849, marié le 22 avril 1879 à Mathilde-Marguerite-Marie Pigault de Beaupré (4), dont :

a) Marie-Thérèse-Félicie de France de Tersant, née à Tilly-sur-Seulles (Calvados), le 19 janvier 1880.

b) Marguerite-Marie-Augusta, née à Caen, le 31 janvier 1881.

c) Alexis-Marie-Antoine-Henry, né à la Fosse, le 19 juillet 1883.

2° Marthe-Marie-Thérèse de France de Tersant, née à la

(1) Gouhier, de gueules à 3 roses d'argent. La branche de Saint-Cénéry qui tirait son nom d'une ancienne paroisse réunie à Aunou près Sées, est aujourd'hui éteinte.

(2) De France, d'azur au coq d'or accompagné de 3 étoiles de même placées 2 et 1.

(3) Barraly, d'or au lion de gueules, au chef d'azur chargé de 3 étoiles du champ.

(4) Pigault de Beaupré, d'azur à la croix ancrée et givrée d'argent.

Fosse, le 9 octobre 1853, mariée le 6 octobre 1880 à Robert Le Forestier du Bois de la Ville (1).

La famille Boirel, si nombreuse à une époque, est aujourd'hui éteinte. Ses membres jusqu'au commencement de ce siècle sont nés à Argentan et y ont vécu ; tous sans exception ont laissé l'exemple d'une fidélité à leur Dieu et à leurs Princes qui ne s'est jamais démentie : c'est l'honneur de leurs descendants.

URBAIN DE FRANCE DE TERSANT

(1) Le Forestier du Bois de la Ville, écartelé aux 1 et 4 d'argent à 3 feuilles de houx de sinople, qui est le Forestier ; aux 2 et 3 d'argent à un chevron de sable accompagné de trois lionceaux de gueules, les deux en chef affrontés, le 3^e contourné à un chef d'azur chargé d'une rose d'argent, qui est du Bois de la Ville. Jean-Louis Le Forestier, écuyer, seigneur du Saptel, épousa le 16 novembre 1724, Marie-Anne du Bois de la Ville, de la paroisse de Glos-la-Ferrière, dont il prit le nom et les armes que ses descendants ont toujours portés depuis, ajoutés aux leurs.

ROLE

des Impositions de la commune de Monnay

en 1790

Dans la Préface des *Cahiers du bailliage d'Alençon en 1789* (1), j'ai relevé, d'après les documents conservés aux Archives de l'Orne, ce qu'il y a de trop absolu et d'exagéré dans la peinture faite par M. Taine, de la condition du paysan français sous l'ancien régime (2).

De l'ouvrage de M. Taine et de ceux des historiens qui se sont occupés de l'état des campagnes en 1789, ces notions ont passé, avec aggravation, dans les ouvrages de vulgarisation, dans les manuels destinés à l'enseignements et sont devenues monnaie courante. Il s'est ainsi formé une sorte de légende qui menace de se substituer à la véritable histoire.

« Le paysan, écrit M. Alfred Pizard, agrégé de l'Université, inspecteur d'Académie, continuait à souffrir des injustices, des exactions de toute sorte, des privilèges, de la plus profonde misère. Placé sous trois maîtres, également âpres au gain : le seigneur, le curé, le roi, il voyait toujours aller aux autres le produit de ses labeurs » (3).

M. Pizard, précisant davantage, soutient qu'avant 1789 le paysan français ne pouvait être réellement propriétaire du fonds qu'il cultivait :

« Le paysan censitaire (et il n'y a guère que celui-là dans

(1) *Cahiers de doléances des villes, bourgs et paroisses du bailliage d'Alençon en 1789*. Alençon, F. Guy, 1887, in-8°, p. VIII-XI.

(2) Taine. *Les Origines de la France contemporaine : L'Ancien régime*, p. 450-453.

(3) *Bibliothèque de vulgarisation : La France en 1789*. Paris, Degeorge-Cadot, 1882. p. 108.

l'ancienne France) n'est donc qu'un locataire, un fermier qui doit annuellement la rente du fonds qu'il exploite. Il n'est pas propriétaire dans le sens le plus large du mot. A quoi bon améliorer le sol qui peut vous être enlevé par autorité de justice et sans indemnité pour le travail que vous y avez dépensé » (1).

Suivant le même auteur, qui s'appuie sur le grand ouvrage de Taine, la condition du paysan le plus favorisé était celle-ci : sa part dans le produit du sol se réduisait exactement à 8 %, c'est-à-dire à la douzième gerbe (2).

A ces appréciations plus que légères, il est nécessaire d'opposer des faits.

M. Paul Boiteau, dans son livre, *l'État de la France en 1789*, fait remarquer ceci : « Dans les campagnes du Béarn, disait le Parlement de Pau en 1788, tout le monde était propriétaire ». M. Paul Boiteau appuie cette opinion en ajoutant : « Le témoignage d'Young confirme, au besoin, ce langage. Chaque paysan, remarque-t-il, y avait la poule au pot de Henri IV » (3).

Même chose en Savoie et avec plus de précision encore :

« J'ai appris que dans la Haute-Savoie, écrit Arthur Young, il n'y avait pas de seigneur, et que les habitants étaient, en général, à leur aise, possédant de petites propriétés et que la terre, en dépit de la nature, rapportait presque autant que dans les pays moins élevés où le peuple est pauvre et mal à son aise » (4).

Même observation en Alsace.

Cependant, le même M. Boiteau, auquel nous empruntons cette citation, quelques lignes plus loin, répète après Mignet, que les nobles et les prêtres ou religieux, au nombre de 400,000 personnes, possédaient les *trois quarts* des biens fonciers (5). « Restait, dit-il, au plus, *un quart* pour 26,000,000 d'hommes ».

Mais les calculs de Lavoisier et les affirmations du député Target, sur lesquels s'est appuyé M. Boiteau, sont manifestement erronés. Lavoisier a compté seulement 450,000 petits propriétaires vivant, en 1789, sur leurs fonds. Ce chiffre ne supporte

(1) *Ibid.*, p. 111, 112.

(2) *Ibid.*, p. 128.

(3) Paul Boiteau. *État de la France en 1789*, p. 47.

(4) *Ibid.*, p. 47.

(5) *Ibid.*, p. 47.

pas l'examen. Mais l'affirmation du député Target, dans la discussion du *marc d'argent*, à l'Assemblée Constituante, dans la séance du 25 octobre 1789, est plus étonnante encore. Target déclara que les *dix-neuf vingtièmes* de la population ne possédaient aucune propriété.

Il n'est pas très surprenant que des contre-vérités historiques de cette force, proclamées par des hommes d'une grande autorité, se soient transmises de bouche en bouche, depuis un siècle, et qu'elles aient fini par être regardées généralement comme le terme de comparaison indiscutable entre l'ancien régime et les conquêtes de 1789.

Il faut convenir qu'en France, nous sommes trop portés à nous calomnier nous-mêmes ou à nous estimer au-dessous de notre propre valeur. Les étrangers impartiaux ou éclairés ont souvent été meilleurs juges que nous de notre propre situation. C'est ainsi que les observations personnelles de M. Arthur Young rectifient, de la façon la plus heureuse, les assertions plus que hasardées de Lavoisier et de Target, sur l'état de la France en 1789.

M. J. Loutchisky, professeur à la Faculté d'histoire de l'Université de Kiew, dans les études qu'il a publiées récemment sur la petite propriété en France, est venu confirmer les observations d'Arthur Young.

Nous l'avouons en toute humilité, nous sommes honteux d'en être réduit à invoquer le secours des étrangers pour contrôler les opinions émises par nos historiens nationaux sur un problème dont la solution ne peut se trouver ailleurs que dans nos Archives départementales.

Il est vrai que la question de l'existence et de l'étendue de la petite propriété en France avant la Révolution a été touchée en premier lieu, et de main de maître, par Alexis de Tocqueville, dans son étude intitulée : *État social et politique de la France avant 1789*, et dans son livre, *l'Ancien régime et la Révolution*. Mais Tocqueville s'est borné à prouver l'existence de la petite propriété en général, sans se préoccuper de son étendue, ni de celui qui la possédait. De sorte qu'après son travail, on ignorait encore dans quelle proportion la propriété rurale se trouvait entre les mains de ceux qui la cultivent, c'est-à-dire des paysans.

Dans son récent ouvrage : *La petite propriété en France*

avant la Révolution et la vente des biens nationaux (1). M. J. Loutchisky constate que les historiens français, qui, depuis Tocqueville, se sont occupés de la classe des paysans en France en 1789, tels que Dareste de la Chavanne, le vicomte de Calonne, Babeau et autres, n'ont fait que répéter ce qu'il avait dit, tout en produisant parfois certaines remarques, comme celle-ci, par exemple, que « les rôles d'impositions de 1790, comparés à ceux d'aujourd'hui, prouvent que, dans les villages, le nombre des propriétaires fonciers s'élève à la moitié et souvent aux deux tiers des propriétaires actuels » (2).

C'est à Gimel que revient l'honneur d'avoir fait de sérieuses tentatives pour faire avancer la question du morcellement de la propriété foncière en France avant la Révolution. Mais ce morcellement de la terre ne prouve pas suffisamment que le nombre des petits propriétaires était en proportion avec celui des parcelles, attendu que plusieurs parcelles pouvaient se trouver dans la main du même propriétaire. Afin de déterminer cette proportion, Gimel eut recours au procédé suivant. Les recherches statistiques faites en l'année 1879 prouvent que le chiffre des propriétaires était à celui des cotes ce que 59,4 est à 100. Or, d'après le chiffre des cotes de l'année 1879, qui était de 1,156,455 pour vingt-sept départements, les propriétaires étaient, cette année-là, au nombre de 686,934. Gimel établit les mêmes rapports entre les données fournies par les rôles de l'impôt dit des vingtièmes au moment de la Révolution. D'après ces calculs, les articles de ces rôles étaient, à ce moment, au nombre de 590,969, ce qui fait 351,054, pour ces vingt-sept départements. Mais, ajoute Gimel, « si l'on se rappelle que, sous l'ancien régime, les propriétaires ne figuraient pas tous aux rôles, que les cotisations concernant un même individu étaient réunies sur sa tête, au lieu de sa résidence, on conviendra que le nombre des propriétaires porté sur 100 cotes devait être plus grand en 1789 qu'aujourd'hui ».

Gimel enfin, s'appuyant sur l'ensemble des données qu'il avait réunies, fit les déductions suivantes, relativement au nombre des propriétaires en France au XVIII^e siècle :

(1) Paris, H. Champion, 1897, in-12.

(2) Vicomte de Calonne. *La vie agricole sous l'ancien régime*, p. 56.

Puisque 50 articles des vingtièmes équivalaient à 100 cotes foncières actuelles, 14 millions de cotes foncières de l'année 1889 correspondaient à 7,280,000 articles des vingtièmes. Le rapport qu'il a établi étant ce que 59,4 est à 100, il a obtenu un nombre de 4,290,000 propriétaires, c'est-à-dire un chiffre dix fois plus fort que ceux produits par Lavoisier, Target, Brissot et autres.

Mais si cette méthode constitue un progrès sérieux dans l'étude de la question, les données mêmes sur lesquelles Gimel s'est appuyé pour établir cette comparaison sont loin de présenter un caractère suffisant de solidité. Son erreur tient à ce que, quand on prend pour base unique les rôles des vingtièmes, on trouve des chiffres moins élevés en ce qui touche le morcellement des terres, par suite de la réunion des portions appartenant à un seul individu dans son propre village et inscrites à son nom, et un chiffre plus élevé en ce qui concerne le nombre des propriétaires, par rapport au nombre des articles inscrits dans les rôles.

Nous devons à Gimel, après Tocqueville, la démonstration d'un fait aujourd'hui incontestable, à savoir l'existence d'un nombre de petits propriétaires considérablement supérieur à celui qu'indiquent les calculs de Lavoisier et autres. Mais quels étaient ces propriétaires, à quelle classe appartenaient-ils, quelles professions exerçaient-ils, comment la propriété foncière était-elle répartie entre les différents ordres de la nation, quelle portion de terre ou de dépendances revenait aux paysans au XVIII^e siècle, et comment la terre était-elle répartie au sein de cette même population agricole ?

« Toutes ces questions et bien d'autres encore, dit M. Loutchisky, n'ont pas été touchées par les historiens. Toutes leurs déductions, comme nous l'avons vu, ont été basées sur la quantité générale des articles des rôles et ensuite sur le calcul de la taxe moyenne de l'impôt levé sur la terre. Le rapport qui existait entre les groupes soumis à une taxe moyenne assez minime et les groupes soumis à une taxe moyenne plus élevée forme le point capital sur lequel repose la solution définitive de la question. Ce sont précisément les rôles des vingtièmes, si toutefois on en fait une étude minutieuse, de même que des cadastres qui renferment les données indispensables aux calculs qu'on veut faire, et qui plus est, les données les plus précises. Ils nous indi-

quent tous non seulement la taxe des redevances, mais une chose plus importante encore, la proportion de terre qui appartenait, soit à titre de propriété tenue à cens ou par amodiation, à tous les habitants d'un village et à chacun d'eux en particulier, de même qu'à tout autre individu étranger dans ce village. Tout est indiqué dans ces documents : les noms et les prénoms des propriétaires, puis, dans un grand nombre de cas, la profession exercée par eux. Ce sont de véritables listes de fouage, fournissant tous les éléments qui peuvent amener des calculs exacts et, en même temps, qui peuvent faire reconnaître les erreurs capables de se glisser dans la somme des propriétaires, par suite de l'addition faite plusieurs fois du même individu. Grâce à eux, on peut calculer, pour un grand nombre de départements, la portion de terre qui appartenait à tout un village ; la portion de terre qui était répartie entre la noblesse, le clergé, les églises, les institutions ecclésiastiques, la bourgeoisie et les paysans, et déterminer, en outre, séparément ce qu'il leur appartenait dans les villages voisins avec le village mentionné ou dans les villages plus éloignés ; de calculer, par suite, le nombre des propriétaires se trouvant dans chaque catégorie, l'étendue de la terre qu'ils possédaient, les rapports existant entre les revenus des propriétaires de chacune de ces catégories, et enfin la répartition des propriétés au sein même de chaque groupe formant ces catégories » (1).

Pour la solution des problèmes dont on vient de lire l'énoncé, les documents ne manquent pas aux Archives départementales de l'Orne. C'est ce qui m'a valu l'honneur de la visite du savant professeur d'histoire de Kiev lequel a passé plus de quinze jours à Alençon, travaillant du matin au soir, au milieu des rôles des vingtièmes dont il relevait les chiffres.

Parmi ces documents, le rôle de la paroisse de Monnay, canton de la Ferté-Frênel (Orne), pour l'année 1790, lui a paru véritablement typique. Ce rôle est un des mieux établis que l'on connaisse, et il contient les détails les plus complets sur le nombre, l'étendue et la valeur des parcelles de terre imposées. L'appréciation d'un savant tel que M. Loutchisky, est une autorité suffisante pour justifier la publication in-extenso d'un

(1) T. Loutchisk. *Ibid.*, p. 40-43.

texte qui, à première vue, pourrait sembler indigeste et sans intérêt, ne contenant que des noms obscurs et hérissé de chiffres et d'abréviations dont il faut avoir la clé pour les entendre.

Je n'ai pas la prétention de dégager moi-même de ce document, tous les faits qu'on en peut logiquement déduire. Il me suffit d'exposer quelques-uns de ceux qui m'ont particulièrement frappé.

On a dit, avec quelque exagération que la question agraire avait été posée par la Révolution française. Il y a du vrai dans cette opinion, car il est certain que les théories socialistes ont été proclamées par les précurseurs et les apôtres de la Révolution, avec une vigueur qui dépasse de beaucoup tout ce qu'on avait tenté auparavant (1). Or nous affirmons qu'à la seule inspection du rôle de Monnay, il est facile de voir, en 1790, dans cette heureux pays, la question sociale n'existait pas et ne pouvait pas exister.

Lorsque les docteurs du parti, Karl Max, Engels et Jules Guesde ont formulé leur ultimatum, au Congrès de Marseille, en 1879, ils ont résumé en deux points leurs revendications :

« Que les producteurs ne sauraient être libres qu'autant qu'ils seront en possession des moyens de production (terres, usines, navires, etc.) et qu'il n'y a que deux formes sous lesquelles les moyens de production peuvent leur appartenir :

« 1^o La forme individuelle, qui n'a jamais existé à l'état de fait général, et qui est éliminée de plus en plus par le progrès industriel ;

« 2^o La forme collective, dont les éléments matériels et intellectuels sont constitués par le développement même de la société capitaliste ». (2)

A Monnay, on pouvait trouver, en 1790, un état de division de la propriété capable de donner satisfaction aux doctrinaires socia-

(1). V. Prunier, supérieur du Grand-Séminaire de Scès : *Leçons élémentaires de Sociologie*, leçon II, origine de la question sociale, (Abbeville, C. Paillot, 1895, in-16). — *Revue de la Jeunesse Catholique*, septembre-décembre 1897. (Le Socialisme agraire). — Comte de Martel. *Étude sur Fouché et sur le communisme dans la pratique, en 1793*. Paris, E. Lachaud, 1873, in-12.

(2) MERMEIX. *La France Socialiste. Notes d'histoire contemporaine*. Paris, F. Fetscherin et Chuit, 1886, in-12, p. 182.

listes les plus exigeants. Dans cette paroisse, en effet, la propriété des terres, loin d'être le privilège de quelques-uns seulement des habitants, un sur vingt, suivant Thouret, était généralement l'apanage de tous, à peu d'exceptions près. Il n'était donc pas possible d'y poser la question agraire, comme l'ont fait Brissot, Saint-Just, Fouché, Babœuf et autres. Il n'était pas besoin d'une Révolution pour y mettre les travailleurs de la terre, c'est-à-dire la classe des producteurs en possession des moyens de production.

Cette constatation présentant un intérêt capital, il paraît nécessaire d'entrer dans quelques détails :

Le rôle de Monnay comprend 242 articles ou cotes, à savoir :

1° Contribuables naturels du pays.....	147
2° Occupants habitant en dehors de la paroisse.....	43
TOTAL.....	190
3° Contribuables ne payant que la cote personnelle.....	42
4° Cotes portées en néant.....	3
5° Communes et bruyères.....	6

Il faut remarquer d'abord qu'aujourd'hui (1898), à Monnay, le nombre des contribuables portés au rôle des deux contributions personnelle et mobilière est seulement 138.

Il est à noter encore, dans notre rôle de 1790, que parmi les propriétaires fonciers se trouvait un contribuable qualifié de mendiant, Gabriel Trouvé (n° 49), qui avait de propre 15 perches de mesure, portée au plus haut taux, c'est-à-dire à 16 livres l'acre et qui payait, à ce titre, 16 sols 8 deniers pour le principal, les accessoires et la capitation, et 1 sol et 11 deniers pour la prestation des chemins.

Dans ce rôle, on voit figurer parmi les occupants habitant hors de la paroisse, le marquis de Cairon, seigneur de Monnay (n° 220), qui occupait en propre 2 vergées en mesure ou propriétés bâties et en jardin, 2 vergées en pré et 9 acres de bois taillis.

Les autres nobles ou vivant noblement, mentionnés dans ce rôle, sont MM. Carpentier de Ternant (n° 219), Lucas de Parfontaine, chevalier de Saint-Louis, demeurant à Roncherolles

(Eure) ; M. de Bocquencé de la Bartière, demeurant à Heugon ; M. Leroy du Bourg et M. d'Enneval de la Fontaine des Champs, demeurant au Sap (n^{os} 222-225).

Les ecclésiastiques sont au nombre de trois.

La cure de Monnay était, comme exploitant divisée en deux portions. Mais le titulaire de la première seul est porté à la cote foncière (n^o 134). Il faisait valoir par lui-même 1 acre de mesure, 1 acre, 3 vergées de terre labourable. Il payait 14 sols pour le taux naturel.

Le curé de la seconde portion (135) faisait valoir les terres attachées à son bénéfice, à savoir : 2 vergées 2 perches de mesure, 1 acre 2 vergées 31 perches d'herbages et 15 perches de labour. Il payait, pour le revenu de la dîme, 52 livres. En tout 134 l. 12 s. 1 d., plus 14 l. 13 s. 9 d. pour les prestations 1 s. 3 d. pour le taux naturel, comme ne faisant rien valoir.

Le troisième ecclésiastique porté au rôle était l'abbé Hue, titulaire de la chapelle du Vallet, située sur le territoire de Monnay, et, en outre, curé de Notre-Dame-des-Prés (ancienne paroisse supprimée et réunie à Anceins, canton de la Ferté-Fresnel). A ce petit bénéfice étaient attachés 1 acre de mesure, 2 vergées 4 perches de pâture, 2 vergées 19 perches de pré de noë ; 1 acre, 3 vergées, 35 perches de labour. En tout 11 l. 3 s., plus 1 l. 4 s. 3 d. pour les prestations.

La grosse dîme de la paroisse de Monnay appartenait à l'abbaye de Saint-Evrout ; elle avait été affermée en 1777, pour 2550 livres (1).

Les terrains communaux et les bruyères n'avaient pas une étendue considérable. En voici la nomenclature : communes de la Chainaye, de la Vallée ; bruyères du Val de la Chainaye, des Boulages et de Gay, en tout 14 acres, 9 vergées, 15 perches.

L'impôt foncier dont étaient chargés les communaux étaient acquittés par les habitants des sections qui y avaient droit.

Un simple propriétaire, qualifié laboureur dans notre rôle, Claude Amiard (n^o 14), avait à lui seul en propre 13 acres, 13 vergées, 43 perches de terre. Il faisait, en outre, valoir la ferme de Boutelou, appartenant à M. de Cairon, consistant en 45 acres, 8 vergées, 103 perches de mesure, prés, pâtures, labours, et

(1) *Inventaire sommaire des Archives de l'Orne.* II. 713.

54 acres, 2 vergées, 27 perches de bois taillis. Son imposition principale s'élevait à 164 l. 18 s. ; accessoires de l'imposition principale, 103 l. 13 s. ; capitation, 109 l. 18 s. 11 d. Total : 377 l. 18 s. 11 d. Prestations, 35 l. 15 s.

La plus forte cote est celle de Nicolas Trouvé (n° 145), compagnon cloutier, fermier de la grosse dime de l'abbaye de Saint-Évroul, en raison de laquelle il payait 219 livres d'imposition principale ; accessoire, 139 l. ; 148 l. de capitation, et 6 s. seulement de taux naturel : en tout 522 l. 12 s. ; plus 54 l. 1 s. de prestations, ce qui portait le total de ses contributions à 576 l. 15 s.

Le rôle de Monnay, fournit donc des indications précieuses sur l'état des personnes et des propriétés sur la condition agricole, économique, sociale des habitants, dans une commune donnée, et sur l'importance de certaines exploitations agricoles. La division de la propriété en parcelles nombreuses y apparaît comme un fait incontestable, et nous constatons que tous les habitants, à peu d'exceptions près, y avaient leur lot grand ou petit. Les mendiants mêmes n'en étaient pas entièrement privés.

On peut conclure hardiment de cet examen sommaire que la situation de la classe agricole de Monnay était prospère. M. Dallet, dans la monographie qu'il a consacrée à Monnay partage la même appréciation (1). La division de la cure en deux portions et le chiffre élevé du produit de la grosse dime, appartenait à l'abbaye de Saint-Evroul et de la menue dime réservée au curé de la seconde portion qui, comme on l'a vu, payait 52 livres de contribution, sont également des indices certains de l'importance de la production agricole.

Cette situation prospère est également accusée par le nombre des contribuables. La population de Monnay, depuis cette époque, a diminué de moitié. En 1808, malgré les guerres meurtrières de la République et de l'Empire, elle était encore de 619 habitants, sans compter ceux de Ternant, ancienne commune réunie à Monnay, en 1839. Or Ternant, à la même époque, avait 279 habitants. Aujourd'hui, ces deux communes réunies ne forment qu'un total de 462 habitants.

(1) A Dallet. *Monnay*, dans le *Bulletin de la Société Historique et Archéologique de l'Orne*. T. X, p. 330-348.

On ne sera donc pas surpris que, dans leurs cahiers de doléances, les habitants de ce pays, n'aient pas, comme tant d'autres, présenté un tableau noirci à dessein, et dans un but intéressé, de leur situation économique et sociale. La paroisse de Heugon, limitrophe de Monnay, se borne, en effet, à demander des réformes administratives et judiciaires parfaitement raisonnables : encouragements à l'agriculture, égalité et péréquation de l'impôt, liberté du commerce, diminution du prix du sel et des frais de perception, simplification de la procédure, établissement de juges de paix, avec adjonction des curés pour interposer leurs bons offices, afin d'amener des accommodements entre les parties. On peut y noter aussi quelques symptômes fâcheux des changements qui, déjà, s'étaient produits dans les mœurs et que le bien-être général, dont on jouissait dans cet heureux pays, avait contribué à développer. On y expose que, depuis plusieurs années, « la jeunesse se dérange, dans les campagnes, franchit les bornes du respect et de la subordination envers les parents, que le dérèglement fait de plus en plus des progrès, que les liaisons, les mauvais exemples, les sociétés dangereuses précipitent les jeunes gens dans le libertinage ; il est à souhaiter, pour le bien de la République, qu'on renouvelle les défenses contre les jeux de hasard et le jeu de cartes qu'on nomme dans les campagnes, *brelan*, ou des enfants de famille, contre la volonté et à l'insu de leurs parents, perdent leur argent, les ouvriers le salaire de leurs travaux, en s'assemblant, surtout les dimanches et fêtes dans des maisons où l'on donne à jouer, soit dans des cabarets ou guinguettes qui ne sont remplis, le dimanche et les fêtes, que de joueurs et de buveurs, la majeure partie du jour et quelquefois les nuits entières. ce qui ruine les familles, réduit les enfants à la mendicité, cause le trouble et est un scandale pour les gens de bien. Tous ces maux n'arrivent que parcequ'il n'y a point de police dans les campagnes ».

Cette esquisse des mœurs des campagnes il y a un siècle est assez affligeante. La Révolution était proche. La disette de 1789, a joué un grand rôle dans la série d'émeutes qui vinrent alors ébranler, et bientôt anéantir tout principe d'autorité. Voici d'après le même cahier, les signes précurseurs d'une catastrophe que la situation politique générale vint précipiter :

« La cherté du pain, la disette des travaux, remplit les cam-

pagnes de mendiants valides et de jeunes gens de l'un et l'autre sexe, de douze et quinze ans et au-dessus, ce qui les conduit à l'oisiveté, les expose au vice et au libertinage et prive la République de bras utiles qu'on pourrait employer à l'agriculture, aux arts, aux travaux publics, en établissant des ateliers de charité pour secourir le peuple dans la disette » (1).

Pour compléter cette monographie, il peut être utile de jeter un coup d'œil sur la répartition des habitants par profession. On a vu que ceux qui figurent au rôle de la contribution mobilière et non de la contribution foncière comme n'ayant rien, ce qui n'indique pas nécessairement qu'ils fussent pauvres, puisque, par exemple, le curé de la seconde portion était dans ce cas, étaient au nombre de 42. En voici le dénombrement :

Ecclésiastiques, 3.

Nobles ou vivant noblement, 9.

Cultivateurs faisant valoir leurs fonds, fermiers ou laboureurs, 126. — Rentiers, 2. — Journaliers, 29. — Domestiques, 6. — Marchands, 5. — Blâtiens, 3. — Tailleurs, 5. — Toiliers et filassiers, 4. — Charpentiers, 4. — Charrons, 2. — Menuisiers, 2. — Entrepreneurs et maçons, 2. — Bouchers, 2. — Maréchaux et cloutiers, 2. — Bourrelier, 1. — Boulanger, 1. — Maître de poste, 1. — Mendiant, 1.

Toutes les industries qui se rattachent à l'agriculture, on le voit, étaient représentées à Monnay. Les simples journaliers, qui y étaient assez nombreux, trouvaient à s'occuper dans les intervalles de loisir que leur laissait la culture de leur jardin et de leur petit coin de terre. Il n'y avait dans la paroisse, nous le répétons, qu'un seul mendiant. Le régime féodal y avait, en fait, disparu et le Tiers-État y était tout.

On ne peut s'empêcher de le dire, bien que la conclusion semble hors de proportion avec les prémisses : à Monnay, on n'aperçoit nullement qu'il fût besoin de faire une Révolution, désastreuse au point de vue économique et agricole, pour opérer des réformes que le temps devait amener et dont le gouvernement lui-même, avec Turgot, avait pris l'initiative.

Cette opinion, en tous cas, est conforme à celle qui est exprimée

(1) Doléances de la paroisse de Heugon dans le *Gouvernement de la Normandie au XVII^e et XVIII^e siècles*, par M. Hippeau. T. VIII, p. 243, 244.

dans le cahier des habitants de Heugon et dans ceux des paroisses limitrophes de la fertile plaine du Lieuvin.

Le lecteur, du moins, à l'aide du document dont la *Société Historique de l'Orne*, a eu l'heureuse idée d'entreprendre la publication, à ma demande, aura entre les mains les moyens de se faire une opinion.

Les réflexions qui précèdent, et que nous ne produisons qu'à titre d'appréciations personnelles, ne peuvent avoir d'autre utilité que de mettre le lecteur sur la voie, en lui faisant pressentir l'état de la question, avant d'aborder la lecture d'un document aride qui réclame un examen attentif.

Le rôle de Monnay, ainsi que je l'ai dit, peut être considéré comme véritablement typique. Il est rédigé d'une façon remarquablement claire et méthodique. Il me paraît cependant nécessaire d'en résumer les dispositions :

Les chiffres composant le total des impositions du rôle de Monnay sont, pour chaque cote, rangés en forme de tableau, sous cinq colonnes.

A la suite du détail très précis des éléments de la contribution foncière dite principale, mesure ou propriété bâtie, pâture, prés, labour, bois, bruyère, avec l'indication de la valeur relative de chacune de ces parcelles, se trouve le montant de la contribution personnelle, le taux naturel dont le total est spécifié. Viennent ensuite, séparées par un trait — les cinq colonnes du tableau :

- 1° Imposition principale :
- 2° Accessoires de l'imposition principale ;
- 3° Capitation et accessoire (contribution mobilière) ;
- 4° Total ;
- 5° Prestations des chemins.

Il eût été à désirer, que cette disposition eût été reproduite littéralement dans l'imprimé. Pour l'intelligence du document il sera nécessaire de rétablir mentalement cette disposition en cinq colonnes.

LOUIS DUVAL.

RÉPARTITION faite sur tous les habitants et possédant fonds imposables, de la paroisse de Monnay, élection de Bernay, année mil sept cent quatre-vingt-dix, de la somme de cinq mille deux cent trente-cinq livres quatre deniers (1), sçavoir :

	l.	s.	d.
Pour le principal de l'imposition.....	2.224	»	»
Pour les 6 d. pour livre de droit de collecte et frais de rolle.....	55	12	»
Pour droit de quittance.....	2	»	»
	2.281	12	»
Pour impositions accessoires de l'imposition principale.....	1.405	»	»
Pour les 4 d. pour livre de droit de collecte. . . .	23	8	4
Pour la capitation.....	1.500	»	»
Pour les 4 d. pour livre de droit de collecte.....	25	»	»
TOTAL.....	5.235	»	4

Le tout assis suivant le mandement de messieurs les députés du Bureau intermédiaire de Bernay et les présidents, lieutenants, assesseurs et élus en la dite élection, du 24 décembre de l'an dernier, par la municipalité de la paroisse de Monnay, pour être remis aux mains du sieur François-Marc Mésenge, collecteur principal, Jean Agis, fils Jacques, Jacques Bodey, Jacques Agis, fils Charles, et François Rafin, collecteurs, consorts, et suivant aussi le tarif établi, qui porte l'estimation des fonds, pour les masures à seize et douze livres l'acre, les pâtures à six et quatre livres ; terres labourables à huit, quatre et deux livres ; prés de noës à huit livres, bois à six livres, bruyères à quatre et deux livres, le surplus supporté par *les taux naturels*.

Pour les accessoires de l'imposition principale ci-dessus qui s'est trouvée monter à 12 s. 6 d., viron 3 pites (2).

(1) Archives de l'Orne. C. 1271. Élection de Bernay.

(2) Pite, moitié de l'obole et quart d'un denier.

Pour la capitation aussi au marc la livre de l'imposition principale qui s'est trouvée monter à 13 s. 4 d.

I. — NATURELS IMPOSÉS

1. Alexis Davey, fils Sébastien, taux naturel, 6 d. — Imposition principale, 6 deniers ; accessoires de l'imposition principale, 3 deniers ; capitation et accessoire, 3 deniers. — Total, 1 sol ; — prestation des chemins, 3 deniers.

2. André Brunet a de propre 1 v. 3 p. de mesure à 16 l. l'acre, 20 perches de pâture à 12 l. l'acre, 2 vergées 33 perches de pâture à 4 l. l'a., 1 v. 2 p. à 6 l. l'a., 27 p. de pré de noë 1 a. 3 v. 10 p. de labour à 4 l. l'a., 2 v. à 2 l. l'a., 1 v. 7 p. de bois taillis 4 l. 14 s. 3 d. T. nl. 11 s. 6 d. — 5 l. 5 s. 9 d. ; 3 l. 6 s. ; 3 l. 8 s. 8 d. ; 12 l. 5 d. ; 1 l. 5 s. 8 d.

3. Antoine Pallois, filacier, t. nl. 6 d. — 6 d. ; 3 d. ; 3 d. ; 1 s. ; 3 d.

4. Antoine Pallois, fils Antoine, a de propre 23 p. de bois à 6 l. 3 s. 6 d. T. nl. 6 d., en tout 4 s. — 4 s. ; 2 s. 6 d. ; 2 s. 8 d. ; 9 s. 2 d. ; 1 s.

5. Antoine Ruault père a de propre 1 v. 1 p. de mesure à 16 l. l'a., 1 a. 2 v. 34 p. de labour à 4 l. l'a., 2 v. 19 p. à 2 l. l'a., 32 p. de bois taillis, plus d'acquêts de Jean Gouhier, 2 v. de labour à 8 l. l'a., 3 l. 8 s. 6 d. T. nl. 8 s. 6 d., en tout 3 l. 17 s. — 3 l. 17 s. ; 2 l. 8 s. 1 d. ; 2 l. 12 s. ; 8 l. 17 s. 1 d. ; 17 s. 6 d.

6. Antoine Ruault fils, marchand, a de propre 22 p. de mesure à 16 l. l'a., 1 v. 27 p. de labour à 8 l. l'a., 2 v. 36 p. à 4 l. l'a., 33 p. de bois taillis 1 l. 6 s. 1 d. pour la ferme de Jacques Dauvergny de Lisor, qu'il tient avec Louis Ruault, son frère, consistant en 2 v. 9 p. de mesure à 16 l. l'a., 3 v. 16 p. de pâture à 6 l. l'a., 2 v. 26 p. de pré de noë 6 ac. 3 v. 33 p. de labour à 8 l. l'a., 1 ac. 18 p. à 4 l. l'a., 1 ac. 3 v. 4 p. à 2 l. l'a., 2 ac. 27 p. de bois taillis, du tout, son frère payant l'autre moitié, 9 l. 12 s. D'acquêt de Louis Agis, 36 p. de labour à 4 l. 3 s. 9 d. T. nl. 1 l. 10 s., en tout 13 l. 1 s. 6 d. — 13 l. 1 s. 6 d. ; 8 l. 3 s. 5 d. ; 8 l. 14 s. 6 d. ; 29 l. 19 s. 5 d. ; 3 l. 3 s. 8 d.

7. Baptiste Maran, t. nl. 6 d. — 6 d. ; 3 d. ; 3 d. ; 1 s. ; 3 d.

8. Charles Amiard, blatier, a de propre 2 v. 12 p. de pâture à 6 l. l'a., 1 ac. 3 v. 36 p. de labour à 4 l. l'a., 27 p. à 2 l. l'a., 38 p. de bois taillis, 35 p. de pré de noë augmenté de 36 perches de mesure, au droit de son épouse, à 16 l., 3 l. 15 s. Taux naturel 9 s. 6 d., en tout 4 l. 4 s. 6 d. — 4 l. 4 s. 6 d. ; 2 l. 13 s. ; 2 l. 13 s. 2 d. ; 9 l. 12 s. 6 d. ; 1 l. 5 d.

9. Charles Benard, filassier, a de propre, compris la succession de son frère, 30 p. de mas. à 16 l. l'a., 2 v. 26 p. de mas. à 12 l., 27 p. de labour à 8 l. l'a., 39 p. à 4 l. l'a., 1 ac. 22 p. à 2 l. l'a., 22 p. de bois taillis 3 l. 2 s. 7 d. T. nl. 8 s., en tout 3 l. 10 s. 7 d. — 3 l. 10 s. 7 d. ; 2 l. 4 s. 1 d. ; 2 l. 7 s. 1 d. ; 8 l. 1 s. 12 s. ; 17 s. 3 d.

10. Charles Biot, fils François, menuisier, a de propre 2 v. de mas. à 12 l. l'a., 3 v. 24 p. de labour à 4 l. l'a., 28 p. à 2 l., 1 l. 11 s. 10 d. de ferme des héritiers Sébastien Agis, 2 v. 12 p. de lab. à 2 l. 8 s. 7 d. T. nl. 6 s., en tout 2 l. 6 s. 5 d. — 2 l. 6 s. 5 d. ; 1 l. 9 s. 1 d. ; 1 l. 10 s. 11 d. ; 5 l. 6 s. 5 d. ; 11 s. 4 d.

11. Charles-Robert Blanchard a de propre 3 v. 9 p. de mas. à 16 l. l'a., 2 v. 20 p. à 12 l. l'a., 2 ac. 3 v. 23 p. de lab. à 4 l. l'a., 1 v. 2 p. de bois taillis, 7 l. 3 s. 1 d. T. nl. 18 s., en tout 8 l. 1 s. 1 d. — 8 l. 1 s. 1 d. ; 5 l. 1 s. 8 d. ; 5 l. 7 s. 5 d. ; 18 l. 9 s. 2 d. ; 1 l. 19 s.

12. Charles Hurel, charron, a de propre 20 p. de mas. à 16 l. l'a., 1 a. 2 v. 3 p. à 12 l. l'a., 32 p. de pré à 6 l. l'a., 2 a. 3 v. 33 p. de lab. à 8 l. l'a., 2 a. 15 p. à 4 l. l'a., 1 a. 3 v. 15 p. à 2 l. l'a., 2 v. 5 p. de bois taillis 12 l. 10 d. T. nl. 1 l. 10 s. 6 d., en tout 13 l. 11 s. 4 d. — 13 l. 11 s. 4 d. ; 8 l. 9 s. 6 d. ; 9 l. 1 s. 11 d. ; 31 l. 2 s. 9 d. ; 3 l. 6 s. 9 d.

13. Claude Amiard fils réduit à 6 d. t. nl. — 6 d. ; 3 d. ; 3 d. ; 1 s. ; 3 d.

14. Claude Amiard, laboureur, a de propre 1 v. de mas. à 16 l. l'a., 3 v. à 12 l. l'a., 2 v. 8 p. de pré de noë, 1 a. 1 v. 38 p. de pât. à 6 l. l'a., 2 a. 1 v. de lab. à 8 l. l'a., 3 a. 33 p. à 4 l. l'a., 6 a. 3 v. 10 p. à 2 l., 1 a. de bois taillis et 2 v. de bruyères à 2 l., 15 l. 11 s. 1 d., a de ferme de Mons. de Quéron, la ferme de Boutclou, consistant en 3 a. 3 v. 30 p. de mas. à 16 l. l'a., 4 a. 8 p. à 12 l., 2 a. 2 v. 33 p. de pré de noë, 4 a. 2 v. 38 p. de pât. à

6 l., 32 a. 3 v. de lab. à 8 l., 51 a. 1 v. 25 p. à 4 l., 3 a. 1 v. 2 p. de bois taillis 131 l. T. nl. 18 l. 7 s. 4 d., en tout 164 l. 18 s. 5 d. — 164 l. 18 s. 5 d. ; 103 l. 1 s. 6 d. ; 109 l. 18 s. 11 d. ; 377 l. 18 s. 10 ; 39 l. 19 s. 1 d.

15. Claude Gire fils, journalier, a de propre 1 v. 22 p. de mas. à 12 l. 18 s. 5 d. T. nl. 2 s., en tout 1 l. 5 d. — 1 l. 5 d. ; 12 s. 9 d. ; 13 s. 7 d. ; 2 l. 6 s. 9 d. ; 5 s. 1 d.

16. Félix Hurel fils, t. nl. 6 d. — 6 d. ; 3 d. ; 3 d. ; 1 s. ; 3 d.

17. François Agis fils, couvreur en chaume, a de propre 25 p. de mas. à 16 l., 33 p. de pré de noë à 8 l., 46 p. de bruyères faisant partie des bruyères du bois du Guy à 2 l. 18 s. 8 d. T. nl. 2 s., en tout 1 l. 8 d. — 1 l. 8 d. ; 12 s. 11 d. ; 13 s. 10 d. ; 2 l. 7 s. 5 d. ; 5 s. 2 d.

18. François Agis, fils François, t. nl. 6 d. — 6 d. ; 3 d. ; 3 d. ; 1 s. ; 3 d.

19. François Agis, fils Charles le jeune, a de propre 43 p. de mas. à 16 l. l'a., 33 p. de pré de noë, 48 p. de bruyères à 2 l. l'a., 1 l. 6 s. 2 d. T. nl. 3 l., en tout 1 l. 9 s. 2 d. — 1 l. 9 s. 2 d. ; 18 s. 2 d. ; 19 s. 5 d. ; 3 l. 6 s. 9 d. ; 7 s. 2 d.

20. François Agis, 6 d., t. nl. 2 d. — 6 d. ; 3 d. ; 3 d. ; 1 s. ; 3 d.

21. François Bellencontre, laboureur, a de propre 1 v. 24 p. de mas. à 12 l. l'a., 1 v. 25 p. de pât. à 6 l., 3 v. 32 p. de lab. à 8 l., 1 a. 2 v. 15 p. 4 l., 1 v. 20 p. à 2 l., 25 p. de bois taillis à 6 l., 4 l. 12 s. 10 d. T. nl. 41 s. 6 d., en tout 5 l. 4 s. 5 d. — 5 l. 4 s. 5 d. ; 3 l. 5 s. 3 d. ; 3 l. 9 s. 7 d. ; 11 l. 19 s. 3 d. ; 1 l. 5 s. 6 d.

22. François Brion, charron, a de propre 29 p. de mas. à 16 l., 1 v. 18 p. de lab. à 8 l., 2 v. 19 p. à 4 l., 1 v. 10 p. à 2 l., 3 v. de bruyères de la commune des Boullois à 2 l., 2 l. 1 s. 2 d. T. nl. 5 s. 2 d., en tout 2 l. 6 s. 4 d. — 2 l. 6 s. 4 d. ; 1 l. 8 s. 10 d. ; 1 l. 10 s. 10 d. ; 5 l. 6 s. ; 11 s. 5 d.

23. François Fortin fils, journalier, a de propre 1 v. 15 p. de mas. à 16 l., 1 v. 36 p. de pré de noë, 1 v. 21 p. de pât. à 6 l. 2 v. de lab. à 8 l., 2 v. 35 p. à 4 l., 5 a. 25 p. à 2 l. et 1 a. 1 v. 10 p. de bois taillis 9 l. 15 s. 8 d. T. nl. 1 l. 4 s., en tout 10 l. 19 s. 10 d. — 10 l. 19 s. 10 d. ; 6 l. 17 s. 6 d. ; 7 l. 6 s. 3 d. ; 25 l. 3 s. 7 d. ; 2 l. 13 s. 5 d.

24. François Gire fils, journalier, a de propre 19 p. de mas. à 16 l., 10 p. de pât. à 6 l., 5 p. de pré, 3 v. 26 p. de lab. à 8 l., 1 v. 16 p. à 4 l., 1 v. 7 p. à 2 l., déduction faite de 50 p. de lab. à 8 l. portées à la ligne de Louis Brion, plus augmenté de 33 p. de lab. à 2 l., venant par échange du dit Brion, 2 l. 9 s. 1 d., a de fief 1 v. 4 p. de mas. à 16 l. 17 s. 7 d. T. nl. 8 s. 3 d., en tout 2 l. 14 s. 11 d. — 2 l. 14 s. 11 d. ; 1 l. 13 s. 3 d. ; 1 l. 16 s. ; 6 l. 3 s. 3 d. ; 13 s. 3 d.

25. François Gire fils, charpentier, a de propre 28 p. de mas. à 16 l., 3 v. 34 p. de lab. à 4 l., 1 l. 7 d. T. nl. 3 s. 4 d., en tout 1 l. 9 s. 11 d. — 1 l. 9 s. 11 d. ; 18 s. 9 d. ; 1 l. ; 3 l. 8 s. 8 d. ; 7 s. 3 d.

26. François Gire, fils François, journalier, a de propre 2 v. 28 p. de mas. à 12 l., 1 v. 11 p. de lab. à 4 l., 1 a. 1 v. 33 p. à 2 l., 2 l. 9 s. 2 d. T. nl. 6 s. 3 d., en tout 2 l. 15 s. 5 d. — 2 l. 15 s. 5 d. ; 1 l. 14 s. 5 d. ; 1 l. 17 s. ; 6 l. 6 s. 10 d. ; 13 s. 6 d.

27. François Gire fils, maçon, a de propre 30 p. de mas. à 16 l., 28 p. de lab. à 8 l., 17 s. 7 d. T. nl. 2 s., en tout 19 s. 7 d. — 19 s. 7 d. ; 12 s. ; 13 s. 3 d. ; 2 l. 4 s. 10 d. ; 4 s. 9 d.

28. François Gire fils, domestique, 5 p. a de propre 2 v. 25 p. de pât. à 6 l., 15 s. 9 d. T. nl. 10 d., en tout 16s. 7 d. — 16 s. 7 d. ; 10 s. 4 d. ; 11 s. 1 d. ; 1 l. 18 s. ; 4 s. 1 d.

29. François Gire, toillier, a de propre 20 p. de mas. à 16 l., 8 p. de lab. à 4 l., 11 s. 2 d. T. nl. 1 s. 6 d., en tout 12 s. 8 d. — 12 s. 8 d. ; 7 s. 11 d. ; 8 s. 6 d. ; 1 l. 8 s. 7 d. ; 3 s. 1 d.

30. François Gire, dit le Rat, a de propre 1 v. de mas. à 16 l., 1 v. 29 p. de lab. à 8 l., 1 l. 9 s. 10 d. T. nl. 3 s. 9 d., en tout 1 l. 13 s. 7 d. — 1 l. 13 s. 7 d. ; 1 l. 10 d. ; 1 l. 2 s. 5 d. ; 3 l. 16 s. 10 d. ; 7 s. 7 d.

31. François Gire fils, t. nl. 6 d. — 6 d. ; 3 d. ; 3 d. ; 1 s. ; 3 d.

32. François Gire, fils Claude, néant.

33. François Gouhier, laboureur, a de propre 3 v. 20 p. de mas. à 16 l., 1 v. 30 p. à 12 l., 1 a. 23 p. de lab. à 8 l., 4 a. 2 v. 26 p. à 4 l., 33 p. à 2 l., 1 a. de bois taillis 10 l. 13 s. 10 d. T. nl. 1 l. 7 s., en tout 12 l. 10 d. — 12 l. 10 d. ; 7 l. 10 s. 6 d. ; 8 l. 1 s. 7 d. ; 27 l. 12 s. 11 d. ; 2 l. 18 s. 8 d.

34. François Hors-Laville, boucher, a de propre 1 v. 38 p. de mas. à 16 l., 1 l. 11 s. 2 d. T. nl. 4 s. 4 d., en tout 1 l. 15 s. 6 d. — 1 l. 15 s. 6 d. ; 1 l. 2 s. 2 d. ; 1 l. 3 s. 8 d. ; 4 l. 1 s. 4 d. ; 8 s. 9 d.

35. François-Marc Mésenge et sa mère ont de propre 1 a. 1 v. 29 p. de mas. à 16 l., 1 a. 3 v. 18 p. à 12 l., 2 a. 1 v. de pât. à 6 l., 3 v. 32 p. de pré de noë, 10 a. 2 v. 4 p. 1/2 de lab. à 8 l., 11 a. 1 v. 17 p. 1/2 à 4 l., 1 a. 1 v. 20 p. de bois taillis 40 l. 15 s. 6 d., pour la dime de la IV^e portion de Monnay 40 l. T. nl. 5 l. 2 s., en tout 85 l. 17 s. 6 d. — 85 l. 17 s. 6 d. ; 52 l. 12 s. 1 d. ; 57 l. 5 s. ; 195 l. 14 s. 7 d. ; 20 l. 19 s. 12 d.

36. François Morain a de propre 2 v. 30 p. de mas. à 12 l., 46 p. de bruyères à 2 l., qui faisaient partie des bruyères du Guey, 2 v. de lab. à 4 l., 10 p. de mas. à 16 l., 2 a. 2 v. de lab. à 2 l., de plus augmenté de 20 p. de mas. à 16 l., 23 p. de lab. à 2 l., 17 p. de bois taillis (cette augmentation vient des héritiers de Noël Trigout), 3 l. 19 s. 10 d. ; à de fief 28 p. de mas. à 12 l., 20 p. de lab. à 8 l., 2 v. à 4 l. et 1 a. 3 v. 3 p. à 2 l., 1 l. 14 s. 6 d. T. nl. 14 s. 3 d., en tout 6 l. 7 s. 3 d. — 6 l. 7 s. 3 d. ; 3 l. 19 s. 5 d. ; 4 l. 4 s. 10 d. ; 14 l. 11 s. 6 d. ; 1 l. 11 s. 9 d.

37. François Palois, charpentier, a de propre, 36 p. 1/2 de mas. à 16 l., 1 v. 10 p. de pât. à 6 l., 1 v. 20 p. de lab. à 4 l., 30 p. de bois taillis 1 l. 12 s. 7 d. T. nl. 4 s. 3 d., en tout 1 l. 16 s. 10 d. — 1 l. 16 s. 10 d. ; 1 l. 2 s. 11 d. ; 1 l. 4 s. 9 d. ; 4 l. 4 s. 6 d. ; 9 s. 3 d.

38. François Paris a de propre 1 v. 13 p. de mas. à 16 l., 1 l. 7 d. T. nl. 2 s. 7 d. en tout 1 l. 3 s. 2 d. — 1 l. 3 s. 2 d. ; 14 s. 5 d. ; 15 s. 5 d. ; 2 l. 13 s. ; 5 s. 7 d.

39. François Parent, laboureur, a de propre 2 v. 1 p. de mas. à 16 l., 16 p. à 12 l., 1 v. de pât. à 6 l., 1 v. 9 p. de pré de noë, 3 a. 2 v. 38 p. de lab. à 4 l., 1 v. 16 p. à 2 l., 1 v. 1 p. de bois taillis et sapaie à 6 l., 6 l. 1 s. 10 d. T. nl. 15 s. 3 d., en tout 6 l. 17 s. 1 d. — 6 l. 17 s. 1 d. ; 4 l. 5 s. 7 d. ; 4 l. 10 s. 11 d. ; 15 l. 13 s. 7 d. ; 1 l. 13 s. 3 d.

40. François Parent, charpentier, a de propre 32 p. de mas. à 16 l., 1 v. 17 p. de lab. à 8 l., 1 v. 11 p. de pât. à 6 l., 1 v. 3 p. de lab. à 4 l., 36 p. à 2 l. et 32 p. de bois taillis à 2 l. 2 s. 9 d.

T. nl. 5 s. 4 d., en tout 2 l. 8 s. 1 d. — 2 l. 8 s. 1 d. ; 1 l. 10 s. 1 d. ; 1 l. 12 s. ; 5 l. 10 s. 2 d. ; 1 l. 9 d.

41. François Perotte, laboureur, a de propre 2 v. 19 p. de mas. à 16 l., 1 a. 38 p. à 12 l., 34 p. de pré de noë, 2 v. 21 p. de lab. à 8 l., 2 a. 35 p. à 4 l., 23 p. 1/2 à 2 l., 2 v. 11 p. de bois taillis, 8 l. 16 s. 4 d. T. nl. 1 l. 2 s. 6 d., en tout 9 l. 18 s. 10 d. — 9 l. 18 s. 10 d. ; 6 l. 4 s. 3 d. ; 6 l. 12 s. 3 d. ; 22 l. 15 s. 4 d. ; 2 l. 8 s. 6 d.

42. François Perotte, marchand, a de propre 2 v. de mas. à 16 l., 3 a. 4 p. de pât. à 6 l., 6 a. 3 v. de lab. à 8 l., 6 a. 1 v. 4 p. à 4 l. l'a., déduction faite de 2 v. 25 p. de pré de noë, qui vont être portés à la ligne de Pierre-Paul Ruault, 21 l. 1 s. 1 d., a de ferme des Corbaies et Bezier, 1 a. 1 v. 20 p. de mas. à 16 l., 1 a. 1 v. 20 p. à 12 l., 1 a. 2 v. 26 p. de lab. à 8 l., 1 a. 3 v. 13 p. à 4 l., 2 v. 10 p. de bois taillis 12 l. 7 s. T. nl. 4 l. 4 s., en tout 37 l. 12 s. 1 d. — 37 l. 12 s. 1 d. ; 23 l. 10 s. ; 25 l. 1 s. 4 d. ; 86 l. 3 s. 5 d. ; 9 l. 2 s. 9 d.

43. François Pottier, néant.

44. François Quinquet, laboureur, a de propre 1 v. 10 p. de mas. à 16 l., 1 v. 26 p. de pré de noë et jardin à 8 l. 3 v. 8 p. de pât. à 6 l., 2 v. 8 p. de lab. à 8 l., 1 a. 5 p. à 4 l., 4 l. 6 s. 6 d. T. nl. 10 s. 10 d., en tout 4 l. 17 s. 4 d. — 4 l. 17 s. 4 d. ; 3 l. 9 d. ; 3 l. 5 s. 10 d. ; 1 l. 3 s. 11 d. ; 1 l. 3 s. 6 d.

45. François Raffin, journalier, a de propre, 1 v. 15 p. de pât. à 6 l. 8 s. 3 d. de fief de Jacques Perotte, 58 p. de lab. à 4 l. 5 s. 10 d. T. nl. 1 s. 10 d., en tout 15 s. 11 d. — 15 s. 11 d. ; 9 s. 10 d. ; 10 s. 7 d. ; 1 l. 16 s. 4 d. ; 3 s. 11 d.

46. François Toupence fils, journalier, a de propre 25 p. de mas. à 12 l., 33 p. de lab. à 4 l. 11 s. 2 d. T. nl. 1 s. 7 d., en tout 12 s. 9 d. — 12 s. 9 d. ; 7 s. 10 d. ; 8 s. 6 d. ; 1 l. 9 s. 1 d. ; 3 s.

47. François-Valentin Belencontre fils, t. nl. 6 d. — 6 d. ; 3 d. ; 3 d. ; 1 s. ; 3 d.

48. François Vavasseur, tailleur d'habits, a de propre 1 a. 2 v. de lab. à 4 l., 3 v. 15 p. à 2 l. compris l'augmentation de 2 v. 20 p. d'acquêt de Vavasseur, 12 p. de bois 1 l. 12 s. 6 d. T. nl. 6 s. 3 d. en tout 1 l. 18 s. 9 d. — 1 l. 18 s. 9 d. ; 1 l. 4 s. 1 d. ; 1 l. 6 s. 10 d. ; 4 l. 6 s. 8 d. ; 8 s. 6 d.

49. Gabriel Trouvé, mendiant, a de propre 15 p. de mas. à 16 l. 6 s. 6 d. T. nl. 10 d., en tout 7 s. 4 d. — 7 s. 4 d. ; 4 s. 6 d. ; 4 s. 10 d. ; 16 s. 8 d. ; 11 s. 11 d.

50. Gilles Pottier, boucher, a de propre 1 v. 19 p. de mas. à 16 l., 2 v. 14 p. de lab. à 8 l., 2 v. 6 p. à 4 l., 2 l. 11 s. T. nl. 6 s. 6 d., en tout 2 l. 17 s. 3 d. — 2 l. 17 s. 6 d. ; 1 l. 15 s. 10 d. ; 1 l. 18 s. 4 d. ; 6 l. 11 s. 8 d. ; 14 s. 3 d.

51. Gilles Pottier fils, t. nl. 6 d. — 6 d. ; 3 d. ; 3 d. ; 1 s. ; 3 d.

52. Guillaume Perotte, laboureur, a de propre 2 v. 26 p. de mas. à 16 l., 1 a. 1 v. 10 p. à 12 l., 6 p. à 4 l., 1 v. 6 p. à 2 l., 5 l. 7 s. 11 d. T. nl. 13 s. 6 d., en tout 6 l. 1 s. 5 d. — 6 l. 1 s. 5 d. ; 3 l. 15 s. 9 d. ; 4 l. 11 d. ; 13 l. 18 s. 1 d. ; 1 l. 9 s. 6 d.

53. Henry Goupil, journalier, a de propre 1 v. 20 p. de mas. à 16 l., 1 v. 20 p. à 12 l., 2 l. 15 s. 9 d. T. nl. 7 s., en tout 2 l. 2 s. 9 d. — 2 l. 2 s. 9 d. ; 1 l. 6 s. 7 d. ; 1 l. 8 s. 6 d. ; 4 l. 17 s. 10 d. ; 10 s. 6 d.

54. Henry Hors-Laville, marchand, pour le bien des héritiers Nicolas Courtois, consistant en 1 a. 1 v. 10 p. de mas. à 16 l., 34 p. de pré de noë, 2 a. de pât. à 6 l., 3 v. 12 p. de lab. à 8 l., 5 a. 1 v. 10 p. à 4 l., 2 a. 10 p. à 2 l., 1 a. 1 v. 30 p. de bois taillis 15 l. 1 s. 3 d. T. nl. 1 l. 19 s., en tout 17 l. 3 d. — 17 l. 3 d. ; 10 l. 12 s. 8 d. ; 11 l. 6 s. 10 d. ; 38 l. 19 s. 9 d. ; 4 l. 3 s. 2 d.

55. Henry Mourier, journalier, a de propre 28 p. de mas. à 16 l., 28 p. à 12 l. 19 s. 7 d. T. nl. 2 s. 6 d., en tout 1 l. 1 s. 1 d. — 1 l. 2 s. 1 d. ; 15 s. 9 d. ; 14 s. 9 d. ; 2 l. 10 s. 7 d. ; 5 s. 3 d.

56. Jacques Agis fils a de propre 3 v. 10 p. de mas. à 16 l., 2 v. 10 p. à 12 l., 15 p. de pré, 3 v. 1 p. de lab. à 8 l., 1 a. 2 v. 2 p. à 4 l., 1 a. 7 p. de bois taillis, plus augmenté 2 v. de lab. à 8 l., partant de la ligne de Lecourt, du Theil, et de plus 2 v. de bois taillis, ci-devant omis aux rôles 11 l. 7 s., de la succession d'André Agis, conjointement avec ses frères, 1 v. de mas. à 16 l., 2 a. 2 v. 34 p. de lab. à 4 l., 16 p. de bois taillis, pour le quart de l'imposition principale de tous ses frères étant chargés des trois autres quarts, 15 s. 6 d., a de ferme de la veuve Dauvergnny, 2 v. 20 p. de lab. 4 l., 10 s. plus augmenté encore, 1 a. de lab. de Blanchard à 8 l., 1 v. 20 p. aussi à 8 l. d'acquêt Jean Agis, 1 v. à 4 l., d'acquêt de Louis Agis 2 l. 8 s. T. nl. 1 l. 16 s. 6 d., en

tout 16 l. 6 s. 6 d. — 16 l. 6 s. 6 d. ; 10 l. 4 s. ; 10 l. 16 s. 4 d. ; 37 l. 6 s. 10 d. ; 3 l. 18 s. 7 d.

57. Jacques Agis fils, t. nl. 6 d. — 6 d. ; 3 d. ; 3 d. ; 1 s. ; 3 d.

58. Jacques Agis, fils Charles, 24 p. de mas. à 16 l. 9 s. 7 d. T. nl. 1 s., en tout 10 s. 7 d. — 10 s. 7 d. ; 6 s. 4 d. ; 7 s. 1 d. ; 1 l. 4 s. ; 2 s. 8 d.

59. Jacques Blanchet fils, t. nl. 6 d. — 6 d. ; 3 d. ; 3 d. ; 1 s. ; 3 d.

60. Jacques Bodet a de propre 1 v. 9 p. de mas. à 16 l. 19 s. 7 d. T. nl. 2 s. 6 d., en tout 1 l. 2 s. 1 d. — 1 l. 2 s. 1 d. ; 13 s. 9 d. ; 14 s. 9 d. ; 2 l. 10 s. 7 d. ; 5 s. 4 d.

61. Jacques Gire, bonetier, a de propre 25 p. de mas. à 16 l., 22 p. de lab. à 8 l., 3 v. 23 p. à 4 l., 1 v. 31 p. à 2 l., 2 v. de bois taillis 2 l. 4 s. 6 d. T. nl. 5 s. 6 d., en tout 2 l. 10 s. — 2 l. 10 s. ; 1 l. 11 s. 3 d. ; 1 l. 13 s. 4 d. ; 5 l. 14 s. 7 d. ; 12 s. 3 d.

62. Jacques Jardin fils, vivant de son bien, a de propre 2 v. 17 p. de mas. à 16 l., 2 v. 21 p. de pré de noë, 1 a. 15 p. de lab. à 8 l., 2 a. 1 v. à 4 l., 3 v. 12 p. à 2 l., plus 2 v. de bruyères de la commune du Val à 2 l. sans avoir égard à son privilège pour le défrichement de ce dernier article 8 l. 2 s. 4 d., de plus 2 v. de bois taillis, 1 a. 2 v. 35 p. de bruyères à 2 l. T. nl. 1 l. 3 s. 6 d., en tout 9 l. 5 s. 10 d. — 9 l. 5 s. 10 d. ; 5 l. 16 s. 1 d. ; 6 l. 3 s. 10 d. ; 21 l. 5 s. 9 d. ; 2 l. 5 s. 10 d.

63. Jacques Dauvergnny, a de propre 1 v. 31 p. de mas. à 16 l., 1 a. 3 v. 38 p. de lab. à 4 l., 1 v. 15 p. de bois taillis 3 l. 8 s. 6 d. T. nl. 8 s. 6 d., en tout 3 l. 17 s. — 3 l. 17 s. ; 2 l. 8 s. 1 d. ; 2 l. 11 s. 4 d. ; 8 l. 16 s. 5 d. ; 18 s. 8 d.

64. Jacques Marais fils a de propre 1 v. 18 p. de mas. à 16 l., 35 p. de pré de noë, 1 v. 15 p. de lab. à 8 l., 3 v. 18 p. à 4 l., 1 a. 1 v. 19 p. à 2 l., 30 p. de bois taillis 3 l. 10 s. 6 d. T. nl. 9 s., en tout 3 l. 19 s. 6 d. — 3 l. 19 s. 6 d. ; 2 l. 10 s. ; 2 l. 14 s. 4 d. ; 9 l. 3 s. 10 d. ; 19 s. 6 d.

65. Jacques Morain, ayant épousé la veuve Gabrielle Paris, pour les fonds dont jouit sa femme, sur la succession de son premier mari, qui consistait en 2 v. 39 p. de mas. à 16 l., 1 v. 37 p. de pât. à 6 l., 2 v. 13 p. de pré de noë, 3 a. 3 p. de lab. à 8 l., 3 a. 3 v. 3 p. à 4 l., 1 a. 1 v. 39 p. de bois taillis 12 l. 14 s. T. nl.

1 l. 12 s., en tout 14 l. 6 s. — 14 l. 6 s.; 8 l. 18 s. 8 d.; 9 l. 10 s. 8 d.; 32 l. 15 s. 4 d.; 3 l. 9 s. 9 d.

66. Jacques Parent fils a de propre 1 v. 10 p. de mas. à 16 l., 1 a. 2 v. 32 p. de lab. à 2 l., 1 l. 13 s. T. nl. 4 s., en tout 1 l. 17 s. — 1 l. 17 s.; 1 l. 3 s. 1 d.; 1 l. 4 s. 8 d.; 4 l. 4 s. 9 d.; 8 s. 3 d.

67. Jacques Perrote, journalier, a de propre 1 v. de mas. à 16 l., 1 v. à 12 l., 1 v. 8 p. de lab. à 8 l., 2 v. 35 p. à 4 l., 1 v. 20 p. de bois taillis, donné à ferme à François Dafin, 58 p. de lab. à 4 l., 3 l. 1 s. T. nl. 7 s. 9 d., en tout 3 l. 8 s. 9 d. — 3 l. 8 s. 9 d.; 2 l. 3 s.; 2 l. 5 s. 10 d.; 7 l. 17 s. 7 d.; 16 s. 8 d.

68. Jacques Potier, maréchal, pour le taux de la succession de son père, dont les fonds sont détaillés à la cote de Nicolas, son frère, 1 l. 7 s. 6 d. T. nl. 3 s. 6 d., en tout 1 l. 11 s. — 1 l. 11 s.; 19 s. 4 d.; 1 l. 8 d.; 3 l. 11 s.; 7 s. 6 d.

69. Jacques Quinquet, bourelrier, a de propre 1 v. 36 p. de mas. à 16 l., 1 v. 11 p. de lab. à 8 l., 1 v. à 4 l., 1 a. 2 v. 29 p. à 2 l., 1 v. de bois taillis 3 l. 4 s. T. nl. 8 s., en tout 3 l. 12 s. — 3 l. 12 s.; 2 l. 5 s. 1 d.; 2 l. 8 s.; 8 l. 5 s. 1 d.; 17 s. 6 d.

70. Jacques Quinquet fils, t. nl. 6 d. — 6 d.; 3 d.; 3 d.; 1 s.; 3 d.

71. Jacques Rosey, toilier, a de propre 3 v. 25 p. de mas. à 12 l., 26 p. de lab. à 4 l., 1 v. à 2 l. 8 s. 1 d. T. nl. 6 s., en tout 2 l. 14 s. — 2 l. 14 s.; 1 l. 13 s. 6 d.; 1 l. 16 s.; 6 l. 3 s. 6 d.; 13 s. 3 d.

72. Jean Agis fils a de propre 1 v. 3 p. de mas. à 16 l., 1 v. 32 p. à 12 l., 20 p. de pât. à 6 l., 3 p. de lab. à 8 l., 1 a. 3 v. 9 p. à 2 l., 15 p. de pré de noë, 5 p. de bois, 3 l. 6 s. pour le quart de la succession d'André Agis, dont les fonds sont détaillés à la ligne de Jacques Agis, son frère, 15 s. 6 d. T. nl. 10 s., en tout 4 l. 11 s. 6 d. — 4 l. 11 s. 6 d.; 2 l. 17 s. 3 d.; 3 l. 1 s.; 10 l. 9 s. 9 d.; 1 l. 2 s. 4 d.

73. Jean Agis, fils de famille, t. nl. 6 d. — 6 d.; 3 d. 3 d.; 1 s.; 3 d.

74. Jean Agis fils, journalier, t. nl. 6 d. — 6 d.; 3 d.; 3 d.; 1 s.; 3 d.

75. Jean-Baptiste Marais fils, t. nl. 6 d. — 6 d.; 3 d.; 3 d.; 1 s.; 3 d.

76. Jean Brunet fils, laboureur, a de propre 1 a. 1 v. 9 p. de lab. à 2 l. 11 s. 6 d., tient à ferme de la veuve Jacques Gué, 1 v. 33 p. de mas. à 16 l., 1 v. de lab. à 4 l., 1 l. 13 s. 2 d., a de propre d'acquêt de Henry Gué, 10 p. de pré, 2 v. 13 p. de lab. à 8 l., 2 v. 2 p. à 4 l., 1 v. 1 p. à 2 l. compris l'acquêt d'André Brunet et déduction faite de ce qu'il a vendu à M. de Parc-Fontaine, 1 l. 11 s. de la succession de son père, consistant en 1 v. 3 p. de mas. à 16 l., 20 p. à 12 l., 2 v. 32 p. de pât. à 4 l., 1 v. 1 p. à 6 l., 27 p. de pré de noë, 1 v. 20 p. de lab. à 8 l., 2 a. 1 v. 30 p. à 4 l., 1 a. 2 v. à 2 l., 1 v. 7 p. de bois taillis 5 l. 15 s. T. nl. 1 l. 4 s. 6 d., en tout 10 l. 15 s. 2 d. — 10 l. 15 s. 2 d.; 6 l. 14 s. 6 d.; 7 l. 3 s. 5 d.; 24 l. 13 s. 1 d.; 2 l. 12 s. s. 8 d.

77. Jean Deschamp, fils Pierre, journalier, a de propre 29 p. de mas. à 16 l. 11 s. 7 d. T. nl. 1 s. 7 d., en tout 13 s. 2 d. — 13 s. 2 d.; 7 s. 3 d.; 8 s. 9 d.; 1 l. 9 s. 2 d.; 3 s. 3 d.

78. Jean Fortin fils a de propre 36 p. de mas. à 16 l. 14 s. 5 d. T. nl. 1 s. 10 d., en tout 16 s. 3 d. — 16 s. 3 d.; 10 s. 1 d.; 10 s. 10 d.; 1 l. 17 s. 2 d.; 4 s. 1 d.

79. Jean Gué, domestique, a de propre 25 p. de mas. à 16 l. 10 s. T. nl. 1 s. 3 d., en tout 11 s. 3 d. — 11 s. 3 d.; 7 s.; 7 s. 6 d.; 1 l. 5 s. 9 d.; 2 s. 9 d.

80. Jean Gouhier, laboureur, a de propre 3 v. 12 p. de pât. à 4 l., 2 v. 4 p. de pré de noë, 2 a. 3 v. 13 p. de lab. à 8 l., 3 a. 16 p. à 4 l., 1 v. 9 p. à 2 l., 1 a. 2 v. 6 p. de bois taillis, déduction faite de 2 v. de lab. à 6 l., portée à la ligne d'Antoine Ruault, 10 l. 9 s. 7 d. T. nl. 1 l. 6 s. 6 d., en tout 11 l. 16 s. 1 d. — 11 s. 16 s. 1 d.; 7 l. 7 s. 6 d.; 7 l. 18 s. 5 d.; 27 l. 2 s.; 2 l. 16 s. 6 d.

81. Jean Lecour, filassier, a de propre au droit de sa femme 25 p. de mas. à 16 l., 1 v. 17 p. de lab. à 4 l., 13 p. 1/2 à 8 l. 31 p. à 2 l. et 16 p. de bois taillis 1 l. 2 s. 4 d. T. nl. 3 s., en tout 1 l. 5 s. 4 d. — 1 l. 5 s. 4 d.; 15 s. 10 d.; 17 s. 1 d.; 2 l. 18 s. 3 d.; 6 s. 3 d.

82. Jean Goupy, laboureur, possède au nom de la veuve Jacques Amard, son épouse, les fonds de son premier mari, cons. en 3 v. 4 p. de mas. à 16 l., 1 a. 35 p. à 12 l., 1 a. 2 v. 10 p. de pré de noë, 3 a. 2 v. 17 p. de lab. à 8 l., 7 a. 21 p. à 4 l., 3 a. 1 v. 39 p. à 2 l., 1 a. 1 v. 14 p. de bois taillis 20 l. 7 s. 6 d. T. nl. 2 l.

10 s. 10 d., en tout 22 l. 17 s. 8 d. — 22 l. 17 s. 8 d. ; 14 l. 5 s. 10 d. ; 15 l. 4 s. 1 d. ; 52 l. 9 s. 7 d. ; 5 l. 11 s. 7 d.

83. Jean Lefrançois, journalier, a de propre 22 p. de mas. à 16 l., 28 p. de lab. à 8 l., 14 s. 5 d. T. nl. 1 s. 10 d., en tout 16 s. 3 d. — 16 s. 3 d. ; 10 s. 1 d. ; 10 s. 10 d. ; 1 l. 17 s. 2 d. ; 4 s. 1 d.

84. Jean Marais a de propre 1 v. 8 p. de lab. 4 s. 10 d. au droit de sa femme, 1 v. 12 p. de mas. à 16 l., 1 v. 26 p. de lab. à 4 l., 1 v. 35 p. de bois taillis 1 l. 18 s. 8 d. T. nl. 5 s., en tout 2 l. 3 s. 8 d. — 2 l. 3 s. 8 d. ; 1 l. 7 s. 2 d. ; 1 l. 8 s. 10 d. ; 4 l. 19 s. 8 d. ; 10 s. 9 d.

85. Jean Parent a de propre 21 p. de mas. à 16 l. 8 s. 5 d. T. nl. 1 s., en tout 9 s. 5 d. — 9 s. 5 d. ; 5 s. 9 d. ; 6 s. 3 d. ; 1 l. 1 s. 5 d. ; 2 s. 4 d.

86. Jean Parent fils, t. nl. 6 d. — 6 d. ; 3 d. ; 3 d. ; 1 s. ; 3 d.

87. Jean Quatravaux, hors paroisse, les fonds de taille en la ligne portée à celle d'Antoine Delahaye, son beau-frère, comme les faisant valoir, déduit en son taux naturel 6 d. — 6 d. ; 3 d. ; 3 d. ; 1 s. ; 3 d.

88. Jean Quinquet, t. nl. 6 d. — 6 d. ; 3 d. ; 3 d. ; 1 s. ; 3 d.

89. Jean Bouvin fils, laboureur, a de propre 3 v. 3 p. de mas. à 16 l., 2 a. 2 v. 26 p. à 12 l., 2 v. 25 p. de pré de noë, 2 a. de pât. à 6 l., 2 a. 1 v. 38 p. de lab. à 8 l., 9 a. 1 v. 5 p. à 4 l., 1 a. 2 v. 27 p. à 2 l., 1 a. 2 v. 38 p. de bois taillis, 4 a. 3 v. 3 p. de bruyère à 2 l., 28 l. 10 s., à de ferme de François Agis, 2 v. de mas. à 16 l., 1 a. 30 p. à 12 l., 3 a. 2 v. 29 p. de lab. à 8 l., 11 a. 6 p. à 4 l., 10 a. à 2 l., 23 l. 5 s. T. nl. 6 l. 10 s., en tout 58 l. 5 s. — 58 l. 5 s. ; 36 l. 8 s. 1 d. ; 38 l. 13 s. 4 d. ; 133 l. 6 s. 5 d. ; 14 l. 3 s. 7 d.

90. Jean Testu, journalier, a de propre 22 p. de mas. à 16 l., 35 p. de pré de noë, 1 v. 2 p. de lab. à 4 l., 1 a. 2 v. 28 p. à 2 l., 46 p. de bruyère à 2 l. qui faisait partie des bruyères du Geay 1 l. 16 s. T. nl. 3 s. 10 d., en tout 1 l. 19 s. 10 d. — 1 l. 19 s. 10 d. ; 1 l. 5 s. ; 1 l. 6 s. 7 d. ; 4 l. 11 s. 5 d. ; 9 s. 9 d.

91. Jean Urset, dit Grancourt, laboureur, a de propre 1 a. 1 v. de mas. à 16 l., 1 a. 1 v. 33 p. à 12 l., 1 a. 1 v. de pât. à 6 l., 1 a. 21 p. de pré de noë, 4 a. 3 v. 12 p. de lab. à 8 l., 17 a. 3 v. 38 p.

à 4 l., 2 a. 3 v. 13 p. de bois taillis, 37 l. 2 s. 5 d. T. nl. 4 l., 10 s. 3 d., en tout 41 l. 12 s. 8 d. — 41 l. 12 s. 8 d. ; 26 l. 4 d. ; 28 l. 5 s. 1 d. ; 95 l. 18 s. 1 d. ; 10 l. 2 s. 3 d.

92. Joseph Marais, t. nl. 6 d. — 6 d. ; 3 d. ; 3 d. ; 4 s. ; 3 d.

93. Joseph Toupence, journalier, a de propre 25 p. de mas. à 12 l. 7 s. 6 d. T. nl. 10 d., en tout 8 s. 4 d. — 8 s. 4 d. ; 5 s. 2 d. ; 5 s. 6 d. ; 19 s. ; 2 s.

94. Joseph Picot, regratier, a de propre 28 p. de mas. à 16 l., 2 v. 11 p. de lab. à 4 l., 2 a. 2 v. 10 p. à 2 l., 1 v. 6 p. de bruyère qui faisaient partie des bruyères du Geay à 2 l., 2 l. 3 s. 1 d., pour moitié des impositions de Jean Lecomte, détaillées à la cotte de François Lemoine, 1 l. 9 s. 9 d. T. nl. 9 s., en tout 4 l. 1 s. 10 d. — 4 l. 1 s. 10 d. ; 2 l. 11 s. 2 d. ; 2 l. 14 s. 6 d. ; 9 l. 6 s. 6 d. ; 19 s. 9 d.

95. La veuve Alexandre Mesnil a de propre pour elle et ses filles 1 v. 10 p. de mas. à 16 l., 1 l. 2 s. 5 d. T. nl. 2 s. 4 d., en tout 1 l. 4 s. 9 d. — 1 l. 4 s. 9 d. ; 15 s. 6 d. ; 16 s. 5 d. ; 2 l. 16 s. 8 d. ; 6 s. 3 d.

96. La veuve Antoine Brunet a de propre pour elle et ses enfants 30 p. de mas. à 16 l., 1 v. 32 p. de pât. à 6 l., 1 l. 2 s. 10 d. T. nl. 2 s. 5 d., en tout 1 l. 5 s. 3 d. — 1 l. 5 s. 3 d. ; 15 s. 9 d. ; 16 s. 6 d. ; 2 l. 17 s. 6 d. ; 6 s. 3 d.

97. La veuve François Gousier a de propre 3 v. 39 p. de mas. à 16 l., 1 a. 1 p. de pât. à 6 l., 1 a. 1 v. 31 p. de lab. à 8 l., 2 a. 4 v. 31 p. à 4 l., 1 v. 35 p. de bois taillis à 6 l., 8 l. 6 s. 9 d. T. nl. 1 l. 10 d., en tout 9 l. 7 s. 7 d. — 9 l. 7 s. 7 d. ; 5 l. 17 s. 1 d. ; 6 l. 5 s. 1 d. ; 21 l. 9 s. 9 d. ; 2 l. 5 s. 9 d.

98. La veuve François Trouvé a de propre pour elle et ses enfants 2 v. de mas. à 12 l., 1 v. 19 p. de pât. à 6 l. ; 1 l. 12 s. 10 d. T. nl. 4 s. 1 d., en tout 1 l. 16 s. 11 d. — 1 l. 16 s. 11 d. ; 1 l. 3 s. ; 1 l. 4 s. 7 d. ; 4 l. 4 s. 6 d. ; 8 s. 11 d.

99. La veuve Jacques Bourdon et Nicolas Bourdon, son fils, ont de propre 1 v. 30 p. de mas. à 16 l., 1 v. 30 p. à 12 l., 1 v. 30 p. de pât. à 6 l., 35 p. de pré de noë, 1 a. 3 v. 3 p. de lab. à 8 l., 1 v. 25 p. à 4 l., 3 v. 15 p. de bois taillis, 7 l. 10 s. 3 d. T. nl. 18 s. 9 d., en tout 8 l. 9 s. — 8 l. 9 s. ; 5 l. 6 s. ; 6 l. 3 d. ; 19 l. 15 s. 3 d. ; 2 l. 11 d.

100. La veuve Coureuil a de propre d'acquêt de François Belencontre, 35 p. de pré de noë, plus sur la déclaration de Nicolas Vitrouil, son frère, pour 3 v. de lab. à 4 l., d'acquêt du dit Vitrouil et 1 v. de lab. à 4 l., d'acquêt de François Belencontre 1 l. 3 s., plus pour elle et ses enfants du dit Coureuil, 1 a. de mas. à 16 l., 20 p. à 12 l., 2 v. 6 p. de pré de noë, 1 v. 22 p. de pât. à 6 l., 1 a. 20 p. de lab. à 8 l., 2 a. 1 v. 2 p. à 4 l., 7 l. 15 s., plus pour la ferme de M. de Parfontaine, 1 a. 2 v. 27 p. de mas. à 16 l., 2 v. à 12 l., 2 a. 28 p. de pré de noë à 8 l., compris l'acquisition de 1 ac. 5 p. d'acquêt de par M. de Parfontaine, de Blanchard, et 2 v. 3 a. d'acquêt Brunet, 5 a. 15 p. de pât. à 6 l., 10 a. 3 v. 29 p. de lab. à 8 l., 19 a. 3 v. 4 p. à 4 l., compris 2 v. 15 p., d'acquêt de par M. de Parfontaine, de Blanchard, ainsi que l'a déclaré Nicolas Vitrouil, et 30 p. d'acquêt du dit Vitrouil, 3 a. 35 p. à 2 l., 2 a. 1 v. 34 p. de bois taillis 57 l. 4 d. T. nl. 8 l. 5 s., en tout 74 l. 3 s. — 74 l. 3 s.; 46 l. 7 s.; 49 l. 8 s. 8 d.; 169 l. 18 s. 8 d.; 17 l. 19 s. 11 d.

101. La veuve Jean Quinquet et Jean Quinquet, son fils, ont de propre 1 a. 2 v. 35 p. de mas. à 16 l., 1 v. 20 p. à 12 l., 1 a. 35 p. de pré de noë à 8 l., 3 a. 1 v. 14 p. de lab. à 8 l., 4 a. 1 v. à 4 l., compris l'acquisition d'une vergée de François Gire, 17 l. 1 s. 10 d., ont de ferme de Cairon 1 a. 2 v. 20 p. de mas. à 16 l., 1 a. 3 v. 10 p. de pât. à 6 l., 3 v. 21 p. de pré de noë, 17 v. 2 p. de lab. à 8 l., 5 a. 3 v. à 4 l., 3 a. 9 p. de bois taillis, 2 a. 2 v. 28 p. de bruyères à 4 l., 1 a. 3 v. 28 p. à 2 l., 48 l. 10 s., déduction faite de 3 a. 2 v. de lab. à 8 l., portée au rolle. T. nl. 8 l. 4 s., en tout 73 l. 15 s. 10 d. — 73 l. 15 s. 10 d.; 46 l. 2 s. 4 d.; 48 l. 13 s. 11 d.; 168 l. 11 s. 1 d.; 17 l. 6 s. 7 d.

102. La veuve Joseph Bourdon et son fils ont de propre 1 v. 13 p. de mas. à 12 l., 1 a. 1 v. 29 p. de lab. à 8 l., 1 a. 3 v. 30 p. à 4 l., 1 v. de bois taillis 4 l. 19 s. 4 d. T. nl. 12 s. 6 d., en tout 5 l. 11 s. 10 d. — 5 l. 11 s. 10 d.; 3 l. 9 s. 10 d.; 3 l. 14 s. 7 d.; 12 l. 16 s. 3 d.; 1 l. 7 s. 3 d.

103. La veuve Louis Belencontre, réduite pour son t. nl. 6 d. — 6 d.; 3 d.; 3 d.; 1 s.; 3 d.

104. La veuve Louis Froger a de propre pour elle et ses mineurs 39 p. de mas. à 16 l., 15 s. 7 d. T. nl. 2 s., en tout 17 s. 7 d. — 17 s. 7 d.; 10 s. 11 d.; 11 s. 9 d.; 2 l. 3 d.; 4 s. 3 d.

105. La veuve Louis Morin et son fils a de propre 1 v. de mas. à 16 l., 1 v. 10 p. de pât. à 6 l., 2 v. 31 p. de lab. à 8 l., 1 a. 3 p. à 4 l., 1 a. 12 p. à 2 l., 1 v. de bois taillis, 2 v. 5 p. de bruyères à 2 l., 4 l. 10 d., a de son chef 1 v. 10 p. de lab. à 8 l., 1 v. 20 p. à 2 l., 26 p. de bois taillis 16 s. 11 d., a deffs. de mas., 1 v. de mas. à 16 l., 1 v. 10 p. de pré de noë 1 l. 6 s. T. nl. 15 s. 6 d., en tout 6 l. 19 s. 3 d. — 6 l. 19 s. 3 d.; 4 l. 7 s. 5 d.; 4 l. 12 s. 7 d.; 15 l. 19 s. 3 d.; 1 l. 13 s. 8 d.

106. La veuve Nicolas Courtois, réduite pour son t. nl. 6 d. — 6 d.; 3 d.; 3 d.; 1 s.; 3 d.

107. La veuve Nicolas Quatravaux a de ferme de M. de Parfontaine 2 a. 3 v. à 16 l., 1 a. 3 v. 30 p. de pré de noë, 4 a. 2 v. 34 p. de pât. à 6 l., 32 a. 1 v. 4 p. de lab. à 8 l., 19 a. 2 v. 3 p. à 4 l., 3 a. à 2 l., 5 a. 1 v. 26 p. de bois taillis, 93 l. 2 s. 5 d. T. nl. 11 l. 13 s., en tout 104 l. 15 s. 5 d. — 104 l. 15 s. 5 d.; 65 l. 9 s. 7 d.; 69 l. 16 s. 11 d.; 240 l. 1 s. 11 d.; 25 l. 9 s. 5 d.

108. La veuve Pierre Fertey et son fils ont de propre 1 a. 20 p. de mas. à 12 l., 50 p. de lab. à 8 l., 2 a. à 4 l., 1 v. 3 p. à 2 l., 4 l. 18 s. 2 d. T. nl. 12 s. 6 d., en tout 5 l. 10 s. 8 d. — 5 l. 10 s. 8 d.; 3 l. 9 s. 2 d.; 3 l. 13 s. 9 d.; 12 l. 13 s. 7 d.; 1 l. 6 s. 9 d.

109. La veuve Pierre Rattier a de propre 3 v. 38 p. de mas. à 12 l., 3 v. de lab. à 4 l., 2 l. 19 s. 5 d. T. nl. 9 s. 6 d., en tout 3 l. 6 s. 11 d. — 3 l. 6 s. 11 d.; 2 l. 1 s. 9 d.; 2 l. 4 s. 6 d.; 7 l. 13 s. 2 d.; 16 s. 3 d.

110. La veuve Pierre Vallée, réduite pour son t. nl. 6 d. — 6 d.; 3 d.; 3 d.; 1 s.; 3 d.

111. La veuve René Bigot a de propre 1 v. 31 p. de mas. à 12 l., 1 a. 34 p. de lab. à 2 l., 27 p. de bois taillis, 1 l. 15 s. 3 d. T. nl. 4 s. 6 d. en tout 1 l. 19 s. 9 d. — 1 l. 19 s. 9 d.; 1 l. 4 s. 11 d.; 1 l. 6 s. 7 d.; 4 l. 11 s. 3 d.; 8 s. 8 d.

112. Lainé, fils de Pierre Agis t. nl. 6 d. — 6 d.; 3 d.; 3 d.; 1 s.; 3 d.

113. Le fils de Jacques Jardin, t. nl. 6 d. — 6 d.; 3 d.; 3 d.; 1 s.; 3 d.

114. Le fils de Louis Bouvin, t. nl. 6 d. — 6 d.; 3 d.; 3 d.; 1 s.; 3 d.

115. Léonard Parent fils, t. nl. 6 d. — 6 d. ; 3 d. ; 3 d. ; 1 s. ; 3 d.

116. Le sieur Pimbert, entrepreneur de routes, a de propre 22 p. de mas. à 16 l., 1 v. 38 p. de lab. à 2 l., 12 s. 7 d. T. nl. 1 s. 7 d., en tout 14 s. 2 d. — 14 s. 2 d. ; 8 s. 9 d. ; 9 s. 6 d. ; 1 l. 12 s. 5 d. ; 3 s. 5 d.

117. Louis Agis, journalier, a de propre 21 p. de mas. à 16 l., 2 v. 10 p. de lab. à 8 l., 1 l. 6 s. 5 d. déduction faite de la succession d'André, son frère, dont les fonds sont portés à la ligne de Pierre Agis, son frère, d'Antoine Ruault fils, et de Jacques Agis son frère. T. nl. 3 s. 3 d., en tout 1 l. 9 s. 8 d. — 1 l. 9 s. 9 d. ; 18 s. 5 d. ; 19 s. 11 d. ; 3 l. 8 s. ; 7 s. 3 d.

118. Louis Belencontre fils, a de propre 1 v. 33 p. de mas. à 16 l., 31 p. de pré de noë, 1 a. 1 v. 7 p. de lab. à 4 l., 10 p. à 2 l., 17 p. de bois taillis, d'acquêt des héritiers de Louis Belencontre, 35 p. de mas. à 16 l., 1 a. 2 v. 8 p. de lab. à 8 l., 3 v. 6 p. à 4 l., 3 v. 16 p. à 2 l., 7 l. 2 s. a de ferme de M. Cairon 2 a. 3 v. 10 p. de mas. à 16 l., 2 a. 1 v. 28 p. de pré de noë, 3 a. 3 v. de pat. à 4 l., 1 a. à 6 l., 5 a. 3 v. 10 p. de lab. à 8 l., 33 a. 9 p. à 4 l., 3 a. 1 v. 30 p. de bois taillis, 1 a. 2 v. 25 p. de bruyères à 2 l., 57 l. 12 s. T. nl. 8 l., en tout 72 l. 14 s. — 72 l. 14 s. ; 45 l. 9 s. 3 d. ; 48 l. 9 s. 4 d. ; 166 l. 2 s. 4 d. ; 17 l. 14 s. 6 d.

119. Louis Blanchet fils, t. nl. 6 d. — 6 d. ; 3 d. ; 3 d. ; 1 s. ; 3 d.

120. Louis Blanchet, laboureur a de propre 1 a. 23 p. de mas. à 16 l., 1 a. 23 p. à 12 l., 3 a. 1 v. 29 p. de lab. à 8 l., 1 a. 3 v. 35 p. à 4 l. 1 a. 9 p. à 2 l. compris l'augmentation de 1 v. 3 p. d'acquêt de Nicolas Vitrouille 1 a. 1 v. 17 p. de bois taillis, 1 v. de pat. bruyères dans la commune des Bouloy défriché en 1787, sans avoir égard à son privilège, pour ce dernier art. 15 l. 13 s. 10 d. T. nl. 1 l. 35 s. en tout 17 l. 8 s. 10 d. — 17 l. 8 s. 10 d. ; 10 l. 17 s. 11 d. ; 11 l. 12 s. 7 d. ; 39 l. 19 s. 4 d. ; 4 l. 4 s. 9 d.

121. Louis Brion, journalier, a de propre 20 p. de jardin 8 s. T. nl. 9 d., en tout 8 s. 9 d. — 8 s. 9 d. ; 5 s. 4 d. ; 5 s. 10 d. ; 19 s. 11 d. ; 2 s. 2 d.

122. Louis Brion fils, blatier, a de propre 1 v. 24 p. de lab. à 8 l. 33. p. à 2 l., 50 p. de lab. à 8 l., venant de la ligne de Fran-

çois Giri le jeune, déduction faite de 33 p. de lab. à 2 l. portées à la ligne du dit Giri 1 l. 2 s. 10 d. T. nl. 2 s. 6 d., en tout 1 l. 5 s. 4 d. — 1 l. 5 s. 4 d. ; 15 s. 10 d. ; 16 s. 10 d. ; 2 l. 18 s. ; 6 s. 3 d.

123. Louis Cherfils, laboureur, a de ferme de Simon de Caux 3 v. de mas. à 16 l., 3 v. à 12 l. 3 v. 17 p. de lab. à 8 l., 2 a. 2 v. 42 p. à 4 l., 7 l. 9 s. 9 d. T. nl. 17 s. 6 d., en tout 8 l. 7 s. 3 d. — 8 l. 7 s. 3 d. ; 5 l. 4 s. 6 d. ; 5 l. 11 s. 6 d. ; 19 l. 3 s. 3 d. ; 2 l. 9 d.

124. Louis Giré fils, domestique, t. nl. 6 d. — 6 d. ; 3 d. ; 3 d. ; 1 s. ; 3 d.

125. Louis-Jacques-Marc Mésenge fils, lab., a de propre 16 p. de mas. à 16 l., 1 a. 1 v. 30 p. de mas. à 12 l., 2 a. 2 v. 16 p. de pré de Noë, 4 a. 33 p. de lab., à 8 l., 15 a. 3 v. 29 p. à 4 l., 2 a. à 2 l., 3 a. 2 v. 24 p. de bois taillis, 2 v. 16 p. de lab. 4 l., 35 p. de lab. à 8 l. 2 v. 35 p. à 4 l. 1 v. 15 p. à 4 l., 17 p. 1/2 de lab. à 8 l., et 16 p. 1/2 à 4 l. 33 p. de mas. à 16 l., 33 p. à 12 l., 1 v. 20 p. de lab. à 8 l., 1 v. 20 p. de bois, 14 p. de lab., à 4 l. 37 l., 11 s. 4 d. plus encore du compris 2 v. 36 p. de pat. à 6 l. T. nl. 4 l. 8 s. 10 d. en tout 42 l. 2 d. — 42 l. 2 d. ; 26 l. 50 s. 1 d. ; 28 l. 10 s. 1 d. ; 96 l. 6 s. 4 d. ; 10 l. 4 s. 11 d.

126. Louis Lefrançois, domestique, t. nl. 6 d. — 6 d. ; 3 d. ; 3 d. ; 1 s. ; 3 d.

127. Louis Parent, a de propre 1 v. de mas. à 16 l., 20 p. à 12 l. 12 v. 4 p. de lab. à 4 l. 3 l. 15 s. T. nl. 3 s. 6 d. en tout 1 l. 18 s. 6 d. — 1 l. 18 s. 6 d. ; 1 l. 3 s. 11 d. ; 1 l. 6 s. 8 d. ; 4 l., 9 s. 3 d. ; 9 s. 6 d.

128. Louis Perotte fils, journalier, a de propre 2 v. 4 p. de mas. à 16 l. 2 v. de lab. à 4 l., 2 l. 1 s. 7 d. T. nl. 5 s., en tout 2 l. 6 s. 7 d. — 2 l. 6 s. 7 d. ; 1 l. 9 s. 1 d. ; 1 l. 12 s. 9 d. ; 5 l. 9 s. 5 d. ; 11 s. 4 d.

129. Louis Parent fils, journalier, t. nl. 6 d. — 6 d. ; 3 d. ; 3 d. ; 1 s. ; 3 d.

130. Louis Quinquet fils, t. nl. 6 d. — 6 d. ; 3 d. ; 3 d. ; 1 s. ; 3 d.

131. Louis Ruault, marchand, par acquêt 22 p. de mas. à 16 l., 1 v. 27 p. de lab. à 8 l., 36 p. à 4 l., 33 p. de bois taillis 1 l. 16 s. 9 d. pour moitié de la ferme de Jacques d'Auvergny, qu'il tient

avec Antoine son frère, à la ligne duquel cette ferme est détaillée, 9 l. 12 s. T. nl. 1 l. 5 s. 9 d., en tout 12 l. 14 s. 6 d. — 12 l. 14 s. 6 d. ; 7 l. 19 s. 11 d. ; 8 l. 9 s. 8 d. ; 29 l. 4 s. 3 d. ; 3 l. 2 s. 6 d.

132. Louis Rouvin fils, a de propre 1 a. 32 p. de mas. à 16 l., 1 a. 2 v. 19 p. à 12 l., 2 a. 10 p. de lab. à 8 l., 9 a. 2 p. à 4 l., 1 a. 5 p. à 2 l. 3 v. 11 p. de bois taillis, 4 a. 3 v. 3 p. de bruyères à 2 l. 21 l. 18 s. 10 d. t. nl. 2 l. 10 s. 4 d. en tout 24 l. 19 s. 2 d. — 24 l. 19 s. 2 d. ; 15 l. 15 s. 10 d. ; 16 l. 12 s. 9 d. ; 57 l. 8 s. 9 d. ; 6 l. 2 s. 8 d.

133. Louis Vallet, journalier, a de propre 29 p. de mas. à 16 l. 29 a. à 12 l., 1 a. 23 p. de lab. à 4 l., compris l'augmentation de 2 v. 36 p. de Guérin, 1 l. 18 s. 7 d. T. nl. 4 s. 3 d., en tout 2 l. 2 s. 10 d. — 2 l. 2 s. 10 d. ; 1 l. 6 s. 9 d. ; 1 l. 8 s. 9 d. ; 4 l. 18 s. 4 d. ; 10 s. 6 d.

134. M. le curé de la première portion, 1 a. de mas. à 16 l. 1 v. 30 p. à 12 l., 1 a. de lab. à 4 l., 2 v. de lab. à 8 l., 5 l. 17 s. T. nl. 14 s., en tout 6 l. 11 s. — 6 l. 11 s. ; 4 l. 1 s. 10 d. ; 4 l. 8 s. 4 d. ; 15 l. 1 s. 2 d. ; 1 l. 11 s. 8 d.

135. Les faisant valoir de la seconde portion, pour 2 v. 2 p. de mas. à 16 l. 1 a. 2 v. 31 p. d'herbage à 12 l., 15 p. de lab. à 4 l., 5 l. 15 s. 10 d., plus pour la dime de la dite portion 52 l. 5 s., en vertu de la signification faite au général par Nicolas Trouvé, ci-devant mentionnée. T. nl. — 58 l. 15 s. 4 d. ; 36 l. 12 s. 7 d. ; 39 l. 4 s. 2 d. ; 134 l. 12 s. 1 d. ; 14 l. 13 s. 9 d.

136. M. le curé de la seconde portion, n'ayant bien, pour t. nl. 6 d. — 6 d. ; 3 d. ; 3 d. ; 1 s. ; 3 d.

137. Marin Brion, journalier, a de propre 20 p. de mas. à 16 l., 8 s. T. nl. 9 d., en tout 8 s. 9 d. — 8 s. 9 d. ; 5 s. 6 d. ; 5 s. 11 d. ; 1 l. 3 d. ; 2 s. 1 d.

138. Michel Parent, sans bien, t. nl. 6 d. — 6 d. ; 3 d. ; 3 d. ; 4 s. ; 3 d.

139. Michel Vallée, journalier, a de propre 13 p. de jardin à 16 l. 3 v. 30 p. à 12 l. 1 a. 37 p. de lab. à 8 l., compris l'augmentation de 2 v. 20 p. d'acquêt de François Gouhier, 2 a. 2 v. 16 p. à 4 l., compris aussi l'augmentation de 1 a. d'acq. du dit Gouhier, 1 a. 2 v. 17 p. à 2 l., 15 p. de bois taillis, 7 l., 6 s. 4 d. T. nl.

17 s. en tout 8 l. 3 s. 4 d. — 8 l. 3 s. 4 d. ; 5 l. 2 s. 3 d. ; 5 l. 9 s. 3 d. ; 18 l. 14 s. 10 d. ; 1 l. 19 s. 9 d.

140. Nicolas Gontier fils, laboureur à de propre 2 v. de mas. à 16 l., 1 v. 31 p. à 12 l., 2 a. de lab. à 8 l., 1 a. 20 p. à 4 l., déduction faite d'un a. cert. 3 a. à 2 l. 1 a. 2 v. 24 p. de bois taillis à 6 l. l'acre, 9 l. 18 s. 11 d. T. nl. 1 l., 2 s. 3 d. en tout 11 l. 1 s. 2 d. — 11 l. 1 s. 2 d. ; 6 l. 8 s. 2 d. ; 7 l. 7 s. 5 d. ; 24 l. 16 s. 9 d. ; 2 l. 13 s. 9 d.

141. Nicolas Fertey, journalier, a de propre 2 v. 13 p. de mas. à 12 l., 1 a. 1 v. de lab. à 4 l., 1 v. 5 p. à 2 l., 2 l. 10 s. 2 d. T. nl. 6 s. en tout 2 l. 16 s. 2 d. — 2 l. 16 s. 2 d. ; 1 l. 15 s. 2 d. ; 1 l. 17 s. 5 d. ; 6 l. 8 s. 9 d. ; 13 s. 9 d.

142. Nicolas Marais fils, journalier, t. nl. 6 d. — 6 d. ; 3 d. ; 3 d. ; 1 s. ; 3 d.

143. Nicolas Pottier fils, maréchal, a de propre de lab. 30 p. à 8 l., plus d'acquet de François Pottier, son frère, 1 v. de lab. à 8 l., et 1 v. à 4 l., 18 s., de la succession de son père pour le tiers dont la totalité consiste en 1 v. 16 p. de mas. à 16 l., 32 p. de pat. à 6 l., 1 a. 28 p. de lab. à 8 l., 30 p. à 4 l., 1 v. 39 p. à 2 l., 1 v. 31 p. de bois taillis, 1 l. 7 s. 6 d. T. nl. 5 s. 4 d. en tout 2 l. 10 s. 10 d. — 2 l. 10 s. 10 d. ; 1 l. 11 s. 9 d. ; 1 l. 13 s. 11 d. ; 5 l. 16 s. 6 d. ; 12 s. 6 d.

144. Nicolas Quinquet fils, t. nl. — 6 d. ; 3 d. ; 3 d. ; 1 s. ; 3 d.

145. Nicolas Trouvé, compagnon cloutier, a de propre 1 v. 20 p. de mas. à 16 l., 4 v. 23 p. à 12 l., 1 v. 8 p. de lab. à 8 l., 22 p. à 4 l., 1 v. 22 p. à 2 l., 2 l. 17 s. 10 d., plus pour l'occupation de la grosse dîme, dependant de l'abbaye de Saint-Evrault, 219 l. 8 s. T. nl. 6 s. en tout 222 l. 11 s. 10 d. — 222 l. 11 s. 10 d. ; 139 l. 9 s. 4 d. ; 148 l. 8 s. 11 d. ; 510 l. 1 s. 1 d. ; 54 l. 5 s. 10 d.

146. Paul Trouvé, t. nl. 6 d. — 6 d. ; 3 d. ; 3 d. ; 1 s. ; 3 d.

147. Paul Vitrouil, laboureur, a de propre 1 a. 30 p. de mas. à 16 l., 1 a. 30 p. à 12 l., 33 p. de pat. à 6 l., 2 v. 26 p. de pré de noë, 3 a. 3 v. 36 p. de lab. à 8 l., 7 a. à 4 l., 1 a. 1 v. 28 p. à 2 l., 1 v. 12 p. de bruyère à 2 l. 2 a. 3 v. 12 p. de bois taillis, à 6 l., compris l'augmentation de 3 v. sur la déclaration de Nicolas, son frère, 24 l. 5 s. 10 d. à de ferme de M. de Quairon, 1 a. 1 v. 27 p. de mas. à 16 l., 3 a. 1 v. 27 p. à 12 l., 6 a. 2 v. 18 p. de pat.

à 6 l. 1 a. 2 v. 5 p. à 4 l. 3 a. 15 p. de pré de Noë, 41 a. 2 v. 16 p. de lab. à 8 l. 17 a. 19 p. à 4 l. 3 a. 2 v. 2 p. de bois taillis, 2 a. 3 v. 36 p. de bruyères à 2 l., 112 l. 9 s. 5 d. T. nl. 16 l., 2 s., en tout 152 l. 17 s. 3 d. — 152 l. 17 s. 3 d. ; 95 l. 10 s. 9 d. ; 101 l. 19 s. 2 d. ; 350 l. 7 s. 2 d. ; 370 l. 2 s. 7 d.

148. Pierre Agis fils, t. nl. 6 d. — 6 d. ; 3 d. ; 3 d. ; 1 s. ; 3 d.

149. Pierre Agis fils, Jacques, t. nl. 6 d. — 6 d. ; 3 d. ; 3 d. ; 1 s. ; 3 d.

150. Pierre Agis fils, Jean, boulanger, a de propre 1 a. 1 v. 11 p. de mas. à 16 l., 3 v. 3 p. de pat. à 6 l., 1 a. 37 p. à 8 l., 6 a. 2 v. 22 p. à 4 l., 1 a. 2 v. 20 p. à 2 l., 2 v. de bois taillis, plus augmenté d'acquêt de Jean Rosey, 1 v. 30 p. à 4 l., 1 v. 6 p. d'acquêt de Pierre Blanchet, 14 l. 5 s. 5 d. T. nl. 1 l. 2 s. 4 d. en tout 15 l. 7 s. 9 d. — 15 l. 7 s. 9 d. ; 9 l. 12 s. 3 d. ; 10 l. 6 s. 5 d. ; 35 l. 6 s. 5 d. ; 3 l. 15 s.

151. Pierre Blanchard, journalier, a de propre 1 v. 4 p. de mas. à 16 l., 17 s. 7 d. T. nl. 1 s. 6 d. en tout 19 s. 1 d. — 19 s. 1 d. ; 11 s. 10 d. ; 12 s. 8 d. ; 2 l. 3 s. 7 d. ; 4 s. 8 d.

152. Pierre Bobet a de propre d'acquêt de Vavasseur, 2 v. 11 p. de lab. à 4 l., diminuée de 29 p. suivant son arpentage, 9 s. 6 d. T. nl. 1 s. en tout 10 s. 6 d. — 10 s. 6 d. ; 6 s. 9 d. ; 7 s. 2 d. ; 1 l. 4 s. 5 d. ; 2 s. 6 d.

153. Pierre Deschamps, menuisier, a de propre pour lui et ses frères, 30 p. de mas. à 16 l., 1 v. 16 p. à 12 l., 3 v. de lab. à 8 l. 1 v. 22 p. à 4 l., 3 l. 19 s. T. nl. 6 s. 9 d. en tout 3 l., 5 s. 9 d. — 3 l. 5 s. 9 d. ; 2 l. 1 s. ; 2 l. 4 s. 10 d. ; 7 l. 11 s. 7 d. ; 15 s. 11 d.

154. Pierre Gire, domestique, a de propre 25 p. de mas. à 16 l. 10 s. T. nl. 1 s. 3 d., en tout 11 s. 3 d. — 11 s. 3 d. ; 7 s. ; 7 s. 6 d. ; 1 l. 5 s. 9 d. ; 2 s. 8 d.

155. Pierre Gire fils Gaspard, domestique, a de propre 1 v. 23 p. de mas. à 16 l., 1 v. 23 p. à 12 l., 1 a. 1 v. 16 p. de lab. à 4 l., compris l'augmentation de 1 v. d'acquêt de Vavasseur, 3 l. 5 s. 8 d. T. nl. 7 s. en tout 3 l. 12 s. 8 d. — 3 l. 12 s. 8 d. ; 2 l. 5 s. 11 d. ; 2 l. 9 s. 5 d. ; 8 l. 8 s. ; 17 s. 6 d.

156. Pierre Gire fils, Henry, a de propre 10 p. de pré, 15 p. de pat. à 6 l., 13 p. de lab. à 8 l., 2 v. 32 p. à 4 l., 1 v. 1 p. à 2 l.,

33 p. de bois taillis, 1 l. 5 s. T. nl. 3 s., en tout 1 l. 8 s. — 1 l. 8 s. ; 17 s. 5 d. ; 18 s. 8 d. ; 3 l. 4 s. 1 d. ; 6 s. 11 d.

157. Pierre Deschamps, journalier, a de propre 1 v. 31 p. de pat. à 6 l. 10 s. 7 d. T. nl. 1 s. 3 d., en tout 11 s. 10 d. — 11 s. 10 d. ; 7 s. 4 d. ; 7 s. 10 d. ; 1 l. 7 s. ; 4 s. 10 d.

158. Pierre Gire, fils Nicolas, a de propre 1 v. 16 p. de mas. à 16 l. 1 l. 2 s. 5 d. T. nl. 2 s. 3 d. en tout 1 l. 4 s. 8 d. — 1 l. 4 s. 8 d. ; 15 s. 4 d. ; 16 s. 5 d. ; 2 l. 16 s. 5 d. ; 5 s. 11 d.

159. Pierre Gire, fils François, journalier, a de propre 25 p. de mas. à 16 l. 13 p. de pat. à 6 l., 6 p. de pré, 1 a. 34 p. de lab. à 8 l. 25 p. à 4 l., 23 p. à 2 l. 2 l. 15 s. 8 d. T. nl. 6 s. 4 d. en tout 3 l. 2 s. — 3 l. 2 s. ; 1 l. 18 s. 9 d. ; 2 l. 2 s. 8 d. ; 7 l. 3 s. 5 d. ; 15 s. 3 d.

160. Pierre Houdiard, a de propre au nom de sa femme 2 v. 17 p. de mas. à 16 l., 30 p. de pat. à 6 l., 3 v. 18 p. de lab. à 8 l., 3 v. 10 p. à 4 l. et 1 v. de bois taillis, 4 l. 9 s. 11 d. T. nl. 9 s. 6 d. en tout 4 l. 19 s. 5 d. — 4 l. 19 s. 5 d. ; 3 l. 2 s. ; 3 l. 6 s. 3 d. ; 11 l. 7 s. 8 d. ; 19 s. 6 d.

161. Pierre-Jacques Perotte, pour la ferme du Plessis, cont. 5 a. 3 v. 12 p. de mas. à 16 l. 7 a. à 12 l. 6 a. 1 v. 31 p. de pré de noë, 43 a. 3 v. 8 p. à 4 l., 22 a. 3 v. 25 p. de bois taillis, 3 a. 1 v. 22 p. de pat. à 6 l. 2 a. 38 p. de bruyères, à 4 l. 3 a. 16 v. 36 p. à 2 l., 184 l. 19 s. 4 d. T. nl. 22 l., 10 d., en tout 207 l. 2 d. — 207 l. 2 d. ; 129 l. 7 s. 7 d. ; 138 l. 1 s. 5 d. ; 474 l. 9 s. 2 d. ; 49 l. 19 s. 6 d.

162. Pierre Lemperrière, a de propre 1 v. 13 p. de mas. à 12 l. 19 s. 11 d. T. nl. 2 s. 3 d., en tout 1 l. 2 s. 2 d. — 1 l. 2 s. 2 d. ; 13 s. 10 d. ; 15 s. 1 d. ; 2 l. 10 s. 1 d. ; 5 s. 4 d.

163. Pierre Lemattre et Jean, son frère, pour la ferme de M. de Parfontaine, cont. 5 a. 9 p. de mas. à 16 l. 3 a. 1 p. à 12 l. 9 a. 3 v. 7 p. de pat. et broussailles à 6 l. 10 a. de lab. à 8 l. 25 a. 3 v. 14 p. à 4 l., 10 a. 3 v. 14 p. à 2 l., 75 l. 9 s. T. nl. 9 l., 3 s., en tout 85 l. 2 s. — 85 l. 2 s. ; 53 l. 3 s. 9 d. ; 56 l. 14 s. 8 d. ; 195 l. 5 d. ; 20 l. 15 s. 4 d.

164. Pierre Palois fils, t. nl. 6 d. — 6 d. ; 3 d. ; 3 d. ; 1 s. ; 3 d.

165. Pierre Parent fils, t. nl. 6 d. — 6 d. ; 3 d. ; 3 d. ; 1 s. ; 3 d.

166. Pierre Perotte, fils Pierre, lab., a de propre 2 a. 2 v. 10

à 6 l. 1 a. 2 v. 5 p. à 4 l. 3 a. 15 p. de pré de Noë, 41 a. 2 v. 16 p. de lab. à 8 l. 17 a. 19 p. à 4 l. 3 a. 2 v. 2 p. de bois taillis, 2 a. 3 v. 36 p. de bruyères à 2 l., 112 l. 9 s. 5 d. T. nl. 16 l., 2 s., en tout 152 l. 17 s. 3 d. — 152 l. 17 s. 3 d. ; 95 l. 10 s. 9 d. ; 101 l. 19 s. 2 d. ; 350 l. 7 s. 2 d. ; 370 l. 2 s. 7 d.

148. Pierre Agis fils, t. nl. 6 d. — 6 d. ; 3 d. ; 3 d. ; 1 s. ; 3 d.

149. Pierre Agis fils, Jacques, t. nl. 6 d. — 6 d. ; 3 d. ; 3 d. ; 1 s. ; 3 d.

150. Pierre Agis fils, Jean, boulanger, a de propre 1 a. 1 v. 11 p. de mas. à 16 l., 3 v. 3 p. de pat. à 6 l., 1 a. 37 p. à 8 l., 6 a. 2 v. 22 p. à 4 l., 1 a. 2 v. 20 p. à 2 l., 2 v. de bois taillis, plus augmenté d'acquêt de Jean Rosey, 1 v. 30 p. à 4 l., 1 v. 6 p. d'acquêt de Pierre Blanchet, 14 l. 5 s. 5 d. T. nl. 1 l. 2 s. 4 d. en tout 15 l. 7 s. 9 d. — 15 l. 7 s. 9 d. ; 9 l. 12 s. 3 d. ; 10 l. 6 s. 5 d. ; 35 l. 6 s. 5 d. ; 3 l. 15 s.

151. Pierre Blanchard, journalier, a de propre 1 v. 4 p. de mas. à 16 l., 17 s. 7 d. T. nl. 1 s. 6 d. en tout 19 s. 1 d. — 19 s. 1 d. ; 11 s. 10 d. ; 12 s. 8 d. ; 2 l. 3 s. 7 d. ; 4 s. 8 d.

152. Pierre Bobet a de propre d'acquêt de Vavasseur, 2 v. 11 p. de lab. à 4 l., diminue de 29 p. suivant son arpentage, 9 s. 6 d. T. nl. 1 s. en tout 10 s. 6 d. — 10 s. 6 d. ; 6 s. 9 d. ; 7 s. 2 d. ; 1 l. 4 s. 5 d. ; 2 s. 6 d.

153. Pierre Deschamps, menuisier, a de propre pour lui et ses frères, 30 p. de mas. à 16 l., 1 v. 16 p. à 12 l., 3 v. de lab. à 8 l. 1 v. 22 p. à 4 l., 3 l. 19 s. T. nl. 6 s. 9 d. en tout 3 l., 5 s. 9 d. — 3 l. 5 s. 9 d. ; 2 l. 1 s. ; 2 l. 4 s. 10 d. ; 7 l. 11 s. 7 d. ; 15 s. 11 d.

154. Pierre Gire, domestique, a de propre 25 p. de mas. à 16 l. 10 s. T. nl. 1 s. 3 d., en tout 11 s. 3 d. — 11 s. 3 d. ; 7 s. ; 7 s. 6 d. ; 1 l. 5 s. 9 d. ; 2 s. 8 d.

155. Pierre Gire fils Gaspard, domestique, a de propre 1 v. 23 p. de mas. à 16 l., 1 v. 23 p. à 12 l., 1 a. 1 v. 16 p. de lab. à 4 l., compris l'augmentation de 1 v. d'acquêt de Vavasseur, 3 l. 5 s. 8 d. T. nl. 7 s. en tout 3 l. 12 s. 8 d. — 3 l. 12 s. 8 d. ; 2 l. 5 s. 11 d. ; 2 l. 9 s. 5 d. ; 8 l. 8 s. ; 17 s. 6 d.

156. Pierre Gire fils, Henry, a de propre 10 p. de pré, 15 p. de pat. à 6 l., 13 p. de lab. à 8 l., 2 v. 32 p. à 4 l., 1 v. 1 p. à 2 l.,

33 p. de bois taillis, 1 l. 5 s. T. nl. 3 s., en tout 1 l. 8 s. — 1 l. 8 s. ; 17 s. 5 d. ; 18 s. 8 d. ; 3 l. 4 s. 1 d. ; 6 s. 11 d.

157. Pierre Deschamps, journalier, a de propre 1 v. 31 p. de pat. à 6 l. 10 s. 7 d. T. nl. 1 s. 3 d., en tout 11 s. 10 d. — 11 s. 10 d. ; 7 s. 4 d. ; 7 s. 10 d. ; 1 l. 7 s. ; 4 s. 10 d.

158. Pierre Gire, fils Nicolas, a de propre 1 v. 16 p. de mas. à 16 l. 1 l. 2 s. 5 d. T. nl. 2 s. 3 d. en tout 1 l. 4 s. 8 d. — 1 l. 4 s. 8 d. ; 15 s. 4 d. ; 16 s. 5 d. ; 2 l. 16 s. 5 d. ; 5 s. 11 d.

159. Pierre Gire, fils François, journalier, a de propre 25 p. de mas. à 16 l. 13 p. de pat. à 6 l., 6 p. de pré, 1 a. 34 p. de lab. à 8 l. 25 p. à 4 l., 23 p. à 2 l. 2 l. 15 s. 8 d. T. nl. 6 s. 4 d. en tout 3 l. 2 s. — 3 l. 2 s. ; 1 l. 18 s. 9 d. ; 2 l. 2 s. 8 d. ; 7 l. 3 s. 5 d. ; 15 s. 3 d.

160. Pierre Houdiard, a de propre au nom de sa femme 2 v. 17 p. de mas. à 16 l., 30 p. de pat. à 6 l., 3 v. 18 p. de lab. à 8 l., 3 v. 10 p. à 4 l. et 1 v. de bois taillis, 4 l. 9 s. 11 d. T. nl. 9 s. 6 d. en tout 4 l. 19 s. 5 d. — 4 l. 19 s. 5 d. ; 3 l. 2 s. ; 3 l. 6 s. 3 d. ; 11 l. 7 s. 8 d. ; 19 s. 6 d.

161. Pierre-Jacques Perotte, pour la ferme du Plessis, cont. 5 a. 3 v. 12 p. de mas. à 16 l. 7 a. à 12 l. 6 a. 1 v. 31 p. de pré de noë, 43 a. 3 v. 8 p. à 4 l., 22 a. 3 v. 25 p. de bois taillis, 3 a. 1 v. 22 p. de pat. à 6 l. 2 a. 38 p. de bruyères, à 4 l. 3 a. 16 v. 36 p. à 2 l., 184 l. 19 s. 4 d. T. nl. 22 l., 10 d., en tout 207 l. 2 d. — 207 l. 2 d. ; 129 l. 7 s. 7 d. ; 138 l. 1 s. 5 d. ; 474 l. 9 s. 2 d. ; 49 l. 19 s. 6 d.

162. Pierre Lemperrière, a de propre 1 v. 13 p. de mas. à 12 l. 19 s. 11 d. T. nl. 2 s. 3 d., en tout 1 l. 2 s. 2 d. — 1 l. 2 s. 2 d. ; 13 s. 10 d. ; 15 s. 1 d. ; 2 l. 10 s. 1 d. ; 5 s. 4 d.

163. Pierre Lemaitre et Jean, son frère, pour la ferme de M. de Parfontaine, cont. 5 a. 9 p. de mas. à 16 l. 3 a. 1 p. à 12 l. 9 a. 3 v. 7 p. de pat. et broussailles à 6 l. 10 a. de lab. à 8 l., 25 a. 3 v. 14 p. à 4 l., 10 a. 3 v. 14 p. à 2 l., 75 l. 9 s. T. nl. 9 l., 3 s., en tout 85 l. 2 s. — 85 l. 2 s. ; 53 l. 3 s. 9 d. ; 56 l. 14 s. 8 d. ; 195 l. 5 d. ; 20 l. 15 s. 4 d.

164. Pierre Palois fils, t. nl. 6 d. — 6 d. ; 3 d. ; 3 d. ; 1 s. ; 3 d.

165. Pierre Parent fils, t. nl. 6 d. — 6 d. ; 3 d. ; 3 d. ; 1 s. ; 3 d.

166. Pierre Perotte, fils Pierre, lab., a de propre 2 a. 2 v. 10

p. de mas. à 12 l. 11 a. de lab. à 8 l. 3 a. 1 v. à 4 l. 2 a. 1 v. 18 p. de bruyère, à 4 l. 28 l. 8 s. T. nl. 3 l. 5 s. 10 d., en tout 31 l. 13 s. 10 d. — 31 l. 13 s. 10 d. ; 19 l. 16 s. 3 d. ; 21 l. 3 s. 9 d. ; 72 l. 13 s. 9 d. ; 7 l. 13 s. 10 d.

167. Pierre Perotte, fils François, laboureur, a de propre 3 v. 10 p. de mas. à 16 l. 3 v. 10 p. à 12 l. 2 a. 1 v. 36 p. de lab. à 8 l. 5 a. 32 p. à 4 l. 12 l., 13 s. 5 d. T. nl. 1 l. 9 s. 7 d., en tout 14 l. 3 s. — 14 l. 3 s. ; 8 l. 16 s. 10 d. ; 9 l. 9 s. 8 d. ; 32 l. 9 s. 6 d. ; 3 l. 8 s. 40 d.

168. Pierre Pottier, a de fief de François Pottier, 20 p. de mas. à 16 l., 8 s. T. nl. 9 d., en tout 8 s. 9 d. — 8 s. 9 d. ; 5 s. 4 d. ; 5 s. 10 d. ; 19 s. 11 d. ; 2 s. 6 d.

169. Pierre Rosey, tailleur d'habits, a de propre 1 v. 3 p. de mas. à 16 l. 1 v. 3 p. à 12 l., 1 l. 10 s. 1 d. T. nl. 3 s. 5 d., en tout 1 l. 13 s. 8 d. — 1 l. 13 s. 8 d. ; 1 l. 10 d. ; 1 l. 2 s. 5 d. ; 3 l. 16 s. 11 d. ; 7 s. 3 d.

170. Pierre Agis, fils Jacques, a de propre 1 v. 21 p. de mas. à 16 l. 3 a. 1 v. 16 p. de lab. à 4 l., 20 p. de bois taillis, 1 a. de lab. à 2 l., des bruyères du Val, par lui défrichées en 1787, plus d'acq. de Louis Agis, son frère, 1 v. 20 p. à 4 l. 4 l. 15 s. de la succession d'André, son frère, détaillée à la ligne de Jacques, son frère, 15 s. 6 d. T. nl. 12 s. 9 d., en tout 6 l. 3 s. 3 d. — 6 l. 3 s. 3 d. ; 3 l. 17 s. ; 4 l. 3 s. 2 d. ; 14 l. 3 s. 5 d. ; 1 l. 9 s. 9 d.

171. Pierre Rosey fils, t. nl. 6 d. — 6 d. ; 3 d. ; 3 d. ; 1 s. ; 3 d.

172. Pierre Ruault, fils, a de propre 33 p. de mas. à 16 l., 33 p. à 12 l., 1 v. 4 p. de pat. à 6 l., 2 v. 4 p. à 4 l., 27 p. de lab. à 8 l. 1 v. 28 p. à 4 l., 4 a. 2 v. 32 p. à 2 l., 3 v. 25 p. de bois taillis, à 6 l., 5 l. 10 s. 10 d. T. nl. 12 s. 5 d., en tout 6 l. 3 s. 3 d. — 6 l. 3 s. 3 d. ; 3 l. 17 s. ; 4 l. 2 s. 2 d. ; 14 l. 1 s. 6 d. ; 3 l. 9 s. 9 d.

173. Pierre Rattier, sans bien.

174. Salomon Perrotte fils, t. nl. 6 d. — 6 d. ; 3 d. ; 3 d. ; 1 s. ; 3 d.

175. Sébastien Rosey, tailleur, a de propre 31 p. de mas. à 16 l. 2 v. 7 p. de pat. à 6 l., 1 a. 1 v. 15 p. de lab. à 4 l., 1 a. 1 v. 18 p. à 2 l., 2 l. 17 s. 10 d. T. nl. 6 s. 3 d., en tout 31 l. 4 s. 1 d. — 3 l. 4 s. 1 d. ; 2 l. ; 2 l. 2 s. 9 d. ; 7 l. 6 s. 10 d. ; 15 s. 8 d.

176. La veuve François Gire, l'ainé, charpentier, faisant valoir les fonds de feu son mari, a de propre 25 p. de mas. à 16 l., 13 p. de pat. à 6 l., 6 p. de pré, 1 a. 1 v. 14 p. de lab. à 8 l., 1 v. 35 p. à 4 l., 51 p. à 2 l., 3 l. 6 s. 1 d. T. nl. 7 s. 1 d., en tout 3 l. 13 s. 3 d. — 3 l. 13 s. 3 d. ; 2 l. 5 s. 9 d. ; 2 l. 8 s. 10 d. ; 8 l. 7 s. 10 d. ; 17 s. 9 d.

177. La veuve François Marais, a de propre de son chef 2 v. de mas. à 16 l. 35 p. à 12 l. 1 a. 25 p. de lab. à 8 l. 28 p. de bois taillis, 4 l., 3 s. 8 d. T. nl. 7 s. 3 d., en tout 4 l. 10 s. 11 d. — 4 l. 10 s. 1 d. ; 2 l. 16 s. 10 d. ; 3 l. 1 s. 7 d. ; 10 l. 9 s. 4 d. ; 1 l. 1 s. 11 d.

178. Pierre Thierry, a de propre 2 v. 32 p. de mas. à 16 l., 1 a. 2 v. 20 p. à 12 l., compris l'augmentation d'acquêt de Nicolas Vitouil, 1 a. 1 v. 3 p. de pré de noë, à 8 l., 2 a. 1 v. 13 p. de lab. à 8 l., 3 a. 2 v. 13 p. à 4 l., 3 a. 25 p. à 2 l., 3 v. 27 p. de bois taillis à 6 l. 3 v. 18 p. de bruyères du bois de Geey, à 2 l., 17 l. 9 s. 4 d. plus d'acquêt, une vergée de bois taillis, venant de François Pottier, mentionnée à la cote de Nicolas, son frère, 6 s. T. nl. 2 l. 4 d., en tout 19 l. 15 s. 8 d. — 19 l. 15 s. 8 d. ; 12 l. 7 s. 3 d. ; 13 l. 11 s. 9 d. ; 45 l. 14 s. 8 d. ; 4 l. 16 s. 7 d.

II. — OCCUPANS

fixés aux 4 s. pour livre comme les autres propriétaires naturels imposés.

179. Antoine de la Haye père, pour 1 a. 3 p. de labour, à 4 l. l'ac., faisant partie de sa ferme sur le Sap, 16 s. 4 d. — 16 s. 4 d. ; 10 s. 2 d. ; 10 s. 1 d. ; 1 l. 17 s. 4 d. ; 4 s. 2 d.

180. Antoine Delahaye, du Sap, occupant les fonds de M^e Charles Hue, prêtre, et de la veuve et défunt Pierre Hue, dont il a épousé une des filles, consistant en 2 v. 35 p. de mas. à 16 l., 2 v. 35 p. à 12 l., 1 v. 10 p. de pat. à 6 l., 2 a. 4 p. de lab. à 8 l., 5 a. 36 p. à 4 l., 6 a. 23 p. à 2 l., 2 v. 10 p. de bois taillis, jouissant de tous les fonds ci-dessus, même de ceux dont jouissait Jean Quatravaux, son beau-frère, 14 l. 11 s. 1 d. pour 2 v. de lab. d'acquêt de François Amiard, à 4 l. plus 1 v. 20 p. d'acq.

p. de mas. à 12 l. 11 a. de lab. à 8 l. 3 a. 1 v. à 4 l. 2 a. 1 v. 18 p. de bruyère, à 4 l. 28 l. 8 s. T. nl. 3 l. 5 s. 10 d., en tout 31 l. 13 s. 10 d. — 31 l. 13 s. 10 d. ; 19 l. 16 s. 3 d. ; 21 l. 3 s. 9 d. ; 72 l. 13 s. 9 d. ; 7 l. 13 s. 10 d.

167. Pierre Perotte, fils François, laboureur, a de propre 3 v. 10 p. de mas. à 16 l. 3 v. 10 p. à 12 l. 2 a. 1 v. 36 p. de lab. à 8 l. 5 a. 32 p. à 4 l. 12 l., 13 s. 5 d. T. nl. 1 l. 9 s. 7 d., en tout 14 l. 3 s. — 14 l. 3 s. ; 8 l. 16 s. 10 d. ; 9 l. 9 s. 8 d. ; 32 l. 9 s. 6 d. ; 3 l. 8 s. 40 d.

168. Pierre Pottier, a de fief de François Pottier, 20 p. de mas. à 16 l., 8 s. T. nl. 9 d., en tout 8 s. 9 d. — 8 s. 9 d. ; 5 s. 4 d. ; 5 s. 10 d. ; 19 s. 11 d. ; 2 s. 6 d.

169. Pierre Rosey, tailleur d'habits, a de propre 1 v. 3 p. de mas. à 16 l. 1 v. 3 p. à 12 l., 1 l. 10 s. 1 d. T. nl. 3 s. 5 d., en tout 1 l. 13 s. 8 d. — 1 l. 13 s. 8 d. ; 1 l. 10 d. ; 1 l. 2 s. 5 d. ; 3 l. 16 s. 11 d. ; 7 s. 3 d.

170. Pierre Agis, fils Jacques, a de propre 1 v. 21 p. de mas. à 16 l. 3 a. 1 v. 16 p. de lab. à 4 l., 20 p. de bois taillis, 1 a. de lab. à 2 l., des bruyères du Val, par lui défrichées en 1787, plus d'acq. de Louis Agis, son frère, 1 v. 20 p. à 4 l. 4 l. 15 s. de la succession d'André, son frère, détaillée à la ligne de Jacques, son frère, 15 s. 6 d. T. nl. 12 s. 9 d., en tout 6 l. 3 s. 3 d. — 6 l. 3 s. 3 d. ; 3 l. 17 s. ; 4 l. 3 s. 2 d. ; 14 l. 3 s. 5 d. ; 1 l. 9 s. 9 d.

171. Pierre Rosey fils, t. nl. 6 d. — 6 d. ; 3 d. ; 3 d. ; 1 s. ; 3 d.

172. Pierre Ruault, fils, a de propre 33 p. de mas. à 16 l. 33 p. à 12 l., 1 v. 4 p. de pat. à 6 l., 2 v. 4 p. à 4 l., 27 p. de lab. à 8 l. 1 v. 28 p. à 4 l., 4 a. 2 v. 32 p. à 2 l., 3 v. 25 p. de bois taillis, à 6 l., 5 l. 10 s. 10 d. T. nl. 12 s. 5 d., en tout 6 l. 3 s. 3 d. — 6 l. 3 s. 3 d. ; 3 l. 17 s. ; 4 l. 2 s. 2 d. ; 14 l. 1 s. 6 d. ; 3 l. 9 s. 9 d.

173.

174.

1 s. ;

175.

16 l.

18 p.

3 l. 4

de
s.

e
;

de
s.

propre
à 4 l.,
s. 4 d. ;

propre 1 v.
l., et 3 v. de
11 s. 8 d. ;

de Nicolas Vitrouil à 4 l. 14 s. en tout 19 l. 5 s. — 19 l. 5 s. ; 12 l. 1 s. 7 d. ; 12 l. 16 s. 8 d. ; 44 l. 3 s. 3 d. ; 4 l. 12 s. 4 d.

181. Alexandre Dumesnil, maître de poste, occupe en propre 4 a. 3 v. 32 p. de bruyère, à 4 l. 4 a. 18 p. à 2 l. 1 a. 28 p. de pré de noë, à 8 l., 4 a. de lab. à 8 l., 10 a. 32 p. à 4 l., 1 a. 2 v. 32 p. de bois taillis, 24 l. 17 s. 4 d. 24 l. 10 s. 4 d. — 24 l. 17 s. 4 d. ; 15 l. 10 s. 10 d. ; 16 l. 11 s. 7 d. ; 56 l. 19 s. 9 d. ; 6 l. 1 s. 3 d.

182. Charles Corbière, marchand, au Sap, occupe 1 a. 1 v. 24 p. de mas. à 12 l., 1 a. 17 p. de pat. à 6 l., 1 a. 34 p. de lab. à 4 l. 5 l., 11 s. — 5 l. 11 s. ; 3 l. 9 s. 5 d. ; 3 l. 15 s. ; 12 l. 15 s. 5 d. ; 1 l. 4 s. 6 d.

183. Charles Jamot, de Saint-Germain-d'Aulnay, occupait 1 v. 30 p. de bois taillis, 11 p. 1/2 de mas. à 16 l., 15 s. 5 d. — 15 s. 5 d. ; 9 s. 7 d. ; 11 s. 3 d. ; 1 l. 16 s. 3 d. ; 3 s. 9 d.

184. François Amiard fils, occupait en propre 1 v. de lab. à 8 l., 2 v. 24 p. à 4 l., 2 a. 6 p. à 2 l., en tout 1 l. 14 s. 9 d. — 1 l. 14 s. 9 d. ; 1 l. 1 s. 9 d. ; 1 l. 2 s. 6 d. ; 3 l. 9 s. ; 8 s. 6 d.

185. — François Beauvain et son frère occupent en propre 3 v. 18 p. de lab. à 4 l., 13 s. 10 d. — 13 s. 10 d. ; 8 s. 7 d. ; 9 s. 2 d. ; 1 l. 11 s. 7 d. ; 3 s. 4 d.

186. François Gilain fils, occupe en propre 1 v. 35 p. de lab. à 2 l., 3 s. 9 d. — 3 s. 9 d. ; 2 s. 3 d. ; 2 s. 6 d. ; 8 s. 6 d. ; 10 d.

187. François Hébert, occupe en propre 3 v. 21 p. de lab, à 4 l., 14 s. — 14 s. ; 8 s. 8 d. ; 9 s. 4 d. ; 1 l. 12 s. ; 3 s. 5 d.

188. François Lemoine, de Neuville, occupe en propre 26 p. de bruyères du bois du Gay, pour moitié des impositions des fonds de feu Jean Lecomte, qui cons. en total en 1 v. 5 p. de mas. à 16 l. 1 v. 18 p. à 12 l. 13 p. de pat. à 6 l. 38 p. 1/2 de pré de noë, 1 v. 24 p. de lab. à 8 l., 11 p. 1/2 de bois taillis, pour moitié de l'imposition du tout 1 l. 9 s. 9 d.

189. François Renaut, occupe en propre 1 a. de lab. à 8 l. 1 l. 12 s. — 1 l. 12 s. ; 1 l. ; 1 l. 1 s. 4 d. ; 3 l. 13 s. 4 d. ; 7 s. 9 d.

190. François Verson, du Sap, occupe en propre d'acquêt de François Giré, 2 v. de lab. 2 l., 4 s. — 4 s. ; 2 s. 5 d. ; 2 s. 8 d. ; 9 s. 1 d. ; 1 s.

191. François Pitard, de Verneusse, occupe en propre 42 p. de lab. à 2 l., 2 s. — 2 s. ; 1 s. 3 d. ; 1 s. 4 d. ; 4 s. 7 d. ; 6 d.

192. Gilles Motte, occupe en propre 3 v. 31 p. 1/2 de lab. à 4 l., 13 s. 2 d. — 13 s. 2 d. ; 8 s. 2 d. ; 8 s. 9 d. ; 11. 10 s. 1 d. ; 3 s. 2 d.

193. Jacques Benard, de Ternant, occupe en propre 1 v. 35 p. de lab. à 4 l., 7 s. 6 d. — 7 s. 6 d. ; 4 s. 7 d. ; 5 s. ; 17 s. 1 d. ; 1 s. 10 d.

194. Jacques Gislain, occupe en propre 37 p. de pat. à 6 l., 5 s. 5 d. — 5 s. 5 d. ; 3 s. 4 d. ; 3 s. 7 d. ; 12 s. 4 d. ; 1 s. 4 d.

195. Jean Urset, du Donet-Arthus, occupe en propre 1 a. de lab. à 8 l., 1 l. 12 s. — 1 l. 12 s. ; 1 l. ; 1 l. 1 s. 4 d. ; 3 l. 13 s. 4 d. ; 7 s. 9 d.

196. Jacques Perotte, de Heugon, occupe en propre 3 v. 20 p. de mas. à 16 l., 3 v. 20 p. à 12 l., 1 a. 3 v. 37 p. de lab. à 8 l., 3 a. 1 v. 27 p. à 4 l., compris l'augmentation de 1 v. 20 p. d'acq. de Vavasseur, 2 v. de bois taillis, 11 l. 8 s. 1 d. — 11 l. 8 s. 1 d. ; 7 l. 2 s. 6 d. ; 7 l. 13 s. 1 d. ; 26 l. 3 s. 8 d. ; 2 l. 15 s. 8 d.

197. Jean Cally, du Sap, occupe en propre 1 a. 35 p. de bois taillis, 1 l. 9 s. 5 d. — 1 l. 9 s. 5 d. ; 18 s. 3 d. ; 19 s. 7 d. ; 3 l., 7 s. 3 d. ; 7 s. 3 d.

198. Jean Le Comte, occupe en propre 2 p. de lab. à 8 l. d'acq. de Louis Le Comte, 2 v. 33 p. à 2 l., 2 v. 33 p. de bois taillis, 1 l. 2 s. 8 d. — 1 l. 2 s. 8 d. ; 14 s. 1 d. ; 15 s. 5 d. ; 2 l. 12 s. 2 d. ; 5 s. 6 d.

199. Jean Le Comte, occupe en propre à la représentation de Jean Le Dartre, 1 v. 17 p. de lab. à 4 l., 5 s. 9 d. — 5 s. 9 d. ; 3 s. 4 d. ; 3 s. 7 d. 12 s. 8 d. ; 1 s. 5 d.

200. Jean Mourier, de Heugon, occupe en propre 1 v. 8 p. de lab. à 4 l., et 2 v. de bois taillis, 16 s. 10 d. — 16 s. 10 d. ; 10 s. 5 d. ; 11 s. 3 d. ; 1 l. 18 s. 6 d. ; 4 s. 2 d.

201. Jean Dosey fils, tailleur d'habits à Heugon, en propre 1 v. 26 p. à 2 l., déduction faite de 1 v. 30 p. de lab. à 4 l., portée à la ligne de Pierre Agis, boulanger, 3 s. 4 d. — 3 s. 4 d. ; 2 s. ; 2 s. 2 d. ; 9 s. 6 d. ; 10 d.

202. La veuve Jacques Gire, du Donet, occupe en propre 1 v. 10 p. de pat. à 6 l., 22 p. de lab. à 8 l., 2 v. 29 p. à 4 l., et 3 v. de bois taillis, 2 l. — 2 l. ; 1 l. 5 s. ; 1 l. 6 s. 8 d. ; 4 l. 11 s. 8 d. ; 9 s. 9 d.

203. Cally, fermier de M. Richer du Douet, occupe de propre 1 a. de lab. à 8 l., qui était portée à la ligne de Jean et François Urset, 1 l. 12 s. — 1 l. 12 s. ; 1 l. ; 1 l. 1 s. 4 d. ; 3 l. 13 s. 4 d. ; 7 s. 9 d.

204. Veuve Jean Morière, occupe en propre 36 p. de mas. à 16 l., 35 p. de lab. à 8 l., 1 a. 12 p. à 4 l., 36 p. à 2 l., 2 v. 11 p. 1/2 de bois taillis, 3 l. 14 s. 2 d. — 3 l. 14 s. 2 d. ; 1 l. 13 s. 9 d. ; 1 l. 16 s. 1 d. ; 6 l. 4 s. ; 13 s. 3 d.

205. Veuve Sébastien Agis, occupe en propre 23 p. de mas. à 16 l., 20 p. de lab. à 2 l., 10 s. — 10 s. ; 6 s. 3 d. ; 6 s. 8 d. ; 1 l. 2 s. 11 d. ; 2 s. 3 d.

206. Veuve Jean Hébert, occupe en propre 3 v. 30 p. de bois taillis, 1 l. 3 s. 1 d. — 1 l. 3 s. 1 d. ; 14 s. 4 d. ; 16 s. 5 d. ; 2 l. 13 s. 10 d. ; 5 s. 8 d.

207. Goupy, occupe en propre 3 v. 11 p. de lab. à 2 l., déduction faite d'un acre porté à la ligne de Duclos, boucher au Sap, à 2 l., 6 s. 5 d. — 6 s. 5 d. ; 4 s. ; 4 s. 3 d. ; 14 s. 8 d. ; 1 s. 7 d.

208. Les héritiers de Léonard Thierry, occupe en propre 20 p. de mas. à 12 l., 1 v. 20 p. de pat. à 6 l., 1 a. 1 v. 1 p. de lab. à 2 l., 1 l. 13 s. — 1 l. 13 s. ; 1 l. 7 d. ; 1 l. 3 d. ; 3 l. 16 s. 7 d. ; 7 s. 2 d.

209. Les héritiers de Nicolas Trigout, du Boscrenoul, occupe en propre 29 p. de mas. à 16 l. 18 p. de lab. à 2 l., déduction faite de 20 p. de mas. à 16 l., 25 p. de lab. à 2 l., 17 p. de bois taillis portées à la ligne de François Morain, 9 s. 7 d. — 9 s. 7 d. ; 5 s. 11 d. ; 6 s. 4 d. ; 1 l. 1 s. 10 d. ; 2 s. 4 d.

210. Louis Gire fils, charron, du Sap, occupe en propre de la succession de son père, 25 p. de mas. à 16 l., 13 p. de pat. à 6 l., 6 p. de pré, 1 a. 34 p. de lab. à 8 l., 1 v. 35 p. à 4 l., 1 v. 20 p. à 2 l. 3 l. 2 s. 6 d. — 3 l. 2 s. 6 d. ; 1 l. 19 s. ; 2 l. 2 s. 8 d. ; 7 l. 1 s. 2 d. ; 15 s. 3 d.

211. Léonard Dutheil, de Heugon, occupe en propre 1 a. 4 v. de lab. à 4 l., et 2 v. de bois taillis, déduction faite de 2 v. de lab. à 8 l., portées à la ligne de Jacques Agis, plus augmenté de 30 p. de mas. à 16 l., acquises de Henri Ruault, 2 l. 4 s. — 2 l. 4 s. ; 1 l. 7 s. 5 d. ; 1 l. 9 s. 4 d. ; 5 l. 9 d. ; 10 s. 9 d.

212. Deslondes, fermier des héritiers de M. Lamare, de

Belnoë, occupe en ferme 1 v. 20 p. de pré de noë, 12 a. 1 v. de lab. à 4 l. 3 v. 12 p. de bois taillis, 5 v. de pat. à 4 l., 12 l. 14 s. y compris d'acq. de Nicolas Vitrouille, 3 v. de lab. à 2 l., 12 l. 14 s. — 12 l. 14 s. ; 7 l. 18 s. 8 d. ; 8 l. 9 s. 6 d. ; 29 l. 2 s. 2 d. ; 3 l. 1 s. 9 d.

213. Asset, fermier des héritiers de M. Desmonts, occupe en ferme 1 a. de pat. à 6 l., 3 a. 3 v. 14 p. de lab. à 2 l., 3 v. de lab. à 4 l., 3 l. 6 s. 9 d. — 3 l. 6 s. 9 d. ; 2 l. 1 s. 8 d. ; 2 l. 4 s. 6 d. ; 7 l. 12 s. 11 d. ; 16 s. 3 d.

214. Les faisant valoir les fonds de Nicolas Bouillie, qui consiste en 1 v. 36 p. à 2 l., 3 l. 5 s. — 3 l. 5 s. ; 2 l. 7 s. ; 2 l. 3 s. 4 d. ; 7 l. 8 s. 11 d. ; 15 s. 9 d.

215. Clouet, de Paris, occupe 1 v. 30 p. de lab. à 8 l., 37 p. à 2 l., 15 s. 10 d. — 15 s. 10 d. ; 9 s. 10 d. ; 10 s. 7 d. ; 1 l. 17 s. 1 d. ; 3 s. 11 d.

216. Les faisant valoir les fonds de Michel Clouet, de Saint-Germain d'Aulnay, 20 p. de lab. à 8 l., 52 p. à 2 l., 6 s. 7 d. — 6 s. 7 d. ; 4 s. ; 4 s. 4 d. ; 14 s. 11 d. ; 1 s. 7 d.

217. Martin Mourier, occupe en propre 1 v. 31 p. de lab. à 4 l., 7 s. 4 d. — 7 s. 4 d. ; 4 s. 6 d. ; 5 s. 2 d. ; 17 s. ; 1 s. 11 d.

218. Mathurin Testu, dit les Marettes, occupe en propre 3 v. de lab. à 8 l., 1 a. 1 v. 16 p. à 4 l., 2 a. à 2 l., 3 l. 1 s. 7 d. — 3 l. 1 s. 7 d. ; 1 l. 18 s. 6 d. ; 2 l. 1 s. 5 d. ; 7 l. 1 s. 6 d. ; 14 s. 11 d.

219. M. Carpentier de Ternant, occupe en propre 2 a. 2 v. 35 p. de lab. à 4 l., 2 l. 3 s. 6 d. — 2 l. 3 s. 6 d. ; 1 l. 7 s. 4 d. ; 1 l. 9 s. 2 d. ; 4 l. 19 s. 9 d. ; 10 s. 9 d.

220. M. le marquis de Cairon, occupe en propre 2 v. de mas. et jardin à 16 l. 2 v. de pré et pat. à 8 l., 9 a. de bois taillis, 13 l. 4 s. — 13 l. 4 s. ; 8 l. 4 s. 11 d. ; 8 l. 16 s. ; 30 l. 4 s. 11 d. ; 3 l. 4 s. 1 d.

221. M. Hue, titulaire de la Chapelle du Vallet, occupe 1 a. de mas. à 12 l., 2 v. 14 p. de pat. à 6 l. 2 v. 19 p. de pré de noë, 1 a. 2 v. 35 p. de lab. à 2 l'a. 1 v. à 4 l., 5 l. — 5 l. ; 3 l. 3 s. 6 d. ; 3 l. 7 s. 8 d. ; 11 l. 9 s. 2 d. ; 1 l. 4 s. 3 d.

222. M. Lucas de Parfontaine, chevalier de Saint-Louis,

demeurant à Boucherolle, occupe 10 a. de bois taillis, 12 l. — 12 l. ; 7 l. 10 s. ; 8 l. 4 s. 3 d. ; 27 l. 11 s. 3 d. ; 2 l. 19 s. 6 d.

223. M. de Bocquencé de la Bastière, demeurant à Heugon, occupe 2 a. 2 v. 16 p. de pré de noë, 4 l. 3 s. 2 d. — 4 l. 3 s. 2 d. ; 2 l. 11 s. 11 d. ; 2 l. 15 s. 5 d. ; 9 l. 9 s. 6 d. ; 1 l. 4 d.

224. M. Leroy du Bourg, demeurant au Sap, occupe en propre 2 v. de lab. à 2 l., 2 a. 1 v. de bois taillis, 2 l. 18 s. — 2 l. 18 s. ; 1 l. 16 s. 2 d. ; 1 l. 18 s. 9 d. ; 6 l. 12 s. 11 d. ; 14 s. 3 d.

225. M^{me} Denvail de la Fontaine des Champs, demeurant au Sap, occupe 3 v. 10 p. de bois taillis, 19 s. 6 d. — 19 s. 6 d. ; 12 s. 1 d. ; 13 s. ; 2 l. 4 s. 7 d. ; 4 s. 8 d.

226. Noël Hurel, du Sap, occupe d'acq. de Pierre Beauvais, 3 v. de pré de Noë, 1 l. 4 s. — 1 l. 4 s. ; 14 s. 11 d. ; 16 s. ; 2 l. 14 s. 11 d. ; 5 s. 11 d.

227. Nicolas Vitrouille, ayant épousé la fille d'Envau, au nom de sa femme, 1 a. 1 v. 24 p. de mas. à 16 l. 2 v. 16 p. à 12 l., 3 a. 3 v. 36 p. de lab. à 8 l. 1 a. 36 p. à 4 l., 1 a. 2 v. 10 p. à 2 l., 3 v. 18 p. de bois taillis à 6 l. 14 l., 18 s. 5 d., de la succession de son père et d'acq. 1 a. 33 p. de lab. à 8 l., 1 a. 1 v. 29 p. à 4 l., 2 v. 8 p. de bruyères à 2 l., 3 l. 5 s. 11 d. de ferme de M. de Cairon, faisant partie de la ferme des Roches, située au Sap, 1 a. 9 p. de pré de noë, 8 a. 3 v. 36 p. de bois taillis, 12 l. 9 s. 10 d. 30 l., 14 s. — 30 l. 14 s. ; 19 l. 3 s. 8 d. ; 20 l. 8 s. 10 d. ; 70 l. 6 s. 6 d. ; 7 l. 9 s. 5 d.

228. Pierre Blanchet fils, de Heugon, occupe en propre 2 a. 2 v. de lab. à 4 l., déduction faite de 1 v. 6 p. portée à la ligne de Pierre Agis, 2 l. — 2 l. ; 1 l. 5 s. ; 1 l. 6 s. 8 d. ; 4 l. 11 s. 8 d. ; 9 s. 9 d.

229. Pierre Blanchet fils, de Heugon, occupe en propre 2 a. 2 v. 38 p. de lab. à 4 l., 2 l. 3 s. 10 d. — 2 l. 3 s. 10 d. ; 1 l. 7 s. 4 d. ; 1 l. 9 s. 3 d. ; 5 l. 5 d. ; 10 s. 9 d.

230. Pierre Fortin de Heugon, occupe en fief de la veuve Quatravaux 1 v. 20 p. de pat à 6 l., 2 v. de lab. à 4 l., 9 s. — 9 s. ; 5 s. 6 d. ; 6 s. ; 1 l. 6 d. ; 2 s. 3 d.

231. Pierre Vitrouil, occupe en propre tant de la succession de son père que d'acq. 1 v. 13 p. de mas. à 16 l., 1 v. 13 p. à

12 l., 2 v. de lab. à 8 l., 6 a. 19 p. à 4 l., 3 v. 8 p. à 2 l., 2 v. 34 p. de bois et 2 v. 9 p. de bruyères à 2 l., 8 l. 9 s. 6 d. — 8 l. 9 s. 6 d. ; 5 l. 11 s. 5 d. ; 5 l. 19 s. ; 20 l. 8 s. 11 d. ; 2 l. 3 s. 5 d.

232. Thomas Prée, de Heugon, occupe en propre 1 v. 17 p. de lab. à 4 l., 1 v. 14 p. à 2 l. 8 s. 5 d., tient à ferme de Jean Agis, de Cauvin, 1 v. 30 p. de mas. à 16 l., 20 p. à 12 l., 35 p. de pat à 6 l., 3 v. 20 p. de lab. à 8 l., 1 v. 2 p. à 4 l., 2 v. 20 p. de bois taillis, 4 l. 6 s. 6 d., en tout 4 l. 14 s. 11 d. — 4 l. 14 s. 11 d. ; 2 l. 19 s. 4 d. ; 3 l. 2 s. 5 d. ; 10 l. 16 s. 2 d. ; 1 l. 3 s. 11 d.

233. Pierre-Paul Ruault fils, occupe par acquêt de Blanchard, 3 v. de lab. à 8 l., plus d'acq. de François Perrotte 2 v. 25 p. de pré de noë, 2 l. 5 s. — 2 l. 5 s. ; 1 l. 8 s. 1 d. ; 1 l. 10 s. 2 d. ; 11 s. 3 d.

234. Pierre Piel, fermier de la ferme du Bois-Hébert, occupe 5 v. 20 p. de lab. à 4 l., 11 s. en propre 2 v. 22 p. de lab. à 4 l., 10 s. 2 d., en tout 1 l. 1 s. 2 d. — 1 l. 1 s. 2 d. ; 13 s. 3 d. ; 14 s. 2 d. ; 2 l. 8 s. 7 d. ; 5 s. 3 d.

235. Denis Lemprière, de Chaumont, occupe 1 v. 35 p. de lab. à 4 l., 11 s. 6 d. — 11 s. 6 d. ; 7 s. 2 d. ; 7 s. 8 d. ; 1 l. 6 s. 4 d. ; 2 s. 9 d.

236. Jean Clouet, de Saint-Germain, occupe 20 p. de lab. à 8 l., 20 p. à 2 l., 5 s. — 5 s. ; 3 s. 1 d. ; 3 s. 4 d. ; 11 s. 5 d. ; 1 s. 3 d.

III. — BRUYÈRES ET COMMUNES

237. Les bruyères du Val, 1 v. 2 p. à 2 l., 2 s. 2 d. — 2 s. 2 d. ; 1 s. 4 d. ; 1 s. 9 d. ; 5 s. 3 d. ; 6 d.

238. Les communes et friches de la Chainaye, 2 v. 12 p. de pat. à 6 l., 13 s. 10 d. — 13 s. 10 d. ; 8 s. 7 d. ; 9 s. 3 d. ; 1 l. 11 s. 8 d. ; 3 s. 4 d.

239. Les communes de la Vallée, de 9 a. 3 v. de pat. à 6 l., 11 l. 14 s. — 11 l. 14 s. ; 7 l. 6 s. 2 d. ; 7 l. 16 s. ; 26 l. 16 s. 2 d. ; 2 l. 16 s. 9 d.

240. Les bruyères de la Chainaye, 3 a. à 2 l. 1 l. 4 s. — 1 l. 4 s. ; 14 s. 11 d. ; 16 s. ; 2 l. 14 s. 11 d. ; 5 s. 10 d.

241. Les bruyères des Boulayes, 5 p. à 4 l., 3 v. 15 p. à 2 l.,
7 s. 5 d. — 7 s. 5 d. ; 4 s. 7 d. ; 4 s. 11 d. ; 16 s. 11 d. ; 1 s. 10 d.

242. Les bruyères du Gay, 2 a. 3 v. 17 p. à 2 l. 1 l. 2 s. 10 d.
— 1 l. 2 s. 10 d. ; 14 s. 3 d. ; 16 s. 3 d. ; 2 l., 13 s. 4 d. ; 5 s. 6 d.

Fait et arrêté par nous membres de la municipalité et adjoint
soussigné, après avoir cotté et paraphé le présent rôle au nom-
bre de quarante-cinq feuillets écrits, ce quinze février 1790.

P. VITROUIL. Jean BRUNET.

P. THIERRY. J. ROMIN. Louis BELMONTRE,
adjoint.

Louis-Jacques-Marc MÉSANGE, Antoine RUULT.
RATTIER, BRION, greffier.

PAQUES AU PAYS D'AUGE

La fête de Pâques, tout le monde le sait, est la plus grande fête du catholicisme. Aussi pour conserver le souvenir de la résurrection du Sauveur, il existait dans tout le Pays-d'Auge, et ceci de temps immémorial, une coutume qui n'existe plus que dans quelques communes, et que je vais essayer de décrire.

Le Samedi Saint, veille de Pâques, dans le pays où cette coutume est encore en vigueur, les jeunes gens du pays s'assemblent par bandes de deux à huit ou dix pour aller chanter la Résurrection. Ce chant consiste en un cantique fait pour la circonstance et qui est désigné sous le nom d'*Alleluia*, parce que chaque strophe finit par ce mot répété trois fois. (Ce cantique est chanté en français et non en latin.)

Puis, vers 10 heures du soir, chaque bande de chanteurs va, dans les bourgs, les villages et les fermes, entonner le cantique sous les fenêtres de chaque habitation, et le continue jusqu'à ce que les personnes de bonne volonté leur donnent soit des œufs, soit de l'argent. Ces chants durent souvent jusqu'à 4 ou 5 heures du matin.

Comme les chanteurs s'arrêtent à un assez grand nombre d'habitations, et que beaucoup de personnes se font un plaisir d'offrir, soit un verre de gros cidre, soit un peu d'eau-de-vie de cidre à ces jeunes gens, il arrive quelquefois qu'en finissant le chant, au matin, la plupart se trouvent un peu trop gais, mais malgré cela, il est bon de constater, que le vieil usage arrive rarement à dégénérer.

Le résultat de la quête faite et reçue, soit en œufs, soit en

argent, est séparé entre les membres, ou le plus souvent est destiné à être dépensé tous ensemble.

Parmi ces bandes de jeunes gens, il se trouve malheureusement quelquefois des insolents qui, mécontents qu'on les empêche de chanter, ou qu'on les laisse chanter sans leur rien donner, se vengent en chantant le refrain suivant :

Maigrette a mis sa poule couvrir
C'était craignant de nous rien donner,
Un jour viendra
Le diable l'emportera.

Il est vrai de dire que ce refrain n'est jamais chanté qu'à la porte des avarés connus, et c'est pour cela que le public pardonne cette petite vexation à ces jeunes gens qui, en somme, sont tous honnêtes, et ne cherchent qu'à s'amuser un peu.

Meulles, 17 avril 1897.

PERROTTE

BIBLIOGRAPHIE

Aube de siècle, par M. le baron J. Angot des Rotours, in-16, 316 p.
Paris, librairie académique Perrin et C^{ie}, 1898.

Aube de siècle ! titre aimable et gracieux, qui se distingue de cet autre vilain titre de fin de siècle, comme la joie et l'espoir qui saluent la naissance du nouveau-né, se distinguent des deuils et des tristesses qui accompagnent la mort ; titre qui, à lui seul, dénote le point de vue où s'est placé l'auteur et l'esprit dont il s'est inspiré. Il aurait pu en effet donner pour épigraphe à son livre le mot *espérance*.

Aux derniers jours de ce xix^e siècle, si plein d'événements lamentables, de révolutions, de guerres ; mais aussi d'aspirations généreuses, de grandeurs, de progrès scientifiques et sociaux, il est à propos de faire le départ entre le bien et le mal, afin, comme le dit M. des Rotours, « de n'être ni dupes ni « complices de misères trop réelles, tout en ne sacrifiant rien « des intimes exigences de l'esprit et du cœur. »

Cette opération, sorte de jugement des âmes, est importante quand elle s'applique à l'homme qui va entrer sans retour dans le domaine de la mort et de l'histoire ; mais combien n'est-elle pas plus intéressante pour le siècle, dont le dernier jour n'est d'habitude que la préparation de l'avenir et le point de départ d'une vie nouvelle !

M. des Rotours appuie avec raison sur cette vérité et y trouve de nombreux motifs d'espérance. Bien loin d'être le détracteur de son siècle, il s'en montre l'appréciateur bienveillant et souvent l'admirateur. Sagement ami du progrès, il voit en chaque génération les assises providentielles d'un immense édifice qui, commencé avec le monde, ne doit recevoir son couronnement qu'au dernier des jours.

Dieu n'a pas voulu en effet, au moment où il a créé l'homme et le monde, les faire, en quelque sorte, tout entiers ; mais il a

déposé dans leur sein des germes et une puissance de perfectionnement qui sont à la fois la source de tout devoir et de toute grandeur ; c'est là le progrès et la souveraine loi de l'histoire. Quel honneur pour l'homme de se trouver ainsi élevé à la dignité de collaborateur de la divinité ! « Je complète dans ma chair, » disait saint Paul, ce qui manque à la passion du Christ » ; l'humanité, elle aussi, a pour tâche d'accomplir dans un travail perpétuel d'enfantement la mission qui lui a été imposée au jour de sa naissance.

Tous les hommes sans doute, pas plus que tous les siècles ne sont fidèles à cette loi du progrès vers le bien. Dans son ensemble pourtant, et malgré des inégalités, des arrêts ou même des mouvements en arrière, cette marche ascendante du monde n'est pas un simple idéal. Sans parler de l'immense ascension qui s'est produite le jour où le Fils de Dieu s'est fait homme, et qui a établi comme deux versants dans l'humanité, il est certain que les fruits de l'Incarnation n'ont pas été épuisés avec la vie mortelle de l'Homme-Dieu ; mais qu'ils se continuent et se développent, d'abord et principalement dans l'Eglise ; mais aussi, quoiqu'à un moindre degré, chez les nations séparées de la foi chrétienne, ou n'y participant que d'une façon incomplète.

Un des mérites de M. des Rotours consiste précisément dans l'application qu'il fait à notre temps de cette action progressive de la Providence ; c'est un véritable soulagement apporté par lui aux tristesses qui nous pressent.

Oui, quelles que soient ses défaillances, notre siècle, dans son ensemble, marque un progrès sur beaucoup d'autres ; oui, l'aube qui s'annonce est pleine de promesses et autorise l'espérance.

Ces considérations qui me sont inspirées par le livre de M. des Rotours, plutôt encore qu'elles n'en sont un résumé ou une analyse, montrent qu'il est éminemment suggestif. Il n'est pas donné à tous les écrivains, non seulement de dire ce qu'ils veulent ; mais en outre de donner un aliment à la réflexion et de faire penser à ce qu'ils ne disent pas.

Du reste, pour faire prévaloir son optimisme qui, tout relatif qu'il est, n'en heurte pas moins beaucoup d'idées reçues, M. des Rotours avait à vaincre des difficultés de plus d'une sorte. Chose remarquable, non content de répudier, bien entendu,

tout ce qui, de près ou de loin, peut sentir le sophisme, c'est à peine s'il a eu recours à ces hautes considérations, à ces procédés rigoureux et quelque peu sévères qui auraient pu effaroucher les timides. La persuasion, des autorités nombreuses et bien choisies, une immense érudition, voilà ses armes. Qui pourrait compter les lectures que suppose son petit volume, les références qu'il contient, les citations qu'il indique, non seulement en France, mais chez tous les peuples des deux mondes ? Aussi, n'est-il rien moins que le résumé, fait à un point de vue spécial, de l'histoire universelle depuis un siècle.

Donc, M. des Rotours s'est proposé de sonder les maux du siècle et d'indiquer les remèdes ; est-il un problème actuel que ce programme ne lui ait donné l'occasion d'aborder ?

Trouble social et trouble moral ; luttes des classes, des races, des sexes ; questions ouvrières, grèves, socialisme ; le travail et son organisation.

Progrès de l'intelligence et victoires incessantes de l'homme sur la nature ; découvertes et inventions modernes ; répartition plus heureuse des forces sociales de l'humanité ou leur gaspillage par la guerre et la paix armée ; révolution et anarchie ; patriotisme, internationalisme, fédération de divers peuples ; féminianisme.

Marche progressive de l'humanité vers la vérité ; rôle éducateur de la science ; la science en face de la conscience ; la science en face de la religion.

Recherche des causes : le surnaturel et le mystère.

Les religions : religion de l'humanité ; religion de la fraternité. Les religions de l'Inde ; le Bouddhisme ; le Monisme ou religion de l'unité ; le monothéisme ; le Christianisme.

Réaction individualiste ou égoïsme. Tyrannie des majorités et des foules ; culte des héros et des saints ; respect de la personne humaine ; devoirs envers nos semblables.

Le Christianisme, aboutissant nécessaire de toute question vitale. Vanité de la vie présente et enseignements féconds de la mort ; foi à l'immortalité.

Discrédit de l'incrédulité voltairienne ; respect croissant pour l'Evangile et la personne de Jésus-Christ ; acheminement progressif vers le Christianisme complet ; conditions nécessaires du vrai Christianisme surnaturel et divin et ses différences d'avec

une simple philosophie ; congrès des religions ; efforts de Léon XIII pour la réunion des églises.

Immutabilité fondamentale du Christianisme s'alliant avec ses développements successifs dans l'espace et dans le temps. Le Christianisme et les nations modernes ; le Christianisme et les besoins de l'heure présente. Nos motifs d'espérer et de nous réjouir non pas follement et sans tenir compte des maux trop réels dont nous sommes les témoins, mais à cause du lent progrès qui semble se dessiner, à cause des qualités et des grandeurs de notre temps et de notre pays, à cause de l'honneur croissant dont le Christianisme est entouré ; et aussi afin de nous encourager dans les dévouements qui nous sont imposés et dans l'accomplissement de la tâche ardue qui nous est proposée. La grâce de Dieu fera le reste.

Tous tant que nous sommes, nous ne voyons pas s'ouvrir le xx^e siècle sans une certaine appréhension : Lisons le livre de M. des Rotours ; il nous fera du bien ; car il est éminemment propre à nous inspirer confiance et courage.

H. BEAUDOUIN

Les Reptiles du département de l'Orne (Catalogue analytique et descriptif), par M. l'abbé Letacq. Brochure in-8°, 32 p. Alençon, Renaut-De Broise, 1898. Extrait du *Bulletin de la Société d'Horticulture de l'Orne*, 2^e semestre de l'année 1897.

Grâce aux savants de la région, il est à espérer que nous ne tarderons pas à posséder des travaux à peu près complets sur toutes les parties de l'histoire naturelle de notre département. Les uns s'attachent à la botanique, d'autres à la géologie. Sans négliger ces diverses branches de la science, M. l'abbé Letacq a pris pour sa part celle qui, jusqu'ici, avait été la moins explorée, la zoologie, et plus spécialement, pour commencer, la zoologie des vertébrés. Disons que, du premier coup, non seulement il y a porté la lumière, mais il a traité d'une façon complète et définitive les points qu'il lui a plu d'aborder.

Me permettra-t-on de rappeler aux Lecteurs du *Bulletin* le

compte-rendu que j'y ai inséré (1) d'un travail de M. l'abbé Letacq, sur les *Mammifères de l'Orne*. C'était, en quelque sorte, le premier terme d'une série qui ne demandait qu'à être poursuivie. La continuation, en effet, ne s'est pas fait attendre, et, après six mois seulement, l'auteur vient de nous donner, sur les Reptiles, une seconde étude, faite sur le même plan et avec un égal souci des exigences de la science. Les qualités que j'ai signalées dans la première, je dois donc les signaler également dans celle-ci. Chose étonnante, et qui montre bien ce qu'on peut attendre d'un chercheur actif doublé d'un observateur intelligent, sur onze espèces de reptiles que possède le département de l'Orne, il n'y en a rien moins de quatre qui n'y avaient pas encore été rencontrées jusqu'ici ; et même trois de ces espèces lui seraient tellement spéciales qu'on ne les aurait pas trouvées ailleurs en Normandie. Faut-il ajouter, hélas ! qu'une de ces trois espèces, que nous avons l'honneur d'être seuls à posséder, n'est autre que la Vipère aspic, le plus venimeux de nos serpents ? Heureusement, il est excessivement rare.

Comme il l'a fait pour les Mammifères, M. Letacq ne se borne pas à décrire les caractères scientifiques des reptiles ; il en signale aussi l'utilité. Quoi ! l'utilité des lézards et des couleuvres ! Certainement. On ne saurait calculer, en effet, le nombre des petits animaux nuisibles à l'agriculture, insectes, vers, mollusques, rongeurs que détruisent nos reptiles dans le cours d'une année. Sauf les deux espèces de vipères, qui sont vraiment dangereuses, et qu'il faut détruire sans pitié, tous les autres reptiles sont, non seulement inoffensifs, mais grandement utiles. Loin donc de leur faire la guerre, selon la mauvaise habitude des enfants et même de beaucoup de nos paysans, il serait à propos de réagir contre la répulsion irraisonnée qu'ils inspirent. Ce serait presque le cas de les recommander à la Société protectrice des animaux.

M. l'abbé Letacq ajoute à ses descriptions des notes sur l'habitat de chaque espèce. Cette partie de sa tâche réclame, pour être bien faite, le concours de plusieurs individus. L'auteur saura gré aux naturalistes répandus à travers le département, et même aux simples amateurs, de lui signaler les circonstances

(1) Année 1897 ; 3^e Bulletin.

et les lieux où ils rencontreraient telle ou telle de nos espèces ; celles qui sont rares, de préférence, bien entendu ; mais aussi les autres. Ces indications n'auront pas seulement l'avantage de fixer d'une façon plus précise certains points bons à connaître ; ils auront en outre celui de répandre le goût de la science, d'intéresser à ses progrès un plus grand nombre de personnes, et par là, de les engager à pousser plus loin leurs études. Sans aucun doute, M. l'abbé Letacq serait fort heureux si son appel était entendu et s'il pouvait réussir à susciter quelques savants désireux de marcher sur ses traces.

H. BEAUDOUIN.

Exposé systématique et description des Lichens de l'Ouest et du Nord-Ouest de la France (Normandie, Bretagne, Anjou, Maine, Vendée), par l'abbé H. OLIVIER, lauréat de l'Académie internationale de Géographie botanique, correspondant de plusieurs Sociétés savantes. T. I^{er}, Bazoches-au-Houlme (Orne), chez l'auteur ; Paul Klincksieck, 52, rue des Écoles, Paris. — Impr. de N.-D. de Montligeon (Orne), XXXIV-352.

Les travaux scientifiques se multiplient dans l'Orne presque à l'égal des études historiques et littéraires. D'Alençon à Vimoutiers, de Bellême à Cahan, du Merlerault à Domfront, le sol, la flore et la faune sont l'objet de recherches assidues, d'investigations minutieuses et de nombreuses publications. Quelques-uns de nos confrères de la *Société historique de l'Orne* ne sont ni les moins actifs, ni les moins laborieux : les observations de MM. Beaudouin, Letellier et l'abbé Richer, à Alençon, de M. Lecœur, à Vimoutiers, du Dr Hommey, à Sées, ont enrichi de faits nouveaux la botanique, l'entomologie ou la géologie ornaïses. L'utilité pratique des articles de M. Lecœur sur les insectes nuisibles aux arbres fruitiers du Pays d'Auge en double l'importance (1).

(1) Ces jours derniers encore, un de nos voisins, M. l'abbé Réchin, professeur à l'Institution Saint-Paul de Mamers, bien connu par ses herborisations dans les cantons de Bellême et de Pervenchères, vient de publier un nouveau travail sur la botanique, dont le compte-rendu a paru dans la *Semaine du Fidèle du Mans*, 5 février. Comment se fait-il qu'aucun journal de l'Orne n'ait parlé du remarquable ouvrage de M. l'abbé Olivier ?

M. l'abbé Olivier, l'un de nos plus zélés botanistes, convaincu avec raison que, pour réussir, il est nécessaire de concentrer pendant longtemps ses efforts sur un objet spécial, s'est cantonné depuis plus de vingt ans dans l'étude des Lichens. Ces végétaux, dont la place dans la série naturelle a donné lieu aux controverses les plus vives (1), avaient été étudiés dans notre pays, dès 1812, par un savant plus connu encore pour ses travaux historiques et archéologiques, Auguste Le Prévost (2) et plus tard par Delise, Pelvet, de Brébisson* et surtout Malbranche, de Rouen (3). M. l'abbé Olivier doit être regardé comme le continuateur de cette phalange de naturalistes, qui ont défriché chez nous le champ de la Lichénologie. Mettant à profit leurs premières observations et suivant le sillon qu'ils avaient si laborieusement tracé, il a visité notre région en tous sens, exploré les terrains variés, qui font la richesse de notre flore, comparé nos plantes avec celles des contrées voisines, puis pour rendre faciles les abords de sa science favorite et en vulgariser l'étude, il a publié des exsiccata, des traductions, des brochures, des livres élémentaires, qui forment aujourd'hui une collection précieuse pour la cryptogamie française (4).

(1) Cfr. SCHWENDENER : *Untersuchungen über den Flechtentallus* (3 broch., 1860-1869) ; BORNET : *Recherches sur les Gonidies des Lichens* (2 broch., 1873-1874) ; TH. FRIES : *Lichenographia scandinavica*, p. 4-9 ; MATTIROLO : *Contribuzioni allo studio del genere CORA* (1880) ; HY (l'abbé) : *Observations sur la nature des Lichens* (1888).

(2) Ses découvertes ont été publiées dans la *Lichenographia europæa reformata*, d'E. Fries, le *Botanicon gallicum* de Duby, l'*Enumeratio Lichenum* de Schærer, mais il a lui-même peu écrit sur cette matière : ses biographes ne citent qu'une traduction de l'ouvrage suédois d'Acharius sur les genres *Limboria* et *Cyphelium* et un mémoire sur les *Lichens Calycioides* (Acad. de Rouen).

(3) Cfr. A. MALBRANCHE : *Catologue descriptif des Lichens de la Normandie classés d'après la méthode du Dr Nylander*. Rouen, imp. Lecointe, 1870, in-8°, 283 p.

(4) Cfr. A.-L. LETACQ : *Recherches sur la bibliographie scientifique du département de l'Orne précédées d'une Introduction sur l'Histoire des Sciences dans cette région*, Bulletin de la Société historique et archéologique de l'Orne, t. XI, 1892, p. 180 ; *Les Études scientifiques dans le département de l'Orne : Rapport lu au Congrès de la Société bibliographique tenu au Mans, les 14 et 15 novembre 1893, sous la présidence de M. Sénart, membre de l'Institut*, Annuaire Normand, 1894, p. 270 ; *Articles bibliographiques*, Bulletin de la Société scientifique d'Argentan, t. II, 1884, p. 359 ; t. IV, 1886, p. 196, et t. VII, 1889, p. 32. — M. l'abbé Dumaine a publié dans la *Semaine Catholique de Sées* (1884) un compte-rendu de la *Flore des Lichens de l'Orne* de M. l'abbé Olivier.

L'*Exposé systématique* continue dignement la tradition des travaux précédents ; mais l'auteur a étendu ses recherches, et en utilisant les communications de ses nombreux correspondants, et les herbiers publiés par Arnold, Flagey, Roumeguères, Delise et d'autres, il a pu nous donner la description d'espèces des régions, qu'il n'avait pas visitées lui-même.

L'ouvrage débute par une innovation des plus heureuses, un Dictionnaire des termes techniques employés dans l'étude des Lichens ; chaque mot est suivi d'une explication brève, mais nette et précise, qu'il serait toujours fastidieux de chercher dans les grands Traités de Botanique. Je regrette que mon savant ami n'ait pas cru devoir y joindre l'étymologie et la synonymie latine ; beaucoup de ces termes n'étant que du latin francisé, ces courtes additions n'auraient fait qu'ajouter à la clarté de son exposition.

Pour rendre justice à ceux qui l'ont précédé, M. Olivier a dressé, comme il est maintenant d'usage de le faire au commencement de toute publication sérieuse, la liste bibliographique des ouvrages français et autres consultés pour la détermination, la synonymie et la description des espèces et des variétés ; elle comprend plus de 100 numéros, témoignant par ce grand nombre du respect de l'auteur pour ses devanciers, de son érudition variée et de ses connaissances philologiques. De nos jours, en effet, l'anglais, l'allemand et l'italien sont presque aussi nécessaires au naturaliste que le microscope ou le scalpel.

Le plan adopté par l'auteur est celui de ses autres ouvrages. Tout en le maintenant au niveau des travaux les plus connus et au courant des découvertes les plus récentes, il s'est appliqué surtout à faire un livre élémentaire, qui put servir aux débutants. Des clés analytiques facilitent la détermination des genres et des espèces, qui deviennent ensuite l'objet d'une description très bien faite, où l'auteur a su mettre en relief et d'une façon brève les caractères distinctifs visibles à l'œil nu ou à l'aide d'une simple loupe, et ceux qui exigent l'emploi du microscope. Après chaque description, M. Olivier indique, quand il y a lieu, l'action des réactifs sur les Lichens, bien que dans son sentiment, la réaction chimique ne puisse servir à reconnaître les espèces, qu'autant qu'elle coïncide avec quelque caractère morphologique.

La Géographie botanique, complément ordinaire de toute

bonne Flore, est traitée avec détails : substratum, conditions physiques et action chimique du sol, région d'habitat, localités pour les plantes rares, rien n'est omis.

Après chaque espèce, M. l'abbé Olivier décrit à la suite les unes des autres, sans paraître suivre d'ordre méthodique, les variétés signalées par les auteurs et observées dans notre région. L'espèce, en effet, à côté de ses caractères fixes, permanents, servant à la distinguer de ses congénères, en possède d'autres instables de leur nature, variant avec les conditions de milieu et qui permettent au naturaliste d'établir des races, des sous-espèces et même de simples formes. « C'est, comme le disait Flourens, une infinité de nuances sur un fond commun, une unité subsistante sous mille modifications diverses » (1). Mais

(1) *Examen du livre de M. Darwin sur l'origine des espèces*, p. 78 ; *Ontologie naturelle ou étude philosophique des êtres*, 3^e édit., p. 18 ; *Psychologie comparée*, 2^e édit., p. 133. — On ne saurait nier que, malgré les innombrables publications en faveur de l'évolution, rien n'est encore moins prouvé que ce système ; ce n'est qu'un *mirage*, suivant la juste expression de Paul Gervais ; (*Les Poissons*, t. I^{er}, Introduction, p. 46). Les idées récemment émises par M. le marquis de Saporta, sur l'*Origine paléontologique des arbres cultivés ou utilisés par l'homme*, Paris, 1888, celles de M. Albert Gaudry, sur les enchaînements du monde animal (*Essai de paléontologie philosophique*, Revue des Deux-Mondes, 1896), si ingénieuses qu'elles paraissent, ne sont, de l'aveu des auteurs eux-mêmes, que de pures hypothèses.

Un membre éminent de l'Institut, M. Blanchard, bien connu par ses travaux sur l'Histoire naturelle, a prononcé dans la séance de l'Académie des Sciences, du 30 septembre 1895, les paroles suivantes : « J'ai donné « mille preuves que les variations des espèces sont toujours contenues « dans des limites déterminées ; j'ai fait notamment des expériences nombreuses pour modifier la couleur des ailes d'un papillon et n'ai pu y « parvenir..... Depuis longtemps, j'ai déclaré que si un investigateur parvenait à faire la démonstration scientifique d'une certaine « transformation chez quelques représentants d'un groupe du règne animal, « je me tenais à sa disposition pour présenter le résultat à l'Académie des « Sciences, pour proclamer, pour affirmer le triomphe de l'auteur. C'est en « vain que j'ai jeté cette parole à tous les amis des Sciences naturelles : « Montrez-moi une fois l'exemple de la transformation d'une espèce. » « Personne ne m'a jamais répondu. »

C'est toujours la réponse de Flourens à Darwin : « On peut se demander, « disait celui-ci, pourquoi presque tous les plus éminents naturalistes ont « rejeté cette idée de la mutabilité des espèces. » « Eh ! mon Dieu ! par « une raison bien simple, répliquait Flourens, parce qu'ils n'ont jamais vu « d'espèces se transformer et que vous ne leur en montrez point ».

Voilà le nœud de la question. Les sciences naturelles ne marchent avec sécurité que si elles s'appuient sur l'observation et l'expérience ; leurs conclusions n'ont de valeur, qu'autant qu'elles reposent sur des faits par-

ces variétés ne sont pas indépendantes les unes des autres, elles se relient par des transitions insensibles. Toutes n'ont pas non plus la même valeur hiérarchique ; il y a des gradations à établir ; on en voit qui se rapprochent du type, d'autres qui s'en éloignent ; les unes sont plus stables, les autres le sont moins. Le naturaliste descripteur ne doit pas manquer de signaler ces nuances, d'indiquer leur degré d'importance, d'en faire ressortir la cause. M. l'abbé Boulay, dans ses *Mousses de France*, a très bien démontré cette influence du milieu ambiant ; il suit la même plante aux endroits secs, près des localités humides, exposée au soleil ou croissant à l'ombre, dans la plaine ou au sommet des montagnes, et nous la montre présentant, sous les actions diverses du sol, de la température, de l'orientation et de l'altitude, des formes successives qui passent d'un individu à l'autre, et dont les termes extrêmes peuvent être décrits sous le nom de sous-espèces ou de variétés. Son ouvrage me semble un modèle à suivre pour les auteurs.

Je dois dire en terminant que l'*Exposé systématique* est sans contredit l'ouvrage le plus important qui ait encore été publié sur les Lichens de l'Ouest ; les amateurs ne peuvent manquer

faitement constatés. Or personne n'a jamais vu une espèce se changer en une autre ; à côté d'innombrables espèces éteintes, la paléontologie nous en montre d'autres qui vivent encore aujourd'hui et que l'action de milliers de siècles n'a pu modifier ; les expériences sur l'hybridation des animaux et des végétaux, loin de créer des espèces nouvelles, intermédiaires, n'ont réussi qu'à montrer la tendance invincible des hybrides à remonter à l'une ou à l'autre des souches primitives. Le beau mot de Buffon reste toujours vrai : « L'empreinte de chaque être est un type dont les principaux traits sont gravés en caractères ineffaçables et permanents à jamais ».

Au reste, si MM. de Saporta et Albert Gaudry sont évolutionnistes chrétiens, cette théorie n'est si généralement adoptée, que parce qu'on a cru y voir la base de l'athéisme. On met en avant des raisons d'ordre scientifique ; le véritable motif est d'ordre moral. Weissmann l'a déclaré en termes non équivoques : « Nous devons supposer, dit-il, que la sélection « naturelle est le principe des explications des métamorphoses, parceque « tous les autres modes d'explication nous manqueraient, et qu'il n'est « pas possible de concevoir, qu'il y ait un autre moyen de rendre compte « de l'adaptation des organismes, sans invoquer l'existence d'un plan « préconçu dans la nature. »

Après un pareil aveu, n'est-elle pas admirable la naïveté des *ralliés* de l'évolution qui, sous prétexte de dissiper des malentendus et de ramener les autres à leurs croyances, abandonnent toutes les traditions, vont à l'encontre des faits les mieux prouvés, pour se faire les porte-étendards du transformisme ?

de lui faire bon accueil ; il a sa place assurée dans toute bibliothèque botanique ; et je ne doute pas, qu'il ne soit, comme les autres travaux de M. l'abbé Olivier, destiné à vulgariser parmi nous l'étude de ces petits végétaux, qui ornent si gracieusement le sol, les rochers et les arbres, à faire admirer aux observateurs l'élégance de leurs formes, la diversité de leurs espèces, la beauté de leur structure, qui portent d'une façon visible l'empreinte de la main du Créateur. « La sagesse de Dieu, disait « l'illustre Cauchy, se montre à découvert dans l'admirable « organisation de la plus humble mousse ou du plus petit « insecte, aussi bien que dans la formation de ces étoiles dont « il a semé la voûte du firmament » (1).

A.-L. LETACQ.

Essai sur la Topographie à l'usage des Ecoles primaires, par Louis BLANCHETIÈRE, chevalier de la Légion d'Honneur, officier d'Académie, membre de plusieurs Sociétés savantes. Impr. du *Journal de Domfront*, 1896, in-12, 73 p.

Il y a trois ans, à la dernière séance de la *Société Historique et Archéologique de l'Orne*, présidée par M. de la Sicotière, (elle se tint dans son cabinet de travail, car déjà notre cher et illustre Maître souffrait de la maladie qui devait l'emporter quelques semaines plus tard), il nous annonça la mort récente de M. Blanchetière, puis, rappelant les travaux et faisant l'éloge de notre regretté confrère, il nous montra combien il était juste au nom de la science et du pays de rendre dans une notice spéciale, hommage à sa mémoire.

Ce désir exprimé par M. de la Sicotière ne pouvait d'ailleurs manquer d'être entendu. M. Blanchetière comptait, en effet, parmi les membres les plus distingués de notre Société ; élève et plus tard collaborateur de De Caumont, il consacra ses loisirs à des recherches sur l'histoire et les antiquités de Domfront, son

(1) AUGUSTIN CAUCHY : *Sept Leçons de Physique générale*, Paris, Gauthier-Villars, 1885, in-12, p. 6.

pays natal ; dans les fonctions délicates, où l'appela la confiance de ses concitoyens, il fit preuve de droiture, d'habileté et d'un dévouement sans bornes ; à tous il restera notre exemple par son ardeur au travail, son aimable bienveillance et la dignité de sa vie. M. Louis Duval dans la *Revue Normande et Percheronne*, M. Auguste Chevalier, dans l'*Annuaire normand* ont loué, comme ils méritaient de l'être, les travaux du savant, les qualités de l'administrateur, les vertus de l'homme privé. La notice de M. Chevalier insérée à nouveau dans l'opuscule, dont je veux parler, lui sert d'introduction.

Cet *Essai de Topographie* a été publié plus d'un an après la mort de l'auteur par les soins de M^{me} Blanchetière, qui en a pieusement recueilli les matériaux épars, et, sur les instances de quelques amis, s'est décidée à les faire imprimer. Toutes les personnes désireuses de s'instruire lui sauront gré d'avoir donné au public ce petit manuel à l'usage des élèves, mais qui n'en sera pas moins consulté avec fruit par tous ceux qui, à un titre quelconque, s'occupent d'étudier la configuration détaillée de notre sol.

« L'écrivain, l'historien et le romancier, dit l'auteur, ne peuvent exposer leurs pensées avec précision, s'ils ne possèdent les notions qui font saisir la physionomie d'un site, les reliefs qui les caractérisent, le fleuve qui l'arrose.

« On ne donnerait qu'une idée imparfaite d'un fait de stratégie ou autre, si l'on ne savait le terrain occupé par un corps d'armée ou devenu le théâtre d'une action mémorable.

« Pour l'ingénieur, pour l'architecte, l'étude topographique du sol doit servir de base aux recherches préparatoires à tout projet raisonné d'une construction publique et particulière. C'est par cette étude que débudent les recherches ayant pour objet l'ouverture des voies de communication, telles que routes, canaux, chemins de fer.

« Ne faut-il pas d'ailleurs connaître en détail le monde que la Providence nous a départi, le séjour que nous habitons, que le soleil éclaire et féconde, le champ qui nous nourrit, la fontaine qui nous désaltère ? »

On retrouve dans l'*Essai sur la Topographie*, les qualités d'ordre, de netteté, de précision, qui distinguent tous les travaux de M. Blanchetière. Il donne la définition de chaque terme,

l'explique, élucide les points obscurs et, en maître habile, éclaire les préceptes par des exemples pris souvent dans la région normande. La matière est un peu aride, mais l'auteur a su mettre tant de clarté dans son exposition, que le livre se lit avec l'intérêt d'une histoire.

La bibliographie des ouvrages de M. Blanchetière dressée par M. Chevalier, termine l'opuscule. Si l'exemple n'avait été donné par des savants illustres, Arago, Flourens, Wallon, je dirais que c'est, à mon avis, le complément obligé de toute biographie scientifique ou littéraire. Rien ne peut donner une idée plus exacte des recherches d'un auteur et de la somme de travail qu'il a fournie, que la liste méthodique et détaillée de toutes ses publications. Mon jeune et savant ami me permettra de lui signaler l'omission dans sa nomenclature du mémoire de M. Blanchetière sur les *Monuments mégalithiques des environs de Bagnoles*, dont la lecture fut si goûtée à notre séance publique du 27 août 1892. Il a été imprimé dans le *Bulletin*, T. XI, p. 479.

A.-L. LETACQ

Recherches et Observations sur la Flore de l'arrondissement de Domfront (Orne). Plantes vasculaires et Characées, par AUGUSTE CHEVALIER, licencié ès-sciences naturelles, préparateur de Botanique à la Faculté des sciences de Lille. Caen, E. Lanier, 1897, in-8°, 56 p. Extrait du *Bulletin de la Société Linnéenne de Normandie*.

La Flore adventive des ruines du château féodal de Domfront, par le même; Caen, Lanier, 1897, in-8°, 20 p. Extrait du même *Bulletin*.

I. M. Chevalier a publié, il y a trois ans, un bon *Catalogue des plantes de l'arrondissement de Domfront* comprenant l'énumération méthodique des espèces et des variétés, leurs stations, les localités pour les plantes rares, des notes critiques et des observations biologiques. Des herborisations récentes faites par l'auteur ou par d'autres botanistes de la région, l'examen des herbiers Lenormand, De Brébisson, Perrier, légués à la Faculté des Sciences de Caen, lui ont permis de recueillir de nouveaux documents, qu'il vient de mettre en

œuvre, mais il ne se contente plus de dresser l'inventaire des découvertes, il étudie la distribution géographique des plantes ; après avoir constaté les faits, il en recherche la cause.

Les influences atmosphériques étant connues (1), M. Chevalier examine l'action des diverses formations de l'arrondissement de Domfront (granites, grès, schistes) sur la répartition des espèces végétales. Ces roches de nature siliceuse nourrissent une flore très distincte de celles des plaines d'Argentan et d'Alençon. Cependant les granites et les filons de diabase, dans la composition desquels entrent des feldspaths à base de chaux, ont amené là un certain nombre de plantes calciphiles formant des colonies, qui contrastent avec la végétation du voisinage. L'auteur en cite plusieurs exemples.

On pourrait, ce me semble, rattacher à la même cause les différences si tranchées que l'on observe entre la flore du marais de l'Egrenne, sur Saint-Gilles, la Haute-Chapelle et Rouellé et celle des autres stations aquatiques de la région, étang d'Antoigny, gorges de Villiers, marais de Briouze et du Grais. A Saint-Gilles, les Phanérogames spéciales à nos tourbières font défaut ; les Mousses sont en très petit nombre ; pas de traces de Sphaignes. Or, le terrain très récent, sur lequel reposent ces marécages, ayant été constitué par les apports de courants boueux, provenant des collines environnantes, il en résulte que les feldspaths des granites et des diabases s'y trouvent en quantité suffisante pour en exclure les plantes franchement silicicoles. Au reste, comme je l'ai constaté sur un échantillon pris dans le Bois de Landelles, ce terrain fait effervescence avec les acides (2).

M. Chevalier partage la région botanique de l'arrondissement de Domfront en six districts présentant chacun dans leur végéta-

(1) Cfr. A.-L. LETACQ : *Notes sur la culture du Camellia dans le département de l'Orne*, Bulletin de la Société d'Horticulture de l'Orne, 2^e semestre, 1893, p. 54 ; *Considérations sur la Géographie botanique du département de l'Orne*, Annuaire Normand, 1895, p. 246 ; *Excursions botaniques de la Société Linnéenne de Normandie aux environs de Domfront (Orne) et de Pré-en-Pail (Mayenne) les 5 et 6 juillet 1897*, Bulletin de cette Société, 1897, p. LXXVII ; A. CHEVALIER : *Catalogue des plantes vasculaires de l'arrondissement de Domfront*, Bulletin de la Société Linnéenne de Normandie, 1893, p. 98 ; *L'Araucaria de Domfront*, Bulletin de la Société d'Horticulture de l'Orne, 1896, p. 89.

(2) A.-L. LETACQ : *Observations sur la Flore des Marais de l'Egrenne*, Le Monde des Plantes, 1898.

tion quelques espèces caractéristiques assez largement distribuées mais faisant défaut ou étant accidentelles dans les districts voisins ; ce sont d'utiles renseignements pour les chercheurs.

Il a rendu justice à ses confrères et ajouté un nouvel intérêt à son article en énumérant les *dix-huit* travaux publiés dans l'espace de trois ans sur la flore de sa circonscription, et en citant les noms de tous les botanistes qui depuis Réaumur et Guettard ont contribué à la faire connaître.

II. L'histoire botanique du Donjon de Domfront, qui se lie d'une façon si intime aux changements qu'il a subis dans le cours des siècles, exigeait pour être faite d'une façon utile l'étude parallèle de la flore et des transformations successives du monument. Aussi est-ce en suivant l'ouvrage classique de M. Blanchetière que M. Chevalier a pu nous indiquer l'époque probable de l'introduction des plantes exotiques recueillies sur les rochers et les murailles, et la provenance de quelques-unes. Son travail des plus curieux à parcourir, même pour les personnes peu familiarisées avec l'Histoire naturelle, nous montre comment une flore exotique se substitue peu à peu avec une flore indigène, et nous fournit un exemple frappant de l'influence de l'homme sur la dispersion des plantes,

C'est pendant la *période des jardins*, qui va de 1608, époque à laquelle le château ayant été démoli par ordre de Sully, une quarantaine de jardins furent créés sur l'emplacement des fossés, remparts, etc., jusqu'en 1867, où la ville fit établir le square actuel planté d'arbustes et de bosquets, que l'on cultiva un grand nombre de plantes médicinales, ornementales et potagères. Plusieurs, comme la Pomme épineuse, l'Hysope, le Fenouil, la Bourrache, la Menthe, le Pyrèthre ou Absinthe de mer, l'Epinard sauvage, le Persil ont subsisté malgré l'abandon de leur culture et sont aujourd'hui naturalisées. Il est bon toutefois de faire remarquer que l'introduction de quelques-unes dans le pays, remonte à une époque beaucoup plus ancienne. L'Epinard, le Persil, le Fenouil et la Menthe étaient cultivés dans les jardins de Charlemagne (1) ; le Pyrèthre, l'Hysope et la

(1) *Capitulaires de nos rois*, édit. de Baluze, Paris, 1677, T. 1^{er}, p. 341 et 342.

Bourrache sont cités par le *Dictionnaire* de Jean de Garlande composé dans la seconde moitié du XI^e siècle (1).

A.-L. LETACQ

Archivos do Museu nacional do Rio de Janeiro. Vol. VIII. Imprensa nacional, 1892, in-fol. 220 p.

Ce volume adressé, il y a quelques jours, à la *Société Historique de l'Orne*, est exclusivement consacré aux sciences physiques et naturelles. Il contient la description des maladies du Caféier au Brésil et des observations sur les mœurs, l'évolution et les métamorphoses d'animaux inférieurs, Mollusques, Crustacés, etc. L'impression très soignée, la bonne exécution des dessins, des planches et des cartes en font une publication modèle pour des recueils d'Histoire naturelle. Ces travaux montrent que le mouvement scientifique auquel l'Empereur Don Pedro avait donné tant d'impulsion au Brésil en créant des Ecoles, en instituant des Musées, des Laboratoires, des Bibliothèques, s'est continué malgré la Révolution, qui a chassé de ses Etats l'infortuné Souverain. On sait que Don Pedro très versé lui-même dans la physique et l'astronomie, auteur de travaux sur la linguistique, était l'un des huit associés étrangers de l'Académie des Sciences de Paris.

A.-L. LETACQ

(1) *Dictionarium artis Alchymix cum ejusdem artis Compendio*, Bâle, 1571, in-8°.

L'ÉGLISE DE SAINT-MARTIN

D'ARGENTAN

(Suite)

Nous avons déjà dit que le bénéficiaire présenté par l'abbé de Saint-Wandrille devait recevoir de l'évêque de Séez la collation de son bénéfice. Plusieurs procès-verbaux de ces collations, dont les plus anciens remontent au xvi^e siècle, se trouvent encore au secrétariat de l'évêché ; il y en a aussi, au moins un, dans le chartrier de Saint-Germain ; il est signalé par l'abbé Laurent ; ces procès-verbaux ressemblent à tous les autres ; il serait inutile de les relater ici.

L'ordre de choses existant, si compliqué, si propre à susciter des procès continuels, empira encore au temps des guerres de religion, qui produisirent une perturbation complète dans toute notre contrée. En 1563, Coligny vint à Argentan, en compagnie de Théodore de Bèze, et mit la ville à feu et à sang ; mais il s'attaqua surtout à l'église de Saint-Germain, qui fut pillée sans merci, puis l'église de Saint-Martin eut son tour cinq ans après, en 1568. Cette fois, ce fut Gabriel de Lorges, sieur de Montgomery, qui se chargea de la dévastation de ces temples, dont l'existence semblait lui reprocher son apostasie. Il ramassa tout ce qu'il put trouver de troupes et les fit monter à l'assaut par la tour du fort et par l'échelle du clocher. Le canon de la ville, en tirant sur l'église pour en chasser les Huguenots, entama la tour et y fit une large brèche. Il fallut rebâtir et réconcilier cette église ruinée et polluée. Louis du Moulinet, alors évêque de Séez, s'était retiré à Argentan en cette année 1568, et y avait été témoin de la belle défense de la garnison, ainsi que de l'incendie de l'église ; il réconcilia le monument le 2 avril 1577 et répara

ainsi, non seulement les sacrilèges des Huguenots, mais encore un suicide hideux qui s'était commis dans l'église. Celle-ci était alors tout au plus en état de servir au culte ; le travail sérieux de réparation ne commença qu'en 1607 et 1608 et fut achevé seulement en 1637.

En 1616, il y eut un procès intenté par les trésoriers de Saint-Martin à l'abbé de Saint-Wandrille pour la réédification du chœur. Nous avons déjà fait connaître le résultat de cette affaire. Les religieux, qui refusaient d'abord de prendre part à cette œuvre, s'aperçurent à la fin de l'injustice qu'ils allaient commettre et firent une transaction, qui nous paraît être passablement à leur avantage. Nous en avons examiné les conditions. On ne sait trop en quelle circonstance le chœur de Saint-Martin avait été ainsi ruiné. Ce put être dans les terribles circonstances dont nous venons de parler, ou dans les expéditions des Ligueurs, que le manuscrit Malécange appelle « ennemis de la Religion » ; expression injuste en principe, mais inspirée probablement par les représailles que la Ligue avait exercées contre les Protestants dans la ville et même dans les églises d'Argentan. La voûte que l'on construisit alors remplaçait un simple lambris de bois qui existait seul auparavant.

Les Ligueurs, dont nous venons de parler, s'étaient rendus maîtres d'Argentan le 25 avril 1585, sous la conduite du duc d'Elbeuf ; mais Odet de Matignon, comte de Thorigny, lieutenant général de Normandie, survint le 30 mai suivant et les en délogea ; puis il forma quatre compagnies pour garder les quatre portes, nomma M. de Vieux-Pont, gouverneur, et Maurice d'Avesgô, sieur du Valheureux, capitaine du château ; mais ces efforts, quoique soutenus par les Argentanais eux-mêmes, demeurèrent sans résultat : les Ligueurs étaient supérieurs en nombre ; la ville retomba en leur pouvoir ; ils en étaient encore maîtres en 1589. Les registres de la fabrique de Saint-Martin nous apprennent que ce fut en cette année que le sieur Bonnet, trésorier en charge, reçut du gouverneur, M. du Bois-Moisy, l'ordre de retrancher du clocher de Saint-Martin quarante marches, sous peine de le voir ruiner par le canon. Nous avons déjà rapporté le fait en décrivant l'architecture de l'église. Les mêmes registres constatent qu'il fut payé vers cette époque, à André Picotot et à Jean Cliseau, chacun deux sols pour avoir

porté chez M. d'Argentelles un coffre qui renfermait les papiers du trésor et autres biens de l'église.

Quelques années après, on vit surgir entre les deux églises d'Argentan des querelles et des procès qui n'ont jamais cessé depuis. L'an 1600, une ordonnance de l'official de Sées chargea le doyen d'Écouché de faire une information sur une plainte dressée par le promoteur contre le curé d'Argentan, Jean Lemol, qui, pasteur commun des deux églises, affectait une prédilection trop marquée pour celle de Saint-Germain, au détriment de Saint-Martin, et y faisait ériger des Confréries qui diminuaient la dévotion à la chapelle de Notre-Dame, située près de Saint-Martin, comme nous l'avons vu. Le doyen d'Écouché s'acquitta de sa commission avec beaucoup de zèle, commença son enquête par l'église de Saint-Martin, la continua par Notre-Dame et la termina au couvent des Religieux Jacobins. Il prit soin de ne choisir que des témoins irréprochables, la plupart religieux, curés voisins et paroissiens de Saint-Martin ; ceux-ci, comme on le pense bien, s'efforcèrent de faire valoir les droits et les prérogatives de leur église ; mais il n'en fut pas moins constaté par l'enquête, que, dès cette époque, les prédications de l'Avent et du Carême se faisaient dans l'église de Saint-Germain, et qu'il y en avait une seulement qu'on faisait par dévotion le samedi dans la chapelle de Notre-Dame. Ce commencement d'enquête convainquit le doyen d'Écouché du peu de fondement qu'avaient les plaintes des habitants de Saint-Martin. Il coupa court à l'information, et l'affaire n'eut pas de suite ; les détails n'en furent même pas officiellement constatés ; et ils seraient restés à jamais inconnus, si une contestation plus grave, qui surgit en 1664, et dont ferons plus loin le récit, n'eût forcé le trésorier de Saint-Germain à les relater dans un de ses registres.

Deux pièces intéressantes, antérieures au procès dont nous venons de parler, nous prouvent que jusqu'à cette époque, l'union la plus intime avait existé entre les deux églises d'Argentan. L'une, datée de 1576, est un accord au sujet d'une difficulté qui s'était élevée entre les deux trésoriers de Saint-Martin et de Saint-Germain, à propos du buis que Saint-Germain fournissait aux deux églises pour la Bénédiction des Rameaux. Dans toute autre église, il y avait là matière à un procès. En second lieu, le 31 décembre 1611, « l'honorable homme » Lucas Pingault, dont

nous avons trouvé le nom dans la liste des trésoriers, quittait sa charge et rendait ses comptes. Le procès-verbal porte que ces comptes furent entendus et examinés par les curé, vicaire et paroissiens de l'église de Saint-Martin, ce qui nous prouve une fois de plus que le bénéfice était unique et que le curé d'Argentan portait indifféremment le titre des deux églises.

En 1623, la chapelle de Notre-Dame de la Place fut enlevée à Saint-Martin et donnée aux Bénédictines d'Almenèches. Nous allons dire quelle était cette chapelle, après avoir fait en quelques mots l'histoire du quartier où elle était bâtie.

X Il est certain que la ville d'Argentan existait longtemps avant que Rollon prit possession de la Normandie, en 912 ; mais c'est à cet illustre chef de pirates qu'on attribue généralement la construction de l'enceinte fortifiée, ou plutôt son rétablissement ; car, bien qu'il ne nous reste sur ce sujet aucun monument positif, il est infiniment probable que les anciens remparts avaient été détruits par les premiers chefs des Normands qui avaient frayé la voie aux conquérants définitifs. Devenu législateur de sa conquête, Rollon ou Rou, comme l'appellent ses historiens du moyen âge, établit à Argentan un officier chargé d'y maintenir l'ordre et de mettre la ville en état de défense ; ce sont à peu près les termes dont se sert l'historien Marin Prouverre, qui ne nous dit pas s'il parle d'après des documents plus anciens ou simplement d'après la tradition. Ces fortifications normandes renfermaient un espace très grand, mais si mal peuplé qu'il était impossible de le défendre contre l'ennemi ; ce fut ce qui occasionna les sièges nombreux qu'Argentan eut à supporter pendant la durée du ^x^e et du ^x^e siècles ; elle fut prise et reprise plusieurs fois, et ses habitants subirent de grands dommages. Lautour-Montfort ajoute que cette enceinte laxse ne renfermait aucun autre édifice remarquable que l'église de Saint-Martin, qui se trouvait alors, d'après le manuscrit de Magny, près des murs, vers l'Occident, avec Notre-Dame de la Place, tandis que Saint-Germain occupait le centre des fortifications. Il y avait plusieurs autres églises secondaires ; on en compta en certains temps jusqu'à quatorze, avec autant de bénéfices partiels, qui tous payaient la dîme à l'abbé de Saint-Wandrille. Mais nous avons déjà fait remarquer qu'un seul de

ces bénéficiers était curé, chargé de veiller sur tous les autres et de gérer les intérêts de tous ; seulement, il n'avait le droit d'officier, comme étant chez lui, que dans l'église de Saint-Martin, qui a pu d'abord être la plus vaste, et dans celle de Saint-Germain, qui ne fut agrandie qu'au ^{xv}^e siècle ; ces églises étaient les deux seules qui fussent spécialement paroissiales ; mais elles l'étaient toutes deux en même temps ; les autres étaient affectées à des services particuliers ; Notre-Dame, dont nous allons maintenant dire quelques mots, était un lieu de pèlerinage très fréquenté.

La large enceinte de Rollon ne subsista guère qu'un siècle. En 1035 ou 1045, les historiens ne sont pas absolument d'accord, le roi de France, Henri I^{er}, profitant de la minorité du jeune duc de Normandie, Guillaume-le-Bâtard, le futur conquérant de l'Angleterre, se précipita sur ses États, y porta le ravage sur tous les points, et en particulier ruina de fond en comble la ville d'Argentan et en rasa les fortifications. La ville ainsi démantelée eut beaucoup à souffrir dans le siècle suivant ; elle fut prise et brûlée une seconde fois en 1094, par Philippe I^{er}, roi de France, et une troisième fois en 1100 par Robert II, de Bellême et de Montgommery, si justement surnommé Robert-le-Diable.

Quelques années après, en 1106, la bataille de Tinchebray mettait la Normandie entre les mains du plus jeune des fils du Conquérant, Henri I^{er}, surnommé Beauclerc, déjà roi d'Angleterre. Ce prince se plaisait à Argentan, soit parce que l'air y est pur, soit parce que cette ville lui offrait un point stratégique fort avantageux pour opérer sur toute la Normandie. Ordéric Vital, moine de Saint-Évroult et historien de Normandie, presque contemporain et quelquefois témoin oculaire des événements qu'il raconte, dit qu'en 1134, Henri fit rebâtir le château et les fortifications d'Argentan. Il réunit pour cette œuvre un nombre très considérable d'ouvriers ; et les ruines des anciens remparts fournirent les matériaux nécessaires ; l'œuvre se trouva complète l'année suivante, 1135. La nouvelle enceinte était beaucoup plus étroite que l'ancienne et ne renfermait que la hauteur couronnée aujourd'hui par l'église de Saint-Germain ; les faubourgs se trouvaient désormais séparés de la ville ; le pourtour de la forteresse était à peu près carré ; l'enceinte était hérissée de tours et

de bastions ; un large fossé la séparait des faubourgs et de la campagne. Dans l'intérieur, on construisit un rempart transversal, avec un fossé qui séparait la ville en deux parties : l'une au nord, l'autre au midi.

Les deux manuscrits Malécange et Lautour-Montfort nous ont tous deux décrit le faubourg Saint-Martin, qui renfermait l'église de ce nom et celle de Notre-Dame de la Place. Ce faubourg était le plus étendu de tous ceux qui entouraient Argentan ; mais la population, avons-nous dit, y était assez clairsemée. Il communiquait avec la ville par une porte appelée aussi porte Saint-Martin. A gauche, il se terminait aux luxuriantes prairies des bords de l'Orne et, à droite, il confinait les riches campagnes qui appartenaient alors à la bourgeoisie d'Argentan ; ses limites étaient, d'un côté, le Clos-Neveu ; de l'autre, les Maisons-Bruneaux. Il renfermait beaucoup de rues ; Lautour-Montfort en compte jusqu'à dix et Malécange plus encore ; il est assez difficile de les faire accorder l'un avec l'autre ; il est probable que plusieurs rues ont changé de nom dans la suite des temps. Nous distinguons la rue Saint-Martin, qui partait de la porte de ce nom et allait jusqu'à la porte Milet, où elle prenait le nom de rue du Désert, qu'elle gardait jusqu'à la barrière du Tarif. De la même porte de Saint-Martin, mais se dirigeant à gauche, on trouvait la rue Chantereine, longeant Notre-Dame de la Place, et à droite la rue des Jouis, c'est-à-dire des Juifs, qui s'en allait en tournant aboutir au Colombier, vis-à-vis du chœur de l'église Saint-Martin. Là, on trouvait à droite la petite rue Diuda, qui faisait communiquer la rue Saint-Martin avec la rue des Jouis. Près de l'église, au point où la rue Diuda rejoignait celle de Saint-Martin, commençait une autre rue qui conduisait à la fontaine de Saint-Martin, en longeant le mur du cimetière. Hors de la porte Milet, à droite, on trouvait la rue de Magny, qui occupait la place des fossés de l'ancienne enceinte. Elle faisait communiquer la rue de la Poterie avec la rue de la Dardanette ; la rue de la Poterie elle-même était l'une des plus droites et des plus longues d'Argentan et tendait vers la rue de la Halle, ayant à l'une de ses extrémités la rue Saint-Thomas et à l'autre la barrière du Tarif, qui était tout auprès de la grange dimeresse. Plusieurs maisons et jardins en saillie rendaient la largeur de cette longue rue fort inégale ; la partie supérieure n'appartenait

plus au quartier de Saint-Martin, mais à celui de Saint-Thomas. Dans sa partie qui appartenait à Saint-Martin, cette rue était coupée par deux ruelles : l'une, appelée la venelle des Jouis ou du Long-Aulné, ou plutôt Longaunay, tendant vers la rue des Jouis, le long des fossés de la tour au Febvre ; l'autre, nommée la venelle des Champs, tendait vers la campagne. Au-delà de la barrière du Tarif était la rue des Maisons-Bruneaux, coupant en travers l'extrémité de la rue de la Poterie, et coupée elle-même par le chemin de Cuigny à Saint-Roch ; par celui de Chiffreville et par la ruelle Gondouin, qui tendait vers la barrière du Tarif. Enfin, à gauche de la porte Milet, la rue Valmont, qui était celle de Notre-Dame de la Place, conduisait au marais de Saint-Martin. Nous trouvons, en outre, dans Lautour-Montfort les noms de la rue ou ruelle des Fossés, qui portait aussi le nom de ruelle du Point-du-Jour. Elle occupait la place du chemin couvert des anciennes fortifications de Henri I^{er}, ce qui suppose qu'elle ne fut percée que postérieurement à la suppression des murailles ; une partie de cette rue appartenait au quartier de la Chaussée. Le même historien nous parle de la rue de la Dardanne, dont nous avons déjà prononcé le nom, et de la rue au Rettre. Quant à la rue de la Fontaine-Saint-Martin, ce devait être celle que Malécange a citée sans la nommer et qui allait de la rue Saint-Martin à la fontaine, en longeant le cimetière, comme nous l'avons vu plus haut.

C'était donc dans ce faubourg, rue Valmont, et longeant la rue Chantereine, que se trouvait Notre-Dame de la Place. Tous les historiens d'Argentan s'accordent à dire que cette église était une des plus anciennes, peut-être la doyenne d'âge de toutes les églises d'Argentan ; il en est même beaucoup qui font remonter son origine jusqu'à l'apostolat de saint Latuin ; les plus hardis affirment qu'elle occupait l'emplacement d'un ancien temple païen, qui était le principal de la ville avant qu'elle n'eût entendu parler de Jésus-Christ. Son nom de Notre-Dame de la Place lui serait venu de ce qu'elle était sur la place principale de la ville, où se traitaient les affaires publiques, ce qui ferait croire que dans le principe l'édifice qu'elle remplaçait occupait le centre d'Argentan. Cette église, détruite dans la seconde moitié du xviii^e siècle, conservait des parties du plus pur roman, ce qui

lui suppose déjà une antiquité respectable ; et la vénération dont elle était l'objet n'était pas moins remarquable que son antiquité. Non seulement toute la ville, mais encore toute la contrée, venait prier devant une antique statue de la Sainte-Vierge, qu'on y avait conservée depuis de longs siècles, ce qui nous paraît un argument puissant en faveur de l'opinion de ceux qui veulent que ce soit là qu'on ait adoré pour la première fois le Sauveur et sa divine Mère ; on y conservait aussi les fonts baptismaux, comme dans le lieu où les premiers chrétiens avaient été régénérés. Au xvi^e siècle, on y célébrait encore les mariages et on y faisait les relevailles des femmes après leurs couches. Les plus anciennes maisons d'Argentan y avaient conservé leurs tombeaux de famille ; quand les Bénédictines d'Almenèches s'y installèrent en 1623, elle était encore couverte de pierres tombales depuis le porche jusqu'au sanctuaire. Il paraît certain, d'après ces considérations, que les églises de Saint-Martin et de Saint-Germain n'ont dû être d'abord que de simples chapelles, bâties en l'honneur des deux grands saints dont elles portent le nom. L'unité de la cure et l'égalité des deux églises s'explique facilement de la sorte ; il paraît certain que Notre-Dame de la Place a joui, comme les deux autres, de la dignité paroissiale jusqu'à sa réunion à Saint-Martin ; jusqu'en 1623, on lui trouve de temps en temps ce titre, même sur des documents officiels. Longtemps le curé habita tout auprès ; la maison presbytérale, qui, d'après le manuscrit Magny, s'appelait l'Hôtel du Curé, était encore debout au xiii^e siècle. Ce fut là aussi qu'habita le clergé de Saint-Martin quand on eut bâti un nouvel hôtel pour le Curé sur Saint-Germain, qui devint par ce fait l'église principale ; ce presbytère de Saint-Germain fut démoli en 1480. Même après sa réunion à Saint-Martin, Notre-Dame de la Place conserva son trésor particulier. Cette réunion, d'ailleurs, n'a jamais été absolument officielle ; elle s'est faite d'elle-même par la suite des temps et des circonstances ; Saint-Martin étant devenue plus considérable, Notre-Dame fut d'abord négligée, puis abandonnée aux pèlerins. Cependant on continuait d'y bénir les cierges le jour de la Purification, comme nous le verrons bientôt. Nous croyons que ces bénédictions extraordinaires, permises dans certaines églises non curiales indiquaient qu'elles l'avaient été autrefois. Tel devait être aussi le cas de Saint-Léonard d'Alençon.

Ajoutons, pour simple raison de curiosité, un détail qui ne manque pas d'un certain intérêt : c'est que l'église de Saint-Martin paraît avoir été bâtie sur pilotis, dans un marécage formé par un ancien étang desséché. Certaines traditions nous portent à croire que cet étang servait aux Druides dans la célébration de leurs Mystères ; ce pouvait être une dépendance du temple dont saint Latuin, selon quelques-uns, fit Notre-Dame de la Place. Nous devons avertir que nous ne prenons pas cette opinion sous notre responsabilité.

Notre-Dame de la Place, déjà dès lors presque abandonnée, eut beaucoup à souffrir, de 1419 à 1449, du séjour des Anglais, qui la ruinèrent en partie, pour construire, croit-on, un fort en avant de la porte Saint-Martin. Bien que ce fût le clergé de l'église Saint-Martin, qui fût chargé d'y remplir les fonctions du culte, ce furent les bourgeois du district de Saint-Germain qui se chargèrent de la reconstruction ; ce sanctuaire vénérable devint ainsi commun à toute la ville ; on serait même tenté de croire que ce fut à cette occasion que le clergé de Saint-Germain le céda entièrement à celui de Saint-Martin pour l'usage général de la paroisse. Dès ce moment, l'église de Notre-Dame fut ouverte sans distinction pour les offices à tous les habitants d'Argentan et son cimetière à toutes les familles qui voulaient y choisir leur sépulture. Le duc d'Alençon, Jean II, sanctionna cet état de choses par une permission authentique donnée le 12 février 1461 ; et les bourgeois de Saint-Germain, heureux de cette décision, s'imposèrent spontanément pour 300 livres. Le duc avait ajouté cependant que « les demeurants sous la paroisse de Saint-Germain ne seraient point sujets à ladite réédification ». Il en résultait que les réparations se trouvaient désormais à la charge de la fabrique de Saint-Martin, qui, en compensation, percevait les profits résultant des pèlerinages et des autres œuvres établies dans la chapelle de Notre-Dame. Le compte des dépenses faites par les bourgeois de Saint-Germain pour cette reconstruction se trouve dans les registres de Romain Pigache, receveur des deniers communs de la ville, pour les années 1472 et 1476 ; ce fut sur le revenu de ces deux années qu'on perçut ce qui était nécessaire pour la solde des ouvriers.

L'ancienne église de Notre-Dame avait toujours eu devant sa façade la Place dont elle avait pris le nom. La nouvelle, bâtie

sur un plan différent, occupa une partie de cette Place ; on augmenta la taille du cimetière par l'adjonction de plusieurs pièces de terre dont on fit l'acquisition, ce qui permit de dégager l'édifice comme il l'était auparavant. La rue Chanteraine, ou mieux Chanteraine, car son nom lui venait de ce qu'elle longeait le marais où l'on entendait coasser les grenouilles, alors nommées *raines*, du latin *ranæ*, qui s'est conservé jusqu'aujourd'hui dans le nom de celles de la petite espèce appelées *rainettes*, c'est-à-dire *petites raines*, cette rue, disons-nous, paraît s'être prolongée autrefois jusqu'à l'extrémité de la rue des Fossés, qui n'en était point alors distincte ; ce ne fut que plus tard qu'elle prit le nom des Fossés-Notre-Dame, parce qu'elle longeait le fossé de la dernière enceinte des remparts.

Telle était la situation de Notre-Dame lorsqu'on cessa d'y attacher spécialement des fondations pieuses. L'une des dernières fut celle de Guillaume de la Pallu, qui, le 31 décembre 1480, y fonda deux messes par semaine, en se réservant le droit de nommer le chapelain qui devrait les dire. Ce furent les trésoriers de Saint-Germain et de Saint-Martin qui se chargèrent de fournir l'honoraire dû pour ces messes ; elles devaient être dites pour le repos de l'âme du fondateur et de sa femme, Marguerite du Petitfumé, de son vivant dame de Gisnay et de Boisgeoffroy. Il fut statué que, si l'église de Notre-Dame se trouvait détruite dans la suite des temps, la fondation devait être transportée à Saint-Martin ; et, comme garantie, le sieur de la Pallu fit retenue sur les offrandes de cire qui se faisaient le jour de la Chandeleur en la dite chapelle de Notre-Dame, où cette bénédiction se faisait, comme nous l'avons dit déjà. Ce seigneur retint, en outre, la plus belle des chandelles offertes, avec un chausson de chacune des nouvelles mariées, qui y offraient également une chandelle le jour de leur *chaussement*. S'il arrivait qu'elles refusassent de se déchausser, le fondateur faisait retenue de leur offrande pour lui et ses hoirs, et imposait aux nouvelles mariées, en place du chausson, une redevance de six deniers et le don d'une chandelle de semblable valeur, le tout devant entrer dans le trésor de la chapelle. Cette obligation du chausson paraît singulière à l'abbé de Courteilles, et nous sommes assez de son avis ; on ne souffrirait plus aujourd'hui ces usages ridicules ; d'ailleurs, la faculté que laissait M. de la Pallu de donner

de l'argent en place du chausson prouve que, dès le ^{xv}^e siècle, on commençait à se dégoûter de cette sujétion stupide, débris grossier des mœurs trop simples du moyen âge. Dans l'histoire de Germain, on trouve le chausson remplacé par un gâteau.

En 1623, la chapelle de Notre-Dame, avons-nous déjà dit, changea complètement de destination. Louise Rouxel de Médavy-Grancey, fille du baron Pierre de Médavy et sœur du maréchal Jacques de Médavy-Grancey, gouvernait très dignement alors l'abbaye bénédictine d'Almenèches. Entre autres desseins qu'elle avait conçus pour l'accroissement de sa Congrégation se trouvait celui de fonder à Argentan un prieuré dépendant de son abbaye. Le 12 février 1623, elle adressa une requête au maire, aux échevins et au conseil urbain, disant « qu'elle aurait désir et volonté de faire bâtir et édifier un monastère de son ordre dans leur ville, pour y passer leur vie selon la règle et la forme gardée à Almenèches ; et pour y recevoir des filles, tant pour être religieuses que pour être instruites, si, pour cet effet, on voulait lui accorder l'église de Notre-Dame ». Les bourgeois d'Argentan acceptèrent volontiers ce projet. Ils décidèrent en conseil général, en présence du curé, Christophe Mahot, le 22 février, qu'il y avait lieu d'accorder cette demande. La délibération fut rendue officielle, par l'intermédiaire de Guillaume Brosard de la Féraudière, conseiller du roi, lieutenant civil et criminel du bailli d'Alençon, vicomte d'Argentan et d'Exmes ; c'était déjà par le moyen de cet officier que l'abbesse avait présenté sa requête dix jours auparavant. Les bourgeois cédaient en même temps le cimetière, que Louise de Médavy avait aussi demandé ; mais à la condition « que les religieuses souffriraient les sépultures, et la célébration des services funèbres et des messes de fondation instituées et établies jusqu'alors, et sans que, pour la construction du monastère, ladite dame pût prendre aucune chose sur le revenu général de la ville ». Le tout sous le bon plaisir de Monseigneur l'Évêque de Séez.

L'évêque d'alors était Messire Jacques Camus de Pontcarré ; l'abbesse et les religieuses lui adressèrent, le 20 juin, une supplique à laquelle il répondit le 23 par une ordonnance qui assurait aux Bénédictines la possession de l'église, du cimetière et d'autres héritages qui avaient été acquis à part ; et M^{me} de Médavy, ainsi munie de toutes les autorisations nécessaires,

s'empessa de parachever son dessein ; elle acquit de maître Jean du Four, sieur de Trémont, contrôleur au magasin à sel, les maisons et les jardins qu'il possédait près de l'église de Notre-Dame de la Place, fit enclore de murailles l'espace qui existait alors entre la chapelle et les maisons, et enfin vint s'y établir dès le mois de décembre de cette année 1623, avec un certain nombre de religieuses et de novices.

Le clergé de Saint-Martin, qui desservait depuis longtemps cette chapelle, n'eut pas à se louer de ce nouvel établissement. Ce fut pour ses membres une perte très sensible, et les religieuses prirent soin de la leur rendre plus pénible encore par leurs mauvaises façons d'agir. Elles ne s'imposèrent pas même la peine d'observer les conditions du contrat qui avait créé leur établissement. Elles refusèrent de recevoir les corps de ceux qui voulaient se faire enterrer au cimetière, comme il était convenu, et de laisser dire les messes de fondation. Elles avaient promis de faire construire leur chœur en forme de tribune, comme dans les couvents des Clarisses ; mais M^{me} de Médavy préféra une grille, qui divisa la chapelle en deux parties, et qu'elle fit construire la nuit pour éviter toute contestation. Le clergé de Saint-Martin se présenta encore pour faire l'inhumation de Messire Guillaume du Tertre, sieur du Houley ; mais la porte de l'église lui fut fermée et le droit de sépulture se trouva ainsi complètement méconnu. Le peuple s'irrita ; il s'éleva de nombreux murmures ; Guillaume de la Pallu assigna M^{me} de Médavy au sujet de la fondation faite, comme nous venons de le voir par son ancêtre ; mais l'abbesse obtint du roi des lettres patentes datées du mois de novembre 1630 et signées à Saint-Germain-en-Laye ; elles contenaient l'ordonnance épiscopale de 1623. Les habitants cédèrent à la force et se désistèrent de leurs poursuites ; seule, la fondation de Guillaume de la Pallu fut maintenue.

L'église de Notre-Dame de la Place subit alors des modifications considérables. Louise de Médavy, elle-même, vint habiter la belle maison qu'elle avait achetée de Messire Jean du Four, et c'est de là qu'elle dirigeait les travaux. Elle fit bâtir le cloître, le réfectoire, le chapitre, le dortoir et tous les autres bâtiments composant le monastère, qui put être peuplé dès le mois de décembre de cette année 1623. Dans la chapelle, l'abbesse fit boucher deux des anciennes portes et fit poser dans l'enfonce-

ment de la plus grande un petit autel sur lequel on célébrait la sainte messe. Ce fut au-dessus de cet autel que l'on fit placer la statue vénérée qui était l'objet du pèlerinage établi en ce lieu ; elle représentait la Sainte Vierge portant sur l'un de ses bras l'Enfant Jésus et tenant dans l'autre main une coupe sur laquelle on voyait un petit oiseau perché. L'autel principal fut renouvelé et on l'orna d'une contre-table peinte en perspective et représentant une Assomption exécutée par un peintre nommé Bodo. Les armes de Guillaume de la Pallu, qui étaient sculptées en relief au côté droit de l'autel, disparurent dans la circonstance. Dans la suite, ce nouvel autel lui-même fut remplacé en 1689 par un autre à colonnes.

Entre le chœur des dames et le sanctuaire se trouvaient deux petites chapelles dont l'une, celle du nord, était consacrée à sainte Opportune ; elle avait pour contre-table un tableau représentant saint Godegrand, frère de sainte Opportune, mort et encore revêtu de ses ornements pontificaux, au moment où sa sœur le relevait de terre. Cette chapelle servait aux communions particulières des religieuses. Celle du Midi était la chapelle du Mont-Carmel ; elle avait été construite en 1645, à l'aide des aumônes faites à l'église de Notre-Dame ; les murailles de l'église même furent aussi en ce temps revêtues d'une menuiserie jusqu'à la hauteur des verrières ; mais malgré tous ces embellissements et malgré la puissance dont jouissait la famille de Médavy, qui soutenait vigoureusement son abbesse, la fondation bénédictine d'Argentan ne se soutint pas. Le luxe pénétra sous le gouvernement de Marie-Louise de Médavy, nièce de la fondatrice, et, au commencement du XVIII^e siècle, on s'aperçut que le prieuré était ruiné au point de vue pécuniaire. Les religieuses, s'étant munies d'une permission de l'évêque de Séez, Louis d'Aquin, l'abandonnèrent en 1702. La fondatrice, Louise de Médavy, y était morte en 1652, à l'âge de cinquante-neuf ans, et son tombeau s'y est longtemps conservé. Les Jésuites, après 1705, tentèrent d'y établir un collège ; mais ils ne purent y réussir ; M^{me} de Chambray, alors abbesse d'Almenèches, revendiqua ses bâtiments en 1718 et les repeupla.

Pendant que cette communauté se formait ainsi au plus grand détriment de Saint-Martin, cette église réparait peu à peu, à

l'aide de ses propres ressources, les ruines que les Huguenots y avaient amoncelées. On y travailla depuis 1607 jusqu'en 1651 ; à cette dernière époque, les murs de la nef se trouvèrent restaurés jusqu'à la hauteur qu'ils avaient avant le désastre. On commença en 1607 par le rétablissement de la charpente et par la construction d'un arc-boutant au côté nord du chœur, qui était à peu près ruiné. C'était alors M. Mary-Moulinet qui était trésorier de la fabrique ; il fit restaurer les panneaux des verrières, qu'il fit replomber elles-mêmes par maître Pierre Goupil, peintre et vitrier. Le 24 août de la même année 1607, les paroissiens allouèrent des fonds au même trésorier pour faire construire la voûte du chœur. Moulinet fit marché avec Jacques Gabriel et lui alloua un supplément pour reconstruire l'arc-boutant qui se trouve au-dessus du guichet que l'on devait boucher quelques années plus tard. Ces travaux se trouvèrent exécutés en 1608. Le trésorier fit, en outre, appuyer le ceintre de la dernière arcade du *chanceau*. C'était le nom que l'on donnait alors au chœur où l'on *chante* ; le mot *chœur* signifie plutôt lieu où l'on *danse* ; il fit peindre, toujours par le même Goupil, les armoiries du sieur Chantelou, écuyer, et de son épouse, selon les clauses d'un contrat de fondation qu'il avait fait en faveur de l'église. On remplaça et on garnit de plomb les vitres démontées. On répara la couverture entière de l'église ; la dépense totale dépassa la somme de 1.000 livres, ce serait une autre somme aujourd'hui.

En 1631, les travaux continuèrent. Jusqu'alors, la voûte était demeurée imparfaite ; depuis 1568, les verrières d'en haut n'existaient plus et le toit était porté sur le sommet des portiques qui servaient de cadres aux claires-voies. Nicolas Mahot, sieur du Parc, alors trésorier de l'église Saint-Martin, remédia en 1631 et 1632 à cet état de choses ; il paya douze cent cinquante-cinq livres à Guillaume Crètey et à Jean Bourdon, architecte, pour étendre et exhausser une partie de la nef. Dans les comptes du trésorier Mahot, pour l'année 1632, nous trouvons d'autres sommes payées pour des réparations faites à la toiture du chœur, aux piliers des arcs-boutants, et pour les replombages nécessaires.

En 1633, Nicolas Mahot avait été remplacé comme trésorier par Jean Lorieul, sieur du Vautrot, qui fit réparer les clefs de voûte. En 1637, deux fenêtres du midi furent ouvertes ; toutes

avaient été bouchées avec des terrassis. La dépense fut payée par le trésorier Guillaume Dufour, sieur d'Argentelles ; toutes les autres fenêtres furent débouchées pendant les années suivantes par l'architecte Guillaume le Tort, dont nous avons déjà parlé ; mais on ignore la date exacte de ce travail. L'orgue fut placé aussi en 1637 ; mais cet orgue fut enlevé dans la suite. L'historien d'Argentan, Germain, constatait en 1840 qu'on en avait perdu complètement la trace.

Cependant la situation de ces deux églises, ne formant qu'une seule cure, donnait toujours lieu à une foule d'inconvénients. La rivalité, qui existait entre elles, ne finissait plus, et les paroissiens ne cessaient de réclamer la préséance chacun pour leur église. Les choses en étaient venues à un tel point que le curé se trouvait obligé de tolérer des usages bizarres et entièrement opposés à la discipline. Ainsi, à la Fête-Dieu, l'usage avait prévalu de porter en procession deux ostensoirs sous deux dais différents, l'un appartenant à Saint-Germain, l'autre à Saint-Martin.

En 1629, l'évêque de Séez, Mgr Camus de Pontcarré, prélat zélé, qui aimait à se rendre lui-même dans les paroisses, pour y corriger les abus, vint de sa maison épiscopale de Fleuré jusqu'à Argentan, où il officia pontificalement le jour de la Pentecôte, prêcha et administra le Sacrement de Confirmation dans l'église de Saint-Germain. Frappé des inconvénients et des scandales qui résultaient de la rivalité dont il était témoin, il ordonna qu'à l'avenir on ne porterait plus qu'un seul ostensor, et que la procession se formerait dans l'ordre suivant ; l'un des vicaires devait se rendre processionnellement de l'église Saint-Martin à celle de Saint-Germain en portant le Saint-Sacrement au peuple rassemblé qui l'attendait à cette dernière église. Alors le curé lui-même devait prendre le Très Saint-Sacrement et le porter en procession, d'abord à l'église Saint-Martin et ensuite aux autres stations accoutumées. Alors le vicaire qui, le premier, avait porté le Saint-Sacrement à Saint-Germain, le reportait à Saint-Martin accompagné des habitués de cette église. Cette ordonnance est datée de la maison épiscopale de Fleuré, le 8 juin 1629 ; elle fut notifiée le lendemain aux parties intéressées par Jacques Vaillant, curé de Fleuré, et mise à exécution en cette année 1629 ; mais elle n'éteignit point les querelles, non plus que les rivalités ; aussi, dès l'année suivante 1630, le Corps

de Ville se réunit le 28 mai ; et, du consentement du curé Mahot, il fut conclu un accord, modifiant l'ordre de procession fixé par l'évêque. Il fut convenu que le jeudi suivant, qui était le jour de la Fête-Dieu, le curé lui-même prendrait le Saint-Sacrement dans l'église Saint-Germain et se rendrait à Saint-Martin, accompagné des religieux et du peuple, irait ensuite aux autres stations, puis rapporterait le Saint-Sacrement à Saint-Germain, où l'on trouverait une hostie consacrée par le vicaire chargé de Saint-Martin, qui devait la porter à son église avec les honneurs ordinaires. L'année suivante 1631, le Saint-Sacrement devait être pris à Saint-Martin, avec les mêmes cérémonies. Cette alternative de préséance devait continuer à l'avenir *sans préjudice des droits de prééminence auxquels prétendaient les habitués des deux églises*. Cet usage de faire les honneurs alternativement aux deux églises a continué jusqu'à la Révolution de 1789. Saint-Germain jouissait des honneurs dans les années dont le chiffre était pair ; et Saint-Martin dans les années portant un chiffre impair.

Une convention faite en l'année 1631 entre l'abbé de Saint-Wandrille et le curé d'Argentan Mahot régla la perception des dîmes. Thomas Prouverre fait, sur cette convention, une remarque assez importante. Mahot prenait dans la circonstance le titre de *Curé des paroisses de Saint-Martin et de Saint-Germain*, « c'était bien contraire, ajoute Prouverre, à la qualité d'annexe qu'il donnait plus tard à Saint-Germain dans son acte de démission ». N'en déplaise à l'écrivain, nous ne trouvons là rien de contradictoire ; le terme d'annexe (de *ad nectere*, *nouer avec*) peut très bien indiquer simplement l'union, la fusion de deux territoires en une seule paroisse, sans aucune idée de prééminence et de subordination, et même c'est sa signification propre ; et deux territoires ainsi réunis peuvent aussi très bien dans un sens laxé s'appeler deux paroisses, le mot signifiant avant tout agglomération (*parœcia*, du grec *παροικία*, maisons rapprochées).

Cependant la fabrique de Saint-Martin travaillait toujours à assurer à son église le matériel suffisant pour les besoins du culte. Nous trouvons mentionnées de nouvelles acquisitions dans les comptes du trésorier Guillaume du Four, pour l'année 1637. En 1639, il fut fait une déclaration des immeubles, *rentes* et revenus, que possédait l'église, qualifiée de *paroissiale*, nous

venons de voir en quel sens, avec la mention de son curé, qui n'était autre, comme nous l'avons dit, que le curé d'Argentan en général. Cette déclaration rappelle les dispositions prises dans la transaction du mois d'août 1616, dont nous avons aussi parlé. Le compte de 1647, rendu par le trésorier Adam Marie, sieur des Hayes, répète les formules employées auparavant pour désigner l'église. Celui de Jean Arimont, sieur du Coudré, pour 1649, ceux qu'il dressa pour 1643, 1644 et 1651, affectent encore d'employer la même formule, ainsi que tous ceux qui furent dressés de 1660 à 1700.

Une fondation de la veuve de Charles Eudes d'Houay, le troisième enfant de la famille Eudes, dont l'aîné était le vénérable Jean Eudes et le second l'historiographe Mézeray, fut acceptée en 1681 avec obligation au curé de l'acquitter lui-même. En 1739, une demande de réduction des fondations de Mgr Camus de Pontcarré fut encore faite par le curé d'Argentan, en faveur de Saint-Martin. Un document notarié nous permet de constater que cette requête fut favorablement accueillie en 1747, par Mgr Néel de Christot, alors évêque de Séz.

Mentionnons en passant les réunions de 1749, 1754, 1756 et autres jusqu'en 1786, toutes présidées par le curé ; il faut entendre par le curé d'Argentan ; c'est, à tort, que certains archéologues ont cru trouver dans ces documents la preuve de l'autonomie de Saint-Martin comme paroisse ; à cette époque, des témoignages irréfragables et le *pouillé* du diocèse lui-même, comme nous l'avons vu, nous montrent évidemment le contraire. Saint-Germain est aussi honorée du titre de paroissiale dans plusieurs actes de cette époque ; il est d'ailleurs certain qu'il n'y avait qu'un curé ; la situation n'avait nullement changé depuis le *xii^e* siècle.

L'année 1657 vit disparaître l'un des curés les plus remarquables qui ait possédé le bénéfice d'Argentan ; c'était Christophe Mahot, qui mourut le 12 février de cette année, à l'âge de 74 ans, vivement regretté de tous les habitants de ses deux districts, qu'il avait administrés avec autant de prudence que de dévouement. Il eut pour successeur, son neveu, René Mahot, en faveur duquel il avait résigné sa cure dès l'an 1649. Bien que tous ses prédécesseurs fussent enterrés dans le chœur de Saint-Germain, Christophe voulut par humilité être enterré dans le cimetière de Saint-Martin, et son désir fut respecté.

Mais les contestations entre les deux églises sœurs continuaient toujours, et, en outre, des sentences du siège judiciaire d'Argentan, rendues, l'une le 27 mars 1656, d'autres en 1658 et en 1672, statuèrent sur des difficultés qui existaient entre l'abbé de Saint-Wandrille et le curé de Mauvaisville, parce qu'on n'avait pas assez distingué entre ce qu'il fallait entendre par *grosses dîmes*, *menues dîmes* et *novales*. En avril 1778, cent vingt ans après le commencement du procès, Louis Loutreuil, curé de Mauvaisville, plaidait encore sur le même sujet et se portait appelant d'une sentence du bailliage d'Argentan rendue le 5 avril précédent, contre Messire Louis Sextius de Jarente de la Bruyère, commandeur des Ordres du roi, abbé commendataire de Saint-Wandrille. L'appel du pauvre curé contre ce gros seigneur fut déposé en présence des sieurs Tocqueville et Valdorne, fermiers des grosses dîmes de Mauvaisville. Nous n'avons pas trouvé la mention du résultat qu'il produisit.

Pour établir la base du droit qui régissait les deux églises principales, on avait un règlement publié le 3 juin 1658 au nom de Mgr Rouxel de Médavy, évêque de Séez, et confirmant celui que Mgr Camus de Pontcarré avait donné en 1629 et dont nous avons parlé plus haut ; mais chacun exagérait les privilèges qu'il croyait avoir reçus, et la guerre civile s'éternisait dans le clergé d'Argentan.

Ce n'était pas seulement entre les prêtres et les officiers que naissaient les différends et les querelles ; les trésoriers eux-mêmes, quoiqu'ils eussent rendu sans cesse aux deux églises d'éminents services, se montrèrent de temps en temps aussi des agents de trouble et de discorde. En 1658, ils prétendirent au droit exclusif de donner aux sacristains le Règlement qu'ils devaient suivre, et ils soutinrent pour défendre leur droit devant l'officialité un procès chaudement poussé, mais qui mit leurs prétentions à néant. Ils se mêlèrent aussi trop dans un incident plus grave qui surgit entre les deux églises, et qui ne fut pas aussi facile à dirimer que le précédent.

C'était à la suite du Règlement donné en 1629, par Mgr Camus de Pontcarré, pour fixer le rang de préséance que chaque église devait garder dans les processions de la Fête-Dieu ; ce Règlement avait comprimé la jalousie sans l'éteindre ; elle devait se rallumer plus ardente que jamais à la première occasion qui se

présenterait, et cette occasion ne lui fit pas défaut ; elle la trouva dans la résignation de la cure et du bénéfice d'Argentan que fit, en 1649, Christophe Mahot, en faveur de son neveu, René Mahot, dont nous avons déjà parlé. Cette famille Mahot était originaire de Saint-Martin, très connue et très estimée dans la ville. Le gouvernement des deux curés de cette famille, Christophe et René, remplit un espace de soixante-douze ans ; Christophe avait été installé en 1616. Ce fut après trente-trois ans de ministère curial que, se trouvant vieux et malade, il résolut de laisser à son neveu son bénéfice en héritage. Sa famille était très attachée à Saint-Martin, son berceau ; René, encore jeune, fit plusieurs voyages à Sées pour obtenir la collation de son titre ; il conféra longtemps avec les trésoriers de son église de prédilection, consulta son oncle et résolut de changer son titre de curé de Saint-Martin et de Saint-Germain d'Argentan en celui de *curé de Saint-Martin et de Saint-Germain, son annexe*. L'abbé Laurent suppose que ce conseil a pu lui être donné à Sées même, où l'on pouvait voir quelque désavantage, même quelque danger pour lui à se faire pourvoir comme curé de deux églises, inconvénient qui disparaissait s'il en présentait une comme principale et l'autre comme annexe, ce qui était beaucoup plus conforme au droit canonique. Nous avons dit d'ailleurs que ce titre était acceptable, même en regardant les églises comme égales, et il est probable que fut ce que pensa l'évêché ; mais il est facile de voir que les habitants de Saint-Martin formaient le dessein caché d'acquérir la prééminence qu'ils voulaient faire affirmer ainsi par l'autorité épiscopale ; et les deux Mahot, dans leur amour bien légitime pour Saint-Martin, se prêtèrent volontiers à cette petite manœuvre, d'ailleurs assez innocente. Mais on ne choque jamais impunément l'amour-propre des masses ; René Mahot, qui était certainement un homme de mérite, sentit que cette innovation, car c'en était une, soulèverait des orages du côté de Saint-Germain ; et il prit possession en grand secret, et sans avertir les trésoriers de l'autre église désormais rivale.

Il n'était cependant pas possible d'échapper aux réclamations qu'un fait aussi insolite devait soulever dans la paroisse. Louis Ango, sieur des Mézerets, trésorier de l'église de Saint-Germain, assigna le curé, René Mahot, devant le lieutenant du bailli, « aux fins de représenter ses provisions et de les faire enregis-

trer sur les livres de Saint-Germain ». Cependant René Mahot tenait à conserver secret son diplôme de nomination, qui n'était pas en règle, il le savait très bien ; il nia la juridiction du bailli et demanda à être renvoyé devant l'officialité diocésaine ; mais cet appel ne fut pas admis ; le 22 novembre 1649, il fut traduit de nouveau devant le lieutenant du bailli ; il en appela de cette sommation ; et les deux parties furent renvoyées devant la Cour.

Alors les hostilités commencèrent. René Mahot s'étant présenté, accompagné de l'archidiacre de Séez, pour faire la visite de Saint-Germain, le trésorier, Ango des Mézerets, lui ferma les portes et déclara au milieu du chœur qu'il ne reconnaissait comme curé d'Argentan que Messire Christophe Mahot, et non son neveu. Un grand procès était inévitable ; mais M. des Mézerets vint à mourir ; et Christophe Mahot, remis de sa maladie, reprit le gouvernement de sa paroisse. René Mahot se contenta de remplir auprès de son oncle les fonctions de vicaire et de chapelain, en attendant une occasion plus favorable pour lui succéder.

Cette occasion se présenta en effet. Christophe Mahot mourut neuf ans après, en 1658 ; et sa mort faisait pressentir le retour des difficultés. Cependant le clergé de Saint-Martin, fier de la protection que n'avait cessé d'étendre sur lui le curé qui venait de disparaître et de la prééminence qu'il avait été sur le point d'acquérir, refusait de se soumettre aux Ordonnances de Mgr Camus de Pontcarré, bien qu'elles fussent publiées depuis vingt-cinq ans. Ce fut alors que Mgr Rouxel de Médavy crut devoir intervenir dans cette affaire regrettable et data de la maison épiscopale de Fleuré, le 8 juillet 1658, une Ordonnance en huit articles qui dirima la question de primauté entre les deux églises et dont nous avons parlé plus haut ; elle se trouve tout entière dans l'Histoire de l'abbé Laurent. Ce règlement épiscopal fut enregistré dans le livre du Corps de Ville, mais seulement le 27 mai 1663, et encore avec cette clause restrictive : « Sans que le présent enregistrement préjudicie à la juridiction royale et sans attribution de juridiction ecclésiastique ». Ce long retard avait fatigué les habitants de Saint-Germain ; en 1659, ils demandèrent à l'abbé de Saint-Wandrille, qui était en même temps évêque de Chartres, de nommer un second curé pour leur église, alléguant que ses prédécesseurs avaient coutume de nommer un curé à Saint-Martin et un autre à Saint-Germain. Il est impos-

sible de savoir où ils avaient pêché cette idée ; le contraire étant de toute évidence. Cette assertion signifiait peut-être que le prêtre, qui était chargé de desservir Saint-Martin, était nommé par l'abbé de Saint-Wandrille et ensuite délégué par le curé. La requête se trouve tout entière dans l'abbé Laurent ; elle prouve que, dès lors, Saint-Germain regardait Saint-Martin comme assez peu de chose et avait été surpris de se trouver égal, même presque inférieur à cette petite église : toute l'influence s'était décidément portée vers le centre de la ville. Du reste, la requête, qui était certainement abusive, resta sans réponse ; il n'y avait aucune raison de créer un second bénéfice dans une aussi petite localité. Ajoutons que l'évêque de Chartres n'était peut-être pas très amateur de diminuer ses revenus pour faire la part d'un second titulaire.

D'un autre côté, le Règlement de Mgr de Médavy ne trouvait pas grâce devant les habitants ; quelques jours seulement après sa publication, le clergé de Saint-Martin, sans aucun respect pour l'autorité épiscopale, refusa d'assister à un *Te Deum* solennel qui fut chanté à Saint-Germain et auquel le règlement épiscopal lui imposait strictement l'obligation d'assister. L'affaire fut portée devant l'officialité diocésaine, qui condamna, par sentence du 29 août, le clergé et les paroissiens de Saint-Martin.

Cependant Goupil, prêtre et trésorier de cette église, qui avait été mis en prison à la suite de la sentence de l'officialité, porta devant le Parlement de Normandie appel comme d'abus, tant de la sentence de l'official que du Règlement de 1658, donné par Mgr de Médavy. Les trésoriers de Saint-Germain, au contraire, demandèrent avec instances la conservation du Règlement et le rejet des provisions du curé René Mahot. Mémoires, *factums*, pièces de toutes sortes pleuvaient de part et d'autre. Il faut dire avec l'abbé Laurent, pour la vérité de l'histoire, que le beau rôle ne fut pas joué alors par les habitants de Saint-Martin. Leurs voisins de Saint-Germain ne demandaient que le maintien de l'ancien Règlement et l'égalité parfaite entre les deux églises qui existaient auparavant. Mais ceux de Saint-Martin réclamaient, en vertu des anciennes traditions, vraies ou fausses, une suprématie qu'ils voyaient passer à Saint-Germain par la force même des choses. Les minorités sont toujours factieuses et

portées à réclamer au nom du droit ce que leur faiblesse ne leur permet pas de défendre autrement. Les habitants de Saint-Martin allaient jusqu'à accuser René Mahot, qui, pourtant, comme nous l'avons vu, leur était très favorable, mais qui, en digne et excellent prêtre qu'il était, voulait avant tout la paix dans son troupeau ; tout le monde sentait du reste le vide de ces accusations. René Mahot était, dit Thomas Prouverre, « un très bon pasteur, fort vigilant et de très bonnes mœurs ». L'abbé Laurent ajoute que tous les *Mémoires* contemporains s'accordent à louer son zèle pastoral, son dévouement et sa charité.

Ce choc d'opinions prouvait de plus en plus que depuis 1024 au plus tard, époque de l'acquisition du bénéfice par l'abbé de Saint-Wandrille, les deux églises avaient toujours été sur le pied de la plus parfaite égalité, et que, dans les collations du bénéfice, ainsi que tous les autres actes administratifs, c'est tantôt l'une, tantôt l'autre qui est nommée la première, selon la circonstance. On cite à l'appui de cette opinion, les provisions du sieur de Selve, du 4 avril 1513 ; de Pierre Sourmont, du 30 mars 1544 ; de Michel Gacey, du 3 juillet 1561 ; de Thomas Coeffereel, du 12 avril 1585. Dans onze contrats de ventes ou de donations remontant toutes au XIII^e siècle, on dit que les biens dont il est question étaient situés dans la paroisse de Saint-Germain d'Argentan ; l'église de Saint-Germain était donc paroissiale dès cette époque, bien que nous ayons dit, d'après Lautour-Montfort et plusieurs autres, qu'elle était beaucoup moins considérable que celle de Saint-Martin.

Toutes ces procédures aigriront et prolongèrent la lutte qui existait entre les deux églises d'Argentan. L'arrêt du Parlement provoqué par le trésorier Goupil ne fut rendu que le 17 mars 1664. Il annula le règlement épiscopal, mais en maintint à peu près toutes les dispositions ; seulement il fit droit aux prétentions des habitants de Saint-Germain au sujet de la collation des bénéfices. Cet arrêt, régla pendant longtemps les rapports entre les deux églises.

Quatre ans après qu'il fut rendu, c'est-à-dire en 1668, la charge de trésorier de Saint-Germain était gérée par Thomas Prouverre, sieur de Bordeaux, que nous avons déjà eu occasion de citer mainte et mainte fois. Il paraît que cet homme de bien était aussi bon comptable qu'il était bon écrivain et excellent

apothicaire. Il s'acquitta de sa charge avec un zèle et un désintéressement au-dessus de tout éloge.

La sacristie de Saint-Germain était trop étroite et incommode pour le service du clergé : les ecclésiastiques attachés à la paroisse étaient plus de cinquante : ils pressèrent le trésorier de faire élargir le local, promettant de payer leur part de dépense. Parmi eux se trouvait le fils du trésorier lui-même, Simon Prouverre, prêtre « qui leur était à tous en quelque considération » dit modestement son père Thomas, et qui, comme Thomas lui-même, a laissé quelques manuscrits estimés, malheureusement perdus aujourd'hui.

La sacristie fut élargie de moitié, et elle est encore telle que la fit reconstruire Thomas Prouverre, qui fit faire aussi à l'église des réparations importantes. Le Bordeaux dont ce digne homme portait le titre est un petit village situé sur la route d'Argentan à Paris, entre la ville même et le village d'Urou.

En cette année 1668, une sentence ecclésiastique qui intéressait le principe de l'unité de la cure d'Argentan fut portée par l'autorité pontificale. Les deux chapelains de l'Hôtel-Dieu de Saint-Thomas, établis en 1208 par le maréchal Henri Clément, sieur de Metz et seigneur d'Argentan, revendiquaient le titre de *curés, chapelains en l'église de Saint-Thomas de l'Hôtel-Dieu*. René Mahot, dont nous avons déjà beaucoup parlé, trouva que ce titre empiétait sur sa prééminence et cita les chapelains devant le Légat du Saint-Siège : cette affaire était pendante à l'officialité de Séz, dès l'année précédente, 1667. On finit par s'en rapporter à l'arbitrage de la duchesse de Vendôme, et de son fils, le cardinal de Vendôme, qui obtint pour la circonstance les pouvoirs de Légat à *latere*, c'est-à-dire que sa sentence avait la valeur de celle qu'aurait rendue le Souverain Pontife lui-même. Cette sentence fut rendue le 20 avril 1668, et longuement motivée. On peut la lire en entier dans l'abbé Laurent. Elle déboutait complètement les chapelains de leurs prétentions, et n'admettait dans la ville qu'un seul prêtre ayant charge d'âmes ; ce pasteur unique était chargé de desservir les deux églises de Saint-Germain et de Saint-Martin.

Il existait alors à Saint-Germain une œuvre qui portait le nom de *Confrérie des prêtres*, dont un des membres avait le titre et la charge de prêtre sacristain. En 1668, cette charge était

X 50
a 12

confiée à l'abbé Michel de Courteilles, auteur d'un manuscrit que nous avons déjà mentionné plusieurs fois, et qui porte pour titre : *Antiquités d'Argentan*. « On peut lui donner la louange, disait de lui Thomas Prouverre, d'être le plus exact et le mieux intentionné sacriste qui a't jamais été, bien qu'il soit jaloué, et qu'il ait été bien des fois entrepris par plusieurs envieux, mais toujours protégé par MM. les trésoriers. »

Le curé René Mahot n'échappa point lui-même entièrement à ce vilain mal de la jalousie. Il traduisit en 1668, le prêtre sacristain, en compagnie du Procureur de la Confrérie, devant le tribunal de l'officialité. Les trésoriers eux-mêmes soutinrent la cause de l'abbé de Courteilles, et le 26 janvier 1669, une sentence de l'officialité, sans donner gain de cause à personne, se montra plutôt favorable à ceux qui étaient poursuivis. Alors le curé Mahot, qui était un homme vraiment droit, malgré quelques petits écarts échappés à la faiblesse humaine, consentit à un arrangement, qui fut conclu le 7 avril suivant entre lui et tous les ecclésiastiques de Saint-Germain. Le curé devait avoir seul les profits qui provenaient du trésor et de la Confrérie ; il avait l'administration des services et des Messes, dont il percevait l'honoraire pour le distribuer à qui de droit. Le sacriste, renonçant aux avantages que semblait lui assurer la sentence du 26 janvier, se mettait de lui-même sous la direction du curé. Pour ce qui regardait l'administration des sacrements, le sacriste conservait les gratifications dues à son assistance, toujours d'après l'ordre et la direction du curé. Il avait en outre le boisseau de blé donné par celui qui offrait le pain béni le jour de Pâques, à la charge par lui de fournir les petits pains pour la Communion, tant pour la pâque que pour le reste de l'année.

En 1673, une autre contestation s'éleva entre le curé d'une part, et les anciens trésoriers de l'autre avec leurs ayant-cause. René Mahot ne cessait de revendiquer avec énergie ses droits curiaux ; l'abbé de Courteilles, toujours sacristain du trésor, s'appuyant sur la faveur dont il jouissait auprès des marguilliers, revendiquait aussi quelquefois les droits attachés à ses fonctions avec une rigueur choquante. René Mahot crut s'apercevoir que les sacristains n'avaient pas pour sa personne les égards qu'ils lui devaient ; il convoqua les trésoriers en charge et se plaignit en leur présence de l'abbé de Courteilles. On ne voulut pas

révoquer ce dernier ; mais on lui adjoignit un second sacristain, qui partageait ses fonctions et ses droits, et l'on choisit pour ce nouvel office le sieur de Douville, prêtre, et fils du premier trésorier en charge : ce fut lui qui notifia à l'abbé de Courteilles la résolution des marguilliers. Cependant la délibération fut annulée dès le 30 janvier 1673, par sentence du lieutenant du bailli ; le curé et les trésoriers en charge appelèrent de cette sentence au Parlement ; mais une consultation venant de Rouen leur fit pressentir que l'issue du procès ne leur serait pas favorable ; et ils se prêtèrent à un accord, qui eut lieu le 23 juin 1673, l'abbé de Courteilles fut maintenu seul sacristain, jusqu'à ce qu'il en pût être disposé autrement ; et on décida qu'à l'avenir une délibération concernant le trésor, ne serait valable qu'autant que tous les conseillers anciens et nouveaux y seraient convoqués, ainsi que le maire et les officiers de police quand il leur plairait de venir. Il fallait en outre que les délibérations fussent, pour être valables, signées de la moitié au moins des trésoriers anciens et nouveaux.

Deux ans avant ce jugement, en 1671, la grande procession de la Confrérie des prêtres avait été troublée par une contestation qui affligea beaucoup les âmes fidèles. Cette cérémonie se faisait en grande pompe le lundi dans l'octave de la Fête-Dieu. Dans l'origine, les Frères de la Charité de Saint-Germain accompagnaient seuls le Saint-Sacrement ; ceux de Saint-Martin ne prenaient point part à la fête. Mais en 1661, le curé d'Argentan, René Mahot, dont nous avons constaté la sympathie pour Saint-Martin, fut nommé roi de la Confrérie et invita les frères de son église de prédilection à assister à cette procession avec leur Croix et leur bannière, usage qui persévéra pendant les années suivantes ; « mais, ajoutent les monuments contemporains, sans contester jamais à Saint-Germain, ni le pas, ni l'honneur dans cette procession ». Ainsi en fut-il pendant dix années, jusqu'à ce qu'il se trouvât une mauvaise tête pour brouiller l'ordre établi. En 1671, le trésorier de Saint-Martin, qui était alors le sieur de Vary, prétendit que, depuis l'arrêt de 1664, dont nous avons parlé, la droite appartenait à Saint-Martin, qui était alors « en honneur », c'est-à-dire, comme nous l'avons vu encore, que c'était son année de prééminence. Les frères de Saint-Germain résistèrent : il s'éleva un conflit ; et bientôt, selon l'usage,

on en vint aux mains « avec grande irrévérence et scandale ». M. de Rives-Coiffel, lieutenant criminel de M. le bailli, fut obligé de faire mettre en prison un des frères de Saint-Martin, qui avait frappé et blessé plusieurs ecclésiastiques pendant qu'ils s'efforçaient de calmer le désordre. Le trésorier de Saint-Martin lui-même avait proféré de graves injures contre le lieutenant, qui le traduisit devant la Cour du Parlement ; toutefois la poursuite ne fut pas poussée loin, et les choses restèrent jusqu'en 1673, dans l'état où elles étaient auparavant.

Mais en cette année, les frères de Saint-Martin réclamèrent encore leur année de prééminence ; et le lieutenant du bailli, qui était alors le sieur de Bellegarde, pour éviter un scandale, fit réunir les frères de charité des deux églises ; mais il ne put jamais parvenir à les mettre d'accord, et il leur fit à tous défense d'assister à la procession. La même difficulté était encore sur le point de renaître en 1675 ; mais l'évêque de Séez, Mgr Forcoal, se trouvait alors à Argentan : il interrogea les parties ; et décida qu'on devait se conformer à l'arrêt de 1664, pour cette cérémonie comme pour toutes les autres, et donner alternativement l'honneur à Saint-Martin et à Saint-Germain ; tout le monde accepta cette décision, qui fut désormais fidèlement exécutée, ce qui rétablit la paix.

Une autre contestation s'était d'ailleurs élevée dès l'an 1672, entre les deux confréries de charité. Le dimanche 3 avril de cette année, il devait se faire une procession générale à l'occasion du jubilé. Le dimanche précédent, les marguilliers se réunirent, et le trésorier en charge fit observer que, conformément à l'usage observé de tout temps, à l'arrêt du Parlement porté en 1664, et au mandement de MM. les grands-vicaires de Séez, le siège vacant, tous les corps du clergé séculier et régulier se devaient assembler dans l'église de Saint-Germain, et qu'à raison du différend qui s'était élevé entre les confrères des charités de Saint-Germain et de Saint-Martin, en la dernière procession de la Confrérie du Saint-Sacrement, il doutait que les Frères de la Charité de Saint-Germain voulussent céder la main droite pour la marche à ceux de Saint-Martin. C'est pourquoi il se préparait à faire signifier ledit arrêt de la Cour, par lequel il prétendait que les honneurs qui étaient alternativement jusqu'alors attribués à St-Germain et à St-Martin devaient appartenir désormais

à chacune d'elles à perpétuité. La majorité du Conseil trouvait qu'il y avait une grande différence entre la procession de l'octave de la Fête-Dieu, particulière à la Confrérie établie à Saint-Germain, et où les autres ne venaient que pour faire honneur à cette église, et la procession du Jubilé, qui était pour toute la paroisse. Il fut donc arrêté que le trésorier de Saint-Germain céderait le pas à celui de Saint-Martin ; mais à condition que les habitants de Saint-Martin, en exécution de l'arrêt de la Cour, viendraient s'assembler avec tous les autres corps ecclésiastiques en l'église de Saint-Germain, sans être disposés processionnellement, afin de commencer tous ensemble ladite procession générale, qu'ils devaient terminer à Saint-Germain avec tous les autres. Les choses se passèrent ainsi, et cette fois, il n'y eut aucune contestation le jour de la fête.

L'église de Saint-Martin tenait d'autant plus à revendiquer ses droits d'église paroissiale que le titre et la dignité lui en restaient dans le public, malgré l'importance toujours croissante de Saint-Germain à cette époque. Un arrêté des sergents, daté du 25 novembre 1663, les lui attribua formellement en ces termes :

« Nous soussignés, Thomas Postel, ci-devant sergent héréditaire d'Argentan, et autres sergents soussignés : Attestons que, de tous temps, en faisant l'exercice de notre charge de sergents, nous avons fait la principale partie des lectures des contrats de la bourgeoisie d'Argentan, fait les ajournements, adjudications et décrets, la plupart, pour saisies et autres publications, es issues et sorties des messes paroissiales de l'église Saint-Martin, *paroissiale* d'Argentan ; ce que nous attestons véritable, ainsi qu'il peut être justifié par nos registres et ceux même de nos pères et ayeux, lesquels nous offrons faire apparoir en cas de besoin, et avons délivré la présente attestation pour servir ce qu'il appartiendra. XXV novembre 1663 ». — Signé : Postel et autres.

M. Lautour-Montfort nous a fait connaître la confusion qui existait entre les districts des deux églises paroissiales d'Argentan. Il est certain que beaucoup d'habitants du quartier de Saint-Germain avaient de la sympathie pour l'église de Saint-Martin, et se regardaient comme enfants de cette église. Nous avons vu d'ailleurs qu'on était souvent embarrassé sur le lieu où l'on devait lire les actes, et même sur la publication des bans

pour le mariage. Il n'est donc pas étonnant que les actes dont parlent ici les sergents aient été lus pour la plus grande partie à Saint-Martin ; pour quelques-uns, cette lecture suffisait ; pour beaucoup d'autres, il était nécessaire de les lire aussi à l'autre église ; mais Saint - Martin avait raison de tenir à cette égalité qui existait aussi sur ce point entre elle et Saint-Germain.

Peu de temps après les troubles excités par les deux confréries de charité, Argentan fut témoin d'une cérémonie très solennelle. C'était en 1674. Depuis le mois d'août 1672 jusqu'à cette époque, le temps avait été constamment mauvais, et la récolte de 1673 avait été à peu près nulle. Le printemps de 1674, s'annonçait fort mal encore ; et, le 2 avril, l'évêque de Séez, Mgr Jean Forcoal, envoya au curé d'Argentan l'ordre de faire des prières publiques, en ajoutant que, le 8 avril, il se rendrait lui-même dans cette ville, pour y faire une procession solennelle avec les reliques de saint Mansuet. Le jour fixé, qui cette année-là se trouvait être un dimanche, le prélat se rendit, en effet, à Argentan, vers neuf heures du matin. Son grand-vicaire, M. Enguerrand Le Chevalier, fit à Saint-Germain un sermon dans l'après-midi sur le mérite et la puissance des reliques de saint Mansuet, dont la vie, et même le nom annonçaient qu'il s'était sanctifié par la mansuétude. Il chanta ensuite les vêpres et porta sous le dais, la châsse, accompagné de ses deux assistants, à Saint-Martin et à Notre-Dame, précédé de 20 capucins, de 16 jacobins et de cent prêtres, dont trente avaient revêtu la chape. L'évêque, en surplis, suivait la procession, et donnait la bénédiction à tout le peuple ; le temps avait déjà changé, et toute la semaine fut d'un vrai et fort beau printemps. Mgr Rouxel de Médavy, ancien évêque de Séez, alors archevêque de Rouen, assistait à cette cérémonie avec l'évêque de Bayeux : tous deux furent enchantés, ainsi que l'évêque de Séez, de l'ordre qui avait régné dans la procession. C'était la première fois que les reliques de saint Mansuet apparaissaient pour apporter secours dans une nécessité publique. On les replaça à Saint-Germain ; et le lendemain, les trois prélats allèrent dans le même carrosse visiter la maison épiscopale de Fleuré, Mgr Forcoal profita de ce voyage pour apaiser à Argentan quelques troubles religieux qu'y avait excités quelques années auparavant

le zèle indiscret d'un prédicateur janséniste, qui fut d'ailleurs fort mal accueilli dans la ville.

La même année 1674, le trésor des églises se trouva frappé de charges fiscales, comme il arrivait de temps en temps dès lors, quand le trésor de l'Etat éprouvait quelque besoin extraordinaire. Un commissaire fut député par le roi pour faire la répartition de cette taxe entre les deux églises d'Argentan : ce fut le sieur De la Porte-Goupil, élu, auquel on communiqua, les quatre derniers comptes, qui tous les quatre étaient frappés par la contribution. Le commissaire prétendit d'abord que la taxe devait être fixée selon la proportion du revenu, tant fixe que casuel, d'une année ordinaire. Mais les trésoriers résistèrent, et envoyèrent à Paris plusieurs lettres auxquelles on répondit dans un sens bienveillant. Enfin, on transigea : le trésor de Saint-Germain ne fut taxé qu'à 150 livres et celui de Saint-Martin qu'à 100 livres. Thomas Prouverre nous rapporte qu'en cette année, la situation du trésor devint déplorable, à cause du mauvais règne et de l'énormité des impôts, qui réduisaient le casuel presque à rien, et empêchaient de payer le fixe. Le trésorier ne voulait pas dépenser du sien, et fit à peine face à la moitié des dépenses, ce qui excita beaucoup de murmures.

Les confréries de charité recommençaient à donner des soucis au curé d'Argentan. En 1678, celle de Saint-Germain, qui avait été les années précédentes sur le penchant de sa ruine, et qui n'avait pu se relever plus ou moins, qu'au moyen de la bourgeoisie, n'était plus composée, comme auparavant, des premières familles de la ville. Unis à ceux de Saint-Martin, les confrères présentèrent au lieutenant du bailli une requête pour demander qu'on leur accordât le pas sur les trésoriers. Ceux-ci défendirent leurs droits. Les trois qui étaient alors en charge étaient Marin Le Fessier, sieur des Aulnes ; Charles Prouverre, sieur de Juvigny, conseiller du roi, et Guillaume Brière, sieur du Coudray. Ils répondirent « que la Charité n'était plus régulièrement constituée, qu'il n'y avait plus ni prévôt, ni échevin, que les frères ne sortaient plus régulièrement de charge, en un mot que ce n'était plus une corporation. D'ailleurs, pour eux, ils ne demandaient la préséance que pour les trésoriers en charge, ce que les anciens frères n'avaient jamais refusé ; les nouveaux même n'avaient soulevé aucune opposition le jour de la Fête-Dieu : ce

n'était que le lundi suivant qu'ils s'en étaient avisés. Si d'un autre côté les frères assistaient en casaque et avec des torches, les trésoriers assistaient en habits noirs, très décents et honnêtes, ayant à la main des torches ardentes de cire blanche, tandis qu'il arrivait souvent que les prétendus frères y paraissaient avec des casaques courtes, et non fermées, qui laissaient voir leurs habits gris ou jaunes, de diverses couleurs et de basses étoffes. » En somme la tenue des frères de ce temps-là valait à peu près celle d'aujourd'hui.

Ce n'était pas encore assez de troubles : voilà que messire Jean Thieulin, sieur du Homme, conseiller du roi, lieutenant en l'élection d'Argentan, voulant amortir une rente de 25 livres qu'il servait à la confrérie de charité, exprima des craintes sur l'état du trésor, qui ne semblait pas lui offrir assez de garanties. Les trésoriers saisirent l'occasion, et prétendirent qu'eux seuls pouvaient toucher les fonds d'amortissement. Ils alléguèrent, comme on l'avait fait dans la cause précédente, que la confrérie de charité ne formait plus corps, et que les receveurs seuls de la paroisse étaient aptes à toucher désormais. L'affaire fut portée devant le bailliage de la ville, qui renvoya les parties délibérer en commun avec les habitants de la paroisse. L'assemblée générale fut convoquée pour le dimanche suivant 26 juin, sous la présidence du curé. Les trésoriers anciens et nouveaux étaient présents, ainsi que tous les ecclésiastiques de la paroisse et un grand nombre de paroissiens. La majorité fut favorable aux trésoriers, dont les frères de charité avaient déclaré leur confrérie indépendante ; elle n'avait, disaient-ils, à rendre compte qu'aux paroissiens, qui, seuls aussi étaient aptes à toucher les fonds qui lui appartenaient. Cette déclaration fut mal reçue par l'assemblée. Les ecclésiastiques se consultèrent, et enfin le différend fut réglé à l'amiable, il n'y eut aucun arrêt de justice.

L'abbé de Courteilles gérait toujours la charge de prêtre sacristain de Saint-Germain. Seul, il avait le titre, et il percevait tous les émoluments ; mais il avait dû s'adjoindre un autre abbé, nommé Le Charpentier, auquel il fournissait un salaire de trente livres, ce sacrifice lui coûtait ; et il insistait auprès des trésoriers, pour obtenir une compensation. Le trésor consentit à fournir dix livres pour lui aider à solder les gages, à lui solder à lui-même 12 livres pour le chant de l'Ave, et 10 livres pour les

dépenses que lui occasionnait l'ornementation de l'autel. Mais le service devint pour lui de plus en plus pénible. Le 28 avril 1680, le trésorier en charge, M. du Coudré, qui avait eu à se plaindre du sacristain, demanda au Conseil qu'on lui retranchât les 10 livres qu'on lui servait pour les travaux extraordinaires, et les 12 livres qu'il percevait pour le chant quotidien de l'Ave ; s'il ne voulait pas à ces conditions continuer le service, on devait pourvoir à son remplacement. L'abbé de Courteilles, en effet, refusa l'arrangement ; et, le 2 juin, il fut délibéré qu'on le remercierait de ses services passés, et qu'on mettrait en son lieu et place deux ecclésiastiques de bonne vie et mœurs, pour s'acquitter des fonctions de sacristains. Ces deux ecclésiastiques devaient être obligés de dire alternativement aux Messes de paroisse et d'obits l'épître de la messe chantée, sans autre honoraire que leur casuel. Ce furent Jacques Le Charpentier, déjà aide de l'abbé de Courteilles, et Marin Leclerc, qui furent les deux premiers à gérer cette charge divisée.

Jamais les querelles entre Saint-Germain et Saint-Martin n'étaient terminées. En 1681, l'été fut pluvieux, et tellement défavorable que Mgr Forcoal, évêque de Séez, lança un nouveau mandement pour ordonner des prières publiques, avec permission de porter à Argentan les reliques de saint Mansuet en procession, comme on l'avait fait en 1674. Le curé d'Argentan, René Mahot, ne cessait pas d'accorder à Saint-Martin ses préférences ; il demanda que cette église eût les honneurs, et qu'on se servit des ornements qu'elle possédait. Le trésorier de Saint-Germain, M. de Valménil, repoussa cette double prétention, en disant que la procession dont il s'agissait n'avait rien de commun avec les processions ordinaires ; et que, les reliques de saint Mansuet, appartenant à l'église de Saint-Germain, on pouvait faire la procession sur son territoire, sans s'occuper aucunement de Saint-Martin ; ou, si l'on voulait appeler bénévolement les habitués de cette église, on devait le faire simplement et sans emprunter leurs ornements ni leur céder le pas, autrement il valait mieux laisser complètement la procession. On finit par adopter ce dernier parti ; le peuple murmura et adressa à l'évêque une plainte collective qui ne produisit aucun effet.

Ce ne fut pas tout ; le 24 juin de la même année 1681, le clergé de Saint-Germain, d'après une coutume très ancienne, se pré-

paraît à faire seul une procession à la chapelle de Saint-Jean, bâtie sur le Pont-aux-Jetés ; le curé, qui officiait ce jour-là à Saint-Martin, voulut y conduire aussi la procession de cette église. Il s'ensuivit une longue et vive contestation, à la suite de laquelle les deux clergés, au rapport de Thomas Prouverre, firent leur procession l'une après l'autre.

Le 2 avril de l'année suivante, 1682, les frères de charité de Saint-Germain se plaignirent de ce que, le 30 mars précédent, ceux de Saint-Martin avaient fait creuser une fosse dans la chapelle de Saint-Jacques, dépendante de leur église, pour y enterrer le corps de Marie Ledoïen sans l'assistance des frères et du clergé de Saint-Germain. Ceux-ci avaient résisté ; mais les frères de Saint-Martin, aidés de quelques autres personnages, employèrent la violence, furent les plus forts, et le corps demeura en leur puissance. Saint-Germain porta plainte au bailliage, qui décida que ce procès serait poussé par les trésoriers devant la Cour, et partout où il serait besoin, une requête devait en outre être adressée à la Cour, pour qu'elle fixât les limites des deux districts, et pour qu'elle fit exécuter une sentence rendue par l'officialité de Séz, le 1^{er} novembre 1668, touchant la quotité des honoraires qui devaient être payés dans chaque église aux ecclésiastiques et du casuel qu'ils pouvaient se permettre de recevoir.

Deux ans après, en 1684, Argentan vit pour la troisième fois la réunion du chapitre général des PP. Capucins, qui s'ouvrit le 21 septembre par une procession solennelle. Les religieux au nombre de 80, marchaient un cierge blanc à la main et allèrent d'abord visiter l'église de Saint-Martin, puis, se rendirent à Saint-Germain, où un sermon fut prononcé par le P. Adrien de Saint-Lomer ou de Saint-Bômer, ex-provincial, qui mourut avant la clôture du chapitre. On confirma le P. Gérothée dans la charge de provincial, qu'il gérait déjà auparavant, et on ouvrit ensuite une mission qui dura quinze jours.

C'était encore à cette époque messire René Mahot qui était curé d'Argentan, mais il mourut le 3 février 1688, à l'âge de 77 ans, après avoir occupé sa cure pendant 38 années. Thomas Prouverre dit que « c'était un très bon pasteur, très vigilant et de très bonnes mœurs ». Ce témoignage du trésorier ne doit pas être suspect ; car il n'avait pas toujours été en très bons rapports

avec l'abbé Mahot. Cependant, un autre écrivain contemporain dit que « le bon curé était un peu remuant ». Avant de mourir, il avait résigné son bénéfice entre les mains de messire René Faneau, diacre du diocèse du Mans, maître ès-arts qui se rendit à Sées pour obtenir la provision des deux églises, ce qui lui fut accordé sans difficulté.

Mais bientôt après, messire Pierre Do, docteur en Sorbonne, originaire d'Argentan, signala des causes de nullité dans la résignation de René Mahot, et se fit mettre lui-même en possession de la cure, le 1^{er} mars 1688, par l'évêque de Chartres qui était alors, comme nous l'avons vu, abbé commendataire de Saint-Wandrille. Faneau se défendit, mais il perdit son procès avec dépens, pour ne pas avoir exposé à la Cour de Rome, dans l'acte de désignation de son bénéfice, qu'il jouissait déjà d'un autre bénéfice simple. Pierre Do, ayant obtenu un jugement favorable, put présider les cérémonies de Pâques en 1689. Il fit la veille l'eau bénite à Saint-Martin, et, le jour même de la fête il célébra la messe solennelle et prêcha à Saint-Germain, en évitant de blesser personne, ce qui le fit passer tout d'abord pour très sage et très savant.

Après la fête, il dut retourner à Paris, pour soutenir l'appel fait au Conseil royal par le sieur Faneau, et il ne revint à Argentan que pour la Toussaint. Enfin, en septembre 1690, il obtint un arrêt définitif en sa faveur.

Un jubilé fut alors publié pour les quinze jours qui précèdent la Toussaint. Pierre Do revint à Argentan et officia le jour de la fête et le lendemain à Saint-Germain et à Saint-Martin, « avec toute la bonne et sage manière que l'on pouvait désirer », dit Thomas Prouverre.

Mais ce bon accord ne pouvait pas durer longtemps : la confrérie des prêtres crut avoir à se plaindre de son curé, fit élire en son absence son procureur et régler ses comptes; enfin, elle tint de par l'autorité des vicaires généraux une assemblée générale.

A son retour, Pierre Do fit bon marché de tous ces actes, et convoqua une réunion de la confrérie pour le 17 novembre 1690. Appuyé par un certain nombre de prêtres, il s'efforça de faire annuler tout ce qui s'était fait dans la précédente assemblée ; mais, à peine avait-on commencé à discuter, qu'un huisier se présenta de la part du procureur de la confrérie, pour

faire opposition à l'assemblée elle-même, et donner à M. le curé copie de toutes les pièces concernant l'élection faite précédemment, toutes ces pièces étaient signées des vicaires généraux, le siège vacant. Le curé Do avoua qu'il ne connaissait pas l'ensemble des choses, et qu'il n'avait rien à dire contre ce qui était fait. L'assemblée se sépara sans qu'il y eût eu la moindre contestation ; mais cet insuccès aigrit le curé et cette querelle fut suivie d'un grand nombre d'autres, dont plusieurs dégénérèrent même en procès.

L'une d'entre elles concernait directement Saint-Martin. Un boucher, qui devait être enterré dans cette église, avait demandé avant sa mort que les chapelains de Saint-Thomas, c'est-à-dire de l'hospice, fissent partie de son convoi. Le curé s'y opposa, et le bailli d'Argentan, par représailles, autorisa les chapelains de Saint-Thomas à enterrer le mort chez eux ; il en résulta un procès ; mais il ne paraît pas avoir produit de grands résultats. Pierre Do seulement y perdit une bonne partie de la bonne réputation dont il avait joui au commencement de sa gestion. Toutefois il continua de gouverner avec dignité jusqu'à sa mort, arrivée en 1699.

Deux ans après, en 1701, vers la fête de la Chandeleur, l'aiguille du clocher de Saint-Martin fut renversée par une violente tempête et ne fut point rétablie dans son état primitif. La flèche actuelle est notablement moins élevée que n'était l'ancienne ; mais le travail en est resté très hardi : elle est entièrement assise sur la voûte qui rejoint l'un avec l'autre les quatre murs de la tour, tandis que l'ancienne portait sur les murs mêmes et par suite était à sa naissance de la grosseur de la tour même. Cette nouvelle flèche fut construite dans le cours de l'année 1702, et les mémoires du temps portent que le 16 août, il fit une telle chaleur, que 200 personnes subirent de graves insulations, et 300 autres, qui étaient occupées à récolter les grains dans la campagne, moururent frappées par des rayons de soleil. Ce qu'il y eut de plus étonnant encore, ce fut qu'au moment de la plus grande chaleur, les ouvriers qui travaillaient à la pointe du clocher en construction furent obligés d'en descendre, parce que leurs membres étaient engourdis par le froid. Cet air glacé descendit peu à peu jusqu'à terre, et vers sept heures du soir, avant le coucher du soleil, l'atmosphère devint aussi froide qu'elle

avait été chaude pendant le jour : on fut obligé de rentrer dans les maisons, de s'y renfermer et d'allumer du feu pour se réchauffer.

Le manuscrit de Magny dit que l'église St-Martin d'alors avait 134 pieds de long ; Germain lui donne 44 mètres, ce qui revient à peu près au même : il ajoute 66 centimètres. Elle forme la croix ; et les deux autels de saint Sébastien et de la Madeleine terminent des deux côtés le transept, qui est moins élevé que les bas côtés du chœur. La chapelle de la Sainte-Vierge a été ajoutée au xviii^e siècle. L'élégance de ces constructions a frappé les visiteurs de tous les temps.

L'année suivante, 1703, la ville d'Argentan recevait la visite d'un nouvel évêque de Séez, Mgr Louis d'Aquin, qui y arriva le samedi 3 novembre, à onze heures du matin, pour y faire sa première visite pastorale, et descendit chez M. Coitrel de Monménil. Le lendemain dimanche, la messe paroissiale fut célébrée à sept heures ; et, à huit heures, tout le clergé de la ville, tant séculier que régulier, se réunit à Saint-Germain avec les plus belles chapes, pour aller chercher processionnellement le prélat, qui se présenta avec la chape et la mitre. Quatre trésoriers de Saint-Germain et deux de Saint-Martin portaient le dais. Au retour on chanta l'hymne *Iste confessor* ; et, arrivé à l'église, l'évêque fut harangué par le curé, qui était alors M. de Cossé ; puis il dit la messe basse, pendant qu'on chantait des morceaux de musique, distribua la communion à un très grand nombre de fidèles, et prêcha cinq quarts d'heure « avec beaucoup de facilité et en beaux termes, quoique simples et pathétiques. » Il confirma dans le cimetière et on le reconduisit en procession. L'après-midi, les mêmes cérémonies se renouvelèrent à Saint-Martin : le prélat y prêcha et y administra le Sacrement de Confirmation, puis le lendemain lundi, il vérifia les pouvoirs du clergé ; le mardi, il fit sa visite à l'hôpital, où il fut reçu par le curé de Champcerie, alors doyen d'Argentan. Le mercredi 7 eut lieu l'examen des comptes de la confrérie ; le 8, Mgr d'Aquin visitait le prieuré fondé par les dames d'Almenèches ; et y passait la journée ; le 9, ce fut le tour des PP. Jacobins, chez lesquels il soupa ; le 10, il visita le couvent des Clarisses, y dit la messe et y confirma, mais sans entrer dans l'intérieur du monastère. Après avoir visité les prisonniers et fait mettre en liberté deux

d'entre eux, le prélat dina chez les PP. Capucins ; enfin, le 11, les prêtres de Saint-Germain et de Saint-Thomas de l'hospice allèrent le chercher processionnellement et le conduisirent à l'église, où il dit une messe basse accompagnée de musique, puis on le reconduisit en cérémonie chez M. de Monménéil, d'où il partit le jour même pour Falaise, après plus d'une semaine d'heureux séjour à Argentan.

Mais on devait bientôt rentrer dans l'ère des difficultés. Il ne se passait jamais beaucoup de temps, sans qu'il y eût dans le clergé d'Argentan quelque manifestation de haine ou de jalousie. La visite même de l'évêque paraît avoir donné lieu à la querelle qui s'alluma dans ce temps. Nous avons parlé de l'arrêt du Parlement de Normandie, daté du 17 mars 1664 et ordonnant que « les vicaires des églises de Saint-Germain et de Saint-Martin approuvés par l'ordinaire prendraient la qualité de l'église à laquelle ils auraient été nommés, et résideraient près de cette église, où ils feraient le prône les jours ordinaires, sans entreprendre les uns sur les autres, de manière que chaque église eût son vicaire fixe ». Le curé d'Argentan, François de Cossé, que nous avons vu figurer dans la réception de l'évêque, avait succédé depuis peu de temps à M. Belzais, mort en 1702. Il prétendit changer l'ordre établi, et ordonna en 1704, que les deux vicaires rempliraient successivement leurs fonctions dans les deux églises, chacun pendant une semaine. Le trésorier de Saint-Germain, Jacques Philippe, sieur du Moncel, conseiller, trésorier de France au bureau des finances et chambre des domaines de la généralité d'Alençon, blessé de ce nouvel état de choses, s'entendit avec les marguilliers pour présenter une requête au lieutenant général de la ville d'Argentan. L'affaire fut portée d'abord au bailliage de la vicomté, et ensuite, sur appel, à la Cour du Parlement. Le 20 septembre, il avait été statué en la vicomté, « qu'en vertu de l'arrêt de 1664, le sieur Cossé serait tenu d'assigner un vicaire à l'église de Saint-Germain ; il résiderait proche d'icelle, et ferait enregistrer la commission pour être reconnu tel ; ce qui serait exécuté dans le mois de la signification ; et, le temps passé, il serait permis de saisir le revenu du temporel du bénéfice, pour astreindre à ces formalités ledit sieur curé. »

M. Cossé ne se soumit point ; il désigna pour vicaire de

Saint-Germain, l'abbé Vardon, qui n'habitait point près de l'église, et qui exerçait ses fonctions de concert avec l'abbé Dubois, vicaire de Saint-Martin aussi bien que de Saint-Germain. M. du Moncel, de son côté, continuait de faire des démarches pour ramener la paix : il trouvait que cette délimitation si laxte de pouvoirs ne convenait pas à une paroisse qui comptait alors plus de 5,000 communians. Mais un incident inattendu vint dérouter ses projets. Le dimanche 12 octobre, il dut déclarer dans l'assemblée générale des trésoriers et des notables qu'il avait réunis dans la chapelle de saint Mansuet que le samedi 4 du mois, les poursuites qu'il avait commencées par rapport au vicaire lui avaient attiré un affront signalé, par le refus que lui avait fait le sieur Dieu, prêtre de cette église, son confesseur, de lui donner l'absolution, jusqu'à ce qu'il se fût désisté de son instance, quoiqu'il lui eût affirmé qu'il n'avait agi que par l'obligation de sa charge et pour le besoin de la paroisse. » Il demandait donc qu'on le déchargeât de cette poursuite désagréable ; mais il ne refusait pas les autres fonctions qui lui avaient été confiées ; et il se plaignait de ce que malgré la défense qu'il avait faite au sieur Pernelle, sacristain, de donner les ornements du trésor à l'abbé Vardon, il lui en avait donné ce jour-là même. L'assemblée insista pour que l'on continuât les poursuites, et révoqua le sacristain. Le curé, de son côté, qui avait été pourvu d'un bénéfice dans la Sainte-Chapelle de Paris, assigna le 15 octobre, le sieur du Moncel à comparaître devant le tribunal des requêtes, séant dans la capitale. M. du Moncel en appela au Parlement de Normandie, qui rendit le 16 décembre 1704 un arrêt qui imposait aux marguilliers de Saint-Germain, l'abbé Vardon.

Cette grave querelle eut son contre-coup pendant l'année suivante ; l'abbé Vardon, que les marguilliers avaient eu tant de peine à accepter, se montra, en effet, plein d'orgueil et de prétentions. A une cérémonie que la confrérie des prêtres célébra le 8 janvier, il voulut s'emparer de l'étole du célébrant, prétendant, contre toute espèce de droit et de raison, que c'était à lui de présider. Il afficha les mêmes prétentions aux vêpres, et il y eut un nouveau scandale ; un notaire prit acte des violences de Vardon, et le somma, au nom des prêtres, de dire en vertu de quel titre il agissait ainsi. Vardon prétendit que c'était en vertu

des ordres de son évêque ; mais, le 14 juillet suivant, il fut jugé par la cour, qui le condamna aux dépens et à une amende en faveur des pauvres ; il en résulta qu'en 1706, l'évêque de Séez, Mgr d'Aquin, prit les mesures les plus sévères contre le clergé d'Argentan.

Les Quarante Heures, en cette année, devaient se célébrer les 14, 15 et 16 février. Le prélat ordonna par mandement que la cérémonie se ferait chez les Filles de Sainte-Claire ; il supprima les expositions du Saint-Sacrement à Saint-Martin, retira les pouvoirs aux vicaires, et prit d'autres dispositions qui contristèrent beaucoup les fidèles. Le vicomte, maire de la ville, s'adressa au roi, et, soit pour ce motif, soit pour tout autre, Mgr d'Aquin, rétablit de lui-même les Quarante Heures en 1707, et fit prêcher en 1708, une mission par les RR. PP. Jésuites.

Dès l'an 1706, la paix paraissait presque rétablie. Un mandement de l'évêque de Séez, daté du 16 septembre, ordonna des œuvres de pénitence pour obtenir du Ciel le retour à l'union et à la concorde ; une procession solennelle se fit à Séez trois jours après, le 19 septembre, et une autre à Argentan, quelques jours plus tard le 10 octobre. Le cortège partit de Saint-Germain et se rendit à Saint-Martin et à l'hôpital. Les processions, qui se firent à la campagne, avaient chacune leur station déterminée.

Le 8 septembre 1708, un nouveau mandement prescrivit des prières publiques pour les affaires de Flandre. Les coalisés avaient battu les Français à Oudenarde, et ils commençaient le siège de Lille ; tout le monde était dans la consternation. Le Saint-Sacrement fut exposé pendant quinze jours à Argentan, trois jours dans chaque église : Saint-Germain commença le 9 septembre, Saint-Martin vint ensuite, puis Saint-Thomas et les couvents. Le 9, à Saint-Germain, on chanta le *Veni Creator* et on célébra une haute messe. Le soir, après les vêpres, on fit une procession générale, qui alla à Saint-Martin, puis à Saint-Thomas. Les paroisses de la banlieue vinrent faire leurs stations dans la ville. Cet accord dans la prière fit sentir que les colères s'apaisaient. La peur, du reste, produit toujours dans les esprits une impression salutaire.

Quatre ans après, le dimanche 20 novembre 1712, la ville d'Argentan recevait la visite de messire Jean-Gabriel Hérouard, chanoine-archidiacre du Houlme et promoteur en l'officialité de

Sééz, qui venait inspecter officiellement les églises. Ce dignitaire célébra la messe paroissiale, fit le prône et dit les vêpres : enfin il permit d'exposer le Saint-Sacrement pendant tous les offices ; le dimanche suivant, il s'acquitta des mêmes offices à Saint-Martin.

En 1713, la fin du mois de juillet et le commencement du mois d'août furent très pluvieux, et des prières publiques furent ordonnées par l'évêque de Sééz, Mgr Turgot. Une procession se faisait tous les soirs dans l'église de Saint-Germain ; les reliques de saint Mansuet furent exposées depuis le 8 jusqu'au 20 août, où elles furent portées en procession à l'église des PP. capucins. L'évêque lui-même vint à Argentan, le 22 octobre au matin, pour faire la visite pastorale, il était accompagné du sieur Guilloré, archidiacre du Houlme, de M. Hérouard, dont nous avons déjà parlé, et de M. Besnard, grand-chantre et official. Ils descendirent, selon l'usage, chez M. de Barlemont, et furent reçus en cérémonie à Saint-Germain, où le prélat fit sa visite pastorale, ainsi que le soir à Saint-Martin, il donna dans cette seconde église la bénédiction et le salut, puis on le ramena chez M. de Barlemont. Le lundi 23, il se rendit à Saint-Germain, y assista à la messe, et y confirma le soir à quatre heures ; puis il vérifia les comptes des trésoriers de l'hôpital et de Saint-Germain, ainsi que ceux des procureurs des confréries de Saint-Germain et de Saint-Martin.

La fête de la Canonisation de saint Pie V, pape de l'ordre de saint Dominique, fut célébrée le lendemain chez les Jacobins dans l'après-midi ; la Bulle de canonisation fut lue en chaire par le grand-vicaire, M. Guilloré, après quoi on chanta solennellement les vêpres et le salut.

Le 24, à neuf heures du matin, le prélat fut conduit en procession, de Saint-Germain à l'église des Jacobins ; le dais était porté par les échevins ; l'abbé de Ry assistait le prélat ; M. Lesieur, prêtre, faisait diacre et l'abbé de Fel, sous-diacre. De beaux motets furent exécutés avec basses et violons, et le panégyrique du saint fut prononcé par M. Boirel, curé de la ville. Plus de 1,200 personnes furent confirmées ce jour-là, par le prélat, qui retourna ensuite sans cérémonie chez M. de Barlemont, et partit le soir même pour Fleuré. Ce fut M. Guilloré qui donna le salut du Saint-Sacrement.

Mais la fête ne fut pas terminée par le départ de l'évêque ; le 25, tout le clergé de Saint-Germain, de Saint-Martin et de Saint-Thomas se réunit dans la première de ces églises où les PP. Jacobins vinrent le chercher en procession pour aller célébrer la messe dans leur chapelle. Il y eut encore grande musique, ainsi qu'aux vêpres. M. Lesieur, le diacre de l'antiveille, prêcha, et le curé d'Argentan donna le salut.

Le 26, le clergé de la ville, toujours précédé des religieux, partit de Saint-Thomas ; la messe fut célébrée par l'abbé de Ry, les vêpres par Vaussimon Térouard.

Le 27, les Prémontrés de l'abbaye de Silly, vinrent au nombre de 26 ; et arrivèrent à Saint-Germain vers neuf heures, avec leurs plus beaux ornements. Ils célébrèrent tout leur office dans l'église des Jacobins ; un des Prémontrés touchait l'orgue, et un autre prêcha. Ils dînèrent chez les Jacobins, qui les reconduisirent jusqu'à l'extrémité de la Grande-Rue.

Le 28, ce fut le tour des PP. Capucins, que les Jacobins allèrent chercher processionnellement. Le 29, les Cordeliers venus de Séez pour la cérémonie furent pris à Sainte-Claire par les Jacobins. Le 30, ce furent les Jacobins eux-mêmes qui furent de cérémonie. Il y eut sermon par le P. Blanchard, prieur de Laval, enfin le 31, ils se réunirent aux clergés de Saint-Germain, de Saint-Martin et de Saint-Thomas. L'abbé de Fel officia ; le sermon fut prêché par le sieur Goupil, curé de Boitron. Il y eut pendant toute cette octave beaucoup de dévotion parmi le peuple ; on donna beaucoup de communions : il y en eut qui durèrent jusqu'à deux heures de l'après-midi. L'église était décorée jusque sous l'orgue, avec les plus belles tapisseries de la ville.

Le 6 avril de l'année suivante, 1714, Argentan recevait la visite du R. P. Général des capucins. Il arriva sur une mule, mit pied à terre à Saint-Martin et se rendit, ainsi que les religieux qui l'accompagnaient, au couvent de ses frères. Le maire avec les échevins, allèrent le complimenter et lui présenter le vin de ville : 12 conseillers en portaient 12 coupes, avec du sucre. Le lendemain, le curé d'Argentan vint en manteau, avec plusieurs prêtres, pour lui rendre visite. Il le complimenta en latin : le P. général répondit, et le dimanche suivant, 8 avril, il repartit pour Séez.

La visite de leur P. général ne fut pas le seul spectacle reli-

gieux qu'offrirent alors les PP. capucins à la ville d'Argentan. De même qu'en 1713, nous avons vu les dominicains ou jacobins avoir leur fête pour la canonisation de saint Pie V, les capucins célébrèrent en 1716 une fête de canonisation. C'était celle de saint Félix de Cantalice, l'un de leurs frères, et les fêtes furent aussi brillantes et aussi fréquentées que celles qui avaient été célébrées en l'honneur du saint pape dominicain. Il faut remarquer d'ailleurs que, même dans les temps ordinaires, les offices des PP. capucins étaient suivis, plus que ceux de toutes les autres églises. Toutes les processions, telles que celles de la Fête-Dieu, la procession de la confrérie des prêtres, les processions de pénitence, où l'on portait les reliques de saint Mansuet, y faisaient une station. Les PP. eux-mêmes se dépensaient beaucoup, tant pour les prédications que pour les confessions et pour le soin des malades, outre que les fonctions religieuses se célébraient toujours chez eux avec autant de pompe que de piété.

Leur fête en l'honneur de saint Félix de Cantalice, humble frère lai, né dans la ville dont il portait le nom dans l'Ombrie, aujourd'hui la Marche d'Ancône, et qui avait passé toute sa vie à Rome, fut célébrée avec une magnificence toute spéciale. Elle commença le 10 mai 1716. A huit heures du matin, le grand-vicaire de l'évêque de Séez, M. Hérouard, délégué pour remplacer Mgr Turgot, dans cette circonstance solennelle, se rendit immédiatement chez les capucins, y bénit la statue de saint Félix et ses étendards. Vers deux heures de l'après-midi on chanta les vêpres et on fit le panégyrique du saint ; puis, vers sept heures et demie, tous les capucins allèrent chercher processionnellement l'archidiacre, qui vint allumer le feu de veille sur la place du Château, pendant que les tambours, les hauts-bois et la mousqueterie se faisaient entendre pour annoncer la fête du lendemain.

Le 11, tout le clergé de la ville se réunit à Saint-Germain vers dix heures et se rendit en procession aux Capucins. Trois tambours marchaient en tête, suivis des croix, bannières, enfin de la clochette qui appelait à la fête les Argentanais. Venaient ensuite deux capucins qui portaient des étendards ; cinq autres portaient autour d'eux des reliques de saint Germain et de saint Mansuet, la croix, deux chandeliers et deux encensoirs, puis venaient en dernier lieu 22 capucins en chape, conduisant par la

main de petits garçons habillés en anges. Les PP. Jacobins venaient après, avec un nombreux clergé, enfin le vicaire-général Hérouard présidait, revêtu de la chape de Saint-Martin, parce que cette église était alors dans son année d'honneur. La confrérie de charité lui faisait cortège par derrière, avec ces Messieurs de la justice, portant leurs robes. La messe fut chantée en musique par deux prêtres, MM. Calard et de Chanville. Le curé d'Argentan prêcha aux vêpres et fut fort applaudi. Mais, pour conserver leur vieille habitude, les clergés des deux églises de St-Germain et de Saint-Martin se prirent de querelle à propos de la préséance. On remit l'affaire entre les mains de Mgr Turgot, qui décida que tout le clergé serait rangé sous la croix de Saint-Germain, mais que les deux chapiers de Saint-Martin auraient l'honneur ; cette décision ne plut point au clergé de Saint-Germain, qui l'attribua à l'influence de M. de Barlemont, très attaché à l'église rivale.

Le 12 mai, il y eut une procession semblable à celle de la veille, et l'office fut célébré par le clergé de Saint-Martin ; l'abbé De Fel, chanta la messe ; le sermon fut prêché par le curé de Saint-Gervais de Falaise, et fut trouvé fort beau.

Le lendemain 13, l'honneur passa aux PP. Cordeliers, qui vinrent de Sainte-Claire au nombre de huit pour célébrer l'office. « Il y en avait un, dit un témoin oculaire, qui charmait tout le monde par son chant ». Le sermon fut prêché par l'abbé Leboucher, de Falaise.

Le 14, les PP. Jacobins vinrent officier au nombre de 11 : leur chant parut encore au-dessus de celui des cordeliers. Le sermon fut prêché par le P. Bouchardière.

Le 15 et le 16 l'office retomba à la charge du clergé de Saint-Germain ; ce fut M. Bougon, curé de Saint-Sauveur, qui prit la parole le premier de ces deux jours. Le second avait été réservé aux prêtres de Saint-Thomas ou de l'hospice ; mais le curé d'Argentan, pour un motif que l'histoire nous laisse ignorer, leur fit défendre par Mgr Turgot d'accepter l'invitation des PP. capucins : ce fut ce qui força le clergé de Saint-Germain à officier deux jours de suite ; le sermon fut prêché par le curé de Mauvaisville ; le salut fut donné à six heures et plusieurs personnes reçurent encore la sainte Communion.

Le 17, les capucins se rendirent à Saint-Jacques, au-devant

de la procession de Sarceaux, dont le curé prêcha ; il était accompagné de 18 prêtres, tant des paroisses voisines que de la ville. « Jamais, dit un mémoire du temps, on n'avait vu pareille foule pour se confesser et communier. S'il y avait eu 20 confesseurs dans chaque église de la ville, ils n'auraient pas suffi ».

Le 18, les PP. capucins, avec 11 chapes et deux tuniques, allèrent chercher à Notre-Dame d'Almenèches, autrement à Notre-Dame de la Place, les PP. Prémontrés de Silly, qui célébrèrent l'office au nombre de 34, en surplis et aumusses. Trois tambours marchaient en tête de la procession, suivis de la croix et des bannières des capucins, des tintenelles des deux églises paroissiales, des instruments de musique et des PP. capucins avec des enfants habillés en anges, puis venaient les 34 PP. Prémontrés, marchant deux à deux, suivis de deux chapiers avec leurs bâtons de chantres, de quatre autres chapiers, du diacre et du sous-diacre, avec le célébrant en chape. Le sermon fut prêché par le prieur de Silly. En ce dernier jour, qui était le dernier de la neuvaine vers deux heures et demie du soir : les capucins avec les tambours, haut-bois, petits anges, chapes, tuniques, et le reste de leurs ornements, se rendirent en grande pompe à Saint-Germain, pour y déposer une des bannières du nouveau saint. Le clergé de la paroisse, en chapes, la reçut à la porte de l'église. Lorsqu'on fut arrivé au chœur, on chanta le *Te Deum*, pendant que des ouvriers suspendaient la bannière à l'une des murailles, puis le clergé reconduisit les Pères jusqu'à la porte de l'église. Sur les six heures du soir, ajoute un témoin toute la cérémonie étant terminée, les PP. Norbertins, avec tous leurs ornements, et les PP. capucins processionnellement, vinrent allumer un grand feu, autour duquel ils firent plusieurs tours, au son des tambours et des haut-bois ; 25 coups de coulvrine furent tirés ; ensuite de quoi les Norbertins s'en retournèrent processionnellement à Notre-Dame, et les capucins à leur couvent.

En l'année 1720, on célébra une cérémonie d'un autre genre, qui fut encore sur le point de renouveler les constestations ordinaires. Le 18 février, premier dimanche de carême, s'ouvrait une mission, donnée par les PP. jésuites. La première cérémonie fut présidée par M. Hérouard, dont nous avons déjà parlé, et qui était encore à cette époque vicaire général de Mgr Turgot et

archidiacre du Houlme. Il y eut procession générale de Saint-Germain à Saint-Martin ; mais les prêtres de cette dernière église, les frères de charité, les officiers, les bedeaux et les autres, refusèrent d'assister à la cérémonie et de sonner les cloches à l'entrée et à la sortie de la procession, au grand scandale de toute la ville ; le dais, seulement, était porté par les échevins. Cette mission fut prêchée par les PP. Saudret, de Labis, Phénice, Petit et l'abbé Bernard. Malgré l'opposition qu'avait faite Saint-Martin, on y admit cependant les PP. Phénice et Petit, qui y prêchèrent le second et le troisième dimanche de carême. La communion générale des hommes eut lieu le dimanche 10 mars : trois ou quatre mille personnes approchèrent des sacrements ; il y en eut qui ne communiaient qu'après cinq heures du soir. Le dimanche 17 mars, la même cérémonie eut lieu pour les femmes et il y eut au moins autant de communions que la première fois. Le 4 avril eut lieu la cérémonie de clôture : le P. Saudret prêcha après les vêpres, et on alla en procession aux Sainte-Claire avec le Saint-Sacrement.

La cérémonie ne put pas encore se passer sans contestation : Messieurs de Saint-Martin prétendirent avoir l'honneur, et l'évêque, pour trancher la difficulté, ordonna que le clergé de Saint-Germain irait seul en procession. M. Héroutard présidait par délégation de Mgr Turgot ; le dais fut porté par les échevins. A la suite du Saint-Sacrement marchaient cinq Jésuites, portant des flambeaux, avec l'abbé Bernard.

Les reliques de saint Mansuet, sortirent de nouveau le lundi de la Pentecôte, 17 mai 1723. Le printemps de cette année avait été très-sec. On fit une procession sous le dais, qui était porté par les échevins. La procession se rendit à Saint-Martin, dit un écrit du temps, « parce que le clergé de cette église y avait pris part ; » puis le cortège se rendit de là aux Sainte-Claire, où il fut reçu par les cordeliers revêtus de leurs plus beaux ornements ; ensuite on alla aux PP. capucins, et en dernier lieu à Saint-Thomas. « La châsse resta exposée jusqu'à la veille de la Fête-Dieu.

(A suivre.)

Abbé HOMMEY

LES SEIGNEURS DE LA MOTTE-FOUQUET

Le fief de la Motte était un plein fief de haubert sous la mouvance de la baronnie de la Ferté-Macé ; il avait droit de haute-justice et s'étendait sur les paroisses voisines de Saint-Patrice et d'Orgères. Un papier terrier de la Vicomté de Falaise, en date de 1316, nous apprend en effet que « le fye de la Motte doit service au chastel de la Ferté de quinze jours, et en l'enforcement du dit chastel, deux charrettes une fois l'an quand le cas s'offre, chaque service estimé à trois sols ». Il était en outre « tenu envers la dicte baronnie à dix livres appelées rentes de la grande ayde ».

Avant sa réunion au diocèse de Sées, en 1801, la paroisse de la Motte-Fouquet dépendait du doyenné de la Roche-Mabile ; l'évêque du Mans en avait le droit de patronage et en recueillait la dîme (1).

Le revenu de la cure était évalué, en 1789, à environ 800 livres (2).

« C'était une tradition constante dans la maison de la Motte-Fouquet, écrit M. le comte G. de Contades, que cette maison tirait son origine des anciens seigneurs de la Ferté-Macé. Après la confiscation de cette seigneurie par Philippe-Auguste, les descendants du chevalier félon ayant fléchi la colère royale, auraient obtenu la restitution de quelques fiefs de moindre importance, à la condition de prendre le nom d'un de ces domaines, la Motte-Fouquet. La seigneurie de Lonlay-le-Tesson

(1) *Le Journal de la comtesse de Sanzay*, par M. le comte de la Ferrière-Percy (1859).

(2) *Essai sur la topographie ancienne du département de l'Orne, suivi du tableau de l'organisation religieuse de son territoire avant la Révolution*, par Louis Duval (1882).

La commune de la Motte-Fouquet est située à 12 kilomètres de Carrouges, son chef-lieu de canton, et à 35 kilomètres d'Alençon. Sa superficie est de 932 hectares et son altitude de 200 mètres.

aurait été l'un de ces fiefs. Cette tradition, assez difficile à justifier entièrement et que nous avons d'abord attribuée aux prétentions nobiliaires des La Motte-Fouquet, nous paraît aujourd'hui presque vraisemblable. Voici pourquoi : sans parler des alliances que nous avons établies entre les Tesson et les premiers seigneurs de la Ferté-Macé, nous trouvons, dans les aveux rendus par les La Motte-Fouquet, quand ils possédaient le fief de Lonlay, deux droits féodaux qu'ils ne nous paraissent guère pouvoir tenir que de la famille dépossédée. Le premier est le droit qui attribue aux seigneurs de Lonlay la moitié des coutumes et amendes de la foire de Saint-Simon et Saint-Jude, à la Ferté-Macé. N'est-il point étrange de voir attaché à un fief de moindre importance, un droit pareil au centre même de la seigneurie de la Ferté-Macé, et ne paraît-il pas plus vraisemblable que les descendants du seigneur châtié obtinrent de la miséricorde royale le maintien d'un privilège honorifique et surtout pécuniaire, précieux pour eux après leur ruine ? Le second des droits que les La Motte-Fouquet auraient conservé dans leur seigneurie primitive, est consigné dans l'aveu de 1535. C'est le droit de tenir les pleds de la seigneurie de Lonlay sur le Pont-Micheline, à l'entrée même de la forteresse féodale de la Ferté-Macé. Comment admettre qu'un puissant seigneur ait jamais reconnu à un voisin plus faible, possesseur d'un fief moins étendu et relativement éloigné, le droit de tenir insolemment, à l'ombre même de son donjon, les pleds de sa chétive seigneurie ! N'est-il pas naturel, au contraire, que les descendants de ce puissant seigneur, médiocrement consolés par la possession d'un fief de moindre importance, aient tenté de conserver un droit rappelant la grande situation perdue et ajoutant quelque peu d'éclat aux honneurs insuffisants d'une seigneurie vassale ? De pareilles preuves ne pourraient, assurément, entièrement justifier les prétentions des La Motte-Fouquet, mais elles paraissent suffisantes pour permettre de discuter une hypothèse qui, tout d'abord, nous avait paru ne pouvoir être accueillie que par un sourire » (1).

(1) *Notice sur la commune de Lonlay-le-Tesson*, Paris, Champion, 1881, p. 103. Nous renvoyons le lecteur à cette savante notice pour la branche cadette des La Motte établie dès 1352 à Lonlay-le-Tesson, et sur laquelle nous n'avons pu obtenir que des renseignements incomplets. Nous pensons, du reste, que cette branche était fixée à Lonlay bien avant le décès de Geffroy, le premier seigneur de la Motte-Fouquet qui nous soit connu.

Quoi qu'il en soit, cette maison est une des plus anciennes de la Normandie, et son chartrier, dont la meilleure partie se trouve dans nos collections, va nous permettre, du moins nous l'espérons, d'établir la filiation exacte des gentilshommes qui, pendant six siècles, furent les seigneurs du fief de haubert de la Motte-Fouquet (1).

PREMIÈRE LIGNÉE

FAMILLE DE LA MOTTE-FOUQUET

D'azur à la fasce d'or

I

GEFFROY I^{er}, chevalier, seigneur de la Motte-Fouquet, vivait au milieu du XIII^e siècle. Il nous est connu par une constitution de rentes qu'il fit sur son domaine de la Motte, au mois de juillet 1263, en faveur de sa fille, *Maheut*, femme de *Robert de Saint-Julien* (2).

Selon La Chesnaye-Desbois, Geffroy I descendait de Bernard, baron de la Ferté-Macé en 1088.

II

GUILLAUME I^{er}, chevalier, seigneur de la Motte-Fouquet, épousa, par contrat du 7 novembre 1267 (3), *Jeanne Clément*,

(1) Nous ne saurions trop remercier M. de Vaux-Bidon, notre aimable correspondant parisien, qui a bien voulu continuer les recherches par nous commencées au Cabinet des titres de la Bibliothèque Nationale ; les notes ainsi recueillies ont permis de combler les vides du chartrier de la Motte-Fouquet.

(2) Trois parchemins de notre collection. Le titre de seigneur de la *Motte-Fouquet*, donné dans ces actes à Geffroy I^{er}, montre que l'addition du nom de *Fouquet* à celui de *la Motte* est fort ancienne.

(3) *Bibl. Nat.* : cabinet d'Hozier, vol. 250, dossier 6630. Chartrier de la Motte-Fouquet.

dite *Le Maréchal*, dont la famille devait ce surnom à la charge de maréchal de France que trois de ses membres avaient occupée (1). A l'occasion de ce mariage, Jeanne reçut de son frère, Henri le Maréchal, seigneur d'Argentan, une rente de trente-cinq livres à prendre sur ses biens (2).

Guillaume de la Motte vivait encore en 1301, ainsi qu'il appert des *Domania-Vice-Comitatus Falesiæ* où, parmi les dépendances de la baronnie de la Ferté-Macé, il est fait mention d'une pièce de terre joutant le bois de Guillaume de la Motte.

III

GEFFROY II, chevalier, seigneur de Ballon et de la Motte-Fouquet, acheta les dîmes de l'Ermitage de Saint-Patrice en l'an 1304, et son nom figure en 1316, comme seigneur de la Motte, dans le papier terrier de la vicomté de Falaise (3).

Il épousa en secondes noces la fille du seigneur de Sillé et laissa quatre enfants :

1° *Guillaume II*, qui suit ;

2° *Geffroy*, chevalier, seigneur de Ballon, qui reconnut en 1338 la rente donnée par son *ancessur* à Robert de Saint-Julien (4). Il épousa Jeanne de *Mathefelon* (5), dont il n'eut pas d'enfants, de sorte que tous ses biens firent retour à son frère, Guillaume II, seigneur de la Motte-Fouquet. Cette dame abandonna à Guil-

(1) *Notes sur la paroisse et sur les seigneurs de Sai antérieurement à la fin du XIII^e siècle*, par Louis Duval (*Ann. d'Argentan*, pour 1889).

(2) An 1234. Confirmation à l'Hôpital de Saint-Thomas d'Argentan, par Jean Le Maréchal, seigneur d'Argentan, des droits que cet établissement possédait dans la forêt du dit Argentan (Chartrier de la Motte-Fouquet).

(3) *Journal de la comtesse de Sanzay*.

(4) Parchemin de notre collection.

(5) *Mathefelon* (Anjou) : de gueules, à six écussons d'or, posés 3, 2 et 1. La maison Mathefelon était une des plus anciennes du Maine et de l'Anjou, où elle possédait les seigneuries d'Assé-le-Boisne, de Ségrie, de Durtal, etc. En 1470, Jean de Mathefelon, seigneur d'Assé-le-Boisne, commandait le château d'Alençon pour le comte du Perche (*Chron. de Fresnay*). Plusieurs filles de cette famille, portant le prénom de Jeanne, ont pris alliance au XIV^e siècle dans les maisons de la Haye, du Merle, l'Archevêque et de Bailleul (*Bibl. Nat. : Trésor généal. de Dom Caillaux*, vol. 36, p. 257 ; carrés d'Hozier, vol. 130, p. 153 ; nouveau d'Hozier, vol. 235, p. 216 ; vol. 228, dossier 5187 ; pièces originales, vol. 1936, dossier 44515 ; cabinet d'Hozier, vol. 23, dossier 524 ; vol. 206, dossier 5534 ; dossiers bleus, vol. 51, dossier 1193 ; Père Anselme, vol. 5, p. 227, c. d.).

laume III, le 5 avril 1394, moyennant une rente, « toutes et chacunes les choses immeubles, châteaux qu'elle tenoit et avoit droit d'avoir à cause et raison de son douaire du dit feu M^{re} Geffroy de la Motte, quelconques choses que ce soient nommées ou appellées » (1).

Cette dame vivait encore le 30 juin 1410 (2).

3^o *Isabelle*. Le mardi, fête de Saint-Hilaire, l'an 1343, par devant les tabellions de la Ferté-Macé, « Geuffroy de la Motte-Fouqué, escuyer, fils de feu Geuffroy de la Motte-Fouqué, jadis chevalier », reconnaît qu'il est tenu « faire rendre et paier à Isabel, sa sœur, fille du dit chevalier, quarante livres de rentes à fin d'héritage par chacun an, à la feste de Saint-Rémy », avec cette clause « que si la dite Isabel s'en aloit de vie à mort sans avoir héritiers, ledit Geuffroy, escuyer, se oblige tant pour luy comme pour ses hoirs à la fère rendre et paier à Guillaume de la Mote-Fouqué, escuyer, son frère aîné, après le décès de ladite Isabel » (3).

4. *Guillette*, nommée dans une transaction, passée le 26 juin 1363, entre elle et son frère aîné, Guillaume II de la Motte (4). Nous ignorons s'il y a identité entre cette demoiselle et Guillette de la Motte, qui épousa Michel *Cotteblanche*, dont l'arrière-petite-fille, Jeanne de Cotteblanche, fit construire une chapelle près de Caen, en l'an 1540 (5).

IV

GUILLAUME II, chevalier, seigneur de Ballon et de la Motte-Fouquet, fit une transaction avec Robin de Sillé, « le mercredi d'après le dimanche que l'on chante le *Reminiscere*, l'an 1334 » (6).

Il devint seigneur de Montfaucon par son mariage avec *Balonne de Montfaucon* (7) et mourut vers l'an 1370, laissant le fils qui suit.

V

GUILLAUME III, chevalier, seigneur de Ballon, La Motte-

(1, 2, 3, 4) Titres de notre collection.

(5) *Bibl. Nat.* : dossiers bleus, vol. 89, dossier 2083.

(6) *Bibl. Nat.* : cabinet d'Ilozier, vol. 250, dossier 6630.

(7) *Montfaucon* : d'or, au lion de sinople armé et lampassé de gueules.

Fouquet et Montfaucon, épousa Marguerite *du Merle* et rendit aveu du fief de la Motte, le 20 mars 1374 (1).

Il mourut à la fin du quatorzième siècle, comme le montre l'acte de partage de ses biens entre ses deux fils aînés, à la date du 2 juillet 1399. Ceux-ci laissaient à leur mère, Marguerite du Merle, la jouissance des objets partagés jusqu'à ce qu'elle aille « de vie à trespassement » (2).

Trois fils étaient nés de ce mariage :

1° *Guillaume IV*, qui suit ;

2° *Pierre*, qui eut pour lot : « le hébergement, domaine et appartenances de Jehart, si comme il se poursuit o ses appartenances, tant terres, prés, pastures, boys, haies, comme autres choses, sauf les terres de l'Ermitage ». Il n'eut qu'un enfant, Robin ou *Robert de la Motte*, qui devint par acquêt seigneur de Montfaucon, et épousa Jeanne *Bignon*, dont une fille unique : *Agnès de la Motte*, mariée, le 1^{er} décembre 1444, à Jean d'Assé (3), chevalier, seigneur de l'Espinai, fils de Geffroy, écuyer, seigneur de l'Espinai et de Changé, et de Guillemette de la Salle, dont sont issus quatre enfants : a) François d'Assé, chevalier, seigneur de Montfaucon, marié, le 20 février 1475, à Marie de Montdoucet, dame de Houdengeau et de S^t-Hilaire-des-Noyers, fille unique de Pierre de Montdoucet (4), seigneur de Houdengeau et d'Agathe de Cléraunai ; b) Jean d'Assé, chapelain de N. D. du château de Montfaucon ; c) Marie d'Assé, femme de Jean de Montecler, seigneur de Neufmanoir, mariés par contrat du 20 mars 1475 ; d) Guyonne d'Assé, mariée par traité du 1^{er} mars 1478 à Guillaume de la Dinaie, fils de Jean, écuyer, seigneur de la Chouennaie (5).

(1) *Journal de la comtesse de Sansay. Histoire de la maison d'Harcourt*, par La Roque.

(2) Parchemin de notre collection.

(3) *Assé de Montfaucon* : parti emmanché d'argent et de sable de huit pièces. Ces armes sont les mêmes que celles portées par Fouques Riboule, chevalier, sire d'Assé, vivant en 1370, ce qui laisserait supposer que la maison d'Assé a eu pour premier nom celui de Riboule (Bibl. Nat. : Chérin, vol. 9, dossier 179 ; cabinet d'Hozier, vol. 15, dossier 343 ; pièces originales, vol. 112).

(4) *Montdoucet* : fascé d'argent et de gueules de huit pièces, semées de croix recroisetées de l'un en l'autre.

(5) *Bibl. Nat.* : cabinet d'Hozier, vol. 15, dossier 347.

Jeanne Bignon épousa en secondes noces Ambroise de Clinchamps, seigneur de la Buizardière (1), dont : Guyon de Clinchamps, écuyer, sieur de la Buizardière, et Jean de Clinchamps, marié par contrat du 26 juillet 1463 à Françoise Telaye, fille de Pierre, écuyer, seigneur d'Argenson et de la Cenerie, et de Jeanne d'Assé. A l'occasion de ce mariage, Jean de Clinchamps reçut de son frère un certain nombre de seigneuries, parmi lesquelles se trouvait le fief de Saint-Gilles de la Plaine, en Saint-Pater.

Les biens d'Agnès de la Motte furent partagés le 14 avril 1499 entre ses héritiers naturels. Elle était la dernière des La Motte-Fouquet qui avaient formé cette branche.

3. *Geffroy*, prêtre. Il chargea, le 26 juin 1448, Jean Fouquey, chevalier, et Gillotte, sa femme, de faire célébrer des messes à son intention dans l'église d'Auvers-sous-Monfaucon (2).

VI

GUILLAUME IV, seigneur de la Motte-Fouquet, Ballon et Montfaucon, fut chambellan de Charles VI, roi de France. Selon les notes jointes au chartrier, il avait épousé une fille de la maison de Harcourt.

Le 7 avril 1402, le Roi lui remit le collier de son ordre, comme nous le voyons par ces lettres patentes :

Charles, par la grâce de Dieu, roy de France, à tous ceulx qui ces présentes lettres verront, salut. Savoir faisons que pour la bonne relation qui faicte nous a esté de la personne de nostre amé et féal chevalier, Guillaume de la Mote, nostre chambellan, seigneur de la Motte et de Baalon, à icelluy avons donné et octroyé, donnons et octroyons de grâce especial par ces présentes, congîé et licence que dorénavant il puisse et lui loise porter le collier de nostre ordre de la geneste (3) en tous lieux, places, festes et compaignies qu'il lui plaira et bon nous semblera. Donné à Paris, soubz nostre seel de secret, le 7^e jour d'avril, l'an de grâce mil CCCC et deux après Pasques (4).

(1) *Clinchamps* (Maine) : d'argent, à la bande de gueules, accompagnée de 6 merlettes de même posées en orle (Bibl. Nat. : carrés d'Hozier, vol. 192, p. 30).

(2) Parchemin de notre collection.

(3) D'après le P. Ménétrier, l'ordre de la Genette fut institué par Charles VI ; il se composait de deux goussets de genêt, l'une blanche et l'autre verte, avec ce mot : *jamais*.

(4) Charte originale. Nous possédons aussi une procuration donnée, le 23 décembre 1402, par Guillaume IV de la Motte à Fouquet Moige, Jacques Tribou et Jean Lecheron, pour la gérance de ses domaines.

Guillaume de la Motte demeura constamment fidèle à Charles VI pendant les guerres des Armagnacs et des Bourguignons. En 1410, il reçut de son souverain les lettres suivantes :

Charles, par la grâce de Dieu, Roy de France, à nostre amé et féal chevallier et chambellan, Guillaume de la Motte, salut et dilection. Comme nous soions acertenez que plusieurs de nostre sang et lignaige font présentement grandes assemblées de gens darmes et de trait, et s'efforcent de faire de jour en jour plus grandes les ungs contre les autres, lesquelles chouses nous cognoissans clèrement estre le péril et destructiō de nostre royaume et désertion de nostre peuple, si brèvement et hastivement remédié et obvyé ny estoit par nostre autorité et povoir ; désirans et aïans entencion et voulante, au plaisir de Dieu, de ce faire le plus toust et hastivement que faire pourrons, au bon aide et confort de noz bons vassaulx et loiaulx subgez, vous mandons, commandons et expressément enjoignons sur la foy, loiaulté et obéissance que nous devez, et en quoy vous estes tenus à nous et à nostre couronne, que incontinent ces lettres veues, toutes excusations cessans et autres chouses arrière mises, vous venez par devers nous en nostre ville de Paris, monté, armé et accompagné suffisamment de tant de gens darmes et de trait que vous pourrez recouvrer, pour nous acompaigner et suivre ès chouses dessus dictes et ailleurs là ou nous vous voudrons employer, en vous deffendant bien expressément que pour quelconques mandemens que vous ayez eu d'aucuns de nostre dit sang et lignage ou d'autres, vous ne allez par devers eulx, et gardez, sur quanque vous amez le bien, prouffit et honneur de nous et de nostre royaume, que en ce vous ne faites faulte ou delay aucun. Et nous vous ferons souldoier, contenter et paier dupuis de vostre parlement jusques à votre casement.

Donné à Paris, le 12^e jour d'aoust, l'an de grâce mil CCCC et dix et de nostre règne le XXX^e.

Par le Roy en son Conseil,

MAUREGART.

A ces deux pièces, nous joindrons un certificat sur parchemin, daté du 2 novembre 1414, et signé de Louis, comte palatin du Rhin, attestant que Guillaume de la Motte servait depuis neuf mois dans sa compagnie de gentilshommes d'armes.

Le seigneur de la Motte-Fouquet fut tué quelques années plus tard, à la bataille de Corbie :

Guillaume Hue, lieutenant au Mans en office de sénéchal pour haut et puissant prince le Roi de Jérusalem et de Sicile, duc d'Anjou et comte du Maine, salut. Au baillif, sénéchal ou aiant la garde de la juridiction et justice de la ville de Corbie, et à touz autres justiciers, salut et

dillection, ou à leur lieutenant. De la partie de noble homme messire Turgis de la Mote, chevallier, filz et héritier principal de noble homme messire Guillaume, seigneur de la Mote, de Baalon et de Montfaucon, jadis chevallier et chambellan du Roy, nostre sire, demourant audi païs et conté du Maine, nous a esté exposé disant que comme le dit messire Guillaume son père, se fust parti dudit païs du Maine en l'an derrain passé pour aller servir le Roy, nostre sire, contre son adversaire le Roy d'Angleterre, et que un pou paravant la bataille en celui an, fut au païs de Picquardie, où son dit père fut et demoura, son dit père eust lessé et fait baillé en garde son bahu avec ses robes et autres choses qui dedens estoient en la dicte ville de Corbie, à l'ensaigne de Saint-Denis, et depuis le dit messire Turgis y a envoié de ses gens et serviteurs audit lieu de Corbie, par devers le seigneur ou dame d'icelui oustel, où fut ainsi ledit bahu mis en garde par Regnault Destrache et Jehan Desace, lors serviteurs de son dit feu père. Et pour ce que icelui ou ceulx à qui fut baillé en garde ledit bahu ne feut pas acertenez que ledit messire Turgis soit filz et héritier dudit feu messire Guillaume de la Mote, seigneur dudit lieu, de Baallon, ils ont refusé à le lui bailler jusques ad ce que ils en fussent acertenez. Et pour ce, nous a requis ledit messire Turgis, que sur ce lui veillons donner nos lettres de certification pour lui valloir et servir envers vous et autres gardes de justice ce que sera à faire de raison. Pourquoi, nous, ces choses considérées, vous certiffions, par ses présentes, que ledit exposant est filz ainsné et héritier principal dudit messire Guillaume de la Mote, et que ledit bahu lui appartient avec tous les autres biens moibles demourez du décès de son dit feu père, et que ledit messire Turgis a voulu et consent en nostre présence que à iceulx Destrache et Desace, porteurs de ces lettres, ledit bahu avec les autres biens moibles estans en icelui soient baillez pour lui et les a constitués ses procureurs et chacun d'eulx quant à iceluy, avec lesditz bien moibles recevoir et donner et passer quittance à celui ou à ceulx en la garde de qui ils sont, et promet icelui tenir et avoir agréable. Si, vous prions et requérons, et à chacun de vous ainsi que à lui appartiendra, que en ce baillez pourvoir audit chevallier de telle remède de justice comme il appartiendra, et en ce faire autant comme vous vouldriez que faissions pour vous en tel cas ou greigneur. En tesmoings de ce nous avons mis et appousé nostre seel à ces présentes, à plus grant confirmation fait mettre le seel des contraz de la conté du Maine. Donné en ladite ville du Mans, le III^e jour de novembre, l'an mil CCCC et seize (1).

Guillaume IV laissait six enfants :

1^o *Turgis*, qui suit ;

2^o *Guillaume V*, dont la notice suivra celle de son frère aîné ;

(1) Titre de notre collection.

3° *Robine*, mariée, par contrat du 6 octobre 1413, à Jean *Poucín* (1), chevalier, seigneur de Clermont-en-Auge, Borville-en-Caux et la Tillaye près Montfort, en présence de Jean Poucín, sieur de la Boullaye, écuyer, maistre Geffroy de la Motte, Turgis de la Motte, Lancelot le Queu, écuyer, et Jean Cochet, seigneur de Vallières (5).

4° *Catherine*, femme de Guillaume de *Tilly* (2), chevalier, seigneur de Chambois, fils de Jean, chevalier, seigneur châtelain de Blaru et de Chambois, conseiller et chambellan du Roi Charles VI, tué à la bataille d'Azincourt, le 25 octobre 1415, et de Béatrix de Clermont d'Anjou. De ce mariage sont issues : a) Marguerite de Tilly, mariée à Guillaume Martel, sieur de la Fontaine, chevalier (3) ; b) N... de Tilly, mariée à Olivier de Rosnyvignen, écuyer, capitaine de Lagny-sur-Marne.

5° *Jeanne*, abbesse d'Estival. La rente, qui lui avait été donnée lors de son entrée en religion, était assise sur la seigneurie de Montfaucon. Ce fief ayant été vendu par la branche aînée, comme nous le verrons plus loin, il surgit de grandes difficultés pour le service de cette rente, entre Jean I^{er} de la Motte-Fouquet et Jeanne Bignon, veuve de Robert de la Motte (4).

6° *Agnès*, mariée, par contrat du 1^{er} juin 1422, à Pierre d'Aron, écuyer, seigneur des Bordeaux (6), fils de Jean et de Marguerite des Bordeaux, dont : Pierre d'Aron, seigneur des Bordeaux, marié en 1450 à Jeanne Recordeau.

VII

TURGIS, chevalier, seigneur de la Motte-Fouquet, Ballon et

(1) *Poucín* : de gueules, au lion d'argent. Voir sur cette famille. Bibl. Nat. : cabinet d'Hozier, vol. 181, dossier 4606 ; Chérin, vol. 56, dossier 1185 ; pièces originales, vol. 1480, dossier 33520 ; vol. 2328, dossier 52484. — *Histoire de Sablé*, par Ménage (1683), p. 393. — Titres de notre collection.

(2) *Tilly* : d'or, à une fleur de lis de gueules (Bibl. Nat. : cabinet d'Hozier, vol. 320).

(3) Bibl. Nat. : cabinet d'Hozier, vol. 320, dossier 8895. Titres de notre collection.

(4, 5) Titres de notre collection. Bibl. Nat. : cabinet d'Hozier, vol. 98, dossier 2598.

(6) *Aron*, seigneur des Bordeaux : d'or, à la croix d'or enchevêtrée de sable (Bibl. Nat. : cabinet d'Hozier, vol. 14, dossier 352).

Montfaucon, épousa Anne d'Orenge (1), de la maison des seigneurs d'Argenton et de la sergenterie royale de Pont-Farcy (2).

Aucun enfant n'étant né de ce mariage, Turgis avait fait don à sa femme, par acte du 9 juillet 1419, de tous ses meubles et acquêts, mais celle-ci, du consentement de son mari, renonça à cette donation par autre acte passé le mardi après la résurrection de N.-S., l'an de grâce 1420, trois ans avant le décès de Turgis (2).

VIII

GUILLAUME V, seigneur de la Motte-Fouquet, Ballon et Montfaucon, frère du précédent, fut, comme son père, l'un des fermes soutiens de la couronne de Charles VI. Il était encore très jeune, lorsqu'en reconnaissance des services qu'il avait rendus, le Roi le décora du collier de son Ordre :

Charles, par la grâce de Dieu, Roy de France, à tous ceulx qui ces présentes lettres verront, salut. Savoir faisons que pour la bonne et grant relation qui nous a esté faicte de Guillaume de la Mote, escuier, filz de nostre amé et féal chevallier et chambellan, Guillaume de la Mote, et de la bonne et noble génération dont il est procées et issus, nous lui avons donné et octroyé, donnons et octroyons de grâce especial, par ces présentes, congïé et licence que en toutes festes et compaignies et autres lieux quelconques, il puisse et lui loise dorésenavant porter le collier de nostre ordre de la cosse de geneste (3), sanz qu'il en puisse estre reprins en aucune manière.

Donné à Tours, soubz nostre seel de secret, le 6^e jour de février, l'an de grâce mil CCCC et huit (4).

(1) Turgis semble avoir épousé en premières noccs Guillemette *Cochet*, dame de Vallières.

(2) La sergenterie de Pont-Farcy fut portée en dot par Perrine d'Orenge à François de Gouvets, qui mourut en 1538, après avoir contracté deux autres alliances.

Les d'Orenge portaient : parti d'argent et de gueules, à un croissant de l'un en l'autre (Bibl. Nat. : nouveau d'Hozier, vol. 161, dossier 3638 ; cabinet d'Hozier, vol. 169, dossier 4316 ; dossiers bleus, vol. 630, dossier 16785).

(3) L'ordre de la *Cosse de Geneste* fut institué par Saint-Louis, à l'occasion de son mariage avec Marguerite de Provence ; sa devise était : *exaltas humiles*. « Ce collier, dit le *Dictionnaire de Trévoux*, était composé de cosses de geneste entrelacées de fleurs de lis d'or, renfermées dans des lozanges clechées, au bout duquel pendoit une croix fleurdelysée ».

Nous n'avons pu savoir s'il existait vraiment une différence entre l'Ordre de la Geneste et celui de la *Cosse de Geneste* ; s'ils formaient, en un mot, deux ordres distincts.

(4) Charte de notre collection.

Guillaume V, prisonnier de guerre en Angleterre, obtint après quelques années de détention, l'autorisation de se rendre en France pour réaliser les fonds nécessaires au paiement de sa rançon, fixée à 300 écus d'or, à condition toutefois que, pendant son absence, il se fit remplacer par un otage. Il présenta un nommé Ferroquin, écuyer, qui fut agréé par le gouvernement britannique.

De retour dans son pays, Guillaume s'empessa de satisfaire à cet engagement d'honneur, en présence de Jean Ferroquin, écuyer, seigneur de Rue-François : le 24 janvier 1423, il vendit sa belle châtellenie de Montfaucon à Robert ou Robin de la Motte, son cousin germain, moyennant 900 écus d'or, du coin du Roi, et 10 marcs d'argent. Le montant de la rançon fut d'abord prélevé sur le prix de cette aliénation ; quant au surplus, il était abandonné à l'acquéreur sous réserve de payer à l'avenir certaines rentes que le vendeur servait : 1° A son *beau-frère*, Pierre d'Aron, seigneur des Bordeaux, époux d'Agnès de la Motte ; 2° à son *oncle*, maître Geoffroy de la Motte, et 3° à sa *sœur*, Catherine de la Motte. Enfin, il obligeait Robert de la Motte à désintéresser « Jeanne d'Orenge, veuve de Turgis de la Motte, chevalier, son frère aîné, pour tout ce qu'elle voudroit ou pourroit demander pour droit de douaire, donoison ou autrement » (1).

Le 31 mars de l'année suivante, il vendait encore l'importante terre et seigneurie de Ballon à Jean de Champagne.

Guillaume V mourut vers l'an 1452, ne laissant guère des biens immenses possédés par ses ancêtres que le fief de haubert de la Motte-Fouquet. Ses deux fils plaidèrent longtemps pour leurs partages et transigèrent, le 25 novembre 1463, au tabellionage de la Ferté-Macé (2).

Ces fils étaient :

1° *Jean I^{er}*, qui suit ;

2° *Guillaume*, écuyer, sieur de Vallières, tuteur des enfants de son frère aîné vers 1484. Il est l'auteur de la branche des seigneurs du Plessis, Vallières et Virailles, qui s'établit dans la province de Bretagne. D'après les manuscrits de la Bibliothèque

(1, 2) Titres de notre collection.

Nationale (1), Guillaume aurait épousé Jeanne *Châtelle*, dont : Thomas, sieur du Petit-Vallière, marié à Jeanne de *Monteilles*, qui lui donna Jacques, sieur du Petit-Vallière, époux de Christine de la *Chapelle*. René de la Motte, sieur du Plessis, paroisse de Montourtier, fils de ces derniers, se serait marié en 1617 à Anne *Guignebault*, dont Pierre, auteur de *Sébastien* et de Jean-Baptiste de la Motte-Fouquet, reconnus nobles d'extraction le 30 janvier 1669 et employés au rôle de la sénéchaussée de Rennes (2).

Les La Motte-Fouquet de Bretagne variaient ainsi les armes de la famille : de sable, à la fasce d'or. Cette branche avait encore au moins un représentant à la fin du siècle dernier, N... de la Motte-Fouquet, originaire de Saint-Brieuc, dont on trouve le nom sur la liste des émigrés rassemblés à Jersey, en l'an 1795 (3).

IX

JEAN I^{er}, écuyer, seigneur de la Motte-Fouquet et de Gâtines (4), épousa, le 8 août 1442, Marguerite de *Sainte-Maure* (5), fille de Regnault, baron de Montausier, seigneur de Jonzac, Saint-Seurin d'Uzet, etc., et de Perrine Marchand. Cette

(1) Dossiers bleus, vol. 475. Fonds français, vol. 32280, réformation de Bretagne, p. 305 ; nouveau d'Hozier, vol. 318, dossier 5417.

(2) *Réformation de la noblesse de Bretagne*, par le P. de Saint-Luc, religieux carme (Bibl. Nat. : fonds français, vol. 32287 ; carrés d'Hozier, vol. 445 p. 95).

(3) *Notice sur la commune de Lonlay-le-Tesson*, par M. le comte G. de Contades, p. 105.

La filiation de la branche fixée en Bretagne est difficile à établir. Aux Archives départementales des Côtes-du-Nord, le nom même de la Motte-Fouquet est inconnu (Lettre de M. Tempier, archiviste, en date du 15 septembre 1897). Les seuls renseignements que nous ayons pu obtenir proviennent des Archives de la Loire-Inférieure et se bornent à l'analyse : 1° d'un contrat de mariage, daté à Varades, le 18 décembre 1782, entre Paul de *Gouvello*, chevalier, seigneur de la Cormerais, capitaine au régiment de Penthievre, fils de Joseph, chevalier, et de Rosalie Lefebvre de la Brulair, avec *Adelaïde de la Motte-Fouquet*, fille de Guy, chevalier, seigneur de Cléden, et de Suzanne Huon de la Boissière ; 2° de l'acte de naissance de Paul-Marie de Gouvello, fils des précédents, nommé le 14 octobre 1783, à Monnières, par *Julienne de la Motte-Fouquet*, épouse de Joseph d'Andigné (*Suppl. de la série E.* — Bibl. Nat. : Chérin, vol. 96).

(4) Fief dépendant de la seigneurie de Froulai (Bibl. Nat. : cabinet d'Hozier, vol. 52, dossier 3902).

(5) *Sainte-Maure* : d'argent, à la fasce de gueules.

dernière était fille d'André Marchand, chambellan du Roi, prévôt des marchands de Paris, et de Jeanne de la Gravelle.

Marguerite reçut comme patrimoine, le 17 juillet 1469, la seigneurie de Saint-Seurin, une partie de Chenac et la Viguerie de Mortagne (1).

Le seigneur de la Motte-Fouquet eut à soutenir un grand procès qui lui fut intenté par sa tante Catherine de la Motte, femme de Guillaume de Tilly. Les deux époux demandaient « que ledit Jehan de la Mote obbaist à ce qu'ils eussent en la dite terre de la Mote-Fouquié, qui fut et appartint à deffunct noble homme messire Guillaume de la Mote, en son vivant chevalier, père d'icelle damoiselle et ayeul dudit Jehan de la Mote, et demourée de sa subcession, partie et portion telle que appartenir leur devoit selon raison et la coustume du pays, disans que à ce ledit de la Mote estoit tenu entendre, parce qu'ils disoient que en mariage d'entre eulx faisant, il leur avoit esté acordé qu'ils vindroient à partie ès fiefs, héritages, rentes et revenus venuz et demourez de la subcession des ancesseurs de la dite domoiselle, ainsi que faire le devoit selon raison et la coutume du pays. Et aussi eussent lesdits mariés mis en procès nobles personnes Messire Regné de Rays, chevalier, seigneur de la Suze, et Anne de Champagne, sa femme, tenant à cause de la dite dame, de la terre, seigneurie et chastellenie de Ballon, et Jean Dassé, écuyer, et demoiselle Agnès de la Mote, sa femme, tenant semblablement à cause d'elle de la terre, seigneurie et chastellenie de Montfaucon, qui furent à défunt Messire Guillaume de la Mote, père d'icelle domoiselle et ayeul dudit Jehan ».

Le 17 août 1459, on transigea devant le tabellion de Falaise, moyennant 15 livres tournois de rente, que Jean de la Motte-Fouquet amortit le 31 mai 1461 (2).

Jean I^{er} mourut avant 1484, laissant sept enfants (3).

(1) *Bulletin de la Société des Archives de la Saintonge*, vol. 6.

(2) Toutes les pièces de ce procès sont dans notre collection.

(3) Selon les *Bailliettes* de 1460, 1476 1477 et 1478 et le *Bulletin de la Société des Archives de la Saintonge*, vol. 6, Marguerite de Sainte-Maure aurait aussi épousé Jean de *Coutonges*, écuyer, qualité au x^v siècle de seigneur de Saint-Seurin, Chenac, la Brousse et la Viguerie de Mortagne. Le P. Anselme (vol. V) rapporte que la dite Marguerite se maria aussi avec M^{re} Étienne du Puy, seigneur de Cases, mais La Chesnaye-Desbois écrit

1° *Jean II*, qui suit ;

2° *Guillaume*, auteur de la branche de Saintonge, dont nous donnerons la filiation à la fin de la première lignée des seigneurs de la Motte-Fouquet ;

3° *Marie*, femme de *Jean de Juvigny* (1) ;

4° *Catherine*, dame de Gatines, mariée par contrat du 3 mars 1486 à Gilles de la Pallu (2), écuyer, seigneur du Mesnil-Hubert, fils de Guillaume, écuyer, seigneur de Méheudin, Say, Gisnai, Boisgeffroy, les Authieux, les Pantouillères, etc., et de Marguerite du Petit-Fumé ; dont deux enfants : a) Gilles de la Pallu, écuyer, seigneur du Mesnil-Hubert et autres lieux, marié : 1° par traité du 26 juin 1508 à Marguerite de Guerpel, fille de Gilles, écuyer, seigneur des Loges et de Godisson, et de Jeanne de Mondion ; 2° par contrat du 17 juin 1511, à Françoise de la Chapelle, fille de Jean, écuyer, sieur de la Groussière ; b) Maurice de la Pallu, ecclésiastique. Ces deux fils partagèrent le 25 janvier 1512 au tabellionnage de Bretheville (3).

Jean de Juvigny et Gilles de la Pallu donnèrent quittance, le 24 avril 1490, de la dot de leurs femmes, Marie et Catherine de la Motte « en présence de Jean de la Motte, frère aîné des dites damoiselles et de Louis de la Pallu, seigneur de Méheudin, frère dudit Gilles (4).

5° *Madeleine*, épouse de *Jean Millet*, écuyer, ainsi qu'il appert d'un acte du 10 octobre 1473, où celui-ci cède à son oncle, Guil-

que ce ne serait pas Marguerite qui épousa Étienne du Puy, mais bien sa sœur, Catherine de Sainte-Maure.

(1) *Juvigny* : d'argent, à la croix ancrée d'azur. Voir sur cette maison à la Bibl. Nat. : pièces originales, vol. 1602, dossier 36863 ; vol. 521, dossier 11709 ; nouveau d'Hozier, vol. 236, dossier 5337 ; cabinet d'Hozier, vol. 199, dossier 5136 ; Villevieille, vol. 49, p. 155. — Recherche de Montfaut.

(2) *La Pallu*, du Mesnil-Hubert : d'argent, à trois fasces denchées chacune de cinq pointes d'azur, et chaque fasce soutenue de sable.

(3) Le 30 septembre 1480, devant Longy et Jean Nollet, tabellions en la châtellenie d'Argentan, Guillaume de la Pallu, écuyer, seigneur de Méheudin et du Mesnil-Hubert, fonda la chapelle de N. D. de la Place, près la porte Saint-Martin d'Argentan, pour le salut de son âme et celles de feue Marguerite du Petit-Fumé, sa femme, dame de Gisnai et de Boisgeffroy, et de Louis, Gilles et Guillaume, leurs enfants. Cette famille présentait aussi à la chapelle Saint-Jean, située sur le pont d'Argentan (Voir à la Bibl. Nat. : cabinet d'Hozier, vol. 152, dossier 3902 ; vol. 261, dossier 6953 ; pièces originales, vol. 2186, dossier 49432 ; carrés d'Hozier, vol. 479, p. 236).

(4) Titre de notre collection.

laume de la Motte, les droits que sa femme pouvait avoir sur la terre de Vallières (4).

6° *Jeanne*, mariée à Jean *Le Clerc* (1), fils de Colas, écuyer, seigneur de Juigné, Coulaines, etc., et de Jeanne Bouvard, dont : René, seigneur de Juigné, nommé dans une procuration du 7 septembre 1555 (5). Jeanne a épousé en secondes noces Guyon du Coing (2).

7° *Jean*, prêtre. Il fut nommé curé de la Motte-Fouquet sur la présentation de son frère aîné, mais refusa ce bénéfice « pour en accepter un plus important dans la province de Saintonge » (3).

X

JEAN II, écuyer, seigneur de la Motte-Fouquet, Saint-Patrice, Orgères, Vallières et Saint-Seurin, rendit aveu du fief de la Motte au mois de juillet 1484 et épousa, par contrat du 3 août 1491 (6), Marguerite d'Hauteville (10), fille de Jean, écuyer seigneur dudit lieu, et de feu Jacquette du Bellay.

Dix ans après la célébration de ce mariage, le 4 mai 1501, Jean d'Hauteville fit don à sa fille du domaine de la Poitevineière, en Saint-Vincent-de-Loroüer, et de celui de Morcines, en la paroisse de Lucé (7).

En 1536, Jean II, devenu très âgé, « ne pouvant plus bonnement ni vallablement subvenir à ses nécessités et affaires et entretenement de ses terres et seigneuries », abandonna l'administration de ses biens, le 12 août, « à René de la Motte, écuyer, son fils aîné et principal héritier, fidèle et loyal » (8). Il mourut peu de jours après, à l'âge de 90 ans (9).

Pour mettre un terme à certaines difficultés qui se présentèrent au sujet du douaire de la veuve, les héritiers de Jean II

(1) *Le Clerc de Juigné* : d'argent, à une croix engreslée de gueules, cantonnée de quatre aiglons bequés et onglés de gueules.

(2) *Bibl. Nat.* : pièces originales, vol. 777, dossier 17741.

(3) Note du chartrier de la Motte-Fouquet.

(4, 5, 6, 7, 8, 9) Titres de notre collection.

(10) *Hauteville* : d'argent, à trois fasces de sable, au sautoir d'argent (*alias* : de gueules) (*Bibl. Nat.* : pièces originales, vol. 1493, dossier 33828, cabinet d'Hozier, vol. 186, dossier 4738). Notre collection renferme un certain nombre de pièces originales relatives à cette famille.

furent un compromis, le 12 avril 1540, par lequel ils choisissaient comme arbitre leur parent, Mgr de Bellay, évêque du Mans (1).

L'année suivante, le 3 août 1541, au manoir de Beaudouet, Marguerite d'Hauteville fit une donation à plusieurs de ses enfants puînés : maître Guillaume, Charles, Françoise et Anne (2).

Enfin, à la date du 20 juin 1546, se trouve un titre concernant les puînés de la Motte qui demandaient le maintien, à leur profit, de la jouissance des domaines de la Bourdonnaye et de Beaudouet, hormis le fief d'Orgères acquis en 1498 par Jean de la Motte et Marguerite de Sainte-Maure, leurs grand-père et grand'mère (3).

Marguerite d'Hauteville a laissé deux testaments, l'un daté du 7 mars 1538 et l'autre du 4 mars 1541. Elle y manifeste le désir d'être inhumée dans l'église de la Motte-Fouquet et fait des legs en faveur de plusieurs paroisses (4). Elle était morte le 23 août 1542, date du partage de ses biens entre René et Charles, ses fils (5).

Jean II avait eu sept enfants de son mariage avec Marguerite d'Hauteville :

1° René, qui suit ;

2° Isabeau, qui s'est mariée deux fois :

a) Par contrat du 27 janvier 1520 (6) avec Philippe de Harcourt (8), chevalier, baron de Lougé, seigneur de Saint-Ouen-sur-Maire, Écouché et autres lieux, fils puîné de Jean, seigneur de Bonnétable et de Tilly, et de Catherine d'Arpajon. Selon La Roque, Philippe de Harcourt était alors veuf de Françoise de Mareuil, dame de Sorteville et autres lieux, qu'il avait épousée en 1467. Un fils unique sortit de son second mariage : Bonaventure de Harcourt, baron d'Écouché et de Lougé, mort sans alliance.

b) Isabeau de la Motte épousa en secondes nocces, par contrat du 20 janvier 1530 (7), François de Montaigu (9), chevalier, seigneur du Mesnil-Aumont, veuf de Barbe de la Ferrière, fils de

(1, 2, 3, 4, 5, 6, 7) Titres de notre collection.

(8) Harcourt : de gueules, à deux fasces d'or.

(9) Montaigu : d'argent, à deux bandes de sable, accompagnées de 7 coquilles de même, 3, 3, 1.

Jean, seigneur de Montaigu, et de Françoise Osbert de Brucheville. Quatre enfants sortirent de cette union : 1^o Adrien de Montaigu, qui, par un accord du 25 février 1559, s'oblige à donner à sa sœur Jeanne, la somme de 3.000 livres, en faveur de son mariage avec Jacques Davy, seigneur de Gauberville ; 2^o Renée de Montaigu, mariée en premières noces à René de Quellenec, seigneur de Nogent et du Mesnil-Garnier ; et, en secondes noces, à Jacques Thésart, 2^e du nom, seigneur des Essarts et de Laffon, baron de Tournebu, lequel mourut en 1595 à l'âge de 74 ans ; 3^o Jeanne de Montaigu, femme de Jacques Davy, bailli du Cotentin, parent de Jacques Davy, cardinal du Perron (1). 4^o Robert, seigneur de Lorbehaye et du Mesnil-Aumont, vivant en 1567.

3^o *Guillaume*, écuyer, sieur de la Bretonnière, de Jehard et de Beaudouet, curé de la Motte-Fouquet et de Montaigu, protonotaire du Saint-Siège apostolique. Il fut, en 1542, exécuteur testamentaire de son neveu, Bonaventure de Harcourt, puis curateur des enfants de son frère aîné, René de la Motte ; il rendit avenu au nom de ces derniers, le 11 février 1557, des fiefs de Fresnay, de Morcines et de la Poitevinière, relevant de la baronnie de Lucé appartenant à Louis de Coesmes (2). Des comptes de tutelle qu'il rendit le 15 février 1569, il résulte qu'il était débiteur envers Madeleine de la Motte, d'environ 9.000 livres, en compensation desquelles il lui abandonnait la nue-propriété de « tous et chacuns les conquêts et acquêts qu'il avait faits ès paroisses de la Motte et de Saint-Patrice, avec les grosses forges du Moulin-Colin et fourneau, logis, étangs, prairie de dessous le moulin comme l'eau est conduite de l'étang dudit moulin des deux côtés allant au gué au Pelletier » (3). Les forges du Moulin-Colin, en Magny-le-Désert, furent affermées par ce prêtre le 1^{er} mai 1562 à Gilles Seigneur, maître des forges de Carrouges (4), et le 20 octobre 1571 à Martin Besnard, de Laigle (5).

4^o *Charles*, écuyer, sieur de Grand-Vallière, marié au logis de la Guittière, par contrat du 13 janvier 1536, à Anne de

(1) *Bibl. Nat.* : Cabinet d'Hozier, vol. 242. *Journal du sire de Gouberville*.

(2) A la suite d'arrangements de famille, ces trois fiefs devinrent, le 15 février 1569, la propriété du dit Guillaume, curé de la Motte.

(3, 4, 5) Titres de notre collection.

Grugelin (1), de la paroisse de Dissé, en présence de son frère, Jacques de Grugelin, écuyer, seigneur de Vaugelé et de la Guittière (2).

Le 20 mai 1536, il reçut de son père, « en attendant sa succession advenir » (5), le fief de Livaye, en la paroisse de Saint-Denis-le-Vêtu, relevant de la seigneurie de Brucourt. Ce fief, qui avait autrefois appartenu à l'une des branches de la maison de la Motte, avait été vendu en 1485 à Olivier de Colombières, chambellan du Roi, par Colette de la Motte, fille de Jacques, écuyer, seigneur de Saint-Plancheys, et de Jeanne de Clamorgan, laquelle Colette l'avait eu le 24 août 1484, à l'occasion de son mariage avec Gilles Guiton, écuyer, sieur de la Rousselière (6). Livaye revint bientôt à la branche aînée, peut-être en vertu d'une clameur à droit lignager. Enfin, le 23 août 1542, Charles de la Motte obtint, pour son lot, la terre de Vallières, au diocèse du Mans, qui avait fait retour au seigneur de la Motte-Fouquet à la suite de circonstances qui nous sont inconnues (7).

De son mariage avec Anne de Grugelin, Charles de la Motte n'eut qu'une fille, *Catherine* de la Motte, mariée par contrat du 26 septembre 1568 à René de *Bastard* (3), écuyer, sieur de la Paragère, fils de François, écuyer, et de Catherine Vachereau, dont sept garçons et cinq filles, qui ont pris alliance dans les maisons de la Corbière, de Segrais, de Noyan, de Brossard et de Caignou (4).

5° *Françoise*, dont partie de la succession fut revendiquée par son frère, Charles de la Motte, le 8 juin 1577 (8).

6° *Anne*, mariée : 1° à Guillebert de *Fontenay*, seigneur du *Belle* et de *Sainte-Croix*, dont : Gabriel de Fontenay, marié à

(1) *Grugelin de la Guittière* (Anjou) : d'argent, au lion de gueules armé et couronné d'azur (Bibl. Nat. : pièces originales, vol. 1420).

(2) *Bibl. Nat.* : cabinet d'Hozier, vol. 250, dossier 6630.

(3) *Bastard* : parti d'azur, à une demi-fleur de lis d'or, et d'or à une demi-aigle de gueules, au lambel d'argent. Voir sur cette famille à la Bibl. Nat. : pièces originales, vol. 211, dossier 4738 ; cabinet d'Hozier, vol. 29, dossier 92. Imprimés : Généalogie de la maison de Bastard, 1843 (L. M.³ 47).

(4) *Caignou*. Voir à la Bibl. Nat. : dossiers bleus, vol. 148, dossier 3716 ; carrés d'Hozier, vol. 145, p. 92. — Le contrat de mariage d'Anne de Bastard, avec Claude de Caignou, sœur de la Métairie, est dans notre collection.

(5, 6, 7, 8) Titres de notre collection.

Marguerite Terrée (1) ; 2° à Charles de *Fedebris*, sieur du Mesnil, dont : Maurice de *Fedebris* (2).

7° *Marguerite*, mariée : 1° à Jean d'Avoise, mort sans postérité ; 2° par contrat du 6 juillet 1552, à Julien d'*Enfernet*, seigneur de Montchauvet, en la vicomté de Vire, de Saint-Vigor et de la Galonnière, fils de Jacques, écuyer, et de Péronne de Pont - Bellanger (5) ; décédé sans enfants (3) ; 3° à Michel *Le Lasseur*, sieur de la Patterye (4).

XI

RENÉ, écuyer, baron de Saint-Seurin d'Uzet, la Grandvau, seigneur de la Poitevinière, Morcines, Fresnay, Orgères, La Motte-Fouquet, contracta deux alliances. La première, par traité du 19 juin 1544, avec Jeanne de *Toulangeon*, veuve de René de Clermont-Gallerande, vice-amiral de Honfleur, mort en 1523, fille de Claude de Toulangeon et de Guillette de Vergy ; la seconde, avec Marie-Renée de *Coué*, dame de Montfort en Bourgogne.

Le seigneur de la Motte testa le 17 mai 1551 et mourut dans la même année, laissant cinq enfants, tous nommés dans un accord intervenu le 11 février 1552 (6) entre Guillaume de la Motte, prêtre, leur curateur, et Renée de Coué, leur mère, savoir :

(1) Les de Fontenay ont possédé le Belle pendant plusieurs siècles. Richard fit aveu au baron d'Annebecq, en 1373 et le 9 janvier 1382. La suite des aveux nous fait connaître Thomas de Fontenay (1450), Jean de Fontenay (1480, 84 et 86). Guillaume de Fontenay, qui lui succéda, semble avoir été le seul qui ait fait aveu au Roi. L'aveu de Thomas (1523) fut porté au tribunal des gages-pleiges et frappé d'une sentence de blâme et nullité. Le Bisson de Rasnes, qui appartenait aux mêmes, fournit également de nombreux aveux. En 1555, Guillebert de Fontenay plaida à Briouze contre Jean Guillochin, curé de Joué-du-Bois ; enfin Gabriel de Fontenay fit aveu à Jacques d'Argouges, pour la vavassorie du Bisson en 1581, pour le Belle, beaucoup plus tard, en 1596. Le même acheta le logis et une partie des terres de Joué, après avoir vendu le Belle à Jacques Matrot ou Matrot des Forges, sieur du Val (1597) (*Joué-du-Bois*, par M. l'abbé Macé, Bull. de la Soc. hist. et arch. de l'Orne, tome XII, p. 326).

(2) *Fedebris*, château situé dans la commune de Lonlay-l'Abbaye. Le nom patronymique des *Fedebris* était Lecourt.

(3) *Bibl. Nat.* : pièces originales, vol. 60, dossier 1312.

(4) *Le Lasseur* : d'azur, à 6 merlettes d'argent (*Bibl. Nat.* : pièces originales, vol. 1656, dossier 38484).

(5, 6) Titres de notre collection.

1° *René*, qui mourut avant d'avoir atteint sa majorité ;

2° *Jean III*, qui suit ;

3° *Renée*, morte avant l'an 1570 ;

4° *Marguerite*, religieuse. Elle s'enfuit du couvent de la Trinité-de-Poitiers, vers 1570, pour suivre le comte Claude de Sanzay (1), qu'elle épousa par contrat du 23 mars 1571 (4), et se fit protestante ;

5° *Madeleine*, mariée par contrat du 7 septembre 1566 à Jacques de *Saint-Rémy*, seigneur de Fié et autres lieux, en présence « de Jean de la Motte, frère, seul fils du feu sieur de la Motte, et de Guillaume de la Motte, oncle, protonotaire du Saint-Siège apostolique » (5). Madeleine reçut 15.000 livres pour tout ce qu'elle pouvait prétendre dans la succession de ses père et mère, et le futur obtint par avancement d'hoirie la terre et seigneurie de la Motte-Madré (2).

René de la Motte-Fouquet laissait aussi un fils naturel, Guillaume de *Saint-Patrice*, auquel Jean III de la Motte fit don, le 19 septembre 1567, de la terre du Rocher (6). Mathieu de Saint-Patrice, fils de Guillaume, fut longtemps le mandataire des châtelains de la Motte-Fouquet pour toutes leurs affaires contentieuses (3).

XII

JEAN III, écuyer, seigneur de la Motte-Fouquet, Saint-Patrice, Orgères, baron et seigneur châtelain de Saint-Seurin et de la Grandvau au pays de Saintonge, fut autorisé à jouir de

(1) *Journal de la Comtesse de Sanzay*.

(2) *Bibl. Nat.* : Carrés d'Hozier, vol. 287, dossier 7818.

(3) 17 mai 1674. Mariage à la Motte-Fouquet entre René du Ménil-Bérard de la Chêze, écuyer, sieur de Renemesnil, âgé de 32 ans, fils de feu Guillaume, écuyer, sieur de Lugore, et de Jacqueline de Marseille, demeurant aux Rotours ; et Françoise de *Saint-Patrice*, fille de feu Julien, sieur des Vallées-Larel, premier capitaine au régiment de France, et de Rose Lemaistre, demeurant à la Motte-Fouquet, dont : 1° François, né le 5 janvier 1676 ; Renée-Françoise, née le 26 janvier 1678, nommée le 30, par Julien de Saint-Rémy, curé de la Motte, et Renée de Saint-Rémy ; 3° Jean, né le 10 février 1679.

René du Mesnil-Bérard mourut à l'âge de 50 ans, à Magny-le-Désert, et fut inhumé, le 12 mai 1684. Sa femme, décédée le 9 juillet 1703, fut inhumée le même jour dans l'église de la Motte-Fouquet (*Notes* de M. l'abbé Lebrun, curé de la Motte-Fouquet).

(4, 5, 6) Titres de notre collection.

ses biens, le 27 juin 1565, comme étant âgé de 20 ans et plus, par son conseil de famille réuni devant le bailli de Caen et composé comme il suit : Jacques de Harcourt, seigneur et baron d'Écouché et de Lougé, protonotaire du Saint-Siège apostolique, cousin paternel ; Guillaume de la Motte, aussi protonotaire du Saint-Siège, oncle et tuteur ; Charles de la Motte, sieur de Vallières, oncle paternel ; Ambroise de Loré, chevalier, seigneur châtelain de Couptrain, cousin paternel ; Michel Le Lasseur, sieur de la Patterye, époux de Marguerite de la Motte, tante ; Gabriel de Fontenay, sieur du Belle, cousin germain (1).

Il épousa, par contrat du 24 décembre 1566, Françoise d'*Enfernet* (2), fille de Jacques, seigneur de Brécey, Maisonnelles, la Gallonnière, Saint-Vigor-des-Monts (3).

Le dit sieur de la Motte-Fouquet, dans ces tems de troubles et d'orages, où la vertu de bien des seigneurs manqua, eut le malheur de faire naufrage avec eux : il se laissa emporter dans la guerre civile. Il y prit les armes contre son prince, il fut assez infortuné pour n'avoir pas le tems de connoître et de réparer sa faute par un juste retour à ses devoirs. Il fut tué dans la sanglante bataille donnée le 10 novembre 1568 près de Saint-Denis et ses biens furent confisqués.

Le Roi Charles IX plaignoit l'aveuglement qui avoit mis les armes à la main de ses sujets ; la sévérité nécessaire dont il usoit envers eux étoit extérieure ; il les aimoit même en les punissant, parce qu'il ne pouvoit oublier qu'il étoit leur père ; ainsi les coups de sa rigueur étoient comme l'éclair de sa clémence. Le sieur de Saint-Rémy, beau-frère et héritier de Jean de la Motte, avoit donc grand sujet d'espérer le don de la confiscation puisqu'il avoit eu le bonheur de rester ferme dans les sentiers de la fidélité et en avoit donné des preuves en combattant sous les enseignes royales (4).

Il obtint, en effet, le 22 février 1570, la remise pour lui et ses cohéritiers, des biens de Jean III de la Motte :

Charles, par la grâce de Dieu, Roy de France, à nos amez et féaux les gens de nos comptes, trésoriers de France et général de nos finances en la charge et généralité de Normandie et aux commissaires par

(1) Titre de notre collection.

(2) *Enfernet* : de sable, à une aigle à deux têtes d'argent.

(3) *Bibl. Nat.* : Nouveau d'Hozier, vol. 9, dossier 160 ; Chérin, vol. 6, dossier 95 ; carrés d'Hozier, vol. 26 ; pièces originales, vol. 60, dossier 1312.

(4) Recueil de factums manuscrits et imprimés (1738-1755), concernant les forges de Cossé (de notre collection).

nous commis à la vente des biens meubles et immeubles appartenant à ceux de la nouvelle religion au dit pays et à chacun d'eux en droit foy et si comme lui appartiendra, salut et dilection. Jacques de Saint-Rémy nous a fait remonter que feu Jean de la Motte-Fouqué avoit été aux segonds troubles induit et persuadé par aucuns prendre les armes contre nous ; ayant depuis été tué à la bataille Saint-Denis, auquel seroit succédé damoiselle Madelainne de la Motte, sa sœur, et femme de l'exposant comme plus habile et conséquemment prins et appréhender la succession dudit defunt, honnereuse, pour laquelle acquitter il auroit été contraint de payer grande somme de deniers excédant quasi la velleur d'icelle, pensant en user après comme du sien propre, suivant notre édit de passification depuis intervenu, au moyen duquel la faute dudit de la Motte demouroit éteinte et abolie, depuis lequel édit Maître Germain Viallard, notre conseiller et présidant dans la Cour de Parlement de Rouen et l'un de nos dits commissaires sur le fait de la vente des biens meubles et réunion des immeubles de ceux de ladite nouvelle religion audit pays, procédant suivant autre nostre édit au fait de sa commission, auroit saisy et mis en notre main tous et chacuns les biens de la succession du dit feu de la Motte-Fouqué, à nous acquis et confisqués à cause du dit port d'armes. Nous suppliant et réquerant très humblement ledit exposant, attendu ce que dit est, luy en faire main-levée, et en tems que besoin est don, à ces causes voullant reconnoître les services que iceluy exposant et ses frères nous ont fait au fait des guerres, sçavoir les premiers et segonds troubles sous la cornette du chevallier de Chavigny, et ès derniers et présents sous celle de notre très cher et bien amé cousin le prince Dauphin, ou ils ont toujours été à leurs dépens, et désirant les grattifier en cette considération selon leurs mérites, et pour autres justes considérations à ce nous mouvans, voulons, vous mendons et très expressément enjoignons, par ces présentes, faire au dit de Saint-Rémy et ses cohéritiers, nous avons fait et faisons pleinne et entierre main-levée de tous et chacuns les biens de la succession du dit defunt de la Motte-Fouqué, saisy sur le dit exposant, desquels en tant que besoin est ou seroit nous avons fait et faisons par ses présentes signées de notre main, don, tant à iceluy de Saint-Rémy que ses dits cohéritiers, à quelque velleur et estimation qu'ils se puissent monter, les leurs cédant, remettant, transportant et délaissant, pour par luy au dit nom en jouir dornavant en la même forme et manniere qu'il en jouissoit auparavant la dite saisie faite en nos mains, faisant de par nous expresses inhibitions et defences aux dit Viallard et autres qu'il appartiendra de ne les empescher ou troubler en la dite jouissance et contreignant à ce faire et souffrir tous ceux qu'il appartiendra et qui, pour ce, seront à contraindre par toutes voyes et mannierras dûes et raisonnables, non obstant oppositions ou appellations quelconques et sans préjudice d'icelle pour lesquelles ne voulons être différé de ce faire, vous donnons pouvoir, commission, authaurité et mandement spécial par ses dites présentes, mandons et commandons à tous nos justiciers, officiers et sujets, et au premier notre huissier ou sergent que faisant les exploits pour ce

requis et nécessaire en ce faisant soit obéi, et rapportant ses dittes présentes ou vidimus d'icelles deuement collationné et signé par l'un de nos amez et féaux nottaire et secrétaire, avec quittances ou reconnoissances d'iceluy exposant, nous voulons, nos receveurs qu'il appartiendra, ensemble les dits commissaires, en être tenu quitte et decharger par tout ou besoin sera. Car tel est notre plaisir, non obstant que la valleur des dits biens ne soit si autrement spécifiée ne déclarée, les ordonnances tant antiennes que modernes faites sur le fait ordre et distribution de nos finances et apport d'icelle en nos coffres du Louvre, que tous dons, présens et bienfaits deussent être payez par le trésorier de notre épargne et effetz pour la moitié seulement, et quelconques autres ordonnances, restrictions, mandement, deffences et arêts à ce contraire.

Donné à Angers, le vingt-deuxième jour de février, l'an de grâce mil cinq cent soixante-dix et de notre reigne le dixiesme.

CHARLES (1).

Le 21 novembre 1571, quelques mois après le mariage de Marguerite de la Motte, MM. de Sanzay et de Saint-Rémy procédèrent au partage des biens de Jean III par devant Mathieu Barbier et Jean Lesage, tabellions à Alençon (2).

Marguerite de la Motte, femme de Claude de Sanzay, eut le premier lot qui comprenait les terres et seigneuries de la Motte-Fouquet et d'Orgères, la moitié de la forêt de la Motte, plus trente arpents de bois à prendre sur l'autre lot.

Le second lot fut attribué par non-choix à Madeleine de la Motte, épouse de Jacques de Saint-Rémy, seigneur de Fyé :

Et en l'autre loth demeure à perpétuité et par héritaige la terre de Saint-Seurin, la Grandvau, avec tous les droictz, dignitez, franchises et libertez qui en dépendent et généralement tout ce qui leur pouvoit compéter et appartenir au pays de Sainctonge (3), avec l'autre moitié de la forest de la Motte et clos de Fontaines, boys et fonds. Et parce que par cy-devant le dit seigneur de Fyé, à cause de sa dicte femme avoit negocié et gasté comme seul héritier (4) les dictes successions

(1) Nous ne possédons qu'une copie de ces lettres patentes, mais elle a été collationnée, le 24 juillet 1740, par le notaire de Courtomer.

(2) Titre de notre collection.

(3) Le 19 janvier 1584, Jacques de Saint-Rémy vendit à Charles de la Motte-Fouqué, écuyer, seigneur en partie de Saint-Seurin, époux de Jeanne de Belleville, le quint et la moitié de Saint-Seurin, possédés par Madeleine de la Motte, sa femme, et lui venant de son aieul, Jean de la Motte-Fouquet (Bull. de la Soc. des Archives de Saintonge, vol. 6, p. 63).

(4) Jacques de Saint-Rémy était, en effet, à l'origine, le seul héritier de Jean III, puisque Marguerite de la Motte, sa belle-sœur, était religieuse.

chargées de grandes debtes et hypothèques avecques grands fraiz pour le reméré de la confiscation du dict deffunct seigneur de la Motte, qui pour mettre les biens et reveueux de la dicte succession en bonne et suffisante réparation lui auroit convenu et auroit esté contrainct faire vente des lieux de la Poitevynière (1), Morcennes et fief de Fresnay à maistre Macé Aubert, avocat au Mans, pour grandes sommes de deniers, aussi faire ventes de dix pippes de vin de rente et de ce qui leur appartenoit en la terre de Rai, au sieur Fournil, pour la somme de troys mil cinq cens livres, dont le prix des dits III^m 5^c livres n'auroit esté payé, il a esté accordé entre les dictes parties que les dites ventes demeureront faictes et seront entretenues suivant la teneur des dits contractz d'aliénation en quelque sorte qu'elle soit faicte, au garandtaige desquelles choses ledict seigneur de Senzay esdits noms s'est soumis et obligé, sur laquelle somme de 3 mil 5 cens livres encor deubz pour la dicte vendition de Rai et pippes de vin, est accordé qui aura ce présent loth, recepvra de la dicte somme seulement douze cens livres et le reste montant à deux mil troys cens livres demeurera à celluy qui aura le dit premier loth de la Motte-Fouqué, et sera fourny par moictyé par chacune des dictes parties au douaire et debtes qui pourroient estre deues, fors que pour le temps que ledict seigneur de Fyé a joy du total de ces successions, il sera tenu acquitter les arrérages de la rente du douaire, et demeurent ce faisant le dict seigneur de Fyé et la dicte damoiselle, sa femme, quictes soit d'abat de boys, fruitz et mariaige, meubles et de toutes autres choses quelzconques du passé.

Françoise d'Enfernet épousa en secondes noces, par contrat passé le 15 mars 1571, devant Phelippart et Duval, tabellions au siège de la Forêt, ressort de la vicomté de Falaise, M^{re} Louis de Vassy (2), chevalier, seigneur de la Forêt-Auvray, du Mesnil-Hubert, Carville, la Graverie, le Beny, le Reculé, chevalier de l'Ordre du Roi, gentilhomme ordinaire de sa chambre, fils de Gabriel, chevalier, et de Marguerite de Harcourt.

Pendant son veuvage, « elle avoit fait ce que bien d'autres veuves pratiquent. Les sieurs de Saint-Rémy et de Sanzay la poursuivirent en soustraction ; elle de son côté les poursuivoit pour la liquidation et le paiement de ses droits. Ceci forma un

(1) 7 novembre 1569. Bail à rente perpétuelle par Jacques de Saint-Rémy à Macé Aubert, avocat au Mans, des fief et domaine de la Poitevinière, en Saint-Vincent-de-Lorouër, du fief de Morcennes, en la paroisse de Lucé, et du fief de Fresnay. (De notre collection.)

(2) *Vassy* : d'argent, à trois tourteaux de sable. Voir sur la nombreuse postérité de Louis de Vassy et de François d'Enfernet : Bibl. Nat. : cabinet d'Hozier, vol. 328, dossier 9198 ; pièces originales, vol. 2938, dossier 65251 ; carrés d'Hozier, vol. 624, p. 280.

grand procès, qui, étant pendant en la Cour, fut terminé par compromission sur M. le président Emery-Bigot, et sur six de messieurs du Parlement. La dernière disposition de leur jugement, rendu le 23 juillet 1578, ordonne que le sieur de Sanzay fera obliger le fermier de la grosse forge de la Motte, à payer au sieur et à la dame de Vassy le douaire que celle-ci avoit sur la succession de Jean de la Motte » (1).

Ce douaire était de 650 livres de rentes.

BRANCHE CADETTE

DE LA MAISON DE LA MOTTE-FOUQUET

établie en Saintonge

D'azur, à la fasce d'or, et un besan de même en pointe. (2)

I. Cette branche, qui a conservé l'ancienne orthographe de son nom de famille, *La Motte-Fouqué*, a pour auteur GUILLAUME DE LA MOTTE-FOUQUÉ, seigneur de Saint-Seurin d'Uzet en Saintonge, fils cadet de Jean 1^{er}, seigneur de la Motte-Fouquet, et de Marguerite de Sainte-Maure.

Il épousa, le 28 avril 1507, Catherine Poussard (3), qui le rendit père de :

1^o *Guy*, qui suit ;

2^o *Louise*, mariée le 14 mars 1514, à François de Polignac (4), seigneur de Fontaines, fils aîné de Jean, seigneur de Fontaines et de Saint-Germain, et de Marguerite de la Brousse, dont : *a*), Elie de Polignac, écuyer, seigneur de Fontaines, marié par contrat du 20 novembre 1539, à Madeleine de la Porte ; *b*), Marie de Polignac, femme de Jean de la Porte, écuyer, seigneur

(1) Recueil de factums (de notre collection).

(2) *Bibl. Nat.* : Cabinet d'Hozier, vol. 250, dossier 6630.

(3) *Poussard* (Aunis et la Rochelle) : d'azur, à 3 soleils d'or. Supports : deux griffons. Cimier : ailes d'aigle. (*Bibl. Nat.* : Pièces originales, vol. 2364, dossier 5310, page 133.

(4) *Polignac* : Ecartelé au 1^{er} d'argent, à 3 fascies de gueules ; aux 2 et 3, de sable à un lion couronné et armé d'argent et lampassé de gueules ; au 4, d'argent plein. (*Bibl. Nat.* : Chérin, vol. 159, dossier 3228).

de la Valade et de Chastillon, lieutenant des ville et château de Blaye en 1556.

3. *Madeleine*, mariée le 7 octobre 1586 à François de *Burlé* (1), chevalier, seigneur de Dercié, d'Echervaise et de Montsaujon, en Saintonge dont : Bertrande de Burlé, qui se maria le 30 janvier 1571, à Denis de Campet (2), baron de Saujon, gentilhomme de la Chambre du Roi, gouverneur de Royan, fils de Jean, chevalier, seigneur de Campet et de Saint-Caprais-entre-deux-Mers, grand chambellan d'Antoine de Bourbon et de Jeanne d'Albret, roi et reine de Navare, et d'Isabeau de Jagonas. De ce mariage est issu Samuel de Campet, chevalier, baron de Saujon, gentilhomme de la Chambre du Roi, gouverneur du Havre, marié le 7 octobre 1597, à Claude de Comminges, fille de Gaspard, seigneur de la Ferrière et de Pons et de Renée Guinaudeau (3).

II. GUY DE LA MOTTE-FOUQUÉ, écuyer, seigneur de Saint-Seurin d'Uzet, Mosnac, la Viguerie de Mortagne, épousa par contrat du 3 juin 1526, Françoise du Vergne, fille de Jean, écuyer, et de Marguerite Joubert.

Il mourut à Saintes, avant le 29 juillet 1534, laissant quatre enfants mineurs :

- 1° *Gabriel*, qui suit ;
- 2° *Bonaventure* ;
- 3° *Jacques* ;
- 4° *Marguerite* ;

(1) *Burlé* : Fascé de gueules et d'argent de dix pièces et six écussons d'or posés 3, 2, 1 sur le tout, chargés chacun d'un lion de sable.

(2) *Campet* : d'azur, à une fasce d'argent, accompagnée en chef d'un croissant du même et en pointe d'une coquille aussi d'argent. Cimier : un lion d'or naissant ; supports : deux lions d'or. (Bibl. Nat. : Nouveau d'Hozier, vol. 79, dossier 1509 ; cabinet d'Hozier, vol. 75, dossier 1951).

(3) *Le Bulletin de la Société des Archives de la Saintonge* donne aussi comme fils de Guillaume et de Catherine Poussart : 1° *Guillaume*, protonotaire apostolique, et 2° *Jean*, curé de Chenac, se basant sur ce que le premier serait qualifié *frère* de Guy, dans un acte du 11 janvier 1551, et *oncle* des enfants mineurs dudit Guy, et le second, *oncle* des mêmes enfants dans le testament de leur père, en date du 15 mars 1536. — Nous craignons que la publication santone n'ait confondu ces deux personnes avec Guillaume de la Motte, protonotaire apostolique, fils de Jean II, seigneur de la Motte-Fouquet et par conséquent cousin germain ou oncle à la mode de Bretagne de Guy de la Motte, et Jean, prêtre, fils de Jean I^{er}, aussi seigneur de la Motte-Fouquet, et grand-oncle des enfants de Guy.

III. GABRIEL DE LA MOTTE-FOUQUÉ, écuyer, seigneur de Saint-Seurin d'Uzet et de Biron, contracta alliance au mois de septembre 1556 avec Suzanne *Bouchard d'Aubeterre* (1), fille de Jean, chevalier, seigneur de Saint-Martin, Gemozac, et Chevalon, et de Françoise Hamon. Cette dernière était fille de François Hamon, chevalier, seigneur de la Roche-Cervière, capitaine de Fougères et vice-amiral de Bretagne, et de Renée de Surgères (2).

Gabriel, embrassa la réforme en 1560 et rendit hommage de la seigneurie de Biron à Antoine de Pons, le 12 juin 1565 (3).

Il fut père de :

1° *Charles*, qui suit ;

2° *Jeanne*, dame de la Roche-Hélie, dans la paroisse de Messai, mariée par contrat du 7 janvier 1578, à Charles de Villedon (4), écuyer, seigneur de la Chevrelière, du Haut et Bas Gournai, lieutenant de la compagnie des gendarmes du comte de la Rochefoucault en 1589, gentilhomme ordinaire de la Chambre du Roi, capitaine de 50 hommes de ses ordonnances et sénéchal de Civrai, en Poitou, fils de Pierre, écuyer, et de Florence Jay de Montonneau (5). Huit enfants, au moins, sont sortis de ce mariage : a) Abraham de Villedon, seigneur de la Chevrelière et de Gournai, marié le 7 juin 1616 à Renée Saché,

(1) *Bouchard* : de gueules, à trois léopards d'or, posés l'un sur l'autre, écartelés de losanges d'or et d'azur et un chef de gueules. Supports : deux léopards.

(2) *Bibl. Nat.* : Cabinet d'Hozier, vol. 55, dossier 1417 ; Nouveau d'Hozier, vol. 56, dossier 1095.

(3) *Histoire des églises réformées de Pons et de Mortagne*, par Crottet, p. 186 ; Bull. de la Soc. des Archives de Saintonge.

(4) *Villedon* : d'argent, à 3 fasces de gueules.

(5) 4 avril 1591, Charles de Villedon et Jeanne de la Motte-Fouqué, sa femme, « cèdent à nobles Jean et Jacques-Zacharie d'Aix, frères, seigneurs de Corignac et de Gournai dans la baronnie de Melle-en-Poitou, le château, maison noble, fief, terre et seigneurie de la Roche-Hélie, mouvante du château de Coué, sous le devoir d'un éperon doré, en échange de quoi les dits sieurs d'Aix donnent à la dite Jeanne de la Motte, l'hôtel, fief, terre et seigneurie de Gournai, mouvante du seigneur de Brie, en partie, des domaines de la seigneurie de Teillon et de l'abbaye des Aleux ; et l'hôtel, maison noble, fief et seigneurie de Corignac assise dans la paroisse du dit lieu de Corignac et mouvante du Roi, à cause de la prévôté de Thinières en Périgord. (Tabellionage de Chef-Boutonne ; Bibl. Nat. : Nouveau d'Hozier, vol. 332, dossier 7736).

veuve de Jacques de Villiers, écuyer, seigneur de Prinzai, de Sanzay et de Vieux-Moulins, dont un fils, Louis, qui fut tué en duel et dont les biens furent confisqués au profit de son père, par lettres royales du 24 novembre 1650 ; b) Charles de Villedon, seigneur de la Chevrelière, de Gournai, de Saint-Ruth, de Champain et de la Motte-aux-Gentilshommes ; c) Gabriel de Villedon, seigneur de Sanzay et de Bas-Gournai, marié à M^{lle} d'Avio ; d) Gabriel de Villedon, archiprêtre de Rou en Poitou, l'an 1632 ; e) N... de Villedon mariée à N... de Rancogne, seigneur de Traversai ; f) Marguerite de Villedon, mariée à Charles Foucault, seigneur de Vaux et de Montbayon en Périgord ; g) Suzanne de Villedon, mariée par contrat du 30 décembre 1601, à Antoine de la Grèze, seigneur de Fontmor ; h) Florence de Villedon, mariée par contrat du 26 avril 1605, à Jean de la Tour, seigneur de la Voulerine (1).

Jeanne de la Motte-Fouqué testa le 10 février 1609.

IV. CHARLES DE LA MOTTE-FOUQUÉ, chevalier, baron et seigneur de Saint-Seurin, Biron, Beaulieu et autres lieux, se maria deux fois : 1° à Jeanne de *Belleville* (2), avec laquelle il acheta, le 19 janvier 1584, de Jacques de Saint-Remy, époux de Madeleine de la Motte-Fouquet, le quint et la moitié de la châtellenie de Saint-Seurin, de sorte qu'il devenait seul propriétaire de cette importante seigneurie ; 2° le 6 décembre 1589, à Elisabeth de *la Cassaigne* (3), fille de François, écuyer, seigneur baron de Tonnay-Boutonne, et de Marguerite Maulay, dame de Louère en Périgord.

Cette dernière le rendit père de sept enfants, qui, étant encore mineurs au décès de leur père, furent placés sous la tutelle de Josias Bouchard d'Aubeterre, seigneur de Saint-Martin-de-la-Coudre, par arrêt du 7 mars 1614 :

1° *Henri*, qui suit ;

(1) *Bibl. nat.* : Nouveau d'Hozier, vol. 332, dossier 7756 ; dossiers bleus, vol. 672, dossier 17862 ; carrés d'Hozier, vol. 636, p. 104 et 107 ; cabinet d'Hozier, vol. 250, dossier 6630.

(2) *Belleville* : gironné d'or et d'azur de six pièces. (*Bibl. Nat.* : Nouveau d'Hozier, vol. 35, dossier 705).

(3) *La Cassaigne* : de gueules, à la bande d'or, avec un lambel d'argent. (*Registres de Malte. Dict. des familles du Poitou, par Beauchet-Filleau, éd. 1891. Bibl. nat.* : pièces originales, vol. 610, n° 75, dossier 14323.)

2° *Lévy*, aussi appelé *Guy*, fait prisonnier à l'île de Riez en 1622, mort avant l'an 1626. Henri, son frère aîné, n'accepta sa succession que sous bénéfice d'inventaire ;

3° *Marguerite*, dame de Biron, mariée par contrat du 19 novembre 1606 à Gaspard-Louis de *Comminges* (1), seigneur de la Ferrière, gentilhomme de la Chambre du Roi ; dont : a) Henri de Comminges, chevalier, seigneur de la Ferrière ; b) Gaspard de Comminges, chevalier de Malte en 1631, lieutenant général des galères ; c) Renée de Comminges, épouse de Denis de Lestre.

Marguerite de la Motte épousa, en secondes noces, Christophe *Arnoul*, seigneur baron de Nieul-le-Virouil et Saint-Hilaire.

4° *Judith*, mariée le 7 juin 1625 à François *Le Gentil* (2), seigneur de la Motte-Charente et de Langallerie, décédé vers 1632, fils d'Irieys, chevalier, et d'Anne Géraud, dont : a) Henri-François *Le Gentil*, chevalier, seigneur de Langallerie, major du régiments de cuirassiers, à la tête duquel il servit au passage du Rhin « où il se distingua beaucoup en présence du Roi qui lui donna après l'action, le régiment de cavalerie de Longueville. Il fut fait brigadier de cavalerie en 1677, maréchal de camp et commandant à Dinan en 1683 ; inspecteur de la cavalerie à Maubeuge, il servit au siège de Luxembourg en 1684, et en Roussillon en 1689 et 1690, en Provence sous M. de Catinat en 1691, en Italie en 1692 et 1693. Il avait été fait lieutenant-général en 1690, lieutenant du Roi en Saintonge, en 1692 » (3). Il mourut en 1693, après avoir épousé : 1° le 26 septembre 1660, dans la paroisse de Nersac, Marie de Couleur ; 2° M^{lle} Vidaud, fille de M. Vidaud, de Lyon, dont postérité. b) N... *Le Gentil*, chevalier, seigneur de Langallerie, officier de cavalerie, marié à Charlotte-Henriette de Nermond, décédé en 1696 ;

(1) *Comminges* : de gueules, à quatre otelles d'argent, posées en sautoir.

(2) *Le Gentil de Langallerie*, paroisse de Nersac : d'azur, au chevron d'or, accompagné de trois roues de Sainte-Catherine de même, celle de la pointe, traversée par une épée d'argent en pal.

(3) *Bibl. Nat.* : Dossiers bleus, vol. 310, dossier 7887 ; cabinet d'Hozier vol. 1591, dossier 4112. Ces manuscrits donnent sur la famille *Le Gentil* de très curieux détails.

5° *Elisabeth*, mariée après 1613 à Gédéon *Martel* (1), comte de Marennes, fils d'Isaac, seigneur de Lindebœuf et comte de Marennes, et d'Elisabeth Puchot de Gerponville, sa cousine, dont trois enfants ; a) Henri *Martel*, mort sans enfants ; b) Catherine, femme d'Auguste Le Clerc, marquis de Juigné, morte en 1692 ; c) Charlotte, mariée : 1° en janvier 1646 à Pierre *Acarie* (2), baron du Bourdet, lieutenant d'artillerie et amiral de l'Île de France ; 3° à N... de la Cropte, seigneur de Beauvais, père de la comtesse de Soissons ;

6° *Jean*, mort avant 1626, comme on le voit dans un traité du 9 juin 1626 ;

7° N...

Elisabeth de la Cassaigne se maria en secondes noces, par contrat du 3 novembre 1613, avec Isaac *Martel*, chevalier, seigneur de Lindebœuf, comte de Marennes, fils de François, et d'Anne de Pons, dont elle était veuve en 1626. Elle embrassa la réforme vers 1630 et mourut le 18 mars 1648 (3).

V. HENRI DE LA MOTTE-FOUQUÉ, baron de Saint-Seurin, épousa au Temple de Saintes, le 13 décembre 1619, Suzanne *Bretinauld* (5), fille de Jean, écuyer, sœur de Plassay et de Suzanne de Peyroussel (6).

Il fut nommé gouverneur de Royan, par Soubise en 1621, fit la guerre aux catholiques et conquit l'île d'Oloron avec Soubise et Favas. Il mourut à la fin de l'an 1632 des suites d'une blessure qu'il avait reçue au siège de Maestrich, laissant quatre enfants dont l'aîné n'avait pas encore sept ans accomplis. (4) Trois d'entre eux nous sont connus :

(1) *Martel*, comte de Marennes : d'or, à trois marteaux de gueules. (Bibl. nat. : pièces originales, vol. 1869, p. 303 ; dossiers bleus, vol. 430, dossier 186-151 et 11545 quater.)

(2) *Acarie* : d'or, à trois chevrons de gueules. (Bibl. nat. : Cabinet d'Hozier, vol. 2, dossier 24).

(3, 4) *Bulletin de la Société des Archives de la Saintonge*. vol. 6. *Bibl. Nat.* : Cabinet d'Hozier, vol. 250, dossier 6630.

(5) *Bretinauld* : d'azur, à trois hures de sanglier d'argent. (Bibl. nat. : Pièces originales, vol. 504). Dans une pièce provenant des archives de Saint-Seurin, les hures sont dites « au naturel, allumées, défensées et arrachées d'or. »

(6) Suzanne de Peyroussel, fille de Claude, pair et échevin de la Rochelle et d'Anne Gombaud, avait épousé Jean *Bretinauld*, le 1^{er} septembre 1604. (Dict. des familles du Poitou, par Beauchet-Filleau).

1° *Hector*, chevalier, seigneur de Saint-Seurin, baron de Tonnay-Boutonne, qui rendit aveu le 8 août 1680, pour sa baronnie, et mourut sans postérité ;

2° *Charles*, qui suit ;

3° *Marie*, née en 1631, réfugiée à la Haye en 1685, morte en 1687.

VI. CHARLES DE LA MOTTE-FOUQUÉ, seigneur de Saint-Seurin d'Uzet et de la Grève, baron de Tonnay-Boutonne, naquit en 1625 et épousa en premières noces Marguerite Arrondeau, veuve de Jean Cadou, procureur du Roi, à Saint-Jean d'Angely.

La révocation de l'Edit de Nantes mit le seigneur de Saint-Seurin dans la dure nécessité d'abandonner ses biens et de passer à l'étranger. Il se réfugia d'abord en Angleterre (1685), puis en Hollande (1687) (1).

Pendant son séjour à Chichester, Charles avait eu l'avantage de rencontrer un de ses compatriotes, Josias de Robillard, fils de Josias, qui comme lui avait été chassé de France pour cause de religion. Des relations plus amicales s'établirent entre les deux proscrits, relations qui devinrent si étroites que le 14 décembre 1692, à la Haye, le dit Josias, écuyer, sieur de Champagné et de Fonbarbeau (2), fiançait sa fille, Suzanne de Robillard, née en 1670, à Charles de la Motte-Fouqué, veuf de Marguerite Arrondeau. Le mariage fut célébré dans la même ville, le 28 janvier 1693.

Grâce à des documents communiqués le 28 juin 1897, par M. Van Epen, directeur des Archives généalogiques et héraldiques de Hollande, nous pouvons noter les actes de l'église wallonne concernant les quatre enfants de Charles de la Motte-Fouqué et de Suzanne de Robillard :

1° *Charles-Arnaud*, baptisé à la Haye, le 29 octobre 1693 « présenté par messire de la Motte, son père, en l'absence de

(1) On trouve aussi, au nombre des réfugiés, un David de la Motte, parrain à la Haye, le 2 septembre 1694, de Judith, fille de Louis Dignes et d'Anne-Catherine Catillon.

(2) Ces deux terres étaient situées dans les paroisses de Torcé et de Tenac, élection de Saintes. Les Robillard, de Saintonge, portaient : d'azur, à un lézard d'argent en pal, couronné d'or, cantonné de quatre étoiles de même. (Bibl. nat. : Cabinet d'Hozier, vol. 292, dossier 7995).

messire Arnaud de Pons, marquis de Thors, et par dame Marie de la Rochefoucauld, sa grand'mère. » Il entra au service de la Saxe et mourut colonel dans les armées prussiennes.

2° *Henri-Charles*, baptisé à la Haye, le 16 juin 1695 « présenté par Josias de Robillard, seigneur de Champagné, et Gédéon de Robillard, seigneur de Liteau, comme parrains ; et par Son Altesse Madame la princesse Henriette d'Anhalt et damoiselle Angélique-Reine de Martel, comme marraines. » Il mourut avant son père.

3° *Henri-Auguste* (1), qui suit, baptisé à la Haye, le 13 février 1698, « présenté par Henri de Boisse, marquis de Pardaillan et damoiselle Charlotte de Venours, tant en son nom que pour son Altesse Sérénissime Henriette-Catherine, princesse douairière d'Anhalt.

4° *Henri-Charles-Frédéric*, baptisé à la Haye, le 26 juin 1701, « présenté par Ch. Bonnard, seigneur du Marest d'Antoigny, tant en son nom qu'au nom de Henri Bloisbeau, seigneur de l'Isle-Marest, colonel d'un régiment d'infanterie au service de cet Etat, et damoiselles Marianne et Henriette de Robillard, toutes deux sœurs. » Il devint lieutenant-colonel et passa sa vieillesse à Celle.

Charles de la Motte-Fouqué, mourut à la Haye en 1700 ou 1701, après avoir demandé aux Etats-Généraux de Hollande que sa pension de 600 florins fût continuée à sa femme, Suzanne de Robillard, alors mère de trois garçons. La pension de la veuve fut réduite, le 2 octobre 1701, à la somme de 200 florins.

VII. HENRI-AUGUSTE, BARON DE LA MOTTE-FOUQUÉ, baptisé à la Haye le 13 février 1698, était âgé de huit ans seulement lorsqu'il entra comme page à la Cour du prince Léopold d'Anhalt-Dessau. Il devint capitaine commandant en 1730, et se retira en 1738 avec le grade de major, pour aller servir en Danemarck, en qualité de lieutenant-colonel d'un régiment de marine.

Le 31 mai 1740, Frédéric II, Roi de Prusse, l'appela auprès de lui, le décora de l'Ordre du Mérite, et le baron de la Motte ne tarda pas à prendre place parmi les plus célèbres guerriers de ce royaume.

(1) Né le 4 février 1698. (*Mémoires de la Motte-Fouqué*, Berlin, 1788, T. 1, p. 1).

Voici, au surplus, ses états de services, puisés au dossier 7278^r du volume 279 des *Dossiers bleus* de M. d'Hozier :

« Il fut fait colonel par Frédéric, Roi de Prusse, bailli de Granzow et de Lockonits, commandant de Glats en 1745, blessé le 6 mai 1757, à la bataille de Weissemberg sous Prague, major général, puis général après Winterfeld.

« Fort belle défense à Schweidnitz, avec une garnison de 6 à 7000 hommes, la rend à l'Impératrice-Reine.

« Lieutenant-général de l'armée prussienne en Silésie, en décembre 1757, en Bohême, prend Braunaw en avril 1758, fait avec 15.000 hommes, la retraite du siège d'Oimutz, le 2 juillet.

« Général en Silésie, à la reprise de Breslau, en octobre. Défait à Landshat, le 23 juin 1760, par le général Loudon, autrichien ; y perdit : 8.318 hommes, 36 drapeaux, 4 colonels, 15 officiers majors, 180 subalternes. »

Il mourut à Brandebourg en 1774, laissant des *Mémoires* (1) publiés en 1788, en langues allemande et française ainsi que sa correspondance avec Frédéric II.

Il avait épousé en 1730, Elisabeth-Marie Masson ou Chasson, dont il avait eu :

1^o *Gaston-Auguste Henri de la Motte-Fouqué*, seigneur de Saint-Seurin, conseiller du département de la guerre et des domaines, auteur de plusieurs ouvrages administratifs ; décédé en 1798 ;

2^o *Henri-Charles*, qui suit ;

3^o N... mariée au colonel de *Nimgefski*.

VIII. HENRI-CHARLES DE LA MOTTE-FOUQUÉ, baron de Tonnay-Boutonne, officier de dragons allemands, se maria avec Louise de *Schlegell*, dont le père était maréchal de la Cour de Dessau.

De cette union est sorti le fils unique qui suit.

IX. — FRÉDÉRIC-HENRI-CHARLES DE LA MOTTE-FOUQUÉ, né à Brandebourg, le 12 février 1777, entra au service à l'âge de seize ans dans le régiment des cuirassiers du duc de Weimar où le Roi, son parrain, l'avait nommé officier. Il fit ses premières armes au bord du Rhin en 1795.

(1) Berlin, François de la Garde, 1788, 2 vol. in-12, VIII-288, 270 p., avec un portrait de l'auteur.

Il épousa : 1^o à Ascherleben, Marianne de *Schubert*, dont il n'eut pas d'enfants ; ils divorcèrent après quelques années de mariage ; 2^o Caroline de *Briest*, veuve de Bachau, dont une fille, Marie, qui fut nommée Chanoinesse ; 3^o le 25 avril 1833, Albertine de *Tode* (1), fille de l'un des médecins de Gustave III, Roi de Suède.

Après la célébration de son second mariage, le baron de la Motte-Fouqué avait quitté le service militaire et s'était retiré à Neuhasen où, de concert avec Caroline de Briest, il avait cultivé les belles-lettres avec beaucoup de succès.

Voici la liste des traductions françaises des principales œuvres du baron et de la baronne de la Motte-Fouqué (2) :

1819. — *Ondine*, conte traduit de l'allemand par Madame de Montolieu, Paris, A. Bertrand, in-12.

1820. — *Clara, ou les femmes seules savent aimer* ; traduit de l'allemand (*Fraüentliebe*, de M^{me} de la Motte-Fouqué), par F. J. Paris, veuve Lepetit, 3 vol. in-12.

1821. — *Ida*, imité de l'allemand, d'après la même, par M. de R... Rougemont. Paris, Th. Grandin, 3 vol. in-12.

1822. — *Vingt et un ans, ou le Prisonnier*, traduit entièrement de l'allemand (de la baronne de la Motte-Fouqué) par M^{me} de Montolieu, Paris, A. Bertrand, in-12, avec une figure.

1833. — *Ondine*, conte traduit de l'allemand, par M^{me} de Montolieu. Nouvelle édition. Paris, A. Bertrand, in-12, avec une gravure.

1855. — *Ondine*, Paris, Martinon, in-32, avec gravures.

1857. — *Ondine*, conte traduit de l'allemand, par la baronne Albertine de la Motte-Fouqué, née Tode. Leipsig, Matthes, in-4^o, avec 8 estampes imprimées à l'huile.

En plus, rappelons qu'un opéra-comique, *Ondine*, paroles de MM. Lockroy et Montespes, musique de Semet, tiré du conte de

(1) Une courte notice généalogique de la branche émigrée de la Motte-Fouquet, rédigée par cette dame, a été publiée avec le *Journal de la Comtesse de Sanzay*, par M. le Comte de la Ferrière-Percy.

(2) Voir : *Essai de bibliographie cantonale : canton de Carrouges*, par M. le Comte G. de Contades et M. l'abbé Macé. Paris, Champion, 1891, p. 66. Les auteurs indiquent comme sources : *Dict. univ. des littératures*, par Vapereau, p. 1180 ; *La Motte-Fouqué et la jeune Allemagne*, étude de M. Halberg, publiée dans la *Revue politique et littéraire*, Tome xii.

la Motte-Fouqué, fut représenté à Paris, le 7 janvier 1863, sur le Théâtre-Lyrique.

Le baron de la Motte-Fouqué est mort à Berlin en 1843, laissant deux fils, nés de son troisième mariage :

1° *Frédéric-Guillaume-Charles*, né en 1839 ;

2° *Guillaume-Waldemar-Frédéric*, né en 1842, tous deux officiers de l'armée allemande.

« Cette branche, dit M. l'abbé Macé, qui s'est fixée en Prusse, continue à s'intéresser au lieu d'origine de ses ancêtres. Vers 1860, un La Motte-Fouqué écrivit à ce sujet à M. l'abbé Pillu, curé de la paroisse, et en 1870, un officier de la même famille, appartenant au corps d'armée du Duc de Mecklembourg, s'informa du domaine de la Motte-Fouquet, en passant près d'Alençon. » (1).

DEUXIÈME LIGNÉE

DES SEIGNEURS DE LA MOTTE-FOUQUET

Famille de SANZAY

Echiqueté d'or et de gueules.

XIII

CLAUDE DE SANZAY, seigneur de Cossé, chevalier de l'Ordre du Roi, lieutenant général des ban et arrière-ban de France, était fils de très haut et très puissant seigneur, messire René, comte de Sanzay, aussi chevalier de l'Ordre du Roi, vicomte héréditaire du Poitou, gouverneur pour Sa Majesté au Comté de Nantes, conseiller et chambellan du Roi, et de haute et puissante dame Renée du Plantis, comtesse de Magnanne, héritière de la maison de Cossé.

Il épousa, en la ville d'Angers, par contrat du 23 mars 1571,

(1) *La Chapelle de la Raitière*, en la paroisse de Joué-du-Bois, par M. l'abbé Macé. (Bull. de la Soc. hist. et arch. de l'Orne, Tome VIII, p. 21).

Marguerite de la Motte, héritière en partie de son frère, Jean III, douzième seigneur de la Motte-Fouquet (1).

Comme il y avoit dans le domaine de la Motte grande quantité de bois, étangs, eaux vives, mines et matériaux propres à faire fer, M. de Sanzay forma le dessein d'y faire construire une forge. Pour cela, il acheta, le 19 avril 1572, de Julien Le Vasnier, par devant Jacques Garnier, notaire à Neuilly, les héritages suivants ; « 1^o Une pièce de terre, nommée le Patys, cottoyant d'un côté et d'un bout la rivière de Gourbe, d'autre côté et d'autre bout la Frette ; 2^o Une pièce, nommée le Champ-Blanc, fors et réservé ce que l'eau n'en pourra couvrir, cottoyant d'un côté et d'un bout la terre du vendeur, d'autre côté et d'autre bout la Frette ; 3^o vingt-trois perches de terre prises en une pièce de terre nommée le *Champ-Long* par les bornes et mercs (*sic*) mis jouxte le *Champ-Blanc* et aboutit la Frette.

Le sieur et la dame de Sanzay, qui achetoient également, déclarent dans le contrat qu'ils font cette acquisition, aux fins de construire et édifier une grosse forge et fourneau à fer, ensemble un étang pour faire rétention d'eau aux dites choses nécessaires. (2)

Ces biens étant situés en la paroisse de Magny, sous la mouvance de la Ferté-Macé, le contrat de vente fut lu à Magny, le 1^{er} janvier 1574, c'est-à-dire après réception par M. de Sanzay, des lettres patentes suivantes :

Charles, par la grâce de Dieu, Roy de France, à nostre bailly de Caen ou son lieutenant à Falaize, salut : Nostre cher et bien aimé Messire Claude de Sanzay, sieur de Cossé et de la Motte-Fouqué, chevalier de nostre Ordre, nous a faict exposer que à cause de sa dite terre de la Motte-Fouqué compète et appartient grand quantité de boys en l'étendue desquels et de sa dicte terre il a estangs et aues vives, mynes et matéraulx propres à faire fer, et les lieux disposez à y faire et construire forges pour y fondre et forger : en quoy faisant il auroit moyen thirer plus de proffict de sa dicte terre et boys, et d'acommoder le pays circonvoisin, ce que touteffois il a différé faire sans nos congié et permission qu'il nous a faict humblement supplier et requeryr luy impartir. *Nous, à ces causes*, voullans acomoder l'exposant en ce qui nous sera possible, vous mandons que, nostre procureur oy, pour nostre intérêt et du public, s'il vous appert sommairement et sans forme et figure de procès, que ce soit le bien, proffict et utilité du public, de faire et construire en la dite terre de la Motte-

(1) Parchemin de notre collection. Selon une pièce du dossier 8391 du vol. 307 du Cabinet d'Hozier (Bibl. Nat.), Claude de Sanzay aurait épousé en premières noces « la veuve du seigneur de Saint-Jouan près Rennes. »

(2) Une copie authentique de cet acte d'acquêt, se trouve dans notre collection.

Fouquié et bois en deppendans ung fourneau et forges à fondre et battre fer et ce qui en deppend, et que en icelle construction ne ayons intérêt, perte ou dommaige, en ce cas permettez audict exposant, et auquel audit cas nous avons permis et permettons de faire dresser, construyre et édiffler en sa dicte terre de la Motte-Fouqué forges à fer, et ce qui dépend et est requis pour icelles faire ouvrer et besongner, contraignant par vous à ce faire souffrir et obéir à ceux qu'il appartiendra, et pour ce seront à contraindre par toutes voys et manières deues, raisonnables et acoustumées, nonobstant oppositions ou appellations quelconques et sans préjudice d'icelles, de ce faire vous donnons pouvoir : car tel est nostre plaisir, non obstant comme dessus mendemens, deffenses et autres à ce contraires, mandons et commandons à tous nos justiciers, officiers et subjects que à vous en ce faisant obéissent et entendent dilligemment. Donné à Villers Costeretz, ce xvii^e jour d'octobre, l'an de grâce mil cinq cens soixante treze et de notre règne, le treiziesme (1).

Ces lettres patentes, on le voit, n'autorisaient la construction des forges que dans l'étendue de la seigneurie de la Motte-Fouquet, et non pas sur le domaine de la Ferté-Macé, où les héritages acquis de Le Vanier se trouvaient situés. En conséquence, M. de Sanzay fit édifier ses forges à une demi-lieue des terrains Le Vasnier, sur le bord de l'étang de la Vis, en la paroisse de Saint-Patrice-du-Désert.

Elles comprenaient trois ateliers distincts :

1^o Le Fourneau « qui servait à fondre les mines et à former les gueuses. »

2^o La Forge, où étaient portées les gueuses « pour les passer par les affineries et au marteau, et là réduites en barre. »

3^o La Fenderie « où les barres étaient réduites en verges et cotières. »

Le premier locataire des forges de St-Patrice fut Pierre Chouet (2)

(1) Charte originale de notre collection.

(2) Pierre Chouet, appartenait à une notable famille bourgeoise de Mortagne. Guillaume Chouet, sieur de Mirabon, fut délégué du Tiers-Etat aux Etats de 1655, et à la fin du même siècle, on trouve un Jean Chouet, prévôt de Chapitre de Mortagne. (*Etat de la Généralité d'Alençon, sous Louis XIV*, publié par M. Louis Duval).

Le 16 novembre 1648, Zacharie Chouet, sieur de Courteilles, époux d'Elisa Poitevin, demeurant à la grosse forge de Putanges, acheta la ferme de la Thebaudière, voisine des forges de Cossé, de Barbe Garnier, veuve de Julien Le Vasnier, sieur de Basbois (pièce de notre collection).

sieur de la Morlière. La connaissance de son bail est indispensable pour la suite de cette notice :

Extrait du registre de Marin Turbault et Gatien Challemel, tabel lions royaux en la vicomté de Fallaize, au siège de la Ferté-Macé, de ce qui ensuit : du dix-septième jour de décembre, l'an mil cinq cens soixante et quatorze, au lieu et mannoir seigneurial de la Motte-Fouquey, devant les ditz tabellions furent présens : hault et puissant seigneur Messire Claude de Sanzay, chevallier de l'ordre du Roy, nostre sire, écuyer, seigneur de Cossey et de la Motte-Fouquey, et noble dame Marguerite de la Motte, son espouse, de luy duement autorisée, quant à tout ce qui ensuit, tenyr, entretenyr et acomplir ; lesquels sans aucune division, baillèrent à ferme et loyer, d'argent à honneste homme Pierre Chouet, sieur de la Morlière, marchand, demeurant à Mortagne au Perche, à ce présent, qui prinst pour luy, sçavoir est : la forge et fourneau de Saint-Patrice, halle à cherbon, chambre à fer, maisons et jardins pour le maistre et forgerons, place et pourprix, avecques le champ joignans, et bout de la chaussée du costé du fourneau, la chaussée et retencyon d'eau à la haulteur d'icelle, à la charge que les dits sieur et dame bailleurs feront parfaire toutes les dittes choses, mesmes les dits forge et fourneau acomplies et parfaites garnys des eustancilles, et prest à ouvrer dedens le premier jour du moys d'avril prochain venant, avecques la retencyon et bieux des dittes forges et fourneau de la haulteur de la chaussée, ainsy qu'elle sera parachevée ; toutes lesquelles choses les dits sieur et dame seront tenuz faire raonstrer et parfaire selon la déclaration et volonté que le dit preneur leur en fera, et sera tenue le dit preneur les rendre à la fin de son terme en bonne et suffisante réparation, garnie des ustancilles ainsy qu'ils luy seront baillés par inventaire, avecques permission baillée par les dits sieur et dame bailleurs audit preneur de bécher, tirer et enlever mynnes à fer de la terre, domaine fieffé et non fieffé des dits sieur et dame, mesmes au dedans des bois baillés en partage au sieur de Fyé à cause de sa femme, avecques liberté de charoys et voytures sur le dit fief et seigneurie au moins endommageable que faire se pourra, sans que les dits sieur et dame puisse permettre à aultres personnes tirer ny enlever des dites mynnes, fors que au maistre des forges du moulin Collin ; et après que les dits sieur et dame auront fait réparer la chaussée de l'estang de la Vis et remplir d'eau, ils baillent audit preneur la puissance de pouvoir en tirer de l'eau quand il plaira à icelluy preneur, pour la comodité, usage et nécessité des dittes forges et fourneau, jusques à troys pieds de haulteur en abaissant, laquelle haulteur sera marquée en la ditte chaussée, en présence des dittes parties, pour jouyr des dittes choses par le dit preneur le temps et terme de six ou neuf années au choys du dit preneur, et en cas qu'il n'en veille jouyr que six années sera tenu en advertir les dits sieur et dame, et leur déclarer six mois au précédent les dittes six années finyes, à commencer le premier jour du mois de may prochain venant que l'on comptera, mil cinq cent soixante quinze, et finir à semblable jour pour en payer par ledit

preneur par chacun an aux dits sieurs et dame en leur logis seigneurial dudit lieu de la Motte-Fouquey la somme de quatorze cens livres tournois, sçavoir est : treze cens livres tournois pour les dittes forges et fourneau et aultres choses susdittes et cens livres tournois pour les dittes mynnes. Les dittes quatorze cens livres payables partie, sçavoir est : de demy an en demy an, le premier terme de payer commençant le premier jour du mois de novembre aussy prochain venant, et continuer de terme en terme jusques à la fin du dit temps, et au cas que le dit preneur commanse à ouvrer aux dittes forges et fourneau devant ledit premyer jour du dit moys de may prochain, il n'en poira aucune ferme, et est permys audit preneur prendre sur la ditte terre, fief et seigneurie des pierres de grès et aultres pour faire ouvraige audit fourneau et aultres choses nécessaires auxdits fourneau et forges, et est acordé que le dit preneur avansera les denyers pour payer les frays qu'il appartiendra pour parachever les dits fourneau, forges, maisons, chaussées de forges, sauf les ustancilles qu'il mettra par escript qui luy seront déduicts et rabattus sur le dit premyer terme de payement de forges. Et, pour le vin du marché sy dessus, les dits sieur et dame confessent avoir eu et reçu dudit preneur la somme de cent escus d'or sol et pour les serviteurs trente-six escus sol. Oultre, le dit preneur baillera audit sieur et dame, deux milliers de fer battu dedans un an prochain et deux poinçons de vin cléret d'Orléans, et ont les dits sieur et dame permys au dit preneur le paissaige de ses bestes, tant chevaulx, juments, bœufs, vaches, motons, en la ditte forest et dépendances d'icelle durant le temps de sa ferme, possonner et parnager douze porc en la ditte forest par chacun un an, lesquels il ne pourra mectre que le parnaige ne soit (mot illisible) sans rien payer et oultre est accordé, que au cas que la chaussée des dittes forges rompe de deux la première année ou ne tienne eau, les dits seigneur et dame seront tenuz la faire racoustrer, pourveu que ce ne soyt par la défautte du dit preneur, et sy le dit preneur faict bastir un bocambre, les dits sieur et dame luy en déduiront les frays. Plus, est accordé que après avoir commensé à ouvrer aux dittes forges et fourneau et les avoir esprouvées, s'il se treuve quelque choze mal placée ou mal faicte il sera replacé, mis à son point et refaict comme il appartient aux despens des dits sieur et dame. Aussy, le dit preneur aura la paiche du poisson de l'estang des dittes forges et fourneau durant le temps qu'il jouira d'icelles par le moyen des prix cy devant déclairées, renonsant la ditte dame par l'entérissaige que dessus au bénéfice de divission et toulte ordre de discussion et a loy vielleian, laquelle luy avons donné à entendre qui est que femme maryée ne se peult obliger ne intercéder pour aultruy, mesmes pour son mary, qu'elle n'ait expressément renoncé à la ditte loy et autres droits faicts et introduicts en faveur des femmes, dont et es dits termes obligèrent chacuns biens et héritaiges ; en présence de maistre Thomas du Rocher, prêtre, curé de Saint-Patrice, honneste homme Robert Féron, maistre de grosses forges, sieur du Pont-Girard, demeurant au dit lieu, Hillaire de Morre, sieur de la Rivyère, à présent demeurant au moullin Collin en Maigney, Pierre Lair,

demeurant à la Motte, Claude Seteau, sieur du Coudray, Philippe-Simon Blanchard, demeurants à Mortagne-au-Perche, Guillaume Courgenoil et les dits du Rocher et Courgenoil nous ont confessé congnoistre le dit Chouet, preneur présent, les dits sieur et dame garrant les dits fermages et tout ce que dessus de tous empeschemens vers toutes personnes, présents les dits témoins au registre signé suivant l'ordonnance. (1)

Chouet de la Morlière ayant cessé d'exploiter les forges dès l'an 1583, Claude de Sanzay en prit lui-même la direction, comme nous le voyons par un petit registre tenu par lui et portant ce titre : *Papier faizent mention du fer que les forgerons hont batu despuis que nous tenons la forge entre nos mains, qui commencent à forger le quatorzième de novembre mil cinq cens quatrevingts et troys*. Ce document, qui s'arrête au 4 octobre 1586, montre que du 14 novembre 1583 au 17 novembre 1584, les forges livrèrent 347.346 livres de fer, et que l'année suivante la production s'éleva à 369.000 livres (2).

Voici maintenant en quels termes, M. de Sanzay, rendit aveu de son fief de la Motte Fouquet, le 7 mars 1580 :

Du roy nostre souverain seigneur, je Claude de Sanzay, sieur de Cossé et de la Mothe-Fouqué, à moy appartenant à cause de dame Marguerite de la Mothe-Fouqué, mon espouse, avec les droitz et appartenances du dit fief tenu du dict seigneur, noblement à court et usaige et basse justice, dont le chef est assis en la paroisse de la Motte-Fouqué, et s'estend es paroisses de Saint-Patrice et la Ferté-Macé et illec environ, en la sergenterie de la Ferte-Macé, et ay au dict fief, domaines, molins à bled et à draps et estangs, auquel domaine mes hommes et subjetz sont tenus faire mes bledz de toute façon chascun an, aussi chascun fief m'est tenu faire une corvée d'aoust, et amener à ma granche tous mes bleds qui sont au domaine de la maison ; aussi après lesquels hommes sont tenus faucher, faire amener et mettre en mon fenil le foing de mon dict domaine, et pareillement y a plusieurs boys sur lesquelz le roy nostre sire souloit avoir cy devant tiers et dangier, duquel tiers et dangier les commissaires à ce députez par le dict seigneur, suyvnt son édict du mois d'avril MVLXXV, enregistré et publié en la Court du Parlement de Rouen et Chambre des comptes, auroient fait vente et délivrance à Messire Jacques de Matignon, comte de Torigny, aussi chevalier de l'ordre du dict seigneur, capitaine de cent hommes d'armes de ses ordonnances, gouverneur et lieutenant général pour Sa Majesté en basse Normandie, comme plus offrant et dernier enchérisseur, moyen-

(1, 2) Titres de notre collection.

nant certaine somme de deniers par luy payée avec XII deniers de cens de rente par chacun an, pour chascun arpent, selon et aussi qu'il est déclaré par les deux contratz de la dicte vente du XVIII septembre MV^eLXXVI, duquel tiers et dangier le dict seigneur de Matignon m'a depuis faict transport. Oultre j'ay parc et paisnage et droit de chasse es haye, ou hayes que mes ditz hommes sont tenus faire garder avec aultres choses à chasse appartenantes, aussi ay telle franchise es boys du dict seigneur, qui sont en la baronnie de la Ferté-Macé, que mes porcs et aussi de mon prevost et forestier, sont quictes sans payer porcage ne paisnaige et aussy me appartiennent les forfaictures et amendes des boys de la Mothe et seigneurie, quand le cas y eschet avec les paissons et herbaiges, et cognois en estre en le foy et hommaige du dit seigneur, et aussi luy en doybs et faict X livres, par chascun an au terme Saint Morice et suys tenu de fere quinze jours de garde au chasteau du dict lieu de la Ferté, quand il est en estat, et qu'il m'est faict assavoir par le sergent du dict seigneur, et en temps de guerre, et deux journées de char quand le cas se offre et qu'il m'est mandé par le dict sergent du dict seigneur, et aussy suys tenu fere perche et demie des Haies à chasse es boys dict lieu de la Ferté, de deux ans en trois ans, quand il m'est faict assavoir. Aussi, ay droit de prendre et fere prendre boys, es boys du dict seigneur, à édifier et réédifier et réparer mes maisons et molins quand mestier sera, et pour mon chauffer de prendre es boys, boys mort et mort boys. Lequel présent adveu je baille au roi nostre dict seigneur, sous mon seing et scel de mes armes et promets icelluy avoir ferme et stable sans aller à l'encontre et retenue, de plus bailler si mestier est, le VII^e jour de mars de l'an MV^eLXXX. (1)

Le 26 février 1577, dit M. le Comte de la Ferrière, le seigneur et la dame de la Motte-Fouquet traitèrent pour la construction

(1) Archives Nationales. *Falaise*, p. 872, n° 56.

En 1607, Marguerite de la Motte, *ayant pour mandataire Mathieu de Saint-Patrice, sieur du Rocher, exerça des poursuites contre Guillaume Busquet, greffier du bailli de Caen, à Falaise (successeur de Marin Busquet, son père, lequel avait remplacé Julliard, greffier en 1580), qui refusait de lui délivrer « l'information faite par feu noble Claude de Sanzay, vivant, sieur de Cossé, pour luy et la dite dame, sa femme, en l'an mil cinq cent quatre-vingt, sur laquelle information l'adveu rendu par ledit défunt, sieur de Cossé, pour la dite dame, de la terre de la Motte, a été vérifié aux assises du lieu, au mois de novembre mil cinq cent quatre-vingt.*

Une sentence, en date du 30 octobre 1607, renvoya Busquet des fins de la plainte, attendu qu'il « a été dit par ledit Busquet que son defunt père estoit garde des registres dudit Julliard qui lui avoient été baillés par icelluy parce qu'il fut greffier après lui, la plus grande partie desquels registres ont été emportés par les gens de guerre au sac et pillage de cette ville, de fasson qu'il n'estoit saisy que de partye des dits registres qui ettoient restés, dans lesquels nettoit la dite information de laquelle il avoit faict curieuz recherche, comme il le juroit et affirmoit. »

Cette sentence est dans notre collection.

de la petite tourelle où sont les gardes-robes du logis de la Motte, moyennant 80 livres pour la maçonnerie en chaux, la charpente, les ardoises, les clous et les serviteurs (ouvriers).

L'année suivante ils s'occupèrent des embellissements extérieurs du château et firent tracer une grande allée de mille pas de longueur moyennant deux cent six livres.

En 1580, le comte de Sanzay, qui de ce moment se faisait appeler M. de Cossé, partit pour Paris où il était réclamé par sa place de gentilhomme et rendit aveu pour la terre de la Motte-Fouqué.

Pendant la Ligue (1589) M. le Comte de Sanzay, pour se mettre à l'abri d'un coup de main « se détermina à faire fortifier le château de la Motte-Fouqué. La comtesse crut devoir se réfugier dans le Maine ; mais, mal lui en prit, car elle fut faite prisonnière pour peu de temps.

A la fin de l'année 1591 eut lieu la construction de la chapelle de la Motte, placée sous le vocable de Saint-Hubert. La maçonnerie en coûta 27 écus sol, la charpente 25 écus, plus les journées de 4 serviteurs pour les maçons à cinq sols par jour.

Nous ne pouvons préciser la date à laquelle les deux ateliers de la forge et de la fonderie furent transférés sur les terrains acquis de Julien Le Vasnier ; il est certain toutefois qu'ils s'y trouvaient établis dès le commencement du XVII^e siècle et avaient pris, lors de ce déplacement, le nom de *Forges de Cossé*, tandis que le fourneau demeurait, et pour toujours, près l'étang de la Vis.

L'idée de M. de Sanzay d'exploiter lui-même les forges de Cossé ne fut pas des plus heureuses. Obligé de s'absenter souvent à cause de sa charge de gentilhomme du Roi, se plaisant du reste à mener la vie à grandes guides, il se reposait entièrement sur des mandataires infidèles ou incapables qui négligeaient de défendre ses intérêts. Effrayée par les déprédations ou les maldresses de ces agents, par les dépenses excessives de M. de Sanzay, Marguerite de la Motte prit le parti de former contre son mari une demande en séparation de biens. Elle obtint cette séparation, motivée comme il suit, par lettres royales du 9 janvier 1604 :

Receue avons l'humble supplication de Marguerite de la Mothe, dame du lieu, femme de Claude de Sanzay, chevalier de notre ordre, sieur de Cossey, et contenant qu'il y a trente deux ans ou viron

qu'elle fut conjointe par mariage avec le dit de Sanzay, depuis lequel temps par les sumptueuses dépenses et mauvais mesnage du dit de Sanzay, non seulement tous ses biens auroient esté consommez et dilapidez, mais aussi la plus grande et meilleure partie de ceulx de l'exposante, concistant en grande quantité de bois de haulte fustaye dont la ditte terre de la Mothe estoit riche de plus de deux cent soixante mille livres, tous lesquels bois le dit de Sanzay auroit fait couper et consommer... (1)

M. de Sanzay, mourut au château de la Motte-Fouquet le 26 décembre 1605, sans laisser de postérité.

Le 23 septembre 1611, un acte fort important fut passé au manoir de la Touchette, paroisse de Montreuil-le-Chétif (2). Jacques de Saint-Rémy, Madeleine de la Motte, sa femme, et Marguerite de la Motte, veuve de Claude de Sanzay « reconnoissants l'ancienneté de leur âge et la difficulté qu'ils ont de pourvoir à leurs affaires » remettaient tous leurs biens, à charge de pensions viagères, aux trois fils du dit Jacques de Saint-Rémy : René, Pierre et Gilles (3).

Dès le lendemain, Gilles de Saint-Rémy, curé de Champfleur, cédait à ses deux frères, aussi contre une rente viagère, la part qui lui était dévolue dans le contrat précité, de sorte que René et Pierre devenaient seuls propriétaires des domaines considérables qui avaient appartenu aux familles de la Motte et de Saint-Rémy. Ils partagèrent, séance tenante, en présence de leurs parents, les héritages qui leur étaient abandonnés.

René de Saint-Rémy, fils aîné, eut les fiefs et terres qui suivent :

1° La terre et seigneurie de Montigny, en Montbizot, compre-

(1) Titre original de notre collection.

(2) Titre de notre collection.

(3) D'après la légende, la Reine Berthe, femme répudiée de Philippe I^{er}, se serait retirée au manoir de la Touchette, anciennement appelé la Bertherie, et aurait fait construire quatre églises dans les environs : celles de Fresnay, Ségrie, Saint-Christophe et Moitron. Dans chacune de ces paroisses on faisait encore, avant 1790, des prières pour cette reine généreuse (*Chron. de Fresnay*). Cependant, comme le remarque M. Le Guicheux, on croit généralement que ce fut à Montreuil-sur-Mer et non à Montreuil-le-Chétif que se retira la femme de Philippe I^{er}. Il s'agirait donc d'une autre Berthe, plusieurs reines ayant porté ce prénom.

La maison de la Touchette est aujourd'hui peu considérable ; on y voit une tour ronde. Elle appartenait avant 1789 à M. Perdrigeon-Choron, de Fresnay.

nant maisons, fuies, garennes, pourprix, bois de haute futaie, vignes, prés, pâtures et terres labourables, plus une grande métairie, nommée la Basse-Cour, avec un droit de rivière sur la Sarthe ;

2° La terre et seigneurie de la Braudière, aussi en Montbizot, avec maisons, jardins, bois de haute futaie, vignes, prés et terres labourables ;

3° Les bordage et lieu de Boutroue, composé de maisons, granges, jardins, prés et terres labourables, plus le moulin de Comarain, également composé de maisons, jardins, prés et terres de labour, le tout situé en la paroisse de Saint-Mars-sous-Ballon ;

4° Les fief, terre et seigneurie de Corday, Bure et Montreuil, situés dans les paroisses de Mont-Saint-Jean, Montreuil-le-Chétif, Saint-Georges-le-Gaultier et Pézé, consistant en maisons seigneuriales et terres annexées, nombreuses métairies et le moulin de Corday ; plus quatre arpents de bois de haute futaie et deux étangs en Mont-Saint-Jean et Montreuil, avec les prérogatives de fondateur en la dite paroisse de Montreuil et autres franchises et libertés ;

5° Les fief, terre et seigneurie de la Motte-Madré, composés de maisons, bois de haute-futaie et trois métairies ; les deux moulins de Madré, un étang et un droit de pêche ; le tout assis en la paroisse de Madré et s'étendant dans les environs (1)

6° Les fief, terre et seigneurie de Bannes, comprenant maisons, grange et étables, bois de haute futaie, ensemble une métairie et le droit de fondation en la dite paroisse de Bannes ;

7° Les fief, terre et seigneurie de la Ragotière, composés de maison manable, jardins, bois de haute futaie, vignes, terres et prés, assis dans la paroisse de Cossé.

Quant à Pierre de Saint-Rémy, il eut pour lot :

1° Le fief de haubert de la Motte-Fouquet, consistant en un manoir principal, granges, étables, cours, jardins et issues ;

2° Dix métairies, avec leurs bestiaux, savoir : les trois métairies de la Basse-Cour du château de la Motte, les deux métairies

(1) Cette seigneurie appartenait en 1658, à Jean de Foulongne (Bull. de la Soc. hist. et arch. de l'Orne, T. 8, p. 43).

de la Bourdonnière, et celles de la Drutière, de la Bretonnière, de Beaudouet, de la Noë-Pennier et de Buttenet ;

3° Une maison manable « où il y a forge à fer, avec les jardins et étangs destinés à faire aller la dite forge » (1) plus une autre maison où il y a fourneau à fondre fer avec l'étang servant au dit fourneau, aussi avec les jardins et rivières (2) ;

4° Une forêt ou bois taillis de deux mille arpents, ou environ (3) ;

5° Une maison manable « où il y a fonderie à fondre fer avec les deux étangs contigus » (4) ;

6° Une maison manable « où il y a trois moulins tournants, avec l'étang ; »

7° Quarante-cinq livres de rente foncière affectée sur le moulin Hubert ;

8° L'étang de Cinglate ;

9° Les trois étangs de la Motte ;

10° « L'usage qui appartient au sieur de la Motte dans la forêt de Magny, suivant les anciens aveux. »

11° Le bois taillis, nommé le Clos de Fontaines, contenant six à sept cents arpents ;

12° La lande ou bruyère de la Motte.

« Le tout ainsy que la dite terre se poursuit et comporte sans y rien retenir et qu'elle paroist principalement assize ès paroisses de la Mothe et de Saint-Patrice, dont les sieurs de la dite terre de la Mothe sont seigneurs fondateurs.

13° Les fief, terre et seigneurie d'Orgères, comprenant : prairies, moulins et étangs « et de laquelle paroisse, le seigneur d'Orgères est pareillement fondateur », plus deux lots de terre, nommés la Patricière, situés en la paroisse de Lignièrès.

(1) Il paraît que la famille de Broon, qui a résidé dans le pays de 1562 à 1700 posséda quelque temps les forges de Cossé. M. l'abbé Macé a vu plusieurs actes où M. de Broon, cadet, se qualifie de seigneur de Saint-Patrice et de Cossé. Il est possible que ce gentilhomme ait été propriétaire des forges dont il s'agit, mais il ne le fut pas longtemps, puisque l'établissement industriel figure dans tous les actes de partages établis à chaque degré de la filiation des seigneurs de la Motte-Fouquet.

(2) Le Fourneau de l'étang de la Vis.

(3) Les Bois de la Motte.

(4) La fonderie du Moulin-Collin.

Le 1^{er} juin 1612, Madeleine de la Motte-Fouquet, pour lors veuve de Jacques de Saint-Rémy, vint se fixer auprès de son fils cadet « non encore pourveu en mariaige » et un acte d'incommunité fut dressé le 15 avril 1613. L'année suivante, le 20 août 1614, elle faisait son testament « par devant maître Benoist Tréhart, curé de la Motte-Fouquet » en présence de René et Pierre de Saint-Rémy, de messire Michel Le Blanc, vicaire, et de André Dubois.

Voici le texte de ce document dont nous possédons l'original :

« In nomine domini, amen. Jay noble Magdeleine de la Motte-Fouqué, vefve de feu Jaques de Saint-Rémy, escuier, en son vivant, sieur de Fié et de Montigné, me reconnoissant saine de corps et dantandement et considérant qui nest rien sy sertain que la mort et que lheure mest incertaine qui plera à Dieu que mon âme soit séparée davec mon corps, me faict estant émuee de dévotion par l'inspiration du Saint-Esprit sans aucune contrainte, mays de bonne volonté, jay ordonné mon testament et dernière intansion en la manière qui sansuit : Premièrement, je recommande mon âme à dieu par l'intersésion de la glorieuze vierge Marye et de tous les saint qui luy plesze, quant l'heure sera venuee qui fera son commandement de moy que lannemy naict aucun pouvoir sur mon âme et qui la veille conduire à la vie éternelle, protestant de parachever ma vie en la foy crétienne, laquelle aprochant de ma fin pour chasser toutes mauveszes tantasions, je veux et ordonne estre asistée continuellement, huit jours davant que lon espère ma mort, dung religieux ou prestre quapable demansaigner et ferre recepvoir les saint sacrements, premier que les médecins mest faict huzer de leurs ordonnances, et que lesprit me soit afoibly, et soit dit, par le dict prestre, durant les huit jours, messe à mon intansion pour la rémision de mes péchés et redansion de mon âme et, où (1) je décéderois plustost, que le reste des messes soist diutes après de lofice des trépassés.

Item, que aprochant de lheure de mon trespas soit nosry trèsè posvres des plus nésésiteus, qui ne mabandonneront point que ne sois anterréc, et qui prient Dieu continuellement pour la rédansion de mon âme, requérant nestre anterrée que de plus de vint et quactre heures après que lon croira que seray décédée, pour avoir esté sugette aus apoplexis, et que lors que jaray esté guardée le tamps predict, je veux et ordonne sy je meurs en ce lieu de la Motte, où suis à présent, que mon corps soit inhumé au chanceau de légglise du dit lieu où est mon père et que mon anterrement soit faict de journée pour avoir la prière des asistans. Et en quas que je désédasse au païs du Maine, je élis

(1) Où a ici le sens de : dans le cas où ; on en trouve d'autres exemples dans ce document.

ma sépulture estre fecte au près de feu mon mary au chanceau de léglise de Montreul-le-Chétif au dit pais :

Item, je veux et ordonne que le jour de mon enterrement que mon corps soit asisté de vingt religieux ou prestres, qui tous diront messe à mon intanson et feront service solannel et, où le nombre ne se pourroit treuver, qui sera dit aultant de messes après comme y san défauldra, lesquels seront nosris et bien paieiz ;

Item, je veux et ordonne que les tréze posvres qui aront esté ama fin asistest mon corps et soist durant tout le service et qui soist revestus de checun une aulne de drap noir et qui leur soit baillé à tenir, durant le service, à checun une torche de sire qui tiendront alumées, et pour le surplus du luminère et aultres choses acoutumées pour honorer la sépulture, je man remetiz en la volouté des exécuteurs de ce myen testament.

Item, je veux et ordonne que mon corps ne soit porté que par des posvres à qui soit donné à checun cinq soubz et à manger au moyen que meure près des églizes qui le puissent ferre.

Item, je veux et ordonne que le jour de mon enterrement soit faict horszon funèbre par homme sufizant pour inspirer par icelle les asistans à prier dieu pour la rédansion de mon âme, et que toutes les sérémonies acoutumées ne se facest que par les eclésiastiques et posvres, ny voulant dhonneurs mondains.

Item, je veux et ordonne que à lisue du service soit départi aus posvres vingt livres, des quelx les porteurs tant de mon corps que des torches, ne prandront rien.

Item, je veux et ordonne qui soit anvoyé promptement aux paroisses voisines de la Motte et de la Touchette savoir est: la Motte, Orgères, Saint-Patrice, Maigni, Montreul-le-Chétif, Douillet et Monsaint-Jehan pour qui facest prières au prosne tous les dimanches d'une année et au quactre festes annuelles d'icelle pour la rédansion de mon âme et pour satisfacion de quoy je leur donne à checune église pour la réparation d'icelle soisante soubz moittié au curé, moittié aux fabrices.

Item, je veux et ordonne que à léglise ou seray ansepulturée y soit dit à mon intanson ung trantain solannel le plus tost que ferre se pourra pour la rédansion de mon âme et, après qui sera parachevé, que mon servise soit faict par vingt religieux ou prestres sy se peuvent treuver qui tous disent messe pour moy de lofice des trépassés, et facest service solannel et, où le nombre décleziastiques ny pouroist estre, qui soit dites les jours ansuivant, aultant de messes qui san défauldra, durant lequel servise les tréze posvres, qui aront esté amon enterrement, y seront tenant les torches alumées et aront après checun cinq soubz et les prestres nosris et poiez. Et ne demande que luy soit faict aucune sérémonie mondaine que dy avoir le luminère présédant qui ara servy à mon enterrement, et après que le service sera parachevé qui soit donné et départi aus posvres vingt livres, où les porteurs de torches neprandront rien et qui soist avertis de prier dieu pour la rémission de mes péchés.

Et dautant que suis de la flesrie du Saint-Sacrement érigée à Frenay, je veux que le procureur d'icelle soit averty prontement de mon décès pour ferre savoir aus confrères pour ferre dire les messes à mon intansion, an quoy sont tenus, pour la rémission de mes péchés. Et pour mon éguard, jay satifet missire Mathurin Bernart de Sainte-Avoye qui ma aquitée du passé jusques au premier jour de juing dernier mil six cens trèze.....

Et pour restitution et satisfacion du tort que fœu mon mary et moy pouvons avoir faict à nostre prochain, à son intansion et de moy, je donne vingt livres aux religieux de la Sainte-Trinité à Paris, pour aider à racheter les prinzonniers de la main des infidelles et pour avoir part en leur prières et rémission de nos péchés ; la ditte somme pouvoir dedans lan de mon décès ou plus tost sy ferre ce peut.

Et pour pareille intansion que desus, je donne aux pères quapucins dalanson vingt livres poïables dedans six mois après mon décès, pour estre dit par heux messes basses et prières pour la rémission de nos péchés et redansion de l'âme de fœu mon mary et moy.

Item, je donne à lintansion que desus auls filles religieuses dalanson vingt livres, poïables trois moys après mon décès, pour ferre dire messes basses de lofice des trespacés à nostre intansion, et que leurs prières aidest à nous ferre avoir rémission de nos péchés.....

Et pour demeurer aus prières de léglise de la Motte, je donne pour y ferre des ornemens ma robe de tafetas houvré à prandre après mon décès.

Item, je veux et ordonne que la chapelle de la Motte soit faict bénistre le plus tost que ferre ce pourra sy sest le plêzir et volonté de Monsigneur le Reverantisime évesque du Mans, qui est à présent, ou qui sera alors, suivant la fondasion et dotasion d'icelle fecte par fœu mes prédiseurs.

Pour laquelle chapelle randre quapable dy sélébrer la messe, je donne pour horner lautel ung reste de satin jaune et rouge, semay de lettres de fil d'or, que j'ay avec une toilette d'ouvrage de soye rouge et quactre pièces d'ouvrage blanc avec deux napes, l'une de lin et l'autre de brin, et ung drap de toille de lin pour ferre une aube, et le tafetas de mon cotillon de couleur de pancée pour y faire une chazible et auttre chosze propre pour parer l'autel sy mieulx n'aimest mes exécuteurs en acheter une toute fecte qui soit de soye.

Item, je donne pour servir à l'autel de la ditte chapelle ung qualise, plataine, deux chopinettes et deux chandeliers d'étain de Cornuaille, qui soist dorés aus androitz requis et acoutumé pour estre plus quapables dan servir Dieu, et qui soit mis une cloche de grosseur convenable ; le tout baillé et aconmodé le plus tost que ferre ce pourra après mon décès, sy de mon vivant je ne lay faict pour la décharge de lintansion de mes prédiseurs..

Item, pour avoir part aux prières de l'église de la Motte je donne pour loquemention d'icelle traute livres pour estre anploïés à parachever la tour à mettre les cloches, poïable lors que les paroissians aront le moyen et volonté de la ferre parachever....

Item, pour mes afferres particulières, je confesse avoir faict ma demeure au ce lieu de la Motte-Fouqué, depuis le premier jour de juing, mil six cens douze, jusques à présent, où jay prins ma dépanse tant de moy que mes jans et chevaulx de mon quoche que aultres fraitz faits pour mon suget, tant durant mes maladis que aultrement,

Madeleine de la Motte-Fouquet mourut au château de la Motte après 1638, à l'âge de 90 ans, et sa sœur, Marguerite, au manoir de la Touchette en Montreuil-le-Chétif, le 11 décembre 1615 (1).

(A suivre)

CHARLES VÉREL

(1) *Le journal de la Comtesse de Sanzay.*

M. l'abbé Lebrun, curé de la Motte-Fouquet, et M. l'abbé Brichet, vicaire de Montreuil-le-Chétif, qui ont eu la grande amabilité d'effectuer, à notre intention, le dépouillement des registres de leurs paroisses, n'ont pas trouvé les actes d'inhumation de Madeleine et de Marguerite de la Motte-Fouquet.

•

PASSAIS-LA-CONCEPTION

I

PASSAIS AVANT LA CONSTRUCTION DE L'ÉGLISE

Passais n'était pas à l'origine le nom d'une localité, mais de toute la portion de territoire comprise entre les collines de Normandie, la Mayenne, la Colmont et les collines du Mortainais. Les arrondissements de Domfront et de Mayenne se partagent aujourd'hui ce pays. Au moyen-âge, le Passais devenu célèbre donna son nom à l'une des grandes divisions du diocèse du Mans.

Le Passais n'était, aux premiers siècles de l'ère chrétienne, qu'une vaste forêt, renfermée dans le territoire des Aulerces Diablintes, qui avaient pour capitale *Noïodunum* appelée depuis Jublains, bourg situé à deux lieues de Mayenne. Les noms d'un grand nombre de villages rappellent encore leur origine forestière : la Vente, le Bois-des-Ventes, le Grand-Bois, le Petit-Bois, le Pas-de-la-Vente (c'est-à-dire le pâturage *pastus* qui avait succédé à un coin de la forêt), l'Airsouvre (*clairière*), Lessart (bois défriché), pour ne parler que des hameaux situés aux environs du bourg actuel de Passais.

Quant à l'étymologie de ce nom, on trouve qu'il s'écrivait au moyen-âge *Passaium* ou *Passeium*, *Passayum*, *Passenyum*, abrégé de *Passagium*. Cette forêt était, en effet, le passage entre la Normandie et le Maine d'un côté, la Bretagne de l'autre. Quelques auteurs ont écrit *Pisseium*. Mais cette orthographe, difficile à expliquer, est d'ailleurs rare, et c'est *Passagium* qui a prévalu.

La plus grande rivière du Passais est la *Varenne*, joli cours d'eau qui traverse tout ce pays, du nord au sud, en une vallée

pittoresque, et qui a pour principaux affluents l'*Égrenne*, la *Pisse* et la *Colmont*.

La paroisse de Passais-la-Conception est sillonnée par un grand nombre de ruisseaux, dont la plupart vont se jeter dans la *Pisse*, quelques-uns dans l'*Égrenne*.

La *Pisse* prend ses sources en Passais et en Mantilly, forme l'étang de Passais, traverse le bourg de ce nom, et, après avoir arrosé Saint-Fraimbault, va se jeter dans la *Varenne*. Que signifie son nom ? Il est difficile de le dire. Canvin le fait dériver de *piscis*. C'est très honorable pour cette petite rivière, qui fut autrefois très poissonneuse, en effet. Mais dans les Pouillés et les Insinuations ecclésiastiques du Mans, on trouve toujours *Pissa*, conforme à l'orthographe française de tous les temps. Il est vrai que ces registres ne constituent pas une autorité sous le rapport de l'étymologie, comme il serait facile de le montrer par de nombreux exemples.

Le Passais fut, comme le reste de la Gaule, livré au culte des divinités celtiques. Sur la chaîne de collines qui traverse du nord au sud la paroisse de la Conception, en formant trois anneaux, depuis la Butte-Pouchard jusqu'à la Butte-Choppeau, M. l'abbé Lemièrre, ancien vicaire à Passais, avait compté plus de deux cent cinquante pierres portant les traces de l'usage qu'en auraient fait les druides. Sans avoir des yeux aussi perspicaces, on découvre facilement en ces lieux deux monuments druidiques authentiques, plus deux ou trois douteux. Les deux principaux sont la *Table au diable* et la *Pierre du Perron*. Ils ont été décrits en détail par M. de Contades, dans un opuscule intitulé *Passais et ses monuments mégalithiques*.

La *Table au diable* est à un kilomètre du bourg, à l'extrémité sud de la Butte-Pouchard, près de l'étang de Passais, surnommé autrefois l'*étang du diable*. Les pierres qui la composent sont de ce diorite qu'on nomme *biseul* dans le pays. Selon toute apparence, ce monument consistait en quatre tables reposant sur d'autres pierres plantées en terre ; d'après l'opinion de M. de Contades, il y en aurait même eu cinq, mais celle qu'il dit avoir pris la position verticale, par suite de sa chute, nous paraît plutôt destinée à fermer l'extrémité ouest de l'allée. Car l'ensemble de ces pierres indique une *allée couverte* et non un dolmen, comme plusieurs l'ont supposé. Les légendes qui représentent la

Table au diable comme ayant servi aux sacrifices humains ne sont pas en contradiction avec l'hypothèse d'une allée couverte, ces allées ayant été souvent le théâtre des mêmes cruautés que les dolmens.

Non loin de là se trouve une pierre qui ressemble absolument à un menhir tronqué. Quelques-uns ont cru voir aussi la main des druides dans une pierre qui fait partie du massif de rochers voisin. La façon mystérieuse dont elle est taillée a pu donner l'idée d'une pierre à sacrifices. Mais elle ne ressemble à aucun monument druidique connu, et si elle en était un, il serait sans doute unique en son genre.

La *Pierre du Perron* se trouve à l'entrée de la ferme du même nom : c'est une aiguille de biseul de trois mètres de haut, et à base pentagonale. A côté était une autre pierre renversée que M. de Contades pensait avoir été un second monument de même espèce, c'est-à-dire un menhir. Elle a été réduite en pièces pour encaisser une charrière.

Au même ordre de souvenirs se rattache le nom d'un village situé au sud de Passais, au pied de la butte à Choppeau : *le Chêne aux Fées*. Peut-être était-ce là que druides et druidesses venaient cueillir le gui sacré : on sait que ce précieux parasite devait être récolté sur un chêne. Au haut de la butte est une grosse pierre plate que certains considèrent encore comme un monument, mais qui, plus probablement, n'est qu'un vulgaire rocher, comme la plupart des pierres dont ces collines sont couvertes.

Des légendes diaboliques, s'attachant à chacun des lieux que nous venons de signaler, confirment leur origine païenne. La pierre du Perron tourne trois fois sur elle-même au premier chant du coucou. — A certains jours, la Table au Diable est environnée de pièces d'argent : la difficulté est de saisir le moment favorable pour les prendre ; au reste, tel, qui a tenté l'aventure, y a trouvé des géants, a été roué de coups et en est mort quelques jours après. Bien plus, on voit parfois apparaître en cet endroit une antique prêtresse de Teutatès, venue pour renouveler les sacrifices humains, et qui, ne trouvant personne à immoler, se donne la satisfaction d'évoquer par ses prestiges les âmes des anciennes victimes et de faire un simulacre de sacrifice — la Butte à Choppeau est gardée par des lutins qui

ont établi leurs ateliers dans ses flancs, et viennent labourer gratuitement les champs de ceux qui les appellent en observant certains rites.

A quelle époque le Passais fut-il appelé au christianisme ? D'après une tradition immémoriale, la première lueur de l'Évangile lui fut apportée par S. Front, disciple de S. Pierre. Le prince des Apôtres l'ayant envoyé prêcher dans les Gaules, le missionnaire se fixa à Périgueux, qui l'honore comme son premier évêque. Mais une persécution ayant éclaté, il fut chassé de son siège, et, reprenant sa course apostolique, il parcourut une grande étendue de pays et vint jusqu'au pied de la butte où s'élève aujourd'hui Domfront, sur les bords de la *Varenne*. Il y résida quelque temps, convertit un grand nombre de païens, bâtit un oratoire qui fut l'origine du bourg de Saint-Front et y laissa des clercs pour le service divin et l'évangélisation de la contrée.

L'histoire affirme que saint Auvieu, arrivant à Passais au vi^e siècle, y trouva un certain nombre de familles chrétiennes. Elle ne nous a pas conservé les noms de ceux qui, jusqu'à cette époque, avaient entretenu la bonne semence sur le territoire de Passais-la-Conception ; mais, bien que saint Front n'y soit sans doute jamais venu, il est juste de le saluer comme le premier apôtre de la contrée, et il est permis de croire que ses disciples sont venus faire les premières conversions dans ce quartier, qui était un des principaux foyers d'idolâtrie.

Quelques auteurs contestent la venue de saint Front de Périgueux dans le Passais. Mais leurs arguments, exposés d'une manière très impartiale dans les *Vies des Saints du diocèse de Sées*, par M. l'abbé Blin, ne nous paraissent pas de force à contrebalancer la tradition favorable à l'apôtre du Périgord.

Primitivement, le territoire de Passais releva, dit-on, de l'église de Jublains, qui aurait été un siège épiscopal. Mais cet évêché ayant disparu, le Passais fut rattaché au diocèse du Mans. Au vi^e siècle, saint Innocent en était évêque. Attirés par sa réputation de vertu et son estime de la vie religieuse, un grand nombre de pieux ermites vinrent se ranger sous sa houlette et évangéliser les campagnes voisines de leurs solitudes. Parmi eux fut saint Auvieu, avec saint Ernier et saint Bômer. Originaires de l'Aquitaine, ils avaient passé quelques années au monastère

de Mici, près d'Orléans, avant de se mettre sous la direction de saint Innocent. Ce prélat leur assigna pour résidence la forêt du Passais. Arrivés à l'endroit où est bâti Céaucé, ils s'arrêtèrent.

D'après une vie latine de saint Ernier, citée par les Bollandistes (*Acta Sanctorum*) et écrite par un auteur presque contemporain du saint, il y avait dès lors à Céaucé, non seulement des chrétiens, mais des hommes qui menaient en commun la vie religieuse enseignée par les Apôtres, c'est-à-dire des moines, et saint Innocent avait chargé saint Ernier de gouverner cette communauté. Cela suppose le christianisme déjà florissant dans cette contrée. Le nouvel abbé construisit une église dédiée à saint Martin, un cloître conforme aux règles monastiques et une école, pour l'instruction des enfants de la contrée et l'éducation des clercs. Cette école, disparue depuis, a été rebâtie dans les derniers siècles et enfin remplacée par le séminaire de Domfront, collège actuel.

Saint Bômer, suivant la vallée de la Varenne, remonta jusqu'au lieu qui porte aujourd'hui son nom, et s'y fit aussi une résidence.

Quant à saint Auvieu ou Alvée, appelé par d'autres saint Alnée, d'anciennes traditions font croire qu'il vécut quelque temps non loin de saint Ernier, sur la paroisse de Céaucé. Mais bientôt il résolut d'aller prêcher plus loin la parole de Dieu ; et, traversant la Varenne, il se dirigea vers la colline chère aux partisans du culte druidique. Il se construisit une cellule à une petite distance de la Butte-Pouchard, près d'une source, dont les eaux vont se jeter dans l'étang de la Planche et de là dans l'Égrenne. Il bâtit un oratoire qu'il dédia à saint Pierre, et fut rejoint dans sa solitude par un certain nombre de disciples pour lesquels il fonda un monastère.

M. l'abbé Blin a raconté en détail la vie de saint Auvieu, et nous ne pouvons mieux faire que de renvoyer nos lecteurs à son remarquable ouvrage, les *Vies des Saints du diocèse de Séez*. Contentons-nous de résumer les principaux faits qui illustrèrent ce grand serviteur de Dieu.

Il convertit à la foi catholique un grand nombre de païens qui avaient résisté jusque-là aux lumières de l'Évangile, enflamma le zèle des prêtres qui habitaient aux environs, ranima la ferveur des fidèles de toute condition et persuada à bon nombre

d'entre eux de quitter le monde pour embrasser la vie religieuse.

Parmi ses miracles « *presque innombrables* », d'après l'ancien auteur de sa vie, qui écrivait au commencement du VII^e siècle, on cite la guérison d'une maladie incurable, la délivrance d'une possédée, la résurrection d'un mort. Dieu manifesta encore la sainteté de son serviteur par deux prodiges extraordinaires, arrivés, l'un devant toute la communauté, l'autre en présence du roi Clotaire.

Ce prince revenait de Bretagne, où il était allé combattre son propre fils Chramne, révolté contre lui. Il passa près du monastère de saint Auvieu, ce qui donne à supposer que le grand chemin reliant la Normandie à la Bretagne par la butte de Domfront, Saint-Auvieu, Mantilly existait dès lors.

Pour saluer le roi, Auvieu présenta son manteau à tenir à l'un des officiers présents. Celui-ci ayant par mépris retiré sa main, elle fut à l'instant paralysée, et le manteau du saint resta suspendu en l'air, comme soutenu, dit son historien, par un rayon de soleil.

Saint Auvieu mourut le 11 septembre 565 et fut enseveli dans son oratoire, où les miracles continuèrent à se multiplier. Au IX^e siècle, une partie de ses reliques fut transportée au Mans, et, l'an 836, l'évêque Aldéric consacra sous son vocable un des autels de sa cathédrale. Malheureusement ses précieux restes ont aujourd'hui entièrement disparu.

On ne peut douter que saint Auvieu et ses compagnons aient échangé des visites assez fréquentes, vu le peu de distance qui les séparait, et leurs relations antérieures. Il est donc à peu près certain que saint Ernier et saint Bômer ont honoré de leur présence le sol de la paroisse actuelle de Passais-la-Conception.

Dans le même temps vivait saint Fraimbault ; il habitait le lieu appelé aujourd'hui Saint-Fraimbault-de-Lassay et mourut dans le Passais, où il était venu prêcher. L'endroit témoin de ses derniers moments se glorifie lui aussi de porter son nom : c'est Saint-Fraimbault-sur-Pisse.

La partie de la forêt du Passais appelée plus particulièrement forêt d'Andaine eut, à la même époque, l'honneur de posséder saint Ortaire.

Tous ces saints achevèrent d'exterminer dans le Passais les

restes du paganisme et y laissèrent le parfum de leurs vertus. Nous allons voir qu'ils eurent des imitateurs.

Au commencement du ix^e siècle vivait, à une demi-lieue de la butte Choppeau, un ermite nommé Siméon. Il était prêtre, et, par ordre de saint Aldéric, évêque du Mans, il évangélisait la contrée à laquelle il a laissé son nom. Saint Siméon mourut vers l'an 850 et la tradition fixe sa fête au 7 décembre.

Mais aucun document écrit n'établissant d'une façon absolue son identité, on a refusé jusqu'ici à Rome de lui donner une place dans le bréviaire du diocèse de Séez.

Nous disons *son identité*. Car il n'est pas douteux qu'on ait, de temps immémorial, honoré un saint Siméon dans la localité de ce nom, qui faisait jadis partie de la paroisse de Vaucé, et possédé ses reliques. Dom Piolin dit qu'il fut inhumé dans la chapelle de son ermitage et que ses ossements furent retirés de son tombeau et exposés à la vénération des fidèles par un évêque du Mans.

D'après un manuscrit du xiii^e siècle, conservé à la bibliothèque de la ville du Mans, l'évêque Hildebert, au commencement du xii^e siècle, accordant à ses chanoines certains droits sur les revenus des églises de son diocèse, réserva pour sa mense, dans le Passais, l'église de Céaucé et celle de Saint-Siméon, ce qui donne à supposer que les revenus de ces deux églises étaient relativement assez considérables. D'où venaient-ils, sinon de l'affluence des pèlerins, qui accouraient vénérer saint Siméon et saint Ernier, comme ils le font encore, malgré le refroidissement général ? Ces faits et la tradition immémoriale, qui affirme le séjour en ce pays du saint dont on a les reliques, ne laissent pas de doute sérieux sur l'identité de saint Siméon, si ce n'est pour la sacrée Congrégation des Rites, dont on connaît l'extrême prudence et sévérité en cette matière.

Saint Siméon a dû bien des fois parcourir plusieurs des villages qui, maintenant, appartiennent à Passais-la-Conception, et visiter les lieux sanctifiés par le bienheureux Auvieu.

M. de La Sicotière croit même que, pendant longtemps, une partie de cette paroisse fut attachée pour le culte à la chapelle de Saint-Siméon. Cette opinion ne manque pas de probabilité, étant donné que l'église de Saint-Auvieu était à l'extrémité opposée.

A la fin du xi^e siècle, le Passais fut illustré par trois autres

bienheureux. Saint Guillaume-Firmit vécut et mourut à Mantilly. Une inscription, placée dans l'église de cette paroisse par M. l'abbé Jamet, curé, assure qu'il fut enterré en cet endroit, et le livre de Marie d'Espagne, rédigé au ^{xiv}^e siècle, confirme cette opinion. Mais d'autres prétendent qu'il fut emporté et enseveli à Mortain, qui possède aujourd'hui son chef. Il y a quelques années, on montrait encore à Mantilly la maison qu'il avait habitée : on l'a rasée pour tracer une route.

Saint Vital bâtit le prieuré de Dampierre, à l'extrémité de Mantilly, sur la Colmont. Plus tard, il fonda la célèbre abbaye de Savigny ; mais à la fin de sa vie, il revint habiter Dampierre et y rendit le dernier soupir. Ce fut probablement lui qui construisit l'église actuelle de Saint-Auvieu, comme nous le dirons plus loin.

Avec lui vécut à Dampierre saint Bernard d'Abbeville, plus tard abbé de Thiron. Ce même saint demeura plusieurs années dans un ermitage, près de l'église de Saint-Mard-d'Égrenne, et y exerçait le métier de tourneur.

Tant de saints rendirent célèbre le pays qu'ils habitèrent. Aujourd'hui le nom de cette glorieuse contrée n'est plus porté que par la paroisse dont nous écrivons l'histoire. C'est pourquoi M. l'abbé Lefoulon, ancien curé-doyen de Passais-la-Conception, fit naguère placer dans son église les statues des dix saints qui furent l'honneur et sont restés les protecteurs de ce pays.

Une bande de Normands détruisit, dit-on, l'oratoire primitif de Saint-Auvieu. Sur son emplacement, on éleva, au ^{xi}^e ou ^{xii}^e siècle, un nouvel édifice, qui fut dédié au saint Abbé, et dont les murs subsistent encore, quoique ayant subi des modifications. Il pouvait contenir environ deux cents personnes ; c'était à peu près toute la population de l'endroit, alors que presque tout le pays était encore une forêt. Cette chapelle, augmentée dans la suite d'un bâtiment sans architecture, servit d'église paroissiale jusqu'au ^{xv}^e siècle. Nous avons dit plus haut que peut-être elle avait été construite sous la direction de saint Vital : quoi qu'il en soit, elle fut certainement concédée, avec ses dépendances, dès le commencement du ^{xii}^e siècle, aux moines de Savigny, dont saint Vital était alors abbé.

Cette concession fut faite en partie par Henri 1^{er}, roi d'Angleterre, fils de Guillaume le Conquérant, en 1112 et 1119, et pour

le reste en 1117, par Guilleburge, abbesse de Saint-Julien du Mans, avec l'agrément de Hadwise, qui avait apporté ce domaine au monastère. (Voir M. l'abbé Blin).

Enfin ces donations furent approuvées et confirmées successivement par les Papes Lucius II, Eugène III, Anastase IV, Alexandre III et Lucius III, par Guillaume, évêque du Mans, par Geoffroi comte d'Anjou devenu duc de Normandie, et par le roi d'Angleterre Henri II.

Les moines de Savigny, outre les revenus de cette terre, percevaient la dime d'un *petit trait* parmi les propriétés voisines, ce qui leur rapportait une somme annuelle de soixante livres, à l'époque de la Révolution, d'après l'estimation du Conseil municipal. Ils étaient obligés d'entretenir dans la chapelle « un prêtre chantant messe ».

Nous croyons peu intéressant de reproduire tout au long les pièces justificatives indiquées plus haut. Citons seulement à titre de curiosité la formule prétentieuse dont Henri I^{er} se servit pour dater son acte de libéralité : « A Bayeux, le jour de Noël, en l'année où le roi d'Angleterre fit la guerre au roi de France et le battit. » Cette chartre fut donnée du vivant de saint Vital, qui mourut en 1122. Il est donc ici question du combat de Brenneville, arrivé en 1119.

La chartre de Henri II est datée de Domfront en 1157. Parmi les témoins figurait le chancelier Thomas, futur archevêque et martyr de Cantorbéry.

Pendant tout le moyen-âge, saint Auvieu fut en grande vénération dans le pays. Sa fête, qui se célébrait solennellement le 11 septembre, attirait à son église une grande affluence de peuple. Ce concours de fidèles donna lieu à une foire considérable, qui prit le nom de Saint-Auvieu et se tenait dans un champ voisin, nommé le *champ Cornu*, sur la route de Domfront en Bretagne, à l'extrémité de l'avenue du château, dont il sera question plus loin. Vers la fin du xv^e siècle, elle fut transportée à Domfront, à cause d'une guerre qui existait alors avec la Bretagne. Elle y est connue sous le nom d'Angevine, parce qu'elle tombe dans l'octave de la Nativité de la Sainte-Vierge, qu'on appelait la fête aux Angevins, (M. Lemièrre, cité par M. Blin).

Le culte solennel de saint Auvieu n'a pas survécu à la Révo-

lution. Tandis que saint Ernier et saint Siméon continuent d'attirer les foules autour de leurs tombeaux, l'apôtre de Passais est oublié. Ses reliques sont perdues, son église, devenue chapelle privée, est dans un tel délabrement, qu'il serait impossible d'y célébrer les saints mystères. C'est pourtant un sanctuaire digne d'intérêt, aussi bien au point de vue historique et archéologique que sous le rapport religieux. Il ne paraît avoir subi, depuis sa construction, qu'une modification regrettable, faite probablement au xvi^e siècle : on aura trouvé alors que la fenêtre principale située au chevet, étroite comme toutes celles du xi^e ou xii^e siècle, donnait un jour insuffisant. Un architecte sans goût la remplaça par une fenêtre géminée du xv^e siècle, pareille à celles de l'église paroissiale actuelle. Au midi était une autre petite fenêtre, tandis qu'il n'y en avait pas au nord ; pour remédier à ce défaut de symétrie, on boucha grossièrement l'ouverture du midi.

A part la fenêtre du chevet, il serait facile de rétablir cette chapelle dans son état primitif. A l'intérieur se trouve un autel antique en pur style roman ; la table, tout en pierre, repose sur un massif en forme de trapèze, et est soutenue aux extrémités antérieures par deux colonnettes de même nature, c'est-à-dire de granit ; l'une d'entre elles est brisée, et, au lieu de la réparer, et d'orner d'un faisceau de colonnettes le devant du massif un peu trop simple, on a eu la mauvaise idée de masquer le tout d'un rideau de planches.

Il n'y avait pas de rétable fixe ; ce qui prouve que l'autel est, comme la chapelle elle-même, du xi^e ou xii^e siècle. Le milieu de la table, sans être percé, était creusé, pour recevoir une petite pierre consacrée. L'autel porte une très vieille statue de saint Auvien.

Du côté de l'épître est une piscine-crédence pédiculée, et un bénitier scellé dans le mur.

On aperçoit encore sur les murs, sous un affreux badigeon, de curieuses peintures, exécutées depuis les modifications que nous venons de rapporter : elles représentaient les écussons et souvenirs religieux de la famille Achard, qui était alors propriétaire de la chapelle.

A quelle époque fut construit le bâtiment qui bouche la porte principale ? On ne saurait donner une date certaine. Quelques-uns ont supposé qu'il avait été fait pour répondre à l'augmenta-

tion de la population. Il est beaucoup plus probable que cette construction fut faite au ^{xvi}^e ou ^{xvii}^e siècle, alors que le sanctuaire avait cessé d'être église paroissiale. La cheminée qui s'y trouve permet de conjecturer que c'était un logement pour le chapelain.

Espérons qu'un jour cette église sera restaurée à la gloire de saint Auvieu. Peut-être l'humble moine a-t-il voulu s'éclipser pour un temps, afin de céder sa place à la Reine du Ciel. Marie ne peut manquer à ressusciter dans l'âme des fidèles de Passais le souvenir de celui qui évangélisa et illustra leur pays.

Jusqu'au ^x^e siècle, il ne paraît pas qu'au civil le Passais ait relevé d'aucun seigneur particulier. A la vérité, quelques chroniques citent un certain *Defensor*, qui aurait gouverné le pays, à une époque inconnue. Mais ce nom semble plutôt être le titre honorifique de quelque officier romain qu'un nom propre d'homme (Caillebotte).

Quand les Normands eurent fait la paix avec Charles le Simple et obtenu la Neustrie, une grande partie du Passais suivit le sort de cette province et appartint aux ducs de Normandie. Il fallut dès lors distinguer le Passais-Manceau et le Passais-Normand, duquel faisait partie le territoire de Saint-Auvieu, et tout ce qui constitue actuellement la paroisse de Passais-la-Conception. Mais, au spirituel, rien ne fut changé à l'ancien ordre de choses, et la partie normande demeura sous la juridiction de l'évêque du Mans, jusqu'à la Révolution.

Au ^{xi}^e siècle, et depuis un temps qu'on ne saurait fixer, le Passais formait un doyenné, qui, réuni à ceux de la Roche-Mabile, de Sillé-le-Guillaume et d'Evron, donnait son nom à un archiprêtre. Ces divisions furent modifiées en 1230, par l'évêque Maurice : les archiprêtres furent alors changés en archidiaconés ; celui du Passais perdit le doyenné d'Evron et quelques autres paroisses.

Le Passais Normand fut concédé par Richard I^{er}, duc de Normandie, à Yves de Creil, premier comte de Bellême. Son successeur, Guillaume Talvas, fit construire le château de Domfront, au commencement du ^{xi}^e siècle, en 1011, d'après les manuscrits de la bibliothèque de Rouen. Domfront devint ainsi le point le plus important de cette contrée : il fut dans la suite constitué en vicomté et releva des ducs d'Alençon.

Vers l'an 1020, le même Guillaume fonda l'abbaye de Lonlay, dont M. Le Faverai a écrit l'histoire : la charte de Guillaume figure en entier au commencement de son ouvrage. On y voit qu'entre autres revenus le seigneur comte donnait à l'abbaye les dîmes de toutes les terres défrichées ou à défricher dans la forêt du Passais, qu'il appelle forêt d'Andaine, selon la dénomination usitée du côté de Domfront. Toute la paroisse actuelle de Passais-la-Conception y était comprise, sauf le *trait de Saint-Auvieu*, qui appartenait déjà aux religieux de Savigny.

Au bas de la charte, après les noms de d'Avesgaud, évêque du Mans, père du dit comte, et de Sigefroy, évêque de Séez, figure un personnage, dont le nom est étroitement mêlé à l'histoire de la paroisse de Passais. C'est Achard, ainsi désigné : *Achardus, dives miles de Domfronte, Achard, riche chevalier de Domfront*.

La famille Achard paraît originaire du Poitou ; elle compte parmi ses membres saint Achard, abbé de Jumièges, né à Poitiers au VII^e siècle. Mais, selon une certaine tradition, avant d'habiter cette paroisse, elle se serait distinguée à Montpellier, où, d'après la Chesnaye-des-Bois, elle fut plus tard alliée à saint Roch. Ses armes sont : d'azur au lion d'argent, armé et lampassé de gueules, chargé de deux fasces de gueules alézées, brochant sur le tout.

Vers le X^e siècle, un gentilhomme de cette famille vint se fixer en Normandie. Il s'arrêta sur les confins du Mortainais, et, pour se former un domaine, fit un *perthuis* (ouverture) dans la forêt du Passais : d'où le Perthuis-Achard, dans la paroisse de Saint-Mard-d'Egrenne, non loin de la Luardière. Le Perthuis fut ainsi le premier manoir des Achard en Normandie. Avec le temps, ils agrandirent leur domaine et l'étendirent jusqu'aux portes de Domfront, en établissant des cultures sur les territoires actuels de Saint-Mard, de Saint-Gilles et de la Haute-Chapelle.

Comme nous l'indiquons plus haut, la forêt du Passais ne faisait qu'un alors avec celle des Andaines, et comprenait en outre la Brasse, où est maintenant Saint-Roch.

Les Achard acquirent tous droits seigneuriaux sur cette grande étendue de bois et sur les terres qui s'y défrichaient. Quand le comte de Bellesme fut devenu maître de ce pays, il

reconnut la noblesse des Achard et les laissa jouir des privilèges qu'ils avaient possédés jusque-là, sans leur imposer aucune redevance, ni d'autre charge que de lui rendre foi et hommage.

En 1066, un Achard accompagna le duc Guillaume à la conquête de l'Angleterre, avec un certain nombre de soldats recrutés dans le Passais.

En 1091, Robert Achard fut fait gouverneur de Domfront, par Henry Cliton, auquel cette place s'était livrée, pour échapper à la tyrannie du comte de Bellesme, et, l'année suivante, il la défendit avec avantage contre Robert de Normandie et Robert de Bellesme.

Au milieu du XII^e siècle, vivait Jean Achard, abbé de Saint-Victor de Paris, né au Perthuis-Achard. Il fut élu évêque, en 1157, par le clergé de Séez ; mais, comme son élection avait été préparée par le Pape Adrien IV, pour ce motif, dit saint Thomas de Cantorbéry, elle déplut au roi Henri II, qui s'opposa à son sacre. Quatre ans plus tard, il devint évêque d'Avranches sans contestation, et fut même parrain d'une fille du roi d'Angleterre, baptisée dans l'église de N.-D. sur l'Eau, à Domfront, par le légat du Pape, en 1162 ; sa filleule fut mère de Blanche de Castille.

Ce prélat mourut en odeur de sainteté, en 1172. Dans la suite, les Achard, propriétaires de Saint-Auvieu, firent représenter l'évêque d'Avranches en un vitrail de leur chapelle : un second vitrail figurait l'ancien gouverneur de Domfront.

Cette famille s'est distinguée dans les guerres contre les infidèles. Après une victoire de Charles Martel sur les Sarrazins, une croix avait été élevée sur le chemin d'Angoulême à la Rochefoucault, avec cette inscription :

Les Achard, les Tisons et les Voisins
Ont du pays chassé les Sarrazins.

En 1190, un Robert Achard faisait partie de la troisième croisade.

En 1249, on voit deux Achard, Guillaume et Robert, prendre part à la première croisade de saint Louis. Ils étaient fils du seigneur de Saint-Auvieu, Alain Achard, dont le père, Yves, avait acquis ce domaine.

C'est vers l'an 1230 que l'abbaye de Savigny inféoda à Yves Achard, seigneur du Perthuis, la vavassorerie de Saint-Auvieu, ainsi qu'en faisait foi un titre de la dite abbaye, mentionné dans les papiers de la famille Achard. Les moines s'étaient-ils réservé quelque chose, ou acquirent-ils dans la suite un coin de terre aux environs ? Ce qu'il y a de certain, c'est qu'un siècle après, ils inféodèrent à Galo de Torchamp, moyennant cent sous de rente, ce qui leur restait à Saint-Auvieu. Barbe de Torchamps, fille de Galo, ayant épousé Léon Achard, seigneur du Perthuis et de Saint-Auvieu, lui porta en dot cette petite terre, et ainsi les Achard devinrent seuls possesseurs du domaine de Saint-Auvieu. Ils l'ont conservé jusqu'en 1710, époque à laquelle Jacques Achard, seigneur du lieu, mourut sans postérité, laissant ses biens aux enfants de sa sœur, dame de Moissé.

Guillaume Achard, fils de Léon, faisait partie de la compagnie de Richard-le-Carbonel, dans les guerres de Normandie en 1379, et de Flandre en 1386 et 1387 (M. Lorient).

En 1454, ses petits-fils Jean et Macé se partagèrent les domaines paternels : Jean eut le Perthuis, Macé hérita de Saint-Auvieu. Ce Macé Achard avait eu l'honneur de suivre Jeanne d'Arc dans ses combats contre les Anglais. Il continua peut-être longtemps de guerroyer, car c'est seulement en 1450 qu'il se décida à contracter mariage. Il épousa Barbe-Jeanne Doynel de la Sausserie, que plusieurs semblent avoir confondue avec Barbe de Torchamp, ce qui leur a fait commettre un anachronisme d'un siècle.

François, petit-fils de Macé, acquit les titres de Bonvouloir et de Loyauté, par son mariage avec Françoise de Courtarvel, en 1513.

Après deux autres générations, en 1589, ses descendants firent un nouveau partage. Jean, fils aîné de Guyon, garda Saint-Auvieu. Son frère puîné, nommé Guy, eut, avec le Pas-de-la-Vente, Bonvouloir et Loyauté. C'est probablement lui qui bâtit le château du Pas-de-la-Vente. Le troisième, Nicolas, eut le Cassoir et différentes petites terres ; mais, étant devenu prêtre, il partagea ses biens entre ses deux frères : le Cassoir fut réuni à Saint-Auvieu. Ce domaine, après avoir changé de nom six fois en moins de deux siècles, appartient aujourd'hui à M. le baron de Cougny-Préfelin.

En 1670, Alexandre Achard de Bonvouloir, seigneur du Pas-de-la-Vente, bâtit près de son manoir une chapelle d'un style étrange, garnie de meurtrières, dédiée à Notre-Dame et à saint Alexandre. M. de Contades en a parlé dans l'opuscule cité plus haut. L'autel supportait un rétable en chêne, représentant l'Annonciation. Cet objet d'art a été donné en 1889, à l'Oratoire de Passais, par M. le Vicomte d'Estampes, qui avait épousé Henriette de Bonvouloir, unique héritière du dernier Achard du Pas-de-la-Vente, Charles-Léon-Roger Achard de Bonvouloir, mort il y a une vingtaine d'années. Aujourd'hui le Pas-de-la-Vente appartient à M^{lle} d'Estampes, fille du vicomte.

Outre ceux que nous avons nommés plus haut, plusieurs autres Achard de Saint-Auvieu et du Pas-de-la-Vente ont poursuivi et atteint la gloire militaire, en mourant au service de la France. Trois ont été députés de la Noblesse, aux Etats de Normandie en 1600, et aux Etats généraux de 1618 et 1789.

Jacques-Louis Achard des Hautes-Noës commandait en second une division de l'armée de Frotté, lors des insurrections normandes ; son fils Jean-André-Louis combattait pour la même cause.

Cette famille, qui avait brillé à Passais durant plus de six cents ans, et dont on possède la généalogie complète à partir de 1230, a disparu de la paroisse. Les Achard de Vacognes, derniers descendants mâles de Macé Achard, ne possèdent ni Saint-Auvieu, ni le Pas-de-la-Vente, dont les propriétaires portent un autre nom. Le Perthuis lui-même, fief primordial des Achard, qui avait été racheté par Julien du Pas-de-la-Vente, a subi le sort de ce dernier domaine.

La branche aînée des Achard, celle du Perthuis, est représentée par M. Achard des Hautes-Noës, qui habite Saint-Mard-d'Egrenne, par M. Achard de la Vente, dont le château est à Saint-Cyr-du-Bailleul, et par les enfants de M. Achard de Leluardière, qui demeurent à Torigny : ces derniers ont encore à Passais la ferme du Pavé.

Le château actuel de Saint-Auvieu, construit au xvii^e siècle, est bien conservé. Mais le Perthuis n'est plus qu'une maison de ferme ; il en est de même du Pas-de-la-Vente, mutilé par ses derniers propriétaires, qui ont abattu l'étage, pour diminuer les frais d'entretien et les impôts. Le rez-de-chaussée, massacré

pour les besoins de la ferme, ne présente de curieux que le grand escalier. Au dehors, on remarque les débris du portail, qui donnait entrée dans la cour d'honneur, et les ruines de la chapelle, qui ne sont plus soutenues que par les lierres. L'avenue, qui était devant le château, est maintenant un champ de labour. A l'extrémité de cette avenue, on avait dans les derniers temps formé une pièce d'eau, qui n'est plus qu'un marais rempli de grandes herbes.

Tout cela respire la mort : on dirait des ruines antiques ; et, en voyant ces lieux pour la première fois, on est étonné d'apprendre que de grands seigneurs y donnaient des fêtes à la fin du dernier siècle. *Sic transit gloria mundi.*

(A suivre)

BOISSEY

Curé de Beauchêne

UNE VUE DE LA VILLE DE SÉES

AU SIÈCLE DERNIER

La collection Dubois-Guchan vient de se trouver dispersée, par suite de sa mise en vente. Du moins la ville de Sées a pu conserver un plan détaillé de ses édifices publics et autres habitations, qui fut dessiné à la plume en 1777, par un religieux Eudiste habitant alors cette ville. Ce travail fut dédié à Mgr Duplessis-d'Argentré, évêque de Sées, dont au reste il porte le blason au milieu du texte de sa dédicace.

La ville est prise du côté où sa vue d'ensemble s'offre le mieux au regard, c'est-à-dire de l'endroit où se trouve aujourd'hui le chemin de fer.

On y reconnaît très bien, au premier plan, plusieurs habitations toujours existantes.

Mais l'avantage de ce travail, c'est surtout qu'il nous donne tous les monuments religieux d'alors, tels qu'ils émergeaient de la masse des constructions.

Au centre, c'est tout d'abord la cathédrale qui domine tout cet ensemble avec ses deux flèches, alors inégales de hauteur, et avec son dôme central, qui depuis a été supprimé.

Un peu à gauche, l'église des Cordeliers, entourée de son cloître, s'accuse très bien avec sa flèche légère.

Un peu plus loin, c'est l'ancienne église des Eudistes, là où se trouvent maintenant les constructions du Petit-Séminaire. Ces deux monuments sont aujourd'hui disparus ; c'est à peine si on retrouve quelques pans de murs de l'ancienne église des Cordeliers.

Un peu plus à gauche encore, une petite pointe de clocher s'élance d'une toiture assez accusée, c'est l'ancienne chapelle du prieuré de Sainte-Croix, qui se trouvait à l'entrée de ce vieux cimetière, qui a valu son nom à l'hôtel de l'*Autre-Monde*. Ce

monument de style assez caractérisé, existe encore, mais à usage de grange.

A droite de la cathédrale, et dominant les autres habitations, on distingue le corps principal des bâtiments de l'ancien évêché. C'est peut-être même le seul vestige qui en reste.

Un peu en avant, s'offre l'ancienne église Saint-Germain, avec son clocher aigu ; ce qui reste de cette église sert aujourd'hui de bâtiment pour le bureau d'octroi de la gare.

Un peu au-dessus, on distingue Saint-Pierre et l'Hospice, dont les clochers sont très reconnaissables.

Plus loin, au dernier plan, se dresse la tour en bâtière de la vieille église Saint-Ouen, aujourd'hui remplacée par la chapelle de la Miséricorde.

Mais au point de vue du souvenir, ce qui a son prix encore sur ce plan, c'est qu'on y retrouve l'ancienne église abbatiale de Saint-Martin. Ce qui la caractérise surtout, c'est une tour massive, surmontée d'une pyramide assez peu élancée, et flanquée à l'extrémité sud du bâtiment principal de l'abbaye, qui d'ailleurs se reconnaît très bien à ses proportions et à son campanile du milieu.

Avec le *Monasticum Gallicanum* c'est peut-être tout ce qui nous reste de cet antique monument.

A droite, émerge à son ombre le modeste clocher de Notre-Dame-de-la-Place, tel qu'il se voit actuellement.

En cherchant bien encore, on pourrait peut-être reconnaître dans la masse des constructions, l'antique église de Notre-Dame-du-Vivier, son emplacement dans un fond, puisqu'elle était au bord de l'eau, la rend moins sensible.

Il n'est pas jusqu'à l'ancien moulin à vent, situé sur la vieille motte seigneuriale près Saint-Pierre, qu'on ne retrouve sur ce plan d'ensemble.

C'est donc une réelle bonne fortune que ce relevé de la ville de Sées, unique dans son genre, ait pu autrefois être retrouvé et acheté par M. Dubois-Guchan, puisque depuis lors il a été gracieusement concédé à la ville de Sées, et figure maintenant, pour y être conservé, dans une des salles de son Hôtel de Ville.

L. DUMAINE

Chanoine-Archiprêtre

BIBLIOGRAPHIE

Conférence donnée aux Dames de la Croix-Rouge à l'Hôtel de Ville d'Alençon, le mercredi 2 mars 1898, par M. l'abbé L.-V. DUMAINE, Chanoine-Archiprêtre de la Cathédrale de Sées. In-8°, 30 p., Sées, V° Leguerney-Montauzé, 1898.

Tout ce qui touche à l'armée a le don d'intéresser les cœurs français ; la Société de la Croix-Rouge, qui a pour but de secourir le soldat blessé ou malade, appelle à ce titre l'attention et la sympathie.

Supprimer la guerre serait assurément la perfection ; mais à défaut de cet idéal impossible à atteindre, adoucir la guerre est encore une noble mission ; c'est principalement celle de la femme.

Nos Sœurs de Charité, ou plus exactement nos religieuses de tout ordre, ont donné leurs preuves à cet égard et leur belle conduite pendant l'année terrible est encore dans toutes les mémoires ; mais la dame du monde elle-même n'a pas voulu leur laisser le monopole du dévouement. Hélas ! en fait de dévouement et de courage, la guerre a le triste privilège de faire appel à tous les concours. Donc, pendant que le soldat défend la Patrie les armes à la main, la femme, qui ne peut porter le mousquet, ne la protège peut-être pas d'une manière moins efficace à l'hôpital, à l'ambulance et parfois jusque sur le champ de bataille.

M. l'abbé Dumaine, qui, en 1871, a rempli les fonctions d'aumônier militaire, était naturellement désigné pour prêter le secours de sa chaude et sympathique parole à la réunion des Dames de la Croix-Rouge d'Alençon. Une belle parole au service de la plus magnifique des causes, était-il possible de désirer mieux ?

M. Dumaine, se souvenant du reste qu'il est prêtre, n'a pas jugé que son discours dût se borner à de stériles compliments ;

il avait aussi à instruire ; il n'y a pas manqué. Le rôle de la femme dans la société, dans la famille, à l'ambulance ; ce sujet devait lui fournir l'occasion de dire bien des vérités utiles.

Dans la société, le rôle de la femme doit être avant tout un rôle de paix et de réconciliation. Que ne peut-elle pas pour l'apaisement des passions, pour l'union des esprits et des cœurs ? Aussi, je ne crains pas de le dire, la Dame de charité a plus fait pour la pacification sociale par ses visites dans la mansarde du pauvre, par ses bonnes paroles et ses bonnes œuvres que bien des économistes avec leurs grandes théories et leurs gros livres. Et le secret de son pouvoir, c'est que d'ordinaire la femme française est chrétienne ; elle a des réponses précises et des vues claires là où trop souvent le savant n'a que des principes incertains et de vagues formules ; elle est compatissante et sait le chemin des cœurs ; elle pleure avec celui qui pleure, elle a des baumes pour toutes les blessures, des consolations pour tous les désespoirs.

La femme dispose encore d'un autre pouvoir, l'exemple : exemple du travail, qui n'est pas seulement un moyen de conjurer la misère, mais un devoir pour tous, un remède contre la tentation et une sorte de noblesse morale ; exemple même de l'instruction. L'instruction est obligatoire pour les enfants, on le sait assez, mais elle est obligatoire également pour les grandes personnes. Les vieux, eux aussi, sont tenus de lire, non seulement dans les livres, à condition toutefois que ce soit autre chose que le roman à la mode ; mais surtout dans les âmes, et d'apprendre à en connaître les besoins afin de les apaiser, les douleurs afin de les consoler.

Dans la société, la femme est une puissance ; au foyer domestique elle est véritablement reine. Si elle ne commande pas positivement, ce que je ne garderai bien de lui demander ; que d'autres moyens n'a-t-elle pas à sa disposition pour en venir à ses fins !

On a appelé Marie la toute-puissance suppliante ; est-ce que nos mères, nos femmes, nos sœurs n'obtiennent pas de nous tout ce qu'elles veulent, sans même avoir besoin de supplier ? Ce sceptre, personne ne leur conteste.

Régnez donc, Mesdames, leur dit M. l'abbé Dumaine ; mais régnez par la bonté ; car c'est là le plus bel attribut de la puis-

sance souveraine. Régnez par la patience ; car avec tous les heurts de la vie et tous les froissements qui la remplissent, il n'y a pas de bonté sans patience. Soyez le rayon qui dissipe les nuages, jamais la tempête qui les assemble. Que l'aménité de votre caractère et votre affabilité soient la joie de votre intérieur ; sachez vous donner, donner votre affection, donner vos soins, donner votre temps et votre cœur ; c'est encore la bonté ; mais de plus, c'est votre force, votre force morale, la vertu, qui vous assure cet ascendant auquel rien ne résiste et qui se résume dans ce composé de grâce, de pureté, de dévouement et d'amour qu'on appelle la mère.

La guerre survenant (Dieu nous en garde !) la femme n'aurait qu'à transporter à l'ambulance les qualités de douceur, d'énergie et de dévouement quelle pratique si bien dans la famille ; mais cela ne suffit pas ; les fonctions d'ambulancière sont un art qui, comme tous les autres, demande un apprentissage.

L'ambulance, à l'instar de la plupart des institutions, a besoin de fonds ; il est nécessaire de les trouver, au moyen de quêtes ou autrement ; mais nos dames sont expérimentées en cette matière. Le soin des malades exige la dextérité de la main non moins que la chaleur du cœur ; je dirais volontiers qu'à cet égard encore toute leçon serait superflue. Et pourtant me serait-il permis d'ajouter qu'il y a aussi une science technique qui ne s'improvise pas et pour laquelle la bonne volonté serait insuffisante ? Les découvertes récentes de la médecine antiseptique imposent notamment de nouveaux devoirs à l'ambulancière. Pas de minces détails ; le moindre désordre, la plus petite négligence, peuvent devenir une cause de mort ; comme la propreté la plus scrupuleuse, un bandage bien fait, un lavage répété à propos contribuent à rendre la santé.

Pour s'encourager du reste, s'il en était besoin, que la dame d'ambulance songe à la sublimité de sa mission. N'est-elle pas le principal auxiliaire du médecin et de l'aumônier ? Et, pour tout résumer en un mot, n'est-ce pas elle qui tient auprès du jeune soldat blessé ou malade la place de la mère absente ?

H. BEAUDOUIN

Compte rendu des excursions botaniques de la Société linnéenne de Normandie aux environs de Domfront (Orne) et de Pré-en-Pail (Mayenne), les 5 et 6 juillet 1897, par M. l'abbé A.-L. LETACQ, aumônier des Petites-Sœurs des Pauvres d'Alençon. In-8°, 12 p. Caen, Lanier. Extrait du Bulletin de la Société Linnéenne de Normandie.

Si, comme cela est assez évident, les sciences naturelles ont fait, depuis un demi-siècle, d'immenses progrès dans notre pays, cet heureux résultat n'est-il pas dû en grande partie aux relations de plus en plus fréquentes qui se sont établies entre les naturalistes et notamment aux excursions qu'ils ont organisées sur les divers points de la région? Je dirais volontiers que l'excursion en commun entre naturalistes est en quelque sorte ce qu'est l'hôpital pour le médecin. Ces réunions sur le terrain, qui ne sont que la mise en commun des efforts de plusieurs; où l'on n'observe pas seulement avec ses yeux, mais avec les yeux de tous les autres; où l'on n'est pas seulement savant de sa propre science, mais de la science de tous les autres, ne peuvent manquer de favoriser les découvertes, et en fait, en ont déterminé un grand nombre. Il faut avoir participé à ces bonnes, franches et fructueuses promenades, pour en bien connaître le charme. On n'en revient jamais sans son petit profit personnel et sans la résolution arrêtée de travailler davantage soi-même et d'aider de son mieux le voisin à étendre le champ de la science. Je ne parle que pour mémoire des agréments d'une saine et belle nature, des relations de loyales amitiés. On a appelé parfois nos modestes associations locales des sociétés d'admiration mutuelle; ne serait-il pas plus exact de les appeler des sociétés d'émulation et d'excitation mutuelles?

Il pourrait sembler que j'oublie mon sujet spécial pour ne m'occuper que des Sociétés de naturalistes en général; mais la Société linnéenne n'est-elle pas une des premières et des meilleures de notre province de Normandie, et tout ce que je viens de dire ne s'applique-t-il pas à elle de la façon la plus complète? Honneur donc aux Linnéens qui tiennent si dignement le drapeau de la science locale et que chaque coin de la Normandie est si heureux de posséder à son tour!

H. BEAUDOUIN.

Faune de la Normandie, par Henri Gadeau de Kerville. Fascicule IV. Paris, J.-B. Baillière, 1897. Extrait du *Bulletin de la Société des Amis des Sciences naturelles de Rouen*, 2^e semestre, 1896.

Ce gros volume de plus de 500 pages est simplement une petite partie du grand ouvrage de M. Gadeau de Kerville sur la Faune de la Normandie. Il comprend les reptiles, les batraciens et les poissons, avec un supplément aux mammifères et aux oiseaux. Pour chaque espèce, l'auteur donne : 1^o sa synonymie ou liste de ses noms tant savants que vulgaires ; 2^o sa description, avec parfois des observations et des notes plus ou moins curieuses ; 3^o l'indication précise et complète des localités où on l'a signalée ; 4^o des renseignements bibliographiques précieux.

Cet ouvrage, édité avec un véritable luxe, ne pouvait être, au moins en partie, autre chose qu'une compilation ; mais cette compilation est faite avec l'intelligence et les soins du vrai savant. Parmi ses innombrables références, les membres de la Société historique remarqueront avec plaisir celles qui se rapportent à leur savant confrère M. l'abbé Letacq. Son nom et ses ouvrages sont mainte et mainte fois cités ; ses observations analysées ou même rapportées in-extenso ; principalement à propos des reptiles, des batraciens et des oiseaux. On conviendra du reste qu'il n'en pouvait guère être autrement, si l'on songe que pour ce qui concerne le département de l'Orne, ses brochures, si complètes d'ailleurs, comprennent à elles seules presque tout ce que nous possédons sur ces diverses branches de la zoologie.

H. BEAUDOUIN

Petite Flore mancelle contenant l'analyse et la description sommaire des plantes vasculaires de la Sarthe, par AMB. GENTIL, professeur de Sciences physiques et naturelles au lycée du Mans, président de la Société d'Agriculture, Sciences et Arts de la Sarthe, officier de l'Instruction publique. Troisième édition. Le Mans, Typ. Monmoyer, 1898, in-8^o, 256 p., prix 3 fr. 50.

Le premier monument de la flore sarthoise remonte à l'année 1733 ; c'est un manuscrit sans nom d'auteur conservé à la

bibliothèque du Mans, qui contient quelques notes précieuses sur des stations de plantes aux environs de cette ville.

Vers la fin du siècle dernier, Maulny, professeur au Mans, s'occupa avec zèle de la faune et de la flore régionale ; ses recherches faites à une époque, où l'histoire naturelle analytique n'était guère qu'à ses débuts, dénotent un observateur habile, et les catalogues qu'il a publiés présentent encore un véritable intérêt scientifique.

Les deux périodes décennales de 1820 à 1840 furent brillantes pour la botanique dans le Maine : Diard à Saint-Calais, Goupil à la Flèche, Cauvin, Guéranger, Anjubaut et surtout Desportes au Mans, parcoururent en tous sens cette belle province ; les environs du Mans, dont les terrains si variés présentent une végétation des plus riches, furent avant tout l'objet d'explorations assidues ; mais ces intrépides chercheurs n'eurent garde malgré des difficultés presque insurmontables à une époque, où les voies de communication étaient peu nombreuses, de négliger les autres parties de la région. La vallée du Loir, Montmirail, Sablé, Beaumont, les forêts de Perseigne et de Sillé, la belle colline calcaire de Chaumiton, la région si pittoresque de Saint-Léonard des-Bois, qui n'était alors, comme au temps du vieil historien manceau Le Corvaisier (1), « qu'une « solitude affreuse à la vue, inégale en sa situation et « inaccessible en son abord, à cause des bois, des rochers et « des précipices qui l'environnent de toutes parts », furent visitées avec soin et étudiées avec succès.

La cryptogamie elle-même, malgré le défaut d'ouvrages élémentaires et d'instruments d'observation perfectionnés, comptait dans le Maine de fervents adeptes. M^{me} Cauvin, qui était en correspondance avec le célèbre mycologue anglais Persoon, s'occupait des Lichens et des Champignons ; Diard à Saint-Calais, Anjubaut, qui venait chaque année herboriser aux environs de Fresnay, portaient plus spécialement leur attention sur les Mousses et les Hépatiques ; l'herbier Diard, qui fait aujourd'hui partie des collections du Séminaire de Précigné, est un document important à consulter pour la bryologie sarthoise.

La *Flore de la Sarthe et de la Mayenne* publiée par Narcisse

(1) *Histoire des évêques du Mans*, p. 152.

Desportes en 1838, n'est que le résumé ou, si l'on veut, le tableau synoptique de toutes ces recherches. Afin de propager le goût de la Botanique et en faciliter l'étude, l'auteur s'était attaché à composer un ouvrage méthodique, d'un emploi facile pour les commençants, et en rapport avec l'état actuel de la science.

Mais, comme le dit Cuvier, la science, par sa nature, fait des progrès chaque jour ; il n'est point d'observateur qui ne puisse renchérir sur ses prédécesseurs pour les faits, ni de naturaliste qui ne puisse perfectionner leurs méthodes (1). Aussi depuis Desportes les observations de MM. Manceau, Bône, Crie père et fils, Legué, Huard et Gentil eurent-elles pour résultat d'amasser de nouveaux et importants matériaux, qu'il s'agissait de mettre en œuvre.

M. Gentil, déjà connu du monde savant par ses publications si intéressantes et si consciencieuses sur les Vertébrés de la Sarthe, fit paraître en 1884 la *Petite Flore mancelle* écrite pour les élèves et s'adressant particulièrement à ceux qui débutent. Le principal mérite d'un ouvrage élémentaire est d'être pratique, c'est-à-dire de donner aux travailleurs le moyen d'arriver à une prompte détermination des plantes. Des clés analytiques sont indispensables ; dans les descriptions, il faut éliminer les détails secondaires pour mettre en relief les caractères stables, constants, mais aussi faciles à saisir, qui sont essentiels à l'espèce ; des notes sur la dispersion des plantes, leurs stations et les principales variétés qu'elles font naître, sont également de rigueur. Les herborisations multipliées de M. Gentil, sa longue habitude de l'enseignement lui ont permis de satisfaire à toutes ces exigences, et son livre nous paraît un modèle à suivre. Au reste, le public s'est chargé lui-même d'en faire l'éloge ; une seconde édition était devenue nécessaire en 1889 et cette année l'auteur vient de nous donner la troisième.

Est-il besoin de dire qu'il a apporté à chacune d'elles d'utiles modifications, grâce aux excursions qu'il dirige toujours avec tant de compétence et de savoir sur les différents points de son département ; j'en puis parler en connaissance de cause, puisque chaque année les botanistes du Mans et d'Alençon ont la bonne

(1) *Éloge de Lacépède.*

habitude de se réunir une ou deux fois pour herboriser en commun.

Pour les plantes rares, l'auteur ne donne que des renseignements, dont il a pu lui-même contrôler l'exactitude. « J'ai vérifié, dit-il, par mes yeux ou par des échantillons de provenance certaine les localités citées sans autre indication, me bornant d'ailleurs à une ou deux pour les espèces rares. Plusieurs m'ont été signalées par mes amis, en particulier MM. Thériot, Legué, Monguillon, Launay, Beaudouin, Bourmault, Lemée, Léveillé, Chenon, Letacq, Cousturier, Ninck, Rommé, Roquet, Ragot, Gendrot, Déan, Coilliot et quelques-uns de mes élèves. » Il y a là un exemple de probité scientifique à laquelle la Société Botanique de France a voulu rendre dernièrement un public hommage.

Ce nouveau travail contribuera, n'en doutons pas, au progrès de la botanique dans la Sarthe ; elle y compte au reste de nombreux amateurs ; par ses écrits, par ses herborisations publiques, par ses leçons orales, notre savant ami a fait école ; il a su donner à plusieurs jeunes gens le goût des recherches scientifiques, et chaque année il voit s'augmenter le nombre de ses disciples.

Il serait bien à désirer que chaque département possédât un ouvrage analogue à celui de M. Gentil. La végétation de la France serait bientôt connue d'une façon complète. Ceux-là même qui cherchent dans la botanique une diversion à d'autres études pourraient aussi en profiter. A la campagne par exemple, où la nature est particulièrement riche de ses merveilles, combien de personnes instruites, disposant de quelques loisirs, seraient heureuses de pouvoir déterminer la plante, qu'ils foulent aux pieds, la fleur dont ils admirent l'élégance et la beauté, d'en connaître les propriétés, de savoir le parti qu'elles peuvent en tirer. En outre de ces avantages, la botanique, comme les autres parties de l'histoire naturelle, nous habitue au grand art de la méthode en nous donnant la pratique des classifications ; elle nous inspire l'amour du travail en livrant sans cesse de nouveaux aliments à notre désir naturel de savoir, et devient ainsi une sauvegarde contre l'oisiveté et les distractions dangereuses ; enfin elle nous élève vers le but suprême des sciences physiques, qui est la glorification de Dieu dans ses œuvres.

A.-L. LETACQ.

PROCÈS - VERBAUX

Séance du 5 Mai 1898

PRÉSIDENCE DE M. L'ABBÉ DUMAINE, VICE-PRÉSIDENT

Dons de M. l'abbé DUMAINE, dont quelques-uns viennent de la succession de notre ancien confrère, M. DUBOIS-GUCHAN.

A l'unanimité, la Société décide que sa réunion solennelle n'aura pas lieu à Alençon pendant le Concours, mais plus tard dans l'arrondissement de Mortagne; à défaut du Président, M. le Comte DE CONTADES, retenu par la maladie, la présidence sera dévolue au plus ancien Vice-Président, M. le Vicomte DE BROG.

Désormais, la Société se réunira le premier jeudi de chaque mois.

Séance du 2 juin 1898

PRÉSIDENCE DE M. L'ABBÉ DUMAINE, VICE-PRÉSIDENT

M. DE CONTADES, maintenant en pleine convalescence, se met à la disposition de la Société. Cet heureux événement fait surseoir à la fixation de la date et du lieu de la séance publique. M. de Contades donnera son avis dans la séance prochaine du vendredi 24 juin.

M. Paul HAREL nous fait part officiellement du projet que l'on a formé d'élever à Argentan un monument à M. Gustave LE VAVASSEUR. L'Académie sera représentée à l'inauguration par M. le duc D'AUDIFFRET-PASQUIER, membre de la Commission, et par M. DE HÉRÉDIA, qui doit porter la parole ; mais on ignore encore l'époque précise de cette fête.

M. PONSIN, architecte de Montmorency, a envoyé toute une liasse de documents sur Vrigny, au canton de Mortrée. M. l'abbé RICHER se charge de faire un rapport sur ces manuscrits.

M. l'abbé LETACQ demande des renseignements sur un abbé Lefrou, peut-être élève de l'École centrale, qui fonctionna au Collège d'Alençon de 1799 à 1803, et qui a pu être le collègue ou l'élève de Renaut. Cet abbé, mort dans le diocèse de Blois en 1840, est peu connu jusqu'ici.

Séance du Vendredi 24 Juin

PRÉSIDENCE DE M. LE COMTE DE CONTADES, PRÉSIDENT

Sur l'assurance de M. Paul HAREL, qui regarde comme certain que l'inauguration du monument élevé à la mémoire de M. Gustave LE VAVASSEUR aura lieu au plus tard en octobre, la Société abandonne pour cette année le dessein de tenir à Mortagne sa séance solennelle. Cette séance sera tenue à Argentan la veille du jour fixé pour l'érection du monument.

On prend des précautions pour réduire à une taille convenable le troisième Bulletin de cette année.

Sur la proposition de M. Fernand DE MALLEVOUE, on décide que l'on ménagera dans le Bulletin une place, pour un questionnaire qui permettra aux travailleurs de se renseigner auprès de tous les membres de la Société. Ce questionnaire sera soumis

préalablement au Comité de publication, qui, pour cette raison, et pour d'autres encore, se réunira le premier mardi de chaque mois, deux jours avant les séances mensuelles.

M. l'abbé RICHER nous donne connaissance de ce qu'il a trouvé dans la liasse de pièces qui avait été envoyée de Montmorency : M. le Président nous fait connaître les liens qui existent entre ce lieu et les marquis de Vigny.

M. DUVAL nous offre la copie d'une longue inscription tirée d'une chapelle de Vimoutiers. C'est un catalogue d'Indulgences accordées à la Confrérie de Charité. Ce document a été imprimé ailleurs entre 1820 et 1830.

Le manque d'espace nous force de réunir à celle du quatrième Bulletin la liste des ouvrages reçus en dernier lieu.

OUVRAGES REÇUS DEPUIS LA SÉANCE DU MARDI 18 JANVIER

Analecta Bollandiana, tome XVI, fasc. III et IV.

Le Cidre, 15 décembre 1897, 15 janvier 1898, 15 mars 1898, 15 avril 1898.

Bulletin de la Société archéologique du Midi de la France, n° 20.

Revue catholique de Normandie, 15 janvier 1898, 15 mars 1898, 15 mai 1898.

Mémoires de l'Académie de Caen, 1897.

Revue de l'Avranchin, année 1897, n° 8 ; année 1898, n° 1.

Bulletin de la Société des Amis des Sciences et Arts de Rochechouart, t. VII, n° 5.

Bulletin de la Société des Antiquaires de l'Ouest, 3^e trimestre 1897.

Kongl. Vitterhets Historie, Stockholm, 1898.

Société normande de Géographie, novembre-décembre 1897.

Mémoires de la Société d'Archéologie d'Avranches et de Mortain, t. XIII.

Bulletin de la Société de Géographie de Rochefort, t. XIX, n° 4.

Bulletin de la Société archéologique d'Eure-et-Loir, mars et avril 1898.

Bulletin de la Société des Amis des Sciences de Rochecouart, t. VII, n° 6.

Société normande de Géographie, janvier-février 1898.

Documents sur la Province du Perche, janvier 1898.

Bulletin de la Société de l'Histoire de Normandie. Procès-verbaux 1897.

Bulletin de la Société archéologique du Midi de la France, du 31 août 1897 au 15 mars 1898.

Bulletin de la Société philomatique vosgienne, 1897-1898.

Mémoires de la Société d'Agriculture, Sciences et Arts d'Angers, année 1897.

L'Hôtel de Ville du Mans, par M. Robert TRIGER.

L'Art public, revue. Bruxelles, mai 1898.

Annales de N.-D. des Champs. Sééz, de novembre 1897 à mai 1898.

La Croix de l'Orne, 27 mars 1898.

Les Sciences populaires, publication de M. VIMONT, à Paris, de décembre 1897 à avril 1898.

L'ÉGLISE DE SAINT-MARTIN

D'ARGENTAN

(Suite et fin).

Il y eut encore des querelles en 1725, qui fut l'une des années les plus malheureuses que la France ait jamais eues à supporter. Aux fautes du gouvernement, à la chute de la banque de Law, vint s'ajouter une véritable famine. Les mois de mai et de juin furent constamment pluvieux ; le curé d'Argentan et le trésorier en charge envoyèrent à Fleuré, pour demander à Mgr Turgot l'autorisation de faire des prières publiques et d'exposer les reliques de saint Mansuet. On descendit en effet le jour de saint Gervais, 19 juin, ces reliques vénérables et on les promena autour de l'église. Le 8 juillet, elles furent portées en procession chez les PP. Capucins.

Mais, voilà que le clergé de Saint-Martin, qui était dans son année de préséance, refusa de prendre part à la cérémonie. Le temps continua cependant d'être mauvais jusqu'au 8 juillet, et Mgr Turgot commanda que l'on fit les prières des Quarante-Heures. Elles commencèrent à Saint-Martin le 3 juillet et se firent à Saint-Thomas, aux Jacobins, aux Capucins, à Saint-Germain et aux Sainte-Claire ; on donnait chaque soir dans toutes les églises la bénédiction du Saint-Sacrement. Malgré toutes ces cérémonies, la moisson fut complètement nulle ; on put à peine sauver du milieu des pluies une petite quantité de grain de mauvaise qualité. Le prix du blé monta du mois de juin au mois d'août de 9 livres à 15 livres le boisseau, ce qui était alors considérable. Le désespoir était général, surtout à la campagne ; on ne trouvait ni pain ni grain chez les boulangers. Des émeutes éclatèrent en plusieurs villes ; l'intendant de Rouen fut menacé de mort ; celui de Caen dut chercher un

refuge dans le château et sa maison fut pillée. Le continuateur de Thomas Prouverre nous rapporte qu'il y eut aussi des émeutes à Lisieux, à Alençon, à Falaise. Argentan, dans cette circonstance, fit venir de Lisieux et d'Honfleur du blé que l'on vendait à prix réduit, « ce qui fut d'un grand secours pour tout le monde », dit l'écrivain que nous suivons.

En 1730, les querelles religieuses eurent pour objet les sépultures. Le 27 août de cette année, le sieur Chanville, trésorier, exposa au conseil les faits suivants : Jean Pillou, boulanger d'Argentan, était mort, et on se préparait à l'enterrer dans l'église de Saint-Germain, lorsque le trésorier de Saint-Martin fit opposition par une requête datée du 2 février, et portant que le sieur Pillou avait déclaré de son vivant qu'il voulait être inhumé à Saint-Martin, et que ses ancêtres étaient paroissiens de cette église et y avaient reçu la sépulture. Les parties furent déférées au greffe ; le sieur de Chanville prit à témoin le curé et la famille du défunt pour les faire attester que de son vivant Pillou avait demandé à être enterré à Saint-Germain, que son mariage s'y était célébré et qu'il l'avait toujours regardé comme son église paroissiale ; qu'il y avait toujours accompli son devoir de chrétien et qu'il y avait fourni tout le pain bénit des trépassés. Cependant une sentence intervint, et il fut ordonné d'enterrer Jean Pillou à Saint-Martin.

Avant la réclamation qu'avait faite, le 27 août, le sieur de Chanville, il s'était déjà présenté un fait analogue. Le sieur du Bois des Estres, originaire de la paroisse de Francheville, mourut le 17 août à Argentan, rue de la Chaussée, où il demeurait depuis son mariage avec la demoiselle Renaut. Alors, le sieur d'Yberville, trésorier en charge de l'église Saint-Martin, présenta une requête au siège du bailliage, pour demander que l'inhumation se fit dans son église. Les lieutenants généraux étaient absents ; M. le Vicomte, sans appeler même les parties, accorda la demande qui lui était faite ; et l'ordonnance fut signifiée au sieur de Chanville, qui présenta aussitôt une requête en opposition. Cette requête fut rejetée par M. le Vicomte, et ce fut l'occasion du rapport du 27 août ; mais ce rapport n'eut pas plus de succès que la requête ; le conseil du bailliage ne délibéra même pas.

Au milieu de ces querelles interminables, l'église de Saint-

Martin n'était pas sans souffrir aussi des dégâts extérieurs. En 1735, elle fut frappée de la foudre ; le chœur en fut fort endommagé, ainsi que le beffroi, les vitraux et le rétable du grand autel ; toute la dorure fut noircie, et les réparations, s'ajoutant à celles qu'on avait été obligé de faire après l'accident de 1701, causèrent un grand dommage au trésor de l'église.

Une humiliation fut aussi infligée à l'administration de Saint-Martin, en 1741 ; nous n'en connaissons pas trop la cause. Mgr Louis-François Néel de Christot, évêque de Séez et abbé de Silly, vint à Argentan pour y faire sa visite pastorale et porta le Saint-Sacrement le jour de la *convention* des prêtres, qui se célébra le 15 juin. La procession alla à Notre-Dame et à Sainte-Claire ; un grand nombre d'ecclésiastiques y assistèrent ; le prélat donna la Confirmation le même jour à Saint-Germain, aux Capucins et à Notre-Dame ; mais il ne paraît pas avoir été à Saint-Martin. Était-ce de dessein prémédité ? avait-il ou non des raisons ? c'est ce que nous ignorons complètement. Peut-être était-ce une mesure de prudence ; car il y eut encore ce jour-là à Saint-Germain entre le lieutenant des maréchaux, d'Avesgô du Valheureux, et le trésorier en charge, du Mesnil-Tirmois, un incident de préséance très regrettable, dont le récit est étranger à notre sujet.

L'année suivante, 1742, le 12 septembre, mourut M. Boirel, curé d'Argentan, qui fut inhumé dans le sanctuaire de Saint-Germain, du côté de l'évangile. Sa tombe, réparée par M. Dameyron, curé d'Argentan, en 1859, se trouve maintenant à l'extrémité supérieure du chœur. M. Boirel était un prédicateur de grand mérite ; ses prônes surtout étaient fort goûtés. Il eut pour successeur messire Michel-Fabien Folloppe, fils d'un apothicaire de Caudebec, nommé par M. de Fourcy, abbé de Saint-Wandrille ; le nouveau curé prit possession de sa cure le samedi 29 septembre et fit ce jour-là même sa première apparition à Saint-Martin.

Ce fut l'année suivante, 1743, que l'on acheva d'imprimer les nouveaux livres liturgiques. Le Breviaire avait été publié en 1737 par Mgr Lallemand, mort depuis en 1740. Ces nouveaux livres ne furent admis en usage à Argentan qu'en 1747. Ce fut un changement, dit Lantour-Montfort déjà cité, « qui causa beaucoup de troubles dans cette église et une cacophonie affreuse dans le chant ».

L'année suivante, 12 février 1744, mourait, à l'âge de 88 ans, messire Jean-Gabriel Hérouard, archidiacre du Houlme, dont nous avons parlé plus haut. Son corps fut d'abord porté à Notre-Dame, puis inhumé au haut du chœur de Saint-Germain, près de la porte qui conduisait à la sacristie. On célébra ses funérailles au milieu d'un immense concours, d'autant plus qu'il avait légué en mourant 200 livres à l'église de Saint-Germain.

En 1746, la Fête-Dieu se trouvait le 9 juin et Saint-Germain était dans son année d'honneurs. L'inconstance de la température empêcha de faire la procession avant la grand'messe; on la fit après, avec les ornements les plus précieux de l'église. Le temps fut assez favorable, pendant qu'on faisait les stations de Saint-Martin, de Notre-Dame, de Saint-Jacques, de Saint-Jean, de Saint-Louis, de Sainte-Claire et des Jacobins; mais la pluie commença au moment où l'on sortait de cette dernière église, et il fallut y laisser le Saint-Sacrement avec tous les ornements. Il y eut un sermon; et à trois heures, le clergé d'Argentan tout entier, avec Messieurs de la justice se réunirent chez les PP. Jacobins. La procession reprit sa marche et se termina par les stations des PP. Jacobins, de Saint-Thomas et de Saint-Germain.

Un différend considérable fut terminé en 1750. Nous avons dit que les chapelains de Saint-Thomas avaient tenté de se soustraire à la juridiction pastorale, mais que leur projet avait été entravé par les réclamations du curé. Les contestations recommencèrent en 1737; le Parlement rendit deux arrêts sans terminer l'affaire; enfin le Conseil du roi, par un arrêt du 18 avril 1749, désigna des experts. Ce furent : Camus de Pontcarré, conseiller du roi en son Conseil et premier Président au Parlement de Normandie; Louis-François Néel de Christot, évêque de Séez, et Robert-François-René Le Sens de Folleville, procureur général au dit Parlement. Ces arbitres rendirent leur arrêt définitif le 21 avril 1750. La pièce entière se trouve dans l'abbé Laurent. L'arrêt faisait autant que possible la part de chacun équitable.

Les fondations de Saint-Germain et de Saint-Martin furent notablement réduites pendant ce siècle, à deux reprises différentes : en 1767 et en 1785. Voici en quelques mots l'histoire de cette double réduction, importante pour le temps.

Lors du désastre du papier-monnaie, au temps de Law, en 1719 et 1720, les trésors des deux églises avaient perdu plus des trois quarts de leur revenu, et les trésoriers avaient dû opérer d'eux-mêmes une réduction, sans consulter l'autorité épiscopale ; mais, en 1726, Mgr Turgot, sur une requête des chapelains, avait diminué considérablement le service personnel qui leur était imposé ; seulement cet acte épiscopal ne fut pas sans susciter un certain nombre de difficultés ; il fallut plusieurs années pour le faire mettre pleinement à exécution. Posée en principe le 20 octobre 1720, la réduction ne produisit son effet qu'en 1728, ou même au commencement de 1729. L'abbé Levon, dans ses *Mémoires*, la trouve injuste envers les fondateurs et même envers la fabrique ; elle fut d'ailleurs fort mal appliquée ; et, plusieurs années après, on comprit qu'elle était vicieuse de tout point, qu'il y manquait surtout la sanction de l'évêque, et on travailla à changer les conditions. Le 7 septembre 1752, Michel Folloppe, curé des deux paroisses de Saint-Germain et de Saint-Martin, de concert avec les trésoriers de sa cure, présenta à son nouvel évêque, Mgr Néel de Christot, une requête qui lui signalait cette réduction faite par Mgr Turgot, sans formalité, verbalement, et par conséquent très irrégulière ; il priait le prélat de la régulariser. Mgr Néel de Christot répondit à cette demande par une ordonnance publiée le 13 février 1757, et indiquant les formalités à remplir pour bien faire cette opération. Le prélat rappelait que, le 7 septembre 1752, il avait commis le sieur Tavernier, prêtre, pour dresser un procès-verbal des fondations ; cet acte fut publié le 1^{er} juillet 1753 et suivi trois jours après, 4 juillet, d'une requête émanant du curé et des trésoriers ; commission fut donnée au sieur Dadin, chanoine de la cathédrale et official, d'entendre les parties intéressées ; un procès-verbal non contesté fut dressé par le commissaire épiscopal le 20 du même mois. Le prélat rappelait que, sur les revenus établis, le trésor avait droit à un cinquième, pour l'indemniser des charges dont il avait dû s'acquitter, et qu'il convenait en outre qu'on lui accordât un autre cinquième pour la fourniture du pain, du vin, du luminaire et des ornements nécessaires au culte. Le procès-verbal du chanoine Dadin attribuait à l'ensemble des fondations une somme de 709 livres 12 sols et 6 deniers, plus une rente payable en billets de banque et montant à la somme

de 448 livres 17 sols 6 deniers, en tout 1,158 livres 10 sols. Pour cette somme, le clergé était tenu de chanter environ 14 matines, 41 vêpres, 84 vigiles des trépassés, plusieurs *Libera*, 497 messes du jour, votives, ou de *Requiem* et de dire 261 messes basses. Chacun de ces offices ou services était ordinairement terminé par un *Libera* ou autres répons des Morts, avec les versets et les oraisons convenables.

A cette occasion, M. de Tirmois, conseiller du roi, ancien avocat royal au bailliage et conseiller d'honneur au dit siège, entreprit, de concert avec Pierre Sennegon, prêtre, trésorier en charge de l'église de Saint-Germain, de dresser en 1753, l'inventaire de tous les titres que possédait le trésor. Il semble que cette besogne si utile, et qui n'avait pas été faite depuis longtemps, fut négligée à Saint-Martin. Cependant beaucoup de pièces non en règle furent découvertes ; on ne put faire qu'imparfaitement les réductions ; et, en 1785, une autre requête fut adressée à l'évêque de Sées, qui était alors Mgr Duplessis d'Argentré. Le 2 mars de cette année, les sieurs Chappéy, bachelier de Sorbonne, curé d'Aunou et doyen d'Argentan, et le sieur Levon, *condonné* de l'hospice, titulaire des chapelles de Saint-Jean-Baptiste du château de Méday et de Saint-Nicolas du château d'Almenèches, furent chargés de dresser un nouveau procès-verbal des revenus et des charges. Une requête fut adressée, d'après ce procès-verbal, aux commissaires épiscopaux. On se plaignait de ce que la réduction de 1757, faute d'un examen assez sérieux, n'avait pas assez ménagé tous les intérêts. Mgr d'Argentré tint compte de ces observations, rétablit quelques fondations supprimées, régla les autres et fixa les honoraires ; son ordonnance est du 15 avril 1785 ; il y est question de l'office de sainte Barbe, que l'on célébrait pour les tailleurs ; de ceux de saint Crépin, patron des cordonniers ; de saint Étienne, patron des fabricants de drap ; de sainte Madeleine, patronne des boulangers ; de la Purification de la Sainte-Vierge, fête patronale des chandeliers, et de la fête de saint Eloi, patron des maréchaux ; tous ces offices furent réduits, et il semble que tout le monde trouva la réduction juste ; car il n'y eut aucune réclamation.

Un petit mémoire curieux, daté du 19 février 1752, nous prouve la différence que l'on faisait entre les salaires des divers sonneurs

de la ville d'Argentan, selon le poids des cloches qu'ils avaient à sonner. On y voit que le salaire des sonneurs de Saint-Germain était de 4 livres, celui des sonneurs de Saint-Martin de 3 livres ; ceux de Saint-Jacques percevaient 1 livre et ceux de Saint-Thomas 1 livre 10 sols. Il s'agit des glas funèbres sonnés au décès de M. le marquis d'Osmont, gouverneur d'Argentan. Ce compte est tiré des registres du receveur syndic, conservés dans le chartrier de l'Hôtel de Ville.

Mais il était écrit que chaque cérémonie religieuse susciterait quelque querelle dans le clergé argentanais. L'église de Saint-Germain, dans laquelle se célébraient, comme nous l'avons dit, toutes les cérémonies qui touchaient au civil, faisait aux officiers l'honneur de leur réserver les quatre stalles du chœur qui se trouvaient les plus rapprochées du sanctuaire ; celles de droite étaient pour les officiers du bailliage et celles de gauche pour les officiers de l'Hôtel de Ville ; les employés inférieurs se mettaient devant leurs chefs, dans des chaises disposées au milieu du chœur ; plus tard, le clergé consentit à ce que les officiers et leurs subalternes fussent sur des chaises ; les officiers dans le sanctuaire même et les subalternes derrière eux. Or le mardi 21 juin 1774, on célébrait un service solennel pour le roi Louis XV, qui venait de mourir. Le catafalque était dans le chœur, ce qui causa quelque trouble dans les placements des officiers civils. Ceux du bailliage se plaignirent au curé de ce que leur présence causait du trouble, et ils demandèrent un règlement pour éviter toute contestation à l'avenir. Cette première affaire n'eut pas de suite ; mais le 15 août suivant, les procureurs se présentèrent pour la procession du vœu de Louis XIII, prétendirent occuper toutes les stalles et placer dans celle du curé lui-même leur premier officier. Le clergé refusa d'autres stalles que les quatre qui étaient depuis longtemps concédées aux officiers laïques et proposa d'en revenir à l'ancien et primitif usage. Mais les officiers du bailliage gardèrent leur pensée et réveillèrent la querelle le lundi 15 juin 1775, à l'occasion de la Fête-Dieu. Le clergé, s'étant rassemblé le mercredi 14, répondit que jamais les officiers civils n'avaient occupé les stalles le jour de la Fête-Dieu ; mais qu'on leur concéderait cependant celles qu'ils occupaient ordinairement, bien qu'ils n'y eussent aucun droit, non plus qu'à la fête de la Confrérie des prêtres et

à toutes les fêtes qui se célébraient à Saint-Martin. Les officiers du bailliage furent choqués et n'assistèrent pas à la procession. Le 17 juin, ils députèrent l'un d'entre eux au Parlement de Rouen, avec une requête faite en leur nom et au nom du Corps de ville. Le clergé, de son côté, députa deux de ses membres, et un arrêt de provision fut obtenu le 27 juin. Il portait qu'on devait agir provisoirement comme par le passé, en attendant que la cause fut plaidée au fond. Les officiers du bailliage sentirent leur cause perdue et sollicitèrent un arrangement ; les députés du clergé y consentirent volontiers, et les arbitres rédigèrent dans le sens de l'accord le nouveau règlement, qui fut signé du Président du Parlement, d'un Conseiller, M. de la Cauvinière, qui était prêtre, et du procureur général. Les clauses en furent mises à exécution pour la première fois dans la cérémonie du *Te Deum* que l'on chanta en l'honneur du sacre de Louis XVI ; mais le corps des avocats, ennuyé au chœur, parce qu'il ne se trouvait pas placé assez convenablement, se sépara des officiers du bailliage ; et d'un commun accord, on en revint aux chaises placées dans le sanctuaire ; les officiers renoncèrent à leurs places pour le jour de la Fête-Dieu et pour la fête de la *Convention* qui était celles de l'Assemblée des prêtres. Cet ordre nouveau fut suivi pour la première fois, le dimanche 12 mai 1776, à la procession solennelle du jubilé de l'année sainte. Un nouveau concordat fut conclu entre les ecclésiastiques, le bailliage, les avocats et les procureurs, et il fut fidèlement exécuté jusqu'à la Révolution.

Il est facile de constater que Saint-Martin avait une part quelque dans ces cérémonies religieuses, civiles et officielles ; et, si sa part était moindre, ce n'est pas que Saint-Germain eût sur aucun point la primauté : on choisissait cette église parce qu'elle était plus vaste. Nous avons pu remarquer que seul le défaut de place occasionnait les plaintes des officiers civils et leurs différends avec le clergé.

On a cité dans les dernières affaires une bulle du pape Pie VI, datée du 27 juillet 1779, et ayant trait à la Confrérie du Très Saint-Sacrement établie à Saint-Martin. Cette bulle, qui n'est probablement qu'un bref, se trouve, dit-on, mais mutilée, dans un placard de l'église de Saint-Martin, servant de chartrier. On peut encore lire le commencement, où le pape déclare qu'il veut

honorer l'église paroissiale de Saint-Martin. On serait désireux de savoir ce que contenait le bref ; quant au titre de paroissiale donné à Saint-Martin, nous avons assez vu ce qu'il signifie, dans cette circonstance comme dans toutes les autres ; nous n'y reviendrons pas.

Deux ans après la date assignée à ce bref peu connu, le 30 décembre 1781, mourut, à deux heures du matin, M. Folloppe, curé d'Argentan ; il eut pour successeur M. Dubrac, bachelier en théologie. L'inhumation de ce digne prêtre souleva encore une querelle entre les deux églises paroissiales. Dès le 10 février 1786, le bon curé avait écrit et remis entre les mains d'un abbé Leroux, un codicille de son testament ainsi conçu : « Si je meurs à Argentan, mon intention est d'être inhumé dans l'église de Saint-Germain ; car telle est ma dernière volonté ; et, en cas de contestation entre mes deux paroisses, d'être transporté dans l'église des Capucins ; car telle est ma dernière volonté. Argentan, le dix février mil sept cent cinquante-six. Folloppe, curé d'Argentan ».

Dès le jour de la mort du regretté curé, M. Le Devin, trésorier en charge de Saint-Germain, fit signifier le testament à M. Lasne, trésorier de Saint-Martin. Celui-ci fit opposition, et le lendemain, l'affaire fut portée devant messire Henri de Forges de Préménil, conseiller du roi, lieutenant-général, ancien procureur civil et criminel au bailliage d'Argentan, pour les vicomtés d'Argentan, Exmes et Trun, enquêteur et commissaire exécuteur aux dits sièges. Le trésorier de Saint-Germain réclamait l'exécution du testament ; et, bien qu'il n'y eût pas de caveau préparé dans l'église, le corps devait y être porté, puis inhumé provisoirement au cimetière. Le sieur Lasne répondait que la défense faite d'inhumer dans les églises empêchait l'exécution du testament de 1786, que le défunt curé, pendant sa dernière maladie, avait manifesté plusieurs fois le désir d'être inhumé à Saint-Martin, dans l'ancien tombeau des curés de la ville, qu'on l'avait vu tout pensif à la vue de ce tombeau, qu'on l'avait entendu répondre à ceux qui lui en faisaient l'observation, que c'était là qu'il devait être mis bientôt. Enfin, chose remarquable, il assura que les curés n'étaient nommés *que sous le vocable de Saint-Martin*, qui était le chef-lieu et l'église mère où ils devaient prendre possession. Cette prétention nous prouve

que les revendications de Saint-Martin par rapport à la prééminence ont continué jusqu'à la Révolution ; elles devaient trouver leurs racines dans l'importance primitive de cette église, qui était d'abord, tout le monde le reconnaît, plus considérable que celle de Saint-Germain. Le juge décida que les parties devaient instruire au principal, mais que, par provision, vu l'acte de 1756, le corps du sieur Folloppe, curé de la ville, devait être présenté en la forme ordinaire à l'église paroissiale de Saint-Martin et ensuite transféré, pour y être inhumé, dans le cimetière de cette paroisse. Le 12 février 1782, le trésorier en charge rendit compte au conseil de fabrique des procédures qui avaient eu lieu dans la circonstance et rappela qu'il était d'usage de faire célébrer pour tous les curés de la paroisse qui venaient à mourir un service funèbre, gratuitement et avec la plus grande solennité.

X Ce fut en ce temps que l'usage de placer les cimetières hors des villes commença de s'introduire. Dès le 15 juillet 1721, l'évêque de Séez, Mgr Turgot, défendit d'enterrer dans les églises et ne fit d'exception que pour les prêtres et pour les laïques qui avaient le titre de bienfaiteurs ; trente livres devaient être payées à la fabrique par tous ceux qui voudraient être enterrés dans les églises des villes. Mais ces efforts de l'épiscopat ne parvinrent pas à faire cesser l'usage qui était trop antique ; et en 1775, les membres de l'Assemblée générale du clergé représentèrent de nouveau au roi les inconvénients qui résultaient des inhumations trop fréquentes dans les églises et de la trop grande proximité des cimetières que l'on avait placés récemment hors des villes et des bourgs. Le Parlement de Rouen avait ordonné de son côté, en 1763, la suppression des cimetières vraiment insalubres ; le Conseil royal déclara donc, le 19 novembre 1776, que personne désormais ne pourrait plus être enterré dans les églises, sinon les archevêques, évêques, curés, patrons des églises, haut-justiciers, et fondateurs des chapelles ; encore ces personnes, qui tombaient dans l'exception, devaient-elles faire bâtir, s'il n'en existait pas, des caveaux pavés de grandes pierres, tant au fond qu'à la superficie. Ces caveaux devaient avoir au moins soixante-douze pieds carrés de capacité intérieure *en dedans d'œuvre*, et le corps devait être placé au moins à six pieds au-dessous du sol intérieur. Du reste, ceux qui avaient ainsi le droit d'être enterrés dans les églises pouvaient

choisir dans les cimetières des paroisses un lieu séparé et même pouvaient y faire construire un caveau ou un monument. On devait agrandir les cimetières qui se trouvaient insuffisants pour le nombre des fidèles qui habitaient la paroisse ; et ceux qui rendaient insalubre quelque agglomération devaient être reportés hors de l'enceinte. Pour faciliter ces acquisitions aux paroisses qui en avaient besoin, on les dispensait de tout droit d'indemnité et d'amortissement. Ce nouveau Règlement, enregistré au Parlement de Normandie le 26 mars 1778, fut notifié à Argentan le 16 mai. On cessa immédiatement d'enterrer dans les églises ; mais l'acquisition d'un cimetière rencontra des obstacles, jusqu'à ce qu'un nouvel arrêt du Parlement de Normandie, daté du 23 juillet 1781, eût étendu jusqu'aux campagnes la prohibition d'enterrer dans les églises. Mais, en vrais Bas-Normands, les Argentanais ne se pressaient pas d'obéir, bien que les accidents se multipliasent de tous côtés. Il y en avait eu un grave à Montpellier, en 1741 ; un autre à Saulieu, en Bourgogne, en 1773 ; des vapeurs sortirent d'une fosse fraîchement ouverte et asphyxièrent mortellement plus de deux cents personnes ; il devenait nécessaire d'agir. Le 22 mai 1782, Le Cousturier de la Ducherie, procureur du roi, présenta un réquisitoire, dans lequel il déclarait que les cimetières des églises paroissiales de Saint-Germain et de Saint-Martin tombaient, par les inconvénients qui en résultaient, sous le coup de la déclaration du roi et de l'arrêt de la Cour ; celui de Saint-Germain était trop petit de moitié pour la population ; celui de Saint-Martin, il est vrai, était d'une étendue plus que suffisante ; il avait 560 toises en surface et l'on n'y enterrait en moyenne que 35 personnes par année ; mais il était situé dans un bas-fond, dont le terrain marécageux « *s'opposait à la putréfaction* » : ce sont les termes mêmes du procès-verbal ; il faut entendre à la dissolution des chairs. On avait vu quelquefois les corps surnager dans l'eau des fosses ; les vents d'ouest d'ailleurs, auxquels il était exposé, portaient les miasmes putrides du côté des maisons voisines ; enfin il entourait l'église et empêchait qu'on n'en pût renouveler l'air intérieur. Le cimetière de Saint-Thomas n'était pas dans de meilleures conditions que les deux autres. Le procureur indiquait comme pouvant être acheté pour cet usage un terrain appartenant à l'hospice et situé au nord sur la route de Trun, à une distance

convenable des trois églises ; mais les Frères de Charité le trouvaient placé trop loin et refusaient de prêter leur ministère pour porter les corps. Cette difficulté ne parut pas sérieuse au procureur ; il était trop persuadé que c'était la piété qui animait ces hommes voués comme Tobie au service des morts pour supposer un seul instant qu'ils mettraient à exécution une telle menace ; ce n'était donc pas une raison pour abandonner l'entreprise. En vertu du réquisitoire, le lieutenant du bailliage, M. Henri de Forges de Préménil, par sentence du 8 juin 1782, supprima les trois cimetières, en donnant un mois aux habitants pour choisir ceux qui seraient chargés de faire l'acquisition du nouveau terrain ; les habitants d'Argentan ne purent différer davantage. Ils tinrent donc, le 13 décembre 1783, une assemblée de notables qui nomma, pour exécuter l'affaire, une commission composée de François-Luc Dubrac, curé de la ville ; de Pierre Challemel, sieur de la Boiterie, avocat au Parlement ; de Louis Barbot, ancien échevin ; de Philippe Lasne, trésorier de Saint-Martin ; de Jean-Pierre Godéchal-Vorus, substitut ; d'Alexandre Langlois, sieur de Saint-Denis, docteur en médecine ; de Louis-Dominique Bouffay, aussi docteur en médecine ; et de Pitron, ingénieur du département. Le rapport élaboré par cette commission fut élu dans l'assemblée du 30 décembre suivant. On avait choisi le champ nommé *la Couture-Saint-Thomas*, qui devait servir pour toute la ville. Il était d'une contenance de cinq verges et on le fit enclore d'un mur haut de six pieds. La Commission fut autorisée à faire bâtir au milieu une petite chapelle.

Le 18 janvier 1784, la fabrique de Saint-Germain autorisait le sieur Loison, trésorier en charge, à traiter avec qui de droit, tant pour l'acquisition du terrain que pour la construction de la chapelle. Saint-Germain fut chargé de la moitié de la dépense, Saint-Martin et Saint-Thomas de chacun un quart. Le contrat d'acquisition fut signé le 15 mai ; le champ fut acquis pour une redevance de 12 boisseaux de blé par année, selon la mesure alors en usage à Argentan, qui contenait 20 pots, mesure d'Arques, pesant chacun trois livres. L'hospice, qui vendait l'immeuble, gardait trois boisseaux à sa charge ; et, sur les neuf autres, six étaient payés par la fabrique de Saint-Germain et trois par celle de Saint-Martin, selon les conventions stipulées.

Jacques Ameline, bourgeois d'Argentan, fut chargé de la construction du mur, le 21 août 1784, pour la somme de 2,525 livres, dont la moitié devait être payée par la fabrique de Saint-Germain. Il ne fut point question de chapelle ; dès le 23 juin, les trésoriers avaient demandé qu'il n'en fût pas construit, puisque l'on devait, dans tous les cas, présenter les corps à l'église paroissiale.

Lorsque le mur d'enceinte fut construit, M. Chappey, curé d'Aunou-le-Faucon et doyen du canton d'Argentan, délégué par Mgr d'Argentré, vint bénir le cimetière, le 4 août 1785, en présence du curé et de tout le clergé de la ville. Le cortège partit de l'église de Saint-Martin et y revint dresser le procès-verbal ; une ordonnance épiscopale du 31 juillet précédent avait interdit les autres cimetières de la ville. En ce même jour du 31 juillet, le trésorier des Frères de Charité, selon la prévision du procureur du roi, acceptait la charge que la Confrérie avait refusée d'abord, de conduire les corps au nouveau cimetière. Les Frères demandaient seulement à être dédommagés par la concession gratuite de la sonnerie du service qu'ils avaient coutume de faire célébrer à leurs frais à chacun de leurs confrères qui mourait en activité de service, ou qui avait fonctionné pendant douze années ; auparavant, ils n'avaient droit qu'à trois volées et leurs femmes à deux ; et, dans tous les cas, ils payaient les honoraires des sonneurs. Le trésorier ajouta un petit mot de louange pour sa confrérie ; on parut approuver et accepter l'observation ; la demande, en effet, fut accueillie par la fabrique avec la plus grande bienveillance et accordée dans toute son étendue.

Avant que la révolution de 1789 vint bouleverser tout l'ancien état des choses et établir un droit tout nouveau dans les rapports des deux paroisses d'Argentan l'une avec l'autre, une lutte des plus considérables éclata encore entre les églises de Saint-Germain et de Saint-Martin. Nous avons déjà fait remarquer plusieurs fois que ces deux églises étaient placées dans des conditions fort étranges ; que leurs paroissiens respectifs étaient mélangés sans distinction dans toute l'étendue de la ville ; et que cependant chacune des deux églises avait son territoire déterminé sur lequel le clergé de l'autre église ne devait jamais empiéter dans les processions du Saint-Sacrement. Cet état de choses ambigu remontait fort haut dans la suite des siècles.

La ligne de démarcation était respectée même par les officiers judiciaires ; un acte, daté du 4 octobre 1668, nous apprend que la lecture des contrats, saisies et criées par décret se faisaient à l'issue de la messe paroissiale de Saint-Germain, pour ce qui concernait tout le terrain compris dans l'intérieur des fortifications auquel s'ajoutaient les trois faubourgs de la Chaussée, du Beigle et de Saint-Thomas ; et à l'issue et sortie de la messe paroissiale de Saint-Martin, pour ce qui concernait le faubourg du même nom et l'extrémité de la rue de la Poterie, au-delà de la barrière ; mais les paroissiens ne se préoccupaient nullement de cette division ; et nous avons souvent eu occasion de constater les inconvénients qui résultaient de cet ordre irrégulier et peu raisonnable.

Dès le 26 juin 1663, le greffier du bailliage avait dressé le tableau des maisons d'Argentan et des faubourgs, et il en avait compté 907. Les faubourgs étaient alors au nombre de quatre : la Chaussée, Saint-Thomas, appelé aussi Saint-Germain, le Beigle et Saint-Martin ; il s'y ajoutait deux paroisses rurales : Coulandon et Mauvaisville.

Le 17 mars 1664, une ordonnance épiscopale, adressée à M. Mahot, qui venait d'être pourvu de la cure d'Argentan, décida, comme nous l'avons vu, que le curé porterait le titre de Saint-Martin et de Saint-Germain, sans que ce titre pût tirer aucunement à conséquence pour la prééminence de l'une des deux églises au préjudice de l'autre. Le procès fut repris en 1781. Le 18 mars de cette année, les marguilliers de Saint-Martin, après délibération du Conseil, chargèrent le sieur Lasne, leur trésorier, d'intenter une action pour arriver sur ce point à un règlement définitif. La requête fut présentée au bailliage le 19 avril 1782. On assignait les habitants de Saint-Germain, qui devaient venir s'entendre dire que, conformément à une sentence du 16 décembre 1774, rendue à l'occasion de l'inhumation de la veuve Lelièvre, les deux paroisses devaient nommer des commissaires pour délimiter à nouveau les deux districts et assigner à chacune des deux églises un territoire bien déterminé, tant à la ville qu'à la campagne, afin que ceux qui habiteraient et décéderaient sur le district attribué à chaque église en fussent réputés paroissiens, avec défense aux prêtres et aux fabriciens d'une église d'entreprendre sur l'autre.

Les marguilliers de Saint-Germain décidèrent le 12 mai 1782, et ceux de Saint-Martin le 17 du même mois, que la division en districts serait opérée, mais que chacun y procéderait séparément. Ceux de Saint-Germain soulevèrent des difficultés ; ils dirent qu'ils ne contestaient pas l'utilité d'un district spécial attribué à Saint-Martin, en tant qu'il n'existerait que pour la ville et les faubourgs ; mais, selon eux, cette nécessité n'existait plus pour la campagne. Ils s'opposaient en outre à ce que le partage proposé fût égal entre les deux paroisses, soutenant que de tout temps Saint-Germain étendait sa juridiction sur les trois quarts des habitants d'Argentan et Saint-Martin seulement sur l'autre quart. Ils se réunirent donc en assemblée générale de fabrique le 20 mai, députèrent le sieur Loison des Plaines et Le Davin, pour s'entendre avec ceux de Saint-Martin et nommer des commissaires. Une seconde délibération eut lieu le 11 juin et les conseillers répétèrent qu'ils faisaient leurs réserves pour la campagne et attendaient, pour adhérer à l'arrangement général, que l'on eût dressé le règlement en ce qui concernait la ville. Les marguilliers de Saint-Martin poussèrent l'affaire et, le 6 novembre 1782, publièrent un Mémoire, dans lequel ils demandaient qu'il fût procédé à un partage égal autant qu'il se pourrait, entre les deux paroisses, des habitants d'Argentan, tant de la ville que de la campagne. Mais ce partage ne devait être fait qu'au point de vue des inhumations et de tous les autres actes de la vie chrétienne sur lesquels la fabrique percevait un droit ; pour le reste, on laissait à chacun la faculté de choisir celle des deux églises où il voudrait s'acquitter de ses devoirs religieux.

Les habitants de Saint-Germain répondirent par un autre Mémoire, dans lequel ils prétendaient prouver que les deux églises, étant de grandeurs très différentes, ne pouvaient recevoir un nombre égal de paroissiens. Mais, dans une réplique, les trésoriers de Saint-Martin formulèrent plus fortement encore leurs prétentions le 3 ou le 9 janvier 1783. Ils proposaient un projet de Règlement en douze articles, dans lequel ils demandaient positivement que les maisons de la ville fussent partagées en deux quartiers égaux, un pour chaque paroisse ; il devait en être de même des terres de la bourgeoisie ; à l'avenir, les notaires, huissiers et sergents devaient faire les publications, lectures, annonces, saisies, criées, apposer les affiches et exercer

les perquisitions en la paroisse sous la dépendance de laquelle se trouveraient situés la maison, fonds et héritage dont il serait question ; les habitants de chaque district devaient donner à tour de rôle le pain à bénir dans leur église respective ; toutes les inhumations devaient se faire dans le district de celle où le défunt serait décédé. On consacrait ainsi un principe que nous avons déjà formulé plusieurs fois et qui fut rappelé en ces termes : « Cependant, comme il n'existe qu'une paroisse, tous et chacun des habitants de la ville, sans distinction de district, seront libres de faire leur devoir paroissial et leurs dévotions, comme aussi de se marier et de faire baptiser leurs enfants à l'une ou à l'autre des deux églises ». Ce projet ne fut pas adopté, et, dès le 20 janvier suivant, les habitants de Saint-Martin appelèrent ceux de Saint-Germain à comparaître à l'audience du bailliage. Plusieurs Mémoires furent encore publiés de part et d'autre dans les mois qui suivirent. Enfin la sentence du bailliage fut rendue le 21 juillet 1783 ; elle était favorable à Saint-Germain et ordonnait que, « avant de faire droit à l'une ou à l'autre des parties, il fût nommé des commissaires, pour déterminer les deux districts demandés ; et ces commissaires devaient avoir égard à la grandeur des deux églises, à la proximité et au nombre des habitants constituant alors la somme des paroissiens de chacune des dites églises paroissiales ; de tout quoi ils devaient arrêter leur procès-verbal pour être rapporté à justice aux fins d'être statué et ordonné ce qu'il appartiendrait ».

Les trésoriers de Saint-Martin ne trouvèrent point que justice leur était faite ; ils en appelèrent au Parlement de Rouen, qui statua, le 27 mai 1786, « que les district et territoire à assigner à chacune des églises de Saint-Martin et de Saint-Germain de la ville d'Argentan, tant dans l'enclos et faubourgs d'icelle qu'à la campagne, serait assigné par les commissaires, de manière à faire un partage aussi égal que faire se pourrait entre les deux églises et conformément aux conditions portées aux douze articles proposés par les habitants de Saint-Martin, dans leur écrit du 3 janvier 1783 que nous avons cité plus haut, pour, après ce procès-verbal fait et adopté, être statué, ainsi qu'il appartiendrait ». Les habitants de Saint-Germain furent condamnés aux dépens occasionnés par l'appel.

Le dimanche 9 juillet suivant, cet arrêt du Parlement fut

signifié aux habitants de Saint-Germain par le sieur Lefebvre, premier huissier audiencier du bailliage d'Argentan. Ce furent les sieurs Davot, Lemercier et autres, qui reçurent la signification au nom des habitants et qui furent chargés de la dénoncer aux absents. Le même jour, les habitants de Saint-Martin adressèrent au bailliage une requête tendant à la nomination des commissaires qui devaient examiner le procès ; mais les habitants de Saint-Germain, comme on peut bien le penser, ne s'empressèrent pas d'acquiescer au jugement qui avaient été porté contre eux. Ils adressèrent le 24 juillet un Mémoire à M. Damours, avocat au Conseil du roi, pour savoir s'il y avait quelque chance de succès dans un appel de la sentence du Parlement. Ils alléguèrent que Saint-Germain avait toujours possédé les trois quarts de la ville ; que le trésor de Saint-Germain était beaucoup moins riche en revenus fonciers que celui de Saint-Martin ; et que, si l'on diminuait son casuel, il lui deviendrait impossible de faire face à ses charges ; que son église était beaucoup plus considérable et, par suite, beaucoup plus dispendieuse à entretenir que celle de Saint-Martin ; la ruine de ce monument devait résulter du partage égal de la population. M. Damours rédigea en ce sens une consultation le 6 août ; mais il ne promettait aux habitants de Saint-Germain aucune espérance de succès. Ils avaient eu, comme nous l'avons constaté, la maladresse de consentir à ce que leur avait demandé Saint-Martin ; les ayant-cause de cette dernière église firent nommer, en séance du tribunal le 5 février 1787, les commissaires demandés le 9 juillet et préparèrent leur procès-verbal le 30 mars ; enfin, dans l'audience du 29 octobre, le lieutenant civil du bailliage, après avoir entendu le procureur du roi et pris l'avis de l'assistance, prononça défaut contre les sieurs trésoriers de Saint-Germain ; puis ensuite, ayant vu ce qu'il résultait de l'arrêt de la cour, des procès-verbaux des experts et des conclusions du procureur du roi, conformément aux articles 2 et 3 des propositions faites dans l'écrit des habitants de Saint-Martin, il ordonna que le district de cette paroisse serait composé du faubourg Saint-Jacques et d'autres quartiers formant la moitié de la ville ; la sentence est datée du 5 novembre 1787.

Saint-Germain n'accepta pas sans protester la nouvelle délimitation. Dans une assemblée tenue le 23 décembre 1787, le

trésorier dénonça la signification qui lui en avait été faite ; mais l'assemblée ne se trouva pas assez nombreuse pour délibérer sur une aussi grave question. Peu de temps après, on la souleva de nouveau, le 17 février 1788 ; mais elle fut encore ajournée pour le même motif, et renvoyée à la réunion que l'on devait avoir le dimanche suivant, 24 février. Dans cette réunion, il fut rédigé un procès verbal sur lequel les paroissiens furent appelés à mettre leurs signatures ; on fit deux colonnes : l'une pour les opposants, l'autre pour ceux qui acceptaient l'arrangement. La colonne des opposants fut de beaucoup la plus remplie ; mais sur l'autre se trouvaient les signatures de la plupart des anciens trésoriers. L'heure avancée ne permit pas de vérifier le nombre et le poids des témoignages, et la conclusion fut renvoyée à l'issue des vêpres du dimanche suivant pour aviser au parti à prendre mais des raisons imprévues forcèrent de renvoyer la fin de la discussion jusqu'au 15 juin. Cette fois, le trésorier fit savoir à l'assemblée que les paroissiens de Saint-Martin lui avaient fait signer une exécutoire obtenue contre l'église de Saint-Germain le 5 avril, et qui condamnait Saint-Germain à payer 421 livres 2 sols 9 deniers, pour la moitié des dépenses adjugées à la fabrique de Saint-Martin sur l'autre église, par sentence du bailliage de la ville. La délibération fut renvoyée à six semaines ; mais, dans la séance du 13 juillet, M. Blavette, trésorier en charge, de Saint-Germain, déclara qu'il avait appris que, depuis la dernière séance, les habitants de Saint-Martin avaient fait faire des arrêts de deniers sur les fermiers de la paroisse, et qu'il était urgent de statuer sur ce point, tant pour éviter les frais que pour obtenir main-levée desdits arrêts. En conséquence de cette déclaration, il fut délibéré qu'il convenait de payer au trésor de Saint-Martin, la somme de dépens mentionnée dans l'exécutoire : le trésorier fut autorisé à opérer ce paiement, en se faisant accompagner du sieur Philippe, procureur de la fabrique, pour compenser ce qui était dû à la fabrique de Saint-Martin par celle de Saint-Germain en vertu de la première instance ; et pour demander, par compensation, au trésorier dudit Saint-Martin la part qui incombait à la fabrique de cette église pour l'acquisition et la confection du cimetière commun. Ce fut le dernier acte de cette querelle de sept années : il ne porte que 13 signatures, presque toutes d'anciens

trésoriers de la fabrique. Au moins, cette lutte avait-elle eu pour résultat de fixer les limites des deux territoires de Saint-Martin et de Saint-Germain. Mais la Révolution vint dès l'année suivante faire disparaître ce commencement d'ordre et de discipline.

En 1787, il y eut une autre discussion ; mais il s'agissait cette fois d'un simple particulier. Le 29 décembre, il fut remontré par Jean-Jacques-Adrien Bernier, avocat, trésorier en exercice, qu'au mois de mars précédent, il s'était présenté à la grange dimeresse de la ville pour se faire livrer du septier de blé froment, contenant 16 boisseaux, ancienne mesure d'Arques, que le gros décimateur et le curé de la ville étaient tenus, depuis un temps immémorial, de payer au trésor de Saint-Germain ; mais il lui fut livré seulement six boisseaux de blé, et dans la mesure actuelle et courante : ce blé servit à l'acquit de la rente faite par ledit trésor à l'Hôtel-Dieu, à l'occasion de l'acquisition du nouveau cimetière de la ville. Ces six boisseaux contenaient 120 pots : c'était moins que la quantité convenue ; le trésorier demanda qu'il lui en fut encore livré 50 pots ou deux boisseaux quatre cinquièmes, nouvelle mesure pour équivaloir aux 16 boisseaux anciens, qui étaient convenus. Mais les gens du décimateur ne voulurent ajouter que deux boisseaux nouveaux et refusèrent de se servir de l'ancienne mesure. Le sieur Marais, bedeau du chœur, demanda à son tour qu'on lui accordât deux appartements dans la cour du cimetière, pour se trouver plus près de l'église et pouvoir s'acquitter plus facilement de son office. Il fut fait droit à sa demande ; et on déclara que ce logement lui était concédé comme dédommagement de ce qu'il perdait à la délimitation des districts, les habitants de Saint-Martin ne lui faisant plus faire aucun profit ; mais il lui fut imposé en retour pour conditions de céder dans la tour la place qu'on lui avait réservée pour loger les ustensiles et les matériaux dont l'église pourrait avoir besoin, de faire les réparations locatives et d'y mettre une sonnette pour la commodité des paroissiens. A partir de cette époque, les appartements de la tour furent constamment occupés par le bedeau ou par le sacristain de l'église.

La révolution de 1789 vint couper court à toutes ces querelles en établissant un état de choses tout nouveau. Le 25 octobre

1790, l'Assemblée constituante prescrivit à tous les ecclésiastiques de prêter serment à la Constitution civile du clergé ; et, le 27 novembre, un autre décret statua que « tous les évêques et curés, ainsi que tous les autres fonctionnaires ecclésiastiques qui, sous huit jours, n'auraient pas prêté serment de fidélité, seraient réputés démissionnaires de leurs fonctions. Le roi eut la faiblesse de signer ce décret le 26 décembre ; et on passa sur le champ à l'exécution. La loi fut promulguée à Argentan par le procureur de la Commune, le 12 janvier 1791, et la prestation du serment fixée au dimanche 30 du même mois. L'administration municipale envoyait dès le lendemain 31, au Directoire du district, les procès-verbaux attestant que le serment avait été prêté par les sieurs curé d'Argentan, de Mauvaisville et de Coulandon, ainsi que par les vicaires et chapelains de Saint-Thomas ; mais ils n'avaient employé qu'une formule restrictive : le sieur Boutigny, l'un des chapelains de l'Hospice avait seul prêté le serment pur et simple :

L'évêque de Séez lui-même, Mgr d'Argentré avait émigré, et avait été remplacé par l'abbé Lefessier, originaire d'Argentan et alors curé de Bérus. Quarante-deux ecclésiastiques d'Argentan refusèrent le serment, et résignèrent leurs fonctions entre les mains du corps de ville. M. Prouverre Lapommerie, curé de Coulandon, rédigea la déclaration de ceux que nous venons de mentionner, c'est-à-dire de ceux qui avaient prêté le serment sous condition : elle était ainsi conçue : « Je fais serment de veiller avec soin sur la paroisse qui m'est confiée, d'être fidèle à la nation, à la loi et au roi ; de maintenir de tout mon pouvoir la Constitution décrétée par l'Assemblée nationale, acceptée et sanctionnée par le roi, en tout ce qui n'intéresse ni le dogme, ni la puissance essentielle de l'église. » Mais on sait que l'Assemblée constituante n'accepta pas le serment prêté avec une restriction, quelle qu'elle fût : elle poursuivit ceux qui l'avaient ainsi prêté comme ceux qui l'avaient refusé complètement. M. Dubrac, curé d'Argentan, et les chapelains de Saint-Germain furent déclarés déchus de leurs fonctions, et continuèrent néanmoins de les exercer, jusqu'à ce que l'arrivée à Séez de l'évêque intrus Lefessier eût donné un chef et une organisation au clergé constitutionnel.

Le 27 mars 1791, M. Dubrac rassembla encore une fois le

Conseil général de la fabrique. Déjà le trésorier en charge, M. Corbin, se plaignait du tort que faisait au revenu des chaises l'absence de sermon pendant le carême, mais il fut impossible de faire droit à cette réclamation à cause du malheur des temps. Il y eut une autre réunion le 1^{er} mai suivant, présidée par M. Loison des Plaines, ancien trésorier. M. Corbin s'y plaignit de ce que le prédicateur du carême, l'abbé Le Charpentier, n'avait point été officiellement requis par MM. les trésoriers pour remplir sa mission ; par conséquent, il demandait si la fabrique devait le payer ou non. Une telle préoccupation dans un moment aussi grave nous montre assez quelle était la portée d'intelligence de ces employés. Il est vrai de dire que, même parmi eux, cette motion souleva une tempête : on la discuta vivement, et enfin, on la trouva injurieuse à la nation, à la municipalité, au prédicateur et aux délibérants. Le trésorier Corbin dut payer le jour même la somme de 210 livres, fixée pour la station de Carême.

Ce fut alors que le clergé catholique d'Argentan fut remplacé par le clergé constitutionnel. Le 17 mai 1791, M. Dubrac et M. Daupley, secrétaire de la municipalité reçurent l'ordre de faire lire au prône le premier mandement de l'évêque constitutionnel Lefessier. Le 21, M. Dubrac remit par écrit à l'envoyé municipal un refus motivé, non-seulement de lire le Mandement, mais encore de reconnaître pour son évêque le sieur Lefessier. L'abbé Sanson, vicaire de Saint-Germain, et l'abbé Maurice, vicaire de Saint-Martin, souscrivirent à cette déclaration de leur curé, qui fut adressée dans les mêmes termes aux autorités, par M. Prouverre de la Pommerie, curé de Coulandon, et par M. Lesage, curé de Mauvaisville.

Le lendemain, 22 mai, était un dimanche. MM. Eugène de Louis, maire de la ville, et André Sennegon, officier municipal, se rendirent à Saint-Germain ; tandis que M. Michel Besnard, officier municipal, avec M. François-Joseph Provôt, procureur de la Commune, se présentaient à Saint-Martin. Ils ne purent que constater que la lettre pastorale n'avait point été lue : le vicaire de Saint-Martin avait même ajouté, à la fin d'une publication de bans, que le devoir des parties était de se pourvoir pour obtenir dispense des deux autres publications, auprès de M. l'abbé Lefessier « *se disant évêque du département de*

l'Orne. » Celui-ci, après s'être assuré de l'appui de la municipalité, nomma curé d'Argentan Pierre-Gilles Trocherie, titulaire de la chapelle de Notre-Dame des Buards, sise en la cour du château des Buards, paroisse de Saint-Georges d'Annebecq, élection de Falaise.

Ce nouveau curé se présenta le 11 juin au club d'Argentan, où sa nomination et sa présence furent bien accueillies. Il prit donc solennellement le dimanche 12 juin, qui était le jour de la Pentecôte, possession de l'église de Saint-Germain. Tous les prêtres non assermentés quittèrent immédiatement leurs fonctions, et s'abstinrent même de paraître aux offices de la paroisse. M. Dubrac dut quitter aussitôt le presbytère ; mais avant d'y installer le curé constitutionnel, Michel Besnard et François Provôt, les deux officiers dont nous avons déjà parlé, furent délégués par la municipalité, pour aller, le 30 juin, constater quelles étaient les réparations locatives et usufruitières qui tombaient à la charge de M. Dubrac « *ci-devant* curé d'Argentan. » Il résulta de leur procès-verbal, rédigé le 2 juillet, et portant la signature de M. Dubrac lui-même, qu'il restait à sa charge des travaux dont le prix se montait à 381 livres 16 sols.

M. Dubrac, ne tarda pas ensuite à s'éloigner d'Argentan : il partit pour l'exil en compagnie de M. de Forges, et se retira en Allemagne, où il assista son compagnon d'exil à ses derniers moments. En 1802, il revint à Argentan, mais il n'y resta que peu de temps et ne voulut accepter aucune fonction ecclésiastique.

Les anciens trésoriers continuèrent encore pendant quelque temps à prendre soin des intérêts de leurs églises. Le 6 décembre, le corps municipal, sur la réquisition du procureur de la commune arrêta que les fabriques de Saint-Germain et de Saint-Martin se chargeraient de faire changer à leurs frais les gardes des clefs des deux clochers, et que le nombre des clefs serait réduit de manière qu'il en fût remis une à M. le curé, à chacun des vicaires, au trésorier en charge, à chaque bedeau principal, et qu'il en resterait une en dépôt à l'hôtel commun.

Enfin, dans une assemblée générale très nombreuse qui se tint le 29 janvier 1792, sous la présidence du curé constitutionnel Trocherie, le clergé catholique fut entièrement chassé des églises, à la suite d'une remontrance, qui fut présentée et

qui était conçue en ces termes : « Il a été réclamé par l'Assemblée, que y ayant 43 prêtres non assermentés dans cette ville, qui disent journellement leurs messes en cette église, et se servent des ornements, pain, vin, appartenant à la fabrique, il leur soit fait défense de s'en servir à l'avenir, et même de sonner leur messe. » Cette remontrance eut un plein succès : il ne fut même plus permis aux prêtres non assermentés d'entrer dans la sacristie. L'acte qui consacrait cette interdiction porte 47 signatures ; mais on n'en trouve aucune appartenant aux anciens trésoriers.

Peu de mois après, le 6 avril 1792, l'Assemblée législative rendit un décret prohibant tout costume ecclésiastique et religieux. Ainsi finit l'ancien régime pour les deux églises d'Argentan, qui furent désormais réunies en une seule paroisse sans titre spécial. Nous avons vu que la fabrique de Saint-Martin était mieux dotée en biens fonds que celle de Saint-Germain, mais son casuel était beaucoup plus mince ; du reste, il suffisait pour les dépenses, qui n'étaient pas très considérables : les dames de Sainte-Claire se chargeaient du blanchissage, des raccommodages et autres travaux semblables, et elles en retiraient un bien petit bénéfice. Ainsi, d'après le compte de la Confrérie du Saint-Suffrage, fondée en l'église de Saint-Martin, 13 livres et 10 sols seulement furent payés aux dames de Sainte-Claire, pour six cordons d'aube : trois sont estimés chacun 2 livres 16 sols, et les trois autres une livre 15 sols chacun : ce compte se trouve encore aujourd'hui à l'Hôtel-de-Ville.

Après l'établissement du clergé schismatique, Saint-Martin ne fut plus considérée comme l'égale de Saint-Germain, mais comme une simple succursale. Le 16 juin 1792, cinq jours seulement après que le curé constitutionnel eût pris possession, la *Société des Amis de la Constitution* adopta la résolution suivante : « Les quatre commissaires du club se présenteront demain devant les officiers municipaux de cette ville, et les prieront instamment, attendu que les prêtres non assermentés ne se présentent plus à l'église paroissiale, et qu'ils vont dire leurs messes dans des chapelles particulières, où se rend déjà une grande affluence de monde ; considérant que cette conduite pourrait tendre à former deux partis ; que ces prêtres n'ont

aucun motif plausible de quitter l'église paroissiale, puisqu'ils ont la liberté d'y dire leur messe, et qu'on leur accorde toute protection et sûreté ; que toutes les églises de la ville autres que celles nécessaires au culte catholique desservi par des prêtres assermentés et constitutionnels sont déclarées appartenir à la nation et inaliénables ; qu'ils aient, en exécution de la loi, la bonté de faire fermer au public, trompé et induit en erreur, les églises de Saint-Thomas, de Notre-Dame, de Saint-Louis, de Sainte-Claire, de Saint-Jacques et de la Prison, afin que les paroissiens continuent de s'assembler comme de coutume, à la paroisse de Saint-Germain et à la succursale de Saint-Martin ; et que, par là, le schisme ne s'introduise point dans notre église. « On voit par cette pièce que le club, au moment où la célébration de la messe était entravée pour les prêtres insermentés dans les églises paroissiales, cherchait encore à leur enlever les moyens de la dire ailleurs. La municipalité ne fit pas beaucoup de cas de cette pétition et le club en référa au directoire du district et du département. Le Procureur général porta la plainte au directoire départemental le 25 juin, et deux jours après, le 27, ce directoire ordonnait à tous les établissements religieux des deux sexes de fermer au public leurs maisons et leurs églises, autrement les municipalités devaient y faire apposer les scellés, et en déposer les clefs à leur secrétariat.

Le gouvernement d'ailleurs ne tarda pas à prendre des mesures plus rigoureuses. Le 29 septembre 1792, jour de la fête de Saint-Michel, les dames de Sainte-Claire furent expulsées de leur maison, et obligées de se loger comme elles le purent. Il en fut de même des autres communautés.

A partir de ce temps, il n'exista plus dans la ville, outre les deux anciennes églises paroissiales, que l'église de Saint-Thomas, qui est encore aujourd'hui la chapelle de l'Hospice : les autres sanctuaires, ou furent détruits, ou perdirent leur cachet religieux. Nous avons pu revoir, il y a peu de jours (1898) les restes de l'antique église de Notre-Dame-de-la-Place, qui a probablement, avons-nous dit, été la cause de la fondation de Saint-Martin.

Située au midi de cette dernière église, et dans une situation parallèle ou à peu près, Notre-Dame de la Place est aujourd'hui entièrement occupée par l'hôtel de M. Meneut, et ses dépen-

dances. La forme est encore parfaitement reconnaissable. Le pignon oriental, qui était probablement le chevet, est encore entier. On y a, il est vrai adossé une salle qui le masque ; mais la pointe et les contre-forts qui le soutenaient se dégagent très-bien au-dessus du toit de cette petite construction. M. Meneut a dû faire ébrécher la base de l'un des contre-forts, qui encombraient une salle de l'hôtel ; mais il l'a fait avec délicatesse et la forme du pilier reste parfaitement reconnaissable. Les murs latéraux sont couronnés à la hauteur des gouttières, par un encorbellement richement ornementé. Du côté du midi, plusieurs fenêtres ogivales se laissent encore apercevoir. L'une d'elles est maçonnée et percée à l'intérieur de deux fenêtres modernes, insignifiantes. Une autre, bien que délabrée, est restée dans son état primitif, et laisse encore voir l'ornementation intérieure de son cintre. Dans les écuries de l'hôtel, à la hauteur du sol, on distingue une fausse galerie, dont les voussures en plein cintre semblent être de l'époque romane. Le cintre est assez richement ornementé et porte des boudins avec des têtes de squelettes d'hommes et d'animaux. Ces voussures sont supportées par des colonnes surmontées d'élégants chapiteaux, mais si courtes, qu'il est probable que le sol a été exhaussé en cet endroit, d'autant plus qu'on n'y aperçoit aucune trace de base.

De l'abbaye des Bénédictines, accolée à cette vieille église qui lui servait de chapelle, il ne reste plus de remarquable qu'un plafond, richement historié et armorié, qui devait être celui des appartements de l'abbesse. Ce plafond, qui paraît être du XVIII^e siècle, a été coupé en deux par un refend qui forme les appartements du maréchal des logis de gendarmerie commandant la brigade établie dans ce qui reste du monastère. M. le maréchal des logis nous montra en outre une cheminée, vaste comme toutes celles du Moyen-Age, mais qui n'a de remarquable que sa taille.

Les deux statues de saint Benott et de sainte Scholastique ont été transportées à Saint-Martin. Elles ressemblent trait pour trait à celles d'Almenèches, quoique un peu moins parfaites d'exécution.

Après la proclamation de la République, le 21 septembre, vinrent les élections, pour la Convention nationale qui furent fixées au 11 novembre : le 7, quatre jours auparavant, l'évêque

constitutionnel Lefessier assistait au club que l'on réunit pour préparer ces élections dans la salle d'audience du tribunal. On avait proposé d'abord, comme lieu de réunion la maison des religieuses de Sainte-Claire, puis l'abbaye d'Almenèches : la salle d'audience l'emporta ; et Lefessier se trouvait encore à Argentan, le 11 novembre : il présida en ce jour la translation des restes de Marguerite de Lorraine à l'église de Saint-Germain : ils avaient reposé jusqu'alors dans la maison des Sainte-Claire, où la sainte duchesse avait rendu son âme à Dieu : ces ossements vénérables furent jetés quelques mois plus tard sans honneur dans la fosse commune.

En janvier 1794, on imposa aux pauvres religieuses expulsées la prestation d'un serment, qu'elles consentirent à prêter, ce dont elles se repentirent beaucoup plus tard. Celles qui refusèrent furent incarcérées, et peut-être auraient payé de leur tête leur louable résistance, si le 9 thermidor ne les eût sauvées. Le mobilier de leur monastère fut vendu au profit de la nation, comme l'avait été en 1791 celui des communautés d'hommes. La plus grande partie des statues et des ornements d'église fut achetée par de pieuses personnes de la ville, qui, lorsqu'on réorganisa le culte catholique, en firent don aux églises de Saint-Germain et de Saint-Martin, alors si complètement dépouillées, qu'on n'y trouvait plus même ce qui est nécessaire pour célébrer le Saint-Sacrifice. Longtemps encore, les petits autels de ces deux églises furent décorés avec ces débris des monastères. Le couvent des dames de Sainte-Claire fut, bientôt après transformé en magasin militaire, puis vendu à des particuliers. Ce fut alors que les deux églises de Saint-Martin et de Saint-Jacques furent enlevées au culte. A défaut du monastère qui venait de devenir une propriété privée, elles furent remises par la municipalité au citoyen Jourdain, pour qu'il y établît des magasins de foin et de paille destinés à l'armée.

Le Concordat de 1801 vint apporter remède à ce triste état de choses, et remit la cure d'Argentan dans l'état où elle était avant la révolution. Le gouvernement, sur la demande de Mgr de Boiscollet, premier évêque concordataire, admit quatre paroisses dans la commune de Séez. La commune d'Alençon, outre Saint-Pierre de Montsort qui était auparavant du diocèse du Mans, vit s'ériger la paroisse de Saint-Léonard, à côté de

celle de Notre-Dame ; L'Aigle eut également deux paroisses. Pourquoi Argentan n'en eut-il qu'une, malgré les revendications des habitants de Saint-Martin ? On a allégué la force de la tradition. Nous ne voyons pas là une raison suffisante, et nous croyons plutôt qu'on ne voyait aucun motif suffisant pour changer l'ordre établi. Sées et L'Aigle étaient remises à peu près dans l'état où elle étaient avant la révolution : Sées avait seulement perdu deux églises assez inutiles. Saint-Léonard d'Alençon, depuis de longs siècles, n'était plus paroissiale ; mais il y avait une raison puissante de créer, dans la partie occidentale de la ville, une paroisse décanale pour tout le pays situé entre les collines de Normandie et le pays de Pail. La même raison n'existait pas pour Argentan, où il n'y avait qu'un seul canton. On ne changea donc rien à l'ancien état de choses ; et, en effet, on rencontrait assez de difficultés dans le rétablissement même du culte, pour ne pas s'en créer de nouvelles par des changements inopportuns. Aussi, le nouvel évêque de Sées, Mgr François-Hilarion Cheigné de Boiscollet, ayant présenté le projet d'une circonscription pour établir à Saint-Martin une paroisse *succursale*, c'est-à-dire administrée par un simple desservant, ce projet fut rejeté par le Préfet. On reconnut cependant que la délimitation du prélat était bien faite ; mais on trouvait que Saint-Martin était trop près de Saint-Germain, et on lui préféra Coulandon. Ajoutons que Saint-Martin était alors en très mauvais état : ce fut même une des raisons que donna le Préfet, pour rejeter la demande de Mgr de Boiscollet. On n'avait pas alors, comme on l'a aujourd'hui, un véritable zèle pour la conservation des monuments religieux : même des monuments aussi artistiques que l'est Saint-Martin périssaient par l'effet d'une incurie déplorable. Dans la circonstance même dont nous nous occupons, le Préfet n'était pas loin de dire qu'il allait laisser tomber en ruines cette belle église. De nos jours une telle idée paraîtrait monstrueuse. Cette décision préfectorale est du 2 frimaire, an XI, 23 novembre 1802.

Dès qu'on refusait un curé à Saint-Martin, il fallait déterminer quelle serait sa situation religieuse dans la ville. Un arrêté du 5 frimaire, an XII, 26 novembre 1803, défendit de faire dans cette église aucune inhumation, mariage ou baptême. En un mot aucune fonction curiale ; le titre étant désormais attaché

exclusivement à l'église de Saint-Germain, ce qui modifiait d'une manière assez notable l'état de choses qui existait sous l'ancien régime.

Telle fut la situation des deux églises jusqu'en 1840 ; un des vicaires de l'église principale était spécialement chargé de desservir l'église de Saint-Martin, d'y chanter l'office et d'y organiser les prédications comme à la paroisse. Mais en 1840, M. l'abbé Dameron, récemment nommé curé de la ville, résolut de supprimer le vicaire de Saint-Martin, et de faire administrer cette église par celui des vicaires de Saint-Germain qui se trouvait libre, et qu'on y envoyait comme par commission. Les habitants du quartier Saint-Martin, n'ayant plus de prêtre à eux, ne purent supporter un tel état de choses : il y eut de vives réclamations, et on en revint au système du commencement du siècle.

Ce fut en cette même année 1840 qu'on fit redresser le clocher de Saint-Martin, qui surplombait considérablement du côté du nord. M. Dameron, qui entreprit cette œuvre, était le troisième curé d'Argentan depuis le Concordat. Le premier avait été M. Joachim-Charles-Auguste Belzais de Courménéil, nommé en 1802, et qui eut pour successeur en 1823, M. Michel-François Baudoire, mort en 1839 et remplacé par M. Antoine-Jean-Louis Dameron. Depuis la mort de ce digne prêtre, qui avait été décoré de la Légion d'honneur par l'empereur Napoléon III, de passage à Argentan, M. l'abbé Maunoury, auparavant doyen de Pervenchères, occupa la cure un assez petit nombre d'années, et fut remplacé en 1873 par M. l'abbé Auguste Jamet, ancien vicaire de la ville et alors, curé de Saint-Jean de Laigle. Celui-ci a eu pour successeur, en 1894, le curé actuel, M. l'abbé Henri Antoine, auparavant doyen de Moulins-la-Marche.

Ce fut sous le gouvernement de M. Jamet que Saint-Martin devint, comme nous la voyons encore aujourd'hui, 1898, une paroisse entièrement distincte de celle de Saint-Germain. M. Dameron, en essayant, comme nous l'avons dit, de supprimer le vicaire spécial attaché à Saint-Martin, ne paraît pas s'être proposé autre chose que de simplifier le service du ministère paroissial, et ne devait pas s'attendre aux réclamations universelles qu'il souleva dans le quartier de Saint-Martin. Son prédécesseur, M. Baudoire avait établi dans l'église l'Archi-

confrérie du très saint et immaculé Cœur de Marie, pour la conversion des pécheurs, dont le siège principal est à Paris, en l'église de Notre-Dame des Victoires, dite aussi l'église des Petits-Pères. Le fondateur de cette archiconfrérie était un Alençonnais, M. Dufriche-Desgenettes, curé de l'église que nous venons de nommer. M. Dameron, qui, dans cette circonstance comme dans plusieurs autres, montra la sympathie véritable qu'il portait à sa seconde église, ce qui le lave de tout soupçon d'hostilité dans ce qu'il fit plus tard, obtint du pape Grégoire XVI, un bref, qui fut donné à Rome le 28 avril 1838, à la sollicitation de l'évêque de Séez, Mgr Mellon Jolly. M. Dameron alors sollicita de M. Desgenettes l'agrégation de sa nouvelle Confrérie de Saint-Martin à celle de Paris, et son extension à tous les habitants de la ville qui désireraient en faire partie. M. Desgenettes accueillit favorablement cette double demande, et l'accepta par une lettre du 28 octobre 1840. Mgr Jolly consentit avec joie à cette association spirituelle, et l'archiconfrérie fut canoniquement érigée dans les deux églises d'Argentan, Saint-Germain et Saint-Martin. Mais celle-ci, comme dans plusieurs autres cas, avait la priorité de cette institution, malgré son rang secondaire comme église.

Cependant il y eut d'autres actes dont Saint-Martin crut avoir à se plaindre. M. Dameron supprima la messe basse de 11 heures qui s'y disait après la messe chantée. On ne peut pas douter cependant qu'il n'eût encore pour but de soulager son clergé, et il faut dire en effet que deux messes de 11 heures et deux grand'-messes étaient un fardeau, un peu lourd pour le nombre de prêtres dont pouvait disposer la paroisse. Le vicaire spécial fut rétabli à cette occasion ; mais la messe de 11 heures demeura supprimée. Enfin, en 1846, une cloche de Saint-Martin fut envoyée à la fonte. Les habitants du district réclamèrent et rachetèrent cette cloche pour la somme de 600 francs. Ce furent sans aucun doute ces difficultés qui engagèrent la municipalité à s'occuper spécialement en 1847 de cette église intéressante ; mais déjà elle ne lui donna plus que le titre de chapelle de secours. On reconnaissait cependant l'importance du quartier dont cette église est le centre, importance méconnue par l'acte du 5 frimaire, an XII, mais affirmée de nouveau plus tard dans les délibérations du Conseil municipal en 1869. Dès lors, les habi-

tants de ce quartier commencèrent à espérer la réalisation de certains désirs qui renaissaient sans cesse dans leurs cœurs.

En 1884, une demande fut adressée à l'évêché de Séez, pour obtenir que Saint-Martin devint définitivement une paroisse indépendante. L'évêque, qui était alors Mgr François-Marie Trégaro, accueillit cette demande avec faveur ; et le Chapitre consulté, trouva qu'il y avait des raisons canoniques suffisantes pour créer cette seconde paroisse à Argentan. Une demande officielle fut adressée au gouvernement séculier, qui la trouva acceptable. Mais le curé d'Argentan, M. l'abbé Auguste Jamet, défendit l'intégrité de sa paroisse, et en appela au Souverain Pontife sur ce qu'il croyait être son droit, en soutenant l'indivisibilité de la cure d'Argentan et l'inamovibilité de son titre. Suivant les traditions de leurs devanciers, les marguilliers de Saint-Germain soutinrent également l'unité de la cure et les droits de la paroisse.

Les habitants du quartier Saint-Martin, de leur côté, firent valoir leurs prétentions. On discuta la question historique, qui ne pouvait pas élucider beaucoup la cause. L'histoire constata seulement que, depuis le XI^e siècle, il n'y avait jamais eu de paroisses à Argentan, et que la paroisse unique n'avait point son siège dans une église spéciale ; les deux églises paroissiales de Saint-Germain et de Saint-Martin avaient tour à tour la priorité, selon les circonstances. Quant à savoir s'il y avait une ou deux paroisses avant le XI^e siècle : c'est absolument impossible, les documents faisant totalement défaut.

La question fut tranchée par une sentence de la Cour de Rome, qui était favorable au projet de Mgr Trégaro. Le territoire qui devait former la nouvelle paroisse de Saint-Martin, fut distrait de celui de Saint-Germain, et cette dernière paroisse reçut en compensation la partie urbaine de la paroisse de Coulandon. Cette petite paroisse fut par conséquent celle qui souffrit le plus du nouvel état des choses.

M. l'abbé Bunoust, auparavant curé de Saint-Michel-des-Andaines, au canton de la Ferté-Macé, fut nommé premier curé de Saint-Martin, et l'un des premiers soins qui lui incombèrent après la première organisation de sa nouvelle paroisse, fut la réparation de sa belle église, que la privation de pasteur qui lui appartenait en propre mettait, il faut le reconnaître, dans une

mauvaise situation. Grâce à ses efforts et à ceux de ses successeurs, MM. Lhéreteyre et Lebrec, aidés de leurs paroissiens, si heureux maintenant de posséder l'objet de leurs désirs, ce bijou d'architecture sera conservé à la religion et à l'art.

La situation de cet édifice n'a point cessé d'être ce que nous l'avons vue depuis sa fondation jusqu'aujourd'hui. L'entrée principale est à l'extrémité opposée au chœur et ouvre sur l'emplacement de l'ancien cimetière. La petite porte dont nous avons parlé existe toujours derrière le grand autel, ouvre sur la rue Saint-Martin, et porte gravé sur son fronton : « *Loué soit le très Saint-Sacrement de l'autel.* » Il a cependant été question de supprimer cette porte, assez mal placée en effet.

La fontaine que nous avons mentionnée et qui alimentait l'ancien étang, continue d'exister, et fournit une eau saine et limpide. Elle était en plein air jusqu'en 1843, époque à laquelle la municipalité y fit placer une pompe pour l'utilité publique.

Le bénitier, en pierre dure du pays, placé vis-à-vis de la petite porte d'entrée présente l'inscription suivante : « *Aqua benedicta sit nobis salus et vita : an 184...* Que l'eau bénite, nous soit salut et vie ; l'an 184... le dernier chiffre du millésime fait défaut. Au-dessus de ce bénitier, on voit inscrit dans un triangle : *Hi tres unum sunt.* « *Ces trois ne font qu'un.* » Les vitraux et le reste de l'édifice, sont à peu près dans l'état où nous les avons décrits au commencement de ce travail ; cependant les arceaux des ogives périclitent, ainsi que diverses autres parties de cet élégant édifice ; mais on a lieu d'espérer leur restauration dans un temps plus ou moins prochain : le ministère des Beaux-Arts s'intéresse à l'œuvre et a fait classer Saint-Martin parmi les monuments historiques.

La gloire de Dieu doit ressortir comme nécessairement de ces nouvelles dispositions, après que les querelles locales se seront entièrement calmées. Nous avons pu constater que, pendant de longs siècles, l'antagonisme a été continu entre les deux églises d'Argentan ; et cependant l'œuvre du salut des âmes s'opérait quand même, au milieu de ces luttes et de ces tiraillements. Il en sera de même dans l'avenir : il n'est pas permis d'en douter, et les pieux fondateurs de ces deux belles églises paroissiales, que nous trouvons les deux plus remarquables du diocèse après la cathédrale de Sées, n'auront du haut du Ciel

qu'à se réjouir de leur œuvre, qui fera leur gloire jusque dans l'éternité.

Telles étaient nos espérances en 1890. Huit années se sont écoulées depuis et ont amené les changements que le temps produit toujours. Le premier pasteur du diocèse, Mgr François-Marie Trégaro a disparu de la scène au commencement de l'année dernière, 6 janvier 1897. Le siège épiscopal de Séez est maintenant occupé par Mgr Claude Bardel, originaire de Thiers, en Auvergne, au diocèse de Clermont, auparavant évêque auxiliaire de Son Eminence Mgr le cardinal Boyer, archevêque de Bourges. Argentan a subi plus de changements encore. Le premier curé de Saint-Martin, M. l'abbé Bunoust, a été nommé doyen de Flers en 1891 et remplacé par M. l'abbé Adolphe Lheréteyre, curé de Bellou-sur-Huine, près Rémalard. La mort du curé de Saint-Germain, M. l'abbé Auguste Jamet, arrivée en 1894, a produit de nouveaux changements. Il a été remplacé, comme nous l'avons vu par M. l'abbé Antoine, doyen de Moulins-la-Marche, et M. l'abbé Lheréteyre, curé de Saint-Martin, a été choisi pour lui succéder à Moulins. La cure de Saint-Martin a été donnée à M. l'abbé Jules Lebrech, qui l'occupe encore aujourd'hui (1898). Coulandon, le plus blessé dans la bataille, s'accoutume à son nouvel état et reprend sa marche comme auparavant. Il a reçu, l'année dernière pour curé M. l'abbé Lerat. A Saint-Martin, les travaux continuent ; une partie de nos espérances de 1890 sont déjà réalisées : les passions, les rivalités, sans être complètement éteintes, commencent à s'assoupir. La crise religieuse a été dure pour la ville tout entière ; mais en séparant les deux paroisses et en déterminant bien leurs territoires respectifs, on a supprimé une immense source de querelles et de divisions entre les paroissiens.

APPENDICE

LES CAPUCINS A ARGENTAN

Les capucins sont une branche du grand ordre des Franciscains ou Frères Mineurs, détachée des autres en 1525 par le F. Mathieu Bassi. Après avoir passé, dans ses commencements par de rudes épreuves, occasionnées surtout par l'infidélité de Mathieu Bassi lui-même qui sortit de l'Ordre, et plus encore par l'apostasie de l'un des premiers généraux, Guillaume Occam, qui embrassa le Protestantisme, cette branche franciscaine est peut-être entre toutes les autres, celle qui a le plus travaillé pour l'église, et qui s'est rendue la plus populaire. Née en Italie, elle se propagea rapidement en France, où elle s'établit sous le règne de Charles IX. Cent ans après, elle y comptait plus de 400 couvents, divisés en 9 provinces.

L'ancien diocèse de Séez vit les Capucins s'établir successivement à Alençon, à Mortagne, à Falaise et à Argentan. Lorsqu'il fut question de les appeler dans cette dernière ville, quelques habitants semblaient préférer une maison de Jésuites ; mais la majorité fut pour les enfants de saint François. Leurs missions les avaient fait connaître comme prédicateurs, et en 1620, les bourgeois adressèrent aux supérieurs une requête pour les inviter à venir se fixer dans leur ville. Le curé d'Argentan, qui était alors messire Christophe Mahot, fit preuve, dans la circonstance, d'un zèle admirable.

En cette même année 1620, la veille de la Toussaint, 31 octobre, le Père Provincial des Capucins arriva donc à Argentan, avec huit de ses Frères, choisis parmi les plus distingués. Ils firent leurs visites dans la ville, accompagnés des officiers et des bourgeois les plus considérables, puis marquèrent leur établissement à l'extrémité de la rue Planchette, en face de l'Hospice.

Mais le terrain qu'ils voulaient acheter se trouva trop cher, et ils préférèrent acquérir un champ qui appartenait à l'Hôpital « hors des murs d'Argentan, dit M. Louis Lautour, devant la *Porte-aux-Telliers*, à l'entrée du chemin de Paris. » Ce terrain fut acheté au nom de la ville par les maires et les échevins ; la croix de possession y fut plantée après qu'on l'eut portée par les rues de la ville. Le futur maréchal Jacques de Médavy-Grancey, alors âgé de 18 ans, marchait à la tête du cortège.

Quelques jours après, le Corps de ville députa, pour présider à la construction des bâtiments, l'écuyer François, sieur du Lonlay, lieutenant général civil et criminel, et messire Jean Mahot du Colombier, frère du curé d'Argentan. La première pierre fut posée le lundi 31 mai 1621, par le jeune Rouxel de Médavy-Grancey, dont nous venons de parler, en présence de l'évêque de Séez, Mgr Camus de Pontcarré. Les armes de la maison de Grancey étaient gravées sur cette pierre avec une inscription ; une petite salle, dédiée à saint Godegrand et à sainte Opportune, fut bénite, pour servir de chapelle provisoire.

Le premier gardien du couvent fut nommé en 1623 : la communauté devint bientôt sympathique à toute la population : chacun s'efforça, selon les ressources dont il disposait, de pourvoir à la subsistance des religieux ; les autres établissements pieux et les corporations se distinguèrent surtout dans l'exercice de cette bonne œuvre.

Mgr Camus de Pontcarré dédia, sous le même vocable que la salle provisoire, la chapelle que l'on construisit. Les capucins se distinguèrent surtout par leur dévouement pendant la peste de 1638, et ce fut à cette occasion, que l'on construisit au fond de leur jardin un bâtiment isolé, afin que, si pareille circonstance se présentait de nouveau, les Pères qui soignaient les malades ne fussent pas en contact avec le reste de la communauté.

Le couvent d'Argentan devint en peu de temps l'un des plus considérables de l'Ordre. Le chapitre général de la province s'y réunit dès l'an 1645, et de nouveau en 1664, 1684 et 1699. Le Père général assistait à celui de 1664. La municipalité lui présenta le vin de la ville, 12 bouteilles, avec 12 boîtes de cotignac ou confiture de coing. Il fut établi à cette occasion un noviciat à Argentan. Le chapitre de 1684 vit la mort du P. Adrien de

Saint-Bômer, ex-provincial, homme « de grande vertu, mérite et science. »

Le 6 avril 1714, Argentan vit de nouveau le R. P. Général des Capucins, Michel-Ange de Raguse, fils d'un sénateur de la ville de ce nom. « Etant parti du Hâvre, dit un Mémoire de ce temps, sur une frégate de 18 canons, il avait débarqué à Luc, où la frégate, en arrivant, tira dix coups de canon ; puis, étant allé à la Délivrande, où il dit la messe, il se rendit à Caen et y arriva le 19 mars 1714. Ce fut de là qu'il se rendit à Argentan, où il fut reçu en grande cérémonie.

Les capucins opérèrent beaucoup de bien à Argentan et renouvelèrent complètement l'esprit de la ville. Thomas Prouverre nous affirme qu'avant leur arrivée il n'y avait pas cinquante personnes qui communiaissent plus d'une fois par an, et que la communion pascale n'y était ni nombreuse, ni édifiante. Tous les vices y étaient à la mode ; et la superstition, les sorts, les conjurations, contribuaient à fausser l'intelligence du peuple. Les prédications des Capucins, s'ajoutant à celles des PP. Jacobins, firent cesser ce triste état de choses.

Argentan se montra reconnaissant pour ses bienfaiteurs, leur fit d'abondantes aumônes, ajouta de l'importance à leur couvent, traça devant la porte de leur maison une fort belle place entourée de plusieurs rangs d'ormeaux : c'est ce qui forme aujourd'hui les alentours du collège communal, qui a succédé au couvent des Capucins ; mais au commencement de l'année 1785, le noviciat fut transporté d'Argentan à Caen, en attendant que la Révolution détruisit la maison même.

Le couvent d'Argentan avait renfermé dans ses murs un certain nombre d'hommes distingués, parmi lesquels il faut remarquer en première ligne le P. Louis-François d'Argentan, dont les ouvrages mystiques, sont encore lus aujourd'hui avec plaisir et utilité. Nous devons citer en outre les PP. Damase et Victor d'Argentan, qui se dévouèrent pour le service des malades, l'un pendant la peste de Rouen, en 1635, l'autre pendant celle de Tours, en 1650 ; le P. Victor mourut, victime de son dévouement sans bornes. Nous remarquons encore le P. Angélique, de la famille Barbot, d'Argentan, dont la mort fut un deuil pour toute la ville : on se disputait ses vêtements pour les garder comme des reliques.

Un nom plus célèbre encore dans un autre genre, est celui de Vertot, qui figure aussi dans la liste des capucins d'Argentan. René Aubert de Vertot, était né au château de Bonnetot, dans le département actuel de la Seine-Inférieure, le 25 novembre 1655. Après avoir fait de brillantes études au collège des jésuites de Rouen, il reçut la tonsure, à peine âgé de 16 ans, et disparut subitement à la fin de la retraite qu'il fit à cette occasion. Sa famille le chercha pendant six mois et le découvrit enfin chez les capucins d'Argentan, où il fit profession peu après, sous le nom de Frère Zacharie. Mais bientôt il fut affligé d'un abcès à la jambe : il en avait déjà souffert pendant une année entière en faisant ses études, et cette seconde attaque fut encore plus grave que la première. On le transporta à Fécamp, dans le voisinage de sa famille. Les parents alarmés obtinrent du Pape et des Supérieurs de l'Ordre, la permission de lui procurer une Règle plus douce, et il choisit celle des Prémontrés, sous laquelle il fit une seconde fois profession à l'âge de 22 ans, après avoir passé quatre ans chez les capucins : il rentra enfin dans le clergé séculier. Tout le monde connaît cet auteur célèbre de l'*Histoire des Révolutions romaines* et autres *Révolutions*.

Mentionnons enfin deux tableaux, qui, après avoir orné pendant longtemps l'église des capucins, se trouvent aujourd'hui dans celle de Saint-Germain. Tous deux représentent saint François : l'un en habit religieux, l'autre sur son lit de mort.

L'abbé L. HOMMEY

LES SEIGNEURS DE LA MOTTE-FOUQUET

(Suite et fin).

TROISIÈME LIGNÉE

FAMILLE DE SAINT-REMY

*De sable, au chevron d'argent, accompagné de trois fleurs
de lis d'or.*

« Clovis, roi de France, institua un Ordre de chevalerie sous le nom de *Sainte-Ampoule*, qui passe pour le premier des Ordres qui ait été établis en France. Il voulut en honorer quatre seigneurs qui étaient de la maison de Saint-Rémy, en reconnaissance des obligations qu'il avait à ce saint. Il érigea aussi quatre terres qu'ils possédaient, en baronnies, qui sont les terres de Tertier, Bolestre, Sonastre et Louversy. Ces quatre barons ont droit de porter au sacre de nos rois le dais sous lequel on apporte la Sainte-Ampoule. Les chevaliers de cet Ordre portent, au bas d'un ruban noir, une croix d'or, anglée et émaillée d'argent, et chargée d'une colombe tenant par le bec une fiole retenue par une main mouvante de carnation. Le revers de la médaille était frappé de l'image de saint Rémy : d'où vient qu'on appelle aussi les chevaliers de la Sainte-Ampoule, les chevaliers de Saint-Rémy.

« La maison de Saint-Rémy descend d'un seigneur qui possédait la baronnie de Louversy (1) et qui, en 1443, épousa la fille

(1) Cette baronnie devait se trouver en Picardie, car il est de tradition que les Saint-Rémy, de la Motte-Fouquet, descendent d'une branche fixée dans cette province (Bibl. Nat. : Villevieille, vol. 81, p. 165).

d'un seigneur de Thouars et d'une dame d'Angennes. Leurs enfants, chevaliers de Saint-Rémy, n'ont pas dégénéré et ont pris des alliances dans les maisons de Clermont-Gallerande, Lavardin, Loré, Coué, la Motte-Fouquet, etc. (1). »

Les documents authentiques que nous possédons sur cette famille commencent à :

I. JEAN I^{er} DE SAINT-RÉMY (2), marié à Isabelle de Montigné (3), dame du lieu, de Flée et de Courtoussaints, dont il eut :

1^o Jean II, qui suit ;

2^o Guillaume, sieur de la Turlière, époux de Marie d'Armaillé (4), sa cousine germaine (5).

II. JEAN II DE SAINT-RÉMY, écuyer, seigneur de Montigné-le-Ganeron, dans la paroisse d'Assé-le-Riboul, fut marié à Françoise du Pin (6), de la paroisse de Bréaux, petite-fille de Fouques du Pin, et fille de Jean, et de Marie de Cornilleau (7), cette dernière héritière de son frère, Ambroise Cornilleau, seigneur de Fié et du Ronceray, en Auvers-le-Hamon (8).

(1) Document de notre collection.

(2) Jean I^{er} était frère de Catherine de Saint-Rémy, femme de Jean d'Armaillé, vivant en 1448.

(3) *Montigné* : de sable, à trois fleurs de lis d'or.

(4) *Armaillé* : d'azur, à trois mollettes d'éperon d'or (Bibl. Nat. : pièces originales, vol. 2.616, dossier 58.214 ; dossiers bleus, vol. 561, dossier 14.811 ; nouveau d'Hozier, vol. 12, dossier 243).

(5) Isabelle de Montigné épousa, en secondes noces, Pierre Gouin, écuyer, et vendit, le 30 juin 1461, la terre de Melley, en Flée, à Guillaume de Jupilles, écuyer, et à Marie de Bailleul, son épouse ; mais cette propriété fut retirée par le fils de la venderesse, Jean II de Saint-Rémy, le 26 juin 1462.

(6) *Du Pin* : d'azur, à six pommes de pin d'or, la tige en bas, 3, 2 et 1.

Les seigneurs du Pin étaient présentateurs de la Chapelle-de-la-Touche, située sur leur fief (Bibl. Nat. : cabinet d'Hozier, vol. 287, dossier 7.818).

(7) Voir sur la famille Cornilleau : Titres de notre collection. — Bibl. Nat. : Dossiers bleus, vol. 211, dossier 5.400 ; vol. 440, dossier 11.844 ; carrés d'Hozier, vol. 202 et 627 ; cabinet d'Hozier, vol. 233, dossier 6.138 ; nouveau d'Hozier, vol. 327, dossier 5.626.

(8) Jean du Pin et Marie Cornilleau eurent sept enfants :

1^o Ambroise du Pin, assassine vers l'an 1500, par un nommé Jean Possart, qui fut condamné à payer dix mille livres de dommages et intérêts à la partie civile. Sa veuve épousa en secondes noces M. Le Clerc de Juigné ;

2^o Guillaume du Pin qui, comme son frère aîné, mourut sans postérité ;

3^o Julien du Pin, prêtre, qui est dit, en 1502, absent du pays depuis longtemps ;

4^o Françoise du Pin, épouse de Jean II de Saint-Rémy ;

5^o Ambroise du Pin, femme d'Amaury de Champagné ;

6^o Jeanne du Pin, femme de Guyon de Montdomer, écuyer ;

7^o Isabeau du Pin, épouse de Macé Madré, sieur de la Milletière.

(Bibl. Nat. : cabinet d'Hozier, vol. 287, dossier 7.818).

Afin que le dit Jean II « puisse mieulx parvenir au sacrement de mariaige », sa mère lui donna, le 26 février 1461 (1), les terres, fiefs et seigneuries de Flée et de Courtoussaints, dont elle avait hérité de son neveu, Guillaume de Beaugenci, époux de Jeanne de Bouillé (2).

Jean II de Saint-Rémy laissa cinq enfants, tous nommés dans une transaction du 12 mai 1548 (3), savoir :

1° *Ambroise*, qui suit ;

2° *Alexandre*, chevalier, seigneur du Plessis-Bouchard, inhumé dans la chapelle de Saint-Étienne de l'église de la Poôté, près la tombe de feu Jean de Saint-Bosmer, aussi seigneur du Plessis-Bouchard. Il testa le 30 avril 1516 (4) en présence d'Ambroise et de Catherine de Saint-Rémy, ses frère et sœur.

3° *Catherine*, mariée par contrat du 13 février 1485 à Pierre Bouchet (7), écuyer, sieur de Maleffre (5). Elle reçut en dot les fief, terre et seigneurie de Montigné-le-Ganeron en la paroisse d'Assé-le-Riboul (6), que ses ancêtres avaient acquis de Philipot de Blaiseau, écuyer, sieur de Monthibaut.

4° *Perrine*, femme de Jean de Fontenailles (8), seigneur de Marigné, d'Aubers et autres lieux, fils de Guyon et de Michel de Sacey, dame de Moulins. Il rendit aveu en 1538, fut maintenu dans sa noblesse en 1540 et mourut en 1543, laissant un fils : Jean de Fontenailles, seigneur de Marigné, d'Aubers, etc., marié à Yvonne Leport, dont postérité. En secondes noces, Perrine épousa Jean de Clinchamps, écuyer, fit une donation à René, son neveu, le 12 octobre 1550, et testa le 29 décembre 1553.

5° *Marie*, femme de Jean de Mésange, écuyer, sieur de Vaux (9).

(1, 2, 3, 4, 5, 6) Titres de notre collection.

(7) *Bouchet* : d'argent, à deux fasces de sable et une tête de Maure en pointe (Voir *Chroniques de Fresnay, passim*, par A. Le Guicheux, Le Mans, 1877 ; Bibliothèque Nationale : cabinet d'Hozier, vol. 287, dossier 7.818, vol. 56, dossier 1.431 ; Chérin, vol. 33, dossier 685 ; dossiers bleus, vol. 115, dossier 2.904 ; pièces originales, vol. 437, dossier 9.835, vol. 438, dossier 9.842).

(8) *Fontenailles* : d'azur, fretté en fasce et en pal d'argent (Bibl. Nat. : dossiers bleus, vol. 275 ; *Bulletin de la Société héraldique*, vol. 1, p. 543).

(9) Bibl. Nat. : dossiers bleus, vol. 561, dossier 14.811.

III. AMBROISE DE SAINT-RÉMY, écuyer, seigneur de Montigné, Fié, Melley, le Contest, le Ronceray, le Pin, rendit aveu du domaine de Melley, le 28 juillet 1531, et épousa : 1° par contrat du 18 août (*aliàs* 18 avril) 1499, Guyonne *Coaisnon* (1), fille de Pierre, écuyer, seigneur de Noirieux et de la Roche-Coaisnon, et de Julienne Le Feschal. Guyonne eut en dot le propre patrimoine de sa mère, qui consistait en la terre et seigneurie de Monmorel, le moulin de la Rocherabinart, le tout assis en la paroisse de Nuillé-sur-Vicoin ; 2° Julienne de *Beumanoir* (2), présente au testament d'Alexandre de Saint-Rémy, son beau-frère, en 1516.

Du premier lit sont issus :

1° *Jacques I^{er}*, qui suit ;

2° *René*, écuyer, sieur du Pin, de Préaux et de Contest, marié à Florence de *Moulins* (3), fille de Robert, écuyer, sieur des Angevinières, et de Catherine Vachereau dont : A) *René de Saint-Rémy*, sieur du Pin, de Contest et de Préaux, né en septembre 1557, surnommé *Pinpaguet* par Henri IV. Il reçut, le 12 janvier 1580, des lettres de gentilhomme ordinaire de la Chambre du Roi, mourut le 4 août 1644, à l'âge de 87 ans, et fut inhumé dans l'église de Préaux. Il avait eu six enfants de son mariage, contracté le 1^{er} avril 1587 (4), avec Louise Baraton (5), fille unique de Hervé Baraton, écuyer, seigneur de Varennes et autres lieux, et de Louise de Sarcilly : 1° François, jésuite ; 2° Urbain, écuyer, sieur du Pin et de Préaux, marié par contrat du 22 novembre 1627 à Françoise de La Lande (6), fille de Charles, chevalier, seigneur de Saint-Martin-de-Villanglosse et

(1) *Coaisnon* : de sable, à une bande fuselée de 5 pièces et deux demies (Voir sur cette famille : Bibl. Nat. : pièces originales, vol. 792, dossier 17.978, vol. 2838, dossier 69.975 ; cabinet d'Hozier, vol. 319, dossier 8.875 ; nouveau d'Hozier, vol. 184, dossier 4023).

(2) *Beumanoir* : d'azur, à 11 billettes d'argent, 4, 3, 4.

(3) *Moulins* : d'argent, à trois pieds de griffon de sable, onglés de gueules.

(4) Bibl. Nat. : dossiers bleus, vol. 55, dossier 1305.

(5) *Baraton* : d'argent, à une fasce fuselée de gueules, accompagnée de 8 croisettes de sable, 4 en chef et 4 en pointe (Voir sur cette famille à la Bibl. Nat. : dossiers bleus, vol. 55, dossier 1305 ; pièces originales, vol. 2906, dossier 64.638 ; cabinet d'Hozier, vol. 148, dossier 3 800.

(6) *La Lande* : d'or, à un cor de chasse de gueules, chargé de 3 étoiles d'or, et soutenu de sable (Bibl. Nat. Cabinet d'Hozier, vol. 205, dossier 5283).

de Beauvais, et de Françoise de la Roque. Il mourut le 22 octobre 1639 et fut inhumé dans l'église de Préaux, laissant trois enfants : aa) René, chevalier, sieur du Pin, marié par contrat du 8 août 1661, à Marie de Bastard, fille d'Urbain, écuyer, sieur de la Paragère, et de Marie Lepeltier, et arrière-petite-fille de René de Bastard et de Catherine de la Motte, dont trois filles : deux jumelles, Renée et Marie, baptisées à Préaux, le 25 mars 1663, et Renée-Anselme, mariée par contrat du 1^{er} juillet 1681 à René Hardouin (1), écuyer, seigneur de la Girouardière, fils de Philippe-Emmanuel, chevalier, seigneur de la Roussière, et de Jacqueline Jacquelot, dont postérité ; bb) Eustache ; cc) François ; 3^e Renée, religieuse de Sainte-Claire à Alençon ; 4^e Louise, morte sans alliance ; 5^e Marthe, morte jeune ; 6^e Anselme, demoiselle de Beaucaire en Poitou ; — B) Robert de Saint-Rémy, né en 1561, père de trois enfants : Robert, ermite ; N..., femme du sieur de la Frihich, près le Lude, et N..., religieuse ; — CD) François et Christophe de Saint-Rémy, vivants en 1570 ; — E) Marthe de Saint-Rémy, née en 1559, morte au Pin en 1642, sans alliance.

3^e *Perrine*, de laquelle Jacques de Saint-Rémy, son neveu, se disait héritier en octobre 1572.

IV. JACQUES I^{er} DE SAINT-RÉMY, écuyer, seigneur de Montigné, Fié, Le Ronceray, reçut de son père les terres et seigneuries du Contest et du Pin, à l'occasion du mariage qu'il contracta le 31 juillet 1529 avec Yolande de *Loré* (2), fille de feu Ambroise de Loré, chevalier, seigneur du lieu et de la Motte-Madré, et de Yolande du Prez.

De ce mariage sont issus huit enfants (3).

1^o *Jacques II*, qui suit ;

(1) *Hardouin* : d'argent, à une fasce de gueules, accompagnée en chef d'un lion passant de sable, couronné, langué et garni de gueules, et en pointe de deux quintefeuilles de sable (Bibl. Nat. : cabinet d'Hozier, vol. 185, dossier 4702 ; Chérin, vol. 103, dossier 2127 ; pièces originales, vol. 1480, dossier 33.530).

(2) *Loré* : d'hermine, à trois quintefeuilles de gueules et neuf hermines posées en fasce ; *alias* : d'hermines, à trois trèfles d'or (Bibl. Nat. : pièces originales, vol. 1746, dossier 40.537 ; dossiers bleus, vol. 367, dossier 9616).

(3) Sept de ces enfants sont nommés dans les partages de la succession de leurs père et mère, en date du 30 octobre 1572 (Titre de notre collection).

2° *Claude*, écuyer, sieur de Cordei, puis du Ronceray en la paroisse d'Auvers-le-Hamon, marié à Marie de *Cannette*, dame du Hautbaigneux. Il mourut le 26 juillet 1618, et sa femme, le jour de l'Ascension de l'an 1596, ayant eu quatre enfants : A) *Jean de Saint-Rémy*, écuyer, sieur de Roncerai, décédé le 14 novembre 1652. Il s'était marié, par contrat du 19 décembre 1600, avec Marguerite de la *Rivière* (1), fille de feu Nicolas, écuyer, sieur de Montigné, écuyer de la comtesse de Sancerre, et de Louise de Grugelin (2), demeurant au lieu seigneurial de Montigni, paroisse de Couesme, dont neuf enfants : aa) *René*, mort à l'âge de 12 ans ; bb) *Jacques*, religieux ; cc) *Hardouin* ; dd) *Alexandre*, prêtre ; ee) *Françoise*, non mariée en 1656 ; ff) *Louise*, femme de Philippe de *Guerlavoine* ; gg) *Marguerite*, femme de Jean de *Méhé*, sieur de Courchamp ; hh) *Claude*, femme de François de *Grugelin*, sieur de la Guittière, dont postérité ; ii) *Marie*, non mariée en 1656 ; — B) *Ambroise de Saint-Rémy*, religieux au prieuré de Château-l'Hermitage, inhumé dans la chapelle du Roncerai ; — C) *Anne de Saint-Rémy*, mariée par contrat du 5 décembre 1601 à Pierre *Sigonneau* (3), écuyer, sieur de la Perdrillette en Anjou, dont six enfants ; — D) *Renée de Saint-Rémy*, religieuse aux Cordeliers de la Flèche, vivante en 1653 (4).

3° *René*, tué à la bataille de Saint-Quentin, en 1555 ;

4° *Jean*, écuyer, sieur du Ronceray, tué au siège de la Rochelle, en 1572. Il habitait ordinairement la terre de Montigné, paroisse de Monbizot.

5° *Lancelotte*, mariée à Philippe du *Puy* (5), écuyer, seigneur

(1) *La Rivière* : d'azur, à trois fasces d'or (Bibl. Nat. : cabinet d'Hozier, vol. 291, dossier 7969).

(2) Louise de Grugelin était fille de François, écuyer, sieur de Vaugelé, et de Marguerite de Sigonneau, remariée à Pierre de Castelnau, seigneur de la Mauvissière, conseiller et premier maître d'hôtel du duc d'Alençon. Le contrat de mariage de Louise de Grugelin porte la date du 10 mai 1572 (Bibl. Nat. : cabinet d'Hozier, vol. 291, dossier 7969 ; pièces originales. vol. 1420, dossier 32.112).

(3) *Sigonneau* : d'argent, à 3 molettes de sable (Bibl. Nat. : cabinet d'Hozier, vol. 312, dossier 8586).

(4) Bibl. Nat. : dossiers bleus, vol. 561, p. 14811.

(5) *Du Puy* : de sinople, à la bande d'or, accostée de six merlettes de même, 2 et 1, 2 et 1 (Bibl. Nat. : dossiers bleus, vol. 548).

de Nazelles et de la baronnie de Saint-Médard, fils de Jacques, écuyer, et d'Anne Senesme, dont : A) *Louis du Puy* baron de Saint-Médard et de Nazelles, marié par contrat du 28 décembre 1582, à Isabelle de *Sorbiers* (1), veuve de Louis Foucaut, seigneur de Saint-Germain, colonel des gens de pied et lieutenant des gens de cheval de la Reine d'Ecosse (2). Elle était fille de Renaud de Sorbiers, écuyer, seigneur des Fourneaux, de Sorbiers, La Lande et autres lieux, maître d'hôtel de la Reine, et de Charlotte de Jarye. Louis du Puy mourut sans postérité — B) *Yolande du Puy*, épouse en premières nocces de René *Gillier*, écuyer, sieur de la Roche-Clermont (3), et en secondes nocces de Gabriel de *Goulaines* (4), gentilhomme de la Chambre du Roi, lieutenant de cent hommes d'armes de ses ordonnances, fils de Claude et de Jeanne de Bouteville. Gabriel était veuf de Jeanne de Botloi et de Françoise de Bretagne, cette dernière fille d'Odet, comte de Vertus et baron d'Avaugour, et de Marie de Couesmes, dame de Saint-Nazaire. Il mourut en 1608 (5).

Lancelotte épousa, en secondes nocces, François *Le Bascle* (6), écuyer, seigneur du Pin, près Chinon, fils aîné de Hardouin, aussi seigneur du Pin, lieutenant de la compagnie des archers de la garde du Roi, et de Jeanne de Voirie, dame de Puisigné, dont deux enfants jumeaux : A) *Gabriel*, écuyer, seigneur du Pin et de Louan, qui épousa : 1^e par traité du 17 avril 1589, Marguerite du *Bouchet*, veuve de Jacques Le Pigeon, écuyer, fille de feu

(1) *Sorbiers* : de gueules, à un chef d'argent, chargé d'un lion passant d'azur, couronné, lampassé et armé de gueules (Bibl. Nat. : cabinet d'Hozier, vol. 313, dossier 8636, p. 9 ; pièces originales, vol. 2716, dossier 60459, p. 34 ; Chérin, vol. 191, dossier 3750).

(2) Le père de Louis, Gabriel Foucaut « eut l'honneur d'épouser au nom du Roi François II, Marie Stuart, reine d'Écosse (Bibl. Nat. : dossiers bleus, vol. 277, dossier 7242).

(3) *Gillier* : d'or, au chevron d'azur, accompagné de 3 mâcles de gueules (Bibl. Nat. : pièces originales, vol. 1326, dossier 30.004 ; dossiers bleus, vol. 314, dossier 8009).

(4) *Goulaines* : parti d'Angleterre et de France, savoir : au 1, de gueules à 3 léopards d'or, au 2, d'azur, à une fleur de lis et demie. Cimier : une aigle issante de sable, couronnée d'or. Supports : deux aigles.

(5) Bibl. Nat. : Chérin, vol. 191, dossier 3750 ; nouveau d'Hozier, vol. 160, dossier 3604, p. 14 ; dossiers bleus, vol. 324, dossier 8238 ; carrés d'Hozier, vol. 304.

(6) *Le Bascle* : de gueules, à 3 mâcles d'argent (Bibl. Nat. : cabinet d'Hozier, vol. 23 ; carrés d'Hozier, vol. 66).

François du Bouchet, seigneur de la Haye, et de Renée de Coquessard, dame des Landes ; 2° Marthe Tricot. Gabriel Le Bascle mourut en 1638, en sa maison du Pin, laissant trois fils et une fille ; — B) François, écuyer, sieur du Pin, de Sombreuil et de la Baronnière en partie, marié le 26 février 1585 à Florence de la Rivière, fille de Jean, seigneur de la Rivière, et de Françoise de Coquessard. Florence acquit avec son mari la baronnie de Saint-Médard et mourut en 1644, en son manoir du Pin du Fresne, en Anjou.

6° Marie, mariée le 26 juin 1578 à Gaston de Tranchelion (1), écuyer, seigneur de la Roche et de Remenonville, fils de François, écuyer, et de Jeanne de Richebourg, veuve du sieur de Fuinière. De cette union sortirent : A) Eslion, fils aîné, ainsi qu'il appert de plusieurs documents de famille ; B) Alexandre, écuyer, sieur de Remenonville, marié par contrat du 26 mai 1646 à Françoise Juliette de Bollève ; C) Françoise, dame de Pédoue, mariée par contrat du 28 mai 1607 à César de Cafardel (2), écuyer, fils d'Antoine, gentilhomme napolitain. « Il fut amené en France dès l'âge de six ans par le colonel de Trecq d'Arculle, son oncle, aussi gentilhomme de Naples, homme d'armes de la compagnie du duc de Retz, et auparavant l'un des gentilshommes du prince de Salerne, commandant pour le Roi au royaume de Naples, avec lequel il vint en France. Il fut page du duc de Retz et obtint en cette qualité des lettres de naturalité du mois de novembre 1585 (3) et ayant atteint l'âge de porter les armes, il servit sous la charge du marquis de Maignelais au voyage du Poitou et fut à la prise de Mauléon, Montagu et Grevache, après quoi il servit en qualité d'homme d'armes du duc de Retz, au siège de Laon et en Picardie, puis en qualité de lieutenant au régiment des gardes-françaises dans la compagnie du sieur de la Vernière. Il se signala au siège de Dijon, en Franche-Comté, et

(1) *Tranchelion* : de gueules, à un lion d'argent, langué d'or, et une main de carnation sortant d'un nuage d'argent, mouvante du chef, tenant une épée du même, garnie d'or, avec laquelle elle perce la poitrine du lion. Supports : deux aigles d'or (Bibl. Nat. : nouveau d'Hozier, vol. 318, dossier 5408 ; Chérin, vol. 199, dossier 3931 ; carrés d'Hozier, vol. 608, p. 199).

(2) *Cafardel* : d'argent, à quatre flèches brisées de sable.

(3) Exactement, le 7 novembre 1587. Il fut reconnu noble par Henri IV, le 1^{er} avril 1609.

au siège de la Fère, et Sa Majesté, en reconnaissance de ses services, le fit capitaine entretenu sur ses galères (1) ». Enfin, en 1615, il était écuyer de Mgr de Gondî, évêque de Paris. De concert avec Françoise de Tranchelion, sa femme, César de Cafardel acquit la terre et seigneurie d'Hiermenonville ou Germononville et en rendit aveu au duc de Chartres, le 8 mars 1626. De ce mariage naquit Henri de Cafardel, écuyer, seigneur de Germononville, capitaine entretenu sur les galères de France en 1633, époux en 1636 de Louise de Menou, qu'il avait « enlevée et ravie ». A la requête de l'abbesse de N.-D. de Lians, il fut condamné, pour ce rapt, à avoir la tête tranchée, mais comme l'aventure s'était terminée par un mariage, il fut absous en vertu d'un arrêt du 3 avril 1645 (2) ; *D) Madeleine*, mariée à Paris, par contrat du 5 septembre 1607, à Bernard de *Conti* (3), écuyer, seigneur d'Argicourt, en Picardie, veuf de Louise de Poisioux, fils de François, écuyer, sieur de Gaucourt, gentilhomme ordinaire de la Chambre du Roi, et d'Isabelle de Lauthier. Dans une transaction, datée du 9 mai 1613, il est dit : « que Bernard de Conti avait été chassé de la maison paternelle à l'âge de 13 ans et que, se voyant délaissé par sa famille, il se trouva forcé, par la nécessité, à l'âge de 26 ans, d'épouser une femme de 70 ans, fille du feu sieur comte de Valleri, de bonne et grande maison ; qu'il avait été déshérité par le testament de ses parents, en date du 16 février 1608, et un codicile du 10 janvier 1610 ; qu'enfin son frère annulait les clauses de ce testament en ce qui concernait la déshérence du dit Bernard ». Devenu veuf, Bernard épousa, par contrat du 16 mai 1632, Marie *Bonin*, fille de Charles, chevalier, seigneur de Corpoi et autres lieux, et de Marie de Sanzai.

7° *Anne*, mariée : 1° à François de *Boisyvon*, seigneur de Saint-Aubin-de-Locquenay ; 2° à Pierre *Sigonneau* (4), fils de

(1) Bibl. Nat. : pièces originales, vol. 567, dossier 13016.

(2) Bibliothèque Nationale : Nouveau d'Hozier, vol. 78, dossier 1462.

(3) *Conti* : d'or, à un lion de gueules, chargé de 3 bandes de vair (Bibl. Nat. : cabinet d'Hozier, vol. 103, dossier 2757 ; carrés d'Hozier, vol. 608, p. 199 ; nouveau d'Hozier, vol. 78 et 318, dossiers 1462 et 5408).

(4) *Sigonneau* : d'argent, à trois merlettes de gueules. Voir sur cette famille à la Bibl. Nat. : pièces originales, vol. 2703, dossier 60.078 ; carrés d'Hozier, vol. 312, dossier 8586 ; dossiers bleus, vol. 389, dossier 10490.

François, seigneur du Grip et de la Perdrillière, et de Marie de Grugelin ; 3^e à Jean *Le Vayer* (1), écuyer, sieur de la Doulière.

8^e *Françoise*, mariée en 1577 à Jacques de *Grugelin*, écuyer, sieur de Vaugelé et de la Guittière, demeurant à la Guittière, paroisse d'Assé-sous-Le Lude (2).

V. JACQUES II DE SAINT-RÉMY, écuyer, sieur de Fié, Montigné, le Ronceray, la Motte-Madré, Corday et la Braudière, épousa, par contrat du 7 septembre 1566, Madeleine de la *Motte-Fouquet*, fille de René, écuyer, baron de Saint-Seurin-d'Uzet, la Grandvau, seigneur de la Poitevinère, Morcines, Fresnay, Orgères et la Motte-Fouquet, et de Marie-Renée de Coué.

Il fut déchargé, par lettres-patentes de 1567, des ban et arrière-ban à cause de ses longs services dans les armées du Roi, et obtint la même faveur en 1594, vu son grand âge. Le 13 juillet 1598, Madeleine de la Motte-Fouquet, sa femme, reçut l'autorisation d'administrer ses biens « attendu que son mary pour son antien aage, indisposition et sourdité, ne pouvoit commodément ne surement vacquer à une infinité d'affaires (3) ».

Quatre fils sortirent de ce mariage :

1^o *Jacques*, mort adolescent ;

2^o *René*, chevalier, seigneur de Montigné, de la Touchette, de Fié, de Cossé, de Bannes et de Corday, né vers 1577, marié : 1^o par contrat du 21 août 1601 (4), à Renée de *Sanzay*, fille de feu René, comte de Sanzay, vicomte héréditaire parageur du Poitou, chevalier de l'Ordre du Roi et conseiller en son Conseil d'État, colonel capitaine-général de la noblesse de France aux ban et arrière-ban, super-intendant général des fortifications de France, et de Charlotte de Thais. Renée de Sansay mourut, le 9 décembre 1615, au manoir de la Touchette et fut inhumée le lendemain dans le chœur de l'église de Montreuil-le-Chétif ; 2^o à Anne de *Nollent*, veuve de Guillaume de Guerpel, écuyer, seigneur du Mesnil-Montchauvel, fille de Richard de Nollent et de Hélène de Lisse.

(1) *Le Vayer* : de gueules, à une croix d'argent, chargée de 5 tourteaux de gueules (Bibl. Nat. : pièces originales, vol. 2951, dossier 65.527).

(2) Bibl. Nat. : cabinet d'Hozier, vol. 291, dossier 7969. — *Mercur de France*, avril 1746, p. 198.

(3, 4) Titres de notre collection.

Du premier lit sont issus : A) *Jacques*, écuyer, sieur de Cossé, tué au service du Roi ; B) *Marie*, baptisée à Montreuil, le 20 octobre 1612, mariée par contrat du 4 juin 1630 à Louis de *Guerpel* (1), écuyer, seigneur du Mesnil-Montchauvel, Louvières, Vari, Crouptes, Trun et autres lieux, fils de Guillaume, chevalier, et de la dite Anne de Nollent, dame du Mesnil. La future reçut en mariage les terres et seigneuries de Corday, la Touchette et Bures. Louis de *Guerpel* mourut à Paris au mois de juillet 1653, laissant trois fils et quatre filles, notamment Pierre de *Guerpel*, baptisé à Trun, le 7 juillet 1643, qui épousa, par contrat du 23 mars 1666, Marie-Anne d'*Oraison* (2), fille de César, baron de Livarot, gouverneur de Lisieux, et de Catherine de Longchamps ; CD) *Françoise* et *Renée*, sœurs jumelles, baptisées le 22 décembre 1613 à Montreuil-le-Chétif (3).

3° *Pierre*, né en 1585, 14^e seigneur de la Motte-Fouquet, dont suit la notice.

4° *Gilles*, né au mois de mai 1586, curé de Champfleur (4).

XIV

PIERRE DE SAINT-RÉMY, écuyer, seigneur de la Motte-Fouquet, Saint-Patrice et Orgères, gendarme de la Compagnie de Longueville (5), rendit aveu à la Chambre des Comptes de Rouen, le 28 juin 1618, et, au mois de juillet suivant, loua les forges de Cossé à Pierre Choué, sieur de Vieux-Moulin, et plus

(1) *Guerpel* : d'or, à la croix ancrée et alaisée de gueules, cantonnée de quatre hermines de même. Supports : deux lions langués de gueules. Voir sur cette famille : Titres de notre collection. — Bibl. Nat. : carrés d'Hozier, vol. 318 ; dossiers bleus, vol. 501, dossier 12997 et vol. 561, dossier 14811 ; Chérin, vol. 101, dossier 2053 ; nouveau d'Hozier, vol. 21, dossier 432 et vol. 168, dossier 3817 ; cabinet d'Hozier, vol. 158, dossier 4080.

(2) *Oraison* : de gueules, à trois fasces ondées d'or (Bibl. Nat. : dossiers bleus, vol. 501, dossier 12.997).

(3) Communication de M. l'abbé Brichet, vicaire de Montreuil-le-Chétif.

(4) Marguerite de Saint-Rémy était veuve en 1653 de Jean Le Mée, sieur de Courchamp en Saintonge. Nous ne savons à quelle branche elle appartenait (Bibl. Nat. : pièces originales, vol. 1912, dossier 44.067).

(5) Certificat délivré le 30 octobre 1642 par le comte de Guiche, maréchal de France.

tard à Jacques Trétou qui, en 1641, était en procès avec l'abbé de Troarn, au sujet d'une acquisition de bois.

Il épousa, par contrat du 23 mars 1625, Marie d'Oilliamson (1), fille de Julien, chevalier, seigneur et vicomte de Coulibœuf, Fribois, Candepie, Anglequeville, Villerville et Baveuc, et de Marie Grente.

Selon M. le comte de la Ferrière, quatorze enfants seraient sortis de cette union ; cinq seulement sont nommés dans les pièces d'hérédité :

1° *Jacques III* de Saint-Rémy, qui suit ;

2° *Pierre*, seigneur de Saint-Hubert, curé de Villerville ;

3° *Julien*, qui obtint de son père, le 1^{er} décembre 1658, la métairie de Loche « affin qu'il puisse estre pourveu aux saints ordres de prestre si tant est que Dieu luy en face la grâce et prier pour luy, ses père et mère, et ses amis tant vivans que trépassés ». Il reçut les ordres mineurs (2), le 11 avril 1659, et devint, plus tard, curé de la Motte-Fouquet.

4° *Claude*, écuyer, sieur d'Orgères.

5° *Renée*, née en 1652, décédée sans alliance le 29 septembre 1687 et inhumée le lendemain dans le chœur de l'église de la Motte-Fouquet.

Deux des enfants de Pierre de Saint-Rémy étant mineurs au moment de son décès, arrivé vers 1659, il y eut un conseil de famille ainsi composé : Côté paternel : René de Bastard, écuyer, sieur de la Roche ; Urbain du Bois, écuyer, sieur du Hamel ; Hervé de Montreuil, écuyer, sieur de la Chaux ; Pierre de Guerpel, écuyer, sieur du Mesnil-Montchauvel ; René de Calley, écuyer, sieur de la Rivière ; Claude de Saint-Rémy, écuyer, sieur d'Orgères. Côté maternel : Jacques d'Oilliamson, seigneur de Villerville, vicomte héréditaire de Coulibœuf et baron de Coursy ; Jacques d'Oilliamson, seigneur de Saint-Germain-Langot, les Loges, baron de Caligny ; Thomas d'Oilliamson, écuyer, seigneur et patron d'Ouilly-le-Basset ; Jacques Le Verrier, écuyer, seigneur du Manoir et de Thiéville ; Tanneguy

(1) *Oilliamson*: d'azur, à une aigle d'argent, becquée et membrée de même et posée sur un tonneau d'argent.

(2) Certificat de Mgr Philibert-Emmanuel de Beaumanoir, évêque du Mans (de notre collection). — Registres paroissiaux de la Motte-Fouquet.

Labbé, écuyer, sieur d'Ussy ; Jean Jouenne, écuyer, sieur de la Dronnière, conseiller du Roi et premier président en l'élection de Falaise.

XV

JACQUES III DE SAINT-RÉMY, chevalier, seigneur de la Motte-Fouquet, Saint-Patrice et Orgères, naquit le 17 juillet 1627 et fut baptisé le lendemain en l'église de Villerville.

Il épousa par contrat sous seings privés, passé le 11 novembre 1662, Anne *Bidon* (1), née vers 1628, veuve de Thomas Poulain, sieur de la Vallée, maître des grosses forges de Lignièrès, fille de Pierre Bidon, sieur de la Contrye, huissier de salle de la Reine Anne d'Autriche, et de feu Anne Dubois (2) ; elle était sœur de Robert Bidon, sieur de la Contrye, huissier de salle de la Reine, de Laurent Bidon, sieur de Possey, gendarme de la compagnie du Roi, de Thomas Bidon, sieur de Vaux, de Marie Bidon, épouse de René Foucqueron, sieur de Vaurenoust, conseiller du Roi au bailliage et siège présidial d'Alençon.

De son premier mariage, Anne Bidon avait eu beaucoup d'enfants : dix étaient vivants lors du décès de leur père, Thomas Poulain, survenu le 20 mai 1660.

Le 30 avril 1698, Jacques de Saint-Rémy afferma les forges de Cossé, pour six années, à Julien Maubert, sieur de la Tremblaye, époux de damoiselle Jeanne Froger, demeurant au bourg d'Ecommoy, et à Guillaume Le Débotté, sieur des Jugeries, le jeune, avocat au Parlement de Paris. Les preneurs pouvaient exploiter cinquante arpents de bois par an dans la forêt de la Motte, à condition de laisser au bailleur seize baliveaux par arpent, à son choix, tirer tout le minerai dont ils avaient besoin et chasser dans la même forêt « depuis le ruisseau qui descend depuis Pierre-Levée jusqu'à la forge de Cossé ». Les fermages en argent étaient de 5.500 livres, et en nature de deux pipes ou quatre poinçons de vin rouge ou blanc, 3.000 bourrées dont la façon était à la charge du bailleur et 20 sacs de charbon. Ce bail

(1) *Bidon* : de gueules, à la fasce d'argent, chargée d'un bidon d'azur.

(2) Ce contrat de mariage est dans notre collection.

a servi de modèle pour la plupart des locations ultérieures, à l'exception du montant des fermages en argent, essentiellement variable, et des deux pipes de vin qui ne furent plus exigées.

Les deux preneurs entrèrent en possession le 1^{er} août 1699, en présence de Jacques Le Frère, écuyer, sieur de Maisons, fermier sortant, de Guillaume Le Débotté, sieur des Jugeries, propriétaire des forges de la Sauvagère, et de Michel Alexandre, ci-devant maître de la forge de Varennes ; mais ils n'exploitèrent pas longtemps l'établissement de Cossé : dès le 13 juillet 1701, Jacques Héron, sieur de la Rousselière, prenait leur place. Ce dernier étant mort en 1716, un an avant l'expiration de son dernier bail (1), les forges furent dirigées par ses héritiers : Joseph Héron, chanoine, archidiacre en l'église cathédrale de Sées, et Pierre Hameau, sieur du Marais, écuyer, conseiller du Roi, contrôleur et contre-garde de la monnaie d'Angers, et maître des grosses forges de Rohan, en la paroisse de Saint-Fiacre, évêché de Vannes.

Anne Bidon mourut le 13 janvier 1678, à l'âge d'environ 50 ans, au logis de Cossé, paroisse de Magny-le-Désert, et fut inhumée le surlendemain dans l'église de la Motte-Fouquet.

De son mariage avec Jacques de Saint-Rémy, elle avait eu deux fils et une fille :

1^o René-François, qui suit ;

2^o Jean-Baptiste-Jacques, dont la notice suivra celle de son frère aîné ;

3^o Jacqueline, mariée en l'église de la Motte-Fouquet, le 17 mars 1689, à Emmanuel, baron du Quesnoy (2), chevalier, seigneur de Saint-Martin-des-Champs, seigneur et patron de Saint-Loup et de la Godefroy, seigneur châtelain de la Grimaudière, de la Ridelière, de la Coulonce et de Verdun, seigneur et patron de Clinchamps, de la Jourdanière, de Loraille et de la Tiercerie, seigneur héréditaire des sergenteries nobles de Pont-

(1) Les deux baux consentis à Jacques Héron portent les dates des 8 août 1704 et 23 décembre 1710 (Titres de notre collection).

(2) Du Quesnoy : d'argent, à un lion de gueules, accompagné de 9 glands de sinople.

Farcy, etc., fils aîné de Louis, baron de Quesnoy, et de Léonore de Gouvets (1).

Né le 20 décembre 1652, le jeune baron fut nommé le 23 octobre 1688, capitaine de la noblesse de la sergenterie de Pontorson, sur la présentation de tous les gentilshommes de cette sergenterie, et obtint en sa faveur, au mois de juillet 1714, l'érection en marquisat de la baronnie du Quesnoy et fiefs y réunis. Il mourut le 23 décembre 1730 et fut inhumé dans l'église de Saint-Loup (2).

René-François et Jean-Baptiste-Jacques de Saint-Rémy partagèrent, le 14 août 1700, devant les notaires de Carrouges, les biens de leurs père et mère. L'aîné eut « la terre et la seigneurie de la Motte-Fouquet, avec tout le domaine non fleffé, tant en terres labourables, prés, pastures, forêts, bruyères, moulins, forges et fourneau, droits honorifiques et seigneuriaux et généralement comme elle se contient ». Il délaissait au seigneur de Cossé pour son partage, les rotures de la dite succession tant en rentes qu'héritages situés en la province de Normandie. « Et attendu que dans les fermes qui composent la dite terre de la Motte, il peut y avoir quelques fonds et héritages soit d'acquêt ou autrement qui ne sont dudit domaine non fleffé et feraient partie des dites rotures, ledit seigneur de Cossé pour en éviter la discussion a quitté, cédé et délaissé audit seigneur de la Motte, généralement tout ce qu'il peut avoir de fonds ou d'héritages dans les paroisses de la Motte, Saint-Patrice et Magny, qui ne feroient partie du domaine non fleffé, ensemble la moitié des prizées deues par les fermiers estants sur la dite terre et seigneurie de la Motte et héritages ci-dessus cédés, comme aussi la moitié qui luy appartient dans les meubles meublants estants audit château de la Motte, et moitié des ustensiles estants sur les dites forges, fourneau et fenderie, le tout moyennant la somme de vingt-quatre mille cinq cent quatre-vingt-treize livres, deux sols, six deniers » (3).

(1) Voir à la Bibl. Nat. sur la maison de Gouvets : Nouveau d'Hozier, vol. 161, dossier 3638 ; carrés d'Hozier, vol. 306, p. 195 ; cabinet d'Hozier, vol. 169, dossier 4316.

(2) Pour la descendance du marquis du Quesnoy et de Jacqueline de Saint-Rémy (10 enfants), voir l'*Armorial général de la Noblesse de France*, par d'Hozier, Registre IV, p. 379.

(3) Titre de notre collection.

XVI

RENÉ-FRANÇOIS DE SAINT-RÉMY, marquis de la Motte-Fouquet, seigneur et patron haut-justicier des paroisses de la Motte, Magny-le-Désert, Saint-Patrice et Orgères, et en partie de celles de la Pallu, la Ferté-Macé, Joué-du-Bois, Beauvain et autres terres et seigneuries, fut ondoyé le 6 juillet 1666, à Saint-Patrice-du-Désert.

Il épousa : 1^o Madeleine *Le Cordier* (1), laquelle mourut à l'âge de 20 ans, le 11 décembre 1695, et fut inhumée le surlendemain dans le chœur de l'église de la Motte-Fouquet ; 2^o par contrat du 14 mai 1704, Françoise-Marie *Lescalopier* (2), fille de Gaspard, chevalier, seigneur de Nourard, la Guesdière et autres lieux, conseiller du Roi en sa Cour de Parlement et Grand-Chambre d'icelle, et de dame Françoise-Geneviève Collin, demeurant à Paris, rue Sainte-Croix de la Bretonnerie, paroisse Saint-Jean-en-Grève.

A ce contrat, le futur était assisté de Thomas Poullain, chevalier, seigneur de Martenay, procureur-général du Bureau des Finances d'Alençon, de Pierre Poullain, écuyer, sieur d'Orneval, gentilhomme ordinaire servant du Roi, ses frères, et de Marie-Thérèse-Nicole de Montgommery, épouse de Jean-Baptiste-Jacques de Saint-Rémy, marquis de Cossé, seigneur de Montgoubert et autres lieux.

Quant à M^{lle} Lescalopier, elle était accompagnée de sa famille au grand complet, savoir : César-Charles Lescalopier, conseiller au Parlement, chevalier, seigneur de Nourard, son frère, et Anne-Geneviève-Thérèse Charrier, son épouse ; dom Louis-Nicolas Lescalopier, ancien religieux profès de l'Ordre de Cluny, prieur de Saint-Saturnin-de-Loubillé, et Louis-Gaspard Lescalopier, chevalier, seigneur de Savigny, prieur de N.-D. de Prêmesac, aussi ses frères ; Charles Colin, chevalier, seigneur de Liancourt, son oncle maternel, et dame Diane Chappelier, son épouse ; César-Emmanuel Colin, chevalier, seigneur de

(1) *Le Cordier, seigneur de Trun* : d'azur, à la bande d'argent chargée de cinq losanges de gueules, accostée de deux étoiles d'or.

(2) De gueules, à une croix d'or, cantonnée de quatre croissants de même.

Lessair, brigadier de cavalerie des armées du Roi, oncle maternel ; Anne-Françoise de Paris, chevalier, seigneur de la Brosse, conseiller du Roi, en ses Conseils, président en sa Chambre des Comptes, et Thérèse-Angélique Colin, son épouse, tante maternelle ; la marquise de Meuse, fille unique de feu François Chenel (*aliàs Chenu*), marquis de Meuse, mestre de camp d'un régiment, colonel général de la cavalerie légère, et de Thérèse-Angélique Colin, cousine-germaine maternelle ; Louis-César, chevalier, comte de Rabodanges, seigneur et patron de Fumichon et autres lieux, cousin-germain paternel ; Marguerite de Flexelles, veuve d'Isaac Cheré, chevalier, seigneur de la Fausseye, conseiller du Roi, maître-ordinaire en sa Chambre des Comptes, tante paternelle ; Armand de Béthune, duc de Charos, pair de France, chevalier de l'ordre du Saint-Esprit, lieutenant général pour le Roi des provinces de Picardie et autres, gouverneur de Calais et autres places, ci-devant capitaine des gardes du corps de Sa Majesté, oncle à la mode de Bretagne du côté paternel, et Marie Fouquet, son épouse ; François Phéliepeaux, chevalier, seigneur d'Herbault, Brassieux et autres lieux, conseiller au Parlement, cousin paternel ; François Durcet, chevalier, marquis de Cheury, cousin paternel ; Louise-Madeleine Gremonville, veuve de Henri d'Entraques, marquis d'Illiers et lieutenant de cheveu-légers, cousine issue de germaine paternelle ; Henry, comte de Saulx de Tavannes, sire de Berville, époux de M^{lle} de Gremonville, cousine issue de germaine paternelle ; Claude-Antoine Gobelin, chevalier, comte d'Offemont, cousin issu de germain paternel ; Henry de Mesmes, comte d'Avaux, prévôt et maître des cérémonies des ordres du Roi, ci-devant plénipotentiaire à Nimègue, ambassadeur extraordinaire en Hollande et auprès du Roi d'Angleterre, en Irlande et depuis en Suède, cousin paternel ; Hue, chevalier, seigneur de Miromesnil, chanoine en l'église de Paris, parent paternel ; Marie de Baieul, veuve de M^{re} Dublé, marquis d'Uxelles, lieutenant général des armées du Roi, lieutenant-général en Bourgogne et gouverneur des ville et citadelle de Chalon, cousin paternel ; Louise-Antoinette-Thérèse de la Chartre, veuve de Louis de Crevan, duc d'Humières, pair et maréchal de France, grand maître de l'artillerie de France, gouverneur et lieutenant général pour le Roy des provinces de Flandres et Henault,

cousin paternel ; Anne de la Grange, veuve de M^{re} de Bruadé, comte de Frontenes, gouverneur pour le Roy de la Nouvelle France, cousin paternel ; Guillaume Brissonnet, chevalier, seigneur de Villemore, Rosay, président aux enquêtes du Parlement, parent paternel ; André Potier de Novion, président à mortier au Parlement, parent paternel ; M^e Phelipeaux, chevalier, marquis de la Vrillière, secrétaire d'Etat, cousin paternel ; Marie-Thérèse de Crevan d'Humières, veuve du prince d'Issanguin, chevalier de la Toison d'or, parente paternelle ; Jacques Beringhen, premier écuyer du Roy, gouverneur des citadelles de Marseille, cousin paternel ; M^{re} Bazan, marquis de Flautauville, lieutenant général des armées du Roi, allié du côté paternel ; M^{lle} Lelièvre, épouse de M^{re} de Sourdis, comte de Moulin, parente paternelle ; Anne de Bretagne-Davaugour, parente paternelle ; Charles Roger, prince de Courtenay, époux de Marie-Claire de Bretagne-Davaugour ; Mgr de la Trémoille, duc de Noirmoutier, allié à cause de M^{lle} Duren de Cheury, son épouse, cousine paternelle ; Mgr Charles-Maurice Le Tellier, archevêque-duc de Reims, premier pair de France, légat du Saint-Siège apostolique, primat de la Gaule-Belgique, doyen du Conseil de Sa Majesté et maître de la chapelle de musique, docteur de la maison de Sorbonne, cousin maternel ; Anne de Courtanvault, veuve de François-Michel Le Tellier, marquis de Louvois, ministre et secrétaire d'Etat, cousin maternel ; Marie d'Aligre, veuve de Mgr Godefroy d'Estrades, maréchal de France, parente paternelle ; Marguerite d'Aligre, veuve de Mgr Louis-Charles d'Albert, duc de Luynes, pair de France, cousine maternelle ; Elisabeth Le Tellier, épouse de Mgr François de la Rochefoucault, duc de la Rocheguyon, pair de France, cousine maternelle ; Anne-Charlotte d'Aumont, veuve de François-Joseph, marquis de Créquy, lieutenant-général des armées du Roi, cousine maternelle ; Mgr Louis, duc d'Aumont, pair de France, premier gentilhomme de la Chambre du Roi, gouverneur de Boulogne et du pays boulonnais, marquis de Villequier, cousin maternel ; Etienne d'Aligre, président à mortier du Parlement ; François-Michel de Verthamont, chevalier, seigneur de Bréan, premier président du Grand-Conseil, parent paternel ; M^{lle} de Verthamont, veuve de Mgr Henri Halbert de Cossey, duc de Brissac, pair de France, cousine maternelle ; Nicolas Pinon,

chevalier, seigneur de Villemain, premier président des Trésoriers de France, parent maternel, etc., etc. (1).

M^{lle} Lescalopier, on le voit, était des mieux apparentées.

René-François de Saint-Rémy rendit aveu en la Chambre des Comptes, le 29 octobre 1700, et mourut prématurément le 7 mars 1716, laissant une fille unique, *Marie-Thérèse-Françoise-Gasparde*, née à Paris, le 10 juin 1708 (3), et dont la garde-noble fut confiée à M^{lle} Lescalopier, sa mère, par lettres-patentes du 27 juin 1716.

Le 28 novembre 1716, le domaine de la Motte-Fouquet fut partagé en trois lots, qui furent choisis le 22 décembre (2) : deux lots pour l'enfant et un lot pour la veuve. Les deux premiers, attribués à la mineure, se composaient des objets suivants : 1^o Le château de la Motte, les fermes de la Noë-Pannier, de l'Hermitage, de Loche et de la Barberie, la garenne du Mail, les taillis du champ de la Coudre et de la Vallée-du-Pré, la Lizière et la Bretonnière, les taillis sur la Mare-Foucherot, deux portions de taillis dans les hachetières de la Drutière, le buisson proche les Monts au-dessus du grand buisson des Hachetières et enfin la nomination du bailli de la haute-justice ; 2^o les fermes de la Basse-Cour, de Beaudouet, de la Mansonnière, du Château et des Aulnez, les rentes seigneuriales de Saint-Patrice et de la Motte, avec les droits seigneuriaux casuels des dites deux paroisses, le moulin Collin, les prés de l'Artoire, le pré de la Motte, à Champfleur, la rente des Fontis audit Champfleur, plusieurs rentes sur particuliers, le petit pré de la Rouillerie, les pépinières de Beaudouet et du Chesnay, différents taillis et buissons, et enfin la nomination du chapelain de la chapelle érigée dans la cour du château.

Le troisième lot, demeuré par non-choix à M^{lle} Lescalopier, comprenait : le Moulin-Cadin, la ferme de la Boulardièrre, la prairie d'Orgères, les rentes seigneuriales d'Orgères avec tous les droits casuels dudit fief, les fermes de la Drutière, de la Bretonnière, des Grand et Petit-Jehard, et de la Butte-Verte, le greffe de la haute justice, le pré de Cadin, la pépinière de la

(1, 2) Titres de notre collection.

(3) Bibl. Nat. : Fonds français ; vol. 32.593. Registre des baptêmes de la paroisse de Saint-Sulpice de Paris.

Raillière, le buisson des Champs-Henry, différents taillis et buissons, et enfin la nomination du procureur fiscal de la haute justice.

L'acte de partages ajoute : « Et n'est du compris aux présents lots la forge de Cossé et ses dépendances ; n'est aussy compris la forêt de la Motte et les objets qui sont affermés avec icelle, parce qu'il en vertira au profit de la dite dame la tierce partie du revenu d'iceux aux charges de droit, au moyen que la dite forge ne pourra être affermée que du consentement et de l'avis de ladite dame » (1).

M^{me} Lescalopier de Saint-Rémy loua les forges de Cossé, par bail du 21 novembre 1716, à René Salles, sieur du Parquet, conseiller du Roi, maire de la Ferté-Macé, pour le prix de 4.350 livres, avec les faisances habituelles (3.000 bourrées, 20 sacs de charbon). Il prit possession le 1^{er} août 1717, en présence de Guillaume du Bois, sieur de Francheville, ci-devant maître de la forge de Blanchelande, Ambroise Cabaret, sieur de la Bouchardière, maître des forges de la Gouisière, et Georges Ruel, sieur de Forge, maître des forges de la Roche-Mabile (2).

La jeune demoiselle de la Motte-Fouquet, Marie-Thérèse-Françoise-Gasparde de Saint-Rémy, mourut à l'âge de 11 ans, le 26 février 1719, et fut inhumée le surlendemain à Paris, paroisse de Saint-Jacques de la Boucherie (3). Elle laissait son patrimoine à Jean-Baptiste-Jacques de Saint-Rémy, son oncle, et ses meubles et acquêts à M^{lle} Lescalopier, sa mère, conformément aux articles 325 de la coutume de Normandie et 311 de la coutume de Paris.

Le 30 décembre 1719, M. de Saint-Rémy paya le centième denier sur les héritages suivants : les forges, bois et dépendances de la Motte-Cossé, situés en la paroisse de la Motte-Fouquet ; les métairies des Grand et Petit-Jehard, en Saint-Patrice ; le moulin à blé, dit Moulin-Colin, en la paroisse de Magny ; la ferme de Loche, en Saint-Patrice ; les métairies de Beaudouet et de la Mansonnière, en la paroisse de la Motte ; la métairie de la Bourdonnaye, en Magny ; le fief de l'Hermitage et la métairie de la Noë-Pannier, en Saint-Patrice ; la ferme de la Bretonnière

(1, 2) Titres de notre collection.

(3) Bibl. Nat. : Dossiers bleus, vol. 561, dossier 14.811.

et le moulin de la Motte-Fouquet. Les droits successifs furent perçus sur le pied de 5.010 livres de revenu, au capital de 100.200 livres (1).

M^{lle} Lescalopier, douairière de Saint-Rémy, mourut à Paris, le 29 mai 1747, dans sa 73^e année (2).

XVII

JEAN-BAPTISTE-JACQUES DE SAINT-RÉMY, chevalier, seigneur puis marquis de Cossé, le plus opulent des seigneurs de la Motte-Fouquet, naquit à Saint-Patrice-du-Désert, le 12 juin 1670.

En 1699, il faillit être assassiné par un de ses vassaux, nommé Leturc, dans la famille duquel il avait essayé de ramener la paix. « Ledit Leturc se retira trois ou quatre pas en arrière, ayant pris un pistolet, qu'il tenoit caché sous son juste-au-corps, lequel il présenta devant le sieur plaignif bandé, qui tira par deux fois et différentes reprises, sans que ledit pistolet prit feu, dont il l'auroit tué sans une protection visible de Dieu qui l'en préserva ». Mais Leturc ne se tint pas pour battu, il disait hautement « que si iceluy plaignif se mesloit de ses affaires, il luy feroit un coup qui donnerait sujet et matière aux prestres de la Motte de chanter ». Mais les prêtres de la Motte n'eurent pas, pour cette fois, l'occasion de chanter un *Libera* ; s'ils chantèrent quelque chose, ce fut un *Te Deum*, en apprenant la sentence du juge de Falaise, qui les débarrassait pour quelque temps d'un mauvais paroissien (3).

Le 21 juin 1700, le marquis de Cossé acheta de Jules-Armand Colbert, chevalier, marquis de Blainville, les terres, seigneuries et châtellenies des Haut et Bas-Montgoubert, en Saint-Julien-

(1) Titre de notre collection.

(2) On lit aux registres paroissiaux de Saint-Sulpice de Paris, à la date du 18 août 1725 : « Permis de se marier à Viroflay à Messire Jean-Baptiste Le Foin, écuyer, gentilhomme ordinaire du Roi, avec Françoise-Marie Lescalopier, veuve de René-François de Saint-Rémy, seigneur de la Motte-Fouquet ».

Cependant, le *Mercur de France* (juin 1747, p. 203) ne dit mot de cette alliance dans l'article nécrologique qu'il consacre à Françoise-Marie Lescalopier, « veuve depuis 1718 de René-François de Saint-Rémy, chevalier, seigneur de la Motte-Fouquet ».

(3) Sentence du 13 octobre 1699.

sur-Sarthe, de Pescoux, les Aulneaux, Contilly. le Cervoïr et de Beauregard, situés dans les provinces du Perche et du Maine, et prit possession des chartriers de ces seigneuries, le 6 juillet suivant (1).

Il épousa, par traité du 21 juillet 1700, Marie-Thérèse-Nicole de *Montgomery* (2), fille de feu François, chevalier des Ordres du Roi, seigneur, comte de *Montgomery* (3) et de Marie de Grisson, dame de *Villebouzin* (4).

M^{lle} de *Montgomery* était seulement accompagnée de ses deux frères (5) : Nicolas-François, comte de *Montgomery* (6), chevalier des ordres du Roi et baron de Vignats, Saint-Silvain, Ecots, Verneuillet et le Mesle-sur-Sarthe, seigneur, châtelain de *Villebouzin*, du Mesnil et de *Beaumont* (7), et de Jacques de *Montgomery*, chevalier, seigneur dudit lieu, né en 1669 (8).

(1) Les archives féodales de ces seigneuries sont dans notre collection.

(2) *Montgomery* : de gueules, à trois fleurs de lis d'or, écartelé de gueules, à trois coquilles d'or.

(3) Décédé au château du Mesle-sur-Sarthe, le 30 mai 1676. Il avait épousé, en premières noces, Charlotte de Morel, dame de Torpt, dont : Aimée-Thérèse de *Montgomery*, qui épousa Claude de Dreux, comte de Nancré, lieutenant général des armées du Roi.

(4) Marie de Grisson était fille de Pierre, chevalier de *Villebouzin* et autres lieux, conseiller et maître d'hôtel du Roi, et de Marie d'Averdouin. Assassinée au mois de janvier 1683, son cadavre fut trouvé près l'étang de Boneuil. Le comte de *Montgomery*, son fils aîné, dépensa plus de 3.000 livres à la recherche du meurtrier (Comptes de tutelle, de notre collection).

(5) M^{lle} de *Montgomery* avait aussi deux sœurs : 1° Marie-Louise, née en 1670, qui fit profession au monastère de Penthemont, rue de Grenelle, à Paris, le 24 septembre 1687, et devint abbesse de Villers-Canivet ; 2° Marie-Françoise, née en 1672, entrée aux Ursulines de Mantes, le 24 octobre 1690, décédée religieuse dans ce monastère, le 27 janvier 1709 (Dossier de *Montgomery*, de notre collection).

(6) Marié à Marguerite-Élisabeth Le Maire de Montlivaut, de laquelle il n'eut pas d'enfants. Il laissa tous ses biens à Nicolas-François de *Montgomery*, son neveu. M^{lle} de Montlivaut mourut le 25 juillet 1732 et fut inhumée le lendemain dans le caveau des seigneurs de *Montgomery* situé sous le chœur de l'église du Mesle-sur-Sarthe (Id.).

(7) *Villebouzin* et *Le Mesnil*, seigneuries assises en la paroisse de Longpont, près Montlhéry ; *Beaumont*, autre fief situé près de Beaugency (Titres de notre collection).

(8) Il fit ses études à l'abbaye de Tiron, à Caen (1683-1686), et devint capitaine de frégate dans les armées navales du Roi. Il épousa Anne-Rose Quillet, dont il eut : 1° Nicolas-François, héritier de son oncle, le comte de *Montgomery*, aussi prénommé Nicolas-François ; 2° Marie-Louise, mariée au marquis de Boisfévrier, décédée sans enfants ; 3° Marie-Anne-Rose, mariée au marquis de Thiboutot, veuf de Marguerite-Louise de Vieffville dont il avait eu Louise-Rose de Thiboutot, mariée à Antoine-Philippe-Nicolas de Saint-Simon, marquis de Courtoimer.

Le marquis de Cossé afferma, par bail du 4 août 1721, les forges de Cossé et dépendances à Nicolas Fouschet, sieur de la Cochetière, et Laurent Bidon, sieur de Carrouges (1), maître des grosses forges de Gaillon et de Randonnai, demeurant ordinairement à Alençon, pour le prix de 9.000 livres et les faisances habituelles. Ils entrèrent en jouissance le 3 août 1723, en présence de René Salles, fermier sortant, Guillaume du Bois, sieur de Francheville, maître des forges de la Sauvagère, Pierre Mahot, sieur de la Polletière, propriétaire des forges de Gaillon et Randonnai, et Louis Le Frère, écuyer, sieur des Maisons de Beauval, ci-devant maître de forges.

Six ans après, un autre bail de neuf années fut consenti pour 10,000 livres, avec jouissance du 1^{er} août 1729, à Jean-Baptiste Le Breton, sieur de le Guiberdière. Ce contrat fut renouvelé pour une autre période de neuf années, moyennant 8.000 livres de location et 1.000 livres de pot-de-vin, sans préjudice des faisances ordinaires.

Le 15 mars 1733, M. de Saint-Rémy, marquis de Cossé, versa 700 livres pour ses forges et fourneau, somme à laquelle il avait été taxé au Conseil du Roi, pour le droit de confirmation dû à Sa Majesté, à cause de son avènement à la Couronne.

René-François de Saint-Rémy avait acquis, en 1703, le droit de faire exercer les hautes-justices de la Motte-Fouquet, Saint-Patrice et Magny, en vertu d'un édit du Roi en date du 6 avril 1702, relatif à l'aliénation des hautes-justices. Son frère, le marquis de Cossé, fut troublé en 1734 dans la possession de la haute-justice de Magny, que le Roi avait réunie à celle de la Ferté-Macé, en faveur de M. Croizat, engagiste de la baronnie, sauf par lui à en rembourser les finances. Cependant, il intervint une transaction qui maintenait le marquis de Cossé dans son droit de haute-justice :

Par devant les Conseillers du Roi, nottaires au Chastelet de Paris, soussignés, furent présents : Messire Antoine Croizat, commandeur des ordres du Roy, marquis du Mouy, baron de la Fauche, la Ferté-

(1) Laurent Bidon, époux d'Anne Fouchet, mourut le 6 août 1728, à l'âge de 42 ans, et fut inhumé dans l'église de Saint-Patrice-du-Désert. Il était le père de Jean-Baptiste Laurent, né le 8 avril 1725, baptisé dans la même paroisse.

Macé et autres lieux, demeurant à Paris, place de Louis-le-Grand, paroisse Saint-Roch, d'une part ;

Et messire Jean-Baptiste-Jacques de Saint-Rémy, chevalier, seigneur Marquis de Cossé et autres lieux, demeurant ordinairement en son chateau de la Motte-Fouqué en Normandie, étant de présent à Paris, à l'Hôtel de Tours, rue et paroisse Saint-Cosme, d'autre part.

Lesquels ont dit, savoir : le dit sieur Croisat, que quoiqu'il soit demeuré adjudicataire, le quatorze du présent mois, de la haute justice de toute de paroisse de Magny, il consent que le dit sieur de Saint-Rémy, pendant sa vie, continue de jouir de la haute justice de la paroisse de Magny et des droits honorifiques y attribués, et fasse exercer la dite haute justice par ses officiers de la justice de la Motte-Fouqué, ainsi qu'elle s'y exerce à présent et qu'elle s'y est exercée depuis l'adjudication qui en fut faite aux auteurs du dit sieur de Saint-Rémy en mil sept cent trois, à l'exception seulement des villages de la Ceinture et des Moulins, qui sont sur le ruisseau attenant le dit village et de la ferme de Lugerie, dont les habitants vont plaider à la Ferté-Macé, et non à la Motte-Fouqué, à la charge qu'après la mort du dit sieur de Saint-Rémy, la dite haute justice de la paroisse de Magny sera exercée, en conséquence de la dite adjudication du dit jour quatorze janvier, par les officiers de la Ferté-Macé, excepté néanmoins sur le fief de la Bourdonnaye et moulin de Collin appartenant au dit sieur de Saint-Rémy, et sur les fiefs scitués en la dite paroisse de Magny, qui relèvent actuellement du Roy à cause de sa vicomté de Falaise, et non de la Ferté-Macé, laquelle justice sur les dits fiefs et moulin sera toujours exercée comme elle l'a été jusqu'à présent par les juges de la Motte-Fouqué, à condition qu'après la mort du dit sieur de Saint-Rémy, le dit sieur Croisat et ses héritiers et ayant cause, qui posséderont la baronnie de la Ferté-Macé, rembourseront aux héritiers ou ayant cause du dit sieur de Saint-Rémy, la somme de trois mil sept cent soixante cinq livres, à quoy les parties ont fixé et liquidé la moitié des finances, taxes, frais et loyaux coust de l'adjudication des hautes justices de la Motte-Fouqué, Saint-Patrice et Magny en mil sept cent trois, et au moyen des présentes, le dit sieur déclare qu'il ne poursuivra point l'adjudication commencée devant Monsieur l'intendant d'Alençon des justices de la Motte-Fouqué et de Saint-Patrice appartenant au dit sieur de Saint-Rémy, et qu'il ne le troublera directement ni indirectement en la possession et jouissance des dites deux justices, ce qui a été aussi accepté par le dit sieur de Saint-Rémy.

Ce fait en la présence de dame Marguerite Legendre, épouse du dit sieur Croisat, pour ce comparante, suivant et au désir de la sentence rendue par Monsieur le lieutenant civil du Châtelet de Paris, à la réquisition du dit sieur Croisat, le six septembre mil sept cent vingt-neuf, et pour l'exécution des présentes, le dit sieur Croisat a ellu son domicile à Paris, en sa demeure sus dite, auquel lieu promettant, obligeant et renonçant.

Fait et passé à Paris, en la demeure des dits sieur et dame Croisat sus ditte, l'an mil sept cent trente-quatre, le dix-huit janvier (1).

Cette transaction donnait entière satisfaction à M. de Saint-Rémy, mais il ne songea nullement à la notifier au Conseil qui, dans son ignorance, rendit six jours après un arrêt enlevant complètement la justice de Magny au marquis de Cossé. On considéra cet arrêt comme caduc, puisque les parties avaient transigé, mais une circonstance inattendue vint faire regretter à M. de Saint-Rémy, sa négligence.

M. Croisat avait pour intendant à la Ferté-Macé, un nommé Duplessis-Verdier, qui apportait souvent trop de zèle dans les devoirs de sa charge. En 1735, notamment, il fit « enlever en sa présence le cheval du meunier de M. de Saint-Rémy, avec sa farine », et mettre le tout en fourrière dans une hôtellerie de la Ferté. Le marquis lui fit aussitôt un procès en sa haute-justice, se basant sur ce que « les moulins de la Ferté n'étant pas banaux pour la baronnie, et les seigneurs de la Ferté ne les possédant qu'en fief du prieur de la Ferté, qui n'avait droit de banalité que sur le fief de Maure, la baronnie n'était en aucune façon sujette à la banalité, et que par conséquent les meuniers circonvoisins étaient en droit d'aller quérir du blé où ils en pouvoient trouver pour faire moudre à leur moulin. »

Ce fut alors que « voulant éloigner les coups, car il était décrété d'ajournement personnel », Duplessis-Verdier fit signifier aux officiers de justice de M. de Saint-Rémy, l'arrêt du Conseil de janvier 1734, lequel on le sait, prononçait la réunion de la justice de Magny, à celle de la Ferté-Macé.

Sans perdre de temps, et sous l'empire d'une violente irritation, le marquis de Cossé écrivit cette lettre au Père Richer, cordelier, son mandataire à Paris.

De la Motte-Fouqué, ce 8 novembre 1735.

Je vous envoie, cher père, une copie de la noirceur d'un des plus grands fripons dont vous ayés jamais entendu parler. A ces traits, il vous sera aisé de connaître d'abord qu'elle provient du plus scélérat de tous les hommes, le fameux aventurier du Plessis-Verdier (2).

(1) Titre de notre collection.

(2) Le père de M. Duplessis-Verdier avait été receveur d'une terre « que feu M. le président de Bonnetot avoit au pays du Maine ».

Après près de deux ans de paisible jouissance de la haute justice de Magny, suivant la transaction que j'en ay faite avec M. de Croisat, le dix-huit janvier 1734, que j'ay fait signifier au greffe de la haute justice de la Ferté le dix-septième de mars ensuivant, il vient de s'aviser de faire signifier, à mon greffier, à mon procureur fiscal et à mon baillif, un arrêt du Conseil rendu six jours après ma dite transaction, qui réunit la haute justice de Magny à celle de la Ferté, nonobstant tous écrits et remontrances faits au contraire ; ce qui vous sera plus amplement expliqué par l'exploit de signification qu'il a faite, qui suspend toutes les fonctions de ma haute justice jusques à ce que on ait fait rapporter ce dernier arrêt du Conseil comme surpris de la part de ce coquin, sans pouvoir m'imaginer que M. Crosat y ait aucune part, puisque il agiroit directement contre son fait, son honneur et sa réputation ; et même, sans l'accomodément que j'ay fait avec luy, j'aurais pris certainement d'autres mesures qui, peut-être, ne lui auroient pas fait plaisir. Comme c'est là le pur ouvrage de M. de Gaumont, je vous prie, cher père, de vouloir bien l'informer des mauvais procédés et inutiles procédures du sieur du Plessis-Verdier, et lui rendre la lettre que j'ay l'honneur de luy écrire sur cela, en le priant de vouloir bien faire rectifier toutes choses et faire cesser les indues vexations de ce perturbateur du repos public, qui le portent sur tout ce qu'il y a de gens de condition et d'honnêtes gens qui ont le malheur d'être voisins de la Ferté-Macé, et dont je fourniray les attestations si on en a besoin. Je vous adresse ce paquet afin qu'il tombe en main d'amy et je vous prie surtout, cher père, de ne pas épargner les carrosses pour me faire avoir incessamment bonne et briefve justice.

Le cordelier réussit pleinement dans ses démarches : Duplessis-Verdier fut désavoué par son seigneur et la justice de Magny reprit ses audiences.

Jean-Baptiste-Jacques de Saint-Rémy mourut le 7 mai 1737 et fut inhumé non loin de sa femme, morte en 1733, dans le chœur de l'église de la Motte-Fouquet. Voici le texte de leurs épitaphes.

Au milieu du chœur, tombe en pierre :

Cy gist haut et puissant messire Jean-Baptiste-Jacques de Saint-Rémy, chevalier, Marquis de Cossé, seigneur de la Motte-Fouquet, lequel est décédé le 7 mai 1737, âgé de 67 ans. Priez Dieu pour le repos de son âme. *Anima ejus requiescat in pace, amen !*

Dans le chœur, du côté de l'Evangile, tombe en ardoise, sommée des armes de Saint-Rémy et de Montgommery, avec une couronne ducale :

Cy gist haute et puissante dame Marie-Thérèse Nicole de Montgommery, marquise de Cossé, épouse de haut et puissant seigneur messire Jean-Baptiste-Jacques de Saint-Rémy, chevalier, marquis de Cossé, châtelain de Pêcoux, seigneur et haut justicier de la Motte-Fouquet, Magny-le-Désert, Saint-Patrice, Orgères, Montgoubert, Saint-Julien-sur-Sarthe, Contilly et les Aulneaux, laquelle est décédée le 24 mars 1733 (1). Priez Dieu pour le repos de son âme (2).

Le marquis de Cossé avait eu trois enfants :

1° *Marie-Madeleine de Saint-Rémy*, qui suit ;

2° N..., née le 4 octobre 1702, ondoyée le même jour par Julien de Saint-Rémy, curé de la Motte-Fouquet ;

3° *Jean-Baptiste-François*, né le 2 septembre 1703, reçu page du Roi dans sa grande écurie le 1^{er} juillet 1719, mort le 25 avril 1726.

QUATRIÈME LIGNÉE

DES SEIGNEURS DE LA MOTTE-FOUQUET

FAMILLE DE SAINT-SIMON

De sinople, à trois lions d'argent.

XVIII

Marie-Madeleine de Saint-Rémy, fille et seule héritière du marquis de Cossé, seigneur de la Motte-Fouquet, naquit le 5 juin 1701, et fut baptisée le surlendemain par Julien de Saint-Rémy, curé de la Motte-Fouquet.

(1) Elle était âgée de 55 ans.

(2) Mémoire de notre collection. — Plus tard, on voyait encore, dans l'église de la Motte, plusieurs signes attestant la prédominance de la famille de Saint-Rémy dans la paroisse : « près la porte de la sacristie, se trouvent les armes de Saint-Simon et de Saint-Rémy, accolées et entourées d'une cordelière de veuve, et sommées d'une couronne de marquis, soutenues par deux anges, le tout en relief et en bois. En dehors et en dedans de la dite église, est une ceinture funèbre ou litre, avec les armes simplement des Saint-Rémy, sommées d'une couronne de marquis. »

Elle épousa, par contrat passé au château de Montgoubert, le 6 décembre 1725, Guy-Antoine *de Saint-Simon*, marquis de Courtomer, comte de Montreuil-Bonnin (1), haut justicier de Gâpreé, successivement capitaine des gardes de la duchesse de Berry et mestre de camp de cavalerie, fils de Claude-Antoine, aussi marquis de Courtomer, et de Jeanne de Caumont-la-Force.

En 1737, année même où il devenait seigneur de la Motte-Fouquet, Saint-Simon fit un marché avec Jean Chabot, entrepreneur de maçonnerie à Sainte-Marguerite-de-Carrouges, pour la reconstruction totale du fourneau de la Vis, laquelle devait être terminée à la Toussaint 1738, mais la mort vint surprendre le marquis de Courtomer avant l'achèvement des travaux. Il mourut, en effet, le 3 mai 1738, laissant seulement trois enfants sur huit qu'il avait eus de son mariage avec l'héritière de la Motte-Fouquet.

1° *Antoine-Philippe-Nicolas*, marquis de Courtomer, né à Courtomer, le 22 décembre 1726, marié le 1^{er} septembre 1749, dans la chapelle de l'Arsenal, à Paris, avec Louise-Rose de *Thiboutot*, fille de Louis-François, sire de Manqueville, marquis de Thiboutot, baron d'Ouille et d'Hermanville, chevalier de Saint-Louis, lieutenant général de l'artillerie de France, et de Marguerite-Louise de la Vieffville. Il fut tué à la bataille de Lutzelberg, le 10 octobre 1758, laissant un fils unique Antoine-Léon-Pierre de Saint-Simon qui, en 1763, après le décès de sa grand'mère, devint seigneur de la Motte-Fouquet ;

2° *Marie-Louise-Thérèse-Jeanne*, baptisée le 8 décembre 1727, mariée dans la chapelle Saint-Hubert du château de la Motte-Fouquet, le 6 mars 1747, à Pierre-Louis d'*Avesgo*, chevalier, seigneur de Coulonges, capitaine de cavalerie, fils de Pierre-Christophe, et de Jeanne-Françoise Brossier, demeurant à Bellême. La future eut en dot 60.000 livres, et le futur : le château, terre et seigneurie de Roulière, près Blois ;

3° *Louis-Charles-Antoine*, chevalier de Saint-Jean de Jérusalem, né le 27 février 1734, mort au château de la Motte-Fou-

(1) Montreuil-Bonnin (Vienne). Cette belle seigneurie avait été apportée dans la famille de Courtomer par Marie de la Noue, épouse de Léonor-Antoine de Saint-Simon.

quet, le 3 novembre 1755 et inhumé dans le chœur de l'église.

Pendant sa viduité, Madame de Saint-Rémy-Courtomer, eut à soutenir un long procès au sujet des forges de Cossé. Voici dans quelles circonstances :

Lorsqu'en 1738, M. de Crozat, fit la remise de la baronnie de la Ferté-Macé au nouvel engagiste, Charles-Claude Ledin, chevalier, seigneur de la Challerie, gouverneur de la ville de Domfront, celui-ci prétendit que son prédécesseur avait commis « plusieurs dégradations » dans la baronnie, demanda qu'elles fussent officiellement constatées, et porta l'affaire au Conseil qui, par arrêt du 24 juin 1738, renvoya les parties devant le bureau des finances d'Alençon.

« Duplessis-Verdier, sans doute étoit fâché de n'avoir pu réussir dans les premiers troubles qu'il avoit causés à la maison de la Motte, se servit de cette occasion pour lui en susciter un nouveau, pensant que la marquise de Courtomer étant veuve, elle seroit intimidée et sans deffenses, et qu'il en viendrait à bout. Il s'attaqua à la forge de Cossé et prétendit qu'elle étoit construite sur le domaine non fiefé de la Ferté et requit le commissaire de la Chambre de s'y transporter et d'en dresser état, ce qui fut fait, même un arpentage, sans que Madame de Courtomer y eût été appelée ».

La marquise forma de suite opposition et les parties furent renvoyées « pour signifier leurs dires » (1).

L'affaire suivait son cours quand, le 4 septembre 1739, la baronnie de la Ferté passait encore en de nouvelles mains : celles de Louis d'Argouges, marquis de Ranes, si tant est que son prédécesseur ne lui eût servi de prête-nom, comme on se plait à l'insinuer dans plusieurs pièces de la procédure.

Ce changement d'engagiste étoit des plus fâcheux pour M^{me} de Courtomer : Louis d'Argouges, aussi propriétaire de grosses forges, ne manquerait pas l'occasion qui se présentait de se débarrasser d'une rivale redoutable « en détruisant l'établissement de Cossé jusque dans ses fondements, en le réduisant en pré, de manière à ce que les bêtes paissent l'herbe sur ses ruines » (1). En effet, dès le 7 mai 1740, le marquis de Ranes,

(1) Recueil de factums.

en attendant l'issue du procès, faisait saisir les loyers des forges de Cossé.

Nous avons vu précédemment que les ateliers de la forge et de la Fenderie avaient été transférés de l'étang de la Vis sur les terrains acquis en 1572 de Julien Le Vasnier, et situés en la paroisse de Magny. Or, d'après le compte de l'engagiste, ces terrains avaient été employés à former l'étang de Cossé et pour une si grande partie qu'il n'en restait plus que 23 perches, surface assurément insuffisante pour recevoir les nombreuses constructions de l'établissement industriel. Les auteurs de la marquise de Courtomer avaient donc empiété sur le pré de la Frette, et la chose était d'autant plus certaine qu'en 1595, ce pré était d'une contenance de 342 perches, alors qu'en 1738 il se réduisait à 222 perches. En conséquence, le marquis de Ranes demandait la restitution de la Frette, avec les 342 perches qu'elle contenait à l'origine.

X Madame de Courtomer, pour sa défense, soutenait que la forge avait été réellement et dès sa création établie sur les immeubles acquis de Julien Le Vasnier, c'est-à-dire plusieurs années avant l'engagement de 1595, que d'ailleurs l'étendue du Pré de la Frette n'était, en 1301, que de 200 perches, comme on pouvait le voir dans les *Domania-Vice-Comitatus Falesiæ* et dans le compte des fiefs de la baronnie de la Ferté, dressé par Marin Panlou. A quoi, le marquis de Ranes répondait que depuis l'engagement de la baronnie fait à Thiboult, Guillaume et Pinçon, le 21 juillet 1595, et dans tous les engagements ultérieurs (1), le pré de la Frette figure bien avec sa contenance de 342 perches ; que l'existence de la forge auprès de l'étang de la Vis était d'autant moins incontestable qu'on y voyait encore des amas de *sornes* (2) ; que les terrains de Le Vasnier, étaient situés sur le territoire de la paroisse de Magny et non sur celui de la paroisse de Saint-Patrice ; qu'enfin les forges avaient été transférées sur le pré de la Frette au mépris des lettres patentes, qui n'avaient autorisé la création de ces forges que dans l'étendue du domaine de la Motte-Fouquet.

(1) Nous possédons des expéditions authentiques des actes d'engagement auxquels il est fait allusion.

(2) *Sornes*, scories de forges.

Le 12 décembre 1741, la Chambre des Finances rendit son jugement : « La Chambre a déboutté et déboutte Madame de Courtomer de sa requeste d'opposition, la condamne de remettre à Monsieur de Rasnes le prey de la Frette dont elle se trouve aujourd'hui détemprice, mesme de lui rendre la libre possession de la quantité de trois cent quarante-deux perches et demie de terrain qui paroissent, par le procès-verbal de Bourcier, arpenteur, manquer au dit prey, de sorte qu'il soit de la contenance de trois acres et demie, et demy quartier, tel qu'il est dit dans le contrat d'engagement de mil cinq cent quatre-vingt quinze, ordonne que l'arrest requis par mon dit sieur de Rasne entre les mains du sieur Le Breton, fermier de la forge de Cossé portera son plain et entier effet, jusqu'à la concurrence des interrests et jouissance du dit prez depuis l'action... Ma dite dame de Courtomer condamnée en tous les dépens tant de Monsieur de Rasne que du sieur Le Breton, esquels sera compris la somme de cent cinquante livres pour le rapport et vacation au présent jugement qui sera écarté nonobstant opposition, appellation et autres voyes quelconques et sans préjudice d'ycelles. » Ce jugement est signé : L. du Perche de Menilhaton, Dozenne (contre mon avis), de Souvré, Chevrel, Poullard de la Boissetterre, de Malassis, Bougis de Courteille, Le Comte, sieur de la Fie, et Hébert de Saint-Gervais.

Madame de Courtomer allait donc être privée des forges de Cossé dont la location excédait alors 8.000 livres ! Duplessis-Verdier se frotta les mains en signe d'allégresse, et eut le bonheur de partir pour les régions éthérées « chercher la récompense de ses rares vertus » (1), avant de connaître le résultat de l'appel que la marquise ne manqua pas de former contre le jugement de la Chambre des Finances. Mais « le triste génie de Duplessis-Verdier, si connu dans le palais, l'avoit rendu si formidable que, tout mort qu'il était, on ne rappelait point son nom sans faire naître dans les esprits un genre de terreur » (1).

La guerre recommença de plus belle entre l'Engagiste et Madame de Courtomer ; on échangea pendant six ans de nombreux factums, souvent acerbes, où l'on se contentait, en somme, de ressasser les arguments que l'on avait fait valoir en

(1) Recueil de factums.

première instance. Toutefois, au mois de mai 1742, la marquise fit lever le plan des forges de Cossé (1) par Perronet, ingénieur du Roi à Alençon, plan qui n'était plus tout-à-fait exact, le 3 octobre 1744, par suite d'un grand incendie, qui vint détruire les écuries du maître de forges, celles des marchands, et six maisons servant au logement du personnel (2).

De son côté, le marquis de Rânes faisait enquêtes sur enquêtes et résumait ainsi, le 2 août 1747, toutes les preuves qui pouvaient faire impression sur l'esprit des Conseillers du Parlement :

L'auteur de la dame marquise de Courtomer a loué sa forge et fourneau de Saint-Patrice en 1574. Le bail prouve qu'elle était proche de l'étang de la Vis, et les discours embrouillez de la dame marquise de Courtomer ne détruiront point des faits attestés par ses titres. Il est dit dans ce bail, que quand les chaussées de l'étang seront réparées, le preneur en tirera de l'eau pour l'usage et nécessité *des dites forges et fourneau*. On a ajouté qu'il aura la pêche du poisson de l'étang *des dites forges et fourneau*.

Ainsi, un fait constaté par ce bail est que l'étang de la Vis, la forge et le fourneau étaient trois choses contigues. Un autre fait aussi constant au procès est que le tout dépend du fief de la Motte-Fouquet, et est éloigné de plus demie-lieue du pré de la Frette.

Cependant, en 1580, l'auteur de la dame marquise de Courtomer rendit aveu au Roi de sa terre de la Motte-Fouquet, dans lequel il ne dit pas un mot de sa forge, encore qu'il y ait fait mention de ses *moulins à bled, à draps et étangs*.

Quelle en fut la raison ? Il voulait la transférer sur le pré de la Frette, à la faveur du terrain couvert d'eau qu'il avoit acquis de Le Vasnier autour de ce pré pour faire un étang. S'il avoit parlé de cette forge dans son aveu de 1580, cela auroit formé un obstacle perpétuel à son dessein.

Dans l'aveu suivant rendu en 1619, on n'en fit pas autant. Le projet étoit exécuté ; mais il n'y avoit pas longtemps, et qu'il est salutaire de n'accroître son fief que par degrés, on eut la discrétion de dire : *« le long de laquelle forêt (c'est le bois de la Motte), j'ai un étang nommé l'étang de la Forge, contenant quinze acres ou environ, qui fait tourner ma forge de Cossé, qui toutefois ne dépendent de mon dit fief.*

(1) Ce beau plan colorié, dont nous joignons une copie en noir à cette notice, mesure 70 centimètres de largeur sur 53 centimètres de hauteur. Il est accompagné d'un rapport manuscrit du même ingénieur. (Chartrier de Courtomer).

(2) Rapport de Jean Collet, intendant du marquisat de Courtomer (de notre collection).

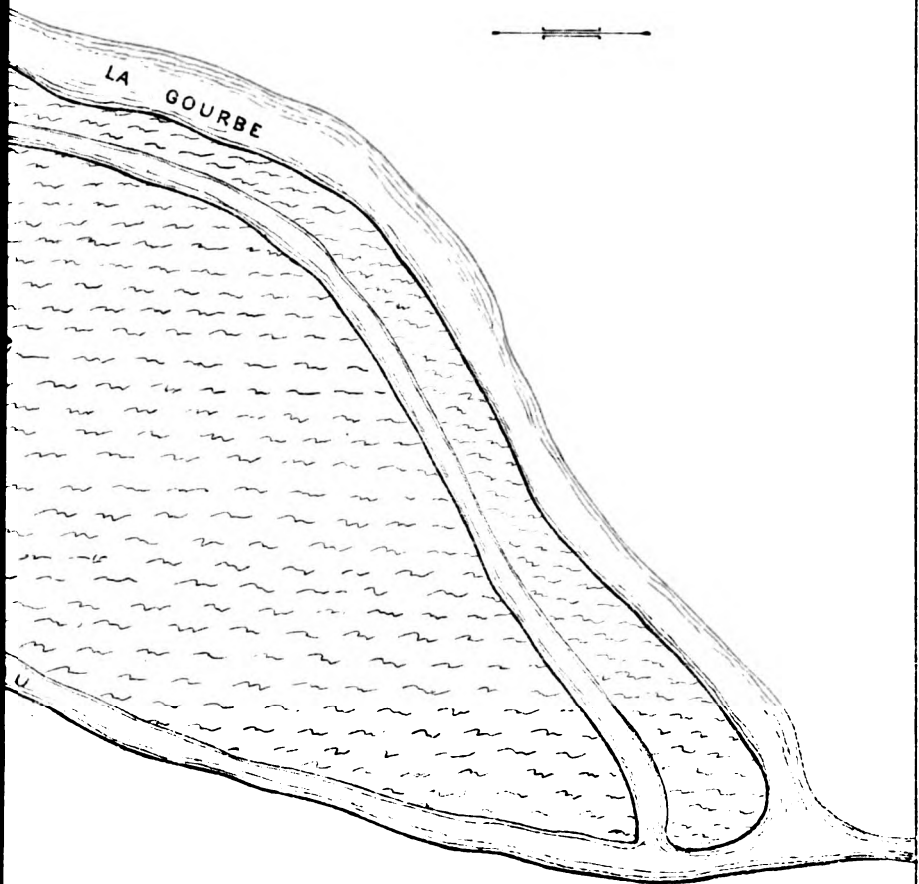
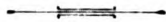
LES FORGES DE COSSÉ

d'après

un plan dressé en Mai 1742

par

PERRONET, Ingénieur du Roi.



hébaudière

TOISES

40

50

60

70

80

90



Ceci n'est pas mal à droit. On n'a osé déclarer de qui cette forge dépendoit. Si on avoit dit qu'elle étoit sur le domaine, cela auroit réveillé l'attention de messieurs les gens du Roy, et le mystère se seroit dévoilé. On n'a même osé faire informer sur icelui.

Mais en 1668 et 1720 on a été plus hardi. Ce n'étoit pas assez d'avoir usurpé le pré de la Frette. On s'est crû en état de faire perdre au Roi non seulement le fonds, mais de plus la directe de ce fonds. L'étang et la forge, qui ne dépendaient point du fief de la Motte-Fouquet en 1580, ont été mis dans les aveux de 1668 et 1720 au nombre du domaine non fieffé de ce même fief. Voilà le projet consommé à ce qu'on a cru, mais a-t-on bien fait attention, que celui *qui mange l'oye du Roy en quelque tems que ce soit, en regarge la plume ?* (1)

Malheureusement pour lui, Louis d'Argouges avait mis trop d'âpreté dans la revendication de ses droits ; le Parlement de Rouen n'eut pas de peine à discerner que l'engagiste voulait moins la restitution du pré de la Frette, d'une valeur locative insignifiante, que la destruction des forges de Cossé, qui portaient ombrage à celles de Ranes. Aussi, le 5 août 1747, la Cour rendit un arrêt maintenant Madame de Courtomer en la propriété, possession et jouissance de la forge de Cossé et du pré de la Frette. « Et, faisant droit sur les conclusions du Procureur général du Roi, il est donné acte à Madame de Courtomer de sa reconnaissance que la grosse forge ne fut pas construite dans l'étendue de la terre de la Motte-Fouquet, et qu'elle le fut sur la terre acquise en 1572 et relevant de la baronnie de la Ferté-Macé » (1).

Le marquis de Ranes étoit condamné aux dépens, taxés le 12 septembre suivant à 3.997 l. 19 sols.

Madame de Courtomer avoit grand sujet d'être satisfaite : les projets de son adversaire étoient déjoués et les forges sauvées de la destruction, mais comme l'engagiste n'avoit pas craint de lui causer un grave préjudice en arrêtant pendant plusieurs années les fermages de Cossé, elle résolut d'agir à son égard avec la plus grande rigueur. Elle fit d'abord sommation au marquis de lui payer sans retard les dépens du procès et celui-ci n'ayant pas tenu compte de l'avis, elle eut recours aux moyens énergiques.

(1) Recueil de factums.

Le marquis de Ranes demeurant toujours invisible, la vente des objets saisis commença le 14 octobre, pour se continuer pendant plusieurs jours. Les chaises de poste furent adjugées à M. le Prévost, écuyer, de la paroisse de Saint-Hilaire (83 l. 10 s.) et à Madame de la Motte de Bazoches (27 l. 5 s.). Le carrosse à quatre roues, disputé par le curé de la Chaux (60 l.) M. de la Motte de Bazoches (100 l.), le seigneur de Basmont (120 l.) revint enfin à M. le Prévôt, écuyer, pour la somme de 163 livres. Quant au phaéton il fut adjugé au seigneur de la Motte de Bazoches (51 l. 5 s.).

10

qu'elle demeurerait désormais la propriétaire incontestée des grosses forges de Cossé et du terrain sur lequel l'établissement était édifié.

Les pourparlers qui eurent lieu à ce sujet aboutirent à une transaction, datée du 2 avril 1754 (1), par laquelle Madame de Courtomer consentait :

1° « A la restitution du pré de la Frette, ainsy qu'il se poursuit et comporte, situé entre la rivière de Gourbe et celle du Marteau, à prendre depuis les jardins de la forge » ;

2° Au remboursement des sommes par elle touchées en vertu de l'exécutoire de dépens délivré après l'arrêt du Parlement, et au paiement de dommages et intérêts, le tout fixé à 8,000 livres ;

3° A verser cent livres de rentes pour la fiefte du pré de la Frette, payables à compter du jour de l'arrêt qui interviendra, et à condition que la dite rente sera agréée par le Conseil.

En échange, le chevalier de Rânes promettait de présenter une requête par laquelle il renoncerait au bénéfice de la sentence rendue par le Bureau des Finances, et reconnaîtrait que la forge de Cossé « était construite sur un terrain patrimonial appartenant à la dite dame, ainsi que M. l'Inspecteur du domaine l'a reconnu par ses dires sur la requête en cassation ». (2)

Cette transaction fut acceptée par arrêt du Conseil d'Etat du 7 janvier 1755, et la fiefte du pré de la Frette, soit 222 perches, approuvée aux Tuileries le 13 février par les Commissaires du Roi.

Madame de Courtomer, qui avait exploité pendant plusieurs années les forges de Cossé, fut obligée, vu l'état précaire de sa santé, de l'affermir à M. Choron, à compter du 1^{er} août 1753, moyennant 8,000 livres. Ce dernier céda son bail le 1^{er} août 1759 à M. du Bosquier, qui obtenait le même jour une prolongation de neuf années à partir du 1^{er} août 1762 (3), et construisit

(1) Pièce originale (de notre collection).

(2) En effet, en 1754, « l'inspecteur du domaine, par son dire, n'a pas craint de blâmer le zèle excessif de M. de Rannes ; il convient que cette forge n'était pas construite sur un terrain appartenant au Roi ; mais, que si elle l'étoit, il ne seroit pas juste de démolir cette forge et de priver Madame de Courtomer du revenu d'icelle, mais seulement de l'assujettir à payer une redevance pour le terrain ». (Recueil de factums).

(3) Du Bosquier avait un beau-fils, locataire en 1767 des forges de Carrouges, appartenant au comte de Tillières.

aux frais du bailleur, une halle à charbon près le fourneau de la Vis.

Malgré les soins éclairés de M. Odolant-Desnos, son médecin, Marie-Madeleine de Saint-Rémy, marquise de Courtomer, mourut dans son château de la Motte-Fouquet, à l'âge de 62 ans, le 26 juin 1763, et fut inhumée le lendemain dans le chœur de l'église.

Elle laissait pour unique héritier son petit-fils, Antoine-Léon-Pierre de Saint-Simon, marquis de Courtomer.

XIX

ANTOINE-LÉON-PIERRE DE SAINT-SIMON, marquis de Courtomer, seigneur haut justicier de Gâprée, comte de Montreuil-Bonnin, Montgoubert, Pescoux, les Aulneaux, né à Courtomer, le 23 octobre 1750, était donc âgé de douze ans quand le décès de son aïeule le rendit propriétaire du fief de haubert de la Motte-Fouquet.

Sa mère et tutrice, Louise-Rose de Thiboutot, douairière de Courtomer, surveilla les intérêts du mineur avec beaucoup d'intelligence, mais comme elle habitait Paris, le château de la Motte-Fouquet fut loué à différentes personnes pendant la durée de la tutelle.

Depuis la mort de M^{me} de Saint-Rémy-Courtomer, le séjour de la Motte était devenu, en effet, si peu agréable que la tutrice éprouvait beaucoup de difficultés à pourvoir la seigneurie de procureurs fiscaux, dont les emplois étaient autrefois fort recherchés des avocats établis dans les villes voisines. C'est ainsi que le 8 juillet 1768, Jean-Antoine Nogre, ancien bailli de la Haute-Justice de Saint-Brice, procureur fiscal de la Motte-Fouquet, ayant donné sa démission, des provisions furent adressées au sieur Quesne, avocat au Parlement et bailli de Joué-du-Bois. Celui-ci répondit le 5 novembre :

La Motte est un lieu désert où il n'y a point d'auberge, ni même d'écurie pour loger les chevaux, qu'il faut attacher à quelque arbre ; un pareil séjour, où l'on ne trouve que l'eau de la rivière, doit être bien disgracieux à ceux qui seroient obligés d'y passer des journées entières. Dans ces fâcheuses circonstances, je ne peux accepter l'office de procureur fiscal et j'en rendrai les provisions.

M. du Bosquier, maître des forges de Cossé, céda la dernière année de son bail (1770-1771) à François-René Guérin, négociant, à dame Françoise Chéron du Boullay, son épouse, et à Louis Davy des Courbes, ancien contrôleur du grenier à sel de la ville de Sablé, tous habitants de la dite ville. Dès le 12 octobre 1768, ces derniers avaient obtenu de la tutrice un bail de neuf ans à compter du 1^{er} août 1771. Guérin eut beaucoup de peine à discipliner les voituriers de l'établissement. Le 7 juillet 1770 il écrivait à l'intendant de la marquise de Courtomer : « Si vous connaissez un peu le génie des voituriers de cette forge, vous ne serez point surpris d'apprendre qu'à mon arrivée ils ont prétendu me faire la loi et hausser le prix de toutes les voitures : les chevaux sont chers, le pain l'est davantage : voilà plus de motifs qu'il ne leur en falloit. Aussi j'ai été obligé de hausser, moins il est vrai qu'ils ne le vouloient, mais M. de Bosquier leur ayant toujours cédé, les voitures étaient déjà bien plus chères qu'ailleurs. Cependant, à peine puis-je les faire marcher, bien des tracasseries qu'on leur a fait dans les bois du Roy, d'autres qu'ils se sont attirées par leur faute de la part des particuliers, les font crier à outrance et j'ai toutes les peines à les mettre à la raison ».

Le jeune marquis de Courtomer préférait avec raison la jolie résidence de Courtomer à celle de la Motte-Fouquet, qui n'avait rien d'enchanteur, aussi dès qu'il eut atteint sa majorité s'empressa-t-il de mettre en vente l'ancien domaine de sa grand-mère : le 4 août 1772, en l'étude de M^e Quatremaire, notaire à Paris, il céda la terre et seigneurie de la Motte-Fouquet à Jean-David Faulcon de Falconer pour la somme de 482.400 livres. Le 17 octobre 1773, il remit à l'acquéreur le chartrier de la seigneurie, moins toutefois les pièces familiales relatives aux seigneurs qui s'étaient succédé à la Motte-Fouquet depuis le XIII^e siècle (1). Comme ces documents féodaux furent détruits pendant la Révolution, en grande partie du moins, il nous a paru intéressant d'en donner ici l'inventaire :

Trois vieux registres couverts en parchemin et 29 cahiers de gages-pleiges de la seigneurie d'Orgères ;

(1) Ces pièces familiales sont dans notre collection.

Un mauvais registre, couvert en parchemin, des rentes faites à la seigneurie d'Orgères ;

Fabrique de l'église d'Orgères : 5 pièces en papier ;

Dix-huit pièces relatives à un procès entre M. le Comte de Tillières et M. de Saint-Rémy, seigneur d'Orgères, pour la juridiction de Lucé et Lignières ;

Quatrevingt-cinq contrats ou mémoires de la ferme de la Boullardièrre en Orgères, acquise par M. de Saint-Rémy, de Jacqueline Fouret, veuve de Guillaume Desnoes et autres particuliers ;

Vingt-huit aveux du fief d'Orgères, rendus au seigneur des Chapelles dont il relève et le contrat d'acquêt du dit fief de l'année 1498, et plusieurs autres pièces y relatives ;

Moulin, étang et terre de Cadin, 18 pièces ;

Greffe de la seigneurie d'Orgères, 27 rôles ;

Plaids d'Orgères : 41 remembrances ;

Trois cents déclarations rendues au fief d'Orgères : 1462 à 1466 ; 1515 à 1532 ; 1533 à 1535 ; 1546 , 1674 à 1676 ; 1680 à 1681 ; 1685 ; 1697 à 1703 ; 1711 à 1712 ;

Treize cahiers de remembrances et gages-pleiges de la seigneurie d'Orgères ;

Trois hommages du fief de la Motte rendus au Roi ;

Neuf cahiers de gages-pleiges de la seigneurie de la Motte, dont le dernier est du 7 mai 1762 ;

Vingt-huit plans ou procès-verbaux d'arpentage ;

Fiefs ou aînesses du Tertre, de la Chauvière, de la Barberie, du Boullay, de la Poterie, de la Bourdonnais, du Geard, de Mançon et d'Entre-les-Eaux : 79 pièces ;

Bourgeoisies de Loche, Saint-Patrice et du Faux-Cornier : 15 pièces ;

Rentes et corvées faites au fief de la Motte : 2 pièces ;

Bourgeoisies de la Toigne, du Buot et de Lathivacherie : 29 pièces ;

Fiefs ou aînesses du Plessis-Testrel, de Duroy, des Riaudières, de la Mare-Challerie, de Beaudouet, des Monts, des Bourets et de Bois-janvier : 35 pièces ;

Maisons presbytérales de la Motte : 6 aveux ou titres ;

Aînesses du Montier, du Rocher et du Petit-Bois-Janvier : 11 aveux ;

Aînesses de la Touche, Pierre Prouillé, et de la Chardièrre : 15 aveux ;

Aînesses de la Tigaudière : 8 pièces ;

Vingt-six pièces qui sont foi et hommage et projets d'aveux de la terre de la Motte à la Chambre des Comptes ;

Terre de la Mellièrre : 41 pièces ;

Un dossier formé de toutes les pièces relatives à l'érection en marquisat de la terre de la Motte-Fouquet ;

Adjudications pour le tiers et danger : 147 pièces ;

Bois de la Motte : 28 pièces ;

Onze pièces relatives à la confirmation de la gruerie de la Motte-Fouquet, parmi lesquelles se trouve l'arrêt du Conseil rendu en conséquence, le 2 juillet 1718 ;

Vingt-trois aveux du fief de la Motte rendus à la Chambre des Comptes de Rouen ;

Droits dans la forêt de Magny : 18 pièces ;

Forges de Cossé ; 4 pièces, dont la plus ancienne porte la date de 1581 ;

Aliénation de la haute-justice de la Motte, quittances de finances et de confirmation : 40 titres ;

Fenderie et moulin de Colin : 17 pièces ;

Ferme de la Bourdonnaye : 16 titres de propriété ;

Chapelle de Saint-Hubert : 53 titres (1) ;

Dîmes de la Chapelle du Château de la Motte et accord entre le curé de la Motte et le chapelain : 78 pièces ;

Dix-huit pièces concernant 72 l. de rentes faites à la Chapelle Saint-Hubert, par les demoiselles de la Motte ;

Déclarations rendues à la seigneurie d'Orgères : 235 ;

Ferme de Loré : 56 pièces ;

Déclarations rendues à la seigneurie de la Motte : 8 ;

Déclarations rendues par les aïeuses Ragaine et la Raillière : 12 ;

Aveux rendus dans les aïeuses de la Roussière, du Buat, du Pont, du fief de la Bourdonnaye, de la Vie, de l'Hermitage et de la Taillière : 46 ;

Déclarations du bénéfice de Saint-Patrice : 9 ;

Aveux des aïeuses Hervres-Duplessis et du Moutton : 6 ;

Déclarations concernant le fief Mouchard : 7 ;

Déclarations rendues dans les aïeuses de la Maréchallerie, de Jean Gislain, de la Goitière et de la Bruletterie : 38 ;

Un registre de 68 feuillets, en forme d'inventaire de l'année 1741, des aveux du fief et seigneurie de la Motte-Fouquet ;

Un registre de 67 feuillets, intitulé : Répertoire des titres et aveux du domaine fieffé aux vassaux de la seigneurie d'Orgères ;

Un registre-journal, couvert en parchemin, des fermes de la terre de la Motte (190 feuillets) ;

Un registre de 286 feuillets, couvert en parchemin, qui servait de registre *cueilloir* des rentes faites au domaine de la Motte-Fouquet ;

Fermes et dépendances de la Motte-Fouquet : 54 baux ;

Un registre des fermes de la terre de la Motte-Fouquet commençant le 28 octobre 1763 et finissant le 16 décembre 1766 ;

Procès-verbaux de rendue des grosses forges de Cossé et autres pièces y relatives : 12 ;

Fieffes : 553.

Quelques années plus tard, M. de Saint-Simon retrouva dans son chartrier de Courtomer un certain nombre de documents

(1) Voici, d'après les registres paroissiaux, les noms de quelques-uns des chapelains : François Panlou, décédé à l'âge de 70 ans, inhumé dans l'église de la Motte, le 9 février 1677 ; Mathurin Renault, mort à 55 ans, inhumé le 17 avril 1716 ; G. Gaultier (1716) ; A. Esnault (1736) ; René Vaillant (1746-1747) ; Jacques Ledonné, 1755.

concernant la seigneurie de la Motte-Fouquet. Il en informa aussitôt M. de Falconer qui lui répondit le 24 novembre 1777 :

Je prends le parti, Monsieur, d'envoyer chercher les papiers concernant cette terre-cy, et qui se trouvent dans votre chartrier. Mon feudiste, qui a l'honneur de vous remettre la présente, vous en donnera un récépissé puisque vous le désirez et celle-cy que vous y pourrés joindre, vous servira de garant pour sa signature que j'approuve à cette effet.

Je vous prie, Monsieur, de donner vos ordres afin que l'on recherche, autant qu'il sera possible, tout ce que vous pourrés avoir de titres concernant cette terre-cy. J'ai besoin des plus grands renseignements, car il est inoui à quelle point tout y est bouleversé, et combien vos auteurs onts donné leur confiance à des fripons.

Les papiers dont il s'agit, pris au château de Courtomer, le 26 novembre 1777 par le sieur Lavigne, licencié ès lois, feudiste de M. de Falconer, étaient les suivants :

- 4 registres de plaids et gages-pleiges du siècle 1400 ;
- 4 registres et 1 liasse de 12 pièces, du siècle 1500 ;
- 81 gages pleiges et plaids, du siècle 1600 ;
- 9 gages pleiges, du siècle 1700 ;
- 1 gage pleige de 1632 ;
- 1 registre de rentes seigneuriales de 1538 ;
- 1 autre registre de 1635 ;
- 1 registre de copies informes de plusieurs contrats, plus une liasse en parchemin, concernant différentes taxes pour amendes contre différents vassaux de la Motte ;
- 1 autre gage pleige de 1626 ;
- 29 quittances du Receveur du domaine de Falaise de la somme de 13 l. 14 s. 8 d. par an ; la dernière quittance en date du 27 octobre 1762 pour le terme de Saint-Michel dernier, plus 26 quittances de la Chambre des Comptes de Rouen ;
- 1 petit paquet de pièces où il n'y a aucun commencement, ny fin ;
- 1 liasse de procédure concernant une partie de rente du sieur Besnard, 17 pièces ;
- 1 copie collationnée d'un arrêt du Conseil du Roi du 7 janvier 1755, au sujet du pré de la Frette ;
- 1 copie collationnée du contrat de siefte du dit pré de la Frette, fait à M^{me} la Marquise de Courtomer, moyennant cent livres de rente au domaine, en date de mars 1755 ;

Le nombre total des pièces remises à M. de Falconer s'élevait donc à environ 160 registres ou cahiers et à 2.500 pièces.

FAULCON DE FALCONER

XX^e ET DERNIER SEIGNEUR DE LA MOTTE-FOUQUET

*D'argent, à un sautoir de gueules, au faucon de sable éployé,
posé en chef et accosté de trois molettes de même.*

Jean-David l'aulcon, marquis de Falconer, né en 1740, ancien propriétaire du château et de la terre de Courtalon près Falaise, seigneur de la Motte-Fouquet (1), épousa le 31 mai 1774 à Maisons, diocèse de Bayeux, Armande-Marie-Gabrielle Bazin de Bézons (2), arrière-petite-fille de Jacques Bazin de Bézons, maréchal de France. Cette dame mourut à l'âge de 24 ans, et fut inhumée le 9 juillet 1776 dans le chœur de l'église de la Motte-Fouquet.

« Le marquis de Falconer fut une des premières victimes de la Révolution, écrit M. le Comte G. de Contades. Tenant strictement à ses droits seigneuriaux, il avait, en outre, le malheur de se trouver entouré à la Motte-Fouquet, d'une population forestière. Qui dit homme de forêt, dit à coup sûr braconnier, et qui dit braconnier dit assurément pillard. Les gens des bois, bucherons et charbonniers, étaient donc disposés d'instinct à aller chauffer leur seigneur, en 1789, et à traiter de même façon, en 1796, les acquéreurs de biens nationaux » (3).

En effet, vers la fin de juillet 1789 « les habitants d'Orgères, de la Motte-Fouquet et de Saint-Patrice-du-Désert, se portèrent en armes au château du marquis de Falconer, vieillard infirme, auquel une paralysie avait ôté l'usage de ses membres. Ils enfon-

(1) 1^{er} avril 1785. Décès à la Motte-Fouquet de Suzanne Leneuf de Neuville, veuve de Jean David Faulcon, chevalier, seigneur de Saint-Omer, de Courtivron et autres lieux, ancien capitaine au régiment de Limousin, pensionnaire de Sa Majesté. Cette dame, alors âgée de 71 ans, était fille de René-Louis Le Neuf de Neuville, conseiller assesseur au baillage et vicomté de Falaise, et de Suzanne Le Boucher. (Communication de M. Wilfrid Challemel).

(2) *Bazin de Bezons* : d'azur, à trois couronnes ducalès d'or. (de Magny).

(3) *Les Attelages d'autrefois ; la litière de la Motte-Fouquet. (Revue Normande et Percheronne. T. I. p. 326.*

cèrent ses armoires, prirent tous ses titres et les jetèrent dans un grand feu. Ils vinrent ensuite chercher le malade, le mirent lui-même sur le bûcher et s'en allèrent. Des paysans qui accoururent le retirèrent des flammes, il eut un pied et les deux mains brûlés. Le lendemain, on revint chez lui et on le força, quoique mourant, de se rendre chez un notaire pour renoncer à ses lettres de noblesse et à tous ses droits : Eh ! Monsieur, lui disaient ses bourreaux, vous n'êtes pas plus grand seigneur que le Roi qui s'est déclaré du Tiers-Etat ! (1) Tout fut mis à sac au château, mais le marquis ne mourut pas, comme on l'a dit, des blessures qu'il avait reçues dans ces circonstances. Au contraire, ses lettres des années suivantes sont bien conçues et bien écrites et nous le retrouvons même, en 1800, en procès avec le marquis de Courtomer, au sujet de créances que celui-ci l'avait chargé d'acquitter en son nom sur le prix de la terre et seigneurie de la Motte-Fouquet. Il est mort à Falaise, le 2 juillet 1808.

C'est aux forges de Cossé qu'eut lieu, le 25 janvier 1800, l'affaire dite de Cossé, la plus importante de la Chouannerie normande, comme le rapporte M. Léon de la Sicotière (2) :

La bataille s'engagea auprès des forges de Cossé. Environ deux mille Chouans, sous les ordres de Frotté en personne, y luttèrent pendant toute une journée, contre les troupes républicaines plus nombreuses, commandées par les généraux Briba et Avril. C'est à tort, croyons-nous, que l'on signale en cette affaire, la présence des généraux Gardanne et Moulin. Gardanne toutefois était dans le voisinage, mais il ne paya pas de sa personne.

Frotté, voulant frapper un grand coup au lendemain de la reprise des hostilités, s'était entouré de ses meilleures troupes qu'il divisa en trois corps : la division de Saint-Jean, à droite, ayant à sa tête Moulin et Monceaux ; celle de Flers à gauche, celle d'Ambrières au centre commandées par Saint-Paul et le jeune d'Hauteville. En arrière, les détachements des autres divisions ; en avant, lui-même avec son état-major et une soixantaine de cavaliers.

Briba arrivait de la Ferté-Macé, à travers la forêt de Magny sur la droite de Cossé. Avril, encore à la Coulonche, devait le rejoindre le soir. L'attaque sur le centre des Bleus fut si violente que ceux-ci plièrent et se retirèrent jusqu'à Magny, où ils se retranchèrent dans

(1) *Ephémérides de la Moyenne Normandie et du Perche, en 1789*, par Louis Duval, p. 148.

(2) *Bulletin de la Société Flammarion d'Argentan*.

le clocher. Briba avait laissé sur le champ de bataille, son cheval et ses pistolets, cadeau de Bonaparte à son retour d'Égypte ; mais il avait eu soin de faire prévenir son collègue Avril qui arriva au pas de course. La lutte recommença cette fois avec acharnement sur les deux rives de la Gourbe. Les Chouans finirent par passer la rivière à gué, ayant de l'eau jusqu'aux aisselles, et la mêlée, ou plutôt une série de petits combats, s'engagea sur les côteaux et collines, dans la direction de la Ferté. De part et d'autre, il y eut égalité de courage et de ténacité. Finalement, les Chouans restèrent maîtres du terrain et les Bleus regagnèrent en bon ordre la ville de la Ferté-Macé. *Avril n'est pas Mars*, disaient les Chouans à cette occasion.

Frotté perdit 30 à 40 tués, sans compter les blessés ; les Bleus eurent un peu plus de morts. Le général royaliste ne put réaliser la pointe qu'il projetait sur Alençon. *L'affaire de Cossé* fut son plus brillant mais aussi son dernier succès. La soumission des autres chefs de l'Ouest, les défaites successives de ses divisionnaires au Mêle, à Fontenay-les-Louvets, à Saint-Christophe (Sarthe), au Ménil-Gondouin, à la Chaux, allaient les paralyser de tous côtés et le réduire à l'impuissance, au moment même où, par le courage personnel et l'habileté dont il avait fait preuve dans la journée du 25 janvier, il semblait marcher à d'autres succès.

Le marquis de Falconer laissa deux enfants :

1° *Armande-Jeanne-Suzanne*, née le 9 février 1775 à la Motte-Fouquet, nommée le lendemain par Armand Bazin de Bezons, évêque de Carcassonne, abbé de l'abbaye de la Grâce, et par Suzanne Leneuf de Faulcon. Elle épousa *Louis Le Vallois de Saint-Léonard* (1), maire de Falaise en 1809, et deux enfants sortirent de cette union : a) *Ernest Le Vallois de Saint-Léonard*, mort vers 1820, à la suite d'un duel ; b) *Gaétan ou Gabriel Le Vallois de St-Léonard*, marié à M^{lle} de Germiny née à Bayeux le 10 août 1803 ; dont : 1° *Marie-Césarine*, religieuse du Couvent des Oiseaux ; 2° *Henriette-Léontia*, née en 1803, mariée le 7 Juin 1842, à *Achille-Anatole Picquot de Magny* (2) actuellement propriétaire du château de la Motte-Fouquet, demeurant au château de Rاپilly près Falaise.

Armande-Jeanne-Suzanne Faulcon, marquise de Saint-Léonard, a été inhumée dans la chapelle du château de la Motte-Fouquet, le 6 juillet 1871 ;

(1) *Le Vallois* : d'azur, au chevron d'or, accompagné en chef de deux étoiles d'argent, et d'un croissant de même en pointe (Armorial de 1696).

(2) *Picot de Magny* : tiercé en fasce, au 1^{er}, d'azur, à 2 mâcles d'or ; au 2^e, dentelé par le bas, de gueules ; au 3^e, d'or, à un mâcle d'argent.

2° *Amable-Jean-David de Falconer*, né à la Motte, le 27 juin 1776, nommé le même jour par Jacques-Gabriel Bazin, marquis de Bezons et de Maisons, lieutenant général des armées du Roi, et par Françoise-Catherine-Scolastique d'Aubresson de la Feuillade, épouse de François-Henri, duc de Harcourt, comte de Lillebonne, marquis de Beuvron, etc. Il épousa Sophie-Joséphine de Quetteville, dont il n'a eu que deux filles : 1° *Sophie-Elisa*, mariée à Ferdinand des *Moutis*, morte à Saint-Denis-de-Méré, le 6 mars 1874 ; 2° *Thérèse-Joséphine*, épouse du Marquis de *Vauborel*.

Les grosses forges de Cossé, qui occupaient 90 ouvriers en 1789, ont cessé d'être exploitées vers 1865, époque où elles furent remplacées par un moulin qui vient d'être détruit. M. Barré, fils du dernier directeur, habite la maison de la Forge, seul bâtiment qui reste aujourd'hui de l'ancien établissement industriel. Sur la chaussée de l'étang de la Vis, on voit encore des vestiges de l'ancien fourneau remplacé depuis quelques mois par une scierie mécanique.

Quant au château de la Motte-Fouquet, il existe toujours avec son mail et ses trois étangs superposés, dont le dernier et le principal est alimenté par la Gourbe, mais il n'a de remarquable que son site sur une motte au-dessus de ces étangs et un escalier en granit qui dessert tout l'intérieur. Il porte le nom de *logis*, par opposition au château primitif, situé à 5 ou 600 mètres plus loin, au sud-est, servant actuellement de ferme, et dont il ne reste rien d'intéressant que trois ou quatre fenêtres, rappelant l'architecture du xiv^e siècle.

Nonant, 1898.

CHARLES VÉREL

DOMFRONT ET SES ENVIRONS

PENDANT LA RÉVOLUTION

Essai sur les Fêtes Nationales

I

Les renseignements que nous possédons sur les Fêtes nationales à Domfront et dans les environs, pendant la Révolution, sont peu nombreux et les quelques registres municipaux que nous avons consultés sont, en ce qui les concerne, assez pauvres de documents. Cette sombre époque ne se prêtait guère aux réjouissances. Sans doute, l'enthousiasme qui se manifesta chez nous, comme dans toute la France, au moment de la convocation des Etats Généraux persista pendant un certain temps et plusieurs fêtes, telles que celle de la Fédération, furent ordonnées et célébrées avec une mise en scène et une solennité qui ne manquaient pas de grandeur. La joie alors était peinte sur tous les visages ; on ne parlait que de concorde et de fraternité ; mais cette allégresse fut de courte durée. La Royauté s'écroula rapidement ; la guerre civile vint désoler nos malheureuses contrées et ce fut en vain que la République essaya de multiplier à l'infini les cérémonies publiques. Le peuple qui, dans ces temps néfastes, ne songeait plus à se distraire, se fatigua bien vite de ces sortes de représentations théâtrales auxquelles il n'assista, le plus souvent, que par peur ou par désœuvrement.

On sait que, sous la Constituante et la Législative, il n'y avait qu'une seule Fête nationale, celle de la prise de la Bastille.

Cette fête fut maintenue par la Convention qui en décréta trois nouvelles : L'anniversaire du 10 août 1792, époque de la déchéance de Louis XVI ; l'anniversaire du 21 janvier 1793, jour de l'exécution du Roi, et l'anniversaire du 31 mai 1793, jour de l'arrestation des Girondins. La fête du 9 thermidor vint ensuite. Le 27 octobre 1795 (5 brumaire an IV), sept nouvelles fêtes furent instituées : Celles de la Fondation de la République, de la Jeunesse, des Epoux, de la Reconnaissance, de l'Agriculture, de la Liberté et des Vieillards. Le Directoire, qui succéda à la Convention, détermina par différents arrêtés la manière dont ces fêtes devaient être célébrées. Le 18 fructidor an V eut aussi son anniversaire ; enfin, une loi du 13 pluviôse an VI décréta la célébration annuelle de la fête de la Souveraineté du Peuple qui devait avoir lieu le 30 ventose (20 février), jour précédant la réunion des assemblées primaires pour la nomination des électeurs. Après la chute du Directoire, on ne conserva comme fêtes nationales que l'anniversaire du 14 juillet 1789, « jour de la conquête de la liberté sur le despotisme » et celle du 1^{er} vendémiaire, « jour anniversaire de la fondation de la République ».

Quand le vieil autel de la France fut renversé et qu'au culte catholique succéda celui de la Raison, la Convention substitua à l'ère grégorienne le calendrier républicain et les derniers jours complémentaires de l'année furent encore fêtés sous le nom de « sans-culotides ». La première fête fut consacrée au Génie, la seconde au Travail, la troisième aux Belles Actions, la quatrième aux Récompenses et la cinquième à l'Opinion. La dénomination des mois fut changée et les instruments ruraux, les métaux, les légumes de toutes espèces remplacèrent les noms des Saints qui figuraient dans l'ancien calendrier. Les mois ayant été divisés en décades, le dixième jour de chaque décade fut consacré au repos et devint en même temps jour de fête. Le 18 floréal an II, la Convention, sur le rapport de Robespierre, ordonna la célébration, aux jours de décadis, de trente-six fêtes dont l'énumération est aussi fastidieuse que longue ; il y avait les fêtes de l'Etre Suprême, du Genre humain, de la Vérité, de la Justice, de la Pudeur, de l'Amour, de l'Age Viril, de la Vieillesse, du Malheur et autres de la même originalité. Mais nos paysans ne comprenaient rien à tous ces changements qui leur donnaient, par semaine, neuf jours de travail au lieu de six et qui supprimaient les offices

des dimanches auxquels ils étaient habitués ; c'est pourquoi les fêtes décadaires, auxquelles ne s'attachaient ni respect, ni prestige, ne furent célébrées qu'avec peu d'entrain et tombèrent bientôt en désuétude.

En plus des solennités nationales et décadaires, il y eut encore des cérémonies funèbres, telles que celles à l'occasion de la mort de Mirabeau, de Marat, du général Hoche et de l'assassinat des plénipotentiaires français à Rastadt. Hâtons-nous de dire, pour l'honneur du pays, que l'infâme Marat n'eut point chez nous d'apothéose ; les registres du Directoire et ceux des municipalités voisines de Domfront n'y font, du moins, aucune allusion.

II

Une des premières fêtes de Domfront fut celle de la remise du drapeau à la garde nationale. Cette fête eut lieu, probablement, en août ou septembre 1789, car les gardes bourgeoises ne tardèrent pas à s'établir après le 14 juillet, à l'exemple de la milice parisienne. Caillebotte aîné nous dit que chaque commune se faisait alors un devoir de posséder un drapeau luxueux sur lequel les attributs de la liberté étaient représentés en lettres dorées avec des inscriptions patriotiques attestant l'enthousiasme général. Celui de Domfront fut brodé par les dames de la ville ; la garde nationale se mit sous les armes pour le recevoir ; quand elle fut rangée en bataille, une des dames s'avança, remit l'étendard et lut ensuite le discours suivant :

CITOYENS,

Tant que vous fûtes courbés sous le joug du despotisme, nous n'avons pu qu'entretenir parmi vous le goût des frivolités, de la glanterie et des jouissances du luxe et de la mollesse qui pouvaient encore mêler quelques charmes aux maux de l'esclavage et alléger le poids de vos chaînes. Aujourd'hui vous êtes libres ; comme vous, nous avons le sentiment de cette liberté et nous savons en apprécier les avantages. Si la nature nous a refusé la force et les vertus guerrières, elle nous a laissé des moyens d'influence sur l'opinion qui forme les mœurs publiques. Nous utiliserons ces moyens en nourrissant dans vos âmes le feu sacré de cette liberté sainte, en l'enflammant par nos discours, en l'infusant dans le cœur de vos enfants par nos leçons, comme vous l'y graverez par vos exemples. Nous voulons

aussi l'entretenir par des emblèmes qui, en vous retraçant fréquemment son image, vous rappellent les droits qu'elle vous assure et les obligations qu'elle vous impose.

C'est dans cet espoir que nous avons conçu le projet de vous offrir ce drapeau ; acceptez-le comme un gage des fidèles compagnes qui sont unies à vos destinées, qui ne peuvent être heureuses que de votre bonheur, et comme un témoignage de la reconnaissance qu'elles doivent aux sentiments patriotiques qui vous animent. Puisse-t-il être l'éternel ralliement des amis de la paix et de la concorde, le symbole de l'union et de la fraternité, et jamais celui de la guerre et des combats ! Mais, si la ligue de nos ennemis extérieurs vous forçait de prendre part à une querelle qui deviendrait aussi la nôtre, souvenez-vous de l'engagement sacré que vous contractez envers les plus chers objets de votre affection, et qu'en recevant de leurs mains les enseignes de la liberté, les signes de notre commune rédemption, ces images chéries et tous les sentiments qui s'y rattachent doivent constamment guider vos pas dans le chemin de l'honneur et de la victoire.

VIVE LA NATION, LA LOI ET LE ROI.

La journée se termina par de copieuses libations ; les officiers nouvellement élus payèrent à boire généreusement ; chaque capitaine en fut au moins pour vingt-cinq à trente bouteilles de vin (1).

Le 21 octobre de la même année, les citoyens de la Carneille, résidant à Paris, envoyèrent un drapeau à leurs compatriotes pour les féliciter de l'énergie qu'ils avaient montrée à l'occasion de l'alarme répandue dans le pays, au mois de juillet précédent. Ce drapeau fut reçu solennellement le 8 novembre et placé dans l'église, à côté de la bannière (2).

III

La fête de la Fédération fut célébrée le 14 juillet 1790 avec un éclat tout particulier ; ce fut sans contredit la plus belle journée de la révolution. Elle eut lieu dans toutes les communes au milieu d'un grand concours d'hommes, de femmes et d'enfants. Une messe solennelle fut dite, le matin, en présence du maire, du procureur syndic et de tous les officiers municipaux.

(1) Caillebotte aîné, Mémoires manuscrits ; Renseignements particuliers.

(2) *Bulletin Flammarion*, année 1886, p. 149.

A Passais, le curé Le Bossé officiait, assisté de ses deux vicaires, les abbés Le Maréchal et Courteille et de deux autres prêtres de la localité. Au moment de la préface, le coup de midi sonnant, le maire, Jean-Baptiste Ramard-Dubourg, étendit le bras droit sur l'évangile et prononça le premier la formule du serment : « Je jure de maintenir de tout mon pouvoir la Constitution décrétée par l'Assemblée Nationale et d'être fidèle à la loi, au Roi et à la nation ». Le clergé, le procureur syndic, Siméon-Julien Châtellier, et les officiers municipaux jurèrent ensuite ; puis ce fut le tour des assistants qui se présentèrent en nombre considérable. La messe se poursuivit ; un *Te Deum* fut chanté et l'office se termina par une quête faite par le maire au profit des pauvres.

Dans la soirée de cette journée mémorable, des repas publics eurent lieu presque partout. A Domfront, un banquet fut servi dans la salle d'audience et dans la halle, sous la direction de M. Garnier-Lafosse ; mais ce repas fut, paraît-il, mal organisé et s'acheva dans une confusion générale.

A Tinchebray, les dames festoyèrent de leur côté, « dans une salle particulière, sans mélange de personnes d'un autre sexe, à l'exception du citoyen Alexandre-Michel Pitot, tabellion octogénaire, qu'elles furent chercher et qu'elles ramenèrent comme en triomphe ». La fête se termina le soir par des danses publiques (1).

IV

S'il arrivait parfois que les banquets, dans ce temps-là, fussent mal réussis, nous devons reconnaître que ceux qui s'en chargeaient n'y trouvaient pas toujours leur profit. Quand M. Lefessier, le nouvel évêque constitutionnel de Séez, vint à Domfront, en tournée pastorale, dans le courant du printemps 1791, les gardes nationaux de la ville voulurent traiter leurs camarades de Tinchebray et les reçurent à l'hôtel Balochin ; le repas fut bruyant et coûta une centaine de francs dont Balochin ne put jamais se faire rembourser.

(1) Caillebotte aîné, Mémoires manuscrits ; l'abbé Dumaine, *Tinchebray et sa région*, t. III, p. 50 ; Registre de la municipalité de Passais.

La fête du 14 juillet 1791 se passa plus tranquillement. Dans plusieurs communes, la garde nationale fit bénir son drapeau sur l'autel de la patrie, dressé sur la place publique ; après cette cérémonie, tous les assistants et « toutes les assistantes » prêtèrent le serment dont la formule était déjà différente de celle de l'année précédente : « Je jure, par tout ce que l'honneur a de « sacré, de rester inviolablement attaché à la constitution « décrétée par l'assemblée nationale, de soutenir cette constitution de tout mon pouvoir, de la défendre contre tous ses « ennemis et de verser jusqu'à la dernière goutte de mon sang « pour la liberté de la patrie ». L'officiant entonna ensuite le *Te Deum* ; la messe dite, les gardes nationaux se rendirent processionnellement à l'église et choisirent leur porte-drapeau.

Les Domfrontais dressèrent, ce jour-là, des tables devant leurs portes et dînèrent dans les rues ; ce fut une véritable kermesse favorisée par un beau temps (1).

Moins de trois mois auparavant, un service funèbre avait été célébré, dans les principales églises du district, à la mémoire de Mirabeau. Un des juges du tribunal de Domfront, M. Ramard, prononça son oraison funèbre dans l'église Saint-Julien, devant une nombreuse assistance en tête de laquelle se trouvaient les officiers municipaux, ceux de la garde nationale et tous les membres du Directoire.

A Tinchebray, ce fut M. l'abbé Lelièvre, aumônier du huitième régiment de dragons, ci-devant Penthievre, qui prit la parole, après avoir, au préalable, prêté le serment civique (2).

L'acceptation de la constitution fut encore un motif de réjouissances dans un certain nombre de municipalités ; celle de la Ferrière-aux-Étangs donna même, à cette occasion, le spectacle assez curieux de l'illumination forcée :

Le 17 septembre 1791, nous, officiers municipaux soussignés, informés par le bruit public que notre constitution est sanctionnée par le Roi et qu'un courrier a apporté au district cette chère et agréable nouvelle confirmative de notre liberté, notre entier dévouement à cet acte si précieux à nos cœurs et à tous les patriotes français ne peut nous laisser attendre les ordres du district pour en manifester notre joie.

(1) Caillebotte aîné, Mémoires manuscrits.

(2) Caillebotte aîné, Mémoires manuscrits ; Appert et de Contades, Bibliographie du canton de Passais, p. 45 ; l'abbé Dumaine, p. 81.

En conséquence, nous avons arrêté que la garde nationale serait invitée demain de prendre les armes pour assister à la grand'messe, à vêpres et au *Te Deum* que M. le Curé sera prié de chanter à l'issue des vêpres ; et, quoique aucune réjouissance publique n'eût jusqu'à présent engagé les habitants de ce bourg d'illuminer leurs croisées, celle-ci étant plus chère à nos frères libres que toutes les autres, nous avons ordonné par le présent arrêté à tous les habitants, en réjouissance d'une si heureuse nouvelle, d'illuminer leurs croisées dès 7 heures du soir, à peine contre les contrevenants de six livres d'amende ; ce qui sera publié et battu à son de tambour, à la réquisition du procureur de la commune. Signé : Bertrand, maire ; Guille-mard, procureur de la commune ; Dubourg, Letourneur, Morin, Corbière, officiers ; Pichonnier, secrétaire (1).

V

Le jour Saint-Julien 1792, tous les citoyens qui faisaient partie de la garde nationale de Mantilly, dont Fouillenl-Des-landes venait d'être nommé commandant, prêtèrent le serment dans l'église paroissiale, ainsi que le curé constitutionnel Courteille, « ce fidèle et vertueux patriote » et ses deux vicaires, les abbés Eude et Lafontaine. Il y eut vêpres solennelles, salut et sermon patriotique du sieur Courteille ; seul, le citoyen Levesque, tambour-major, refusa de « jurer la constitution », au grand scandale de l'assistance ; il fut immédiatement cassé de son grade et ne put en reprendre possession qu'en faisant amende honorable, quelques jours après (2).

Cependant la révolution marchait à grands pas et la ville de Domfront ne devait pas tarder à devenir le théâtre de graves événements, puisqu'elle allait être choisie, aux termes des décrets des 13 et 19 août, comme lieu de réunion des électeurs départementaux chargés de nommer les députés à la Convention. En attendant, la guerre contre l'Autriche avait été déclarée ; mais, comme les adresses enflammées du Directoire aux gardes nationales et à tous les citoyens en état de porter les armes étaient restées presque partout sans écho, l'administration résolut de célébrer, avec la plus grande pompe possible, la fête du 14 juillet

(1) Registre des délibérations municipales de la Ferrière-aux-Étangs

(2) Registre de la municipalité de Mantilly.

1792. Le 21 juin, l'adresse suivante fut imprimée et envoyée à toutes les gardes nationales du district :

CITOYENS,

Nous touchons à l'anniversaire de ce jour, à jamais célèbre dans les fastes de l'histoire, qui vit tomber les murs de la Bastille et se former en un clin d'œil cette garde nationale qui, rassemblée par le patriotisme et dirigée par l'honneur, sut maintenir l'ordre au milieu de l'anarchie et veiller à la sûreté de chacun pour l'intérêt de tous. La mémoire de cet événement fut consacrée par une fédération qui en éternisa le souvenir. Le spectacle sublime et imposant qu'il offrit à l'univers se serait renouvelé cette année, si l'exercice du veto n'en eût arrêté la représentation. Citoyens, nous y députerons nos cœurs ; ils y voleront sur les ailes invisibles du sentiment et nos mains pourront ériger au moins un autel à la Patrie dans le chef-lieu du district qui sera le témoin de nos vœux pour le maintien de l'égalité politique, pour l'éternel anéantissement de tous les privilèges d'ordre ou de naissance, de toutes distinctions autres que celles des talents et de la vertu, et pour l'entière abolition de la féodalité, si puissante encore dans ses derniers débris. Il recevra nos serments de maintenir l'immutabilité de la déclaration des droits de l'homme en société qui sera toujours le cri de ralliement contre les oppresseurs et les despotes, la perpétuité des assemblées nationales, l'inviolabilité des opinions des législateurs et le droit éternel de décréter les lois et les impôts.

Nous jurerons de payer nos contributions, sans lesquelles il n'y aurait ni propriété, ni sûreté, ni liberté ; la libre vente, achat et circulation des subsistances, denrées et marchandises ; l'extinction de la vénalité des offices, de la dime, des aides et de la gabelle ;

Nous jurerons, par le droit de résistance à l'oppression, de ne jamais souffrir le rétablissement des capitaineries des chasses, dont l'existence fut un attentat à nos propriétés, des lettres de cachet qui en fut un contre nos personnes, ni qu'un citoyen soit arrêté ou détenu en vertu d'ordres arbitraires, ni qu'il soit prononcé sur son sort, en matière criminelle, autrement que sur une procédure par jurés ;

Nous jurerons le droit d'élire les ministres du culte, les administrateurs, les officiers municipaux et la permanence de la bienfaisante institution des juges de paix ;

Nous jurerons de vaincre les tyrans et les despotes coalisés pour nous donner des fers, de venger nos frères morts en combattant pour la patrie, d'employer notre courage et de consacrer notre vie à la défendre nous-mêmes (Rome ne perdit la liberté qu'à l'époque où ses armées furent composées d'étrangers et de mercenaires) et de ne transiger sur l'égalité que sur le cadavre du dernier des Français ;

Nous jurerons de bannir toute division, d'étouffer dès sa naissance tout germe de dissension et de resserrer des liens de l'union fraternelle qui fait notre force en raison des obstacles qui s'offriront à la surmonter ;

Nous contracterons, en un mot, l'obligation solennelle de conserver notre constitution toujours vierge et sans tache, telle qu'elle est sortie des mains de nos législateurs, de respecter les propriétés, de ne jamais affliger les regards de l'homme vertueux et sensible par le spectacle du désordre et de la violence, de placer les coupables sous l'égide de la justice, de ne regarder comme tels que ceux qu'elle aura légalement condamnés et de hâter, par notre constante soumission aux lois et notre zèle à les faire exécuter, le moment de la tranquillité publique et de la félicité générale ; et tous ces engagements nous les prendrons au nom de cette liberté sacrée, seule conquête digne de l'homme, digne du peuple français, par les efforts, par les sacrifices qu'il a faits, qu'il veut encore faire pour elle, par les vertus qui se sont mêlées aux malheurs inséparables d'une grande révolution ;

Amis citoyens, tous ces serments sont dans vos cœurs, et cent mille bras environneraient à la fois l'autel de la patrie que nous nous proposons d'élever, si nous n'étions malheureusement forcés de réprimer les élans de ce noble enthousiasme. Ce serait sans doute une jouissance bien délicieuse pour vos frères de Domfront et pour nous de vous posséder tous, de mêler les accents de notre patriotisme aux accents du vôtre et de voir rangés autour de la même table tous les membres de la grande famille. Mais les dispositions de la loi, les difficultés du local, vos intérêts dont le dépôt nous est confié et la grandeur des sacrifices que les frais de la guerre et les dangers de la patrie peuvent commander à ses enfants, nous obligent de vous prévenir que vous ne pourrez être admis à la fête du 14 juillet prochain que par députation ; vos frères du chef-lieu n'y assisteront que de la même manière ;

Vous savez que la préférence de cette députation est due aux citoyens inscrits dans la garde nationale, en qualité de vétérans. Tous les peuples libres se sont rendus recommandables par une profonde vénération pour la vieillesse. Vous pourriez accorder la même préférence à ceux d'entre vous qui prendraient la généreuse résolution de voler au secours de ces jeunes citoyens qui affronteront pour nous sur un sol étranger les dangers de la guerre, qui attendent un renfort de deux cent vingt-six hommes par bataillon et qui comptent sur les promesses que plusieurs d'entre vous leur ont faites de les rejoindre au premier signal ;

Au reste, ceux que le choix n'aura pas désignés pour assister à la fête qui se prépare n'offriront pas à liberté un hommage moins sûr au sein de leurs foyers ; chaque commune, chaque village aura des des temples en l'honneur de cette divinité domestique ; mais souvenez-vous que son sanctuaire est dans le cœur de tout homme vertueux et ami de ses semblables ;

Aussi sommes-nous persuadés qu'aucun de vous n'apportera à la fête de la liberté que des sentiments de fraternité, l'amour de l'ordre, de la tempérance, une joie vive et pure et le contentement du cœur. De semblables dispositions sont plus capables d'augmenter l'intérêt d'un spectacle aussi touchant, d'en rehausser la majesté, que toutes

les recherches de l'art, que tous les raffinements du luxe. La vie frugale et les mœurs austères de Fabricius ont plus fixé l'admiration de la postérité que la profusion et le faste d'Héliogabale !

Le 2 juillet, le Directoire se réunit et décida, toutes les autres places de la ville n'étant pas assez vastes, que l'autel de la Patrie serait érigé sur la place de la Brière, en face l'église du collège, et que celle-ci serait aplanie, empierrée et sablée. Tous les habitants furent invités à concourir à ce travail patriotique, sous la direction et la surveillance de M. Roussel, maire de la ville. Des commissaires furent nommés pour présider à l'organisation du banquet ; MM. Bourdon et Leroy, administrateurs, Capelle, officier municipal, furent chargés de faire adjuger au rabais les viandes et les liquides et d'écrire à M. Gallery de la Servièrre pour lui demander l'autorisation de dresser les tables dans l'avenue de son château de Godras, dont les arbres séculaires protégeraient les convives contre les chaleurs de la saison.

Le XI, les gardes nationaux de toutes les communes se réunirent dans leur église paroissiale et choisirent, à raison d'un homme par cent, ceux d'entre eux qui devaient se rendre à la fête. Les gardes nationaux de Passais, l'Épinay et Lebois désignèrent MM. Ramard-Dominel, commandant, Dutertre-Dauverné, J.-B. Hector-Ramard, capitaines, Dufresne père et Joseph Leroy fils, lieutenants, et Dufresne fils, adjudant ; ceux de Saint-Mars, Saint-Roch et Torchamp, MM. Anne Dupont-Loraille, commandant, Pierre Cousin-Desrouseaux, Nicolas Le Bigot de Beauregard, Pierre Husson-Bellefontaine, capitaines, Pierre Beaudet, lieutenant, Henri Lambert-Coupellière, sous-lieutenant, Guillard-Champinière, adjudant ; ceux de Mantilly, MM. Siméon-François Fouilleul, commandant, André Cousin, Guillaume Levêque, Jacques Cruchet, Siméon Ramard et J. Chevallier. Le commandant du bataillon de Beaulandais, Roussel de la Touche, fut élu dans la commune de la Baroche. La ville de Domfront, nous dit Caillebotte aîné, se fit représenter ce jour-là par ses deux plus forts mangeurs : les citoyens Jean Delente, dit Bloblot, et le bonhomme Chrétien, horloger.

Enfin le grand jour arriva. Le repas fut magnifique et ne comprit pas moins de trois cents couverts. Le service se fit par tables de vingt-cinq couverts chacune. Le menu, s'il ne fut pas

aussi luxueux que ceux d'Héliogabale, était néanmoins des plus abondants. On servit par chaque table :

Deux étals de poisson, l'un de mer et l'autre d'eau douce, chaque étal pesant de 4 à 5 livres ;

Une longe de veau rôtie, du poids de 12 livres ;

Un gigot de mouton de 6 à 8 livres ;

Deux canards ;

Quatre poulets en deux plats ;

Cinq livres de jambon ;

Deux andouilles ;

Un pâté de 8 à 10 livres ;

Un plat d'artichauts à la poivrade ;

Un plat de raves ;

Deux livres de beurre frais ;

Deux salades ;

Deux fromages, un petit et l'autre gros ;

Huit livres de cerises en deux plats.

Comme liquides : un tonneau de cidre et 150 bouteilles de vin.

Chaque convive était muni d'un signe de reconnaissance, et, cette fois, aucune confusion ne se produisit. Les gendarmes d'ailleurs veillaient au maintien du bon ordre pendant que les musiciens aux gages de M. le comte de Flers, qui avaient été invités à rehausser par leur présence l'éclat de la fête, exécutaient les plus beaux morceaux de leur répertoire.

Les pauvres ne furent pas oubliés ; on leur distribua les reliefs du festin dont le prix, assez élevé, fut soldé aux frais de la municipalité (1).

Cette belle fête n'eût malheureusement pas de lendemain.

VI

Après le renversement de la royauté, les fêtes républicaines se succédèrent nombreuses, comme nous l'avons dit ; et il est bien certain que si le bonheur d'un peuple devait dépendre du nombre

(1) Registres du Directoire de Domfront et des municipalités de Passais, Saint-Mars, Mantilly et La Baroche-sous-Lucé ; Caillebotte aîné, *Mémoires manuscrits* ; L. Duval, *les Conventionnels de l'Orne*, revue normande et percheronne, année 1892, p. 259 ; Renseignements particuliers.

de ses fêtes nationales, les Français, pendant dix années, n'auraient rien eu à envier aux autres nations.

Nous ne savons presque rien de celles qui furent célébrées à Domfront pendant toute cette période, puisque ses registres municipaux n'existent plus. Dès le début, la déesse Raison dut trôner dans l'église Saint-Julien et peut-être aussi dans d'autres églises voisines, représentée par une statue de la Liberté ou même par le marbre vivant de quelque beauté plébeienne ; mais ceux des registres municipaux que nous avons compulsés n'en parlent pas, et MM. Caillebotte frères gardent, dans leurs manuscrits, un silence prudent sur ce chapitre pourtant si intéressant de notre histoire locale (1).

Le lundi 30 décembre 1793 (10 nivose an II), une cérémonie patriotique eut lieu à Domfront, en réjouissance de la prise de Toulon. Les corps constitués, la société populaire, la garde nationale et les troupes cantonnées dans la ville s'assemblèrent et brûlèrent solennellement les titres féodaux ; les fleurs de lys qui décoraient les monuments publics furent brisées ; les jeunes garçons et les jeunes filles burent dans la coupe de la Fraternité au salut de la République et au maintien de la Montagne ; plusieurs discours furent prononcés ; un avocat, M. Le Normand, lut les couplets suivants au pied de l'arbre de la Fraternité :

I

Arbre par nos mains élevé
Pour rendre hommage à la nature,
Arbre de la Fraternité,
Arbre cher à toute âme pure,
Jaloux de pouvoir propager
Quelques maximes salutaires,
Près de toi nous venons chanter :
Tous les humains sont frères !

II

Quelque jour qu'on aura détruit
Tous les restes du despotisme,
Quelque jour que le peuple instruit
Aura vaincu le fanatisme,

(1) Caillebotte jeune nous dit seulement que, le 14 février 1794, l'office divin fut célébré pour la dernière fois dans l'église Saint-Julien, à laquelle on donna le nom de temple de la Raison et qui servit ensuite, pendant les troubles, de magasin à fourrages.

Les citoyens loin de chanter
Des cantiques comme nos pères
Près de toi viendront répéter :
Tous les humains sont frères !

III

Arbre heureux, tu dois inspirer
Une parfaite bienveillance,
Pour emblème tu dois porter
Des préceptes de bienfaisance,
Les passants qui sur toi liront
Tous ces emblèmes salutaires
Avec transport répèteront :
Tous les humains sont frères !

IV

Lorsque pour deux jeunes époux
Viendra le jour de l'hyménée,
Lorsque le serment le plus doux
Aura réglé leur destinée,
Pour dignement solenniser
Leurs nœuds et leurs amours sincères,
Sous ton ombre ils viendront chanter :
Tous les humains sont frères !

V

S'il arrive que ces couplets
Tombent aux mains de la critique,
Ils seront réputés mal faits
Selon l'art de la poétique ;
Mais l'auteur pour se consoler
De ces jugements trop sévères
Sous ton arbre viendra chanter :
Tous les humains sont frères ! (1)

VII

Dans son histoire de Lonlay-l'Abbaye, M. Lefaverais raconte que le 20 nivose an II (9 janvier 1794), les officiers municipaux avec leurs écharpes, les notables, le comité de surveillance, la garde nationale et les autres républicains de Lonlay s'assemblèrent pour chanter l'hymne de la *Marseillaise* et le *Chant des sans-*

(1) Caillebotte jeune, Mémoires manuscrits.

culottes autour de l'arbre de la liberté, en faisant un feu sur la place. Ils plantèrent ensuite l'arbre de la fraternité sur la place de la Halle qui fut appelée place de la Fraternité ; des réjouissances eurent lieu en l'honneur de la Constitution et en souvenir de la prise du fort de la Montagne sur les Anglais et les Espagnols (1).

Les arbres de la Liberté et de la Fraternité se plantaient alors de tous les côtés et les agents nationaux rivalisaient d'émulation pour exciter le zèle patriotique de leurs concitoyens. Le 9 mars 1794 (19 ventose an II), l'agent national Danvel adressait l'invitation suivante à la municipalité de l'Épinay :

Le soussigné, agent national de cette commune, représente à la Municipalité qu'il est de sa gloire et de son honneur de donner une nouvelle splendeur au patriotisme épuré dont elle est décorée. En conséquence, elle voudra donc s'assembler à la maison commune, mardi prochain, dix heures du matin, pour planter un arbre vif de la liberté auquel nous rendrons tous hommages dûs à cet arbre chéri qui, à juste titre, a mis nos tyrans dans les fers pour nous en délivrer. En conséquence, Républicains, Municipaux et Membres composant le comité de surveillance, que votre patriotisme vous dicte qu'un seul d'entre vous ne manque pas de se trouver au jour et l'heure ci-dessus précités afin de solenniser ensemble cette fête qui doit faire le charme de tout républicain ;

Représente en outre le républicain, agent national de cette commune, à la municipalité que le temps des fanatiques est passé et que le brillant règne des républicains luit ; pourquoi à la première perspective du présent elle voudra bien prendre un arrêté par lequel il sera fait défense au ci-devant sacriste de cette commune et à tout autre individu de sonner les cloches sinon pour les affaires de la commune, soit pour délibérations ou lecture des lois ou enfin en cas d'alerte. Arrêté le 19 ventose ; signé : Danvel (2).

Le directoire de Domfront tenait, du reste, à être renseigné aussi exactement que possible sur ce qui se passait dans les communes et se faisait envoyer des comptes rendus de chaque cérémonie. Le registre des délibérations municipales de la commune de Passais nous fait connaître comment se fêtaient les décadis :

(1) Lefaverais, histoire de Lonlay-l'Abbaye, page 114.

(2) Registre des délibérations municipales de l'Épinay-le-Comte qui s'appelait alors : L'Épinay-le-Libre.

Le 30 pluviose an 2 de la République française une et indivisible ; sur les représentations de l'agent national, à la sortie de la séance tenue dans le temple de la Raison de la commune de Passais où étaient tous les corps constitués de la dite commune et quantité d'autres individus, il a été arrêté de faire une narration succincte de ce qui s'est passé depuis que l'on fête les décadis, afin de donner aisance à l'agent national d'en faire son rapport au directoire, ainsi qu'il le demande pour le bien de la chose. Sur quoi délibérant et faisant mémoire de ce qui s'est passé les dits jours de décadis depuis qu'on les fête, il a été reconnu que, le 10 pluviose de la présente année (29 janvier 1794), les corps constitués se transportèrent, après avertissement, au pied de l'arbre de la liberté ; et là, le maire et l'agent national firent chacun un discours pour engager le peuple à la Raison. Tous et chacun des individus parurent satisfaits et contents et la fête se passa en allégresse. Depuis cette première fête, chaque jour de décadi a été fêté : on s'assemble pour éviter les intempéries de l'air dans le temple de la Raison : on y lit les décrets, les nouvelles et chacun s'empresse de donner des renseignements pour le maintien du bon ordre. Arrêté les dits jour et an que dessus. Signé : Ramard fils, maire ; Châtellier, agent national ; Barrabé, H. Garnier, L. Royer, officiers ; Lormois, Suffisais, notables (1).

Un ~~incident assez comique~~ se produisit à Domfront dans la soirée du 14 juillet 1794. Comme les années précédentes, la fête s'était terminée joyeusement. Sur les 10 heures 1/2 du soir, les citoyens Graindorge-Desdemaine, juge au tribunal, Bougiard, commissaire des guerres, Robert Delaunay, membre du comité de surveillance, et Lorieux-Métairie, ci-devant chef du 5^e bataillon de l'Orne, se trouvaient au café Bazin, place de la Halle, lorsqu'un lieutenant du bataillon de Saint-Paul, nommé Joseph Hesnaux, y entra avec deux de ses camarades. Tous les trois montèrent au premier, dans une chambre où se tenaient les deux filles de Bazin et une veuve Renault. Bazin les suivit et dit à ses filles de descendre. Hesnaux, pris de boisson, lui répondit par des injures. Le juge Graindorge voulut s'interposer et mettre la paix ; mal lui en prit. Hesnaux, furieux, sortit du café et se mit à crier de toutes ses forces : à la garde ! Plusieurs volontaires accoururent et, sur son ordre, se saisirent du magistrat. Les citoyens Delaunay, Bougiard et Lorieux essayèrent d'intervenir de leur côté, mais, comme Graindorge, ils furent aussitôt empoignés par les volontaires qui les dirigèrent tous les quatre

(1) Registre des délibérations municipales de Passais.

sur le corps de garde se trouvant rue de la Poterne. En passant près de l'arbre de la Liberté, la force armée rencontra Delente jeune qui faisait, comme Robert Delaunay, partie du comité de surveillance. Delente, indigné, somma Hesnaux de relâcher immédiatement ses prisonniers, mais il fut lui-même saisi au collet et conduit avec les autres à la Poterne. Tous furent mis en cellule et les verrous tirés sur eux. Vers minuit, les autres membres du comité de surveillance qui siégeait alors en permanence, furent avertis de ce qui se passait et se rendirent en toute hâte au corps de garde. Mais Hesnaux refusa de leur en ouvrir les portes. Après avoir parlementé pendant un certain temps, ils se décidèrent d'aller trouver l'adjudant-major de la place qui s'empressa de leur délivrer un ordre d'élargissement. Hesnaux, de plus en plus furieux, dédaigna d'en prendre connaissance, en ajoutant : « qu'il ne connaissait que la loi et qu'il la ferait exécuter. » Sa colère ne se calma que sur les trois heures du matin. Les verrous furent enfin tirés et les prisonniers remis en liberté, après avoir passé une partie de leur nuit sur la paille humide de la prison. L'affaire fit, comme on le pense bien, grand bruit dans la ville. Une enquête eut lieu ; le juge de paix Crouillebois-Saint-Vincent entendit, le lendemain, de nombreux témoins et rédigea procès-verbal ; nous ignorons, malheureusement, quelle suite lui fut donnée. (1)

VIII

Nous n'avons d'autres renseignements, sur les fêtes qui se sont passées en 1795, qu'un procès-verbal de la municipalité de Lonlay-l'Abbaye dont nous devons la communication à l'obligeance de M. Lefaverais :

Aujourd'hui, 23 thermidor, 3^e année républicaine, la municipalité ayant invité les citoyens de la commune à se réunir avec nos frères d'armes, en station dans cette commune, pour célébrer la fête du 10 août et 9 thermidor remises ensemble à ce jour, la municipalité à la teste des citoyens et accompagnée de nos frères d'armes s'est transportée près et autour de l'arbre de la Fraternité où il a été lu un discours analogue à la fête qui a finy par des cris répétés de : vivre

(1) Archives du greffe de Domfront.

la République. Ensuite les citoyens et citoyennes ont chanté des hymnes tels que celle des Marcellois et Réveil du peuple et plusieurs autres, ensuite sont revenus à la place de la Liberté réitérer les vive de la République et chansté plusieurs autres hymnes patriotiques et chacun s'est retiré en paix (1).

IX

Les premières manifestations des chouans refroidirent singulièrement l'ardeur généreuse des patriotes qui, d'ailleurs, fut souvent plus apparente que réelle et qui variait suivant l'esprit des populations dans chaque canton et souvent même dans chaque commune. Au culte de la Raison avait succédé celui de l'Etre-Suprême ; les anciens agents nationaux étaient presque tous démissionnaires ou destitués ; les réunions se faisaient plus rares et le laconisme des délibérations municipales ne va que trop laisser deviner les inquiétudes et les préoccupations qui désormais assiègeront tous les esprits.

Le dimanche 29 mai 1796 (10 prairial an IV), la municipalité de Passais se réunit dans la maison commune pour célébrer la fête des Victoires. Elle y resta jusqu'à deux heures de l'après-midi, mais personne ne se présenta, ni de la localité, ni des localités voisines, pour lui communiquer les noms des citoyens morts ou blessés au service de la patrie. Elle se rendit alors sur la place publique, mais la place resta déserte. Lassée d'attendre, elle rentra dans la maison commune et rédigea un procès-verbal que signèrent seuls l'agent municipal B. Beaudet et son secrétaire F. Durand. Le 10 thermidor suivant, la fête de la Liberté se passa, dans la même paroisse, plus tristement encore ; c'est à peine si le registre des délibérations municipales lui consacre quelques lignes :

Les citoyens présents se sont empressés de concourir à la pompe de la célébration de la fête de la Liberté, autant que cela leur a été possible ; l'insuffisance des moyens ne leur permettant pas d'exécuter toutes les cérémonies indiquées, telles qu'ils l'auraient désiré. Signé : Ferré-Desferris, commissaire du pouvoir exécutif ; B. Beaudet, agent municipal ; J.-F. Durand, secrétaire. (2)

(1) Registre des délibérations municipales de Lonlay-l'Abbaye.

(2) Registre de la municipalité de Passais.

X

On sait qu'après la Convention, le Directoire avait essayé de réglementer officiellement la célébration des fêtes publiques. Un autel de la Patrie, des chants patriotiques, des places d'honneur pour les vieillards, des jeux et des exercices publics autour de l'arbre de la liberté, tel fut alors le canevas des solennités nationales que nous représentent assez fidèlement les vieilles gravures du temps. Il y avait bien entendu le discours obligatoire, « analogue à la circonstance », discours dans lequel l'orateur devait peindre la royauté sous les plus sombres couleurs, vanter les bienfaits de la République et faire appel à la concorde et à la fraternité ; mais les événements chez nous se précipitaient et la guerre civile semait de tous les côtés la ruine et la désolation. Dans les campagnes, s'il arrivait parfois qu'un rayon de soleil vint illuminer le ciel assombri, le paysan revenait vite à ses anciennes coutumes et se rendait aux assemblées voisines qui se tenaient, comme jadis, sur une lande parsemée de bruyères et de genêts, s'y grisant volontiers, bataillant le soir avec les royalistes, préférant malgré tout la liberté et la franche gaieté de ces réunions champêtres aux pompes ennuyeuses des cérémonies civiques. Dans les villes et les gros bourgs, l'enthousiasme faisait également défaut et le zèle administratif n'arrivait plus à le ranimer.

Le 2 pluviôse an 5 (21 janvier 1797), tous les fonctionnaires du canton de Passais furent convoqués pour célébrer au chef-lieu l'anniversaire de la mort du Roi et « de sa juste punition ». Un grand nombre d'entre eux se signalèrent par leur absence, notamment les agents de Saint-Roch, de Lesbois et de Veaucé ; tous les notaires étaient malades ou s'étaient réfugiés dans la ville de Domfront.

Le 22 septembre suivant, la municipalité de Saint-Fraimbault fêtait, à son tour, l'anniversaire de la République. Les autorités se transportèrent au pied de l'arbre de la Liberté ; le citoyen Barrabé, commissaire du Directoire exécutif, prononça le discours analogue à la fête ; des cris répétés de vive la République se firent entendre ; après quoi, les assistants se « délirèrent » (*sic*) en chantant des airs patriotiques. (1)

(1) Registres des municipalités de Passais et de Saint-Fraimbault.

Le même jour, M. Thomas-Laprise qui faisait alors partie du conseil des Cinq-Cents, prit la parole à Domfront, mais son discours fut très-long. Brodant sur ce thème : *Malo turbulentam libertatem quam quietum servitium*, il parla un peu de tout, de l'origine du monde connu, de la formation des sociétés, des Grecs et des Romains, du peuple d'Israël et du règne de Louis XIV, s'efforçant de démontrer que la royauté n'était qu'un vice, non seulement au point de vue civil, mais encore au point de vue religieux. Sa péroraison se terminait ainsi :

Enfin, citoyens, je vous aurais parlé de vous-mêmes. Sur soixante-six rois de France, combien l'histoire en compte-t-elle de vraiment dignes de l'amour de leurs peuples et d'être rangés parmi les bienfaiteurs de l'humanité ? Depuis que vous avez proscrit la royauté, n'avez-vous pas déjà plus brillé sur la scène du monde, sous le rapport des sciences et des arts, sous celui des institutions sociales et philanthropiques que pendant quatorze siècles de monarchie ? Sous le rapport militaire, n'avez-vous pas déjà conquis l'admiration de l'univers ? Vous n'aspiriez qu'à vous gouverner par vos propres lois, qu'à établir chez vous, et pour vous seuls, un ordre de choses conforme à la dignité de l'homme et à la morale universelle ; vous ne prétendiez l'imposer à personne ; les membres de l'assemblée constituante avaient déclaré en votre nom que vous renonciez à toute conquête ; ces déclarations pacifiques n'ont pas empêché que vingt-deux puissances ne se soient coalisées contre votre bonheur et votre indépendance pour vous faire la guerre la plus injuste. La légitime défense de vous-mêmes vous a forcés de saisir vos armes pour les repousser ; la plupart d'entre elles ne sont-elles pas déjà humiliées et pour ainsi dire à vos pieds ? N'avez-vous pas fait plus de conquêtes, en trois ans, que Louis XIV, avec toute la tactique de ses vieilles bandes, n'en a fait dans le cours de son long règne ? Qui pourrait raconter les prodiges de votre valeur ? N'avez-vous pas plus de hauts faits d'armes, plus de traits éclatants de civisme, de vraie vertu et de dévouement patriotique à consigner dans les fastes de l'histoire que les peuples les plus renommés ? Libérateurs du genre humain, n'avez-vous pas déjà plus affranchi de peuples que les plus puissants rois n'en ont asservi ?

Je sais qu'un des moyens dont nos ennemis font usage pour tâcher d'égarer les jugements du peuple est de lui répéter sans cesse que nous ne sommes pas heureux ! Mais le moyen de le devenir serait-il de repasser par une révolution nouvelle, beaucoup plus sanglante que la première ? Nous ne sommes pas heureux !... Les perfides !... Conseillers de tous les crimes, artisans de toutes les trames, de tous les complots formés contre la république, ils lui imputent tous les maux qu'ils lui font ! Incendiaires de l'édifice social, ils accusent le voisin paisible dont la maison brûle d'y avoir mis le feu ! Nous ne

sommes pas heureux !.... Mais les peuples que le despotisme arme contre nous, sur lesquels pèse un gouvernement de fer, qui met en réquisition tous les hommes de 16 à 50 ans, sont-ils plus heureux que nous ; sont-ils couchés sur des lits de roses ?

Si, dans le court intervalle des armistices conclus avec nos ennemis, au milieu du choc de toutes les passions, du déchaînement de toutes les malveillances, nous avons remarqué qu'il ne restait qu'un court trajet à parcourir pour arriver au port de la félicité, qui pourrait douter que ce bonheur si désiré ne soit tout entier dans une paix glorieuse et solide, dans le silence de toutes les factions.

Vous dont la révolution a contrarié les habitudes, vous que vos préjugés ou quelques nuances d'opinion ont éloigné jusqu'ici de nos nouvelles institutions, ralliez-vous franchement ; avalez enfin la coupe de l'égalité ! Si vous n'en approchez d'abord les lèvres qu'en tremblant, à force de vous rendre ce breuvage familier, vous y trouverez le bon goût et la saveur d'une liqueur douce et fortifiante. Notre dévouement commun préviendra tous les maux, il nous donnera la paix intérieure et la paix extérieure ne se fera pas longtemps attendre. Alors, la confiance et le crédit, l'abondance et la sécurité, le calme et le bonheur seront assurés sans retour. Les libertés religieuses, civiles et politiques n'éprouveront plus d'atteinte. Le riche verra mettre en vigueur les lois protectrices de ses jouissances, le propriétaire verra s'améliorer ses revenus, le cultivateur, en retrouvant les bras dont il aura été momentanément privé, verra multiplier la quantité comme le produit de ses denrées, le fardeau des contributions sera diminué ou paraîtra moins onéreux, la jeune épouse serrera dans ses bras, sans craindre de le perdre, le plus cher objet de ses affections ; la bonne mère, le tendre fils qui soulageait ses vieux ans ! Les manufactures reprendront une nouvelle vie ; les arts obtiendront tous les encouragements qu'ils ont le droit d'attendre ; l'ouvrier trouvera facilement dans le produit de son travail et de son industrie l'aliment de son existence et de celle de sa famille. Si tous les torts ne peuvent être redressés, si toutes les pertes ne peuvent être réparées, tous les genres de malheur seront au moins soulagés, les haines, les dissensions seront anéanties, les erreurs, les faiblesses seront oubliées, les soupçons même seront bannis ; et tous réunis autour de l'autel de la Concorde, dans les épanchements d'une mutuelle confiance et de la plus douce fraternité, nous offrirons au monde le spectacle d'une seule et même famille (1).

XI

Si, dans l'idée des législateurs du temps, les fêtes de la Jeunesse, des Epoux, des Vieillards, etc., devaient être célébrées

(1) Renseignements particuliers.

avec moins d'éclat que les fêtes commémoratives des principaux événements de la Révolution, leur originalité mérite cependant qu'on s'y arrête quelques instants.

Les fêtes de la Jeunesse ressemblaient assez à nos distributions de prix d'aujourd'hui ; mais, comme les livres étaient rares et coûtaient trop cher, on les remplaçait par des couronnes.

Les fêtes des Epoux étaient plus pimpantes et se célébraient le 10 floréal. Les municipalités devaient, à cette occasion, rechercher les personnes mariées qui, par quelque action louable, avaient bien mérité de leurs concitoyens, ou qui, déjà chargées de famille, avaient adopté un ou deux orphelins. Les noms de ces personnes étaient inscrites sur un tableau et proclamées publiquement ; on leur distribuait ensuite des palmes de verdure. Un cortège se formait pour se rendre sur la place publique dans lequel étaient admis les jeunes époux qui s'étaient unis dans le mois précédent ou dans la première décade de floréal ; les femmes étaient vêtues de blanc, parées de fleurs et ornées de rubans tricolores. Les vieillards avaient eux-mêmes des places d'honneur dans la cérémonie à laquelle ils se rendaient accompagnés de leurs enfants et petits-enfants ; celui dont la famille était la plus nombreuse occupait la première place et distribuait les couronnes. La fête se terminait bien entendu par des discours et des chants patriotiques. L'orateur qui prit la parole à Domfront le 10 floréal an 5 (29 avril 1797), fut des plus violents et malmena fort durement les célibataires de tout sexe et de toute condition, particulièrement les ecclésiastiques. Il déclara que la République entendait exclure des fonctions d'instituteurs « ces dévots atrabilaires, ces célibataires de « profession assez insensés pour faire consister la perfection « dans le mépris de cette première loi divine, naturelle et « sociale qui s'appelle la loi du mariage. » Il conclut en disant « qu'on ne devait voir dans l'état de perfection que les prêtres « affichent aujourd'hui que jonglerie, hypocrisie et désordres et « que si l'on voulait quand même des prêtres célibataires, il ne « fallait leur permettre d'entrer dans les ordres qu'après l'âge « de 50 ans ! » Il faut avouer que de telles paroles étaient bien osées et bien imprudentes, et qu'un pareil discours n'était pas fait précisément pour pacifier les esprits, rassurer les consciences et encourager les curés à rentrer dans leurs églises.

La mise en scène était à peu près la même pour la fête des Vieillards qui se célébrait le 10 fructidor. Les maisons de ceux-ci disparaissaient sous les feuillages ; des promenades avaient lieu sur la place publique et étaient toujours suivies de harangues interminables et de distributions de couronnes. Des secours en argent ou en vêtements auraient mieux valu pour ceux qui se trouvaient dans l'impossibilité de subvenir à leurs besoins.

La fête du 23 thermidor, an 5 (10 août 1797), ne se passa pas sans tumulte à Domfront. Le chirurgien La Chapelle et plusieurs autres citoyens refusèrent d'y assister, disant qu'ils se f... des républicains et les em.... La municipalité s'en émut et rédigea procès-verbal ; le juge de paix, Crouillebois Saint-Vincent, fit à son tour une enquête, mais l'affaire fut étouffée par Savary, juge au tribunal civil, un des amis de La Chapelle. (1)

Le 21 octobre 1797 (30 vendémiaire an VI), un service, funèbre eût lieu, au chef-lieu du district, en l'honneur du général Hoche ; il tomba, ce jour-là, nous dit Caillebotte aîné, de la neige en assez grande abondance (2). Nous voulons croire que les Domfrontais rendirent un pieux hommage à la mémoire du pacificateur du pays, car les hostilités avaient alors cessé, momentanément du moins, et Frotté était parti pour l'Angleterre. La Basse-Normandie retrouva, pendant cette trêve de trop courte durée, un peu de tranquillité ; les laboureurs se remirent à cultiver leurs champs et les églises se rouvrirent sur divers points. Ce rétablissement du culte catholique allait bientôt porter le dernier coup aux fêtes républicaines.

XII

Quelques-unes cependant furent encore célébrées dans plusieurs communes avec une certaine solennité, telle notamment, l'année suivante, la fête de la Souveraineté du Peuple, créée par la loi du 1^{er} février 1798 et organisée par l'arrêté du directoire exécutif du 16 du même mois pour rappeler aux citoyens leurs devoirs et leurs droits. Celle de la Chapelle-Biche sortit par son

(1) Archives du greffe de Domfront.

(2) Caillebotte aîné, M. M^{re}.

originalité de la banalité ordinaire, écrit M. Surville, auquel nous empruntons une partie du récit qui va suivre :

Dès le matin, un cortège s'organise près de la maison commune. En tête se placent les défenseurs de la patrie et douze vieillards flanqués de quatre jeunes gens, les vieillards tenant à la main une baguette blanche et les jeunes gens portant chacun une bannière ornée d'inscriptions patriotiques. Les membres de la municipalité viennent ensuite, suivis d'une foule nombreuse. Le cortège se met en marche et se rend sur la place publique au pied de l'arbre de la liberté contre lequel un autel de la patrie avait été dressé. Arrivés là, les soldats forment la haie, les jeunes gens plantent leurs bannières de chaque côté de l'autel et les vieillards se placent en demi-cercle. L'assemblée entonne un chant patriotique ; les vieillards s'avancent au milieu de l'enceinte et réunissent leurs baguettes en un faisceau lié par un bandeau tricolore. L'un d'eux prononce un discours auquel répond l'agent municipal ; lecture est ensuite donnée de la proclamation du Directoire ; des cris de vive la République se font entendre ; mais un violent orage survient qui disperse la foule et l'empêche de prendre part aux luttes et aux jeux qui devaient terminer la journée. Procès-verbal fut dressé de la cérémonie et signé par plusieurs manifestants. Les commissaires envoyés par le Directoire, Lahorie et Michel, attestèrent en outre que tout s'était passé suivant les règles prescrites. (1)

La fête fut beaucoup moins brillante à Saint-Mars-d'Egrenne ; ce fut à peine si l'agent municipal Langlois parvint à réunir une dizaine de citoyens dans la maison commune. Lecture faite des lois, la cérémonie s'acheva par « quelques chants et quelques « cris de vive la République ».

Peu de temps après, Laigre, commissaire du Directoire exécutif près l'administration municipale du canton de Passais, rappelait aux autorités qu'il ne fallait pas perdre de vue que, le 10 thermidor, une nouvelle fête nationale devait être célébrée « en « mémoire de l'abolition du Triumvirat et de la Juste Punition du « tyran Robespierre », et les priait d'employer tous les moyens pour que cette fête se passât avec tout l'éclat et toute la dignité désirables. Mais Robespierre était déjà bien oublié et nul

(1) A Surville, histoire de la Chapelle-Biche, page 115 et suiv.

cri de malédiction ne vint, ce jour-là, troubler son dernier sommeil.

XIII

Ce fut en vain, qu'en 1799, le ministre de l'intérieur, François de Neufchâteau, recommanda chaudement cette même fête de la Souveraineté du Peuple, célébrée avec tant de solennité l'année précédente à la Chapelle-Biche. Son appel ne fut pas écouté, à cause de la chouannerie qui sévissait alors avec une recrudescence terrible. La présence des troupes dans quelques communes parvint cependant à lui redonner un peu d'animation. A Saint-Mars et à l'Epinay, les soldats se rassemblèrent avec la garde nationale et les officiers municipaux dans le temple de la Raison, « décoré pour la circonstance de figures emblématiques représentant la souveraineté et les peuples et dont les « murs étaient couverts d'inscriptions convenables à la fête. » Des cris répétés de vive la République se firent entendre, poussés surtout par la troupe et les officiers de la garde nationale. (1)

Décidément, le peuple commençait à en avoir assez de toutes ces solennités qui ne lui rappelaient que de sanglants souvenirs. Les officiers publics eux-mêmes, à cause de la terreur qui recommençait dans le pays, démissionnaient en masse, comme ils l'avaient déjà fait au début des premiers troubles, et les registres municipaux demeuraient presque partout vides de délibérations. Le reste de l'année s'écoula sans laisser d'autres traces de cérémonies patriotiques. Seul, un discours prononcé à Domfront, le jour de la fête de l'Agriculture, nous fait connaître dans quel état de surexcitation se trouvaient les esprits par suite de la reprise des hostilités. L'orateur s'écriait, en parlant des chouans :

Respectables cultivateurs, des méchants sont venus troubler la tranquillité de vos jours ; ils ont fait de l'asile du bonheur et de l'innocence le théâtre de la désolation et de l'assassinat. Sous le voile de la Religion qu'ils outragent, ils vous ont ravi les plus beaux dons du

(1) Registres des municipalités de Saint-Mars-d'Egrenne, Passais et l'Epinay.

Ciel, la paix de l'âme, la pureté des mœurs et l'inscience du mal (*sic*). Semblables aux prêtres des faux dieux, ils ont rétabli l'usage des sacrifices humains, et, chaque jour, les autels de la religion, dont ils se disent les apôtres, fument du sang de leurs victimes, comme si l'auteur de tout bien voulait être honoré par le meurtre, le viol et le brigandage, comme s'il recevait l'hommage de l'homme pervers, comme si celui qui l'invoque ne devait pas élever vers lui des mains innocentes de tout mal !

Bons habitants des campagnes, utiles nourriciers du genre humain, arrachez à ces imposteurs sanguinaires le masque dont ils se couvrent, vous découvrirez la face hideuse du despotisme, de l'antique ennemi de la France qui, dans son désespoir de ne pouvoir entamer vos frontières, veut ruiner et se partager le sol fertilisé par vos mains, arrosé de vos sueurs, et vous réduira au plus honteux esclavage. Vous semez et ils récoltent ; vous moissonnez et ils pillent vos moissons. Secouez le joug de ces barbares ! Levez-vous ; armez vos bras du fer béni par les mains de la justice et de l'humanité ; opposez s'il le faut, le fanatisme de la vertu au fanatisme du crime et du brigandage ; et bientôt, ces vils ennemis de la République, de tout ordre social, rentreront dans la poussière ; et bientôt la sécurité, l'innocence et le bonheur, bannis de leurs asiles, reviendront se fixer dans vos campagnes ! (1)

XIV

Ces pompeuses déclamations restèrent sans écho ; le peuple, qui en avait entendu tant d'autres, ne se souleva pas. La chouannerie était, heureusement, agonisante et les troupes républicaines allaient bientôt disperser ses dernières bandes. Lorsque Frotté, livré par Guidal, fut lâchement fusillé dans Verneuil, les soumissions se produisirent de tous les côtés. Dès les premiers mois de l'année 1800, les brigands se rendirent, tantôt isolément, tantôt par compagnies ; quelques-uns la rage au cœur et ne dissimulant pas l'espoir de prendre leur revanche, mais la plupart fatigués et n'aspirant qu'au repos. En juillet, la pacification avait déjà fait de sérieux progrès ; ce fut donc avec des transports de joie véritable que, le 25 messidor, presque toutes les municipalités célébrèrent la fête de la Concorde. Dès le 30 mars, l'arbre de la Liberté, abattu par les chouans, avait été replanté solennellement dans la commune de Mantilly, et la fête s'était terminée par un banquet à la suite duquel tous les ci-

(1) Renseignements particuliers.

toyens, sans exception, s'étaient retirés « en se donnant l'accolade « de la fraternité ». (1)

D'ailleurs, un nouvel astre se lève à l'horizon et c'est lui, maintenant, qu'on va saluer de tous les côtés.

« A Marengo, Bonaparte est vainqueur ! »

Le 14 Juillet 1800, la commune de la Ferrière fut une des premières à célébrer ses exploits :

Nous, maire et adjoint de la commune de la Ferrière-aux-Etangs, soussignés, nous nous sommes réunis au lieu des rassemblements publics où se célèbrent les fêtes de notre commune, et après avoir donné avis et publication et même affiche aux citoyens de notre commune concernant l'importance de la célébration de la fête de la Concorde, même l'appel des dits citoyens fait au son de la cloche pour y paraître sous les armes autant que faire se pourra, avons célébré à jour entier par ensemble avec les fonctionnaires publics de notre commune la dite fête de la Concorde avec tout l'éclat et la pompe que nous permettent les circonstances des lieux, en nous invitant réciproquement à vivre, dès le présent comme pour l'avenir, tous en un esprit de paix, d'union et de concorde, comme le propose la dite fête par l'étymologie de son nom, et en répétant avec allégresse : Vive la liberté, vive la paix, vive l'union des Français ; et, pour couronner l'œuvre et les valeureuses conquêtes de nos représentants mémorables à jamais, nous ne cessons de répéter : Vive la République ; vive à jamais Bonaparte, son valeureux appui ; ce que nous avons signé et rédigé en présence de l'assemblée de nos concitoyens habitants de la Ferrière qui étaient avec nous enivrés des allégresses que propose cette fête. Signé : Guillemard-Coupellière, maire ; Amiard-la-Vente, adjoint.

Il n'en fut pas tout à fait de même à Saint-Mars-d'Egrenne et à Lonlay-l'Abbaye. A Saint-Mars, le maire A. Hamard et l'adjoint Chorin ne parvinrent à rassembler que « plusieurs « patriotes qui chantèrent des hymnes et poussèrent des cris de « vive la liberté » ; à Lonlay, les habitants ayant été convoqués pour 10 heures sur la place, « la municipalité eut la douleur de « n'y voir arriver que quatre citoyens ».

Nos armées volent alors de victoires en victoires, et l'allégresse ne fait qu'augmenter ; c'est du moins ce qui résulte du procès-verbal rédigé, le 23 septembre suivant, par la municipalité de la Ferrière-aux-Etangs :

(1) Registre des délibérations municipales de Mantilly,

Le 1^{er} Vendémiaire an 9, nous, maire et adjoint municipal soussignés, nous nous sommes réunis en assemblée communale avec quantité de citoyens d'un patriotisme signalé, pour célébrer la fête du dit jour, premier vendémiaire ; l'appel de tous les braves républicains fait au son de la cloche, après plusieurs affiches faites et données au public en conséquence de l'importance de la célébration de cette fête, en laquelle assemblée après avoir réitéré la lecture de l'arrêté du citoyen préfet du département de l'Orne, pour inspirer aux citoyens toute l'ardeur et le dévouement que doivent marquer en cette célébration les vrais républicains, tous à l'envi se sont empressés, les uns de chanter des strophes républicaines, les autres de donner des concerts de musiques avec tous les instruments que permet la localité, en terminant toujours ces chants par des cris d'allégresse, de vive la liberté, vive l'union et la paix, vive la réunion des Français, et enfin vive la République ; desquelles cérémonies nous avons signé le présent à la Ferrière-aux-Etangs, les dits jours, mois et an que dessus. Signé : Guillemard-Coupeillère, Amiard-la-Vente.

XV

La paix de Lunéville fut signée en février 1801 et la guerre civile, cette année-là, put être considérée comme définitivement terminée. Les fêtes publiques retrouvèrent alors une partie de leur ancienne animation et des transports de joie véritable se manifestèrent de tous les côtés.

Le 10 avril 1801 (20 germinal an 9), la municipalité de Saint-Mars-d'Egrenne se transporte dans le temple communal pour célébrer la fête de la Paix ; un *Te Deum* est chanté en action de grâces sur la place publique ; des cris de : Vive la République, vive Bonaparte se font entendre ; « la journée se passe dans
« l'allégresse et la gaieté, tous les habitants de la commune
« s'écriant unanimement : Oublions le passé, la paix est
« faite ; dorénavant nous allons vivre heureux. Vive la République ; vive Bonaparte ! »

La fête du 14 juillet suivant (25 messidor, an 9), est plus brillante encore ; les acclamations redoublent et c'est décidément la Ferrière qui donne le diapason :

Nous, maire et adjoint de la commune de la Ferrière-aux-Etangs, après avoir publié et affiché, aux termes de la loi, l'arrêté du préfet de l'Orne relatif à la fête du 14 juillet et de la paix continentale, et après avoir convoqué au son de la cloche tous les habitants de la commune

pour participer avec nous aux cérémonies d'allégresse qu'inspire ce jour de fête mémorable à jamais, tous les citoyens de notre commune se sont réunis et assemblés en foule avec la troupe sous les armes, chacun muni d'armes, ou de lauriers ou de rameaux verts, pour rappeler la mémoire de nos victoires dont nous devons le prix à l'immortel Bonaparte.

Nous avons commencé la célébration de cette fête par la lecture de l'arrêté ci-dessus mentionné ; de suite nous avons donné invitation à tous nos concitoyens présents de se livrer à tous les mouvements de joie que devait leur inspirer le jour où nous avons revendiqué notre liberté par l'oppression des tyrans et du despotisme ; d'après ces invitations, tous les citoyens en acclamations de joie ont crié : vive la liberté, vive l'union, vive la paix, vive à jamais le valeureux Bonaparte !

Et de là suivent les feux de peloton et les feux de file, les instruments à leur tour ; sous les armes, nos citoyens et notre troupe défilèrent et firent la promenade dans les rues et aux environs de notre bourg, ne cessant ou de chanter des airs patriotiques ou de donner des coups de feu ; après ces exercices, toujours accompagnés des cris de vive Bonaparte, vive la liberté, la joie de cette cérémonie ne s'est terminée qu'après le jour, dans les lieux destinés à procurer tous les divertissements, autant que notre localité et les circonstances pouvaient le permettre ; ce que nous avons signé et arrêté les dits jour et an. Signé : Amiard-la-Vente, maire, F. Morin, adjoint municipal.

Même ivresse à Saint-Mars-d'Egrenne et dans les localités voisines. A Mantilly des cris redoublés se font entendre de :
« *Haine aux anarchistes, vive la République, vive Bonaparte,*
« *vive le Gouvernement et le héros français.* » (1)

XVI

Après la restauration définitive du culte catholique et la nomination de Bonaparte comme consul à vie, les fêtes nationales perdirent de plus en plus leur ancien caractère. Elles ne tardèrent pas à disparaître, après avoir fait la joie des républicains nos ancêtres, malgré l'imitation ridicule des usages antiques qui faisaient le fond de leur programme. La République actuelle n'a

(1) Registres municipaux de La Ferrière, Saint-Mars, Lonlay et Mantilly.

conservé que la fête du 14 Juillet, mais cette fête elle-même, célébrée d'abord avec tant d'éclat, tombe en discrédit chaque année, sans doute parce qu'elle évoque, malgré tout, des souvenirs trop sanglants, qu'elle n'a pas de caractère religieux, et peut-être aussi parce qu'elle n'emprunte rien à l'actualité. Les peuples sont comme les individus ; ils ne vivent point dans le passé, mais dans le présent et même plus encore dans l'avenir.

LOUIS CHAMBAY, avocat.

BIBLIOGRAPHIE DU DÉPARTEMENT DE L'ORNE

Pendant l'année 1897

ABLIS (8 octobre 1870). Châteaudun (18 octobre 1870) Alençon (15 janvier 1871). Colonne mobile du général de Lipowski (1870-1871). In-8°, 96 p. Corbeil, imp. Crété ; Paris, Chamuel.

ALMANACH DE L'ORNE. In-32, 160 p. Alençon, Renaut-De Broise.

ALMANACH DE LA CROIX DE L'ORNE. In-8°, 160 p. Flers, Imprimerie Catholique.

ALMANACH DE L'ESPÉRANCE. Grand in-8°, 160 p. La Chapelle-Montligeon, Imprimerie de l'Œuvre Expiatoire.

AMI DU FOYER (L'). Almanach du Perche et du Saonnais (Orne, Eure-et-Loir et Sarthe), par Perchon (de l'Orne). In-16, 180 p., avec vignettes. Mortagne, Meaux.

ANGLONNE (H. D'). *Conservation d'un corps après la mort* (dans l'Orne).

ANGOT DES ROTOIRS (Baron J.). *Aube de siècle*. In-18, 316 p. Paris, Perrin.

ANNUAIRE administratif, statistique et commercial du département de l'Orne. Adresses des habitants d'Alençon (1897). In-16, 648 p. Alençon, V° Guy et Fils.

ANNUAIRE des cinq départements de la Normandie. In-8°, 486 p. Caen, Delesques ; Rouen, Lestringant.

ANNUAIRE administratif, statistique, industriel et commercial d'Argentan et de son arrondissement, pour 1898. In-8°, 200 p. Imp. du *Journal de l'Orne*.

ANNUAIRE du Comice agricole de l'arrondissement de Domfront (1895-1896). In-12, 94 p. Flers, Levesque.

ASTROLOGUE de la Beauce et du Perche, pour 1898. Grand in-32, 256 p. avec grav. Chartres, Petrot-Garnier.

BARDEL (Mgr), évêque de Séez. *Discours prononcé dans la*

cathédrale de Rouen à l'occasion du Jubilé sacerdotal de Son Em. le cardinal Sourrieu, archevêque de Rouen, sur la Mission de l'Eglise. Grand in-8°, 31 p. Séez, V° Leguerney-Montauzé.

— *Mandement pour le carême de 1898, sur la Vie chrétienne.* Grand in-8°, même librairie.

BARRET (Abbé P.). Article bibliographique sur deux discours de M. l'abbé Dumaine (Bulletin de la Société historique de l'Orne).

BASTON. *Mémoires de l'abbé Baston, chanoine de Rouen, d'après le manuscrit original.* Publiés pour la Société d'histoire contemporaine, par M. l'abbé Julien Loth et M. Ch. Verger. T. 1^{er} (1741-1792). In-8°, XXI-438 p. Paris, Picard.

BEAUDOUIN (Henri). *Compte rendu des travaux de la Société historique et archéologique de l'Orne pendant l'exercice 1896-1897* (Bulletin de la Société historique de l'Orne).

— Articles bibliographiques sur des livres ou brochures de M. l'abbé Gontier, de M. le C^{ie} de Moucheron, de M. l'abbé Letacq (Même Revue).

BEAUDOUIN (H.), LETACQ (A.-L.), DUVAL (L.), RICHER (A.). *Bibliographie du département de l'Orne pendant l'année 1897.* In-8°, 29 p. Alençon, Renaut-De Broise (Bulletin de la Société historique de l'Orne).

BEAUREPAIRE (Eug. DE). *Notice sur M. Gustave Le Vavas-seur* (Annuaire normand).

BISSON (Abbé), curé de Vimoutiers. *Ancienne Confrérie de Saint-Michel à Vimoutiers. Statuts de la Confrérie* (Bulletin de la Société historique de l'Orne).

BISSON (Alexandre). *Les Erreurs du Mariage, comédie en trois actes.* In-18 jésus, 167 p. Paris, Stock. (Théâtre des Nouveautés à Paris, 1^{re} représentation le 13 novembre 1896).

BISSON (Alexandre) et M. HENNEQUIN. *Le Terre-Neuve, comédie en trois actes.* In-18 jésus, 172 p. Paris, Stock. (Théâtre du Palais-Royal, première représentation le 25 février 1897).

BOESNIER (Jean-Baptiste), ingénieur des Ponts et Chaussées à Alençon (1720-1802) (Bulletin de la Société historique de l'Orne).

BOIVIN-CHAMPEAUX. *Masseville. Notice sur un historien normand.* In-8°, 12 p. Rouen, Leprêtre. (Extrait du compte rendu de la 2^e session des assises de Caumont).

BOURDON, inspecteur général de l'Université. *Éléments d'Algèbre* (19^e édit.). Revue et annotée par M. E. Prouhet, professeur de mathématiques. In-8°, XII-655 p. Paris, Gauthier-Villars.

BOUVIER (Jean). *La Dame aux trois anneaux*. Légende de la dame du parc d'Alençon (Revue normande et percheronne).

BRÉBISSE (René DE). *Le ministre Lambert et sa famille* (Revue normande et percheronne).

BROC (Vicomte DE). *Propos littéraires*. In-12, VII-287 p. Paris, Plon.

— *Mémoires du comte Ferrand, ministre d'État sous Louis XVIII*. Publiés pour la Société d'histoire contemporaine, par le V^e de Broc. In-8°, XVI-313 p. et portrait. Paris, Picard.

— *Une noble vie*. In-18, 8 p. Bellême, Levayer.

BULLETIN de l'Association amicale des anciens élèves du Petit-Séminaire de Sées, année 1897. In-8°, 64 p. Séez, V^e Leguerney-Montauzé.

BULLETIN de l'Association amicale des anciens élèves du pensionnat Sainte-Marie de Flers (2^e année), 1897. Flers-de-l'Orne, Imprimerie Catholique.

CALENDRIER du diocèse de Sées à l'usage des fidèles pour l'année 1898. In-32, 64 p. Séez, V^e Leguerney-Montauzé.

CALENDRIER (Ephémérides) de l'Œuvre expiatoire de la Chapelle-Montligeon, pour 1898. In-8°, 365 p. La Chapelle-Montligeon, imp. de Notre-Dame de Montligeon.

CARNOY (Henry), ancien professeur au lycée Louis-le-Grand, et Albert DÉTRÉ. *Dictionnaire biographique des notabilités normandes*. Calvados, Eure, Manche, Orne, Seine-Inférieure. Grand in-8° à deux colonnes, avec portraits. Paraissant par livraisons. Direction générale et administration, M. Henry Carnoy, 128, boulevard Montparnasse, à Paris.

CHALLEMEL (Wilfrid). *Gauthier-Garguille* (triolet) (Bulletin de la Société historique de l'Orne).

— *La Motte-Fouquet*. Souvenirs historiques (Revue normande et percheronne).

— *Fêtes de Bagnoles-de-l'Orne* (Même Revue).

CHAMBAY (Louis). *Etude sur Domfront et ses environs pendant la Révolution* (Revue normande et percheronne).

CHAPELET (Le) du pilote. In-32, 28 p. avec vign. La Chapelle-Montligeon, imp. de Notre-Dame de Montligeon ; Paris, Vic et Amat.

CHARENCEY (Comte H. DE). *Etymologie orientale de quelques termes du vocabulaire basque*. In-8°, 7 p. Caen, Delesques. (Extrait des Mémoires de l'Académie nationale des sciences, arts et belles-lettres de Caen).

— *Mélanges sur quelques dialectes de la famille Maya-Quiché*. In-4°, 58 p. Angers. Paris, hôtel des Sociétés savantes. (Extrait du *Journal de la Société des Américanistes de Paris*).

— Traduction en vers du psaume *Miserere* (Bulletin de la Société historique de l'Orne).

CHARPENTIER, inspecteur de l'Enseignement primaire. Voir RENAUDIN.

CHENNEVIÈRES (Ph. DE). *Collection des Goncourt : dessins, aquarelles et pastels du XVIII^e siècle*. Œuvres de Baudouin, Boucher, Chardin, etc., composant la collection des Goncourt, dont la vente aura lieu les 15, 16, 17 février 1897. Précédé de : *les Goncourt collectionneurs*, par Roger Marx, et *les Dessins du XVIII^e siècle de la collection des Goncourt*, par Ph. de Chennevières. In-4°, XXIII-176 p., avec grav. et fac-simile d'autographes. Paris, Motteroz ; Duchesne ; Féral, père et fils.

CHENU (R.-G.), curé de Saint-Evroutl-N.-D.-du-Bois (Orne). *Vie populaire illustrée de Saint-Evroutl*. En vente chez l'auteur au profit de l'œuvre de Saint-Evroutl. In-8°, XII-86 p., planches. Imp. de la Grande-Trappe, 1898.

CHEVALIER (Auguste). *Recherches et observations sur la Flore de l'arrondissement de Domfront*, 56 p. (Bulletin de la Société Linnéenne de Normandie).

— *Flore adventive des ruines du château féodal de Domfront*, 22 p. (Bulletin de la Société Linnéenne de Normandie).

— *Deux plantes nouvelles pour la Flore française* (Le Monde des Plantes).

CHOLLET (Albert). *Avernes-sous-Exmes* (Bulletin de la Société historique de l'Orne).

— *Champobert* (Même Revue).

COMPTE RENDU des Conférences ecclésiastiques de l'année 1897. In-8°, 88 p. Séez, V^e Leguerney-Montauzé.

CONTADES (C^{te} G. DE). — *Le Château de Chambois* (La Normandie monumentale, t. II, p. 109-112).

— *Le Château de Méniljean* (Ibid., t. II, p. 129-132).

— *Le Château de Rasnes* (Ibid., t. II, p. 159-162).

— *Les Prédécesseurs de Bertaut*. Discours lu à Séez, à la séance publique de la Société historique et archéologique de

l'Orne, le 28 octobre 1897. Alençon, E. Renaut-De Broise, in-8°, 26 p. (Extrait du Bulletin de la Société historique et archéologique de l'Orne).

— *La Fin d'un dandy, George Brummell à Caen*. Discours lu à Caen, à la séance publique de la Société des Antiquaires de Normandie, le 9 décembre 1897. Caen, H. Delesques, in-8°, 40 p. (Extrait du Bulletin de la Société des Antiquaires de Normandie).

— *Le Driving en France (1547-1896)*. In-8°. Paris, Rouquette.

CONTEUR DE LA VEILLÉE. Almanach du Maine et du Perche pour 1897. In-16, 164 p., avec grav. Nogent-le-Rotrou, imp. Lecomte ; libr. Filleul.

CONTRAT de mariage entre Charles I^{er} de Valois, comte d'Alençon, frère de Philippe le Bel et Marguerite de Sicile, fille de Charles II, roi de Naples et de Sicile (Corbeil, mercredi 28 décembre 1289). (Extrait des Archives nationales, Trésor des des Chartes, J. 410, pièce n° 2 ; (Bulletin de la Société historique de l'Orne).

COURVAL, ancien supérieur du Petit Séminaire de Sées. *Histoire romaine à l'usage de la jeunesse*. 18^e édition. In-16, 311 p. Paris, Poussielgue.

COURVAL et LEJARD, in minori seminario sagiensi superiores. *De viris illustribus urbis Romæ a Romulo ad Augustum, auctore Lhomond*. Notis illustrarunt ac sententiis quæ Christianos mores non decent expurgarunt A. Courval et J. Lejard. Nona editio. In-18, XVI-265 p. Paris, Poussielgue. (Alliance des Maisons d'éducation chrétienne).

CRESSON (André), professeur agrégé de philosophie au lycée d'Alençon. *La Morale de Kant* (Etude critique). In-18 Jésus, VIII-204 p. Paris, Alcan.

CROISÉ (Paul), secrétaire adjoint de la Société d'horticulture de l'Orne. *Rapport sur l'Exposition d'Horticulture de l'Orne* (Bulletin de la Société d'Horticulture de l'Orne).

DALLET (A.). *Une ancienne paroisse de l'élection de Bernay, Réville* (Bulletin de la Société historique de l'Orne).

DARPENTIGNY (Gabriel). *Le vieux Putanges* (Revue normande et percheronne).

DAVOUT (général), duc d'Auerstaëdt, grand chancelier de la Légion d'honneur. *Discours* prononcé, le 24 juillet 1897, à la distribution des prix de la maison d'éducation d'Ecouen, In-8°, 6 p. Paris, Imprimerie nationale.

DELAPORTE (Victor), de la Compagnie de Jésus. *Extraits*

d'auteurs français (classe de seconde). Les chroniqueurs français; Montaigne; Lettres du XVIII^e siècle; J.-J. Rousseau, par les PP. J. Doizé, A. Hamon, R. de la Broise, V. Delaporte, S. J. 2^e édit. In-18 Jésus, 339 p. Tours, Mame.

— *Récits et Légendes* (vers). 1^{re} série, 10^e édit. In-18 Jésus, 309 p. Paris, Retaux.

— *Récits et Légendes* (vers). 2^e série, 9^e édit. In-18 Jésus, VII-304 p. Paris, Retaux.

— *La Revanche de Jeanne d'Arc (17 juin 1434)*. Drame historique en quatre actes, en vers. 4^e édit. In-18 Jésus, XII-129 p. Paris, Retaux.

— *Le Baptistère de la France*. Un acte, en vers, 2^e édit. In-18, 35 p. Paris, Retaux.

— *Drames et Mystères*. Un proverbe, une légende, une vocation, un martyr. In-12, 127 p. Lille, Société de Saint-Augustin; Paris, rue Saint-Sulpice, 30.

— *De la rime française du x^e au xx^e siècle* (5^e et 6^e articles). Les quatre premiers ont été publiés en 1896. (Études des Jésuites).

— *Le cardinal Guibert* (Même Revue).

— *Sursum corda*, poésie (Même Revue).

— *Le Théâtre chrétien* (Même Revue).

— *La Prosodie et les Quarante* (Même Revue).

— *Les Fables en 1897* (Même Revue).

— *La découverte des anciens chrétiens au Japon* (Même Revue).

— Nombreux articles de Bibliographie (Même Revue).

DESNOS (D^r E.), ancien interne des hôpitaux de Paris. *Traité élémentaire des maladies des voies urinaires*, avec préface du professeur F. Guyon et figures dans le texte. 2^e édit., revue et augmentée. In-18 Jésus, VII-976 p. Paris, Doin.

DÊTRÉ (Albert). Voir CARNOY.

DEVAUX (Albert). *Practices of true devotion to S^t Antony of Padua*. Translated from the french of the Rev. Albert Devaux. In-32, 89 p. La Chapelle-Montligeon, imp. de l'Œuvre expiatoire.

DEVAUX (G.). Voir ERHARD.

DUBOIS-GUCHAN (Gaston). *A Notre-Dame-du-Chêne*. Souvenir de la fête du Saint-Sépulcre (8 octobre 1896). In-8°, 11 p. Alençon, Renaut-De Broise. (Extrait de *la Vérité*, du 23 octobre 1896).

DUMAINE (L.-V.), curé de la cathédrale de Sées. *Discours*

prononcé à la cérémonie de la bénédiction des nouvelles cloches de Montcresson, le 29 octobre 1896. In-8°, 20 p. Sées, V° Leguérney-Montauzé, 1896.

— Articles dans les *Annales de l'Archiconfrérie de Notre-Dame des Champs*, dont M. l'abbé Dumaine est le directeur.

— *Conférence* donnée aux Dames de la Croix-Rouge, à l'Hôtel-de-Ville d'Alençon, le mercredi 2 mars 1898. In-8°, 30 p. Sées, V° Leguérney-Montauzé.

DUMONT (Arsène). *Note sur la démographie de l'Orne* (Revue normande et percheronne).

DUPONT (Abbé J.), ancien supérieur de l'École Saint-François de Sales à Alençon. *Premiers éléments de Géographie* (texte et cartes), à l'usage des commençants. In-4°, 16 p. Paris, Poussielgue.

— *Cours de Géographie* (Programme de 1895). Géographie physique, historique, ethnographique, politique et économique de l'Asie, de l'Afrique et de l'Océanie. Cours supérieur, classe de troisième. 4^e édit., revue et mise à jour. In-18 jésus, 191 p. Paris, Poussielgue.

— *Idem*. Classe de quatrième. Continent américain. In-18 jésus, VII-230 p. Paris, Poussielgue.

DUPONT (A.), curé de Montmerrey. Articles dans les *Annales de l'Archiconfrérie de Notre-Dame des Champs*.

DUPONT (Abbé). *L'abbaye de Saint-Evrault, paroisse de Touquette-en-Ouche, de 1789 à 1815*, d'après les documents la plupart inédits, extraits des registres de la paroisse de Touquette. In-16, 29 p. La Chapelle-Montligeon, imp. de l'Œuvre expiatoire.

DUVAL (Louis), archiviste du département de l'Orne. *Antonio Almagro* (Revue normande et percheronne).

— *Un défenseur de Louis XVI au 10 août* (Même Revue).

— *Un trésor alençonnais* (Même Revue).

— *De l'organisation des Arts en province et de la fondation d'une Société des Amis des Arts et des Sciences à Alençon* (Même Revue).

— *Les historiens de Laigle* (Même Revue).

— *Un député de la Vendée sous le premier Empire*. In-8°, 18 p. Vannes, Lafolye. (Extrait de la Revue du Bas-Poitou).

— *Avranchins et Créoles*. In-8°, 12 p. Avranches. Jules Durand. (Extrait des Mémoires de la Société d'archéologie, littérature, sciences et arts de l'arrondissement d'Avranches et Mortain).

— *Notice historique* sur les personnages composant la grande cavalcade représentant l'entrée à Alençon, en 1527, de Marguerite de Navarre, sœur de François I^{er}. Ordre du cortège et itinéraire. In-8°, 16 p. Alençon, Herpin.

— *La Fédération nationale du 14 juillet 1790 et la Garde nationale d'Argentan*. In-8°, 16 p. Argentan, imp. du *Journal de l'Orne*. (Extrait de l'*Almanach de l'Orne*).

— *Rapport* sur les Archives départementales, communales et hospitalières de l'Orne en 1898. In-8°, 16 p.

— *Guide d'Alençon*.

(Voir BEAUDOUIN et *Revue normande et percheronne*).

EDOUARD d'Alençon (P.), archiviste de l'Ordre des Frères mineurs capucins à Rome. *Les Capucins d'Alençon* (Bulletin de la Société historique de l'Orne).

ERHARD frères. *Carte des environs de Bagnoles*, à l'échelle de 1/50.000, dressée par G. Devaux, gravée par Erhard. Paris, Erhard frères. Versailles, G. Devaux, édit.

FLORENTIN-LORIOT (Charles). *La fête du Saint-Sépulcre à Notre-Dame-du-Chêne près Sablé, le 8 octobre 1896*. In-8°, 12 p. Alençon, Renaut-De Broise. (Extrait du *Journal d'Alençon*, du 18 octobre 1896).

— *L'Ange du Baptême*. — *Ahasverus*. — *A la statue de Léon V de Lusignan* (Vers) (Bulletin de la Société historique de l'Orne).

FRANCE (Henry DE). *Les divertissements de nos pères*. Lecture faite à l'Académie (de Tarn-et-Garonne), dans la séance de mars 1895, par M. H. de France, membre résident. In-8°, 29 p. Montauban, Forestier. (Extrait du *Recueil* (1895) de l'Académie des sciences, belles-lettres et arts de Tarn-et-Garonne).

FRANCE DE TERSANT (Urbain DE). *Une famille d'Argentan. Correspondance d'un subdélégué* (Bulletin de la Société historique de l'Orne).

FRÉBET (Abbé A.). *Monsieur l'abbé Huet* (Charles-Nicolas-François), supérieur du Petit Séminaire de Saint-François-Xavier à la Ferté-Macé (Bulletin de la Société historique de l'Orne).

FREMONT (Auguste), de Beauchêne (Orne). *Ouvriers et socialistes*. Etude toute d'actualité. In-12, 12 p. Flers, imp. Levesque.

FRET (Abbé L.-J.). *L'Aubergiste honnête homme ou Scène des Mœurs percheronnes*, par l'abbé L.-J. Fret. *Revue et*

annotée par l'abbé A.-P. Gaulier. 2^e édit. Petit in-18, 90 p. La Chapelle-Montligeon, imp. de l'Œuvre expiatoire.

— *Une soirée villageoise au Perche, etc.* 2^e édit. Petit in-18, 110 p. Imp. de l'Œuvre expiatoire.

GABLIN (L.). *Utilité de la greffe comme moyen de rendre la fécondité à certains arbres stériles* (Bulletin de la Société d'horticulture de l'Orne, 4 p.).

GADEAU DE KERVILLE (Henri). *Faune de la Normandie*. Fasc. IV. Reptiles, Batraciens et Poissons avec suppl. aux Vertébrés et aux Oiseaux. Paris, J.-B. Baillière, in-8°. (Extrait du Bulletin de la Société des Amis des Sciences naturelles de Rouen).

GAULIER (A.-P.). *La Chapelle et le Pèlerinage de Notre-Dame de Pitié, à Longny (Orne)* (Bulletin de la Société historique de l'Orne). Voir abbé FRET ; voir aussi : *Canada*, aux publications périodiques.

GERMAIN (Mgr), évêque de Coutances et Avranches. *Oraison funèbre de Mgr Trégaro, évêque de Séez*, prononcée dans la cathédrale de Séez, le 11 février 1897. In-8°, 42 p. Coutances, Daireaux.

GERMAIN-LACOUR (J.). *A Monseigneur Jean Bertaut, évêque de Séez* (Vers). (Bulletin de la Société historique de l'Orne).

GRANDE-TRAPPE (la). *Album de 12 vues*. Paris, Gillot.

GRENEST. *L'Armée de la Loire*. Relation anecdotique de la campagne de 1870-71, d'après de nombreux témoignages oculaires et de nouveaux documents (Beaugency, Vendôme, Le Mans, Sillé-le-Guillaume, Alençon). Dessins de L. Bombled. In-8°, II-450 p. Paris, Garnier frères (1893).

GUÉRIN (Abbé René), aumônier des Clarisses à Alençon. Articles dans *l'Indépendant de l'Orne*.

GUERLIN DE GUER (C.). *Le Patois normand*. Introduction à l'étude des parlers de Normandie ; avec une lettre-préface de M. J. Gillieron, maître de conférences de dialectologie gallo-romaine ; par Charles Guerlin de Guer, élève de l'École pratique des hautes études. In-8, 75 p. Caen, Lanier ; Paris, Champion.

GUERRET (J.). Sous-directeur de l'Œuvre Expiatoire. *The Means of relieving the souls in Purgatory*. In-32, 16 p. La Chapelle-Montligeon. Imp. de l'Œuvre expiatoire.

GUILLOUARD (L.), professeur à la Faculté de droit de Caen. *Traité des privilèges et hypothèques*. (Livre III. Titres XVIII

et XIX du code civil). T. 2 (articles 2103 à 2133), 2^e édition. In-8, VIII-542 p. Paris, libr. Pedone.

HAMY (H.). *Jacques Camus de Pontcarré dans ses rapports avec les Jésuites d'Alençon. Finances du Collège.* (Revue Normande et Percheronne, 1898).

HAREL (Paul). *Gorgeansac.* In-18. Paris, Henri Gautier,
— *La Petite Marthe.* (Annuaire d'Argentan).

HAYS (Charles DU). *Almanach des foires chevalines pour 1898,* par départements et par races de chevaux. In-18, 116 p. avec gravures. Paris, Plon.

KERVAL (L. DE). *Les Martyrs franciscains du Japon.* Extrait de l'Auréole séraphique, revu et complété par L. de Kerval. In-16, 191 p. avec gravures. Vanves, Lemière. Bibliothèque franciscaine missionnaire.

— *La Fortune d'Ali-Kendi,* conte arabe. In-8, 120 p. avec 12 gravures, Limoges, Ardent.

LABBÉ (Léon), sénateur de l'Orne. *Discours au Sénat,* 31 mars 1898. Discussion du budget de l'Instruction publique. In-18, 15 p. Imp. du *Journal Officiel.*

LABBÉ (M.) et HUTINEL (V). *Contribution à l'étude des infections staphylococciques, particulièrement chez l'enfant,* par V. Hutinel, agrégé à la Faculté de médecine, médecin de l'hospice des enfants assistés, et M. Labbé, interne des hôpitaux. In-8, 32 p. et tableaux. Paris, Asselin et Houzeau. Extrait des Archives générales de médecine (n° de décembre 1896).

LA JONQUIÈRE (Marquis de). *Un Surintendant des Finances au XVII^e siècle.* (Claude de Bullion). (Bulletin de la Société Historique de l'Orne).

LA JONQUIÈRE (C. de). *Les Italiens en Erythrée. Quinze ans de politique coloniale.* In-8, avec gravures. Paris, Charles Lavauzelle.

LA JONQUIÈRE (Vicomte A. de), ancien professeur d'histoire à l'Ecole militaire impériale de Coumbaz-Hané, à Constantinople. *Histoire de l'Empire Ottoman, depuis les origines jusqu'au traité de Berlin.* In-16, 677 p. et 4 cartes en couleur. Paris, Hachette.

LEBLANC (A.), jardinier à Alençon. *Rapport sur l'Exposition d'Horticulture de Mézidon.* (Bulletin de la Société d'Horticulture de l'Orne).

LEFAVERAIS (H.), président du Tribunal civil de Mortain. *Histoire de Lonlay-l'Abbaye,* depuis les temps les plus anciens,

avec une monographie complète de l'ancienne église abbatiale et de l'église actuelle de Lonlay, et un historique du fief de Freddebise, de la ville et château de Domfront et Notre-Dame-sur-l'eau. Avec notes complémentaires. (Plan et gravure dans le texte). In-8, 447 p. Mortain, imp. Leroy.

LE G... (E.). *Notice sur la vie et les œuvres de la Révérende-Mère Anne-Marie Javouhey*. In-8, 56 p. Damigny, imp. commerciale Lory.

LEJARD (Abbé). *De Floribus sanctorum altera series*. In-16. Paris, Poussielgue. (Voir Courval. *Phædri fabulæ* et *Virgile* .

LEMÉE (E.), bibliothécaire de la Société d'Horticulture de l'Orne. *Le Blaniule moucheté, son apparition à Alençon*. (Bulletin de la Société d'Horticulture de l'Orne).

— *La Saint-Fiacre de 1897*. (Même revue).

— *Rapport sur les visites de la Société d'Horticulture de l'Orne en 1897*. (Même revue).

— *Rapport sur le Congrès Pomologique de Nantes*. (Même revue).

— *Eglise Saint-Léonard d'Alençon. La chapelle de Saint-Fiacre et l'ancienne corporation des maîtres jardiniers de la Ville de Paris*. In-8, 20 p. Alençon, Herpin.

LEMÉE-ROCHERON, horticulteur à Alençon. *Rapport sur le concours de culture maraîchère dans le département de l'Orne*. (Bulletin de la Société d'Horticulture de l'Orne).

LÉONARD (A.), jardinier au château de Lonray. *Rapport sur l'Exposition d'Horticulture de Nantes*. (Bulletin de la Société d'Horticulture de l'Orne).

LETACQ (Abbé), aumônier des Petites-Sœurs des Pauvres, à Alençon. *Notice sur la vie et les travaux de M. Gillet*. Alençon, Herpin, in-4°, 3 p. (avec portrait). (Extrait de la Revue Normande et Percheronne).

— *Observations ornithologiques faites aux environs de Saint-Paterne et de Fresnay (Sarthe)*. (Bulletin de la Société d'Agriculture, Sciences et Arts de la Sarthe).

— *Note sur un Plongeon lumme (Colymbus arcticus L.), tué à l'étang des Rablais (Sarthe)*. (Même revue).

— *Les Mammifères du département de l'Orne*. Catalogue analytique et descriptif, suivi d'indications détaillées sur les espèces utiles ou nuisibles dans les champs, les jardins et les bois. Alençon, Renaut-De Broise, in-8, 50 p. (Extrait du Bulletin de la Société d'Horticulture de l'Orne).

— *Les Camellias du château de Viantais*, à Bellou-sur-Huisne. (Même revue).

— *Les Reptiles du département de l'Orne*. Catalogue analytique et descriptif. Alençon, Renaut-De Broise, in-8°, 30 p. (Même revue).

— *Note sur la présence de la Vipère Aspic* (*Vipera Aspis* L.) dans le département de l'Orne. (Bulletin de la Société des Amis des Sciences naturelles de Rouen).

— *Observations sur les Vertébrés* recueillis aux environs de Rémalard. (Même revue).

— *Limites septentrionales de la perdrix rouge* dans l'Orne, la Sarthe et la Mayenne. (Même revue).

— *Sur une pluie d'Ephémères Vierges* (*Ephemera Virgo* L.) qui a eu lieu à Rémalard le 7 août 1897. (Même revue).

— *Sur quelques vertébrés albins* observés dans le département de l'Orne. (Même revue).

— *Le Lézard vert* existe-t-il aux environs de Falaise? (Même revue).

— *Notes sur les Chauves-Souris* observées dans les carrières de Coulonges-sur-Sarthe, de Rémalard (Orne) et de Villaines-la-Carelle (Sarthe). (Même revue).

— *Observations biologiques sur les Chauves-Souris* faites dans les carrières de Coulonges-sur-Sarthe et de Rémalard. (Même revue).

— *Le Vison à l'étang des Personnes*. (Même revue).

— *Note sur la collection ornithologique* de l'abbé Louis-Dominique Tousche, curé de Coulonges-les-Sablons. (Même revue).

— *Sur la présence du Serin méridional ou Cini*, dans le département de l'Orne. (Même revue).

— *Notes ornithologiques sur le département de l'Orne*. (Même revue).

— *Liste des reptiles du département de l'Orne*. (Bulletin de la Société Linnéenne de Normandie).

— *Compte-rendu des excursions botaniques* de la Société Linnéenne de Normandie aux environs de Domfront (Orne) et de Pré-en-Pail (Mayenne), les 5 et 6 juillet 1897. Caen, E. Lanier, in-8°, 11 p. (Extrait de la même revue).

— *Compte-rendu de l'Inventaire des Insinuations ecclésiastiques de Lisieux*, par M. l'abbé Piel. Alençon, Renaut-De Broise, in-8°, 7 p. (Extrait du Bulletin de la Société Historique et Archéologique de l'Orne).

— *Articles de bibliographie sur la Vie populaire de Saint-Evrault*, par M. l'abbé Chenu et l'*Essai historique sur le Cidre et le Poiré*, par M. Louis Duval. (Même revue).

— *Bibliographie italienne*. (Même revue).

— *Sur le Malaxis paludosa* Sw. observé à Gandelain et sur quelques autres plantes trouvées dans les marais du Mont-Souprat. (Le Monde des Plantes).

— *Sur une fascie présentée par le Salix alba* L. (Même revue).

— *Observations sur la flore des marais de l'Egrenne*, près Domfront. (Même revue).

— *Sur un gui à tige gigantesque*, trouvé dans les bois de Voré, près Rémalard. (Même revue).

— *Sur une fascie, présentée par le Frêne commun*. (Même revue).

— *Les Campagnols dans les plaines de Seès et d'Argentan*. Moyens de détruire ces animaux nuisibles. (Journal d'Alençon, 14 octobre. — *Indépendant de l'Orne*, 21 octobre). — Voir Beaudouin.

LETELLIER, Conservateur du musée d'Alençon. *Nouvelle série d'objets préhistoriques du Cambodge*, envoyés par M. A. Leclère, Résident de France, à Kratié. (Bulletin de la Société historique de l'Orne).

LE VAVASSEUR (Gustave). *Œuvres choisies*, avec le portrait de l'auteur et la préface de Charles Baudelaire. In-8°, 195 p. Paris, Lemerre.

LE VAVASSEUR (R. P.), directeur et maître des cérémonies, au séminaire du Saint-Esprit. *Cérémonial de la consécration des églises et des autels, de la bénédiction des cimetières et des cloches*, 5^e édit., revue et annotée par le R. P. Haegy, de la même congrégation. In-18 Jésus, 249 p. Paris, Lecoffre.

LITANIA di nostra signora di Montligeon en suffragio delle anime abbandonate del Purgatorio. In-32, 8 p. La Chapelle-Montligeon, Imp. de l'Œuvre Expiatoire.

— LITANIA Van Onze Vrouw van Montligeon voor de verlatene zielen des Vagevuurs. In-32, 8 p. La Chapelle-Montligeon. Imp. de l'Œuvre Expiatoire.

— LITANIA do Najswistszej Panny de Montligeon za dusze opuszerone w eryseu. In-64, 8 p. La Chapelle-Montligeon. Imp. de l'Œuvre Expiatoire.

LOUAIL (Jules). *Le Miracle de Brioux*. Annuaire d'Argentan.

MAILLARD (F.). *Douleur et Consolation*. A la mémoire illustre et vénérée de Mgr François-Marie Trégaro, évêque de Sées, mort le 6 janvier 1897. (Vers). In-8°, 6 p., avec portrait. Sées, veuve Leguerney-Montauzé. (Extrait de la Semaine Catholique de Sées du 22 janvier 1897).

MARTONNE (René). *La promenade de M. Bergeret* (à Alençon). (Revue Normande et Percheronne).

MAUNOURY (A.-F.). Chanoine de la cathédrale, ancien professeur au Petit-Séminaire de Séez. *Dictionnaire des racines grecques et de leurs principaux dérivés, servant de lexique à l'anthologie*. In-18 Jésus, 123 p. Paris, Poussielgue, (Alliance des maisons d'éducation chrétienne).

— *Grammaire de la langue grecque*. 28^e édit., revue et corrigée, 1^{re} partie. In-8° XI-149 p. — 2^e partie, 160 p. Paris, Delagrave.

— *Epitome de Cæsaribus*. 7^e édit. In-18. 139 p. Paris, Poussielgue.

— *Chrestomathie* ou recueil de morceaux gradués, tirés des auteurs grecs, à l'usage des commençants, avec dictionnaire. 13^e édit. In-18 Jésus, 112 p. Paris, Poussielgue.

MAREN (A.), professeur au collège d'Avranches. *Autour de Vire*, essai de description topographique (Annuaire normand).

MESSAGER de la Beauce et du Perche et de la Basse-Normandie. Almanach comique, moral et illustré (Orne), pour 1898. In-18, 234 p. Chartres, Langlois.

MISSAS *gregorianas*, In-32, 8 p. La Chapelle-Montligeon. Imp. de l'Œuvre Expiatoire.

MOTÉY (Vte du). *Gustave Le Vavas seur*. (Bulletin de la Société historique de l'Orne).

— *Les Normands à la Martinique*. (Même revue).

— Articles dans *l'Indépendant de l'Orne* dont M. du Motéy est le directeur.

MOUCHERON (Cte de). *Notes pour servir à l'histoire de la pisciculture*, en Normandie. In-8°. 7 p. Paris, Cerf. (Extrait du Bulletin de la Société d'acclimatation de France (avril 1897)).

NANTEUIL (Baron Amaury de). *L'Orient et l'Europe*, In-8°. XX-250 p. Paris, Didot.

NANTEUIL (M^{me} P. de). *Capitaine*. G. in-18 illustré. Paris, Hachette (Bibliot. des écoles et des familles).

— *L'épave de la Fée*. In-8°, 93 p. Paris, Hachette.

— *Monnaie de Singe*. G. in-8° et vignettes. Paris, Hachette.

— *Deux frères*. In-8°, 311 p. et vignettes. Paris, Hachette.

NEUFVILLE (M. LE NEUF DE). *La Grèce et les Jeux Olympiques. Esquisses et souvenirs d'un Alençonnais*. (Bulletin de la Société historique de l'Orne).

— *Les Châteaux de Chauvigny et de l'Isle*, par M. Eugène Lecointre (article bibliographique). (Même revue).

— *Un hameau du bocage Ornaïs*. (Revue Normande et Percheronne).

NEVER DESPAIR *of the salvation of the dead*. In-32, 16 p. La Chapelle-Montligeon, imp. du l'Œuvre Expiatoire.

NIMIER (H.). Voir Traité.

NOTICE *on the Œuvre Expiatoire, établis hed at la Chapelle-Montligeon (France) for the délivrance of the forsaken souls en Purgatory*. In-32, 20 p. La Chapelle-Montligeon. Imp. de l'Œuvre Expiatoire.

OLIVIER (Abbé H.). *Exposé systématique et description des lichens de l'Ouest et du Nord-Ouest de la France*. (Normandie, Bretagne, Anjou, Maine, Vendée). I. In-8° XXXIV-357 p. La Chapelle-Montligeon. Imp. de Notre-Dame de Montligeon ; Bazoches-au-Houlme (Orne), chez l'auteur ; Paris, Klincksieck.

— *Un lichen de Hong-Kong*. (Le Monde des Plantes).

OLIVIER (Ferdinand). *Une page de l'histoire d'Alençon, le duc René et Marguerite de Lorraine, sa femme. Restauration de l'église de Saint-Léonard*. (Revue Normande et Percheronne).

— *M. l'abbé Despierres, curé de Saint-Léonard d'Alençon*. (Revue Normande et Percheronne).

PERNELLE (A.). *Maire de Vimoutiers*. Rétable du xv^e siècle trouvé dans l'église de Notre-Dame de Vimoutiers. (Revue Normande et Percheronne).

PERROTTE. *Anciennes coutumes normandes. Le Jour des Rois au Pays d'Auge*. (Bulletin de la Société historique de l'Orne).

PHŒDRI *Fabulæ, Recensuit ac notis illustravit J. Lejard nuper in minori seminario sagiensi superior*. In-18. XVI-160 p. Paris, Poussielgue.

PONCHALON (Colonel de). *Les souvenirs de guerre (1870-1871) et L'Alliance Franco-Russe (1897)*, Nombreuses illustrations. Imp. des Orphelins-apprentis d'Auteuil, 40, rue de la Fontaine. Paris-Auteuil. Prix 15 fr. Au profit de l'Œuvre de la Première Communion.

— *Indo-Chine. Souvenirs de Voyage et de Campagne (1858-1860)*. In-8°, 336 p. avec gravures. Tours, Mame.

PROCÈS-VERBAL ET COMPTE RENDU de la séance publique annuelle de la Société historique et archéologique de l'Orne, à Seès, le 28 octobre 1896. Allocutions de M. le Cte de Contades, président de la Société, de Mgr Bardel, évêque de Sées et de M. le duc d'Audiffret-Pasquier. (Bulletin de la Société historique de l'Orne.

RAGAINÉ (E.). *Exposition annuelle des fruits à cidre du canton de Seès*, organisée par M. Hommey, avec le concours de MM. Loutreuil, Ragaine et Langlais. Complément du concours Loutreuil et des concours et congrès de l'Association pomologique de l'Ouest. Compte-rendu de la première exposition, tenue à Seès du 3 au 17 novembre 1895, par E. Ragaine. In-8° à 2 col. 32 p. Alençon, V^e Guy, fils et C^{ie}.

RENAUDIN (J. L. C.) Instituteur public, et A. Charpentier, inspecteur de l'enseignement primaire. *Histoire sainte des écoles*, suivie de notions d'histoire ecclésiastique et enrichie de cartes géographiques, avec notices historiques. Nouvelle édit. In-16, 192 p. avec grav. Paris, Larousse.

— *Petite géographie du département de l'Orne*. 10^e édit. In-16, 64 p. carte. Paris, Larousse.

— *Petite histoire sainte du jeune âge*. Près de quatre cents questions simples et faciles, mises à la portée des enfants de sept à neuf ans. Nouvelle édition. In-16, avec 10 gravures. Paris, Larousse.

— *Petite histoire ancienne du jeune âge*, ou deux cents vingt-cinq questions mises à la portée des enfants de dix à douze ans. 7^e édition. In-16, 96 p. Paris, Larousse.

REVUE NORMANDE ET PERCHERONNE ILLUSTRÉE : Littérature, Sciences, Beaux-Arts. 7^e année, directeur M. Louis Duval. In-8° Jésus. Alençon, Herpin,

RICHER (Abbé). *Dispersion de la Providence de Séez pendant la Terreur*. (Bulletin de la Société historique de l'Orne).

ROEDERER (Comte). *Le Peuple aux Tuileries. Journée du 20 juin 1792*. In-8°. 32 p. avec grav. Paris, Gautier. Bibliothèque des souvenirs et récits militaires, n° 27.

ROMBAULT (Abbé J.). *Saint-Gervais et Saint-Protais*. (Bulletin de la Société historique de l'Orne).

SAFFRAY (C.). Curé de Sarceaux. *Le lutrin de Saint-Germain d'Argentan*. Annuaire d'Argentan.

SYLVONE (A.). *Les eaux de Bagnoles de l'Orne*, comédie en un acte. Revue Normande et Percheronne.

TAMINIAU (Henri). *Les Lianes*, vers, prose et une Comédie en un acte. In-16 colombier, VIII-296 p. Alençon, E. Renaut-De Broise.

TELLIER (Paulin), jardinier à Alençon. *Rapport sur l'Exposition d'Horticulture de Caen*. (Bulletin de la Société d'Horticulture de l'Orne).

TEFSIS *fuk l'Opra espiatoria immuasckfa f'cappelle-Montligeon f'Orne gio Franza Ghall Helsien, etc.* In-32, 16 p. La Chapelle-Montligeon. Imp. de l'Œuvre Expiatoire.

TOURNOUER (Henri). *Les Monuments religieux de Sées*: Clérai, Aunou, Fresnaux, par M. l'abbé Barret (article de bibliographie. Bulletin de la Société historique de l'Orne).

— *La Cathédrale de Sées*. (Même revue).

TOUROUDE (A.). Aumônier de l'Adoration à Alençon. *L'Hypnotisme*. Peut-on hypnotiser quelqu'un sans son consentement ? etc. In-12, 86 p. La Chapelle-Montligeon. Imprimerie de Notre-Dame de Montligeon.

TRAITÉ DE CHIRURGIE CLASSIQUE OPÉRATOIRE, publié sous la direction de MM. A. Le Dentu et Pierre Delbet, chirurgiens des hôpitaux. T. V. Œil, Oreilles, Nez, Crâne et Face ; Tumeurs congénitales et malformations, mâchoires ; par MM. A. Terson, A. Castex, A. Le Dentu H. Nimier In-8°, 90 p. avec 241 fig. intercalées dans le texte. Paris, Baillière et fils.

TRATTI *edificanti ovvero non bisogna grammai disperate della salvezza dei defunti*. In-32, 16 p. La Chapelle-Montligeon. Imp. de l'Œuvre Expiatoire.

TRATTI *edificanti e Prove della riconoscenza delle anime del Purgatorio*. In-32, 15 p. La Chapelle-Montligeon. Imp. de l'Œuvre Expiatoire.

TRÉGARO (Mgr), évêque de Sées. *Sa vie, ses funérailles*. In-18 jésus, 32 p. Alençon, Renaut-De Broise. (Extrait de l'*Indépendant de l'Orne* du 14 janvier 1897.

TURCAN (Abbé), chanoine de la cathédrale de Sées. *Petite Histoire sainte*. In-8°, 516 p. avec grav. Paris, Vic et Amat (1896).

— *Petite méthode pour préparer les enfants à recevoir l'absolution*. Petit in-18, 86 p. Imp. V° Leguernay-Montauzé.

UNE AME SŒUR D'EUGÉNIE DE GUÉRIN. Mlle de Gallery. (Revue Normande et Percheronne).

VÉREL (Charles). *La Cure de Gâprée*. (Bulletin de la Société historique de l'Orne).

VERGER (Ch.). Voir Baston.

VIGIER (Le C^{ie}). *Davoust, maréchal d'Empire, duc d'Aurstaedt, prince d'Eckmühl (1770-1823)*, précédé d'une introduction de M. Frédéric Masson, 2 vol, in-8, Ollendorff.

VIMONT (Eugène), directeur des Sciences populaires. *Revue mensuelle internationale d'Astronomie, de Météorologie et des Sciences d'observation, et de la Revue mensuelle le Cidre.*

— Articles dans ces deux Revues.

— Almanach de la Ferme, du Poiré et du Cidre.

VIRGILE. *Publii Virgilii Maronis opera. Recensuti ac nobis illustravit J. Lèjard, olim in minori seminario sagiensi moderator.* 5^e édit. In-18, XXIV-768 p. Paris, Poussielgue.

PUBLICATIONS PÉRIODIQUES

Ayant commencé à paraître en 1897

Canada, Perche et Normandie. Revue historique sur l'émigration percheronne et normande au Canada ; sur le Monastère de la Grande-Trappe de Mortagne ; sur les pèlerinages, les hommes célèbres et l'histoire du Perche et de la Normandie. Revue paraissant tous les trois mois ; sous la direction de M. l'abbé A. P. Gaulier. In-16. La Chapelle-Montligeon, chez l'auteur.

Le Courrier Normand. Journal hebdomadaire paraissant le dimanche (9^e année), prix 5 centimes. Abonnements : Orne et départements limitrophes : 3 fr. par an. Directeur-gérant, E. Guy, 11, rue de la Halle-aux-Toiles, à Alençon.

Le Domfrontais. Journal indépendant des cantons de Domfront, La Ferté-Macé, Juvigny, Passais et de l'arrondissement de Domfront. Hebdomadaire paraissant le samedi. N^o 1, 6 novembre 1897. In-fol. à 4 colonnes, 4 p. Mayenne. Imp. Soudée. Domfront, libr. Virot. Orne et dép. limitrophes 5 fr. par an, autres départements, 7 fr.

Journal d'Alençon. Edition hebdomadaire du dimanche. A commencé à paraître en janvier 1898. Prix : 5 centimes. Abonnement : 5 fr. par an.

Petit Journal de Perrou. Bulletin paraissant le 10 de chaque mois. (N^o 1, 10 janvier 1897). In-8^o à 2 colonnes, 12 p. Domfront, Gaigé.

Réveil de Flers. Journal ouvrier, traitant des questions économiques et sociales. 1^{re} année ; n° 1, du 1^{er} au 31 décembre 1896. In-fol. à 4 colonnes, 4 pages. Flers, imp. Levesque, passage Bignon. Abonnements : 1 an : 2 fr. ; 6 mois : 1 fr. 25 ; 3 mois : 0,75 ; un numéro : 0,10 c.

Souvenir Normand. Paris, Orne. 1^{re} année, n° 1. 1^{er} avril 1897. Grand in-fol à 6 col. 4 p. Hebdomadaire. Flers. Imprimerie Frécourt. 6 fr. par an.

H. BEAUDOUIN, L. DUVAL, A.-L. LETACQ,
A. RICHER.

BIBLIOGRAPHIE

Histoire des Roses indigènes de la Sarthe, par Amb. GENTIL, professeur de Sciences physiques et naturelles au Lycée du Mans, président de la Société d'Agriculture, Sciences et Arts de la Sarthe, officier de l'Instruction publique. Le Mans, typ. Monnoyer, 1897, in-8°, 119 p. — Extrait du *Bulletin de la Société d'Agriculture, Sciences et Arts de la Sarthe*, t. XXXVI.

Les Roses font le charme et l'ornement de nos jardins par la beauté du coloris, la variété des teintes, la suavité du parfum et même l'élégance du feuillage, mais pour les botanistes qui s'appliquent à rechercher et à grouper les formes innombrables qu'elles présentent dans la nature, elles sont souvent une pierre d'achoppement. C'est bien pour eux le cas de se rappeler l'adage : « Il n'y a pas de Roses sans épines », car l'étude de ce genre est très épineuse et hérissée de nombreuses difficultés.

Ces difficultés viennent en partie des adeptes de l'école jordanienne, qui, oubliant que les caractères accidentels de l'espèce varient à l'infini, et tombant dans l'excès opposé au transformisme, en sont arrivés à créer presque autant d'espèces qu'ils rencontrent d'individus. Mais la connaissance de leurs descriptions mentionnant les plus minutieux détails est pourtant nécessaire à l'amateur de Roses ; il faut, à l'aide d'observations et d'expérience habilement conduites, en contrôler l'exactitude, discerner parmi les caractères ceux qui offrent un certain degré de constance, afin de réunir et de grouper sous un seul type spécifique toutes les formes qui les présentent. Pour s'occuper avec succès du genre *Rosa*, il est nécessaire de joindre à un bon esprit d'observation une grande érudition botanique.

Dès 1893, M. Gentil avait publié, sous le titre de *Répertoire des Roses Sarthoises*, un petit opuscule contenant avec la clé analytique de courtes diagnoses des espèces et des formes les plus saillantes ; ce n'était que le prodrome de son *Histoire*, qui lui a demandé quatre années de recherches et d'études nouvelles.

Il s'est entouré de nombreux et importants matériaux en réunissant plus de 400 formes de Roses de la Sarthe choisies dans les localités les plus éloignées et les plus diverses au point de vue du sol, de l'orientation et de l'altitude ; puis il a compulsé avec soin les ouvrages pouvant lui donner quelques indications et c'est seulement après l'étude comparée de ses récoltes, faite les descriptions des auteurs sous les yeux, qu'il a commencé la rédaction de son travail, donnant ainsi à tous l'exemple de la loyauté patiente qu'il convient d'apporter aux recherches scientifiques.

L'histoire de chaque espèce commence par une description détaillée du type et de ses variations ; les opinions des auteurs sont longuement discutées au flambeau de l'expérience et de l'observation ; malgré l'aridité du sujet, M. Gentil a su, par la clarté et la netteté de l'exposition, en rendre la lecture facile et attrayante. Il s'est attaché à montrer que nombre des espèces et des sous-espèces établies récemment ne reposent que sur des caractères fugaces, sans consistance et offrant tous les intermédiaires avec les formes voisines ; elles doivent ainsi être rayées de la nomenclature. L'auteur arrive à réduire à neuf seulement les cinquante formes considérées comme espèces, en d'autres termes au classement déjà proposé par Desportes dans sa *Flore de la Sarthe et de la Mayenne*, qui parut en 1838. Plusieurs même d'entre elles présentant de nombreuses affinités, il croit en dernière analyse qu'il faut revenir aux types linnéens, qui ne forment eux-mêmes que cinq groupes principaux.

M. Gentil a rendu d'incontestables services aux amateurs de Roses en aplanissant toutes les difficultés de l'étude, mais son ouvrage me semble encore un modèle à proposer aux botanistes pour leur montrer avec quelle prudence et quelle réserve il faut procéder en créant des espèces nouvelles.

A.-L. LETACQ.

Deuxième supplément à la *Nouvelle Flore de Normandie*, par M. L. Corbière, professeur de sciences naturelles au Lycée de Cherbourg. Caen, E. Lanier, 1898, in-8°, 50 p. — Extrait du *Bulletin de la Société Linnéenne de Normandie*.

M. Corbière n'est pas un étranger pour nos lecteurs ; bien qu'adonnés pour la plupart à l'étude de l'histoire et de l'archéo-

logie, plusieurs s'intéressent aussi au progrès des Sciences naturelles, et connaissent le nom et les ouvrages de notre savant compatriote. M. Corbière nous appartient en effet par sa naissance et une partie de sa carrière ; il est originaire de Champsecret et a été plusieurs années professeur au Collège d'Argentan ; ses nombreux travaux sur la flore normande, qui se recommandent par la clarté, l'exactitude, l'étendue et la variété des recherches sont aujourd'hui entre les mains de tous les botanistes ; un mot d'ailleurs suffit à leur éloge : ils ont mérité à l'auteur les couronnes de l'Académie des Sciences.

La *Nouvelle Flore de Normandie* (1), continuation de l'œuvre de De Brébisson et Morière a paru en 1894, mais, comme le dit M. Corbière, « notre province par son étendue, sa variété et sa richesse, est une mine inépuisable, qui réserve encore bien des découvertes aux botanistes de l'avenir ». Aussi vient-il de nous donner le deuxième supplément à son ouvrage.

Le Catalogue, précédé de l'indication bibliographique des principaux travaux publiés dans les départements, fait connaître une espèce entièrement nouvelle découverte par M. Corbière lui-même, bon nombre de variétés et d'hybrides notables non encore signalées, enfin un très grand nombre de localités nouvelles pour des plantes déjà connues.

Dans l'Orne l'ardeur des botanistes ne n'est pas ralentie, et les indications dues à MM. Beaudouin, d'Alençon ; Husnot, de Cahan ; Chevalier, de Domfront ; Lande, d'Authueil, et à l'auteur du présent article, n'ont rien à envier pour l'importance et la quantité à celles de leurs confrères des départements voisins. Les régions les mieux explorées, ou en tout cas le plus souvent citées sont Alençon, Domfront, La Ferté-Macé, Flers, Gacé, Rémalard et Longny. Je recommanderai spécialement aux botanistes la visite de ces deux derniers cantons ; ils sont encore à peu près inconnus, et quelques excursions seulement m'ont permis d'y recueillir plusieurs de nos espèces les plus rares.

A.-L. LETACQ

(1) Des comptes-rendus de cet ouvrage ont été publiés par M. H. Beaudouin (*Bulletin de la Société Historique de l'Orne*, T. XIII (1894), p. 519, et par M. l'abbé Letacq (*Journal d'Alençon*, 20 décembre 1894).

Note sur le massif silurien d'Hesloup, par D.-P. ŒHLERT et A. BIGOT. Paris, au siège de la Société géologique de France, 7, rue des Grands-Augustins, 1898, in-8°, 20 p., avec carte. Extrait du *Bulletin de la Société géologique de France*, 3^e série, t. XXVI, p. 82.

Depuis la session de la Société géologique de France à Alençon, en 1837, le massif silurien d'Hesloup a occupé de nombreux observateurs. M. Letellier, dont les longues et consciencieuses recherches sur nos terrains sont connues de tous, est celui qui l'avait le plus patiemment étudié ; il a publié le résultat de ses investigations dans une série de notes sur la géologie des environs d'Alençon (1).

Les récents travaux stratigraphiques de MM. Œhlert et Bigot, sur les terrains paléozoïques de la feuille de Mayenne, complétés par l'étude microscopique des roches due à M. Michel-Lévy, de l'Institut, les ont amenés à des conclusions différant en majeure partie de celles qui étaient adoptées jusqu'ici. Ils ont montré que le massif d'Hesloup et Saint-Barthélemy, avec sa digitation du Bois de Vaux, devait être considéré comme une annexe du flanc nord du synclinal de Pail, dont il conserve d'ailleurs les caractères structuraux, se décomposant comme lui en une série de petites cuvettes (Saint-Barthélemy, Bérus, Gesnes), que séparent des anticlinaux gréseux (La Tuilerie, La Touche, Bois de Vaux). De plus, les mêmes auteurs ont établi que dans ce flanc, comme dans celui qui lui est opposé, on retrouve différentes assises du Cambrien (Poudingue pourpré, Calcaire magnésien, Grès zonés, Grès de Saint-Suzanne), qui, jusqu'alors, n'avaient pas été reconnues ou avaient été rattachées soit au Précambrien, soit au Grès armoricain. L'allure de la bande de schistes à *Calymene Tristani* est aussi entièrement différente de celle qui avait été tracée dans les cartes précédentes. Enfin les Grès compris entre les schistes à *Calymene Tristani* doivent être considérés comme représentant les assises de l'Ordovicien moyen et supérieur, ainsi que les Grès de la base du Gothlandien.

A.-L. LETACQ.

(1) Cfr. : A.-L. Letacq : *Les Études scientifiques dans le département de l'Orne* : Annuaire Normand, 1894, p. 240-284. — En outre des neuf travaux de M. Letellier, dont le premier date de 1869 et le dernier de 1895, les publications, où il est question du massif silurien d'Hesloup, sont dues (je suis l'ordre chronologique) à MM. Desnos, Sevestre, Blavier, Triger, Guillier, Bigot, de la Durandière, Letacq et Œhlert. Toutes sont citées dans la *Bibliographie* très complète dressée par MM. Œhlert et Bigot.

PROCÈS - VERBAUX

Séance du 8 Septembre 1898

PRÉSIDENTE DE M. LE COMTE DE CONTADES

La date de l'inauguration du buste élevé à la mémoire de M. Gustave Le Vasseur, est définitivement fixée au 20 Octobre: la *Société Archéologique* souscrit pour 50 francs et décide que sa réunion solennelle aura lieu la veille, 19 octobre, à 2 heures.

La réunion administrative préliminaire est fixée à une heure et demie. Plusieurs travaux sont promis pour la circonstance: on en attend d'autres, une seconde réunion aura lieu le 7 octobre, pour régler le programme.

Deux membres nouveaux sont admis: M. l'abbé LEPRINCE, curé de Barville, présenté par MM. Henri Beaudouin et l'abbé Letacq; et M. l'abbé MÉLIAND, vicaire de Rémalard, présenté par MM. Paul Harel et l'abbé Desvaux, curé de Verrières.

On dépose sur le bureau trois volumes de M. Henri TAMINIAU, intitulés: *Doria et Barberousse*; *A ma Fantaisie* (vers et prose); *Les Lianes* (vers et prose). M. Taminiau, membre de la *Société bourguignonne de Géographie et d'Histoire*, les offre à la *Société Archéologique de l'Orne*, comme témoignage de bonne confraternité.

Séance du 7 Octobre

PRÉSIDENCE DE M. LE COMTE DE CONTADES

Cette séance est consacrée tout entière, à la confection du programme de la Séance solennelle du 19 ; le banquet est remis au lendemain 20 octobre, après la grande fête de l'inauguration.

OUVRAGES REÇUS DEPUIS LA SÉANCE DU 24 JUIN

Ouvrages individuels

Les trois volumes de M. Taminiau mentionnés plus haut.

Programme du Congrès des Sociétés savantes pour 1899, lettre du Ministre de l'Instruction publique.

Discours du Ministre et de M. Daru au Congrès de 1898. Envoi du ministère.

Comité des travaux historiques et scientifiques : lettres des membres, etc. Envoi du ministère.

Codes cambodgiens, par M. Adhémar Leclère.

L'Historien Sahagun, par M. le comte H. de Charencey.

Périodiques

Bibliographie de la France, table périodique et alphabétique.

Annuaire de Normandie, années 1838, 1841 et 1846.

Travaux de la Société de l'Eure, 1897.

Société Normande de Géographie, mai-juin 1898.

Bulletin de la Société linéenne de Normandie, 1897.

Société des Antiquaires de Normandie, 1897.

Bulletin de la Société d'agriculture de la Sarthe, 1897 et trois fascicules de 1898.

Bulletin de la Commission des Antiquités de la Seine-Inférieure, 1898, 1^{er} livre.

Smithsonian Institution report, of the year, 1898.

Le Cidre, publication de M. Vimont, mai, juin, juillet et août 1898.

Les Sciences populaires, du même, mai et juin 1898.

Canada, Perche et Normandie, revue de M. l'abbé Gaulier, juin 1898.

Annales de Notre-Dame des Champs, juillet, août et octobre 1898.

La Croix de l'Orne, n^{os} des 31 juillet, 7, 14, 21 et 28 août, 11 septembre et 2 octobre 1898.

Revue Catholique de Normandie, 15 juillet et 15 septembre 1898.

Bulletin de la Commission Archéologique de la Mayenne, 2^e série, tome XIII. 1898 : les trois premiers Bulletins.

Documents sur la province du Perche, 32^e fascicule, avril 1898.

Bulletin de la Société Archéologique d'Eure-et-Loir, juillet 1898.

Bulletin de la Société Archéologique de Nantes, 1896, 2^e semestre ; 1897, 1^{er} semestre.

Bulletin de la Société des Amis des Sciences et des Arts de Rochechouart, tome VIII, 1897 ; tome IX, 1898.

Bulletin de la Société de l'histoire de Normandie, procès-verbaux et bulletin de juin 1898.

Actes de la Société philologique, 2 volumes.

Société de Géographie de Rochefort, 2^e trimestre 1898.

La Normandie artistique, septembre 1898.

Bulletin de l'Amateur des Livres, 1898, n^o 7 et 8

Le Musée de Costa-Rica, 1897 et 1898.

Anales del Museo nacional de Monte-Video, 1898.

Rapport de la Société d'Horticulture.

Séance solennelle d'Argentan, 19 Octobre 1898

PRÉSIDENCE DE M. LE COMTE DE CONTADES

On remplace les membres sortants du Bureau : il n'y a que de légers changements. Le Bureau, pour l'année 1899, reste composé comme il suit :

Président : M. le Comte G. DE CONTADES.

Vice-Présidents : MM. le Vicomte DE BROC, TOURNOUER, l'abbé DUMAINE, Jules APPERT.

Secrétaire général : M. Henri BEAUDOUIN.

Secrétaire ordinaire : M. le Vicomte DU MOTÉY.

Secrétaire adjoint : M. l'abbé HOMMEY.

Trésorier : M. Eugène DE BROISE.

Trésorier adjoint : M. GILBERT.

Archiviste-Bibliothécaire : M. LE NEUF DE NEUVILLE.

Bibliothécaire adjoint : M. le Vicomte DU MOTÉY.

Membres de la Commission

de publication : MM. Reynold DESCOUTURES, l'abbé DUPUY, l'abbé LETACQ, l'abbé RICHER, le Comte DE VIGNERAL, Louis DUVAL.

On admet comme membre de la *Société* M. HERPIN, imprimeur à Alençon, présenté par MM. le Comte de Contades et Louis Duval.

Ces opérations exécutées, on lit à la salle du théâtre les travaux inscrits sur le programme :

- 1° *Gustave Le Vavas seur : débuts littéraires*, discours par M. le Comte de Contades, Président.
- 2° *Compte-rendu des travaux de l'année*, par M. Henri BEAUDOUIN, Secrétaire général.
- 3° Lecture, par M. W. CHALLEMEL, d'un *Sonnet* envoyé par un ami de M. Gustave Le Vavas seur.
- 4° *Fragments de l'Histoire diocésaine*, par M. l'abbé Hommey.
- 5° *Le pays du Houlme*, par M. le Baron Jules des Rotours.
- 6° *Notice sur la vie et les travaux de M. Letellier*, par M. l'abbé Letacq.
- 7° *M. Gustave Le Vavas seur Conseiller général de l'Orne*, par M. Louis Duval.
- 8° *Annibal Olivier, littérateur parisien, né à Sées*, par M. Charles Vérel.
- 9° *Marie d'Armagnac, Duchesse d'Alençon et Comtesse du Perche*, par M. l'abbé Gaulier.
- 10° *Poésie*, par M. Wilfrid Challemel.

M. Paul Harel, annoncé comme devant lire, est absent. Le travail de M. l'abbé Gourdel, curé de Saint-Hilaire-de-Briouze, est aussi passé sous silence par manque de temps. Ce dernier morceau est un chapitre de la grande biographie de M. Le Vavas seur, que prépare M. l'abbé Gourdel ; il sera reproduit dans ce Bulletin.

La séance est levée à cinq heures et demie ; le banquet habituel est remis au lendemain. A ce banquet un toast est porté par M. de Contades à la ville d'Argentan, et à la gracieuse réception qu'elle a faite par l'organe de son Maire, à tous ceux qui assistaient à la fête de M. Le Vavas seur : M. Boschet fait une réponse digne de la politesse de M. de Contades. Un autre toast est porté à l'auteur du buste inauguré, M. Leroux ; MM. Vard, Germain-Lacour et Paul Harel ajoutent par leurs poésies un ornement de plus à ce banquet fraternel. La *Société Archéologique* avait ainsi sa large part dans la glorification de son ancien Président.

Gustave LE VAVASSEUR

DÉBUTS LITTÉRAIRES

MESDAMES,
MESSIEURS,
MES CHERS CONFRÈRES,

A l'ouverture de cette séance annuelle, un nom qui est dans le cœur et dans l'esprit de nous tous, doit être, il nous semble, prononcé et salué tout d'abord : celui de Gustave Le Vavas seur. Tous les membres de la Société historique et archéologique de l'Orne seront heureux et fiers que cette réunion traditionnelle soit pour ainsi dire le prélude d'une fête consacrée à l'un de ses fondateurs. Demain, les traits de notre aimé et regretté président doivent nous être restitués. Mais, dès aujourd'hui, par le souvenir, ne se trouve-t-il pas au milieu de nous ou, plutôt, a-t-il jamais cessé de s'y trouver ? Est-il, depuis que nous l'avons perdu, une seule de nos réunions dans laquelle nous n'ayons rappelé pieusement sa mémoire ? Il nous a donc semblé que nous ne pouvions faire mieux que d'étudier, dans la première des lectures faites aujourd'hui, le commencement de cette brillante carrière littéraire, dont nous allons voir, dans quelques heures, avec tant de joie, le complément glorieux.

I

La maison où s'exploitait la pension Bailly, était située dans la rue des Fossés-Saint-Jacques, l'une de ces rues que montrait alors Balzac : « perdues entre le dôme du Val-de-Grâce et le dôme du Panthéon, deux monuments qui changent les condi-

tions de l'atmosphère et y assombrissent tout par les teintes sévères que jettent leurs coupoles. Un Parisien égaré ne voyait guère là que des pensions bourgeoises, ou des institutions de la misère et de l'ennui, de la vieillesse qui meurt, de la jeunesse contrainte par besoin ou par devoir à travailler (1). » C'était surtout par devoir que l'on travaillait à la pension Bailly, où des fils de familles aisées, venus de Paris ou de la province, se dirigeaient, sans trop de préoccupation du combat de la vie, vers des professions sages. Le propriétaire et directeur, M. Bailly, possédait, place de la Sorbonne, une imprimerie et une fonderie et présidait aux destinées d'un journal de relief très modéré, *l'Univers*, un tout petit *Univers* d'avant Veuillot. Mais c'en était assez pour donner à la pension une marque littéraire et y laisser passer par le guichet les muses et la fantaisie.

Les jeunes pensionnaires de la maison, dont le jardin s'élevait en terrasse sur la place du Panthéon, pouvaient apercevoir, de l'autre côté de la rue, la façade austère de l'École de Droit (2). Perspective importune, pleine de menaces et de remords dont les rires et les rêves avaient bien vite raison. Car, s'ils boudaient le droit à la barbe de Cujas, ces jeunes gens, esprits d'élite, faisaient une cour assidue aux lettres et aux beaux-arts. C'étaient Jules Prarond, arrivé d'Abbeville, Jules Buisson, venu du Languedoc, et Anatole du Boulet, du Poitou. Puis un groupe normand très serré et très uni : Philippe de Chennevières, un fils de Falaise, Louis de la Genevraye, un enfant du Merlerault, Armand et Constantin de Nettancourt, dont les parents avaient apporté en Normandie un des plus beaux noms de la Lorraine. Dans ce groupe avait paru, un beau jour, un Argenteuais, sorti depuis peu du collège de Juilly, petiot, comme l'on disait chez ses gens, rondlet, bien portant, la figure plaisante et la mine éveillée, qui prétendait suivre les cours de l'École de Droit et qui, même, s'y fit recevoir docteur (3). Il se nommait Gustave Le Va-

(1) Balzac, *Le Père Lorient*.

(2) « Le jardin, planté d'assez beaux arbres, est mal représenté aujourd'hui par la mairie du V^e arrondissement. Il formait une terrasse élevée au-dessus de la place du Panthéon, dont l'on avait la vue à droite. En face, celle de l'École de Droit, connue ainsi de la plupart de nous... à vol d'oiseau. » (Note de M. E. Prarond).

(3) « Gustave Le Vavasseur, dans ce milieu de paresse, se fit recevoir docteur avec l'aisance qui le servait déjà partout. La poésie le détourna de

vasseur et ses camarades de pension le surnommèrent, dans une plaisanterie de quartier, où l'on badinait encore en latin, *pinguis et exiguus*, le petit gros. Le petit gros se laissa appeler ainsi, répondant malicieusement au sobriquet amical par un regard perçant et vif.

Car ils se trompaient bien ! sous cette enveloppe engourdie se cachait une exceptionnelle vivacité et de corps et d'esprit. Le nouveau éblouit tout d'abord ses camarades par des tours de force physique, préluant ainsi à de prestigieux exercices intellectuels. Charles Baudelaire, son illustre ami, le surprit une fois, se tenant dangereusement en équilibre sur un échafaudage de chaises, s'évertuant à répéter en amateur des tours exécutés la veille par des professionnels. M. Prarond se souvient d'avoir frémi, le voyant, un beau matin, prendre pour trapèze le bras de fer d'une poulie en avant d'un grenier et s'y suspendre par les pieds, la tête en bas, absolument dans le vide. Le petit ou, plutôt, l'agile gros confessa d'ailleurs maintes fois son goût pour les tours de force. Il l'avoue dans une épître à Anatole du Boulet :

Domptant en vrais tyrans nos membres assouplis
Brisés et souriant aux progrès accomplis,
Nous avons essayé d'étranges gymnastiques,
Nous savons à quel prix les os sont élastiques,
Nous savons quels travaux, quel temps et quels efforts
Il faut pour passer maître aux calembours du corps (1).

Et il en convient dans des strophes à lui-même :

Mais de ma lourde machine,
Nature, oignant les ressorts,
Me fit une souple échine
Et des jarrets assez forts.

Cabrioles et culbutes
Étaient mes jeux favoris
Et j'aimais toutes les luttes
Jusqu'à celle des esprits (2).

la magistrature. Un oncle magistrat, nommé M. Bouffé, l'aida à convaincre sa famille qu'il fallait à son libre esprit une autre atmosphère que celle des tribunaux. » (Note de M. E. Prarond).

(1) *Inter Amicos*, p. 32.

(2) *Poésies Fugitives*, p. 7.

Surtout celle des esprits, eût dû écrire, en cette évocation des jours de la pension Bailly, le gymnaste-poète. Car nous le voyons alors s'exercer successivement, avec une surprenante élasticité d'esprit, à la composition dramatique dans une revue écrite pour une soirée de carnaval (1) ; à la revision poétique lorsqu'il rajuste les tirades du *Martyre de sainte Agnès*, une tragédie embryonnaire de Constantin de Nettancourt (2) ; à la critique dramatique quand revenant avec Prarond de la première représentation des *Ressources de Quinola*, il en trace dans son enthousiasme une sorte de parodie adulateur (3) ; enfin à la poésie humoristique lorsqu'un soir, dans un amphithéâtre ouvert, près de la pension, pour des conférences philosophiques ou littéraires (4), il lit les *Fragments d'une épopée écrite en voyage de Paris à Rouen* et qui commençait ainsi :

Poètes renommés de tous temps, de tous âges,
Qui des héros fameux peignites les voyages,
Je vous invoque tous. Toi d'abord, grand auteur,
Qui ne parlas jamais des bateaux à vapeur,
Et qui vagabondais, sans craindre la police,
Viens inspirer mes vers, ô vieux chantre d'Ulysse !
Toi, qui chantas si bien l'illustre Gulliver,
Conduis mes pas errants sur terre et non sur mer.

(1) « Comme on vous l'a dit, mon cher Petit Gros et moi, nous aimions passionnément le théâtre. Aussi eût-il la fantaisie de donner une représentation pendant qu'il était à la pension Bailly. Le spectacle se composait d'une petite revue en un acte (auteur Gustave Le Vavas seur) et de *Les Saltimbanques*, dans lesquels La Genevraye jouait le principal rôle et Le Vavas seur représentait fort gaiement Atala, la femme sauvage. » (Note de M. Anatole du Boulet).

(2) « Il (Constantin de Nettancourt) écrivait une tragédie, dont Le Vavas seur avait la complaisance d'accentuer un peu les vers. Il n'avait confiance qu'en lui, mais risquait des lectures devant moi. La pièce avait pour titre : *Le Martyre de sainte Agnès* (Note de M. E. Prarond).

(3) « La nuit qui suivit la première représentation des *Ressources de Quinola*, à l'Odéon, nous écrivîmes, en nous partageant les scènes, une parodie en vers de la pièce en prose et nous l'envoyâmes à Balzac avec la prière naïve qu'il la donnât lui-même à quelque théâtre. » (Note de M. E. Prarond).

(4) « Dans cet amphithéâtre se tenaient quelquefois des conférences littéraires ou philosophiques, où la plus grande liberté de discussion était admise. On y lisait et débattait de tout. Le Vavas seur y lut un jour un *Voyage en bateau de Paris à Rouen*. » (Note de M. E. Prarond). Cette pièce, sous le titre que nous indiquons a été publiée, en 1844, dans le *Feuilleton Abbevilleais*.

Et toi qui dédaignas la terrestre infortune,
Je t'invoque à ton tour, voyageur dans la lune,
Dont l'esprit défait la bouteille et le sac,
Illustre Cyrano, seigneur de Bergerac !

Et Baudelaire, tout surpris de trouver à ce petit gros un esprit de vif argent et des muscles d'acier, de rencontrer, en ce corps si trompeur, une âme très droite et ardente, ne pouvait s'empêcher de penser que Gustave Le Vavas seur était bien le personnage le plus naïvement compliqué, le plus pompeusement et le plus franchement normand qu'il eût jamais rencontré ! (1).

II

Charles Baudelaire ! Un jour que Gustave Le Vavas seur était monté dans la chambre de son compatriote, Louis de la Genevraye, il y aperçut une sorte de dandy, au visage énigmatique, au costume trop composé : « mince, le cou dégagé, un gilet très long, des manchettes intactes, une légère canne à pomme d'or à la main ; le pas souple, lent, quasi rythmique (2). » Et quant au masque, presque celui de Samuel Cramer dans *La Fanfardo* : « le front pur et noble, les yeux brillants comme des gouttes de café, le nez taquin et railleur, les lèvres impudentes et sensuelles, le menton carré et despote, la chevelure prétentieusement raphaëlesque (3). » Louis de la Genevraye dit que le dandy s'appelait Charles Baudelaire. « Nous nous liâmes d'amitié tendre — écrivit depuis Gustave Le Vavas seur. — Cela devait être, ayant les caractères les plus différents, les allures les plus dissemblables et l'aspect extérieur le plus complètement opposé. Il était brun, moi blond ; de taille moyenne, moi tout petit ; maigre comme un ascète, moi, gras comme un chanoine ; propre comme une hermine, moi, négligé comme un caniche ; mis comme un secrétaire d'ambassade anglaise, moi, comme un vendeur de contremarques ;

(1) *Gustave Le Vavas seur*, par Ch. Baudelaire, dans la *Revue fantaisiste* (1^{er} Août 1863).

(2) *Charles Baudelaire, œuvres posthumes, précédées d'une notice biographique*, par E. Crépet, p. xx.

(3) *Voy. Charles Baudelaire, sa vie et son œuvre*, par Charles Asselineau, p. 11.

réserve, moi bruyant ; libertin par curiosité, moi, sage par indolence ; païen par révolte, moi, chrétien par obéissance ; caustique, moi indulgent ; se tourmentant l'esprit pour se moquer de son cœur, moi laissant tous les deux trotter comme une attelée (1). » Et Baudelaire, de son côté, n'éprouva pas moins vivement cette sympathie par contraste ; car, lorsque, plus tard, il traça, en quelques lignes, le résumé de sa géniale et malheureuse existence, il fixa ainsi ses souvenirs de cette époque-là : « vie libre à Paris, premières liaisons littéraires : Ourliac, Gérard, Balzac, Le Vavas seur (2). »

Or les liaisons littéraires se transforment aisément en collaborations. Il en fut ainsi pour Gustave Le Vavas seur et Charles Baudelaire. L'on pouvait attendre quelque œuvre puissante et rare du commun effort de ces deux esprits si divers. Ce ne fut toutefois qu'un très mince badinage que produisit la collaboration des deux étudiants poètes. Ce badinage était une chanson malicieuse, publiée dans *Le Corsaire*, feuille satirique du temps. « Jetai qui voulait dans la boîte du journal — dit Gustave Le Vavas seur — entrefilets, épigrammes, couplets. Romantiques nous étions, c'était dans le sang ; et, après Casimir Bonjour, le Casimir dont nous faisions le plus volontiers de vieilles culottes — ces messieurs dédaignaient les Casimir politiques — était Casimir Delavigne. Il venait, je crois, de donner aux Français *La Popularité*. Par quelle inconséquence, nous avisâmes-nous d'aller chercher dans Béranger un air pour le chançonner ? Je n'en sais rien. Toujours est-il que nous lançâmes dans les jambes de l'auteur de *La Parisienne*, une chanson en sept ou huit couplets, sur l'air du *Roi d'Yvetot* :

Il fut toujours fort bien en cour,
Même en cour citoyenne.
On dit, le bruit fâcheux en court,
Qu'il fit *La Parisienne*.
Avec *L'École des Vieillards*
Il amassa quelques milliards
De liards.
Oh, oh, oh, oh ! (3)

(1) *Charles Baudelaire*, par E. Crépet, p. XVIII.

(2) *La Petite Revue Anecdotique*, n° du 10 Septembre 1867, p. 16.

(3) *Charles Baudelaire*, par E. Crépet, p. XIX.

C'était, sans doute, amusant ; mais Charles Baudelaire et Gustave Le Vavas seur eussent très promptement rimé sur un autre mode, si un événement ne fût venu, à l'improviste, leur enlever toute possibilité de collaboration. M^{me} Aupick, la mère de Charles Baudelaire, inquiète de le voir négliger les saines amitiés, comme celles de Gustave Le Vavas seur et d'Ernest Prarond, pour s'en aller, en perverse compagnie, vers tous les jardins du mal, se décida à le faire embarquer. Quand il dut partir, il confia à Gustave Le Vavas seur, comme au meilleur de ses amis, son petit trésor poétique : de chétifs essais, à peine supérieurs aux couplets à Casimir. Mais, lorsqu'il revint, après dix mois de navigation vers les Indes, il montra à ses anciens camarades de lettres, une pièce nouvelle, intitulée *L'Albatros* :

Souvent, pour s'amuser, les hommes d'équipage
Prennent des albatros, vastes oiseaux des mers,
Qui suivent, indolents compagnons de voyage,
Le navire glissant sur les gouffres amers.

A peine les ont-ils déposés sur les planches,
Que ces rois de l'azur, maladroits et honteux,
Laissent piteusement leurs grandes ailes blanches
Comme des avirons traîner à côté d'eux...

Le Poète est semblable au prince des nuées
Qui hante la tempête et se rit de l'archer ;
Exilé sur le sol, au milieu des huées,
Ses ailes de géant l'empêchent de marcher.

Et l'on comprit aussitôt qu'au souffle de la tempête, sur quelque océan lointain, le petit rimeur du *Corsaire* s'était sacré grand poète !

III

Des vers ! Tel fut le cri qui s'éleva alors dans le petit cénacle, en une contagion, en une ardeur de poésie. Et sous ce titre très simple et très superbe *Vers* (1), trois camarades projetèrent de publier un recueil : Le Vavas seur, Prarond, Baudelaire. Le jeune poète normand ne put même tenir son inspiration en laisse

(1) *Vers*, par G. Le Vavas seur, E. Prarond, A. Argonne. *Paris, Herman, 1846, in-12, 223 p.*

jusqu'à l'apparition du volume collectif, et donna, à la fin de 1840, un poème venu de la typographie Bailly, — ce qui était d'un bon pensionnaire, — *Napoléon* (1), par Gustave Delorne, ce qui était d'un parfait argenteais. Strophes de début, qui ne manquent ni de mouvement, ni de style, mais dont l'enthousiasme paraît trop artificiel, trop né de la circonstance : « En décembre 1840 — dit Gustave Le Vasseur — nous gelions à côté, Baudelaire et moi, sur une estrade découverte, quand on apporta le corps de Napoléon aux Invalides. La pompe funèbre ne remua que faiblement notre fibre patriotique. J'avais jeté bravement dans le torrent de la publicité une plaquette dont il se vendit brillamment cent exemplaires. Rien de l'iambe, encore moins du dithyrambe. Mon inspiration était restée, entre Barbier et Belmontet (2). »

Mais si l'on n'avait point été ébloui par la splendeur des aigles impériales, comme l'on eût aimé à déployer son vol derrière l'albatros aux grandes ailes blanches ! L'on rimait donc avec fièvre, en plein transport, lorsque se produisit un événement imprévu. Baudelaire retira sa part du volume, au moment où l'on songeait à l'adresser à l'imprimeur. « Il m'avait remis ses manuscrits — écrit Gustave Le Vasseur. — C'était l'ébauche de quelques pièces insérées depuis dans *Les Fleurs du mal* (*Spleen et Idéal*). Sans faire la grimace, je fis des observations. Je voulus même, imprudent ami, corriger le poète. Baudelaire ne dit rien, ne se fâcha point et retira sa part de collaboration. Il fit bien : son étoffe était d'une autre trame que notre calicot, et nous parûmes seuls (3). »

Parurent-ils bien seuls ? D'abord Baudelaire, pour cette œuvre collective, s'était adjoint et ensuite substitué, comme une sorte de doublure poétique, l'un de ses amis et camarades littéraires, Auguste Dozon. Puis, l'influence spleenétique et malade du génial déserteur se fait étrangement sentir dans les poèmes de la petite compagnie abandonnée. Ernest Prarond, qui nota si aimablement plus tard d'exquis airs de flûte sur des motifs graves, brunissait l'acier de ses rimes chevaleresques dans un sonnet aux mail-

(1) *Napoléon*, par Gustave Delorne, Paris, imp. Bailly, in-8°, 14 p.

(2) *Causerie*, dans la *Revue Normande et Percheronne illustrée*, T. III, p. 86.

(3) *Charles Baudelaire*, par E. Crépet, p. xxix.

les très serrées, dédié à Charles Baudelaire (1). Auguste Dozon, sous le pseudonyme d'Argonne, écrit des pièces très vigoureuses de pensée, très lourdes d'expression, qui semblent d'un demi-grand poète, et comme gauchement établies sur quelque puissante charpente de Baudelaire (2). Gustave Le Vavas seur lui-même, assez éveillé pour se méfier de l'influence d'autrui, assez souple pour jouer du gai avec la main droite et du triste avec la main gauche, voit plus sombre dans ce volume qu'en aucun autre de ses livres. Comme dans ces strophes, nées d'un écœurement de carnaval, après quelque boueuse descente de la Courtille, où tintamarrait, en Milord Larsouille, le beau lord Henry Seymour :

Je hais les folles nuits et les éclairs dans l'ombre,
Et pour mon âme hélas ! toute folie est sombre.
Dans l'homme aux flancs serrés apparaît à mes yeux
Cette image où mon Dieu se mirait dans les cie ux ;
Et je prends en pitié cette céleste image
A des autels honnis détournant son hommage.

Des masques avinés et des masques joyeux,
Des haillons empourprés et des habits soyeux,
S'entrechoquaient dans l'ombre, et trinquaient de leur lie
A la chère santé de Madame Folie :
Cette reine-tribun dont le souffle empesté
Fait les hommes égaux devant sa majesté.

(1) *Vers*, p. 133. Voy. dans les *Airs de flûte sur des motifs graves*, les charmantes pièces dédiées à Gustave Le Vavas seur, toutes pleines du souvenir de ce temps de jeunesse.

(2) Peut-être n'est-il pas sans intérêt de faire connaître la carrière et les destinées de ce troisième collaborateur du volume *Vers*. Voici ce que M. Ernest Prarond a bien voulu nous apprendre de lui : « J'ai connu Dozon lorsque j'étais étudiant. Il était, je crois, l'ami de collègue de Baudelaire. Son père était un député de Paris au temps du roi Louis-Philippe. Dozon avait le don d'apprendre facilement les langues et sa curiosité philologique devint une passion. Vers 1844, il apprenait le javanais avec un prince de Java dépossédé par les Hollandais et pensionné par eux à Paris. Plus tard, employé au Ministère des affaires étrangères, il entra dans la carrière consulaire. Il fut envoyé, suivant ses goûts, dans les provinces turques, où l'on parle diverses langues, même le grec. Il résida comme vice-consul, puis comme consul, en Herzégovine, en Albanie, à Chypre, en Roumélie. En ces différents pays, il s'appliqua à l'étude des langues des Balkans et de la Grèce moderne. Il revint de cet Orient, marié, déjà mûr, avec une jeune Grecque, très agréable, mais dont le grand attrait était peut-être qu'elle parlait grec... Quand je l'ai retrouvé, vers 1887, il demeurait à Versailles et enseignait le russe à Paris à l'école des langues orientales. Il y est mort le 31 Décembre 1890. »

Le poète évitait, avec un saint scrupule,
Ce hideux alliage où grouille la crapule ;
Et pensait à part soi, saisi d'un grand dégoût :
Quand la foule fermente et que la liqueur bout,
L'écume vient en haut à la paroi du vase,
L'eau de source jaunit, quand on touche à sa base.

François premier a pu gaspiller ses impôts,
Et vautrer sa couronne, aux fanges des tripots.
Henri cinq d'Angleterre a pu, dans une orgie,
Salir impudemment sa généalogie,
Et, traînant aux égouts sa suite de barons,
Frotter leurs franges d'or aux pourpoints des larrons,

Ce n'étaient que des rois, et moi, je suis poète ;
Je me crois plus qu'eux tous, si je suis plus honnête (1).

Fleur du bien, sans aucun doute, que ce haut-le-cœur poétique,
mais combien noire de teinte et combien âcre de senteur !

IV

Ah ! qu'elles étaient donc plus saines et plus jolies les fleurettes des prés, au bord de l'Orne ! Aussi Gustave Le Vavas seur, tout en sachant éviter le fracas et la fange des carnavals parisiens, n'en appartenait-il pas moins, de regret et de désir, à sa province natale. Et dans sa ferveur normande, il trouvait en particulier deux grands saints de lettres : Malherbe et Pierre Corneille. Peut-être sera-t-on surpris de l'ordre de cette dévotion. Mais Gustave Le Vavas seur, qui avait la religion de la grande langue française, toujours si pure et si forte dans ses œuvres, rendait un culte spécial à Malherbe qui l'avait faite. Et, dès 1840, il forçait ainsi toute la cohorte normande à s'incliner devant le *Caennais au front hautain* :

Sur ton haut piédestal tu sembles te dresser,
Sous tes yeux complaisants tu regardes passer,
— Superbe comme un roi qui reçoit en son Louvre, —

Mézeray, Bois-Robert, Scudéry, Basselin,
Benserade et Segrais, Bertaut et Vauquelin ;
— Et Corneille, en passant, devant toi se découvre. — (2)

(1) *Vers*, p. 9.

(2) *Vers*, p. 26.

Fût-ce un remords vis-à-vis de l'immortel chef de la cohorte ? Fût-ce un scrupule de préséance dans ses admirations provinciales ? Toujours est-il que Gustave Le Vasseur publia, la même année, une volumineuse *Vie de Pierre Corneille*, très documentée et intéressante en certaines parties, mais qu'il ne considéra jamais, il faut bien le dire, comme l'un de ses meilleurs ouvrages. Il indique même, dans un très spirituel sonnet à M. de Chennevières, sa crainte de n'avoir pu, en dépit de son bon vouloir, relever davantage la gloire du maître normand, que ne l'avait fait, jadis, avec une perfide admiration, un génial commentateur :

Certain Bièvre, tombant des nues,
Disait d'une maligne voix
Que les corneilles sont connues
Au talent d'abattre des noix.

Un autre, utilisant ses veilles
En maudissant Cinna qu'il lit,
Dit que, lorsqu'on baille aux corneilles,
On prend Racine dans son lit.

Je méprise leur ignorance
Mais, écoute la confidence
Que je m'en vais te faire ici :

Je te le dis avec mystère,
J'ai composé ce livre-ci
Dans un fauteuil à la Voltaire (1).

Mais de ce fauteuil à la Voltaire, si fauteuil à la Voltaire il y avait, il se levait souvent pour courir le monde et, en particulier, la Normandie. La mode était alors aux pérégrinations, aux voyages en zig-zag, faits le bâton à la main, le bagage sur l'épaule, à la Topffer. Gustave Le Vasseur, sous le pseudonyme de Sylvestre, pérégrina allègrement dans sa province natale et adressa à *La Mosaïque de l'Ouest* le pittoresque récit de ses zig-zags bas-normands. Pages tout emplies de sensations du Bocage, et dont plusieurs annoncent déjà le maître qui donnera un jour, en son admirable livre *Dans les herbages*, la psychologie et la physiologie de notre terre normande. Voyez, dans quelque paroisse per-

(1) Sonnet écrit au verso du titre de l'exemplaire de la *Vie de Corneille*, offert à M. de Chennevières.

due des environs de Domfront, cette humble église et ce pauvre presbytère : « Le curé poussa une barrière peinte en noir, et Sylvestre entra dans un verger couvert de pommiers... A gauche, entourée de son cimetière, était l'église aux murs de granit lié de ciment rouge, à la couverture d'ardoises et au clocher pointu terminé par un coq branlant. Le champ des morts était planté, comme celui des vivants, de pommiers en plein rapport. Ils penchaient même leurs branches, chargées outre mesure, jusqu'à terre. Deux ifs, quatre fois séculaires, ombrageaient une croix de granit, et le porche de l'église, dont la porte était peinte en rouge cru, arrondissait son plein cintre sur le fond vert de tout le paysage ; à droite, se montrait une modeste maison, de construction bizarrement régulière, avec trois portes de grenier en forme de mansardes : c'était le presbytère. Une porte bâtarde avec un dormant s'ouvrait sur un petit corridor borné à l'est et à l'ouest par une cuisine et une salle, et brusquement, au septentrion, par un escalier de bois taillé à la hache. La salle, appartement d'apparat, était encombrée de choses de toutes sortes : tables longues, rondes, carrées ; buffets polis, chaises, y heurtant au hasard des bouteilles vides, des cruches pleines, des pots de beurre... Dans tout cela errait à l'aventure le regard doré du soleil couchant (1). »

Et les saints, les petits saints, comme l'on disait à Passais, ne les voilà-t-il pas, si ridicules pour l'artiste, si touchants pour le poète :

« Ça et là, il y avait aux murs du temple rustique quelques saints grotesques assis ou debout sur des corbeaux saillants du mur qui tenaient lieu de cariatides. Ici, c'était saint Julien, premier évêque du Mans, mitre dorée en tête, crosse au poing et chasuble bariolée sur le dos ; là, sainte Radegonde, en reine de France avec une couronne de lis et une barette à carreaux ; puis saint Sébastien, rouge de chair, attaché à un poteau brun et percé de flèches avec leurs trouées de sang sur la peau ; saint Michel-Archange, brandissant un sabre de cavalerie, vêtu à la romannique et foulant aux pieds un Satan décapité ; sainte Barbe, une tour grisâtre dans la main gauche et une palme verte dans la droite ; saint Taurin, l'air farouche sous des vêtements épiscopaux ; saint Maurice, un gros bouquet au poing, casque en

(1) *La Mosaique de l'Ouest*, année 1846-47, p. 46.

tête, lance en arrêt, les jambes nues chaussées de bottes à l'écuyère (1). »

Ne sont-elles pas fidèles et impressives les images que Sylvestre jette ainsi sur son album, visions de nos pays très anciens, Houlme ou Passais, naïves, perdues, si chères ?

V

Il fallut enfin revenir à Paris ; non dans une de ces diligences enchantées comme celle qu'il fit passer en un conte fantastique dans la *Revue de Rouen*, mais dans un véritable coche de torture, où, « entre une nourrice et un maquignon, il pensa mourir d'asphyxie et de tétanos. » Réinstallé rue de Beaune, dans un appartement qu'il occupait avec Jules Buisson, Gustave Le Vavas seur prépara l'un de ses plus charmants volumes, pour lequel son compagnon burina des eaux-fortes puissamment tirées des textes. Ce sont les *Poésies fugitives*, qui naissent dans la province, près du côteau paternel que l'Arnette entoure d'un fil d'argent, pour s'en aller, à Paris, flâner au Palais-Royal,

Palais vulgarisé, bourgeois créé puissant
Roi tombé citoyen, de cardinal en prince (2).

et revenir aux landes du pays natal, dont Gustave Le Vavas seur subira la suggestion triste et robuste, au point de devenir, dans ses *Études d'après nature*, comme notre Millet ornaï. Et déjà, à Paris, il pressentait, en ce temps-là, qu'il serait le chantre parfait de notre terre :

Mon cœur, mon pauvre cœur est une terre en friche,
Avec des trous profonds, creusés par les hivers,
Puis, ainsi qu'il arrive aux plus tristes déserts,
La fleur sauvage y croît où le sol est plus riche (3).

La fleur sauvage, à la tige droite et gracile, tout emplie de sève normande, n'est-ce pas là la poésie de Gustave Le Vavas seur ?

(1) *Ibid.*, p. 49.

(2) *Poésies Fugitives*, p. 193.

(3) *Ibid.*, p. 143.

Mais le sol d'où elle devait s'élever et monter très haut, s'était singulièrement enrichi, grâce à dix ans de culture parisienne. Aussi, l'ancien pensionnaire de la maison Bailly ne put-il se défendre, en s'éloignant de Paris, d'un sentiment d'émotion reconnaissante, pensant à tout ce qu'il emportait de la grande ville de lettres, songeant à tout ce qu'il n'y retrouverait plus. L'étudiant, quittant Paris, laisse derrière lui toute une expression de jeunesse, qui, très promptement, cessera d'exister. Et lorsque, dix années après, il reviendra au quartier, il y trouvera tout transformé, études, plaisirs, façons, jusqu'au décor matériel de son théâtre de jeunesse. Musette et Mimi Pinson sont mortes depuis longtemps, et si elles provoquent encore notre curiosité, dans la pièce de Murger, dans les opéras de Piccinni et de Leoncavallo, c'est par l'attrait d'une Bohème disparue. Pauvres étudiantes, à classer comme les ribaudes, en quelque musée de Cluny sentimental !

Or ce fut à la première représentation de la comédie de Murger, *La Vie de Bohême*, que se rencontrèrent, pour la dernière fois, selon l'expression des feuilletonnistes d'alors, tous les personnages de cette petite chronique. M. Ernest Prarond, que son amitié très profonde et très fidèle a fait, dans des publications successives, le biographe de Gustave Le Vavas seur, rend ainsi compte de cette soirée mémorable : « Je me souviendrai toujours avec joie de la fête que nous donna, dans la salle des Variétés, cette *Vie de Bohême*. C'était bien là une fête de la jeunesse travailleuse, littéraire, triomphante dans Murger. Banville, Le Vavas seur, Monselet et vingt autres y coudoyaient Fauchery, Moland et Vitu (1). » Gustave Le Vavas seur semble avoir emporté de cette dernière fête comme une qualité de jeunesse, qui ne lui fit jamais défaut. La jeunesse, par la joie, la vigueur et la fierté, anime toute son œuvre et saura la soutenir. Nul de nous ne l'a vu vieux, et le souvenir que gardent de lui ses plus anciens compagnons est presque celui que nous en gardons nous-mêmes, tant il savait par sa condescendance, son enjouement, sa gaieté, se faire le camarade, l'ami des jeunes. Et leur ami très dévoué et très fidèle, car il avait la religion de l'amitié et, à la dernière page de ses *Poésies Fugitives*, il jetait cette sorte d'affectueux défi :

(1) *De quelques Écrivains nouveaux*, par Ernest Prarond, p. 188.

Lorsque je serai mort, oh ! je vous en convie
Si vous vous rappelez une heure de ma vie
Où d'amitié j'aie oublié la loi,
Oubliez-moi ! (1)

Qui de nous, mes chers confrères, pourrait l'oublier ? Qui de nous ne conservera toujours pieusement, au plus profond du cœur, le souvenir du maître et de l'ami, que nous pleurons hier et que, demain, nous allons voir revivre ?

Comte G. DE CONTADES

(1) *Poésies Fugitives*, p. 217

COMPTE RENDU

DES TRAVAUX DE LA SOCIÉTÉ PENDANT L'ANNÉE

Par M. Henri BEAUDOUIN, Secrétaire général

MES CHERS CONFRÈRES,

La présente Séance devant être un peu chargée, je me reprocherais de retarder le plaisir que vous allez avoir, d'écouter tout-à-l'heure les études intéressantes préparées par nos confrères. Je ne vous retiendrai donc que le moins possible sur les menus faits d'un compte-rendu qui, en bon français, est un peu synonyme de procès-verbal, et j'entre en matière sans autre préambule.

MESDAMES, MESSIEURS,

Je dois commencer, selon l'usage, par vous donner l'histoire intérieure de notre Société pendant l'année. Vous pensez bien qu'elle n'est pas riche en événements. Le mouvement du personnel a été peu sensible, la Société se maintient aux environs de son chiffre habituel de 200 membres. Elle a eu à déplorer la mort de trois d'entre eux : M. JOUSSELIN, M. Charles du HAYS et M. l'abbé ROMBAULT.

M. Jouselin s'occupait peu d'histoire ou d'archéologie ; il préférerait, ce qui est encore mieux, se livrer à la charité et aux bonnes œuvres. Sa bonté était parfaite, sa libéralité inépuisable ; mais il n'était pas seulement généreux de sa bourse ; il tenait à l'être également de son temps et de son cœur.

M. du Hays, enlevé après une vie longue et bien remplie à l'affection de ceux qui l'ont connu, s'est livré principalement, au point de vue théorique et pratique, à tout ce que touche à

l'élevage. Pendant près de quarante ans, il fut un des principaux rédacteurs du *Journal des Haras* et de la *Revue des Haras* ; mais cette spécialité ne l'empêchait pas d'embrasser plusieurs autres études. L'histoire locale notamment l'attira à maintes reprises et fut pour lui l'occasion de plusieurs publications intéressantes. Esprit charmant et très ouvert, conteur agréable, savant sans pédanterie, on peut le regarder comme le type du brave propriétaire terrien, dont la grande ambition est de répandre autour de lui le bon exemple, aussi bien que les connaissances utiles.

M. l'abbé Rombault, ancien professeur d'histoire, puis supérieur du Petit-Séminaire de Sées et enfin Curé-Doyen de Messei, a été, depuis l'origine de notre Société, un de ses Membres les plus actifs. Ses articles, qui embrassent les sujets les plus divers, sont au nombre d'au moins vingt ou vingt-cinq et se recommandent par une érudition sûre et une forme irréprochable. Sa compétence dans toutes les questions qui concernent l'histoire et spécialement l'histoire du département de l'Orne, l'a constamment désigné aux suffrages de ses confrères en qualité de Membre de la Commission de publication. Sa perte ne peut manquer d'être vivement ressentie parmi nous.

Le fait le plus intéressant que j'aie à vous signaler dans l'année concerne le monument qui doit être élevé à Argentan à la mémoire de notre ancien Président, M. Gustave LE VAVASSEUR. M. Le Vavas seur était connu, c'est-à-dire aimé, non seulement dans son pays, mais à Paris et dans toute la France ; ses œuvres poétiques sont goûtées partout. Plusieurs de ses amis désirant perpétuer son souvenir et lui donner un témoignage public de leur affection et de leur estime, se sont constitués en comité d'initiative et ont résolu d'ériger son buste sur la place du Collège, à Argentan. Notre Société de l'Orne, qu'il a dirigée avec tant de distinction pendant six années, est heureuse et fière de s'associer à cette bonne pensée. Demain, comme vous le savez, aura lieu la cérémonie solennelle de l'inauguration. Je ne doute pas que bon nombre de Membres de la *Société Historique* ne tiennent à s'y trouver. C'est même dans cet espoir que notre Séance générale a été fixée à aujourd'hui, et dans la ville même d'Argentan.

Messieurs, je ne serai démenti par personne, si je vous dis

que notre Séance générale de l'an dernier a été particulièrement intéressante. Il est sûr que nous n'en avons pas encore eu d'aussi brillante. La présence de notre Evêque, Mgr Bardel, de notre Sénateur, M. le duc d'Audiffret-Pasquier, en rehaussaient encore l'éclat. Je dis la présence ; ce n'est pas assez ; nous ne pouvons en effet oublier les gracieuses allocutions qu'ils ont prononcées en réponse aux paroles de bienvenue que venait de leur adresser notre Président, M. le comte de Contades.

M. de Contades se félicitant, au nom de la Société, de l'intérêt que Monseigneur voulait bien prendre à nos travaux, lui avait fait remarquer qu'il ne faisait ainsi que continuer les traditions de son prédécesseur Mgr Trégaro.

Il exprimait en même temps l'espoir que la protection de leur évêque ne manquerait pas d'encourager le zèle des prêtres, qui, dès maintenant, par leur nombre et l'importance de leurs études, sont l'honneur de la Société.

« N'en doutez pas, répondait Monseigneur ; mon regard, en
« parcourant vos rangs, s'arrête, heureux et fier, sur le nombre
« de mes prêtres qui vous prêtent le concours de leur travail et
« de leur intelligence. Qu'ils en reçoivent ici mes félicitations
« et mes encouragements.

« Sans doute, disait-il encore, vous arrachez à l'oubli les
« hommes, les évènements et les choses... Mais ces évènements,
« vous ne les séparez pas de leurs causes. Il me plaît de le dire
« bien haut : vous êtes les grands artisans de la gloire de Dieu ;
« car vous traduisez l'hymne chanté à sa louange par les voix
« majestueuses qui dominent les évènements et les âges. »

S'adressant à M. le duc d'Audiffret-Pasquier, un des quarante de l'Académie française, et aussi un de nos collègues de la première heure à la Société historique, M. de Contades s'était attaché à vanter son patriotisme, français avant tout, bien entendu, mais plus spécialement ornais, en quelque sorte, et sa bienveillance pour les travailleurs normands, bienveillance héréditaire dans sa famille, et qui ne remonte pas à moins de quatre siècles.

« Quelle entreprise plus utile pouvons-nous poursuivre,
« répond M. le duc Pasquier, que de rechercher dans les débris
« du passé, sous la poussière des archives, les documents qui
« permettent de rétablir dans sa sincérité l'histoire du pays, et

« de reconstituer le trésor artistique de la France ». Nul, d'ailleurs, plus que lui, n'avait d'autorité pour venger l'art français des mensonges accrédités par les étrangers. L'historien et l'ami du duc d'Aumale n'avait qu'à laisser parler ses souvenirs et son cœur pour trouver dans les superbes collections de Chantilly et dans les exemples du Prince, les meilleurs modèles à proposer à une société comme la nôtre.

M. le comte de Contades, s'inspirant du lieu et de l'auditoire, a consacré son discours présidentiel aux prédécesseurs de notre évêque de Seès, Bertaut.

Avant Bertaut, lui-même connu par les vers de Boileau, ses deux prédécesseurs, de la même famille que lui, ont également leur place marquée dans les rangs de la littérature. Ce sujet avait de quoi tenter les goûts d'érudition de notre président.

Son premier héros, Pierre Duval, qui figura au Concile de Trente, était théologien et poète, et même, par une sorte de fantaisie bien digne de l'époque de la Renaissance, il mettait en vers sa théologie. Ses vers, du reste, n'en étaient pas pour cela plus mauvais. Il paraît que ses relations d'amitié avec du Bellay leur furent utiles à tous deux : le poète donnant à l'évêque quelque chose de sa charmante facilité, et l'autre lui payant sa dette en graves leçons, dont il sut faire son profit.

Louis du Moulinet, neveu et successeur de Pierre Duval, fut surtout orateur. Avant son élévation à l'épiscopat, accompagnant son oncle au Concile de Trente, sa réputation l'avait fait inviter à porter la parole au nom de l'Eglise de France, et son érudition, ainsi que ses superbes périodes latines, lui conquirent l'admiration de tout le monde chrétien. Plus tard, ses discours aux Etats de Blois, au Concile de Rouen, et d'autres encore, ne firent qu'ajouter à son renom d'éloquence.

Claude de Morenne, qui était le neveu de Louis du Moulinet, fut à la fois poète et orateur. L'oraison funèbre qu'il prononça en l'honneur de son oncle, permet de les apprécier l'un et l'autre, et M. de Contades s'en est inspiré pour son travail. Il cite aussi quelques-unes de ses nombreuses poésies, sacrées ou profanes.

Etant curé de Saint-Méry à Paris, Claude de Morenne avait été mêlé aux querelles de la Ligue, et grâce à sa prudence et à sa modération, avait eu l'honneur de contribuer à la conversion

de Henri IV. Mais l'esprit de conciliation n'était pas précisément la vertu de ce temps-là. L'évêque eut plus d'une fois l'occasion de s'en apercevoir. Il se consolait de ses ennuis dans le commerce des Muses.

M. l'abbé Rombault a célébré, dans sa lecture, les saints martyrs Gervais et Protais, les antiques patrons de notre église cathédrale. Il suit avec une érudition sûre, doublée d'une affection qu'on me permettra d'appeler toute filiale l'histoire de leur culte, depuis saint Ambroise et saint Augustin jusqu'à nos jours. Il rappelle la visite de saint Germain, s'arrêtant à Sées pour y vénérer leurs reliques ; l'évêque Hildebrand prenant le bâton de pèlerin pour préserver leurs corps de la fureur des Normands, et emportant son précieux dépôt dans les environs de Meaux ; la superbe église élevée en leur honneur par l'évêque Ives de Bellême ; enfin la cathédrale actuelle bâtie au XIII^e siècle par Jean de Bernières.

Il fallait toutefois, pour entretenir le superbe monument, des sommes importantes. Pour y faire face, fut fondée une confrérie longtemps florissante en l'honneur de saint Gervais et de saint Protais. La confrérie n'existe plus ; mais les besoins sont toujours urgents. L'Etat, l'Evêque, les fidèles ont là une belle occasion d'exercer leur générosité et leur zèle.

Les histoires du temps de la Révolution intéressent presque toujours ; celle que nous donne M. l'abbé Richer est particulièrement attachante. Il raconte, dans toutes ses péripéties, la dispersion des religieuses de la Providence de Sées. Contre ces pauvres filles, qui n'avaient commis d'autres crimes que de prier Dieu, de soigner les malades et d'apprendre à lire et à travailler aux enfants, il paraît que tous les procédés de persécution furent jugés bons. Rien ne leur fut épargné : ni les mesquines tracasseries, ni les violences brutales, ni les dénonciations hypocrites, ni les spoliations injustifiées, ni les appels à la légalité, ni les mouvements populaires provoqués par l'autorité elle-même.

La tourmente a passé, non sans grand dommage pour tout le monde. Quant aux religieuses, elles ont souffert courageusement et sans faiblir ; mais après une éclipse momentanée, elles sont revenues, et elles sont toujours là.

Le Français n'est plus colonisateur, dit-on souvent, et l'on ne manque pas d'ajouter : c'est bien fâcheux, car la colonisation

pourrait être un moyen de rénovation matérielle, et même morale pour notre pays.

M. du Motey, dans une étude savante et très documentée, s'est appliqué à nous retracer quelques-uns des succès en ce genre de nos grands-pères les Normands du ^{xvii}^e siècle, à propos de la fondation et du développement de leur colonie de la Martinique. Ah ! il leur fallait de l'énergie et du courage ; mais comme la moisson finale était riche ! *Ense et aratro*, a-t-on dit d'une autre colonisation. Il faut dire ici pour avoir la formule complète : *Cruce, ense et aratro*. Sans cesse courbés sur le sillon pour défricher, planter et tirer de la terre leur subsistance de chaque jour ; sans cesse l'épée à la main, pour défendre leur vie contre leurs ennemis, Caraïbes, Anglais ou Hollandais ; dès l'origine, ils avaient eu soin d'appeler pour les aider des Jésuites, des Dominicains, des Capucins ; ils avaient partout fondé des paroisses, et ainsi avaient donné à leur œuvre le ciment nécessaire de la Religion.

M. du Motey cite en terminant un certain nombre de familles normandes, tant dans le peuple que dans l'aristocratie, qui se sont perpétuées et qui existent encore aujourd'hui à la Martinique. Alençon, Nonant, Falaise, le Renouard, etc., sont représentés dans cette liste, que, sans doute, il serait possible de grossir, en cherchant bien.

Les questions d'enseignement sont actuellement à l'ordre du jour. M. l'abbé Frébet, professeur au Petit-Séminaire de la Ferté-Macé, était donc sûr d'intéresser son auditoire en racontant la vie de l'abbé Huet, qui, de 1806 à 1812, fut placé par son évêque à la tête de cette maison, récemment ouverte pour les besoins du diocèse. Cette vie extrêmement simple, toute de vertus modestes et de mérites cachés, fut rehaussée toutefois par une fidélité inaltérable aux devoirs, même difficiles, par le courage à souffrir la persécution, la prison et l'exil pour la foi, et enfin par la patience en face des oppositions et des épreuves les plus pénibles.

M. du Motey et M. l'abbé Frébet nous ont un instant détournés de Sées ; nous y revenons avec M. Tournouër. Il a consacré son étude à la cathédrale de Sées.

Ce n'était pas trop de la haute compétence et de la sûreté d'érudition de M. Tournouër, pour faire goûter un sujet aussi

souvent traité ; sujet inépuisable heureusement, auquel l'auteur a su redonner la jeunesse et l'intérêt de l'inédit.

Le travail de M. Tournouër est surtout historique. Il y a plaisir à parcourir avec lui toutes les phases de notre, ou plutôt de nos églises de Sées, depuis l'œuvre d'Azon, vers la fin du x^e siècle, jusqu'à la superbe basilique que nous admirons aujourd'hui.

Hélas ! les constructions qui se succédèrent dans le cours des siècles ne supposent-elles pas autant de ruines ; chacune n'étant que le remplacement de la précédente ?

Mais si les attaques à main armée et les incendies ne laissaient pas aux siècles le temps d'accomplir leur œuvre de destruction ; que dire aussi des restaurations maladroites, des lourdes fautes contre le goût, du vandalisme conscient ou inconscient ?

M. Tournouër qui, plus que personne, était en situation de proposer ses vues personnelles, n'aurait pas été satisfait, s'il ne les avait complétées et revêtues d'une plus grande autorité par les documents inédits qu'il a trouvé moyen d'y ajouter.

La Société historique, toute grave qu'elle est d'habitude, est heureuse de goûter, au moins une fois par an, les charmes de la poésie : c'est le dessert à la fin d'un succulent repas.

Nos autres membres ont été chercher, pour en faire le sujet de leurs lectures, tel ou tel de nos évêques, les Duval, les Claude de Morenne, les Bertaut ; M. Wilfrid Challemel, leur préfère simplement le héros de la farce, le sagien Gaultier Garguille ; mais il nous le présente avec une si gracieuse gaité, qu'on ne peut qu'applaudir à son choix. Allez donc résister aux refrains de M. Challemel ! Allez chercher ailleurs des modèles plus achevés de fine et innocente raillerie que ses tableaux de la bonne ville de Sées, de ses séminaires, de ses calmes études, de son religieux silence !

M. Germain-Lacour est connu de vieille date. Les vers qu'il consacre à notre évêque-poète Jean Bertaut, se recommandent par l'élévation de la pensée, par la noblesse des sentiments, par la pureté de la forme :

« Avec toi, je le sais, évêque à l'âme tendre,
Je sais qu'il faut aimer, croire, prier souffrir.
Quatre mots, c'est assez pour qui sait les entendre.
Tout le secret est là, pour vivre et pour mourir. »

M. Florentin-Loriot affectionne les pays du soleil, l'Afrique, l'Orient ; il a voué surtout son amour à l'Arménie persécutée et malheureuse. Il entend bien nous faire partager ses sentiments, et il n'a pas de peine à réussir : la cause est si belle, l'avocat si convaincu, les vers si harmonieux !

Son premier morceau, l'*Ange du Baptême sur les grèves de l'Afrique idolâtre*, chante en trois sonnets, le sacrement et les biens de la régénération d'une partie du monde païen.

Ahasverus retrace la marche séculaire et la lassitude du Juif déicide, poursuivi par la malédiction de l'Homme-Dieu, jusqu'au jour final où l'attend la miséricorde et le pardon.

Dans une troisième composition, M. Loriot adresse ses vers à la statue de Léon V de Lusignan. Ce roi nominal, qui appartient à la France par son origine, à l'Arménie, par son titre, mais qui ne régna jamais sur son peuple ; ce prince étranger, dont on voit le tombeau à Saint-Denis, parmi ceux de nos rois, avait tout ce qu'il fallait pour tenter la verve poétique d'un esprit comme M. Loriot.

En somme, M. Loriot nous donne neuf sonnets. S'il est vrai, comme le dit Boileau, qu'un sonnet vaut seul un long poëme, que dire de neuf sonnets ?

J'arrive à nos bulletins de 1898. L'année s'ouvre par une *Histoire de Saint-Martin d'Argentan*. Ce travail important, qui a pour auteur M. l'abbé Hommey, occupe une notable partie des trois premiers bulletins.

M. l'abbé Hommey connaît à fond cette paroisse de Saint-Martin et lui porte une grande affection ; aussi ne néglige-t-il rien pour la faire valoir. Origine et description du monument, ses époques architecturales et ses beautés, ses diverses parties, vitraux, clochers, autels, chapelles, etc., il n'est pas un détail qu'il ne passe en revue. Il n'a garde d'oublier un point très curieux, c'est que les deux églises d'Argentan, Saint-Martin et Saint-Germain, n'ont constitué de toute antiquité, et jusqu'en 1884, qu'une seule et même paroisse, sans que l'une pût prétendre à aucun honneur, prérogative ou prééminence sur l'autre ; ce qui n'empêchait pas chacune d'avoir ses prêtres, son territoire, assez mal déterminé, il est vrai, ses confréries, ses corporations. Ce régime extraordinaire, dont on ne citerait pas beaucoup d'autres exemples, donnait lieu naturellement à bien des

complications et à des chicanes, auxquelles ne paraient qu'imparfaitement les règlements épiscopaux.

L'œuvre si complète de M. Hommey sur le sujet restreint qu'il a choisi l'a naturellement amené à toucher par extension une foule d'autres points, tant de l'histoire religieuse que de l'histoire civile ou militaire d'Argentan. Aussi serait-il difficile désormais de produire un travail quelque peu important sur cette ville, sans tenir compte de ses savantes recherches.

A propos de M. l'abbé Hommey, je puis, ce me semble, sans indiscretion, saluer à l'avance l'*Histoire du diocèse de Sées*, qu'il se propose de publier prochainement. Cet ouvrage, qui ne comprendra pas moins de cinq volumes, est depuis plusieurs années l'objet des études de M. Hommey, et lui a coûté de longues recherches. Il sera accueilli par tous ceux qui s'intéressent à l'histoire de notre pays avec une faveur d'autant plus marquée que les qualités de l'auteur et son érudition bien connue sont de sûrs garants de la manière dont il est composé.

M. le vicomte de Broc nous révèle un duc de Saint-Simon tout nouveau, ou du moins fort peu connu, D'autres ont étudié en lui l'historien grand seigneur, entiché de sa noblesse et faisant par l'intempérance de sa plume l'effroi de ses contemporains. M. de Broc le transporte dans sa terre du Perche, à la Ferté-Vidame, menant la vie d'un bon provincial et d'un bon chrétien ; ce qui ne l'empêchait pas, là comme ailleurs, de donner carrière à sa verve mordante. Quand on songe qu'à sa mort, il ne laissa pas moins de 177 volumes de mémoires, on comprend qu'il devait écrire partout où il se trouvait. On savait de vieille date qu'il cultivait l'amitié de notre célèbre abbé de Rancé ; M. de Broc jette cependant un nouveau jour sur les relations de ces deux hommes. Il donne notamment de curieux détails sur la façon originale dont Saint-Simon fit exécuter par le peintre Rigaud le portrait du vénérable réformateur de la Trappe.

J'ai parlé dans mon rapport de l'an dernier d'un travail de M. Urbain de France intitulé : *Une famille d'Argentan, correspondance d'un subdélégué* ; M. de France en a donné cette année la fin. Ce que j'ai dit de la première partie, je n'ai qu'à le répéter à propos de la seconde. Il est bon de noter toutefois que si, dès l'an dernier, l'article de M. de France était déjà précieux

pour l'histoire d'Argentan, il l'est devenu bien davantage encore cette année, à cause des détails plus nombreux et plus importants auxquels l'auteur a été amené sur les faits intéressant cette ville.

L'état des campagnes et la condition des paysans, la division et la répartition de la propriété en France avant 1789, sont l'objet de discussions du plus haut intérêt. Ce n'est qu'à force de recherches et d'études qu'il sera possible de résoudre ces questions qui passionnent les écoles et les savants. M. Duval n'a pas craint de les aborder à son tour, et même de signaler, non sans succès, les erreurs et les exagérations commises par les notabilités les plus en vue, les Lavoisier, les Taine et autres. Il faut dire qu'il y a été encouragé par un savant professeur à la Faculté d'histoire de l'Université de Kiew, M. Loutchiski, qui, dernièrement, a consacré plus de quinze journées à faire des recherches aux Archives de l'Orne sur cet important sujet.

On conçoit que toutes les communes ne se prêtent pas également à ces sortes d'études ; il s'est trouvé que celle de Monnai y est des plus favorables et possède des rôles très détaillés et très complets sur le nombre, la valeur et l'étendue des parcelles de terre imposées ; de sorte qu'on peut la regarder comme une sorte de type.

Je ne puis, naturellement, suivre M. Duval dans l'établissement détaillé de ses rôles et états. Pour cette seule petite commune de Monnai, ils ne comprennent pas moins de trente grandes pages de chiffres et d'abréviations, d'une lecture assez difficile.

L'importance de ce document a du reste été appréciée ailleurs qu'au sein de notre société, et je sais que des explications et de nouveaux travaux ont été sollicités auprès de M. Duval par des sociétés d'économie politique de Paris, notamment par l'Union de la paix sociale, qui appartient à l'école et s'honore des traditions de Le Play.

Sous ce titre : *Pâques au Pays d'Auge*, M. Perrote rapporte une coutume actuellement encore en vigueur dans quelques communes ; mais qui tend à disparaître. Les sociétés comme la nôtre n'ont-elles pas précisément dans leurs attributions le soin de conserver le souvenir de ces vieux usages ?

M. Charles Vérel a l'avantage de posséder une grande partie

des titres et papiers de la seigneurie de la Motte-Fouquet. Pour donner à notre Société l'histoire de cette maison, il lui a donc suffi de compléter sa propre collection au moyen de documents puisés à diverses sources, notamment au Cabinet des titres, à la Bibliothèque nationale, et dans les collections d'Hozier. Du reste, il n'a pas négligé de s'entourer en outre de tous les renseignements qu'il a pu se procurer, de n'importe quels côtés. Il n'est pas donné à tout le monde d'écrire ainsi toute l'histoire d'une importante maison sur pièces authentiques se suivant presque sans lacunes depuis le ^{xiii}^e siècle jusqu'à nos jours.

Le Passais a été depuis quelque temps le sujet de plusieurs travaux ; M. l'abbé Boissey, curé de Beauchêne s'est proposé d'ajouter à ces études le fruit de ses propres recherches. Dès avant l'ère chrétienne, les Druides, séduits par la beauté des sites et la grandeur des forêts, avaient dans ce pays des établissements : les monuments mégalithiques s'y rencontrent à chaque pas ; les légendes y foisonnent. Un peu plus tard, les fondations chrétiennes s'y multiplient ; les saints y deviennent nombreux, au point que le mot, *les saints du Passais*, est une expression reçue dans l'histoire. L'invasion normande ne fait que continuer ces bonnes traditions : qu'il suffise de nommer ici les moines de Savigny et l'abbaye de Lonlay, qui a donné son nom à une grande paroisse.

La famille la plus importante du Passais est la famille Achard. On cite, dès le ^{vii}^e siècle, un saint Achard, abbé de Jumièges, qui était né à Poitiers. Il y eut des Achard parmi les compagnons de Guillaume le Conquérant ; il y en eut aux Croisades ; plusieurs se distinguèrent dans la carrière des armes ou dans l'Eglise. C'est vers le ^x^e siècle qu'un membre de cette famille vint se fixer dans notre pays, à Saint-Mars-d'Egrenne. Elle s'est, depuis cette époque, divisée en plusieurs branches.

M. l'abbé Boissey n'ayant pas encore terminé son étude, je dois remettre à l'année prochaine la fin de mon compte-rendu. Qu'il me soit permis au moins de dire que la partie qu'il nous a donnée fait vivement désirer le reste.

M. l'abbé Dumaine signale à la Société un plan très intéressant de la ville de Sées, dessiné à la plume, en 1777, par un religieux Eudiste. On y peut reconnaître sans difficulté la plupart des édifices qui existaient alors à Sées, et dont un bon

nombre ne sont déjà plus, après un siècle, qu'à l'état de souvenir. Cette pièce, qui faisait partie de la collection de notre regretté confrère, M. Dubois-Guchan, a été gracieusement donnée à la ville de Sées et figure avec honneur dans une des salles de son Hôtel de Ville. Avis à ceux qui auraient le désir d'aller l'y consulter.

On pourrait soutenir jusqu'à un certain point qu'on reconnaît un peuple à la façon dont il s'amuse. Ceci s'applique particulièrement à la Revolution. Ses fêtes publiques, avec leur mélange de naïvetés prétentieuses et de sentiments faux, ont un cachet qu'on ne retrouve nulle part, et qu'il serait difficile d'imiter, M. Chambay les a étudiées spécialement dans le pays de Domfront. Il les suit, dans leurs phases successives, depuis 1789 jusqu'à 1800, et même jusqu'à 1815 ; car, avec un fond commun et des ressemblances évidentes, elles offrent d'ailleurs des différences très notables, selon les idées qui dominaient aux diverses années de cette époque si mouvementée.

Messieurs, sans parler des Sociétés savantes, au nombre de 43, qui échangent leurs publications avec les nôtres, la Société historique de l'Orne a, comme vous le savez, la bonne habitude d'insérer dans ses bulletins des comptes-rendus succincts des livres ou brochures qui lui sont adressés. C'est un peu plus qu'un accusé de réception ou même qu'un simple remerciement, et cela fait en général plaisir aux auteurs. Je ne puis, faute de temps, m'étendre sur ce sujet. Qu'il me suffise de dire que M. l'abbé Letacq a rendu compte de plusieurs brochures sur l'histoire naturelle, qui ont pour auteurs MM. l'abbé Olivier, Ambroise Gentil, Auguste Chevalier, Blanchetière, Œlert et Bigot ; que moi-même j'ai rendu compte d'ouvrages offerts par MM. le baron des Rotours, l'abbé Dumaine et l'abbé Letacq ; qu'enfin des travaux de MM. Robert Triger, le comte de Charencey, l'abbé Gaulier, Eugène Vimont continuent à attendre leurs comptes-rendus.

Je crains, Messieurs, d'avoir été trop long ; et pourtant je suis loin d'avoir été complet. Puissé-je avoir au moins réussi à vous montrer que, dans sa modeste sphère, notre Société a bien son mérite : qu'elle a travaillé, ce qui est déjà quelque chose, et que de plus, en appliquant ses travaux aux choses du passé, elle a fait œuvre utile et qui restera dans l'avenir. H. BEAUDOUIN.

FRAGMENTS D'HISTOIRE DIOCÉSAINE

Le département de l'Orne peut être fier à plusieurs titres des enfants qu'il a produits. Sans nous éloigner beaucoup d'Argentan, où nous sommes réunis aujourd'hui, nous trouvons dans un faible rayon un saint, que l'Eglise est sur le point de placer sur les autels, le vénérable Jean Eudes ; les historiens y sont représentés par son frère, François Eudes de Mézeray ; enfin le troisième de cette famille remarquable, Charles Eudes d'Houay, nous y montre le type de l'administrateur intelligent et zélé, du magistrat intègre et incorruptible ; la gloire militaire y est personnifiée d'abord par trois maréchaux de France, Malignon, né à Gacé, et deux autres sortis tous deux de la puissante race des Médavy-Grancey ; nous pourrions citer au second rang beaucoup d'autres soldats illustres. Conté, de Séez, a brillé dans la pratique des arts industriels, et jusqu'à un certain point, des beaux-arts. Des Yveteaux y avait déjà cultivé la poésie ; et pour terminer cette nomenclature abrégée, la glorification de M. Gustave Le Vavasseur, notre vénéré et regretté président, offre aujourd'hui à notre admiration un poète, doublé d'un historien et d'un littérateur distingué.

A Dieu ne plaise, que nous entreprenions de faire ici l'éloge de notre héros : les bouches les plus éloquentes et les plus autorisées le feront amplement pendant ces deux jours : il faut que le champ leur reste entièrement libre. Mais il ne nous a pas semblé entièrement hors de propos de vous entretenir d'avance pendant quelques instants de l'organisation, dans notre bonne ville d'Argentan, des études, qui contribuèrent pour leur bonne part à la formation de M. Gustave Le Vavasseur.

Au commencement, du ^{xiv}^e siècle, les monastères, qui jusqu'alors avaient été les détenteurs principaux, presque uniques, de la science et de l'enseignement, voyaient s'écrouler peu à peu la puissance intellectuelle dont ils avaient joui

jusqu'alors ; et le mouvement d'émancipation qui se faisait sentir déjà depuis plus d'un siècle avait donné lieu à la création des universités. On fit appel à tous les talents, à toutes les bonnes volontés. L'élément séculier et même l'élément laïque, s'unirent à l'élément religieux ; et alors au milieu des autres, les moines reculèrent d'un pas et laissèrent la première place aux Ordres mendiants, dont les deux principaux, les Franciscains et les Dominicains, avaient été fondés seulement depuis un siècle. Ces deux Ordres qui menaient de pair la prédication et l'éducation furent pendant un certain temps les principaux maîtres de l'enseignement, et ce fut sous leur direction que l'Université de Paris, déjà célèbre au ^{xii}^e siècle sous l'influence du Maître des Sentences, Pierre Lombard, devint sous saint Louis de beaucoup la première du monde entier.

La réputation colossale dont jouissait cette institution inspirait à tous les amis des sciences et des arts le désir de profiter de l'enseignement qu'elle répandait d'une manière si supérieure : il se bâtit à Paris nombre de collèges destinés à fournir un asile aux jeunes gens, principalement aux pauvres, qui voulaient suivre les cours de l'Université. Ces collèges portaient ordinairement le nom du lieu habité par leurs fondateurs.

Le plus ancien collège normand de ce genre dont nous ayons pu constater l'existence est le collège de Bayeux. Il fut fondé à Paris, rue de la Harpe en 1308, par Guillaume Bonnet, originaire des environs de Domfront et dignitaire de l'église d'Angers. Ce collège était destiné à recevoir 12 boursiers : six du diocèse d'Angers et six du diocèse du Mans, dont le pays de Domfront faisait alors partie. Ces six derniers devaient autant que possible être pris dans la contrée nommée le Désert, qui appartient aujourd'hui à notre diocèse et à notre département, et à laquelle le fondateur portait un intérêt tout particulier. Plus tard, Guillaume ayant été nommé évêque de Bayeux, son collège prit, comme naturellement, le nom de son diocèse, et devint le collège de Bayeux.

Le collège de Séez ne fut fondé qu'un siècle après celui dont nous venons de parler. L'église de Séez avait été gouvernée de 1384 à 1405, par Grégoire l'Anglois, « homme prudent et sage, dit Marin Prouverre, qui aimait les lettres, et estimait beaucoup les savants ». L'un des principaux soins de ce digne prélat, fut de

relever autant que possible dans son diocèse le niveau des études. L'an 1399, il fonda à Angers une maison destinée à recevoir les boursiers de son Séminaire, qui désiraient suivre les cours de l'école des beaux-arts, et même peut-être des arts industriels *bonarum artium*, puis, lorsqu'il mourut en 1405, il institua pour son exécuteur testamentaire, son frère Jean l'Anglois, à la charge par lui de fonder à Paris un collège pour des étudiants du diocèse de Séez et du doyenné du Passais, qui faisait alors partie du diocèse du Mans, dans lequel était né le fondateur dont la famille était originaire de la Baroche-sous-Lucé. Ce collège, qui prit le nom de collège de Séez, reçut ses premiers élèves en 1427, sous le pontificat de notre évêque, Robert de Rouvres. Il était situé rue de la Harpe, comme le collège de Bayeux.

Pendant que ces louables efforts contribuaient à répandre dans nos contrées la lumière intellectuelle et la bonne éducation, les vicomtés d'Argentan et d'Exmes, alors réunies, voyaient de jour en jour s'accroître leur importance au point de vue militaire et politique. Les baronnies de Montpinçon et de Grandmesnil s'ajoutèrent à leur territoire. La confiscation des biens de Jacques le Grix, vaincu et tué en champ clos par Jean Le Veneur, de Carrouges, en 1387, leur apporta Aunou-le-Faucon, Goulet, Tanques et Fontenay-sur-Orne. Devenue reine de ces belles contrées, Argentan, se trouvait capable de devenir en même temps un centre littéraire et scientifique.

Le trouble universel qui avait régné si longtemps sur nos malheureuses contrées pendant la guerre de cent ans, et dont le triste résultat se fit sentir encore pendant toute la durée du xv^e siècle, rendait nécessaire à toutes les institutions l'appui des seigneurs et des hommes de guerre : Argentan devait en faire l'expérience ; mais pour son plus grand avantage. Bientôt, et surtout au commencement du règne de Louis XI, un certain nombre d'institutions, religieuses et civiles, éprouvèrent le besoin de venir s'abriter derrière ses remparts. La pieuse duchesse d'Alençon, Marguerite de Lorraine surtout les protégea et en augmenta le nombre ; le mouvement continua après sa mort ; et l'an 1620, il se fonda une institution dont l'influence a continué de se faire sentir jusqu'à nos jours.

L'Ordre des Franciscains venait de s'enrichir d'une nouvelle branche : celle des Capucins, la plus connue et la plus nombreuse

aujourd'hui. La veille de la Toussaint de cette année 1620, une colonie de religieux de cette branche, appelée par les autorités municipales, faisait son entrée solennelle à Argentan. Le curé, Christophe Mahot, qui avait été le promoteur de l'entreprise, présidait à la réception. Le Père Général des Capucins, avait voulu amener lui-même cette colonie, et en faire la présentation aux principaux de la ville.

Après quelques hésitations sur le choix de leur emplacement, les nouveaux venus résolurent de bâtir un couvent dans un champ qui appartenait à l'Hospice de Saint-Thomas « hors de la ville, dit M. Louis Lautour, devant la *Porte aux Telliers*, à l'entrée du chemin de Paris ». C'était l'emplacement qu'occupe actuellement le collège. La première pierre de cet édifice fut posée le 31 mai 1621, par le futur maréchal de France Jacques de Médavy-Grancey, alors âgé seulement de 18 ans, et déjà gouverneur d'Argentan : c'était l'évêque de Séez, Camus de Pontcarré, qui présidait la cérémonie.

Les nouveaux religieux furent avant tout des missionnaires et des hommes consacrés au soulagement des misères de l'humanité. On en cite plusieurs qui furent victimes de leur dévouement dans les temps d'épidémie, si fréquents à cette époque ; mais pourtant leur présence fut loin d'être indifférente au progrès des études à Argentan, où ils établirent leur noviciat et leur maison de formation littéraire, qui s'y maintinrent jusqu'en août 1785, époque à laquelle le siège des études franciscaines fut transporté à Caen. Là se formèrent un certain nombre de prédicateurs et de professeurs distingués. Le P. Louis François d'Argentan y cultiva sa vocation, et commença d'avance la préparation de ses ouvrages mystiques, qu'on lit encore aujourd'hui avec intérêt et avec utilité. Un peu plus tard, en 1675, l'illustre historien Vertot entra à la dérobée chez les Pères à l'âge de 20 ans, y faisait son noviciat et y prononçait ses vœux simples, sous le nom de F. Zacharie ; mais ses parents le tirèrent d'Argentan, et l'emmenèrent à Rouen, plus près de son pays natal : il suivit ensuite diverses voies et mourut prêtre séculier, avec la réputation d'un écrivain supérieur, et sans jamais cesser d'estimer ses anciens maîtres, les Capucins d'Argentan.

Les Jésuites furent moins heureux que les Capucins et ne s'établirent à Argentan qu'avec peine. Cependant ils acquirent

en 1708 une petite maison de missionnaires, près de laquelle ils firent élever en 1751, le grand Calvaire que l'on voyait naguère encore adossé aux murs de l'ancien donjon, mais qui a disparu depuis quelques années. On ne voit pas du reste, que ces religieux se soient occupés beaucoup de l'enseignement. Notre savant confrère, M. Duval, a cependant constaté l'existence à Argentan d'un petit pensionnat, qui ne fut fermé qu'en 1792; mais il n'est pas bien prouvé que ce pensionnat eût jamais eu rien de commun avec les Jésuites.

Dans tous les cas, la facilité avec laquelle on put réorganiser l'enseignement dans cette ville après la Révolution, prouva amplement que les études n'y avaient jamais été négligées. Aussitôt que l'on vit la paix rétablie, il se trouva nombre de professeurs pour ouvrir des écoles : il y en eut même trop pour le nombre d'élèves qui se présentèrent à leurs cours.

Ces écoles improvisées du reste étaient loin d'être sans valeur. On y apprenait sans doute beaucoup moins de choses qu'on ne le fait aujourd'hui ; mais on y trouvait un enseignement pratique, suffisant, et on savait solidement ce qu'on y avait appris. Le sous-préfet de ce temps, M. Bouffey, complimenta maîtres et élèves, dans une inspection qu'il fut chargé de faire les 27 et 30 messidor an XI, 16 et 19 juillet 1803, et déclara que l'étude du latin, de l'histoire, de la géographie et des mathématiques était déjà dans ces écoles, passablement développée.

Cependant on cherchait quelque chose de mieux encore. Des le 30 frimaire du même an XI, 20 décembre 1802, la ville d'Argentan avait été autorisée à fonder une école destinée à l'enseignement secondaire, et avait obtenu comme local l'ancien couvent des Capucins, qui est resté depuis lors et jusqu'aujourd'hui le collège universitaire et officiel de la ville. Un règlement fut préparé, et l'on proposa comme supérieur le curé même d'Argentan, M. Belzais Courménil, qui possédait toute la confiance du gouvernement et des Consuls ; comme professeurs on présenta M. Lallier, qui tenait déjà dans la ville une des écoles dont nous avons parlé ; M. Paris et M. Auguste Gervais Gonthier, ancien oratorien, qui fut successivement professeur à Juilly, à Vendôme, à Nantes et à Vimoutiers. Le bureau d'administration accepta M. Gonthier sans observation ; M. Paris, en souhaitant qu'il mit dans son enseignement un peu plus de méthode ;

M. Hervieu, ancien professeur au Séminaire de Falaise, qui avait fait preuve d'un talent supérieur dans la formation d'un jeune lord dont il avait été chargé pendant l'émigration; enfin M. Augustin, qui avait déjà professé à Séez, sous la direction du vénérable M. Lefrançois. Quant à M. Lallier, il paraît avoir quitté Argentan à cette époque, il se rendit à Caen, où il fonda rue Vilaine, porte Saint-Julien, une maison d'éducation à lui.

Dans une seconde visite, faite au nouveau collège, M. le sous-préfet Bouffey, dont nous avons parlé, apprécia beaucoup l'enseignement de M. Paris; quant à M. Gontier, directeur nommé, il vint de Vimoutiers, où il résidait alors et fut chargé des deux classes de mathématiques. Tous les éléments se trouvant ainsi préparés, l'établissement put entrer en plein exercice le 1^{er} germinal, an XII, 22 mars 1804. Le conseil de direction se composa d'abord de MM. Gontier, Anquetin et Le Chevalier. Il y eut dès le premier jour 35 élèves, et à la fin de l'année il y en avait 42.

M. Gontier ne continua pas longtemps son œuvre, il mourut le 18 floréal suivant, 2 mai, d'une maladie provenant de ses fatigues antérieures. Aussitôt après sa mort, on chargea M^{me} Gontier, qui avait toujours pris part aux travaux de son mari, de continuer ses cours pendant quelque temps. M. Senne-gon, magistrat de sûreté, fut nommé directeur provisoire; mais, dès le 21 floréal, trois jours après la mort de M. Gontier, on élut pour directeur définitif M. Guillon de Surosne, maire d'Almenèches, que l'on préféra à M. Decot, maire d'Ecouché. M. Guillon se recommandait surtout aux suffrages par les succès qu'il avait obtenus dans ses études et par son irréprochable moralité. Sous la direction de cet homme de talent, le collège d'Argentan fit des progrès remarquables, jusqu'en 1816; mais à cette époque, la Restauration ne trouva pas le bon directeur assez partisan de sa politique, et, se sentant menacé, M. Guillon se retira de lui-même, pour faire place à un directeur ecclésiastique, M. l'abbé Legris; malheureusement l'incapacité de ce nouveau directeur et sa mauvaise administration ruinèrent le collège, qui en peu d'années, se trouva réduit à sept élèves. M. Legris étant mort en 1823, le conseil d'administration ne trouva rien de mieux à faire que de rappeler M. Guillon de Surosne, qui fut reçu avec enthousiasme, et par la population et par les rares élèves qui étaient restés fidèles à l'établissement. Les études reprirent

vigueur : le collège, après M. Guitton de Surosne, redevint ce qu'il avait été, mais dut passer par diverses phases. Florissant sous M. Leguerney, beaucoup moins prospère sous M. Sassier, il a surmonté ces épreuves, et se présente à nous dans l'état où nous le voyons aujourd'hui, c'est-à-dire comme l'une des bonnes maisons d'éducation de notre département.

Parmi les élèves les plus distingués qui ont suivi dans notre siècle les cours de cet établissement, nous devons mentionner Charles Lautour-Mézeray, descendant d'une sœur des trois célèbres frères Etudes, qui s'y rencontra en 1828 avec Emile de Girardin, l'un des futurs chefs de la presse parisienne, qui grandissait alors au château du Bourg-Saint-Léonard. Nous n'insisterons pas sur ces deux personnages, dont notre honoré président, M. de Contades, nous a si gracieusement fait connaître les rapports mutuels, et à Argentan et à Paris. Remarquons seulement en passant que Charles Lautour-Mézeray, que l'on surnomma plus tard *l'Homme aux Camélias*, se trouva non seulement le contemporain, mais encore le compatriote de la *Dame aux Camélias*, Marie Plessis, originaire de Nonant, dont Alexandre Dumas a déguisé la personnalité, en la baptisant du nom de Marguerite Gautier.

Le recrutement du clergé n'eut pas non plus lieu de se plaindre du collège d'Argentan, qui lui fournit M. l'abbé Hippolyte Rault, d'Exmes, mort en 1879, vicaire général et supérieur du Grand-Séminaire ; M. l'abbé Eugène Le**bouc**, d'Alençon, encore aujourd'hui doyen du chapitre de la Cathédrale ; M. l'abbé Féron, de Domfront, missionnaire aux Grandes-Indes, naguère encore pro-vicaire apostolique de Corée. Nous pourrions citer d'autres noms distingués ; mais nous avons hâte d'arriver au héros de la fête qui doit nous réunir demain une seconde fois.

Ce fut au mois d'octobre 1828 que M. Gustave Le Vasseur, alors âgé de neuf ans, fit son entrée au collège d'Argentan, dirigé en ce temps pour la seconde fois par M. Guitton de Surosnes, dont M. Le Vasseur était parent, et dont il a possédé longtemps la propriété d'Almenèches, qui porte, comme l'ancien propriétaire, le nom de Surosnes. Gustave n'était déjà plus un néophyte dans la carrière des études. Dès l'âge de huit ans, une année avant de quitter le foyer paternel, il avait écrit son premier thème. Ses professeurs purent distinguer aussitôt ses

talents qui devaient le conduire à la gloire littéraire. Peu de temps après, il eut pour condisciple son jeune frère Léon, le futur P. Le Vavasseur, esprit moins brillant que son aîné, mais d'une solidité remarquable.

Le séjour de Gustave Le Vavasseur dans cette maison dura cinq années : il en sortit en octobre 1833 pour entrer au collège de Juilly, dirigé par les Oratoriens, et son frère l'imita peu de temps après.

Nous ne suivrons pas plus loin notre héros dans sa carrière studieuse : il nous suffit d'avoir mentionné son séjour dans ce collège d'Argentan, qui va être décoré du premier monument élevé à la gloire du poète et du littérateur, comme il a été jadis le premier théâtre de ses succès. Puisse la vue de ses traits, si spirituels, et sur lesquels l'activité se peignait autant que l'intelligence, inspirer à notre jeunesse l'amour du travail qui était l'une des qualités dominantes de notre héros, et qui conduit à l'immortalité aussi sûrement et peut-être même plus sûrement encore que les talents naturels.

L'abbé L. HOMMEY.

LE PAYS DU HOULME

Le pays, vous le savez, Mesdames et Messieurs, n'est pas une circonscription administrative reconnue. Trop souvent il ne concorde avec aucune division officielle de notre territoire. Pourtant, parce qu'il correspond à une région naturelle, il est plus vivant que bien des créations législatives. Une naïve servante, à laquelle on demandait un jour : « Quel est votre pays ? » répondit, en toute simplicité : « Mon pays, c'est Onésime Ballandard, sergent au 117^e. » Mais par ce mot on n'entend pas seulement le bon ami avec lequel on peut causer du sol natal ; on entend aussi ce sol aimé, avec sa physionomie propre, tel que l'ont façonné les révolutions du globe et le lent travail des ancêtres. Le même terme désigne à la fois la petite patrie et ceux qui l'habitent : tant leur alliance est intime. On reconnaît à présent ce que vaut « cette communion sacrée de la terre et de l'homme, hors de laquelle il n'y a ni foyer durable, ni unité d'action nationale, ni santé de l'esprit, ni certitude de la volonté. » (1). On aperçoit combien il est déprimant et triste de vivre déraciné, dépaycé. Heureux donc ceux qui prennent conscience de leur pays ! C'est ce bonheur-là, Mesdames et Messieurs, que je voudrais aujourd'hui vous aider à goûter.

I

Le pays sur la lisière duquel nous sommes en cet instant réunis, et dont Gustave Le Vasseur fut le glorieux poète, s'appelle le Houleme : (2) contrée charmante, mais modeste, et

(1) Paul Bourget, *Discours à l'Académie* pour la réception de M. André Theuriet, 9 décembre 1897.

(2) Le vieux curé de Maneval, Gabriel du Moulin écrit *Homme* dans son *Histoire générale de Normandie* (1631). L'abbé Esnault, dans ses *Dissertations préliminaires sur l'histoire civile et ecclésiastique du diocèse de Sais* (1746) parle du Houleme ou *Homme*. Masseville dit *Houme* dans son *Etat géographique de la province de Normandie* (1722). Et Vosgien, dans son *Dictionnaire géographique universel* écrit *Housme*.

qui n'a guère fait parler d'elle. Ses frontières paraissent un peu indécises. Des nombreux érudits qui durant ce siècle ont accumulé tant de mémoires sur notre histoire locale, aucun ne s'est encore avisé de les déterminer avec quelque précision. Ils ont tous éludé la question, se répétant sans doute à eux-mêmes ce que disait déjà Robert de Vaugondy, au XVIII^e siècle : « Nous trouvons les limites des pays qui composent la province trop peu connues pour vouloir en faire usage. » (1). Il a fallu, pour restaurer la notion de pays, le concours des géographes et des géologues qui de notre temps, (2) ont relevé sa valeur scientifique.

De même qu'une région du massif central où les chênes abondent s'appelle Quercy, le nom Houlme se rapporte-t-il aux ormes qui sont assez nombreux chez nous ? J'en doute. Je lui donnerais plus volontiers une origine scandinave. *Holm* (3), dans les langues du Nord, désigne une sorte d'îlot de hauteurs boisées ou de pentes humides. Or le Houlme, observe Gustave Le Vasseur, qui adopte cette étymologie, « était en grande partie marécageux et boisé. » D'ailleurs il n'en est guère fait mention dans les anciens textes qu'après l'établissement des Normands (4).

Une charte du XI^e siècle (5) indique, parmi les cinq archidiaconés de l'ancien diocèse de Séez (6), celui du Houlme. Il se

(1) Il s'excuse ainsi dans son *Atlas universel* (1757), de ne pas donner les limites des pays normands.

(2) Voir notamment P. Vidal de la Blache et P. Camena d'Almeida (*La France*, 1897), et Paul Foncin, *Les Pays de France*, projet de fédéralisme administratif, 1898).— Dans sa *Géologie en chemin de fer, Description du bassin parisien*, M. de Lapparent s'occupe beaucoup des pays, et cite trois fois le Houlme.

(3) Voir *Du Cange*, *Hulmus*, *Holmus* ; et G. Le Vasseur, *Philologie* (Bulletin de la Société (1887), p. 234).

(4) On pourra m'opposer un texte relatif à Saint-Vulfran, mort le 20 mars 720. Il s'agit d'un miracle opéré par son intercession, en l'an 800, à Asnebec, *in pago Hulmo*. Mais l'histoire de ces miracles n'a certainement pas été rédigée avant la fin du XI^e siècle.

(5) Charte d'Yves de Bellême, évêque de Séez, mort en 1070, en faveur de l'abbaye Saint-Vincent-du-Mans (*Amplissima collectio*, t. I. p. 420).

(6) Voir la carte dressée, en 1718, par Jaillot, et reproduite (1898) par M. l'abbé Beaugé, curé de Saint-Laurent-de-Séez, en d'excellentes photographures. Mais c'est par erreur qu'elles semblent attribuer à l'archidiaconé du Houlme le doyenné d'Aubigny.

XXX

maintint jusqu'à la Révolution. Il comprenait cent vingt-cinq paroisses (1), réparties en quatre doyennés, Briouze, Asnebec près Rânes, Ecouché et Argentan. Il s'étendait ainsi au Nord depuis Saint-Philbert jusqu'à Almenèches, en passant par Montabard, au Midi depuis Le Chatellier, près Flers, jusqu'à Saint-Sauveur-de-Carrouges. Ce fut encore le nom de l'une des sergenteries à épée (2) relevant du vicomte de Falaise. Elle groupait seulement cinquante-sept paroisses, distribuées en trois subdivisions ou *traits*, celui du Houlme proprement dit avec Rânes et Asnebec, celui de Briouze avec Bellou et Lonlay-le-Tesson, celui de la Forêt-Auvray avec Mille-Savattes, les Tourailles, Mênil-Jean, Bernay, etc. (3). Cette circonscription était beaucoup moins vaste que l'archidiaconé, et l'on remarquera qu'elle ne dépassait pas la rive gauche de l'Orne. L'abbé Langevin assure que de l'autre côté de l'eau on n'était plus dans le vrai Houlme. Il ajoute même, — et cette observation se retrouve dans plusieurs dictionnaires du XVIII^e siècle : — « Quelques-uns assurent que le vrai pays du Houlme est aux environs de Rasnes et de Briouze. »

Malgré le voile de brume que laissent flotter sur certains points ces contours effacés, ne suffisent-ils pas pour faire apercevoir, dans une vue d'ensemble, cette région généralement onduleuse, qui s'adossant à des hauteurs boisées depuis le massif

(1) Louis Duval, *Essai sur la topographie ancienne du département de l'Orne* (1882). — L'abbé Langevin, dans ses *Recherches historiques sur Falaise* (1814), dit seulement cent vingt-quatre. Il prétend donner Falaise pour capitale au Houlme, tout en reconnaissant que cette ville était du pays Hiémois. — L'abbé Esnault et Odolant-Desnos, (*Mémoires historiques sur la ville d'Alençon*, 1787) rattachent encore au Houlme La Ferté-Macé et ses dépendances. Mais l'abbé Esnault assure que ni Argentan, ni Ecouché n'en faisaient vraiment partie.

(2) Sur les sergenteries, voir la savante et pittoresque étude de M. l'abbé Dumaine, *Bulletin de la Société* (1886), p. 13 et s.

(3) « Le Houlme (*Holmetius pagus*) avait, reconnaît, l'abbé Langevin (*Loc cit.* p. 160), beaucoup plus d'extension que ces trois divisions : sans compter une partie du Houlme qui avait été accordée à la ville d'Argentan, Bazoches était du Houlme et autres paroisses dépendantes d'autres sergenteries de la vicomté de Falaise, vers l'Orne ». — Il s'agit sans doute de la sergenterie de Montgarù (Montgaroult), de celle de Brethon, comprenant Marcé, Méheudin, qui appartenaient au doyenné d'Ecouché. Dans le trait de Bazoches, relevant de la vicomté de Falaise, se trouvaient Neuvy-au-Houlme et Pont-Ecrepin, cité par les anciens auteurs comme un des gros bourgs du Houlme.

d'Ecouves jusqu'à ceux d'Andaine et d'Halouse, descend jusqu'à l'Orne, s'étend même un peu sur sa rive droite, touchant vers le nord à la campagne de Caen et à la forêt de Gouffern ? Nous savons quelle beauté tantôt grave, tantôt d'une harmonieuse douceur, donnent à son modelé les terrains primitifs ou de transition dont elle est formée et le frais manteau de verdure qui les enveloppe. Les collines qui séparent les bassins de l'Orne et de la Mayenne ne sont pas sans doute de vraies montagnes ; mais on a dit justement (1) qu'elles ont grand air. Elles marquent d'ailleurs le point culminant de tout l'ouest entre Paris et la mer. Grâce à l'humidité du sol, c'est aussi, observe M. Levasseur (2), « un des centres orographiques importants de la France : dans un rayon de quarante kilomètres autour de la forêt d'Ecouves une centaine de rivières et de ruisseaux prennent naissance, se dirigeant vers tous les points de l'horizon. Un même plateau, élevé de 200 mètres et plus, supporte trois rangées de collines qui sont couvertes de bois et qui ont fait donner à la contrée les noms d'Houlme et de Bocage. » — « On y voit, écrivait un médecin (3) contemporain de Jean-Jacques, des montagnes entrelacées par groupes, dont les vallons, toujours baignés d'un ruisseau d'eau limpide, n'ont plus de direction déterminée ; des forêts immenses dont la sombre obscurité se trouve souvent interrompue par l'aspect inattendu de rochers escarpés ; d'où coulent, en forme de cascades, des torrens d'eaux claires ; les vallons présentent des abîmes, des marais bourbeux. » Dans ce canton, la Nature se montre « étonnante par une variété singulière de beautés et d'horreurs. »

Un ancien intendant d'Alençon, qui ne paraît pas avoir eu un sens bien vif du pittoresque, a donné une brève description de notre petite patrie au temps de Louis XIV. « Le pays d'Houlme, écrivait en 1698, M. de Pomereu (4), situé entre Domfront et Falaise, est le plus montueux de la province, et le plus mauvais terroir ; les terres sur les hauteurs n'y produisent que des seigles

(1) F. Schrader et L. Gallouédec, *Géographie de la France*, 1896.

(2) *Géographie de la France*, 1875, § 28.

(3) Le Pecq de la Clôtüre. *Observations sur les maladies et constitutions épidémiques*, 1778. Voir p. 513-515.

(4) *Etat de la Généralité d'Alençon sous Louis XIV*, publié par Louis Duval, 1890, p. 13.

et du bled noir appelé communément sarrazin, très peu d'avoines et d'autres menus grains, et point de froment ; il y a seulement quelques pasturages qui servent à nourrir des bestiaux. Les terres y sont aussy plantées de poiriers et de pommiers, dont les fruits servent à faire la boisson ordinaire. » Voilà le fond de tous les articles consacré ; par les dictionnaires du XVIII^e siècle à cette modeste contrée. On ajoute seulement, depuis que l'on peut copier l'abbé du Moulinet des Thuilleries (1), qu'il s'y trouve plusieurs mines de fer et plusieurs forges, d'un grand avantage pour ses habitants. C'est un bénéfice d'un ordre particulier que le dernier maître de la forge de Putanges prétendait en tirer, lorsqu'il réclamait des lettres d'anoblissement, en récompense des nombreux canons qu'il avait fondus pour le service du Roi.

Entre deux régions naturelles dont les caractères particuliers sont confusément perçus par le sûr instinct des paysans se rencontrent souvent des territoires qui n'appartiennent réellement ni à l'une, ni à l'autre, mais que, par un groupement un peu arbitraire, on rattache à l'une ou à l'autre. C'est ainsi que les environs d'Argentan ne ressemblent guère au pays de Briouze et pourtant, n'étant pas encore le pays d'Auge, ont été reliés au Houlme. On a prétendu l'élargir beaucoup plus encore. Après l'abbé d'Expilly, plusieurs auteurs acceptent la très large extension que lui donnait, dès 1726, la carte de Guillaume Delisle. Elle lui reconnaît non seulement à l'est presque toutes les paroisses de l'ancien doyenné de Macé (2), mais de plus avec Athis et Flers une portion du diocèse de Bayeux généralement attribuée au Bocage, et enfin, au sud-ouest, tout le Passais normand, avec Domfront (3) et La Ferté. Les érudits de notre temps contes-

(1) *Nouveau dictionnaire universel de la France*, Paris, 1737, 3 volumes, ouvrage non signé. Après sont venus B. de la Martinière, *Grand dictionnaire géographique et historique* (1740) et le célèbre abbé d'Expilly (1764).

(2) Macé restant en dehors et appartenant à la campagne d'Alençon. — L'abbé Gautier, curé de la Lande-de-Goulte, de l'ancien doyenné de Macé, rangeait sa paroisse dans le Houlme. (Voir notamment *Jean Le Noir* 1789, p. 6). — Et M. Alfred de Caix dans son *Histoire du bourg d'Ecouché* (1862, p. 7), fait observer que le doyenné de Macé, s'enchevêtrant dans celui d'Ecouché, semble avoir fait partie de la même circonscription primitive.

(3) Plusieurs géographes ont donné Domfront pour capitale au Houlme. Ainsi Brion (1783) : M. Nodier, *Voyages pittoresques et romantiques dans l'ancienne France* (t. III, 1828) ; André Rolland et Denus, *Les anciennes provinces de la France* (1885) ; et Paul Champion, *Manuel de géographie descriptive, historique et sociale de la France* (1896).

tent une pareille délimitation. Et pourtant les députés de Normandie, qui en décembre 1789-janvier 1790 divisèrent la province, me paraissent bien l'avoir suivie sans tant de façons, pour former la partie occidentale du département de l'Orne. En tout cas, de Saint-Philbert à Montabard, la ligne de démarcation qui nous sépare du Calvados est certainement, à part de très légères rectifications, empruntée aux frontières du vieux Houlme. Il y a donc quelque chose qui vient de lui dans nos groupements administratifs d'aujourd'hui, et au moment où tant d'autres circonscriptions plus réputées étaient remaniées ou effacées, il a reçu indirectement une petite consécration officielle.

II

Ce n'est guère que vers le temps de Guillaume-le-Conquérant que les annalistes commencent à nous parler du Houlme. Avant la venue des Normands, on ne le distinguait pas de l'ensemble du vaste pays Hiémois. Nous sommes donc dispensés de remonter aux *Essuvii*, dont César a dit l'esprit pacifique, aux *civitates* et aux *pagi* de l'époque Gallo-Romaine. Il reste ainsi huit siècles d'histoire, à travers lesquels on aimerait à glaner les événements tragiques ou joyeux dont s'émurent ceux qui nous ont précédés en ce pays, les gloires qu'il a vu fleurir, discrètes souvent, mais que la sainteté, les lettres ou des actions d'éclat devraient sauver du complet oubli.

Il faut commencer par des récits de pillage. En l'an 1090, pour asservir et ravager le pays du Houlme, une place forte appelée Château-Gontier (1), et dominant l'Orne est élevée à la Courbe, par Robert de Bellesme. Méritant bien son surnom de Robert-le-Diable, descendant, par sa mère Mabile, de Talvas-le-Cruel, il suivait sans peine les traditions de cette race malfaisante. Moins d'un demi-siècle plus tard, c'est son fils Guillaume, qui vient dévaster la contrée. Il accompagne Geoffroy, comte d'Anjou, dit Plantagenet. En septembre 1136 (2), ils franchissent la Sarthe avec une bande bien armée. Ils assiègent trois



(1) Orderic Vital, l. VIII, 16.

(2) Orderic Vital, l. XIII, 28.

jours et emportent le château de Carrouges. Ils gagnent Écouché. Mais les habitants ont mis le feu au bourg et pris la fuite. Les envahisseurs ne trouvent que des ruines fumantes. Asnebec est épargné et obtient même une trêve d'un an, parce que son seigneur, Robert de Neubourg, est lié avec Geoffroy. On attaque le donjon de Montreuil ; on donne deux assauts : c'est en vain. Les assaillants ne gagnent que des coups et se retirent laissant beaucoup de morts. Ils bataillent encore du côté de Lisieux et sont forcés de se replier. Après avoir été fort malmenés au passage du Don, ils rentrent dans le Maine au commencement d'octobre. Dès le printemps suivant, reparait Geoffroy Plantagenet. Au mois de mai 1137, il est à Bazoches (1). Il met le feu au château de Roger de Monbray et à l'Eglise. Seize hommes périssent dans les flammes.— Il était grand temps que l'Eglise imposât à ces pillards la trêve de Dieu.

Vous rappellerai-je qu'Argentan fut, aux XI^e et XII^e siècles, (2) le séjour favori des rois d'Angleterre, qu'ils y résidèrent souvent, qu'Henri II, en 1173, y fonda un hôpital ? Rechercherai-je quels épisodes de la guerre de cent ans se rattachent à notre région ? J'abuserais de votre patience. Mais vous me reprocheriez de vous laisser oublier qu'en novembre 1361, Bertrand du Guesclin délogea de Briouze plusieurs compagnies anglaises et fit une centaine de prisonniers. (3)

Pour clore le moyen-âge, nous rencontrons la pure et douce figure de Marguerite de Lorraine, petite-fille de René d'Anjou, femme de René, duc d'Alençon, qu'elle perdit en 1492, après quatre années de mariage, et morte à Argentan, le 2 novembre 1521, sous l'habit de Clarisse. Ses restes furent jetés, en 1793, à la fosse commune, et l'Eglise de Saint-Germain ne garde que le cœur de celle qui méritait d'être vénérée comme une sainte.

D'autres figures encore ont droit à notre pieuse admiration : Jean Eudes, fondateur des Eudistes, né à Ri, en 1601 et frère de l'historien Mézeray ; Enguerrand Chevalier, auteur d'un livre édifiant : *Le Chrétien champêtre*, et mort à Bazoches, en 1697 ; le Père Louis, au XVII^e siècle, un capucin d'Argentan, qui

(1) Orderic Vital, I. XIII, 30.

(2) Les *Magni Rotuli Saccarii Normannia sub regibus Anglia*, (édition Stapleton, Londres, 1840), font mention, en 1195, d'une vicomté du Houlme.

(3) Siméon Luce, *Histoire de Bertrand du Guesclin*, 1882, p. 316.

rédiégea : *Le Chrétien intérieur*, ouvrage composé par M. de Bernières et très souvent réimprimé — sans parler de tous ceux qui souffrirent ou moururent pour leur foi, soit au temps des guerres de religion, soit durant la période révolutionnaire. — Puis il y aurait à évoquer bien des physionomies curieuses de prêtres ou religieux savants, tels que les frères Prouverre, et aussi de curés administrateurs, à la fin du XVIII^e siècle, comme l'abbé Bertin, de Saint-André-de-Briouze, et le digne pasteur de Vaux-le-Bardoult, l'abbé Hérembert, dont je vous entretenais ici même il y a quelques années. Quant au curé de la Lande-de-Goult, l'abbé Gautier, depuis professeur au collège d'Alençon et mort seulement en 1829, ses ouvrages ne sont pas très ecclésiastiques, mais ne manquent pas de piquant.

J'ai hâte d'arriver à nos poètes. Nous allons glorifier l'un des plus vigoureux et des plus aimés, Gustave Le Vasseur, et nous entendrons, ce soir, les vers de l'un des plus délicats, M. Joseph Germain-Lacour. Ne convient-il pas de se souvenir aussi de ceux du passé ? Ce fut un poète, j'ai tenté de vous le montrer déjà, que l'auteur du premier *Traité de l'Economie politique*. Montchrétien, et il nous appartient au moins par sa mort, puisqu'il fut tué aux Tourailles, en octobre 1621, alors qu'il préparait une insurrection protestante. — Vauquelin des Yveteaux n'est guère de notre pays que par son nom, et il a exprimé son absolu détachement de tout ce qui doit nous tenir au cœur en un vilain sonnet, auquel sa franchise d'égoïsme indolent prête une certaine saveur : (1)

Avoir peu de parens, moins de train que de rente,
Et chercher en tout temps l'honneste volupté.
Contenter ses désirs, maintenir sa santé,
Et l'âme de procez et de vices exempte :

A rien d'ambitieux ne mettre son attente,
Voir ceux de sa maison en quelqu'autorité.
Mais sans besoin d'appui garder sa liberté,
De peur de s'engager à rien qui mescontente :

Les jardins, les tableaux, la musique, les vers,
Une table fort libre et de peu de couverts,
Avoir bien plus d'amour pour soy que pour sa dame,

(1) *Les œuvres poétiques de Vauquelin des Yveteaux*. Edition Prosper Blanchemain, Paris, Aubry, 1854. p. 98.

Estre estimé du Prince, et le veoir rarement,
Beaucoup d'honneur sans peine et peu d'enfants sans femme,
Font attendre à Paris la mort fort doucement.

Vauquelin de la Fresnaye, son père, a su, au contraire, goûter
notre coin de Normandie, bien que les rives de l'Orne aient
parfois l'aspect sauvage,

Et qu'en ses prez soient maints joncs limoneux,
Et dans ses champs maints rochers buissonneux. (1)

Il prend plaisir à voir planter ormeaux et frênes. Il est heureux
lorsque

Les pommiers, les poiriers, par belles rangelées,
Montrent de toutes parts distances égalées. (2)

Sous le frais ombrage des hêtres ou dans ses promenades à
travers vallons et collines, il est sûr de retrouver

Les mille beaux pensers qui lui font compagnie. (3)

On sent bien que celui-là avait contemplé et qu'il aimait nos
horizons familiers.

Pour ce pays du Houlme ainsi retrouvé dans ses souvenirs
huit fois séculaires, et mieux encore dans son autonomie natu-
relle, allons-nous réclamer, en guise de conclusion, une sorte de
reconnaissance officielle ? Faut-il souhaiter que les arrondisse-
ments de l'Orne soient remaniés, celui d'Argentan ne paraissant
guère homogène ? Ce n'est pas notre affaire et ce serait assez
difficile. Telles qu'elles sont d'ailleurs, et surtout telles qu'elles
devraient être, si on leur permettait d'avoir une vie propre avec
un budget, ces modestes circonscriptions pourraient être très
utiles. Il me paraît, — j'ai développé pour quelles raisons dans
une autre enceinte, (4) — qu'en supprimant leurs conseils ou

(1) *Idillies* I. I. 80.

(2 et 3) Vers cités par M. G. Merlet. *Les Grands Ecrivains du xvi^e siècle*, 1879.

(4) Voir mon étude intitulée : *Arrondissements et pays de France dans la Réforme sociale* du 1^{er} octobre 1898.

leurs sous-préfets on rendrait un mauvais service à la cause de la décentralisation. Mais c'est évidemment une très bonne fortune pour l'arrondissement lorsqu'il peut correspondre à peu près au pays.

A restaurer la notion de pays, il y a d'autres profits encore, et plus immédiats, plus directement à notre portée. La connaissance de ces terrains, avec leurs caractères particuliers, est la base de l'agriculture scientifique (1). On dit qu'elle doit renouveler et vivifier l'enseignement de la géographie. Même à ceux qui ont fini leurs classes, elle peut profiter, en les aidant à regarder, à comprendre, à aimer. Ouvrez les yeux, de grâce, au spectacle que présente, encadré par le Bocage, la campagne de Caen, la Marche d'Alençon et le Maine, notre pays du Houlme, surtout aux beaux jours de cette saison, alors que le soleil d'automne enveloppe d'une lumière douce et caressante, comme un languissant adieu, sa parure de feuillages nuancés et empourprés, ou bien aux heures qui l'estompent de molles vapeurs. Nous ne lui reprocherons plus, avec le vieil intendant, d'être montueux ; et d'ailleurs on l'a percé de bonnes routes qui permettent, même à la rapide bicyclette, d'en explorer aisément les pentes. Voyez ces haies enguirlandées de chèvrefeuilles, décorées de baies écarlates, et au pied desquelles brillent, à la nuit, les pâles gouttes de lumière qu'y sèment les derniers vers luisants. Cherchez à contempler encore une fois, avant que vienne le morne hiver, ces lignes harmonieuses de hauteurs, ou bien ces côtes abruptes, qui laissent percer l'antique ossature de ce sol de granit, — ces champs enclos d'arbres et dans lesquels se décolore la paille rouge des sarrazins, — ou bien ces logis qui se dégagent mieux des frondaisons éclaircies, — et les calvaires des chemins, et les clochers des humbles églises, autour desquelles dorment en paix les chers anciens. Voilà quelques-unes des images que notre petite patrie nous grave au cœur, et que doivent revoir parfois dans leurs rêves, au bord des brousses ou des sables d'Afrique, nos héroïques missionnaires.

Un grand savant, M. Elie de Beaumont (2), affirme que ces régions naturelles, « invariables au milieu de nos révolutions

(1) Voir E. Risler. *Traité de géologie agricole*.

(2) *Explication de la carte géologique de France* (1841). Introduction.

politiques, pourraient même survivre à une révolution du globe qui déplacerait les limites de l'Océan et changerait le cours des rivières. » N'ayez donc crainte. Tant qu'il y aura en notre terre de France des âmes ayant le sens de la nature et de la tradition, chacun de ses pays, si modeste soit-il, saura se faire reconnaître et se faire chérir.

Octobre 1898.

Baron J. ANGOT DES ROTOURS

M.-J. LETELLIER

Sa Vie, ses Travaux scientifiques

MESSIEURS,

Il y a deux ans, j'avais le douloureux honneur, à notre réunion annuelle, de rendre un dernier hommage à la vie si bien remplie du doyen des naturalistes ornaïs, M. Gillet, dont les ouvrages sur la flore française, en particulier sur les champignons, feront époque dans les annales de la science. La Société historique non moins soucieuse de louer les gloires du présent, que d'exhumer de l'oubli les souvenirs du passé, devait rappeler aux travailleurs de l'avenir le nom d'un homme, qui appartenait à notre pays depuis un demi-siècle, et qui a marqué son passage au milieu de nous par l'admirable dignité de sa vie, son ardeur pour l'étude et ses grands travaux sur la Botanique. (1) La mort a de nouveau frappé dans nos rangs ; une autre notoriété scientifique vient de disparaître. Celui, à qui le privilège peu envié de l'âge, avait, à la mort de M. Gillet, conféré le titre de doyen des naturalistes, et qu'une amitié constante avait uni à son prédécesseur pendant de longues années, l'a rejoint dans la tombe, laissant également toute une série de publications variées et l'exemple d'une longue vie de travail, de dévouement, de services rendus, qui lui ont mérité l'estime et la considération publiques. Il nous appartient aussi d'en conserver la mémoire.

Ce n'est pas non plus, Messieurs, sans émotion que je viens vous entretenir de M. Letellier. Depuis assez longtemps j'avais

(1) A.-L. LETACQ : *Notice biographique sur C.-C. Gillet, et liste de ses travaux scientifiques. Lecture faite à la séance publique de la Société Historique et Archéologique de l'Orne, tenue à Vimoutiers, le 29 octobre 1896.* Bulletin de la Société, T. XV (1896), p. 435-447. Tir. à part, Alençon, E. Renaut-De Broise, 1896. in-8°, 12 p.

le bonheur d'être admis dans son intimité ; sa bienveillante affection excitait mon zèle pour l'étude, guidait mes pas et encourageait mes recherches. Aussi, malgré les vifs regrets, que sa mort a laissés dans mon cœur, je ne crois pouvoir donner de meilleur témoignage de reconnaissance à mon Maître vénéré, qu'en faisant ressortir dans une courte notice le nombre et l'importance de ses travaux, les découvertes dont il a enrichi la science, et l'impulsion qu'ils ont donnés dans notre pays aux progrès de l'Histoire naturelle.

Sa vie a été simple et uniforme comme celle des hommes d'étude ; elle s'est écoulée dans le milieu paisible de la famille (1), partagée entre la science et les devoirs professionnels, sans aucun de ces incidents qui éveillent l'attention publique.

Michel-Jacques Letellier, né à Marnefer le 23 août 1817, fut élevé à Gauville, où le curé de la paroisse, l'abbé Hue, lui donna les premières leçons de grec et de latin. Mais le jeune homme se sentit bientôt un goût décidé pour l'enseignement, et en 1836, après avoir subi un examen à Vimoutiers, il entra à l'école normale d'Alençon. Il s'y fit remarquer par la vivacité de son intelligence, la solidité de son jugement et une application soutenue ; les études scientifiques avaient dès lors ses préférences. Il occupa constamment le premier rang parmi ses condisciples ; aussi après avoir été pendant trois mois instituteur au Renouard, il revenait comme professeur à l'Ecole normale au commencement de l'année 1839. Dix ans plus tard, ayant passé brillamment son baccalauréat à Paris, devant deux illustrations scientifiques de notre siècle, Claude Bernard et Cauchy, il était nommé au Lycée, où il resta jusqu'à l'âge de la retraite.

M. Letellier avait toutes les qualités du bon professeur, la connaissance approfondie de ses matières, une grande clarté d'exposition et un dévouement absolu pour ses élèves. Il savait par l'intérêt donné à son enseignement, par son habileté à sim-

(1) L'un de ses fils M. Augustin Letellier a suivi les traditions paternelles. Docteur ès-sciences naturelles, professeur au Lycée de Caen, président de la Société Linnéenne de Normandie en 1892, il a publié dans le *Bulletin* et les *Mémoires de la Société Linnéenne*, les *Compte-rendus de l'Académie des Sciences*, les *Archives de Zoologie expérimentale* des travaux très remarquables sur la physiologie.

plifier les questions difficiles, tenir toujours en éveil l'attention de son jeune auditoire, inspirer au plus grand nombre, sinon à tous, l'amour du travail et contribuer sûrement à leurs progrès. Au reste, même après de longues années d'enseignement, il n'entrait jamais en classe, suivant le conseil que lui avait donné le célèbre Le Verrier, sans s'être particulièrement préparé pour chaque leçon. Ses élèves lui restaient toujours chers et beaucoup ont reçu de lui de précieux services pour trouver et suivre une carrière en rapport avec leurs aptitudes.

Les devoirs de l'enseignement ne suffisaient pas à absorber l'activité de M. Letellier ; esprit curieux, chercheur, avide d'apprendre, il donna la plus grande part de ses loisirs aux sujets d'étude si variés, que nous offre l'Histoire naturelle. Il m'a souvent raconté que dès sa jeunesse les beautés de la nature le captivaient ; il se plaisait à considérer les fleurs, les Insectes, les Oiseaux, à écouter leur chant : heureux indices d'une vocation naissante.

Les plantes, dont Dieu a embelli la création pour notre usage, mais pour nous procurer en même temps l'agrément de la variété, le plaisir des recherches, les jouissances de l'étude, occupèrent tout d'abord le nouvel adepte.

C'était d'ailleurs l'époque où l'on travaillait de toutes parts à la statistique des richesses botaniques de la Normandie. Je pourrais même ajouter, en citant des noms, qui nous sont si chers, qu'on travaillait de même à celle de nos richesses archéologiques avec De Caumont, La Sicotière et Le Vavas seur, de nos richesses zoologiques et paléontologiques avec l'illustre Deslongchamps, qui a mérité le beau titre de Cuvier Normand

M. de Brébisson en publiant la seconde édition de sa Flore pourvue de clés analytiques, de descriptions plus détaillées et d'indications nombreuses avait donné un nouvel essor aux études botaniques et stimulé une ardeur toujours croissante. Le savant de Falaise attiré par la variété de nos richesses végétales, et plus encore par les relations que sa bienveillante aménité lui avait acquises, venait souvent herboriser chez nous ; sa présence enflammait l'activité des travailleurs : le feu sacré s'allume ou devient plus vif au contact du feu ardent d'un confrère

zélé (1). Ce fut, croyons-nous, à son instigation que se fonda à Alençon un petit cercle de naturalistes, qui n'eut jamais d'autre statuts que les liens de la confraternité la plus vive, mais dont les observations témoignent beaucoup de persévérance et de sagacité. Parmi ces chercheurs, je remarque Louis Desnos, chimiste et botaniste (2); Lissajous alors professeur au Collège, célèbre plus tard comme physicien par ses travaux sur l'acoustique (3); le Dr Prévost, originaire d'Argentan, bien connu par ses études sur les plantes et les coquilles; le Dr Léger, collectionneur presque universel; Labillardière ancien préparateur de Thénard au Collège de France, correspondant de l'Académie de Médecine (4); Gillet, qui préparait avec Magne son important ouvrage sur la flore française, et notre vénéré secrétaire général, M. Henri Beaudouin, dont les travaux littéraires et scientifiques sont l'honneur de la Société. M. Letellier s'engagea bien vite dans cette laborieuse phalange et suivit toutes les excursions; les jours de congé devenaient pour lui des jours de plus grand labeur; il ne connaissait point de repos.

A cette époque, où les voies de communication étaient peu nombreuses, il fallait, pour aborder nos localités les plus intéressantes, partir de grand matin, faire de longs trajets à pied par des chemins difficiles, suivre des sentiers à peine frayés à travers les bois, souvent escalader des rochers; mais l'enthousiasme de la science a une intrépidité qui ne le cède à aucune

(1) A.-L. LETACQ : *Aperçu sur la flore de l'arrondissement d'Alençon; Mémoire lu aux Assises de Caumont, congrès de Rouen, le 18 juin 1896*. Bulletin de la Société d'Horticulture de l'Orne, 1^{er} semestre 1896, p. 54-75. — Tir. à part, Alençon, E. Renaut-De Broise, 1896, in-8°, 22 p.

(2) A.-L. LETACQ : *Notices sur quelques botanistes ornaïs et Essai sur la Bibliographie botanique du département de l'Orne; Mémoire lu à la séance publique de la Société Linnéenne de Normandie, à Bellême, le 1^{er} juillet 1888*. Bulletin de la Société Linnéenne, 4^e série, 2^e vol. 1887-88, p. 228-291. — Tir. à part, Caen, H. Delesques, 1888, in-8°, 65 p.

(3) Lissajous (Jules-Antoine), fut successivement professeur à Alençon, du 20 septembre 1846 au 11 mars 1848, au lycée Saint-Louis, recteur des Académies de Chambéry et de Besançon. Son nom restera indissolublement lié aux questions d'acoustique, particulièrement à l'enregistrement automatique des vibrations sonores. Il fut élu correspondant de l'Académie des Sciences dans la section de physique, le 23 juin 1879. La plupart de ses mémoires ont paru dans les *Comptes-rendus de l'Académie* et les *Annales de Physique et de Chimie*. Lissajous, né à Versailles le 4 mars 1822, est mort à Plombières, le 24 février 1880.

(4) A.-L. LETACQ : *Notices sur quelques botanistes ornaïs, etc.*

autre. On peut croire que nos prédécesseurs en explorant les sites abrupts de Saint-Léonard et de Saint-Céneri, les hauts marais du Mont Souprat dans la forêt de Multonne, les collines élevées d'Ecouves se rappelèrent plusieurs fois la phrase de Fontenelle : « La botanique n'est pas une science sédentaire et « paresseuse qui se puisse acquérir dans le repos et l'ombre « d'un cabinet.... Elle veut que l'on coure les montagnes et les « forêts, que l'on gravisse contre des rochers escarpés, que « l'on s'expose au bord des précipices ». (1)

Au bout de plusieurs années d'excursions et d'observations incessantes sur la végétation et la géographie botanique, M. Letellier avait formé un herbier local comprenant plus d'un millier de plantes, et il rédigea avec le Dr Prévost un Catalogue de la région alençonnaise malheureusement resté manuscrit, mais qui fut utilisé par De Brébisson dans les éditions successives de la *Flore de Normandie*. On voit que les auteurs, profitant des recherches plus anciennes de Renaut et de Lelièvre, avaient visité des points jusque là inconnus, étudié les plantes et leurs variations d'une manière plus approfondie, et signalé bon nombre d'espèces nouvelles.

Durant cette période, M. Letellier ne s'était pas limité à la Botanique; travailleur infatigable, observateur habile, il avait commencé l'exploration de nos terrains, étudié la faune, et de concert avec Liesville et le Dr Prévost réuni une belle collection des coquilles vivantes de la région (2).

Aussi lorsque la Société Linnéenne de Normandie tint à Alençon, le 3 juillet 1869, sa réunion annuelle, M. Letellier, choisi pour diriger les excursions, s'en acquitta avec autant de zèle que de savoir : botanistes, géologues et conchyliologistes firent une abondante moisson et recueillirent de précieuses observations. Le lendemain à la séance publique, qui eut lieu à l'Hôtel de Ville, Morière, professeur à la Faculté des sciences de Caen, terminait ainsi son allocution accueillie par d'unanimes et sympathiques applaudissements : « La Société Linnéenne vou-
« lant reconnaître publiquement les services rendus depuis long-

(1) *Eloge de Tournefort*.

(2) A.-R. DE LIESVILLE : *Catalogue des Mollusques vivants aux environs d'Alençon*. Paris, impr. Walder, rue Bonaparte, 1856, in-8°. 16 p.

« temps par M. Letellier à l'étude des sciences naturelles dans
« la ville d'Alençon, le proclame membre honoraire de la Société
« et lui décerne une médaille en argent à l'effigie de Linné,
« qu'elle a déjà offerte à MM. René Lenormand et De Brébis-
« son. Ce sera la troisième récompense de cette nature accordée
« par la Société, qui sera heureuse d'inscrire dans ses archives
« le nom de M. Letellier, à côté de celui de deux hommes, qui
« ont tant fait l'un et l'autre pour les sciences naturelles et sur-
« tout pour notre chère Botanique. »

Tout se lie, tout s'enchaîne dans l'Histoire naturelle ; aucune branche ne peut être isolée des autres. Ainsi la flore est sous la dépendance immédiate de la constitution du sol ; Botanique et Géologie sont deux compagnes inséparables, et l'amateur de plantes doit pour étudier les lois, qui ont présidé à leur dispersion, s'attacher à bien connaître les terrains. Dès ses premières herborisations, M. Letellier n'eut garde, comme je l'ai dit, de négliger cette autre partie de la science, et en observant les végétaux, il se rendait un compte exact des roches qui les nourrissent. Bientôt même la Géologie finit par absorber presque tous ses loisirs, et les patientes explorations quelle demande l'occupèrent uniquement pendant les vingt-cinq dernières années de sa vie ; elle lui doit ses travaux les plus importants, car si M. Letellier s'occupa avec succès de Zoologie et de Botanique, il fut avant tout géologue.

La région alençonnaise placée, comme chacun sait, à la limite des terrains de cristallisation du silurien et du jurassique offre à l'observateur des sujets d'étude difficiles à cause de leur variété, mais d'autant plus intéressants par suite de cette difficulté même.

Elle avait été visitée dès le milieu du siècle dernier, par Guettard, de l'Académie des sciences, qui fut l'un des premiers en France à s'occuper de Géologie. Il était élève de Réaumur, et en se rendant chez son maître au château de la Bermondière, près de Couterne, il séjourna quelque temps à Alençon pour étudier le kaolin de Montpertuis, les granites de Condé-sur-Sarthe, les calcaires de Guéramé et les ampélites de la Ferrière-Béchet (1).

(1) A.-L. LETACQ : *Notice sur les travaux scientifiques de Guettard aux environs d'Alençon et de Laigle* (Orne), Bulletin de la Société Linnéenne

Profitant sans doute de ces premières recherches, le minéralogiste Valmont de Romare, chargé en 1762 de recueillir des documents sur les terrains de la Généralité d'Alençon, visite aussi nos gisements de kaolin, les grès de la butte Chaumont, les minerais de fer de la Ferrière-Bochard, et aussi les schistes ampéliteux de la Ferrière-Béchet dans une carrière, qui se voyait encore, il y a quelques années, près du presbytère. (1)

A une époque plus récente, Jules Desnoyers, de Nogent-le-Rotrou, mort en 1887, bibliothécaire au Muséum et membre de l'Institut, parcourut les environs d'Alençon, pour étudier les terrains oolithiques et spécialement le dépôt siliceux sur lequel la ville est bâtie, qu'il compara aux arkoses de la Bourgogne (2).

La Société Géologique de France, comprenant tout l'intérêt de l'étude du sol d'Alençon, y tint ses assises annuelles du 3 au 7 septembre 1837 (3),

Vers le même temps, Blavier, ingénieur des mines, consacrait à cette région une étude spéciale dans son travail d'ensemble sur la Géologie du département de l'Orne (4).

Ces auteurs n'avaient fait pour ainsi dire qu'effleurer le sujet et recueillir des documents épars, des observations utiles sans doute, mais qu'il importait de vérifier, de coordonner et de compléter par de nouvelles recherches. M. Letellier, n'oubliant pas qu'une critique sans bienveillance est une critique sans justice, appréciait malgré leurs imperfections les travaux de ses prédécesseurs et louait hautement les efforts inouïs, qu'ils leur avaient coûtés, mais en vrai naturaliste, il ne voulait rien affirmer sans

de Normandie, 4^e série, 5^e vol. 1891, p. 67-85 ; L. DUVAL : *La découverte du Kaolin aux environs d'Alençon*, Revue Normande et Percheronne, 1^{re} année, 1892, p. 215-248 ; R. DE BRÉBISSE : *Le Kaolin des environs d'Alençon*, Annuaire normand, 1895, p. 207-236.

(1) *Traité de Minéralogie*, Paris, 1776, 2 vol. in-8^e ; T. II, p. 92, 203 et suiv. — *Dictionnaire raisonné universel d'histoire naturelle*, Paris, 3^e édit. 1776 ; V. Crayon noir (Ampélite de la Ferrière-Béchet), Granite (Granite d'Alençon), Kaolin d'Alençon, Schiste (Schiste de la Ferrière-Béchet).

(2) *Annales des sciences naturelles*. T. IV, (1825) p. 353.

(3) PUILLOU-BOBLAYE, Bulletin de la Société géologique de France, réunion à Alençon, septembre 1837.

(4) *Etudes géologiques sur le département de l'Orne*, Annuaire de l'Orne, 1842, 94 p. 6 pl. et une carte.

l'avoir contrôlé par lui-même. Il reprit donc, le marteau à la main, l'œuvre de ses devanciers rendue plus facile par l'ouverture des routes, des voies ferrées, qui mettant les roches à découvert dans les tranchées, en permettent une étude plus exacte et plus complète.

Lors de la seconde excursion de la Société Linnéenne à Alençon en 1878, les géologues, guidés par M. Letellier, explorèrent les carrières granitiques de Hertré et de Beauséjour, l'arkose, les phyllades métamorphiques de Saint-Denis-sur-Sarthon, les porphyres quartzifères de Livaie, le dévonien de Glatigny et on put voir par les renseignements donnés sur place et le compte-rendu publié dans le *Bulletin* avec quel soin et quelle méthode notre savant confrère avait visité ces terrains.

Par une loyauté scientifique, dont on citerait toutefois peu d'exemples, malgré les nombreux documents amassés et les échantillons réunis de toutes parts, il voulut encore attendre dix années, employées à de nouvelles et scrupuleuses observations, avant de faire paraître la Carte et les Etudes complètes sur la géologie des deux cantons d'Alençon.

Cette description nous paraît un modèle : l'auteur analyse les connaissances acquises, éclaircit les observations obscures et met au jour une somme énorme de faits nouveaux, de renseignements inédits. Les contours, la structure, l'exploitation ancienne et moderne, l'utilité pour les constructions de la granulite d'Alençon sont très longuement étudiés ; les divers étages du cambrien et du silurien deviennent l'objet de descriptions approfondies ; la découverte du dévonien de Saint-Nicolas-des-Bois complète celle du lambeau de Glatigny ; les remarques sur les limites, la nature et l'importance de l'arkose ne laissent place à aucune recherche nouvelle ; l'exposition détaillée des différentes formations géologiques de nos plaines s'enrichit de données utiles aux agriculteurs. Il faut parcourir ces pages, pour voir avec quelle sagacité l'ingénieux observateur a délimité les terrains, indiqué la position stratigraphique et la structure des roches, déterminé les fossiles.

Il ne laissait échapper aucune occasion de perfectionner son œuvre ; ainsi les sondages, très inutiles d'ailleurs, sauf à la Géologie, récemment entrepris par trois grands propriétaires des environs d'Alençon, pour doter leurs domaines d'eaux jaillis-

santes, lui permirent de constater la limite du massif de granulite près de Lonray et de Colombiers et sa grande extension vers Radon, Valframbert et Montigny.

A la suite de son important travail, M. Letellier fut attaché au service de la Carte géologique de France, comme collaborateur auxiliaire de 1889 à 1892. Chargé d'étudier les terrains de la feuille d'Alençon situés au sud des collines de Normandie, il prit une part importante à cette publication; c'est lui notamment, qui a le premier relevé et figuré avec exactitude les nombreux filons de diabase qui au sud de Domfront traversent le Granite et les Phyllades.

La formation silurienne d'Ecouves, qui constitue un vaste massif triangulaire entre Sées et Carrouges, Alençon et Argentan, devait aussi exercer l'esprit investigateur du savant géologue. En dépit des obstacles à surmonter comme le rideau de forêts, qui la recouvrent, les limons et les éboulis répandus sur les versants, l'intrépide chercheur se mit résolument à l'œuvre multipliant les voyages dans toutes les directions, profitant des moindres affleurements naturels, visitant les fossés, les tranchées des routes, les puits, les carrières ouvertes çà et là dans les schistes et les grès. Son exposé clair, substantiel, riche de détails, accompagné d'une carte est un vrai guide du géologue sur les terrains si variés du massif. On doit entre autres à M. Letellier la découverte de la diabase dans la vallée de Fontenay et du filon de porphyre de Goult.

Il a donné un résumé de toutes ses recherches aux environs d'Alençon dans un mémoire adressé, il y a un an, à la Société des sciences naturelles de Cherbourg et publié quelques mois après sa mort. C'est un aperçu sur l'histoire de la formation de nos terrains, où il retrace à grands traits leur origine, l'époque de leur apparition, les changements qu'ils ont subis dans la suite des siècles, pour arriver aux caractères de structure et de position, qu'ils nous présentent aujourd'hui.

Les ouvrages de M. Letellier seront toujours une mine de renseignements précieux, à cause de la multitude d'observations qu'ils renferment. Chaque objet se trouvant soumis à un examen d'autant plus attentif que le champ d'exploration fut toujours assez limité, l'habile géologue, s'appliquait à décrire minutieusement les caractères locaux, la position relative de nos

différentes roches, à présenter au lecteur avec exactitude et clarté les faits, auxquels il faut en définitive demander la base des théories. Les hypothèses passent, les observations restent, et, suivant le mot de Cuvier, perpétueront le nom de l'observateur tant que la culture des sciences sera un titre à la reconnaissance des hommes.

Dès 1879 le Congrès de la Sorbonne, sur le rapport de M. Blanchard, décernait à M. Letellier une médaille d'argent pour ses travaux de Géologie ; il servit de guide dans la région aux savants les plus illustres, Elie de Beaumont, de Verneuil, Hébert, Delesse, Triger, Vilanova, de Madrid, d'Yérofeyew, de Saint-Pétersbourg ; l'Association française pour l'avancement des Sciences, le Conseil général de l'Orne reconnaissant le mérite et l'utilité pratique de ses recherches, lui votèrent des subventions pour les poursuivre et les publier ; enfin les témoignages les plus autorisés se sont réunis pour rendre justice à la valeur et à l'importance de l'œuvre.

Le naturaliste en publiant ses ouvrages doit comme l'historien et l'érudit fournir des documents à l'appui de ses assertions, présenter des pièces justificatives. De là la nécessité des collections soumises au contrôle des initiés, et qui deviennent un enseignement pour les néophytes, car des échantillons choisis avec intelligence et bien préparés seront toujours préférables aux gravures les plus fidèles et aux meilleures des descriptions. Qu'on ne rie donc plus, disait Flourens, de la manie des collections, puisque c'est à cette manie que l'Histoire naturelle doit ses progrès. Aussi la réorganisation du Musée d'Alençon doit-elle être regardée comme l'un des plus importants services rendus à la science par M. Letellier.

Je dis réorganisation, car dès la fin du siècle dernier, Renaut, professeur à l'Ecole centrale de l'Orne, avait, au prix de recherches, de fatigues et de dépenses personnelles, formé un cabinet contenant plus de 400 échantillons de Zoologie et de Minéralogie, très admiré par l'illustre physicien Biot lors du voyage qu'il fit dans notre département au mois d'avril 1803 pour étudier le phénomène de la pluie de pierres de Laigle. L'Ecole centrale ayant été supprimée en 1806, ces précieuses collections malgré les réclamations énergiques et réitérées de Renaut, furent

promptement dispersées par suite d'une déplorable incurie administrative.

En 1839, sur la demande de M. de la Sicotière, le Conseil municipal d'Alençon décida qu'un Musée d'Histoire naturelle serait fondé dans les bâtiments attenant à l'Hôtel de Ville, et vota les fonds nécessaires à l'appropriation du local.

Blavier, ingénieur des mines, ayant consacré deux campagnes, 1836 et 1837, à l'étude de l'ensemble des terrains du département, et rassemblé environ 500 échantillons de roches et de fossiles, les donna à la ville en 1840 ; Sevestre, avoué à Alençon, géologue plus zélé que savant, fit également don de sa collection de roches du pays ; quelques personnes généreuses y ajoutèrent des minéraux de l'Italie et des Alpes ; M. de la Sicotière offrit aussi des roches et divers objets recueillis au cours de ses savantes excursions archéologiques ; et le tout fut rangé par Sevestre sous les combles de l'Hôtel de Ville, dans une mansarde presque inaccessible au public. Ce fut le premier fonds de notre Musée.

Sevestre ayant quitté Alençon en 1843 pour s'en aller à Coutances, les collections étaient menacées de subir le sort du Musée de l'Ecole centrale, si M. Letellier, connaissant le prix d'un pareil trésor pour les travailleurs, ne se fut bénévolement chargé de les nettoyer, de les mettre en ordre et plus tard de les transporter à la Halle aux Toiles.

En 1857 on fit aménager les salles aujourd'hui occupées à l'Hôtel de Ville ; M^{me} Houtou de La Billardière donna sa collection de coquilles vivantes, M. Hupier sa collection d'Oiseaux du pays, à laquelle vint bientôt s'ajouter celle du Dr Léger offerte par M. Gillet ; le Musée acheta deux cents espèces étrangères. M. Letellier nommé officiellement conservateur, exposa tous les objets dans les vitrines et l'inauguration solennelle du Musée eut lieu le 15 juillet, lors de la réunion de l'Association normande, présidée par M. de Caumont. (1)

Depuis cette époque M. Letellier s'occupa très activement d'accroître les collections ; grâce à ses propres recherches et aux sollicitations adressées à des savants, des naturalistes et des

(1) M. LETELLIER : *Musée d'Histoire naturelle d'Alençon*, Annuaire Normand, 1895, p. 236.

voyageurs, le Musée s'est enrichi d'un très grand nombre de pièces d'Histoire naturelle, d'Ethnographie et d'Archéologie pré-historique.

Les collections intéressant notre pays ont été pour le conservateur l'objet d'un soin tout spécial : afin d'exciter sans doute le zèle et peut-être l'amour-propre des chercheurs, il les a étiquetées en indiquant pour chaque objet le nom du donateur, et placées aux endroits les plus apparents des vitrines. Elles sont assez complètes pour les Oiseaux, les Reptiles, les Mollusques et particulièrement les Roches et les Fossiles, mais il y a pour la Botanique de trop nombreuses lacunes, que l'activité et la générosité des travailleurs devraient s'efforcer de remplir. Comme me le disait il y a quelques jours encore, un de nos naturalistes français les plus distingués, le Dr Laboullène, un Musée de province doit avant tout réunir les productions de la contrée ; c'est là que les jeunes amateurs viendront s'instruire, et les savants de profession chercher des matériaux pour leurs ouvrages.

J'ajouterais même, si ce n'était sortir de mon sujet, que pour augmenter dans des proportions désirables les collections du département, il serait nécessaire de disposer d'un emplacement plus grand ; les locaux ne sont pas assez vastes et les vitrines sont trop peu nombreuses. Aussi, quand les circonstances permettront à la municipalité d'Alençon d'agrandir l'espace réservé au Musée, elle aura réalisé un des vœux les plus chers de M. Letellier et bien mérité de la science.

L'Histoire naturelle resta l'étude de prédilection de M. Letellier, mais son esprit toujours avide de savoir s'intéressait encore aux progrès des Sciences physiques, de la Géographie et de l'Archéologie préhistorique. Il fit même dans ces dernières années des recherches spéciales sur les monuments de l'architecture celtique dans le département de l'Orne, et l'étude comparative des objets trouvés par M. de la Sicotière et lui-même aux environs d'Alençon, par le Dr Jousset à Bellême et M. l'abbé Gatry dans la plaine de Sées, l'amena à conclure que notre pays n'avait été peuplé qu'à l'époque de la pierre polie et des mégalithes.

La philologie, qui exige de ses adeptes la sagacité patiente du

naturaliste, avait aussi attiré notre laborieux confrère. Outre les deux langues classiques, qu'il possédait bien, il apprit l'anglais et l'allemand et acquit même des notions assez étendues sur l'hébreu et l'arabe ; l'italien et l'espagnol n'avaient plus de secrets pour lui.

On se demandera peut-être comment avec les devoirs du professorat remplis avec tant d'assiduité et de dévouement par M. Letellier pendant un demi-siècle, il a pu trouver assez de loisirs pour acquérir cette somme considérable de connaissances, mener de front un si grand nombre de travaux, et composer une quarantaine de mémoires supposant pour la plupart des observations délicates et difficiles. Mais au service de sa grande facilité il mettait la méthode infailible, le travail opiniâtre et persévérant ; mais comme ses amis Gillet et La Sicotière, il connaissait l'art de ne perdre aucun moment. S'il ne fuyait pas la société, dont il était l'agrément par une gaieté de bon aloi et sa conversation souvent instructive, toujours charmante, il ne se trouvait nulle part plus heureux que dans son cabinet de travail, occupé de l'analyse des plantes, de l'étude des roches ou de la détermination des fossiles. L'attrait incessant du nouveau, et la beauté des merveilleux détails de la création soutiennent l'ardeur et font la joie du naturaliste.

Pour être cultivée avec succès, l'Histoire naturelle demande un esprit méthodique, un jugement droit, une mémoire heureuse, et une constance à toute épreuve dans l'observation. N'est-ce pas Buffon qui a dit : « Le génie de la science, c'est la patience » ? M. Letellier en était merveilleusement doué. Aucune étude ne paraissait lui coûter quand il s'agissait d'approfondir un sujet, de vérifier un fait, ou de reconnaître une de ces mille particularités de la structure de notre sol. Un doute, une simple hésitation sur l'exactitude d'un détail utile à ses travaux de Géologie suffisait pour lui faire entreprendre des courses longues et fatigantes. La vieillesse elle-même n'avait pu ralentir son zèle ni lasser son ardeur ; il semblait craindre le repos ; c'est, âgé de près de quatre-vingts ans, qu'il entreprit de poursuivre et de compléter par de nouvelles et rigoureuses observations ses premières recherches sur notre vaste forêt d'Econves.

Les voyages géologiques, en faisant aux travaux de cabinet

une diversion aussi saine pour le corps que pour l'esprit, avaient aussi leur côté plaisant. Les chercheurs d'insectes, de plantes ou de pierres ont auprès du public peu éclairé la réputation de gens bizarres occupés de minuties. M. Letellier n'en fut pas plus exempt que ses confrères, et la vue de cet homme parcourant les campagnes, muni de son inséparable marteau, cassant des pierres sur tout chemin, fut parfois pour nos braves paysans l'occasion de singulières méprises et donna lieu à de piquantes anecdotes.

Depuis longtemps déjà, M. Letellier était officier de l'Instruction publique ; la plupart de nos Sociétés savantes, Linnéenne de Normandie, des Sciences naturelles et mathématiques de Cherbourg, Géologique de Normandie, d'Horticulture de l'Orne avaient tenu à se l'attacher comme membre d'honneur. Il ne comptait que des amis parmi ces collègues : il avait la modestie qui charme et la bonté qui attire ; ceux surtout qui l'ont connu dans l'intimité, savent combien il était aimable, bienveillant, content d'obliger. Les jeunes gens qui s'occupaient d'Histoire naturelle recevaient de lui de précieux encouragements ; passionné lui-même pour le travail il était heureux de rendre service aux travailleurs : il les aidait de ses conseils, mettant à leur disposition toutes les ressources dont il disposait et s'associant de tout cœur à leurs succès.

Depuis près d'une année la santé de M. Letellier avait subi de graves atteintes ; l'oreille devenait tardive, la vue s'affaiblissait. Malgré ces infirmités, la dernière surtout attristante pour un observateur, il conservait son caractère heureux ; son énergie ne l'abandonnait pas, et il profitait des moments d'accalmie pour poursuivre ses travaux. Au mois de septembre de l'année dernière, deux botanistes distingués, M. Corbière, auteur de la *Nouvelle Flore de Normandie*, et M. Léveillé, directeur du *Monde des Plantes*, se trouvant à Alençon, nous fîmes à leur occasion une visite à nos localités classiques du Mortier et des Rablais (1). On admirait avec quelle précision et quelle richesse de

(1) A.-L. LETACQ : *Note sur la constitution géologique et la flore des étangs du Mortier et des Rablais* (Sarthe), Bulletin de la Société d'Agriculture, Sciences et Arts de la Sarthe, t. XXXV, 1895 et 1896, 3^e fascicule, p. 277-288. — Un compte-rendu de ce travail a paru dans les *D^r A. Petermanns Geogr. Mittheilungen*, 1898, Heft II, p. 26.

renseignements M. Letellier indiquait la structure et les limites des terrains parcourus, et avec quelle sûreté de mémoire il rappelait les noms des plantes, qu'il avait autrefois récoltées.

A quelque temps de là nous y retournions tous deux ; observateur toujours scrupuleux, il voulait vérifier encore ses déterminations. Ce furent, je crois, ses adieux aux campagnes d'Alençon, qu'il avait tant de fois parcourues.

L'hiver se passa assez péniblement ; les yeux s'affaiblissaient de plus en plus, les forces s'en allaient. Un jour, en m'apportant quelques feuilles d'un manuscrit sur le précambrien des environs d'Alençon : « Mon cher ami, me dit-il, je n'ai plus qu'une excursion à faire à Saint-Céneri pour terminer ce travail, mais ce sera le dernier ; je ne puis plus travailler. » Ce devait être, en effet le dernier ; comme Gillet il cessa d'étudier et de vivre.

Quelques jours après, il était frappé d'une de ces maladies de poitrine d'abord légères en apparence, mais qui, à son âge prennent bien vite malgré les soins les plus intelligents et les plus dévoués un caractère de gravité fatale, et le jeudi 24 mars, il mourait entre les bras de sa famille éplorée.

La religion de son enfance, à laquelle il fut toute sa vie fidèle, vint consoler les derniers moments de cet homme de bien. Au début de sa maladie, sentant ses forces diminuer rapidement, il demanda son confesseur M. l'abbé Hommey, qui le prépara à recevoir les derniers sacrements. Durant les jours qui suivirent sa piété sembla plus vive encore ; il priait sans cesse et engageait à prier ceux qui l'assistaient ou qui venaient le visiter, attendant la mort avec la tranquillité et la résignation, qu'une foi profonde peut seule inspirer.

L'Histoire naturelle a perdu depuis deux ans dans notre pays ses représentants les plus autorisés, Gillet et Letellier : le premier élevant par de longues années de labeur un monument durable à la Mycologie française, l'autre pendant un demi-siècle faisant de la Faune, de la Flore et surtout de la Géologie régionales l'objet successif de ses patientes et fécondes investigations. C'étaient nos maîtres ; puissent-ils rester toujours nos modèles et nous apprendre par leur vie si laborieuse, que dans le domaine scientifique les travaux utiles ne sont jamais que le résultat d'études opiniâtres et profondes ! Puisse en même temps l'exemple de ces

carrières si bien remplies et si heureuses montrer à tous que la science unie à la vertu suffit au bonheur de la vie !

Bibliographie des Travaux de M. Letellier

— Sur le don fait au Musée d'Alençon, par M. Deplanche d'Argentan, chirurgien de la marine, d'objets divers à l'usage des naturels des Iles-Marquises, des Nouvelles-Hébrides, de la Nouvelle-Calédonie et de la Guyane. *Le Nouvelliste alençonnais*, 6 juillet 1861 (1).

— Conférences sur l'astronomie, faites à Alençon, par M. Combettes, professeur de mathématiques au Lycée. *Journal d'Alençon* n^{os} du 14 et 21 mars 1867.

— Excursion de la Société Linnéenne de Normandie à Alençon, les samedi 3 et dimanche 4 juillet 1869. *Bulletin de la Société Linnéenne*, 2^{me} série, T. IV, 1868-69, p. 277-290.

Tir à part, Caen, F. Leblanc-Hardel, 1870, in-8°, 27 p.

— Nouvelle découverte du Gui de chêne, *Journal d'Alençon*, 24 septembre 1874.

— Le Gui du poirier. *Ibid*, 1875.

— Lettre à M. le Rédacteur en chef du *Courrier de l'Ouest* (sur le sujet précédent). *Courrier de l'Ouest*, 15 mai 1875. — Réponse à un article publié dans le n^o du 3 Mai.

— Note sur les recherches de charbon de terre dans l'Orne au XVIII^e siècle. *Bulletin de la Société Linnéenne de Normandie*, 2^{me} série, 9^{me} vol. 1874-75.

— Note sur le Musée d'histoire naturelle d'Alençon. *Association française pour l'avancement des sciences*, Congrès du Havre, 1877, p. 547-551.

— Roches granitiques d'Alençon et des environs. *Exposition géologique du Havre*, 1877, p. 56.

(1) A.-L. LETACQ : *E. Deplanche, d'Argentan ; sa vie, ses travaux scientifiques*. Annuaire d'Argentan pour 1889, p. LV-LIX.

— Deuxième Excursion de la Société Linnéenne à Alençon, les 15 et 16 juin 1878. *Bulletin de la Société Linnéenne de Normandie*, 3^{me} série, 2^e vol. 1877-78, p. 270-306.

Tir. à part, Caen, F. Leblanc-Hardel, 1878, in-8°, 42 p. — Cette brochure contient le *Catalogue méthodique des espèces des genres Voluta et Lyria composant la collection conchyliologique du D^r Prévost d'Alençon* et le *Compte rendu des Excursions botaniques de la Société Linnéenne*, par M. Duterte.

— Notice géologique sur les terrains traversés par le chemin de fer d'Alençon à Domfront. *Ibid.* id. p. 340-351.

— Terrains des environs d'Alençon. Notes géologiques. *Mémoires de la Société géologique de Normandie*, T. VII (1880), p. 523-530.

Tir. à part, Le Havre, impr. du journal *Le Havre*, 1880, in-8°, 7 p.

— Note sur le Quartzite des environs d'Alençon. *Bulletin de la Société Linnéenne de Normandie*, 4^{me} série, 6^{me} vol. 1881-82, p. 15-22.

Tir. à part, Caen, F. Leblanc-Hardel, 1882, in-8°, 8 p.

— Peut-on trouver du charbon de terre dans le département de l'Orne? *Bulletin de la Société historique et archéologique de l'Orne*. T. II (1883), p. 110-119.

— Notice biographique sur le docteur Prévost. *Bulletin de la Société Linnéenne de Normandie*, 3^{me} série, 8^{me} vol. 1883-84, p. 9-14.

— Carte géologique des deux cantons d'Alençon. *Association française pour l'avancement des sciences*, Congrès de Toulouse, 1887, p. 481-492, pl. XII-XIII.

Tir. à part, Toulouse, imp. Douladoure-Privat, 1887, in-8°, 12 p.

— Etudes géologiques sur les deux cantons d'Alençon. *Bulletin de la Société Linnéenne de Normandie*, 4^{me} série, 2^e vol., 1887-88, p. 305-423 (avec carte au 1/40.000).

Tir. à part, Caen, H. Delesques, 1888, in-8°, 119.

— Terrains de la commune d'Alençon. *Journal d'Alençon*, 10 décembre 1891.

— Sur les Terrains d'Alençon. *Ibid*, 19 décembre 1891.

— Aperçu géologique sur la commune de Joué-du-Bois. *Bulletin de la Société historique et archéologique de l'Orne*, T. IX (1890), 2^{me} Bull. p. 203. — Inséré au commencement de la *Notice sur Joué-du-Bois*, par M. l'abbé Macé.

— Terrains au sud des collines de Normandie, compris dans la feuille d'Alençon de la carte géologique détaillée de la France. *Bulletin de la Société Linnéenne de Normandie*, 4^{me} série, 6^{me} vol., 1892, p. 89-106.

— L'Arkose d'Alençon. *Ibid*, id. p. 245-268 (avec carte).

Tir. à part. Caen, E. Lanier, 1892, in-8°, 23 p.

— Découverte d'un lot de haches en pierre polie, au village du Fléchet, commune de Lonrai, près d'Alençon. *Journal d'Alençon*, 13 juin 1893.

— Petite question de grammaire. *Ibid*, 24 juin 1893. — Réponse à une note de M. de La Sicotière sur le sujet précédent parue dans le n° du 20 juin.

— Note sur la découverte d'un lot de cinq haches en pierre polie aux environs d'Alençon. *Bulletin de la Société historique et archéologique de l'Orne*, T. XII (1893), 2^{me} Bull. p. 278.

— Le Musée d'Histoire naturelle d'Alençon. *Congrès bibliographique du Mans*, 14 et 15 novembre 1893, p. 248-250.

Tir. à part, Le Mans, Monnoyer, 1894, in-8°, 8 p. — Cette brochure renferme également la note de M. Eugène Lecointre, sur la *Bibliothèque et le Musée de Peinture d'Alençon*.

— Carte géologique détaillée de la France, n° 62, Alençon (janvier 1894), par M. Bigot avec la collaboration de MM. Bizet et Letellier (1).

— Carte géologique détaillée de la France, n° 62, Feuille d'Alençon. — Note bibliographique publiée dans le *Journal d'Alençon*, 1^{er} mars 1894.

— Exposition cambodgienne de M. A. Leclère, au Musée d'Alençon. *Ibid*, 17 juillet 1894.

(1) La *Notice explicative* indique quelle a été la part des deux collaborateurs dans la confection de cette feuille.

— Description d'objets de l'âge de la pierre polie provenant du Cambodge et déposés au Musée d'Alençon. *Bulletin de la Société historique et archéologique de l'Orne*, T. XIII (1894), 3^{me} Bull. p. 374-381 (avec 2 pl.).

— La Butte Chaumont. *Revue Normande et Percheronne*, 4^{me} année (1895), n° 2, p. 72-76.

— Le Sol d'Alençon avant la création de l'homme et un peu après. *Ibid*, n° 3, p. 193-198.

— Hache polie en diabase trouvée à Briante. *Bulletin de la Société historique et archéologique de l'Orne*, T. XIV (1895), 1^{er} Bull. p. 134-136.

— Constitution géologique de l'arrondissement d'Alençon. *Annuaire normand*, 1895, p. 175-206.

Tir. à part, Caen, H. Delesques, 1895, in-8°, 34 p.

— Musée d'Histoire naturelle d'Alençon. *Ibid*, id. p. 236-245.

— Lettre à M. Bigot, professeur de géologie à la Faculté des Sciences de Caen. Réponse à ses OBSERVATIONS A LA NOTE DE M. LETELLIER sur la Constitution géologique de l'arrondissement d'Alençon, Alençon, E. Renaut-De Broise, novembre 1895, in-8°, 8 p.

— Etudes géologiques sur le massif silurien d'Ecouves. *Bulletin de la Société géologique de Normandie*, T. XVII (1894-95) avec carte.

Tir. à part, Le Havre, impr. du journal *Le Havre*, 1896, in-8°, 54 p.

— L'Herbe au chat. *Bulletin de la Société d'Horticulture de l'Orne*, 1^{er} semestre 1896, p. 47-51.

— Sur une pomme de terre à tige gigantesque. Note lue à la séance de la Société d'Horticulture de l'Orne du 6 septembre 1896. *Ibid*. 2^{me} semestre 1896, p. 72-77.

— Extraits du BOLETIN DE AGRICULTURA, MINAS E INDUSTRIA, publié par le Gouvernement du Mexique. *Ibid*, id. p. 78-81.

— Sondages pour puits artésiens aux environs d'Alençon. *Mémoires de la Société nationale des Sciences naturelles et mathématiques de Cherbourg*, T. XXX, (1897), p. 257-276.

Tir. à part, Cherbourg, impr. E. Lemaoult, 1897, in-8°, 20 p.

— Nouvelle série d'objets préhistoriques du Cambodge envoyés par M. A. Leclère, résident de France à Kratié. *Bulletin de la Société historique et archéologique de l'Orne*, T. XVI (1897), 2^{me} Bull. p. 198-204.

— Essai sur l'Histoire géologique du pays d'Alençon. *Mémoires de la Société nationale des Sciences naturelles et mathématiques de Cherbourg*, T. XXXI, (1898), p. 65-100.

Tir. à part, Cherbourg, impr. E. Lemaoult, 1898, in-8°, 36 p.

Ouvrages à consulter sur la vie et les travaux de M. Letellier

E. BLANCHARD : *Rapport sur les travaux des membres des Sociétés savantes des départements publiés pendant l'année 1879*, Revue des Sociétés savantes, 1^{re} série, T. I^{er} (1879) ; *Les Mondes*, revue hebdomadaire des Sciences, T. XLIX (Mai-Août 1879), p. 10.

M^{me} OURSEL : *Nouvelle biographie normande* (1887).

A. DESVAUX et A.-L. LETACQ : *Essai sur la bibliographie de l'abbaye de Saint-Evroult et du canton de la Ferté-Fresnel*, Bulletin de la Société historique et archéologique de l'Orne. T. IX (1890), p. 243 ; Tir. à part, Alençon, E. Renaut-De Broise, p. 46.

A.-L. LETACQ : *Recherches sur la bibliographie scientifique du département de l'Orne précédées d'une Introduction sur l'Histoire des Sciences dans cette région*, Ibid. T. XI, p. 178, 316. T. XII, p. 41, 57 ; Tir. à part, Alençon, E. Renaut-De Broise, p. 108, 125, 140, 156.

— *Les Etudes scientifiques dans le département de l'Orne. Rapport lu au Congrès de la Société bibliographique tenu au Mans les 14 et 15 novembre 1893, sous la présidence de M. Sénart, membre de l'Institut*, Annuaire normand, 1894, p. 278 ; Tir. à part, Caen, H. Delesques, p. 40.

Augustin LETELLIER : *Rapport sur le mouvement scientifique, industriel et agricole présenté aux Assises de Caumont (Première session tenue à Caen les 28, 29 et 30 décembre 1893)*. Caen, H. Delesques, 1894, in-8°, 248 p. — V. p. 25 et 93.

Louis DUVAL : *Causerie scientifique*, Revue normande et percheronne (Alençon, Herpin), 5^{me} année (1896), p. 189.

A. BIGOT : *Progrès des Sciences géologiques en Basse-Normandie de 1875 à 1895*, Bulletin de la Société Linnéenne de Normandie, 4^{me} série, 10^{me} vol. (1896), p. 90.

A.-L. LETACQ : *Nécrologie : M. Letellier*, Journal d'Alençon, 30 mars 1898 ; L'Indépendant de l'Orne du 1^{er} au 8 Avril.

— *Notice sur M.-J. Letellier, conservateur du Musée d'Histoire naturelle d'Alençon*, Le Monde des Plantes, 7^{me} année (2^{me} série), n° 102, 1^{er} Mai 1898.

DE NEUFVILLE : *Eloge de M. Letellier, prononcé à la séance de la Société d'Horticulture de l'Orne du 3 Avril 1898*, Bulletin de la Société d'Horticulture, 1^{er} semestre 1898, p. 26.

A.-L. LETACQ : *M. Letellier*, Almanach de l'Orne pour 1899, p. 106.

A.-L. LETACQ.

Gustave LE VAVASSEUR

CONSEILLER GÉNÉRAL DE L'ORNE

Nos cantons, sortes de petits cercles politiques disséminés sur la surface du département, sont d'origine essentiellement moderne. Ils n'ont rien de commun avec nos anciennes circonscriptions ecclésiastiques, judiciaires, financières, doyennés, châellenies royales, vicomtés, encore moins avec les *pagi* dont notre pays du Houlme offre un spécimen remarquable qui vient d'être mis sous nos yeux par M. le baron Jules des Rotours. Leur nombre et leur importance, leurs noms même ont varié (1).

A la longue, il n'en ont pas moins acquis une consistance et une individualité plus ou moins accentuées. Celui de Briouze par exemple, se distingue par son caractère essentiellement conservateur. Les rivalités politiques y ont été jusqu'à ce jour presque inconnues. C'est ainsi que, chose remarquable, cet heureux canton n'a compté depuis le commencement de la Révolution jusqu'à la mort de Gustave Le Vavasseur, c'est-à-dire depuis plus d'un siècle que cinq représentants au Conseil général.

Le premier en date, Chausson-Lasalle (Jacques-François-Louis), était né à Gisnay, canton d'Exmes, le 27 novembre 1761. Il avait successivement rempli les fonctions de receveur du district d'Argentan, de membre du Conseil général du département dont il avait été président en 1809 et de juge au Tribunal civil

(1) Le nombre des cantons du département de l'Orne fut fixé à 52 en 1790. L'arrêté du 5 brumaire an X le réduisit à 35. Il a été porté à 36 en 1820, par suite de l'établissement du canton de Flers, qui date bien de 1790, mais dont le chef-lieu fut transféré à la Carneille en l'an II, en punition de la part prise par quelques habitants de Flers à l'émeute contre-révolutionnaire qui s'était produite au mois de novembre 1793, lors du passage de l'armée vendéenne sur les confins du département de l'Orne. Le canton de la Carneille, à son tour, avait été supprimé en l'an X, au profit de ceux d'Athis et de Messey.

d'Argentan. Il avait élu son domicile public à Lougé-sur-Maire. Il fut remplacé comme conseiller général du canton de Briouze, le 11 décembre 1832 par M. de Vaucelle de Ravigny (Alexandre-François-Jules), maire de Lignou, sous-préfet provisoire de l'arrondissement d'Argentan, et conseiller d'arrondissement, né le 22 novembre 1803, mort récemment. Son successeur élu en 1848, fut Jean-André Masson, né à Saint-Hilaire-de-Briouze, le 4 fructidor an IX. Il avait rempli successivement les fonctions de notaire et d'adjoint au maire de Flers, de suppléant du juge de paix de la même ville, de membre du Conseil d'arrondissement et de juge de paix du canton de Briouze. En 1862, M. Lemasquier (Adolphe-Jean), né à Tinchebray, le 5 juillet 1805, fut appelé à représenter le même canton, et à sa mort il fut remplacé en 1870 par M. Gustave Le Vavasseur.

M. Gustave Le Vavasseur fut nommé conseiller général au même titre que ses honorables prédécesseurs, c'est-à-dire comme le représentant le plus autorisé des intérêts du canton, au même titre que Dureau de la Malle, le traducteur de Tacite qui fut président du Conseil général de l'Orne, au commencement du siècle, que le sénateur Røederer, son collègue à l'Académie française⁽¹⁾, que M. le duc d'Audiffret-Pasquier, digne petit-fils et héritier des Pasquier, que le marquis de Chennevières, directeur des Beaux-Arts, et que M. de La Sicotière, ses camarades. La politique, en tout cas fut étrangère à son élection. Maire de la Lande-de-Lougé depuis 1849, il représentait son canton au Conseil d'arrondissement depuis 1852. Ses idées, il les avait mises au grand jour dans le *Journal d'Argentan* et dans l'*Almanach de l'Orne*, fondé ici même, par M. l'abbé Laurent, professeur de rhétorique au collège, qu'il rédigea pendant quarante ans.

(1) Røederer (Pierre-Louis), né à Metz, le 15 février 1754, conseiller au Parlement de Metz, membre de l'Assemblée constituante, procureur général syndic du département de la Seine de 1791 à 1792, professeur d'économie politique à l'Ecole centrale, membre de l'Institut national. (Académie française et Académie des sciences morales et politiques), conseiller d'Etat, sénateur ; titulaire de la Sénatorerie de Caen, avec résidence à Alençon (Bâtiments de la Visitation, aujourd'hui caserne Ernouf), comte de l'Empire, ministre des finances de Naples, administrateur du Grand Duché de Berg, pair de France pendant les Cent-Jours, député de l'Orne, de 1831 à 1835, président du Conseil général de l'Orne de 1830 à 1833, mort en son château de Bois-Roussel, commune de Bursard, le 17 décembre 1835.

Voici la profession de foi qu'il adressait à son ami M. Jules Buisson dans la première de ses *Lettres à un campagnard*, datée de la Lande, le 27 octobre 1830 :

Demain, c'est l'hiver. Aurons-nous un printemps ? et quel printemps aurons-nous ? Verrons-nous fleurir la violette, le lis ou la rose rouge !

C'est de la politique que je vous fais là et de la plus pure. La politique a tout envahi ; elle a passé dans le sang ; elle s'est infiltrée dans les habitudes domestiques. Sur la place et près du foyer, dans les rues et dans les chemins. Tout le monde en jase.

Vous m'avez dit un jour qu'il nous manquait un sens, à nous autres Français, — le sens d'être gouvernés. Cela tient à notre amour inné et aveugle de l'égalité, qui détruit en nous toute intelligence de la hiérarchie. Nous n'avons pas trop d'orgueil, — soit ; — mais en revanche que de vanité et d'envie ! La vanité et l'envie, la moquerie et le sarcasme qui en découlent, sont nos péchés mignons.

Vous souvient-il de ce sermon de Bourdaloue, celui que le fougueux Joseph de Maistre lui-même trouvait un peu fort sur le devoir des chrétiens de ne point employer l'intrigue pour parvenir aux honneurs ? En voyant les bassesses que nous faisons tous les jours, nous autres Français, auprès des Rois, quand nous en avons ; des Présidents, quand nous les souffrons ; des Ministres de toute sorte, des Préfets et du Peuple souverain, en voyant quels hommes se sont emparés, de guerre lasse, de certaines places, je trouve que le sermon de Bourdaloue a du bon. Quand l'autorité n'a pas les mains liées par de mesquines considérations, les yeux obscurcis par la foule des solliciteurs et les oreilles étourdies par des incessantes criailleries, l'autorité, quelle qu'elle soit choisit bien. Arrière donc, politiques à échine convexe, courtisans intéressés, rongeurs affamés du budget ! Mais, c'est en vain que je crie. On a chassé bien des ministres, on n'a jamais pu balayer les antichambres. N'est-ce pas Paul-Louis Courier qui a dit : « Nous naissons valetaille, ét s'il n'y avait que trois hommes sur la terre, l'un ferait la courbette à l'autre et, s'unissant contre le troisième, ils le contraindraient à travailler pour eux. » Heureux troisième, si les deux premiers étaient d'accord ! « Aujourd'hui ils s'uniraient deux pour nommer maître le troisième, lui demander les premières places et finalement conspirer contre lui. »

On peut dire que l'homme qui parlait ainsi avait de la démocratie des idées plus hautes que plus d'un de ceux qui alors s'en croyaient des représentants les plus autorisés. Gustave Le Vavasseur est là tout entier ; on reconnaît dans ces pensées écrites au courant de la plume le vieil esprit gaulois dont il était nourri et la forme humoristique qu'il savait donner aux plus graves leçons.

La circulaire qu'il adressa à ses électeurs, le 31 mai 1870 lorsqu'il posa sa candidature au Conseil général n'est pas moins caractéristique.

A MM. LES ÉLECTEURS DU CANTON DE BRIOUZE

MES CHERS CONCITOYENS,

Vous êtes appelés à nommer, le 12 juin prochain, un membre du Conseil général pour le canton de Briouze.

Je me présente à vos suffrages.

De vous à moi toute déclaration de principes, toute profession de foi, seraient superflues. Mes principes et ma foi sont les vôtres. Nos intérêts sont communs. Nous sommes compatriotes, et, permettez-moi de le dire, — amis éprouvés.

Il y a deux ans, vous avez librement, spontanément renouvelé, pour a quatrième fois, en ma faveur, le mandat de représentant au Conseil d'arrondissement. Je me félicite d'avoir été alors comme précédemment, mes chers Concitoyens, l'expression de la liberté électorale qui est aujourd'hui une vérité reconnue.

Si je vous demande aujourd'hui vos suffrages, c'est encore au nom de cette liberté que vous aurez l'occasion d'exercer une fois de plus en désignant mon successeur au Conseil d'arrondissement, si vous m'appellez au Conseil général.

ELECTEURS,

Vous êtes libres et éclairés.

Je me présente à vous, non comme le plus autorisé et le plus digne ;

Mais comme le plus ancien de vos amis et le plus dévoué de vos serviteurs.

GUSTAVE LE VAVASSEUR.

La Lande-de-Lougé, 31 mai 1870.

On était, hélas ! à la veille de la fatale guerre de 1870. Aussi dans sa session extraordinaire qui s'ouvrit le 19 septembre et qui ne fut close que le 11 novembre, le Conseil général de l'Orne eut-il à prendre les décisions les plus graves. M. Albert Christophle, nommé préfet après le 4 septembre, prit la parole pour y proposer au Conseil les mesures propres à assurer la défense du département. Il fut fortement appuyé par M. le duc Pasquier qui prononça, à cette occasion, un éloquent et patriotique discours dans lequel revivent les angoisses du moment, la confiance dans la liberté et les illusions généreuses que nous avons tous partagées :

« Les circonstances sont bien graves. Jamais tant de malheurs n'ont été accumulés sur notre pays. Il faut que notre courage soit plus grand encore. Le Conseil trouvera des ressources dans son cœur, dans son dévouement à la patrie en danger. S'il s'agit de fonds à voter, nul ne marchandera pour l'achat des fusils, tout ce qui sera nécessaire. M. le Préfet ne nous a pas caché l'amertume de ses préoccupations et des sentiments qui l'inspirent en voyant ce qui se passe autour de nous. Il ne s'agit point ici des membres du Conseil général, mais de ces populations casanières de la campagne, si peu faites aux nécessités de la défense locale. Ce n'est point seulement des fusils, mais des hommes qu'il convient de s'occuper. Le nombre des Francs-Tireurs est bien restreint ; on ne peut se résoudre à quitter son clocher. L'essor est faible, le courage timide en face de périls imminents.. »

Certes, le patriotisme n'a jamais fait défaut au Normand, mais plus résistant, plus concentré qu'actif et extérieur. D'ailleurs depuis vingt années, traité en enfant par le gouvernement qui vient de succomber, il a vu s'émousser chez lui le sentiment de l'initiative personnelle. De là cette supériorité d'énergie que l'ennemi doit à des institutions libres. M. le Préfet a constaté chez nous cette léthargie des populations et je l'en remercie. Que chacun de nous accepte donc avec courage la mission de la dissiper. La Prusse ne vaut que par son organisation. Chaque homme sait qu'il n'est pas né uniquement pour travailler à son bien-être personnel, et qu'au besoin il sera appelé à servir son pays sur les champs de bataille. Il reçoit cette éducation de la liberté qui, en 1792, permit à nos conscrits de vaincre le monde et de chasser hors du territoire français les armées de l'Europe coalisées. A cette époque, tout Français se sentait citoyen. En est-il de même aujourd'hui ? »

Sur la proposition de M. d'Audiffret-Pasquier, une commission spéciale, investie des pouvoirs les plus étendus fut nommée pour préparer les ressources nécessaires à l'organisation de la défense. M. Gustave Le Vasseur fut désigné pour en faire partie avec MM. Schnetz, comte Hector de La Ferrière, de la Tournerie, Røederer, de La Sicotière, duc Pasquier, Lautour, Beau, baron de Vienne, comte de Beaumont et baron Leguay, rapporteur. Un emprunt départemental de deux millions fut voté. L'histoire dira que le Conseil général de l'Orne et sa commission de la défense départementale surent se montrer à la hauteur de leur mission dans ces circonstances critiques.

A la session d'août 1871, M. Le Vasseur fut nommé secrétaire du Conseil général et en même temps rapporteur de la commission de l'Instruction publique, fonctions qui lui revenaient de droit et qui lui furent continuées les années suivantes par la confiance de ses collègues. Comme la commission elle-

même dont il faisait partie, il y défendit les idées de sage liberté, de progrès et de conservation sociale, chères à ses commettants. Il proposa dans cette session le vote de crédits pour l'établissement d'écoles de filles et en faveur des écoles normales d'institutrices et d'instituteurs. La commission de l'Instruction publique eut encore à se prononcer sur le principe de la gratuité et de l'instruction obligatoire réclamé par plusieurs membres. Par l'organe de son rapporteur, elle conclut au rejet de la proposition. A cette occasion une importante discussion eut lieu et quelques-unes des observations qui furent alors échangées sont encore aujourd'hui à méditer.

Il faut louer M. Le Vavasseur de la prédilection avec laquelle il s'est attaché aux questions relatives à l'enseignement qui intéressent au premier chef l'avenir de notre démocratie. C'est dans ses rapports, remplis de faits, de chiffres, d'observations remarquables que l'on peut en les comparant à ceux des inspecteurs d'Académie, suivre le mouvement de l'Instruction publique dans notre pays et étudier de près l'état moral de nos populations depuis une trentaine d'années.

Son rapport sur la création d'une Ecole normale d'institutrices à Alençon, en exécution de la loi du 9 août 1879 est le plus important qu'il ait eu à présenter (session d'août 1882). Argentanais de naissance et de cœur, il y défendit chaudement les intérêts d'Argentan. Il rappela que l'Ecole normale d'institutrices placée sous la direction des religieuses de l'Education chrétienne était la septième établie en France, qu'elle avait été approuvée par ordonnance royale et qu'elle fonctionnait régulièrement, depuis 1842. « On sait d'ailleurs, dit-il, de quels rapports singulièrement favorables de la part des inspecteurs généraux et de la part des inspecteurs de département et d'arrondissement l'Ecole normale d'institutrices d'Argentan a été l'objet depuis sa création. On a vu à l'œuvre le personnel qu'elle a formé. Sous ce rapport, le présent confirme le passé et répond de l'avenir. Nul reproche grave ne peut lui être adressé sur la direction pédagogique de l'Ecole ni sur la capacité professionnelle des institutrices qui en sont sorties... Aux preuves qu'ont faites les maitresses enseignantes, aux témoignages anciens et nouveaux donnés par les chefs de l'enseignement, on peut ajouter celui de M. l'Inspecteur d'Académie qui dit textuellement

dans son rapport annexé à celui de M. le préfet pour l'année présente :

Les maîtres et *maîtresses* qui sont formés dans nos Ecoles normales se distinguent, en général, par leur instruction solide et étendue et par leur capacité pédagogique. Ils vont porter sur tous les points du département les méthodes et les procédés nouveaux et contribuent pour une bonne part à resserrer le domaine où se retranche la routine... Quelques institutrices, sorties de l'Ecole normale d'Argentan, commencent à propager les leçons qu'elles ont reçues dans cet établissement.

Il s'agit de gymnastique :

Et ces leçons ont été si bonnes, si conformes au programme de l'enseignement actuel, qu'au mois d'avril dernier, le colonel Riu, après une inspection faite à l'Ecole normale d'Argentan, a obtenu du Ministre une collection complète d'appareils et d'agrs gymnastiques : bascules brachiales, barres parallèles, xylosphères, sphères mobiles, etc.

Gustave Le Vavasseur, ce jour-là encore, sut mettre les gens d'esprit de son côté. Jamais cause ne fut mieux plaidée. Les conclusions de son rapport furent adoptées ; mais ce n'était que partie remise ; bon gré mal gré, il fallut se soumettre à la loi, quelque dure qu'elle parut. C'est un honneur pour le conseiller général du canton de Briouze, d'avoir dans cette circonstance, mis son talent au service de la défense des intérêts de son arrondissement et des droits de l'Assemblée départementale.

Il ne faut pas s'étonner, étant données ses convictions, qu'il se soit associé au vœu émis dans la même session par vingt-un membres du Conseil général pour le maintien de l'instruction religieuse et des emblèmes religieux dans les écoles publiques. La discussion ouverte par un rapport de M. le comte de Caulaincourt provoqua de la part des principaux membres du Conseil général des déclarations importantes. Ce vœu, dit M. le baron de Mackau, « restera comme l'expression des sentiments de la majorité du Conseil, du Conseil tout entier, il restera comme l'expression des sentiments du pays que nous représentons et peut-être s'arrêtera-t-on devant cette manifestation de l'opinion publique. » D'autre part, on put entendre M. Charles Lherminier déclarer spontanément, avec sa franchise habituelle, qu'il se plaisait à reconnaître la nécessité de l'enseignement religieux

dont il désirait et approuvait la diffusion. Le résultat poursuivi par les auteurs du vœu fut donc pleinement atteint.

Le dernier rapport présenté au Conseil général par M. Le Vavasseur, à la session de 1895, renferme, comme les précédents, des renseignements d'un haut intérêt non seulement au point de vue scolaire, mais même au point de vue démographique. Telle est, par exemple, la diminution progressive du nombre des élèves dans les écoles sur laquelle il crut devoir insister :

« La diminution, qui est constante depuis plusieurs années, suit le mouvement de la population totale du département », dit M. l'Inspecteur. — « Comme lui, ajoute M. Le Vavasseur, nous ne pouvons que signaler la dépopulation croissante de notre département, plus que décimée par diverses causes, au nombre desquelles se trouvent au premier rang l'émigration et l'abandon des travaux de la campagne. »

« Une remarque toutefois est à faire au sujet de la diminution signalée dans le rapport de M. l'Inspecteur d'Académie. Elle est supportée tout entière par les écoles publiques. Les écoles privées bénéficient, au contraire, d'une légère augmentation. »

M. Dupray de la Mahérie, qui fut chargé du rapport sur l'instruction publique en 1896 à la place de M. Le Vavasseur déjà aux prises avec la terrible maladie qui devait si rapidement l'emporter, constata la justesse de ses observations.

« La population diminue, dit-il ; c'est à l'école surtout qu'on peut le constater. A la fin de l'année scolaire 1894-1895, le rapport de M. l'Inspecteur d'Académie annonce 748 élèves de moins que l'année dernière. Tous les ans la diminution s'accroît. S'arrêtera-t-elle un jour ? Le rapport signale aussi une diminution dans le nombre des examens. Les certificats d'études sont moins recherchés. Il s'est présenté en 1895 271 enfants de moins que l'année précédente. »

Ces constatations alarmantes sont faites pour donner à réfléchir, et il faut savoir gré à M. Le Vavasseur d'avoir eu le courage de les mettre au jour. Son rapport de 1895, qui fut comme le dernier résumé de ses études sur cette grave question, signale encore un autre fait peu rassurant sur l'état moral de nos populations, le délaissement progressif des bibliothèques scolaires. Le nombre des prêts était en 1893 de 31.869 ; il est tombé en 1894 à 27.304 et il ajoute que ce qui est à remarquer surtout, c'est le délaissement presque absolu, en certains endroits, des ouvrages

sérieux, professionnels et didactiques et l'empressement avec lequel on recherche la lecture des livres futiles.

Nous avons cru utile de recueillir ces témoignages du zèle et des éminentes qualités dont M. Le Vavasseur fit preuve dans l'accomplissement de son mandat de Conseiller général. Cet examen n'a porté que sur une seule question, celle de l'enseignement. Il nous serait facile de prouver, en faisant le dépouillement complet des procès-verbaux de cette assemblée, qu'il ne négligea aucun des intérêts dont il fut chargé et que les questions de vicinalité, par exemple, ou de répartition de l'impôt étaient suivies par lui avec une attention et une persévérance dont ses commettants furent appelés à recueillir les résultats. Il faut ajouter que dans l'accomplissement de cette tâche, son esprit conciliant, son aménité et les excellentes relations qu'il entretenait avec les fonctionnaires comme avec tous ses collègues, par exemple avec M. Lherminier dont il était loin assurément de partager les idées politiques, mais dont le caractère était estimé de tous, hâtèrent souvent la solution de difficultés épineuses qu'il réussit à aplanir.

Un pareil caractère mérite d'être honoré. Voilà pourquoi je suis venu demander que dans le monument que nous élevons au poète Le Vavasseur une inscription rappelle les titres que le Conseiller général s'est acquis à notre reconnaissance.

LOUIS DUVAL.

SILHOUETTES NORMANDES

ANNIBAL OLIVIER

A l'époque de la Révolution, on pouvait voir en la ville de Sées, place du Parquet, un superbe magasin d'épicerie tenu par Jacques-François Olivier.

M. Olivier n'était pas de ces épiciers débonnaires sur le compte desquels on a épuisé tant de clichés de plaisanteries aussi faciles que désobligeantes, car, sous le tablier montant du jeune commerçant, rayonnait l'âme d'un Romain et battait le cœur d'un Patriote. Nourri de l'histoire des nations et des antiques épopées, il ne cessait, devant ses clients étonnés, de dissenter sur le génie de César, le courage d'Annibal et les exploits d'Aratus. Aussi, quand en 1793 et 1794, sa femme, Marie-Madeleine Doiteau, lui donna deux fils, s'empressa-t-il de les nommer *César* et *Annibal*, en formant l'espoir qu'à l'imitation de ces illustres guerriers, ils mettraient un jour leur épée vaillante au service de la Patrie.

La naissance d'une fille, survenue le 13 octobre 1796, déçut bien un peu les espérances de M. Olivier ; il tenait beaucoup, en effet, à ce que le grand capitaine de la Grèce, Aratus, fût représenté dans sa lignée. Néanmoins, il ne tarda pas à se consoler, en songeant que sa fille pourrait s'appeler *Armide*, nom porté par l'héroïne de *la Jérusalem délivrée*. Une certaine résistance se manifesta pourtant du côté de Madame Olivier ; cette bonne mère commençait à prendre de l'inquiétude au sujet de ses deux marmots, déjà volontaires, qui, s'ils devaient plus tard bouleverser le monde, ne seraient pas moins exposés à une mort violente et prématurée. Elle estimait, d'ailleurs, que César et Annibal suffiraient amplement à l'illustration de la famille, et que la nouvelle-née, au lieu de prêter à ses frères le concours des enchantements d'Armide, devait au contraire contrebalancer

leur fureur martiale, par la générosité de son cœur et la douceur de son caractère. Toutefois, après une discussion, à laquelle prirent part les ancêtres et collatéraux de l'enfant, il fut décidé, à titre transactionnel, que la fillette s'appellerait bien *Armide*, mais qu'on lui donnerait pour prénom principal celui de *Colombe*, en souvenir du gracieux messenger qui annonça la fin du déluge et l'apaisement des colères célestes.

Enfin, Aratus vint...

en 1799, mais douze ans après sa naissance, M. Olivier, le chef de cette honorable mais turbulente famille, mourait dans la force de l'âge, avec le regret de n'avoir pu soutenir plus longtemps ses hoirs mâles dans les sentiments de bravoure qu'il s'était plu à leur inculquer dès leur première enfance. Ce regret devait se justifier, car la veuve, au lieu d'entretenir chez ses enfants le goût des aventures, s'attacha, au contraire, à leur persuader que s'il était doux et honorable de mourir pour sa Patrie, il était encore plus doux de vivre pour elle, et qu'à tout prendre, on pouvait être héros sans ravager la terre. Cette manière pratique et surtout maternelle d'entrevoir l'avenir, ne manqua pas de porter ses fruits : parvenus à l'âge d'hommes, les trois fils embrassèrent des professions très éloignées de celles qui leur avaient été destinées.

Ainsi, par une ironie du sort, César fut, en 1833, nommé juge de paix (1); cependant, le souci de la vérité historique m'oblige à déclarer qu'il eut un moment l'idée des grandes choses : en 1830, il commandait une légion... de la garde nationale de Sées.

Son frère, Annibal (2), après avoir fait toutes ses études, obtint en 1823 le titre d'avocat près la Cour d'Appel de Paris, mais il ne s'occupa guère de se créer une clientèle; tout au plus se chargeait-il, à l'occasion, de la défense des petits intérêts que

(1) *César*-Jacques-René Olivier, né à Sées le 22 août 1793, était adjoint au maire de sa ville natale quand il fut nommé juge de paix du canton de Sées, fonctions qu'il occupa jusqu'au mois de novembre 1851, pour passer en la même qualité à la Ferté-Fresnel. Il avait épousé, le 26 janvier 1834, Marie-Eugénie Mauger, fille de Gervais et de Madeleine-Jacqueline-Françoise-Henriette Dutertre, et sœur de Jacques-François Mauger, ancien contrôleur ambulant des contributions indirectes, maire de Sées et membre du Conseil général de l'Orne. De ce mariage vint un fils unique, Alfred Cesarowitch Olivier, né à Sées, le 15 novembre 1834 et dont la destinée m'est inconnue.

(2) Jérôme-Stanislas-*Annibal* Olivier, né à Sées, le 29 novembre 1794.

les Sagiens pouvaient posséder dans la grande ville. Ses travaux étaient, du reste, excessivement variés : il écrivait dans les journaux de l'Opposition, composait des drames, taquinait les Muses, faisait de la peinture et combinait des feux d'artifice dont il offrait la primeur à ses compatriotes de l'Orne (1). Il nous a laissé plusieurs lettres inédites assez intéressantes pour l'histoire de Sées en 1830, et les années qui ont précédé et suivi cette période agitée ; nous y ferons quelques emprunts dans le cours de cette notice.

Quant au jeune Aratus (2), pénétré, sans doute, de cette belle pensée de Bourdaloue : « Bienheureux les humbles qui, contents de leur condition, savent s'y contenir et y borner leurs désirs, » il prit modestement le tablier de son père.

*
* *

Lorsqu'en 1826, l'un des deux Ermites normands, collaborateurs d'Etienne Jouy, membre de l'Académie française, parcourut à petites journées le département de l'Orne, il eut soin de consigner ses impressions sur la ville de Sées.

Il faut, dit-il, que les habitants de Séez ne soient pas adonnés à des occupations bien sérieuses, car je crois qu'il n'est pas une fenêtre ou une porte qui ne soit garnie de quelques curieux pour voir passer notre modeste équipage.

On peut décrire Séez en deux mots : une cathédrale et un évêché, ou bien un évêché et une cathédrale. En effet, si on contemple cette ville, de quelque côté que l'on se place, l'œil ne rencontre que sa cathédrale et son évêché. Si on consulte ses annales, c'est encore de son évêché et de sa cathédrale qu'elles vous entretiennent (3).

Au moment même où l'Ermite normand visitait notre contrée, Maurey d'Orville travaillait à son histoire de la ville de Séez,

(1) En 1829, Annibal « fit deux feux d'artifice chez M. Lafromentinière, à Saint-Laurent-de-Beaumesnil, qui firent, comme de raison, l'admiration des assistants. » (Lettre du 8 octobre 1829).

(2) Martin-Auguste-Aratus Olivier, né à Sées, le 11 novembre 1799.

(3) Etienne Jouy : Œuvres complètes, Tome XXV, p. 93.

M. le comte de Contades a consacré quelques lignes à l'œuvre d'Etienne Jouy et à ses deux correspondants de Normandie : Jean Clogenson, un futur préfet de l'Orne, et Noël Lefebvre-Durufilé, futur ministre de l'Empire (Voir Bull. de la Soc. hist. et arch. de l'Orne, Tome XI, p. 440)

dont la publication était attendue avec impatience par les lettrés du diocèse. Le 11 juillet 1828, Annibal Olivier mandait de Paris à l'un de ses camarades en villégiature au pays natal :

Vous avez écrit à Gallois que vous n'aviez pas encore trouvé le fameux ouvrage de M. d'Orville ; gardez-vous bien de revenir ici sans cette précieuse cargaison, ou du moins sans savoir où on se la procure. M. Delaunay vous le dira infailliblement ; il faut bien que justice soit rendue et par pur patriotisme sagien, je grille d'apprendre à la Capitale qu'un être littéraire est apparu dans nos contrées natales, qui ne sont pas très coutumières du fait.

Le volume ne parut qu'en 1829 et Annibal en rendit compte en ces termes :

M. Maurey d'Orville a composé sous le titre de *Recherches historiques sur la ville de Sées*, un gros volume in-8°, avec trois lithographies d'un dessin très inexact ; cet ouvrage se vend 6 francs au profit de l'Ecole ecclésiastique de Sées, ou plutôt il ne se vend pas. Son Altesse Royale, Madame la Dauphine, a bien voulu en agréer la dédicace amphygourique. (1) Cette recherche historique sur la ville de Sées ne contient que quelques pages absolument tronquées sur le sujet annoncé. En revanche, vous y trouvez la plus insipide nomenclature des évêques de Sées, dont l'histoire n'est pas même ébauchée. Vous avez ensuite la liste des autorités ecclésiastiques et civiles actuelles ; il y a là des noms fièrement historiques ; puis vient une notice géographique des villes, bourgs et châteaux du diocèse, notice qui a coûté à M. d'Orville la peine de copier Vosgien, ou tout autre dictionnaire du genre. La meilleure partie de l'ouvrage est celle qui contient la biographie abrégée des hommes illustres du diocèse..... On remarque les articles *Conté* (2) et *Curaudeau* (3), lesquels articles je soupçonne véhémentement M. d'Orville de n'avoir été que le copiste Toutefois, il faut rendre justice à l'intention de l'écrivain et lui savoir

(1) Caen, Chalopin, éditeur, XIV et 415 p., : 3 planches.

Pierre-Claude de Maurey d'Orville, fils de Claude-Jean et de Madeleine-Geneviève-Nicole de Chandebois, né à Planches, le 10 mars 1763, émigra au moment de la Révolution et fut professeur à Brunswick. Il épousa, à Sées, le 9 décembre 1812, Justine-Marie-Françoise Delaunay, veuve de Jean-Fortuné Delavigne, décédé au Sénégal le 25 vendémiaire an XIII. Cette dame mourut le 31 mars 1827 et M. d'Orville, son mari, le 10 décembre 1832, en son domicile, rue d'Argentan, à Sées.

(2) Conté (Nicolas-Jacques), né à St-Génery, près Aunou-sur-Orne, le 4 août 1755, peintre, chimiste et mécanicien, Président de l'Institut d'Egypte mort à Paris, le 6 décembre 1805.

(3) Curaudeau (François-René), chimiste, baptisé à Sées le 14 novembre 1765, fils de François et de Françoise-Perrine Fromond ; il est mort à Paris le 25 janvier 1813.

gré des peines qu'il s'est données. Son style, un peu prolix, est très supportable, à sa monotonie près.

Nos meilleurs historiens ont à peu près confirmé le jugement porté par Annibal sur l'ouvrage de M. d'Orville :

On n'a pas assez remarqué, dit M. de la Sicotière (1), que la plus grande et, il faut bien le dire, la meilleure partie de ce volume, est extraite à peu près littéralement des articles sur les évêques et sur les abbayes du diocèse de Sées, publiées par Louis du Bois dans le *Journal de l'Orne*, 1806 et années suivantes.

A quoi, M. Gustave Le Vasseur ajoute :

Maurey d'Orville s'adonna aux recherches dans un temps où elles étaient fort négligées. Il en résulta un gros livre qui le fit nommer par ses contemporains, avec une pointe d'ironie peut-être, « le docte d'Orville », et qui nous le fait considérer avec tout le respect dû à un prédécesseur de labeur honnête et de bonne volonté (2).

On ne saurait mieux conclure.

A Sées, la poésie et la musique étaient plus en honneur que les recherches d'histoire locale ; j'en trouve d'abondantes preuves dans les lettres qu'Annibal Olivier rédigeait pendant ses séjours annuels dans la ville.

M. de Villereau de Saint-Hilaire, écrit-il le 6 octobre 1823, s'est désanimé hier. C'était un poète que M. de Villereau, et pourtant M. Vicq d'Azir, le Thomas de notre époque, ne prononcera pas son éloge, tant il est vrai que la modestie ne convient pas aux poètes, puisqu'elle les expose à être privés d'un éloge, c'est-à-dire d'un passe-port pour l'immortalité.

Le jeune Malitourne va entrer dans les chasseurs de Nemours, ce sera un fort joli chasseur. L'ainé est nommé professeur de septième à Argentan. C'est bien peu pour un homme qui se croit le premier poète de France, mais on ne saute pas tout d'un coup à un fauteuil académique.

Vous ai-je dit que la ville de Sées s'était augmentée et enrichie d'un maître de musique ? Depuis cet événement une épidémie mélomnique règne ici et de tous côtés on a les oreilles écorchées.

L'année suivante, Annibal constate que la population est de plus en plus sensible aux charmes de l'harmonie :

(1) Léon de la Sicotière : *Exposition bibliographique de Sées, impressions de visite*. Bull. de la Soc. hist et arch. de l'Orne, tome IX, p. 34 n.

(2) Bull. de la Soc. hist. et arch. de l'Orne, tome IV, p. 107.

J'ai été au spectacle à Sées. La salle était l'écurie de l'Hôtel de la Croix-Blanche, place des Halles. Pour entrer, il fallait passer sur un fumier clair qui n'avait rien que de comique. La salle était décorée de deux rateliers qui formaient les loges, ou plutôt le paradis, à raison des personnages qui les occupaient. L'odeur de la fiente de cheval n'avait pas cédé au balai et elle dominait fort désagréablement. Le spectacle se composait de tours d'escamotage et de morceaux de musique exécutés sur le violon et l'harmonica. Pour 30 centimes, on se pavanait aux premières. C'était superbe.

Par exception, la ville de Sées fut, pendant quatre années, privée de la visite d'Annibal Olivier ; c'est que durant ce temps il s'était lancé dans la politique militante : par l'organe de plusieurs feuilles parisiennes, il adressait à la classe dirigeante des conseils plus spirituels que pratiques, notamment en un mémoire intitulé : *La traite des blancs*. En 1826, il se passionne pour le projet de loi, alors en discussion, touchant le droit d'ainesse, mais le travail qu'il avait rédigé en cette circonstance ne put être imprimé en temps utile.

Voilà le droit d'ainesse à vau-l'eau, écrivait-il à l'un de ses amis, mais admirez mon guignon : j'étais parvenu à faire imprimer à mes frais ce que vous savez. J'avais déjà corrigé l'épreuve de la moitié de l'ouvrage ; paf, la loi est rejetée et je suis obligé d'arrêter l'impression, ce qui me fait perdre je ne sais pas encore combien, mais 60 francs pour le moins, car, qui achèterait de la moutarde après dîner ?

L'auteur se ravisa cependant, car il fit tirer 50 exemplaires de son œuvre, dont il déposa la moitié chez un éditeur de Paris. A voir le compte rendu qui fut fait de cet ouvrage dans les journaux où Annibal possédait des intelligences, un couplet de M. Hippolyte Fortin, ancien maire de Vimoutiers, revient peut-être à tort, mais tout naturellement à la mémoire :

Qu'un savant édite un livre
Plein de faits..... très sérieux,
Le monde érudit l'énivre
D'articles élogieux...
Mais, par malheur, son libraire,
Dépositaire discret,
N'en vend pas un seul exemplaire...
Ici-bas, rien n'est complet (1).

(1) *Ici bas rien n'est complet*, paroles et musique de M. Hippolyte Fortin, Paris, Le Bailly, in-8°, 3 pages.

.*

Le 29 juin 1828, le maire de Sées, M. Alexandre de Gaultier de Saint-Lambert, expose à son conseil municipal « que depuis longtemps la ville désire qu'une halle-aux-blés soit construite pour que les grains et les cultivateurs qui les exposent en vente, soient mis à l'abri des injures de l'air et de l'intempérie des saisons » et qu'il fallait profiter de cette construction nouvelle pour répartir, aussi également que possible, le mouvement commercial dans les différents quartiers.

En attendant la réalisation de ce projet, dont le principe est admis, le maire pose ces deux questions : 1° sur quel emplacement cette halle sera-t-elle construite ? 2° Les foires et marchés resteront-ils dans le voisinage des halles existantes, ou bien seront-ils transférés sur la place du Parquet et dans les cours dites du Chapitre ?

A la majorité de 21 voix sur 22 votants, le conseil répond que la halle sera édiflée sur la place des Halles, où les anciennes existent de temps immémorial, et que les foires et marchés seront transférés sur la place du Parquet.

Cette décision, de nature à concilier les intérêts du plus grand nombre, mit en révolte les habitants de Saint-Pierre, qui jouissaient d'ancienneté des foires et marchés ; de nombreux factums anonymes, en prose et en vers, dirigés contre M. de Saint-Lambert, circulèrent dans la ville. L'un de ces écrits, attribué généralement à Annibal Olivier, engagea celui-ci à publier sa fameuse *Épître aux habitants de Sées* (1).

Ce poème héroï-comique débute en ces termes :

Sagiens, une épître a couru dans vos murs ;
Vous connaissez l'auteur... en êtes-vous bien sûrs.. ?
Vous prononcez mon nom, grâce à votre habitude
De tourner vos soupçons trop vite en certitude,
Vous embarrassant peu si, trop prompts à juger,
Vous ne m'attirez point quelque petit danger.
Eh ! que m'importe à moi, que Gaultier, votre maire,
Se soit en vains efforts épuisé pour vous plaire !

(1) Paris, Poussin, imprimeur, rue de la Tabletterie, n° 9, in-8°, 24 pages.
— C'est le seul ouvrage d'Annibal Olivier, qui soit conservé à la Bibliothèque Nationale.

Je ne suis plus au rang de ses administrés ;
Et ses torts envers vous fussent-ils avérés,
Je me garderais bien, contre un compatriote,
De m'ériger, pour Sées, en nouveau Don Quichotte.
Mais, s'il vous plaît, pourquoi me supposer l'auteur
De vers qui me feraient, après tout, peu d'honneur ?
J'ai rimé quelquefois ?... La belle conséquence
Que tout vers qui paraît me doive l'existence !
Bon ou mauvais, n'importe, on met tout sur mon dos !
Passe, si je gagnais en somme à ces cadeaux ;
Mais, parmi les enfants qu'ainsi l'on m'attribue,
Pour un seul né passable, en est-il que l'on hue !...
Ne peut-on qu'à moi seul reprocher le travers
De s'être imprudemment mis au métier des vers ?
Et feint-on d'ignorer, quelque date qu'on prenne,
Qu'à Sées les rimailleurs se comptent par douzaine ?
C'est comique vraiment ! L'un reconnaît mon style,
Par la raison inverse, un autre plus habile,
Dit que, pour échapper à l'œil des curieux,
J'ai su le déguiser sous des tours vicieux.....
Haro, Messieurs, haro ! je me ferais un crime
De me mettre à couvert sous un voile anonyme ;
Et, dussé-je exciter quelque ressentiment,
Je dis ce que je pense, et le dis hautement.
Pour attaquer de front homme, faute ou pensée,
Je ne sais pas marcher la visière baissée.
Revenez, Sagiens, d'un injuste soupçon :
L'écrit dont il s'agit n'est point de ma façon.
Je ne le connais pas et je le désavoue...
S'il blâme Saint-Lambert, et surtout s'il le loue.

Puis arrivant à la grosse question du moment, la construction
des Halles, Annibal continue :

Dans l'histoire de Sées j'ai vainement cherché
L'époque où l'on plaça la halle et le marché
Dans l'ancien fort Saint-Pierre, et le docte d'Orville,
Qui fait payer si cher un ouvrage stérile,
N'a point sur cette date exploré nos chroniques ;
L'on croit qu'elle remonte aux temps les plus antiques ;
N'importe, Saint-Lambert rêve par un matin,
Qu'il pouvait, du marché, se rendre le voisin
Sans changer de logis. Il voit de l'injustice
A ce qu'un seul quartier du commerce jouisse,
Tandis qu'en Saint-Gervais, tête de la cité,
Il serait beaucoup mieux pour la commodité.....
De Gaultier Saint-Lambert..... La grosse cloche sonne :
Au conseil qu'elle appelle il ne manque personne,

Les absens étant tous de l'opposition.
L'illustre maire à peine ouvre sa motion,
Dans un discours soigné, qu'applaudit l'assemblée,
Que, sans être entendue, elle passe d'emblée.
Vite un procès-verbal ; vite dès qu'il est fait
On l'envoie au visa de Monsieur le Préfet.....
Mais ne voilà-t-il pas que celui-ci s'avise
D'avoir quelque scrupule, et veut qu'une entreprise,
Où le vœu général semble peu ménagé,
Des habitants de Sées obtienne le congé.....
Il ordonne une enquête... .. aussitôt dans la ville
S'agitent les brandons de la guerre civile.
Saint-Pierre et Saint-Gervais, ces éternels rivaux,
Lancent leurs combattants dans ce nouveau champ-clos :
S'il s'offre des deux parts force à peu près égale,
Que de sang va coûter la palme triomphale !...
Des Pierrots, l'équité semble appuyer les droits ;
Leur ôter le marché, c'est les mettre aux abois.....
A la mairie aussi courent-ils tous en masse
Repousser vivement le coup qui les menace.
Saint-Gervais, du pays vrai faubourg Saint-Germain,
Qui dans tout commerçant, ne compte qu'un vilain,
Indigne d'occuper la gent nobiliaire,
Ne présente au combat, pour soutenir le maire,
Que quelques boutiquiers qui, hors de leur trafic,
Ne comprennent plus rien à l'intérêt public.
Saint-Gervais est vaincu..... ; mais la lutte du reste
Ne laisse à déplorer nul accident funeste.....
Seulement, une vierge, au plus fort des débats,
Faisant le moulinet de ses musculeux bras,
Culbuta d'un *atout* une pauvre bouchère,
Qui, Pierrotte pourtant, votait contre Saint-Pierre,
Et le champ de bataille, à cela près fort net,
Ne fut, pour tous débris, jonché que d'un bonnet.
Le nom de Chenotin, d'une gloire immortelle
Se couvrit en ce jour et Sées eut sa Pucelle.
Jeanne d'Arc sagienne, honneur vous soit rendu,
C'est à vous des Pierrots que le triomphe est dû.

A la suite de cette victoire remportée par le parti Pierrot, M. de Saint-Lambert fut vilipendé, non seulement par les habitants de Saint-Pierre, qui lui faisaient toujours un crime d'avoir voulu diminuer leur commerce, mais encore par ceux de Saint-Gervais, qui lui reprochaient de ne pas avoir usé du droit de décider seul la question :

L'outrage et le mépris furent la récompense

Qu'il eut à recueillir d'une innovation
Qui devait illustrer sa réputation.
Pour comble de malheur, Saint-Gervais et Saint-Pierre
Se sont unis soudain pour lui jeter la pierre,
Ne rivalisant plus que pour savoir entr'eux
Lequel l'emporterait à le honnir le mieux !
De leurs cris insolens, qui feraient un volume,
Je suis trop indigné pour en salir ma plume !

Cette indignation est évidemment affectée, car Annibal ne cesse, dans son *Epître*, de poursuivre M. de Saint-Lambert d'une série de coups, où l'on voit moins la massue d'Hercule que le bâton d'Arlequin. Il n'est pas tendre non plus pour Mgr Saussol, évêque de Sées, qui donne des dispenses de carême, pour M. Radiguet, curé à la cathédrale, qui a refusé d'inhumér une vieille demoiselle appartenant à la Petite-Eglise, et enfin pour M. Levon, secrétaire de la mairie,

Instrument tout passif, machine pour écrire,
Digne d'un protecteur qu'il peut ouïr sans rire.

L'auteur insinue même que M. de Saint-Lambert voulait faire nommer ce dernier commissaire de police, à la place de ce bon père Chartrain, dont il demandait la révocation : 1^o parce qu'il riait toujours ; 2^o parce qu'il se permettait d'aller parfois au café prendre sa demi tasse.

Annibal termine enfin son poème par un conseil aux Sagiens, sur lequel je ferais peut-être mieux de glisser, mais comme en réalité il n'y a que les petits hommes qui redoutent les petits écrits, je me hasarde :

Tremblez que de dégoûts et d'ennuis abreuvé,
Au poste qu'il honore il ne soit enlevé ;
Que, comme Charles-Quint, déposant son insigne,
Il ne vous dise un jour : je le laisse au plus digne.
Mais quel présomptueux oserait accepter
Un poste où Saint-Lambert ne voudrait pas rester ?
Songez-y, Sagiens ! mais enfin je suppose
Que vous puissiez en lui reprendre quelque chose,
Que, soit par ignorance, ou volubilité,
Il prenne tour à tour les *esse* pour les *té*
Qu'il ait quelque défaut même moins supportable ;
Des grenouilles sachez vous appliquer la fable :
Leurs cris contre un roi nul faisaient retentir l'air,
Et vous savez comment les punit Jupiter :

Dans l'espoir d'avoir mieux si souvent on trébûche !
Profitez de l'exemple, et gardez votre bûche.

Peu de semaines après la publication de ce factum, la révolution de juillet vint tirer d'embarras M. de Saint-Lambert : lui et son conseil furent remplacés par une municipalité libérale. La succession ne laissait pas d'être lourde à porter, car la question irritante des Halles était plus que jamais à l'ordre du jour et une solution urgente s'imposait. Mais, comment s'y prendre ? On ne pouvait assurément adopter le projet de M. de Saint-Lambert ; on eût ainsi prêté le flanc aux railleries de l'ancien conseil ; il fallait donc trouver une combinaison qui couvrirait de gloire les hommes assez heureux pour la formuler et la mettre à exécution. Malheureusement, ces messieurs étaient loin d'être d'accord : les plus avancés ne parlaient rien moins que d'abattre l'église Saint-Pierre, pour construire sur son emplacement les Halles nouvelles ; les plus timides, craignant une révolte des Pierrots, estimaient la place du Grand-Friche, tout indiquée pour recevoir l'édifice projeté. En fin de compte, ces excellents conseillers durent avouer leur impuissance, faire appliquer en 1833 le plan intégral conçu par M. de Gaultier de Saint-Lambert, et montrer ainsi à leurs administrés qu'une simple bûche est moins lourde qu'un soliveau (1).

..

M. Jacques-François Mauger fut nommé maire de Sées le 4 août 1830, avec MM. Pichon-Préméslé et Chauvin pour adjoints.

Les membres du nouveau Conseil, au nombre desquels je trouve César Olivier, frère d'Annibal, se réunirent le 23 du même mois et décidèrent « de nommer une députation qui serait chargée d'aller complimenter le roi des Français, Louis-Philippe, au nom de la ville de Sées. »

Les trois députés élus, MM. Mauger, maire (31 voix), Pichon-

(1) M. Alexandre de Gaultier de Saint-Lambert, né à Neauphe vers 1775, était fils de François-Nicolas de Gaultier de Saint-Lambert et de Marie-Jeanne-Catherine-Adélaïde de Larivière. Il épousa Louise-Aimée de Labbey et mourut sans postérité le 27 décembre 1842.

Prémeslé, juge de paix (24 voix) et Bergounioux, propriétaire (19 voix), se réunirent à Paris, le 28, aux délégations des villes d'Alençon et de Mortagne.

Annibal Olivier se trouvait précisément à Sées au retour des envoyés de la ville. Voici comme il conte cet incident :

La garde nationale se mit sous les armes pour aller à leur rencontre jusqu'au Buot. L'on s'était muni d'une voiture, dite calèche, dans laquelle les députés se juchèrent jusqu'à l'entrée de la ville ; là, ils mirent pied à terre et firent leur entrée triomphale. Vous connaissez notre garde nationale sagienne, et je n'ai point à vous en faire le tableau. Sur la place du Parquet, l'on se forma en rond et les députés furent harangués par Monsieur J.-J. Chauvin, qui lut, ou plutôt épela un petit discours dont on m'avait confié la fabrication. Le soir, les officiers se réunirent au café Gouhier, aux Halles. Je fus invité à la réunion qui avait pour objet d'organiser un banquet patriotique à offrir aux trois députés de Sées. Il fut arrêté, non sans beaucoup de discussion, que ce banquet serait réputé offert à ces messieurs par l'Etat-Major de la Garde nationale, auxquels s'adjoindraient ceux des gardes nationaux à qui cela plairait, moyennant six francs. Il devait avoir lieu chez M. Ruault. Un grand nombre de gardes nationaux se plaignit qu'on ne les eût pas invités, quoique d'ailleurs il n'y avait eu aucune invitation, puisque c'était une fête par souscription. Cela fit beaucoup et beaucoup de cancans. Le banquet, qui réunissait 55 personnes, fut très beau. La salle trop petite du Cheval-Blanc était ornée de guirlandes en buis et chêne et de drapeaux tricolores. Tout se passa avec ordre et une foule de chansons patriotiques furent chantées. Nous devions avoir la musique, nous n'eûmes que les tambours qui reçurent 23 francs pour leurs roulements. Les musiciens s'étaient formalisés de ce qu'on ne les avait pas invités à se goberger gratis au banquet. *La Parisienne* fut chantée et très bien par Jules (1) Le docteur Lemaitre (2) chanta deux chansons qu'il avait faites pour la circonstance ; elles étaient supportables tout juste. Il y avait des musiciens ambulants à Sées ; on les fit venir : c'étaient deux hommes et trois ou quatre femmes. L'un des hommes était une fort belle bassetaille qui nous chanta parfaitement la Marseillaise, la Parisienne et d'autres chansons patriotiques. Des toasts nombreux et de tous les genres furent portés. On s'était mis à table à 4 heures et demie et l'on se sépara à minuit. Un peu avant de sortir, M. Broun, commissaire de police, revêtu de son écharpe, vint dire quelques mots à l'oreille du

(1) Jules Renoult, élève du lycée Charlemagne ; Annibal Olivier était son maître répétiteur.

(2) Le docteur Lemaitre s'occupait beaucoup de littérature et de politique. En 1831 « il rendit la pareille aux malades de Sées, il les abandonna » pour aller se fixer à Alençon, rue de Cazault n° 90, où « il célébra en 3 actes et en vers « Le Triomphe de la Liberté » (Correspondance d'Annibal Olivier. — Bulletin de la Soc. hist. et arch. de l'Orne, Tome XI, p. 432).

maire. Nous sûmes bientôt que la Garde nationale se révolutionnait, c'est-à-dire ceux de ses membres qui ne faisaient pas partie du banquet. On disait même que l'on en voulait à Messieurs Chauvin, parce que le jeune était accusé d'avoir dit que l'on avait fixé le prix d'admission au banquet à 6 francs, pour que la canaille n'en fit pas partie. Nous servîmes d'escorte à ces messieurs Chauvin et ne vîmes personne.

Les mécontents eurent leur revanche. Ils s'en furent trouver Mgr Saussol, pour lui demander l'autorisation d'organiser, dans le réfectoire du Petit-Séminaire, un banquet populaire à 3 francs par tête. Sa Grandeur ayant fait le meilleur accueil à cette demande, les délégués crurent bien faire en lui promettant que la Garde Nationale viendrait en corps la remercier de son obligeance. Deux cent trente souscriptions furent recueillies par les organisateurs du banquet, qui fût servi par l'Hôtel-de-la-Crosse; mais, quand vers la fin de ces agapes fraternelles, les délégués eurent fait connaître l'engagement qu'ils avaient pris à l'évêché, les convives refusèrent d'y répondre, « malgré les préparatifs aimables que Mgr Saussol avait faits pour les recevoir et leur offrir des rafraîchissements. »

C'était la première fois, sans doute, que l'on voyait une garde nationale dédaignant de goûter le vin d'un évêque !..

L'année suivante, la milice de Sées procède à l'élection générale de ses chefs, dont les pouvoirs viennent d'expirer; elle compte 500 hommes, formant cinq compagnies : une de grenadiers, trois de chasseurs et une de voltigeurs. Une vingtaine d'hommes par compagnie sont habillés et armés.

Deux candidats se trouvent en présence pour le commandement en chef : M. Delaunay et M. Bergounioux, ce dernier originaire de la province de Gascogne. Le choix est assez embarrassant, mais « le titre d'ancien officier décide en faveur du Gascon. »

La nomination des officiers subalternes rencontre plus de difficultés : les ambitions se déchainent, les candidatures sont nombreuses, la mairie est cernée par de petits groupes où gesticulent des miliciens fanatiques, pendant que les gradés sortants, roulant des yeux effarés, traînent fièvreusement leurs sabres sur la place du Parquet. L'urne est enfin ouverte....., les cœurs battent....., les candidats sont blêmes..., on proclame les noms des élus..... Un concert de vociférations souligne les derniers

mots du Président, le bureau se couvre de protestations indignées : les élections sont pour la plupart contestées, le vent de la discorde souffle dans les rangs de la garde nationale..... !

Il faut plusieurs jours pour ramener le calme dans la ville, énervée par ce spectacle grandiose ; les protestations sont avec peine retirées et la milice qui, pour cette fois, veut bien se laisser commander, se réunit pour reconnaître ses chefs.

Lors de cette réunion, écrit Annibal Olivier, un M. Gérard-Desrivières s'avisa de vouloir faire des observations déplacées à M. Quignard, lieutenant en premier, qui commandait la compagnie de César (Olivier) en son absence. M. Quignard reçut fort mal les observations à lui faites ; on se disputa et un duel fut résolu pour le lendemain à 7 heures dans les Marais. Toute la ville y courut ; mais M. Letourneur emmena chez lui les deux champions et au moyen de ce que Desrivières reconnut ses torts, l'affaire se termina par une ribotte à la Crosse. C'est la seconde querelle qui a ces effets et ce résultat. La première avait eu lieu à la mairie entre le capitaine Levesque et le capitaine César Olivier. Je ne sais sur quoi la discussion s'échauffa entre eux, mais M. Levesque ayant fait un mouvement de main dont la suite paraissait devoir être un soufflet, César le prévint et lui en administra un dans toutes les règles. Un soufflet se lave dans le sang ; celui-ci fut lavé dans une bouteille de vin, grâce encore au pacificateur, M. Letourneur.

J'en ai fini avec la garde nationale de Sées et son pétulant Etat-Major. La population sagienne, qui a diminué de 1000 habitants depuis 1830, est devenue plus paisible et la nullité de son commerce oblige les jeunes gens à abandonner leur ville natale pour s'établir dans des centres plus prospères. Une morne tristesse enveloppe la vieille cité de Saint-Latuin, dont seules, les cloches des églises et des couvents interrompent parfois l'éternel silence. Aussi, quand je déambule dans ses rues solitaires, jadis si animées, je ne puis m'empêcher de songer à ces beaux vers que Gustave Le Vavas seur leur a consacrées :

Aujourd'hui les temps sont doux,
Le voyageur qui chez nous
S'aventure,
Bien qu'il chemine tout bas,
Entend l'écho de ses pas
Qui murmure.

Dans ses paisibles quartiers,
Point de bruit, point de métiers,

Point d'usines :
Chez le bourgeois paresseux,
Point de fourneaux, hormis ceux
Des cuisines ;

Le naturel engourdi
Ne s'y lève qu'à midi ;
On atteste
Que, sitôt qu'ils ont mangé,
Le bourgeois et le clergé
Font la sieste ;

Au seuil de chaque maison
Les touffes de vert gazon
Poussent drues.
Et, dès neuf heures du soir,
On se perd, tant il fait noir,
Dans ses rues. (1)

• •

J'ai constaté, au début de cette modeste notice, que fixé à Paris après son inscription au barreau de cette ville, Annibal Olivier avait négligé l'exercice de sa profession pour se consacrer à peu près exclusivement au journalisme, à la poésie, à l'art dramatique :

Le Nourrisson du Pinde, ainsi que le guerrier,
A tout l'or du Pérou préfère un beau laurier ;

mais les travaux du publiciste, pas plus que ceux du poète et du dramaturge, n'eurent jamais assez d'ampleur pour recevoir de la grande cité le laurier dont parle Piron dans la *Métromanie*. Seul, sans protections et finalement sans argent, de convictions trop sincères pour solliciter l'appui d'un gouvernement dont le libéralisme lui était suspect, le pauvre Annibal se trouva dans la nécessité de se faire rayer du rôle des avocats et de recourir à ses amis d'enfance pour obtenir une maigre situation de maître d'études. L'emploi désiré ne venant pas, il se rendit à Putanges pour instruire une jeune parente, en attendant que les circonstances, devenues plus favorables, lui permissent de retourner à Paris.

(1) Gustave Le Vavas seur. — Œuvres complètes : Séez. T. II p. 208, 209 et 210.

Pendant son séjour à Putanges, au mois d'octobre 1832, il écrivit à l'un de ses camarades :

Vous vous rappelez peut-être que depuis assez longtemps, j'avais commencé un drame intitulé : *Renée Corbeau*. Je l'ai enfin terminé ici. Avant de le mettre entièrement au net, j'en ai fait la lecture devant une petite réunion composée exprès. Ce n'étaient pas des littérateurs, que mes juges ; aussi ne s'agissait-il pas de porter un jugement purement littéraire. Du reste, j'avais annoncé qu'un de mes amis m'avait envoyé cette pièce pour que je lui en dise mon avis, mais qu'auparavant, j'avais désiré voir l'effet qu'elle produirait à la simple lecture. Cet effet a dépassé ce que j'en pouvais attendre. J'ai donc mis l'œuvre au net et, sous trois ou quatre jours, je l'expédie pour Paris, où peut-être l'enfant ira se casser le nez comme son père.

Annibal rentra dans la capitale à la fin de l'année 1833 « à l'effet, dit-il, d'y tenter encore la Fortune. » Cette dame, dont on sait les originalités, et d'ailleurs peu connue des littérateurs de ce temps-là, ne lui adressa que de pâles sourires : il occupa successivement de modestes emplois jusqu'en 1844, date à laquelle il parvint à se faire nommer délégué de la caisse hypothécaire à Toulouse, situation dont je ne suis pas à même d'apprécier l'importance. Je le retrouve enfin à Sées, en 1848, sollicitant, du reste sans succès, les suffrages de ses concitoyens pour la députation.

Il est mort, sans alliance, à Paris, vers l'année 1860, après avoir consumé sa vie et dissipé son patrimoine à la recherche de cette chimère, plus difficile à trouver que la pierre des philosophes : j'ai nommé la Liberté. S'il avait mieux lu les ouvrages de son maître, couronnés dans la nuit mémorable du 4 août 1789, il se fût défié des emballements de son esprit généreux, dont la maturité même n'avait point enlevé les dernières illusions.

La Liberté, dit Jean-Jacques Rousseau, n'est dans aucune forme de gouvernement, elle est dans le cœur de l'homme libre, il la porte partout avec lui ; l'homme vil porte partout la servitude.

Nonant, octobre 1898.

CHARLES VÉREL.

APPENDICE

ELECTIONS DE 1848

Profession de foi d'Annibal OLIVIER

AUX ÉLECTEURS RÉPUBLICAINS DE L'ORNE

CITOYENS,

La Nation, rentrée enfin dans le plein exercice de sa souveraineté, est appelée à confier à des représentants de son choix, l'œuvre de sa régénération, de sa constitution politique.

L'avenir du pays est là.

Si les hommes à qui sera remis le mandat immense d'asseoir le gouvernement sur des bases d'airain, en sont ou indignes ou incapables, malheur à la France ! car tout restera en question ; au lieu de se dissiper, les orages politiques s'accumuleront, jusqu'au jour où force restera à la vérité que résument ces trois mots : Liberté, Égalité, Fraternité.

Les professions de foi vont inonder le terrain électoral ; que les électeurs s'en délient ! Il est aisé de se dire républicain ou démocrate. Mais celui-là seul peut hautement se réclamer de ce titre, qui le justifie par sa vie tout entière, privée ou publique. Les conversions soudaines, de la part surtout d'hommes qui ne sont plus assez jeunes pour qu'on s'en prenne à leur inexpérience d'avoir été, de bonne foi, dupes des jongleries monarchiques, ces conversions sans doute et malgré tout, il faut les espérer sincères ; mais elles ne sauraient du moins être acceptées comme reposant sur des convictions à racines profondes.

Il faut aujourd'hui des hommes nouveaux, purs de tous antécédents, et qui n'aient pas à craindre de se voir, au sein de l'Assemblée nationale, jeter leurs palinodies à la face, il faut des hommes qui comprennent bien et veuillent énergiquement l'application, dans toute sa virtualité, dans toute sa pureté, du seul principe qui ait vie, force et vérité, le principe républicain ; des hommes qui toujours, et de quelque manière que ce soit, aient combattu pour dégager ce dogme des obstacles que l'ignorance, la mauvaise foi ou des ambitions personnelles, ou de caste, multipliaient et s'efforcent encore sourdement de multiplier, pour l'empêcher de s'irradier.

ELECTEURS DE L'ORNE,

Malgré mon dévouement absolu à la cause de la liberté, et mes vœux pour le triomphe radical des idées républicaines, ses seules bases solides, je ne me flattais pas assez de pouvoir utilement contribuer de mes faibles moyens à ce triomphe, sur le grand théâtre de la Convention nationale, pour songer à m'y produire. Mais, vaincu par les sollicitations de mes amis et de quelques bons citoyens qui connaissent la fixité de mes opinions et qui me jugent en état de les faire valoir dans l'intérêt du pays, je viens m'offrir à vos suffrages. Je suis né et j'ai passé ma première jeunesse au milieu de vous. Depuis vingt-cinq ans que j'habite la Capitale, ma vie a été la vie obscure de l'étude et du travail de bureau ou de cabinet. Peu d'entre vous me connaissent, mais ce petit nombre vous dira si vous pouvez avoir foi dans la loyauté et la fermeté de mes principes politiques ; il vous dira si je mérite le suffrage des véritables amis de la République. Si ce suffrage ne devait être acquis qu'aux hommes éminents et dès longtemps remarqués par leur haute capacité, je me garderais bien de me présenter. Mais, ainsi que l'a dit M^{me} Roland, en parlant de la première Convention : « Ce ne sont pas les hommes de capacité qui manquent, ce sont les hommes de caractère » ; j'ajoute : ceux qui n'attendent pas que les événements décident des principes qu'ils doivent adopter et soutenir.

La France est aujourd'hui républicaine : le doit-elle à ceux qui, sous tous les gouvernements, se sont fait un point capital de répudier toute espèce d'affinité avec la République ? Le doit-elle à ceux qui ont tout fait pour l'empêcher d'arriver à cette nette expression de la souveraineté du Peuple ? Est-ce à de tels hommes que le Peuple demandera de concourir à fonder la République ?

C'est à vous, électeurs, à résoudre ces questions par les noms que vous allez inscrire sur vos bulletins.

Je ne vous dirai pas : Je compte sur vous ; de plus dignes à tant de titres peuvent s'offrir à vos préférences ! mais, du moins, qu'il me soit permis de vous dire en terminant : Si vous voulez que vos représentants repoussent, de toutes leurs forces, toute forme gouvernementale autre que celle de la République, comptez, comptez sur moi.

ANNIBAL OLIVIER (de Sées),

Ancien Avocat à la Cour d'Appel de Paris (1).

(1) Sées, J. Valin. (in-4°, 2 p.)

LA BIENHEUREUSE PRINCESSE

MARIE D'ARMAGNAC

DUCHESSE D'ALENÇON

Comtesse du Perche et Patronne de la ville de Mortagne

Si les ducs d'Alençon, de la branche des Valois, ont presque tous acquis une grande renommée par leur bravoure et leurs exploits militaires, plusieurs de leurs nobles épouses se sont également distinguées par l'héroïsme de leurs vertus et par les belles institutions qu'elles fondèrent.

Parmi ces illustres princesses, l'une des plus remarquables est Marie d'Armagnac, femme de Jean II, deuxième duc d'Alençon. Ce prince avait d'abord épousé, en 1421, Jeanne d'Orléans, qui mourut en 1432 ; il se maria en secondes noces, le 3 avril 1437, à Marie d'Armagnac, fille aînée de Jean IV, comte d'Armagnac et d'Isabelle de Navarre (1).

Jean II n'avait que six ans, quand il devint, en 1415, duc d'Alençon et comte du Perche. Brûlant de suivre les traces glorieuses de son père, qui passait pour le plus brave de son siècle, le jeune duc, âgé seulement de neuf à dix ans, se rendit à l'armée du Dauphin pour combattre les Anglais. Charles VII, après l'avoir fait chevalier, le choisit, en 1423, pour être parrain de son fils et le nomma son lieutenant-général en 1429.

Cette charge lui valut l'honneur de commander les armées royales ; il le fit avec habileté et se couvrit de gloire et de lauriers. Il combattit presque toujours aux côtés de Jeanne d'Arc, cette héroïne envoyée de Dieu pour faire lever le siège d'Orléans, vaincre les Anglais et mener sacrer le roi à Reims (2).

Les guerres finies, Jean II se retira dans son château d'Alençon. Sa cour y était très brillante ; cependant, au milieu des plus belles fêtes, le duc n'était pas content.

Après avoir été comblé des faveurs de Charles VII, il était devenu suspect à ce monarque, qui lui avait retiré sa confiance et les dignités dont il l'avait revêtu.

Le duc d'Alençon fut alors accusé, à tort ou à raison, d'avoir des intelligences avec les Anglais, et le roi le fit arrêter au mois de juin 1456. De si grands revers de fortune frappèrent d'une douleur indicible le cœur de Marie d'Armagnac ; mais, à la vue de la peine de mort qui menaçait son mari, loin de se laisser abattre par l'adversité, elle mit tout en œuvre et déploya le plus grand courage pour lui sauver la vie.

Accompagnée de son chancelier et du comte de Carrouges, elle se rendit aussitôt chez le duc de Bretagne pour l'engager, lui et ses amis, à demander au roi la liberté du captif.

Le jugement du duc d'Alençon eut lieu à Vendôme en 1458. Le duc de Bretagne, les ambassadeurs du duc de Bourgogne et plusieurs autres puissants seigneurs s'y rendirent et engagèrent vivement le roi à pardonner au prince qui avait tant de fois, pour la défense de la patrie, exposé sa vie et vaillamment combattu contre les Anglais, mais ils ne purent lui arracher un acte de miséricorde.

Enfin, la duchesse d'Alençon parut dans l'Assemblée, accompagnée de ses jeunes enfants. Tremblante et éplorée, elle se jeta aux pieds du roi pour lui demander la grâce de son époux, mais il demeura inflexible.

Un arrêt de mort fut prononcé contre Jean II et ses biens furent confisqués. Charles VII changea cette peine en celle de la détention perpétuelle, et laissa à Marie d'Armagnac et à ses enfants les biens meubles du duc et le comté du Perche.

Le jugement prononcé contre Jean II fut généralement blâmé. Aussi, quand Louis XI monta sur le trône, il rendit aussitôt la liberté au duc d'Alençon et le rétablit dans tous ses biens, honneurs et dignités.

Cette faveur de Louis XI réjouit particulièrement le cœur si éprouvé de la vertueuse duchesse d'Alençon, qui fit preuve de la patience la plus héroïque pour supporter les infortunes de son mari.

Cette princesse, en effet, était un modèle de toutes les vertus ; jamais elle ne s'était démentie. Dans les années de sa grandeur, elle avait pratiqué toutes les œuvres de charité ; dans l'adversité, elles furent sa consolation.

Voici le portrait de cette duchesse, tracé par René Courtin, l'un des historiens du Perche.

« Marie d'Armagnac, femme du duc Jean II, était petite de corps, mais grande d'esprit ; elle avait l'âme bien faite et disposée totalement à la piété et à la sainteté ; ce furent là les exercices continuels de cette Dame, et ils produisirent de très beaux effets, vraiment dignes de mémoire.

« Il se lit, dit encore le même historien, des choses merveilleuses de la piété de cette bonne princesse et de la sainteté de sa vie. Ainsi, on tient par tradition de père en fils que cette Dame, portant un jour du pain à des pauvres qui étaient à la porte, elle rencontra le duc son mari qui lui demanda ce qu'elle avait en son giron.

« Elle lui répondit : « Ce sont des roses, mon ami ».

« A cette réponse, il fut curieux d'en avoir une et lui dit : « Ma mie, donnez-m'en une », et, disant cela, il mit la main en son tablier qu'il ouvrit, et il ne s'y trouva que des roses. Il en prit une.

« Elle poursuivit son chemin, et étant à la porte où étaient les pauvres et ayant de rechef ouvert son tablier, elle y trouva autant de morceaux de pain qu'elle y en avait mis, excepté un qui était la rose que son mari avait prise.

« Si cela est ainsi, ajoute René Courtin, c'est un très grand miracle.

« Plusieurs du pays le tiennent pour véritable, ce qui est d'autant plus facile à croire, que l'on voit présentement (1611) des malades recouvrer de jour en jour la santé au tombeau de cette vénérable princesse. Cela est vrai ; on le voit tous les jours » (3)

Quand se forma sous le règne de Louis XI, la *Ligue du Bien public*, le duc d'Alençon fut encore accusé de s'être joint aux mécontents, et le soupçonneux monarque le fit arrêter le 2 février 1472. Deux mois après, le 7 avril, des commissaires envoyés par Louis XI arrivèrent à Alençon pour saisir tous les biens du duc. (4)

Six jours après leur arrivée, ces commissaires donnèrent, au nom du roi, à la duchesse d'Alençon, l'ordre de sortir de la ville. Marie d'Armagnac, fort émue de cette rigoureuse sentence, versa d'abord d'abondantes larmes ; puis, surmontant sa

douleur, elle dit aux commissaires en présence des plus notables bourgeois d'Alençon :

« Puisque je me vois tombée dans une si grande misère que, « mes enfants et moi, nous sommes chassés de notre maison, « je me console cependant de ce que mon seigneur et époux n'a « jamais, de son chef, exécuté aucune mauvaise volonté contre « le roi. Il est son parent, son parrain et prince de France ; ce « qui me fait espérer que Sa Majesté y pensera.

« Je reconnais donc que notre fortune n'est pas suffisante « pour nous défendre contre ceux qui, par envie ou par malice, « ont trouvé le moyen de nous éloigner des bonnes grâces du « roi. Sa Majesté, en effet, a trouvé plus de goût aux faux rap- « ports qu'au souvenir des services de la Maison d'Alençon.... « Votre sentence, il ne faut pas que je la trouve étrange, puis- « qu'elle plait au roi, mais c'est de Dieu qu'il faut attendre la « paix, le repos et la récompense. Il est notre seul refuge, et « puisque je me vois privée et chassée de ma maison, je m'en « vais en celle de Dieu. »

« Ce discours, dit René Courtin, attrista vivement les bour- « geois d'Alençon qui aimaient infiniment cette Dame, tant pour « sa douceur que pour la sainteté de sa vie, car elle n'avait « d'autre soin que de prier Dieu continuellement et de faire des « aumônes. »

Alors Marie d'Armagnac se retira à Mortagne pour y passer en paix le reste de ses jours. Elle se fit bâtir une maison près de l'hôpital (5) afin de pouvoir plus facilement y remplir les fonctions d'hospitalière auprès des pauvres et des malades. Elle y servait d'exemple et d'édification aux religieuses elles-mêmes.

Mais Dieu ne tarda pas à rappeler à lui cette pieuse princesse, et, quinze mois environ après son arrivée dans la capitale du Perche, elle y mourut, le 25 juillet 1473.

Dans son testament, elle fit beaucoup de donations aux officiers de sa maison, aux églises et aux monastères, et même ses libéralités s'étendirent jusqu'à la ville d'Argentan, où elle fit des dons aux Jacobins qui y avaient alors un couvent ; mais elle légua ce qu'elle avait de plus précieux à l'église collégiale de Toussaint, à Mortagne, qu'elle avait choisie pour le lieu de sa sépulture.

Cette église, détruite pendant la Révolution, était le plus beau monument religieux de cette ville ; elle était desservie par un chapitre composé de douze chanoines séculiers de l'Ordre de Saint-Augustin, et de vingt-quatre chapelains.

C'est dans cette église que fut déposé, le 5 août 1473, entre le chœur et la chapelle de Sainte-Catherine, le corps de Marie d'Armagnac. Comme témoignage de leur piété et de leur reconnaissance envers leur insigne bienfaitrice, les chanoines de cette collégiale lui firent élever un riche mausolée sur lequel elle était représentée. (6)

Tous les historiens du Perche s'accordent à dire que Marie d'Armagnac était parvenue à une éminente sainteté, et que Dieu, pour récompenser ses vertus, l'a glorifiée par plusieurs miracles, dont l'authenticité a été constatée par des procès-verbaux (7). Ce sont là des marques éclatantes de la gloire qu'elle possède dans le ciel.

Aussi, depuis la fin du xv^e siècle jusqu'à la Révolution, le tombeau de cette princesse, que la ville de Mortagne honorait comme sa patronne, fut continuellement visité par de nombreux malades, et beaucoup de guérisons miraculeuses furent obtenues par son intercession.

Une lampe brûlait toujours devant cette tombe si vénérée au-dessus de laquelle on avait suspendu une planche où les pèlerins, pour remercier de leur guérison la puissante Thaumaturge, attachaient des *ex-voto* dont le nombre était toujours considérable. Cette planche et ces *ex-voto* furent enlevés dès le commencement de la Révolution, et, à l'époque de la Terreur, quand l'église de Toussaint fut dévastée, ce monument funèbre fut ouvert par les Révolutionnaires.

Les habitants de Mortagne furent alors témoins d'un prodige bien extraordinaire, car le corps de Marie d'Armagnac, qui y reposait depuis plus de trois cents ans, fut trouvé entier et sans corruption. Les vêtements eux-mêmes étaient bien conservés.

Pour préserver ces saintes reliques de la profanation, de pieux chrétiens, dit l'abbé Fret, les enlevèrent secrètement et les déposèrent sous le seuil d'une maison. Peu de temps après, ces personnes moururent sans avoir révélé leur secret et cette maison est restée inconnue.

Mais voici une autre tradition qui paraît plus vraisemblable,

et fait connaître d'une manière précise le lieu où reposent actuellement les précieux restes de la patronne de Mortagne. Au moment de la dévastation de l'église de Toussaint, quelques Mortagnais, après avoir enlevé furtivement de l'église de Toussaint le corps de la vénérable Marie d'Armagnac, le transportèrent auprès de l'église de Saint-Jean, et là, ils l'inhumèrent à l'endroit même où l'on avait coutume de faire chaque année le feu de la Saint-Jean.

Tel est le récit que nous avons entendu faire maintes et maintes fois à plusieurs vieillards de Mortagne, qui étaient grands amateurs de recherches historiques et avaient longtemps vécu avec les contemporains et les bénéficiaires de la Révolution. Grâce à ces témoins oculaires, ils connaissaient parfaitement tous les événements qui s'étaient passés dans cette ville pendant l'époque révolutionnaire. Leur témoignage est donc digne de la plus entière croyance (8).

Au mois d'août 1797, le district de Mortagne vendit, comme biens nationaux, le cimetière et l'église de Saint-Jean, ainsi que la petite place située entre la grande porte de cette église et la ruelle de Saint-Jean. C'était sur cette place que l'on avait l'habitude d'allumer un bûcher, tous les ans, le jour de la Saint-Jean.

L'an VI de la République française (1798), l'acquéreur, nommé Lacroix, changea le cimetière en jardin, et, sur l'emplacement de la tour et de la façade de l'église, il éleva une maison bourgeoise.

Mais la nouvelle route de Paris, construite en 1789, était à une hauteur de sept à huit mètres au-dessus du rez-de-chaussée de cette habitation bâtie sur les fondations de l'église qu'on avait démolie. Alors, pour faire en quelque sorte du second étage de cette maison un deuxième rez-de-chaussée, le propriétaire mit la porte d'entrée de ce deuxième étage au même niveau que la route, et pour cela il fit combler, avec les décombres de l'église qu'il avait abattue, toute l'étendue de la place située entre son habitation, la ruelle de Saint-Jean et la route de Paris.

C'était là le lieu où l'on célébrait les réjouissances de la Saint-Jean, et c'était là aussi que reposait, depuis 1793, le corps si vénéré de Marie d'Armagnac, à l'endroit même où l'on avait l'usage d'allumer le bûcher traditionnel. Mais le citoyen Lacroix ignorait l'existence du tombeau de cette princesse sur sa pro-

priété, et l'on s'était bien gardé de lui communiquer ce secret, car il passait pour l'un des plus fameux révolutionnaires de Mortagne.

Ces détails, trop minutieux peut-être, ont l'avantage de nous montrer comment les restes mortels de la patronne de Mortagne reposent depuis un siècle (1798-1898), sous les débris de l'ancienne église de Saint-Jean, dans une tombe placée à une profondeur de sept à huit mètres ; et puis, ils nous font voir comment Dieu s'est servi de la main d'un *fougueux terroriste* pour les recouvrir d'une si grande hauteur de terre et les mettre ainsi à l'abri de toute profanation.

La maison du citoyen Lacroix fut vendue en 1828 et achetée par M. Cordier. A cette époque, parmi les Mortagnais qui avaient, pendant la Terreur, caché le corps de Marie d'Armagnac au lieu même où l'on faisait le feu de la Saint-Jean, quelques-uns vivaient encore. Le nouveau propriétaire, qui était un bon catholique, prit auprès d'eux des informations, et, d'après leurs indications, il fit planter, en 1829, un if au-dessus de l'endroit où ils lui déclarèrent avoir déposé les restes vénérés de la bienheureuse comtesse du Perche. Aujourd'hui, cet if est grand et superbe, et il ombrage gracieusement de ses rameaux bientôt séculaires le tombeau de la vénérable Marie d'Armagnac qui, depuis plus de trois siècles, protège du haut des cieux la ville qu'elle aime et choisit pour sa dernière demeure.

Jusqu'à ce jour, aucune recherche vraiment sérieuse n'a été faite pour retrouver le corps de cette pieuse princesse, dont Dieu s'est plu à glorifier la sainteté par de nombreux miracles (9). Cependant c'est là un trésor précieux dont la découverte pourrait être utile et glorieuse à la ville de Mortagne, car un évêque de Séez, Mgr Saussol, sur la relation qu'on lui fit, en 1820, de la vie et des miracles de Marie d'Armagnac, y trouva des preuves si frappantes d'une sainteté parfaite qu'il voulait poursuivre en cour de Rome la cause de sa canonisation. Ce prélat n'eut pas le temps d'exécuter son projet, mais espérons que l'un de ses successeurs sur le siège épiscopal de Séez le reprendra et le réalisera pendant le vingtième siècle.

L'abbé A.-P. GAULIER

NOTES ET PIÈCES JUSTIFICATIVES

(1) La princesse Marie d'Armagnac, dit Bart des Boullais, dans son *Recueil des Antiquités du Perche*, estoit de l'illustre maison d'Armagnac qui finit en la personne de Louys d'Armagnac, duc de Nemours, tué à la bataille de Cerignolles au royaume de Naples en 1503.

La tige de cette famille est Boggis, fils de Charibert, à qui Dagobert donna l'Aquitaine à titre de duché héréditaire ; Charibert, roy d'une partie de l'Aquitaine, en 628, estoit second fils de Clotaire II, qui après avoir été roy de Soissons réunit sur sa teste toute la monarchie françoise, et Clotaire estoit fils de Chilpéric I^{er}, roy de Soissons, assassiné par sa femme Frédégonde, et petit-fils de Clotaire I^{er}.

(2) Ce fut alors (1429), que parut une fille extraordinaire, nommée Jeanne d'Arc, et plus connue sous le nom de *Pucelle d'Orléans*. Le duc d'Alençon assista à sa première entrevue avec Charles VII.

« Gentil Dauphin, dit-elle, j'ai nom Jeanne la Pucelle, et vous « mande le Roi du Ciel par ma voix que vous serez sacré et couronné à Reims. »

Je ne rapporterai point, dit Odolant-Desnos, dans ses *Mémoires historiques sur Alençon*, comment Jeanne sut inspirer son enthousiasme aux troupes françaises abattues, et découragées, et causer une terreur inconcevable aux Anglais partout victorieux. Toujours accompagnée du brave Loré, elle défit en détail l'armée angloise qui assiégeait Orléans, et la força de se retirer. Le duc d'Alençon, qui venait d'être fait lieutenant-général, la joignit avec un gros corps de troupes. Ils s'en furent assiéger Gergeau ; l'assaut fut résolu ; *Avant, gentil duc, à l'assaut*, dit la Pucelle au duc d'Alençon. Dans les momens périlleux, elle lui disait : « *Ne craignez rien, j'ai promis à la duchesse d'Alençon de vous ramener sain et sauf.* » La place fut bientôt emportée l'épée à la main.

Quelques jours après, le duc d'Alençon et les autres chefs résolurent de poursuivre les Anglais qui venoient de recevoir de nouveaux renforts. Leur armée était commandée par Talbot et supérieure en nombre à celle des François. Les deux armées n'étaient plus qu'à une demi-lieue l'une de l'autre : Loré était à l'avant-garde, et le duc d'Alençon conduisait le corps de bataille.

On consulta la Pucelle sur l'événement du combat. Ses promesses,

jusqu'alors justifiées par les succès les plus éclatants, étaient reçues comme autant d'oracles : *Faut-il les combattre ?* dit le duc d'Alençon à la Pucelle. — *Oui, certainement,* répondit-elle, *mais nous aurons besoin de bons éperons.* — Quoi donc, dit le duc d'Alençon, *prendrons-nous la fuite ?* — *Non,* répliqua Jeanne, *mais les ennemis la prendront, et il ne sera pas facile de les atteindre.* En effet, la victoire fut complète, et le général Talbot fut fait prisonnier.

Après cette victoire, Jeanne conseille de marcher sur Reims pour y faire sacrer le roi. L'armée part sous les ordres du duc d'Alençon ; tout réussit, le pays se soumet, et il conduit le roi à Reims, où il fait son entrée le 17 juillet 1429.

On prépara aussitôt tout ce qu'il fallait pour le sacre qui devait se faire le lendemain. Avant le couronnement, le duc d'Alençon arma chevalier Charles VII, et il représenta à la cérémonie du sacre le duc de Bourgogne, premier pair de France.

(3) L'histoire du Perche par René Courtin est restée manuscrite ; elle porte la date de 1611. L'excellente revue historique qui a pour titre : *Les documents sur le Perche*, en a commencé la publication.

(4) Le duc d'Alençon fut d'abord renfermé au château de Loches ; puis il fut transféré à La Roche-Corbon, près de Tours. Enfin, Louis XI, son filleul, le fit amener au Louvre pour lui faire son procès.

Aux accusations portées contre lui, Jean II répondit : *qu'il n'avait fait chose avec les Anglais, qu'il entendit qu'elle dût être contre le roi.* Cependant, le 18 juillet 1474, il fut de nouveau condamné à mort, mais l'exécution fut réservée au bon plaisir du roi.

Louis XI, ayant égard à la vieillesse et aux maladies du duc d'Alençon, le transféra, en 1475, de la grosse tour du Louvre dans une maison particulière, où il fut mis sous une garde moins étroite. Le roi lui laissa même entrevoir l'espoir d'une entière liberté, mais il n'en jouit pas, car il mourut à Paris en 1476 et fut inhumé aux Jacobins.

« Jean II, duc d'Alençon, dit Odolant-Desnos, était le prince le « mieux fait de son temps ; la nature l'avait doué d'une très belle « physionomie ; on l'appelait communément *Le Beau Duc*. On ne « peut lui refuser la bravoure, des talents militaires, la libéralité et le « don de l'éloquence. »

(5) L'hôpital de Mortagne, avant 1789, était situé à l'endroit même où est aujourd'hui la sous-préfecture, et la maison de Madame d'Armagnac, bâtie près de cet hôpital, avait son ouverture sur la rue Saint-Nicolas, aujourd'hui la Grande-Rue. Dans la première moitié de ce siècle qui finira bientôt, cette maison appartenait à M. de Cohardon. Près d'un hangar au fond de la cour, il y a encore quelques traces de ce qu'elle a été autrefois. Ces sculptures, sans être très remarquables, ne sont pas dépourvues d'intérêt. Aujourd'hui, elles sont en grande partie recouvertes de lierre.

(6) Voici l'építaphe qu'on lisait sur le tombeau de Marie d'Armagnac dans l'église collégiale de Toussaint :

D.

O.

M.

*Maria Armaniaca,
Princeps sanctissima, quæ Joanni
Alenconiensi Duci Comitique Perticensi nupta,
Ad IX kalend. sextil. anni M.CCCC.LXXIII ad cælum
Evolavit.
Hanc ecclesiam quam præ cæteris unam dilexit,
Pietate summa frequentavit,
Auro et serico pictis vestibus ditavit, redditibus
Auxit.
Sacri corporis hæredem optavit,
Cælestibus etiamnum prodigiis illustrem fecit.
Hic in primariâ Unellarum urbe
Suis illa civibus utilissima, dum vixit
Mater pauperum, miserorum asyllum, matronarum exemplum,
Omnium sedes ornatissima virtutum.
Nunc etiam crebris miraculis testatur,
Moritanensium commodo,
Cælo se beatissimam potentissimamque vivere ;
Cui, inter publica vota
Quibus à cujuscumque generis ægris felicissimè vocatur,
Constantis ergà Principem optimam pietatis
Gratiæ animi sui monumentum
Decanus , canonici et capitulum
Ecclesiæ Moritaniensis P. P.*

TRADUCTION

Marie d'Armagnac, princesse illustre par la sainteté de sa vie, épouse de Jean II, duc d'Alençon et comte du Perche, prit son essor vers les cieux, le 9 des Calendes d'août 1473.

Elle aima cette église d'un amour de préférence ; sa grande piété l'y conduisit fréquemment ; elle l'enrichit d'ornements d'or et de soie, en augmenta les revenus, lui laissa son saint corps en héritage, et maintenant encore, elle ne cesse de l'illustrer par de nombreux prodiges.

Tant qu'elle a vécu dans cette ville capitale des Percherons, elle s'est rendue très utile à ses concitoyens ; elle était la mère des pauvres, l'asile des malheureux, l'exemple des dames, le siège de toutes les vertus.

Aujourd'hui, au grand avantage des Mortagnais, des miracles opérés fréquemment attestent combien elle est heureuse et puissante dans le ciel ; entre les *ex-voto* que lui ont offert, après l'avoir invoquée et obtenu leur guérison, des malades atteints de toute espèce d'infirmités, le Doyen, les Chanoines et le Chapitre de l'église de Mortagne ont fait ériger ce tombeau, comme un monument de leur piété et de leur reconnaissance envers une aussi bonne princesse.

(7) Voici deux procès-verbaux des miracles opérés par l'intercession de la vénérable Marie d'Armagnac. (Voir le *Recueil des Antiquités du Perche*, par Bart des Boulais, pages 264 et 265) :

1^o Du vingtiesme jour de mars 1642, avant midy, au bourg et paroisse de La Mesnière, devant Francoys Tolmer, notaire et tabellion royal en ceste Chastellenye de Mortaigne, fut présente Marye Lormove, veufve de feu Alexandre Duval, demeurante au bourg et paroisse de La Mesnière, laquelle a volontairement confessé en présence de vénérable et discrète personne maistre Rodolphe Le Sueur, prestre et chanoyne de l'esglize collégiale de Toussaint de Mortaigne et curé de la dicte paroisse de La Mesnière, y demourant, et maistre Léonard des Granges, prestre, vicair de la dicte paroisse, qu'ayant esté travaillée l'espace de deux moys entiers, en l'an 1640, d'un mal d'yeux, elle avait perdu la vue totalement et fut ainsi aveugle

l'espace de deux mois, sans qu'aucun remède naturel luy apportât aucun soulagement, et, par l'avis de quelques gens de bien, feist vœu à Dieu et à Madame d'Armagnac que, si par son intercession elle recouvroit la vue, elle irait de son pied en la dicte esglize de Toussaint de Mortagne pour visiter son tombeau et faire dire une messe pour rendre grâce à Dieu et à la dicte dame pour le recouvrement de sa vue, et, aiant fait ses prières et son vœu, receut entière guérison dans la huitiesme journée et depuis s'est très bien portée ; ce qu'elle atteste véritable.

Fait en présence des personnes cy-dessus qui ont signé avec nous, notaire ; pour la dicte Marye Lormoye, elle a déclaré ne savoir signer, de ce interpellée suivant l'ordonnance : Le Sueur, Tolmer et des Granges avec paraphes.

2^e Devant nous, Rodolphe Le Sueur, prestre, chanoyne, curé de Saint-Gervais, Saint-Protais de la Mesnière, aujourd'huy 10 septembre 1648, s'est présenté devant nous, Guillaume Hayot, âgé d'environ dix-neuf ans, demeurant au lieu de Jérusse, paroisse de La Mesnière, lequel nous a affirmé, qu'aiant esté détenu malade au lit l'espace de trois semaines ou environ d'une maladie survenue aux hanches, de laquelle il ne pouvoit se soutenir debout ni couché et s'estant fait visiter par remetteurs, médecins et chirurgiens, n'ont pu luy donner aucun soulagement, et, en ceste extrémité, feist vœu à Dieu que sy c'estoit son plaisir de luy faire la grâce de luy redonner la santé par l'intercession de Marye d'Armagnac, il feroit dire une messe pour rendre grâce à Dieu et à la dicte dame et feroit le voiage en visitant son tombeau en l'esglize royale et collégiale de Toussaint de Mortagne, et donneroit pour parfaire son vœu une jambe de cire du poids d'une demye livre, et depuis, il s'est très bien porté. Nous a affirmé qu'aussitôt son vœu fait il y amenda dès le même jour et a fait dire la messe au tombeau de la dicte dame par le sieur Léonard des Granges, prestre, vicaire de Courtoulain, lequel nous a aussy affirmé avoir pleiue cognoissance de tout ce que dessus, lequel a signé le présent en présence de Gaspard Hlobée qui a signé, ainsi que le dict Hayot avec nous, Le Sueur.

(8) Le 11 août 1797, furent vendus par les administrateurs du district de Mortagne, comme biens nationaux, l'église de Saint-Jean ainsi que le ci-devant cimetièrre, clos de fortes murailles et la place qui formait ses alentours, pouvant contenir un boisseau de terre (12 ares environ), moyennant 5,028 francs.

L'église de Saint-Jean, à Mortagne, bâtie vers la fin du dixième siècle, près de l'antique château-fort de cette ville, était d'une belle architecture romane. Autour de cette église, il y avait, depuis le xvi^e siècle, un cimetièrre, entouré de murs, et entre la façade de l'église et la ruelle Saint-Jean se trouvait une petite place où l'on allumait chaque année un bûcher pour les réjouissances de la Saint-Jean.

Nous avons entendu raconter bien des fois à ces vieillards de Mortagne, dont nous venons de parler, que les hommes, qui enlevèrent de son tombeau, en 1793, le corps de Marie d'Armagnac pour le préserver la profanation, le transportèrent auprès de l'église de Saint-Jean, mais qu'ils ne voulurent pas l'inhumer dans le cimetièrre de cette paroisse pour un motif que nous allons exposer ici le plus brièvement possible.

Ces braves Mortagnais, qui avaient, au prix de leur vie, arraché ces saintes reliques aux mains des révolutionnaires, désiraient les déposer dans un lieu où elles ne fussent pas exposées à être mêlées et confondues avec les restes des autres morts. C'est pour cette raison qu'ils évitèrent de les mettre dans le cimetièrre et les placèrent dans un lieu où elles seraient facilement reconnues.

Or il y avait là, devant l'église, un endroit où l'on n'avait jamais fait d'inhumation. C'était celui où l'on avait coutume, depuis plusieurs siècles, de faire tous les ans le feu de la Saint-Jean.

C'est dans cette place particulière et facile à reconnaître qu'ils déposèrent les précieux restes de la patronne de Mortagne, avec l'espoir qu'ils seraient à l'abri de toute profanation, et qu'ils seraient facilement découverts, si on faisait plus tard des recherches pour les retrouver. Dans le cours de cette année (1898), M. Cordier, fils de M. Cordier qui fit planter un if sur le tombeau de Marie d'Armagnac, a fait faire, sous cet if, une tranchée d'un mètre de largeur et de trois mètres de longueur. Mais, à cause des éboulements qui se sont produits sans cesse dans ces terres rapportées, ces fouilles n'ont pu descendre qu'à la profondeur de 3 mètres 50.

Et il y a six à sept mètres au moins de terres rapportées au-dessus de la tombe de Marie d'Armagnac. Il aurait donc fallu creuser cette tranchée jusqu'à la profondeur de sept à huit mètres pour découvrir les restes mortels de cette pieuse princesse. Heureux, mille fois heureux le jour où l'on fera cette précieuse découverte !

Avec quelle allégresse les Mortagnais, fidèles aux traditions du passé, rendront à leur céleste patronne les mêmes honneurs qu'avant 1789, et même de plus grands encore !

(9) Voici l'invocation à Marie d'Armagnac publiée au ^{xvi}^e ou ^{xvii}^e siècle.

Oraison

A LA BIENHEUREUSE PRINCESSE, MADAME MARIE D'ARMAGNAC,

Duchesse d'Alençon et Comtesse du Perche,

Visitant son tombeau en l'esglise collégiale de Toussaint de Mortaigne.

Bienheureuse princesse qui, par le mespris des richesses et vains honneurs de la Cour, par dédain de l'éclat de l'or et du brillant des perles de la Couronne, par le don de ta pourpre précieuse, par tes prières ferventes et ta fidélité au service de ton Dieu, par tes abaissemens et humiliations dans les grandeurs du monde et par les pieuses affections et charitables entretiens qu'icy-bas tu exerçois continuellement envers les pauvres affligés, as trouvé le trésor précieux des grâces célestes, as mérité la couronne de gloire et as été revêtue de la robe d'immortalité et élevée au séjour des bienheureux pour jouyr à jamais de l'éternelle béatitude, fais, ô notre unique tutélaire, qu'il te plaise par ta sainte intercession, en visitant ton sacré tombeau, que je puisse mériter la grâce de mon Dieu après le pardon de mes offenses, et daigne continuer journellement et plus puissamment les pieux exercices et le prompt secours que tu transmets du ciel icy-bas envers les pauvres languissans et affligés qui dévotement implorent tes faveurs.

Je me présente, ô sainte hospitalière, pour te supplier qu'elles me soient propices afin que, recevant soulagement en mes détresses, patience en mes tribulations, une douce et perpétuelle conciliation dans mes sens, et du ressentiment de mes infirmités une entière et parfaite satisfaction, je puisse par après t'en rendre grâces et donner louange et gloire éternelle à mon Dieu dans les siècles des siècles. AINSI SOIT-IL.

LES DEUX FRÈRES LE VAVASSEUR

Tel est le titre d'un manuscrit que son auteur espère livrer prochainement à l'impression.

Il comprendra *seize chapitres*. Voici quelques extraits du *second chapitre*.

ÉDUCATION FAMILIALE. — COLLÈGE D'ARGENTAN

Gustave Le Vavasseur n'avait pas encore trois ans quand son frère Léon vint au monde, 11 février 1822.

Tous deux furent élevés avec une tendresse vigilante. Leur père, que les devoirs de sa charge obligeaient à de fréquentes absences, dut laisser à sa femme, du moins en grande partie, le soin de la première éducation. Madame Le Vavasseur se montra digne de la mission qui lui incombait. Modèle achevé de toutes les vertus chrétiennes, esprit supérieur et très cultivé, elle forma avec un soin jaloux le cœur de ses enfants au respect et à l'amour de Dieu ; elle leur inspira de bonne heure la crainte du mal et les habitua à suivre en tout le droit chemin. « Je n'ai jamais compris, disait-elle, pourquoi l'on cite, avec tant d'admiration le mot de la reine Blanche à saint Louis : « Mon fils, j'aimerais mieux vous voir mourir que commettre un péché mortel. » Cette parole doit-être dans le cœur de toute mère chrétienne ».

Avant de les envoyer au collège, l'excellente mère ne voulut s'en rapporter qu'à elle pour initier ses enfants aux diverses branches de l'enseignement. Langues, Littérature, Histoire, Géographie, rien ne fut négligé. Les succès dépassèrent les meilleures espérances.

Doués d'une intelligence rare, servis par une mémoire prodi-

gieuse, tous deux profitèrent à qui mieux mieux des leçons maternelles. Heureux temps dont, cinquante années plus tard, l'aîné se plaisait encore à évoquer le souvenir :

Frère, t'en souviens-tu ? quand nous étions petits,
Nous passions tout l'hiver au coin du feu, blottis
Dans les genoux de nos grands-pères,
Inviolables nids, asiles sûrs et doux,
Où tout en souriant, nous bravions le courroux
Inoffensif de nos grand'mères ?

Quelle joie et quels cris de moineaux babillards.
Quand, près des cheveux blancs de ces bénins vieillards,
S'agitait notre tête blonde !
Oh ! comme nous aimions notre pauvre maison,
Logis étroit, foyer bourgeois, dont l'horizon
Nous semblait grand comme le monde !

Parfois, les souvenirs m'en viennent par milliers ;
Les coins les plus obscurs nous étaient familiers ;
Je vois encore la cuisine,
Le jardin, le cellier, mon petit cabinet,
Et la chambre d'en haut par où l'on dominait
La cour de la maison voisine.

Et le salon d'en bas où nous trouvions nos nids,
Et la salle à manger dont les rideaux jaunis
Criaient en grinçant sur leurs tringles,
Le papier, tout couvert de bêtes et de gens
Dont nous avions, (pourtant, nous n'étions pas méchants),
Crevé les yeux à coups d'épingles.

Corridors salpêtrés, mille fades odeurs,
Mille petits coins peuplés de chats rôdeurs,
Furtifs et flairant quelque piste ;
Je sens devant mes yeux tout cela revenir.
Et dans le demi-jour du lointain souvenir,
La maison me paraît bien triste.

Mais nous la trouvions gaie et faite à notre bruit,
Et nous n'avions pas peur de marcher dans sa nuit,
Comme dans les autres ténèbres ;
Aucun de nos parents ne mourut dans ses lits,
Et leurs grands rideaux blancs ne gardaient dans leurs plis
Aucunes visions funèbres.

Il en sortit pourtant un tout petit cercueil :
Une sœur vint au monde et mourut sur le seuil,
Emportant sa blanche auréole ;
Notre mère pleurait tout en se résignant.
Mais les voisins disaient tout bas en se signant :
« Bienheureux l'ange qui s'envole ! »

Toi surtout tu l'aimais, ce modeste logis,
Lorsque tu le quittais, grognon, les yeux rougis,
Tu murmurais : *Qu'on me ramène.*
Et si quelque parent, plus fier que de raison,
Te demandait : « Comment trouves-tu ma maison ? »
Tu disais : « *J'aime mieux la mienne.* »

Comme tu déclinais le pronom possessif !
Le mien... toi, qui depuis... et quel zèle excessif,
Pour découper ta part du nôtre !
L'abbé, te souviens-tu de quel air de tribun,
Tu disais : « Je veux bien que mon frère soit *l'un*,
Mais je ne veux pas être *l'autre*.

Les deux dernières strophes n'offrent-elles pas un frappant contraste avec l'avenir de cet enfant que l'on verra un jour renoncer aux douceurs du foyer pour se placer humblement au-dessous des autres ? Mon petit Léon, racontait en effet sa vénérable mère, était peu sociable dans ses premières années.

Le conduisait-on chez des parents ou des amis, qu'il ne tardait pas à s'écrier : *Je veux rentrer chez moi.* — Il avait aussi, au plus haut degré le sentiment de sa dignité, et voulait en tout l'égalité. Si en parlant des deux frères on disait *l'un* : « Je ne veux pas être *l'autre*, » répliquait-il vivement. Je suis *l'un* aussi bien que Gustave ».

Dans ces détails de la première enfance tout l'homme se révèle : et les qualités de cette riche nature et le travail de la grâce et les destinées mêmes du prêtre et de l'apôtre. Dès lors, il manifestait le goût le plus prononcé pour les cérémonies religieuses. Pieux par nature, il donnait à ses récréations enfantines un caractère sacerdotal. A cinq ans, il avait sa petite chapelle. Il fallait le voir avec ses vêtements sacrés faits de vieilles tapisseries, tantôt s'essayer à dire la messe au milieu de ses camarades convoqués en qualité d'acolytes ou d'assistants ; tantôt procédant gravement avec eux, à l'enterrement

d'un de ses oiseaux chéris, dans le jardin paternel. Malheur à qui se permettait de rire, ou de ne pas prêter son attention. Le célébrant se fâchait tout rouge et chassait le profane impitoyablement. Bien entendu que le nombre des assistants devait augmenter en raison du rit de la fête. Ainsi, aux jours de première classe, les grand'mères étaient-elles invitées, avec recommandation expresse toutefois de ne pas apporter leur tricot. Dans ce précoce officiant, ne pouvait-on pas déjà pressentir le liturgiste impeccable et distingué qui saura exposer avec tant de précision et d'autorité les saintes règles du culte divin ?

Déjà, il défendait à sa manière, l'Eglise et ses commandements. A cette époque, l'abstinence était en vigueur pendant toute la sainte quarantaine. La pénitence était longue mais ainsi le voulait la loi, et Léon ne comprenait pas qu'on pût la transgresser. Certain jour de carême, étant entré chez un de ses voisins, il aperçoit dans la cuisine un superbe gigot qui rôtissait au-devant de la cheminée. Enlever la broche, la déposer sur la table et s'enfuir à toutes jambes, est pour lui l'affaire d'un instant. Au bruit qui s'est fait, accourt le maître de maison qui, furieux de la mystification dont il est l'objet, s'élance à la poursuite du petit mutin, et le dénonce hautement à la vindicte maternelle. Madame Le Vavassennr s'empresse de faire des excuses, mais, si elle désapprouva l'acte, elle en respecta néanmoins l'intention et l'enfant ne fut pas puni.

Ce coup d'état, Gustave ne l'eût pas tenté. Bien qu'il fût assez turbulent et révélât dès lors cette nature originale, fine, gaie, primesautière, qui ne lui fit jamais défaut, il était libéral et conciliant par caractère. Il se laissait même dominer par son frère, qui lui imposait facilement ses petites volontés. Légère dissemblance, qui ne les empêchait pas de se chérir l'un et l'autre cordialement.

Jusqu'à présent, la mère avait suffi à sa tâche, mais ses élèves allaient sortir de la voie des rudiments pour aborder des études plus sérieuses. En ce temps-là, le collège d'Argentan était à son apogée. Les deux Frères y entrèrent successivement, sans trop rompre avec la vie de famille. Naturellement, l'aîné dut précéder :

Au troupeau des savants
Quand j'entrai tendre agneau, je n'avais pas neuf ans,

L'heure était pleine d'ombre et doublement amère ;
Dans les sentiers ardens de l'école primaire,
Ma mère jusqu'alors m'avait toujours conduit
Par la main. — Pauvre mère !

En mil huit cent vingt-huit
Au mois d'octobre, hélas ! Je fus mis en *septième*.
Un *matin*, et, le *soir*, je fis mon premier thème.
Ce jour, (j'en tremble encore quand j'y pense aujourd'hui),
Fut un jour de travail, d'épouvante et d'ennui.

En prose comme en vers, Gustave aime à célébrer les premières années de sa jeunesse littéraire :

« En ce temps-là (1828), Philippe de Chennevières-Pointel et moi, nous étions au collège d'Argentan, dans les petites classes, point dans les dernières toutefois. Qui nous eût tordu le bout du nez en eût sans doute fait sortir une goutte de lait de nos nourrices. Mais Philippe de Pointel, le jeune, entraînait en sixième tandis que Gustave Le Vavasseur, l'aîné, commençait à décliner *Rosa*, la *Rose* et *Liber Petri*.

Le Principal du collège était alors l'honorable *Guillon de Surosne*, mon vénéré et bien aimé cousin. J'écris à dessein, et non sans quelque fierté : *honorable*. Si jamais homme mérita cette épithète, ce fut lui. Il appartenait à l'Université par les degrés qu'il avait jadis pris en Sorbonne, mais c'était un vieux terrien d'Almenèches, de souche et d'alliances rurales, trois fois séculaires. Seul de la famille, il portait le nom de notre sieurie et de notre village...

Porté deux fois par acclamation et maintenu par l'insistance des notables d'Argentan à la tête du collège 'qu'il avait, pour ainsi dire, fondé et relevé, il avait éprouvé tout d'abord, et éprouvait encore, à l'heure dont je parle, quelques difficultés à se procurer des Professeurs capables. Le collège était de plein exercice. Il ne se souciait pas de grouper plusieurs classes sous la ferule d'un seul régent, triste extrémité qui laisse inoccupée, la moitié de la classe, pendant la leçon inférieure ou supérieure donnée à l'autre moitié. Il se souciait encore moins de professer lui-même, bien qu'il eût, pendant quelques temps, occupé la chaire de mathématiques. Heureusement, l'Empire n'était pas loin, et bien des séminaristes, sans autre vocation que la crainte des armes, s'étaient laïcisés et s'étaient laissés

glisser tout doucement dans le giron protecteur et pacifique de l'Université. Ce n'étaient pas des aigles ; quelques-uns ne savaient pas le grec. Ils n'étaient pédants qu'à demi et s'étaient modestement, pour la plupart, mariés dans la petite bourgeoisie, faisant souche d'honnêtes filles, rarement de garçons. Ils savaient correctement leur grammaire latine, donnaient sans fausse vanité des devoirs tirés du *cahier des corrigés*, étaient suffisamment terrés sur le *Cornelius Nepos* et le *De Viris*. Ils connaissaient, de nom, et vénéraient, sans le lire, le *Traité des Etudes* de Rollin. Le *Guide des Humanités* de l'abbé Tuet était un de leurs petits bréviaires. Les Réthoriciens allaient jusqu'à traduire des fragments d'Horace. C'était, évidemment, une flatterie à l'endroit du bon Principal de Surosne, gourmet lettré, qui savourait les classiques beautés du divin *Flæcus*, dans une édition elzévirienne, qui ne le quittait guère.

Peu à peu, le personnel enseignant se renouvela. Ce fut une éclosion nouvelle dans le jardin des racines grecques ; les neuf Muses entrèrent à la fois dans nos classes rajeunies. Therpsychore même se glissa sur ses escarpins dans le groupe de ses compagnes. Ce fut vers ce temps, si je ne me trompe, qu'un Maître à danser fut introduit dans le collège. C'était un type, aujourd'hui perdu... Il arrivait avec les hirondelles et partait aux vacances. Il logeait en ville.

Le beau des beaux, le « diou » de notre danse était un jeune Professeur de quatrième, nommé Halbout. Il était, comme on dit dans la plaine, originaire du *Pays-Bas*. Il était de Messei, de ce coin du Houlme, auquel nous appartenions aussi, Philippe de Pointel, par son nom, et moi, par la villégiature du Logis de la Lande de Lougé, qui était notre asile hospitalier, avant que la mort de mon grand-oncle, en eût fait notre domaine.

Halbout était un peu mon précepteur et tout à fait mon répétiteur.

Voici comment :

La tendresse maternelle, qui n'avait pas permis que je fréquentasse les petites écoles, voulut adoucir pour moi le régime de la communauté scolaire. Porté sur le rôle des demi-pensionnaires, j'occupais une position mixte entre l'Internat et l'Externat libre. Je dinais au réfectoire, et je partageais la récréation de mes camarades ; mais, au lieu d'aller à l'étude commune avec

les autres, je montais à la chambre de mon mentor et j'y faisais mes devoirs de classe, sous sa surveillance. L'installation était fort simple, une chaise de paille, une petite table de bois blanc au coin du feu, dans l'hiver, près de la fenêtre en été. Le Maître était doux, absent parfois ; l'écolier n'était pas assez espiègle pour se faire des niches à lui-même. Nous faisons bon ménage. Les seules mouches qui tombassent parfois dans notre lait, venaient de la petite jalousie des autres Maîtres, qui inconsciemment sans doute, enviaient un peu l'aubaine du privilège, et regardaient de travers le privilégié. Mon Maître, à moi, me défendait. Sans être insolemment et trop souvent le premier, j'avais de bonnes places. J'étais bon camarade, tout allait bien.

Par tolérance, concession, ou arrangement, je restais à la maison paternelle le jeudi et le dimanche. Ces jours-là, c'était fête familiale. Mes cousins sortaient, quelques camarades joyeux renforçaient la bande. Mon répétiteur en était souvent. D'ailleurs, il me conduisait à la messe, et il était en parfaite harmonie de sentiments monarchiques et religieux avec ma mère. Il fleurdelisait à l'unisson. Il faisait même de petits vers, qui me reviennent par lambeaux, aussi mal rimés que bien pensés. »

Parmi les amis du collège de Gustave Le Vavasseur, figure encore un autre jeune homme, dont il devait garder fidèle souvenir : Alphonse du Bosc, cousin germain de M. Maxime du Bosc, le sympathique conseiller général du canton de Briouze.

« Comment, et à quelle époque, trouvai-je une petite table dressée à côté de la mienne ? Je ne m'en souviens pas, mais je n'ai pas oublié, et je n'oublierai jamais l'excellent camarade qui s'installa pour un temps auprès de moi.

C'était un enfant de cette chère terre boscaïne, à laquelle appartenaient, de souche, de naissance et d'affection, Philippe de Chennevières-Pointel, Halbout et moi.

Alphonse du Bosc était de Pointel même, d'une très ancienne et très honorable famille de gentilshommes ruraux, dont les nombreux représentants occupaient chacun leur petit fief héréditaire. C'étaient de nos amis de campagne. Un des oncles d'Alphonse était Receveur de l'Enregistrement à Ecouché, soumis à l'Inspection de mon père. La camaraderie d'Alphonse ne me surprit pas. Il devint un peu de la famille, voilà tout.

Un peu plus âgé que nous, Alphonse du Bosc avait des airs

d'adolescent, pendant que nous, étions encore des gamins. Habillé de pied en cape, boutonné sur toute la ligne, il était rangé dans ses affaires et propre en tout. Je crois me souvenir qu'il essayait ses plumes sur une languette de drap noir. Il les taillait avec méthode et leur rafraîchissait souvent le bec, pour garder la netteté et obtenir l'uniformité d'une écriture lisible et correcte. Sa signature était enguirlandée d'un paraphe, qui s'arrondissait avec des lacs compliqués. Il taillait surtout ses crayons et dessinait d'enfance et d'instinct. Il les maintenait à pointe fixe, étant rectiligne de nature. Il se plaisait surtout aux dessins de vieux logis, aux tourelles ombrées de hachures propres. Il triomphait, s'attardait et se mirait dans les détails d'architecture. Avait-il eu un maître ? Le surveillant qui enseigna le premier le dessin au collège d'Argentan, pouvait lui donner des leçons, mais il ne pouvait assurément l'aider de ses conseils. Ce qu'il savait, il l'avait appris seul, servi par son adresse de main, son goût artistique et sa persévérance à dessiner d'après nature.

Les événements de juillet 1830 bouleversèrent notre collège, doté d'un nouveau Principal. Ce furent des luttes, des bourrasques, des orages, dont j'ai esquissé ailleurs le tableau. Alphonse du Bosc, Philippe de Chennevières et moi, gardions obstinément le culte du drapeau blanc et des fleurs de lys, puisé au sein de nos familles, où la résurrection du drapeau tricolore, et le chant de la *Marseillaise* avaient réveillé de vieilles terreurs et d'anciens courages.

Halbout, dans l'entraînement de ses jeunes collègues, gardait ses fidélités : Il jeta sa défroque universitaire, et se mit à faire son droit, pour arriver à l'indépendance du barreau. Il mourut à moitié chemin, à peu près phthisique, je crois, et brisé par le travail.

Alphonse du Bosc et moi nous descendîmes à l'étude commune. » Heureux élèves ! Il était de composition facile le Principal du collège !

« Je crois le voir encore, avec sa haute taille,
Surveiller, sans gronder, son troupeau qui travaille,
Sourire, en apparence, aux mêmes horizons,
Et de même vêtu dans toutes les saisons,

En hiver, par bonté du Maître ou négligence,
Ses sabots, avec nous, semblaient d'intelligence ;
Martelant le plancher, le long des corridors,
Ils criaient, en broyant le sable du dehors ;
Son pas le trahissait ; il le savait peut-être :
Prévenir était bien l'affaire du doux Maître,
Et ses sabots faisaient la police tout seuls.
Au printemps, le bonhomme, assis sous les tilleuls,
Regardait les joueurs, tandis que, sous sa chaise,
L'œil et l'oreille au guet, grondait sa chienne obèse.
Même, sous les pommiers et les tilleuls en fleurs,
La pauvre bête était notre souffre-douleur... »

Alors, les hommes avaient un livre de messe :

« En ces temps primitifs, Messieurs, je me rappelle,
Que le collège était sans prêtre et sans chapelle.
Assidus à l'office, et n'en manquant pas un,
Nous allions à la messe, ainsi que le commun
Des fidèles ; les jours de dimanche et de fête,
Nous battions le pavé, le principal en tête.
Tous nos anciens l'ont vu, grave, marchant d'un pas
Un peu lourd, et tenant son livre sous le bras.
Ce livre n'était point un missel ordinaire,
Il avait l'air trapu d'un vieux dictionnaire :
Au ventre de la tranche, on voyait luire encore,
Parmi les tons bistrés, quelques paillettes d'or ;
La reliure avait plus d'une place chauve,
Mais l'œil y caressait les reflets du veau fauve ;
Aux angles émoussés par un lecteur brutal,
On retrouvait en creux la griffe du métal.
A l'église, son dos brisé s'ouvrait au large,
Aux prières de l'eau bénite ; sur la marge,
Un pouce, cachet sombre, à la longue incrusté,
Témoignait, par écrit, notre assiduité,
Et nous marquait : *Présents au début de l'office.* »

Il y avait deux ans que Gustave était au collège, lorsque son frère vint l'y rejoindre. Inférieur à son aîné, au point de vue du talent, Léon n'en était pas moins excellent élève, intelligent, pieux, d'un bon sens et d'un sérieux au-dessus de son âge.

Sa loyauté était proverbiale. Un jour qu'il se trouvait retenu à la maison par une légère indisposition, son professeur n'hésita pas à lui envoyer le sujet d'une composition importante, bien assuré que l'enfant ne retirerait pas avantage du manque de surveillance. Sa confiance ne fut pas trompée.

Madame Le Vasseur, en effet, ayant pénétré dans le cabinet de son fils, le trouva à genoux, devant un siège mal équilibré, qui lui servait de table pour écrire. Comme elle lui exprimait son étonnement au sujet d'une aussi bizarre installation : « Ah ! maman, lui répondit-il, c'est comme cela qu'on écrit au collège ; si je me mettais plus à l'aise, j'aurais un avantage sur mes camarades, et ce ne serait pas juste. »

Tous les avantages qu'il eut, il les dut à ses talents et à sa bonne conduite : « Léon Le Vasseur, dit M. de La Sicotière, fit ses premières classes au collège d'Argentan, avec succès, fort considéré de ses Maîtres, aimé autant qu'estimé de ses camarades pour la droiture et la franchise de son caractère, dont la gaieté et l'égalité d'humeur n'excluaient pas l'espièglerie. C'est là qu'il fit sa première communion, avec les enfants de la ville. Ses condisciples et ses jeunes contemporains ne doutaient déjà point de sa vocation ecclésiastique.

L'abbé GOURDEL

Plaque de Cheminée Louis XIV

Ce n'est pas pour mon humble et basse cheminée
Que jadis, ô fondeur, tu coulas le métal,
Et du moule tiras la plaque blasonnée,
Mais pour quelque foyer de manoir seigneurial.

Sur sa face, elle montre en ses reliefs de fonte
Deux lions affrontés qui, depuis de longs ans,
Supportent fièrement la couronne de comte
Au-dessus d'un écu meublé de trois besans.

Figés l'un devant l'autre en leur pose héraldique
Leur queue aux muscles forts, à leur dos s'arrondit,
Et rejoint d'une courbe inverse et symétrique
La tête qui, d'orgueil, se dresse et se raidit.

On voit saillir les nerfs tendus par la cambrure
Des reins que vient baigner, de son flot apprêté,
L'onduleuse crinière à la noble frisure
Perruque in-folio pleine de majesté,

Leur gueule en vain grimace un rictus sanguinaire
Et leur langue s'allonge ainsi qu'un dard vibrant,
Ils gardent je ne sais quel aspect débonnaire
Qui tempère leur air farouche et conquérant.

Lorsque la cheminée ardente me convie
A son feu clair qui fait les choses vaciller,
Il me semble parfois qu'une lueur de vie
S'allume dans leurs yeux et qu'ils vont se parler.

Ils pourraient, en effet, parler de tant de choses ;
Tant de gens devant eux sont venus tour à tour,
S'asseoir, gais par moments, le plus souvent moroses
Et sitôt remplacés, pauvres hommes d'un jour !

Mais les vieux souvenirs sont morts au fond de l'âtre
Et j'interroge en vain sur leur ancien manoir,
Les deux lions cabrés dans la flamme rougeâtre
Qui met des besans d'or sur leur écusson noir.

WILFRID CHALLEMEL

FINALE

J'avais, pour le lire ici même,
(Je le confesse sans détour),
Ecrit un assez long poème,
Sachant bien que viendrait mon tour.
Mais... je saisis votre pensée,
A quoi bon la dissimuler !
Des lectures l'heure est passée,
Il est grand temps de s'en aller.

Encor des vers ! la belle affaire !
Dirait un confrère absorbé,
Je tremble pour mon bréviaire,
Murmurerait plus d'un abbé.
Par la ville, soupire un autre,
Il ferait bon déambuler !
Cet avis est aussi le nôtre :
Il est grand temps de s'en aller.

Les dames qui prêtent l'oreille
Aux beaux discours qu'on fait ici
Sentent un désir qui s'éveille,
C'est celui de parler aussi.
En tel cas, leur critique amère
Entre-elles pourrait s'exhaler :
« Allons ! convenez-en, ma chère,
Il est grand temps de s'en aller. »

Chrysale songe à son potage ;
Ce soir, sera-t-il de son goût ?
On ne vit pas de beau langage
Mais de bonne soupe, après tout.

Courez, ô pauvre Philaminte,
Au pot-au-feu, pour le saler,
Du bonhomme écoutez la plainte :
Il est grand temps de s'en aller.

Consultons votre excellent maire,
Il ne me contredira point.
Et de son ton si débonnaire,
Il vous répondra sur ce point :
« Je suis ici pour tout entendre
Mais j'ai quelque affaire à régler
Et pour le parti qu'il faut prendre,
Il est grand temps de s'en aller. »

Moi, qui n'eus jamais l'apparence
D'un carabinier, quel hasard
Veut que, dans pareille occurrence,
J'arrive ici toujours trop tard ?
Pourtant, je garde un avantage,
Car il m'est donné de combler
Des vœux, que d'ailleurs je partage :
Nous allons tous nous en aller.

WILFRID CHALLEMEL

SONNET

de M. PRAROND, ami de M. LE VAVASSEUR

I

L'œuvre fut d'un poète et la voix fut d'un sage,
Lire au fond de ces yeux ouverts ici, c'est voir
Des lieux chers ; entre tous celui qui n'ouït choir,
Un mot faux ; cette Lande au boisé paysage.

Sur tout ce très paisible et sérieux visage,
Flotte. épandu, comme un souvenir du terroir,
Des près, des bois, de l'Orne au sinueux miroir,
Du logis où le monde avait droit de passage.

Le monde ! un rayon grec tombe du ciel normand,
La Lande s'illumine et voit d'un bloc dormant
S'éveiller choir, jaillir, divine, Galatée.

Don Juan paraît, blanchi sous un dur talion,
Grand, l'expiation retrouvant, dans l'athée
De l'amour, un Cid vieux, vaincu, resté lion.

AUTRE SONNET DU MÊME

Lu à la séance d'Argentan

II

De l'humanité vraie est dans cette œuvre austère,
Tendre au blé sous la faux, au foin sous le rateau,
A la vieille maison de bois comme au château,
Au toit croulant du pâtre, au chaume, au presbytère;

Où c'est du vrai travail qui déchire la terre,
Où des couples ne vont, habillés par Watteau,
Pousser d'un éventail la voile d'un bateau,
L'Orne ignorant les quais de départ pour Cythère.

Mais où, dans l'air qui passe, on boit de la santé,
Mais où jamais l'or pâle extrait du fruit chanté
Ne fait bondir un thyrses échevelé de lierre.

Ce maître a vu des vœux comblés ; on estima,
Dans le poète l'homme, et la part familière,
Des deux fit la douceur sans prix des *Intima*.

A Gustave LE VAVASSEUR

Tous ceux dont tu contas où le rêve ou l'histoire,
Passants des clairs matins, ombres des soirs brumeux,
Citadins, paysans, rois, gueux disent ta gloire
Et moi qui t'ai connu, Maître, je fais comme eux !

Dans les rythmes légers, dans la grande harmonie,
O travailleur puissant, ô poète inspiré,
Tu n'as porté l'effort de ton souple génie
Que vers les purs sommets de l'Idéal sacré.

Loin de flatter ton siècle en des œuvres serviles,
Tu donnais le conseil, l'exemple et la leçon.
Et, chez nous, tu chantaï des villages aux villes
Et tous aimaient le sel gaulois de ta chanson.

Peintre des horizons où plane le mystère,
Tu savais, tu disais qu'ici bas tout est vain
Si le regard ne monte, en découvrant la terre,
De l'horizon terrestre à l'horizon divin.

Tes pâtres fatigués, que le soir guide encore,
S'enfoncent dans la nuit avec leurs lents troupes,
Mais la nuit d'ici bas touche à l'immense aurore
Et la fatigue humaine à l'éternel repos.

Lorsque ton laboureur, au désert de la Somme,
« Apparaît, gigantesque, à l'horizon tout nu, »
C'est le prédestiné, c'est le lutteur, c'est l'homme
Que ton vers magnifique impose à l'inconnu.

Devant toi, l'homme est grand et ton verbe l'exalte
Jusque sous les haillons de ces gueux étrangers
Qui, près de ton logis, en leur pénible halte,
Ont respecté les fruits de tes riches vergers.

Tu montres tes héros tels que ton cœur les aime :
Le prêtre, le soldat, le pauvre, l'ouvrier,
Et partout tu mets l'homme au-dessus de lui-même,
Pour le faire combattre, aimer, croire et prier.

Prêtre du sacrifice et des mansuétudes,
Pauvre dont la gaité résiste aux longs chemins,
Soldat, veilleur sublime, épris des servitudes
Qui préparent les cœurs à de fiers lendemains ;

Tous, dans ton œuvre, ô Maître, ont la même espérance,
Sont du même pays, vont aux mêmes autels.
Et, quand tu prends leur voix, c'est l'âme de la France
Que l'on entend vibrer dans tes vers immortels.

PAUL HAREL

BIBLIOGRAPHIE

Les Oiseaux du département de l'Orne. Catalogue analytique et descriptif, par M. l'abbé Letacq. In-8°. 72 p. Alençon, Renaut-de-Broise, 1898. Extrait du *Bulletin de la Société d'Horticulture de l'Orne.*

Ce travail n'est qu'une première partie. Peut-être serait-il préférable d'attendre, pour en parler, que l'ouvrage soit complet. Ce qu'on en connaît toutefois donne déjà l'idée de ce que sera le tout et permet d'en dire dès aujourd'hui beaucoup de bien.

Jusqu'ici les Oiseaux du département de l'Orne étaient fort imparfaitement connus, et nous n'avions sur ce sujet aucun ouvrage d'ensemble. On se demande si, du premier coup, M. Letacq n'aurait pas approché de la perfection et si nous ne posséderions pas désormais pour l'Ornithologie quelque chose d'analogue à ce que nous trouvons, par exemple pour la Botanique, dans l'excellente flore de Corbière. Erudition sûre, renseignements abondants, recherches étendues, méthode claire et précise; que faut-il de plus pour assurer le succès d'un livre d'histoire naturelle? Les clés analytiques seules suffiraient déjà à donner à celui-ci un prix très appréciable, principalement auprès des simples amateurs ou des personnes qui ne sont pas versées de longue date dans ces sortes d'études.

Il est bon d'ajouter, d'ailleurs, que, par une modestie qui l'honore, M. l'abbé Letacq a voulu reporter, au moins en partie, le mérite de son œuvre sur quelques auteurs ou collectionneurs qui l'ont précédé; spécialement et avant tout sur M. Letellier, ancien conservateur du Musée d'Alençon, dont tous ou presque tous, nous avons gardé un si excellent souvenir.

Enfin, M. Letacq ne se borne pas à offrir des descriptions très-bien faites des diverses espèces. Tenant à donner à son travail toute la portée pratique dont il est susceptible, il l'a enrichi de précieuses observations sur l'utilité des oiseaux en agricul-

ture. A côté de quelques espèces qui sont plus ou moins nuisibles, combien n'en doit on pas citer en effet qui ne se recommandent pas seulement par la beauté de leur plumage ou la mélodie de leurs chansons, mais surtout par le bien qu'elles nous font ? « Protégeons l'oiseau, a dit M. de la Sicotière, dans un rapport au Sénat, afin qu'à son tour, l'oiseau nous protège. » Si nos paysans, si les enfants de la campagne pouvaient estimer l'énorme destruction de vers blancs, d'insectes, de taupes, de mulots, de rats, de souris, qui est due à tels ou tels de nos oiseaux, à l'effraie, par exemple, ou au chat-huant, loin de leur faire la guerre, ne s'appliqueraient-ils pas plutôt à les ménager ?

En somme donc, nous ne pouvons que saluer la publication de la première partie de l'ouvrage de M. l'abbé Letacq, en faisant des vœux pour que le reste ne se fasse pas trop attendre.

H. BEAUDOUIN.

TABLE

DES MATIÈRES CONTENUES DANS CE VOLUME

1^{er} Bulletin

	PAGES
Bureau et Commission de publication. — Liste des Membres de la Société.	I
Procès-Verbal de la Séance du 18 Janvier 1898.	1
L'Église de Saint-Martin-d'Argentan, par M. l'abbé L. HOMMEY	5
Saint-Simon dans le Perche, par M. le Vicomte H. DE BROU	33
Une Famille d'Argentan. — Correspondance d'un Subdélégué (<i>Suite</i>), par M. Urbain DE FRANCE DE TERSANT	49
Rôle des Impositions de la Commune de Monnay en 1790, par M. Louis DUVAL.	82
Anciennes Coutumes Normandes. — Pâques au pays d'Auge, par M. PERROTTE	125
Bibliographie : 1 ^o Aube de Siècle (M. le Baron J. Angot des Rotours), par M. H. BEAUDOUIN.	127
2 ^o Les Reptiles du Département de l'Orne (M. l'abbé A.-L. Letacq, aumônier des Petites-Sœurs des Pauvres d'Alençon), par M. H. BEAUDOUIN	130
3 ^o Exposé systématique et Description des Lichens de l'Ouest et du Nord-Ouest de la France, Normandie, Bretagne, Anjou, Maine, Vendée (M. l'abbé H. Olivier, lauréat de l'Académie Internationale de Géographie Botanique), par M. l'abbé A.-L. LETACQ	132
4 ^o Essai sur la Topographie à usage des Écoles Primaires (M. Louis Blanchetière), par M. l'abbé A.-L. LETACQ	137
5 ^o Recherches et Observations sur la Flore de l'arrondissement de Domfront (<i>Orne</i>), Plantes Vasculaires et Characées (M. Auguste Chevalier), La Flore adventive des ruines du château féodal de Domfront (par le même), par M. l'abbé A.-L. LETACQ	139
6 ^o Archivos do Museu nacional do Rio de Janeiro, par M. l'abbé A.-L. LETACQ	142

2° Bulletin

	PAGES
L'Église de St-Martin-d'Argentan (<i>Suite</i>), par M. l'abbé L. HOMMEY	145
Les Seigneurs de la Motte-Fouquet, par M. Charles VÉREL . . .	189
Passais-la-Conception, par M. l'abbé BOISSEY, curé de Beauchêne	239
Une vue de la ville de Séez, au siècle dernier, par M. l'abbé DUMAINE, Chanoine-Archiprêtre.	255
Bibliographie : 1° Conférence donnée aux Dames de la Croix-Rouge à l'Hôtel-de-Ville d'Alençon, le mercredi 2 mars 1898 (M. l'abbé L.-V. Dumaine, Chanoine-Archiprêtre de la Cathédrale de Séez), par M. H. BEAUDOUIN	257
2° Compte-rendu des Excursions botaniques de la Société linnéenne de Normandie aux environs de Domfront (<i>Orne</i>) et de Pré-en-Pail (<i>Mayenne</i>), les 5 et 6 juillet 1897 (M. l'abbé A.-L. Letacq, aumônier des Petites-Sœurs des Pauvres d'Alençon), par M. H. BEAUDOUIN	260
3° Faune de la Normandie (M. H. Gadeau de Kerville), par M. H. BEAUDOUIN.	261
4° Petite Flore Mancelle contenant l'analyse et la description sommaire des plantes vasculaires de la Sarthe (M. A. Gentil, professeur de sciences physiques et naturelles au lycée du Mans), par M. l'abbé A.-L. LETACQ . .	261

3° Bulletin

Procès-Verbaux des Séances de la Société	265
L'Église de Saint-Martin-d'Argentan (<i>Suite et Fin</i>), par M. l'abbé L. HOMMEY.	269
Les Seigneurs de la Motte-Fouquet (<i>Suite et Fin</i>), par M. Charles VÉREL	305
Domfront et ses environs pendant la Révolution. — Essai sur les Fêtes Nationales, par M. Louis CHAMBAY, Avocat	349
Bibliographie du Département de l'Orne, pendant l'année 1897, par MM. H. BEAUDOUIN, L. DUVAL, A.-L. LETACQ, A. RICHER. .	378
Bibliographie : 1° Histoire des Roses Indigènes de la Sarthe (M. A. Gentil, professeur de Sciences physiques et naturelles au lycée du Mans), par M. l'abbé A.-L. LETACQ	397
2° Deuxième supplément à la Flore de Normandie (M. Le Corbière, professeur de Sciences Naturelles au Lycée de Cherbourg), par M. l'abbé A.-L. LETACQ	398

	PAGES
Bibliographie : 3 ^e Note sur le Massif Silurien d'Hesloup (MM. D.-P. Œhlert et A. Bigot), par M. l'abbé A.-L. LETACQ	400

4^e Bulletin

Procès-Verbaux des Séances de la Société	401
Gustave Le Vavas seur : Débuts littéraires, par M. le comte G. de CONTADES	407
Compte-rendu des Travaux de la Société pendant l'année, par M. Henri BEAUDOUIN, secrétaire général	422
Fragments d'Histoire diocésaine, par M. l'abbé L. HOMMEY . .	434
Le Pays du Houlme, par M. le baron J. ANGOT DES ROTOURS . .	442
M.-J. Letellier, sa Vie, ses Travaux scientifiques, par M. l'abbé A. L. LETACQ.	453
Gustave Le Vavas seur, Conseiller général de l'Orne, par M. Louis DUVAL	474
Silhouettes Normandes : Annibal Olivier, par M. Charles VÉREL.	483
La bienheureuse princesse Marie d'Armagnac, duchesse d'Alençon, comtesse du Perche et patronne de la ville de Mortagne, par M. l'abbé A.-P. GAULIER	501
Les deux frères Le Vavas seur, par M. l'abbé GOURDEL	513
Poésies : Plaque de cheminée Louis XIV, par M. Wilfrid CHALLEMEL	523
— Finale, par M. Wilfrid CHALLEMEL.	525
— Sonnet de M. PRAROND, ami de M. Le Vavas seur. . .	527
— Autre sonnet, du même	528
— A Gustave Le Vavas seur, par M. Paul HAREL	529
Bibliographie : Les Oiseaux du département de l'Orne, (M. l'abbé A.-L. Letacq, aumônier des Petites-Sœurs des Pauvres d'Alençon), par M. H. BEAUDOUIN.	531

UNIVERSITY OF MICHIGAN



3 9015 06356 0778

